

**Le virage vers la classe ouvrière : L'implantation et l'engagement des marxistes-léninistes
québécois·es en milieu de travail**

Guillaume Tremblay-Boily

Thèse présentée au
département de sociologie et d'anthropologie

comme exigence partielle au grade de
philosophae doctor (Ph.D.)
Université Concordia
Montréal, Québec, Canada

Janvier, 2022

© Guillaume Tremblay-Boily, 2022

CONCORDIA UNIVERSITY
SCHOOL OF GRADUATE STUDIES

This is to certify that the thesis prepared

By: Guillaume Tremblay-Boily

Entitled: Le virage vers la classe ouvrière : L'implantation et l'engagement des marxistes-léninistes québécois·es en milieu de travail

and submitted in partial fulfillment of the requirements for the degree of

Doctor Of Philosophy (Social and Cultural Analysis)

complies with the regulations of the University and meets the accepted standards with respect to originality and quality.

Signed by the final examining committee:

_____Chair
Dr. Christian Sigouin

_____External Examiner
Dr. Barry Eidlin

_____Thesis Supervisor
Dr. Jean-Philippe Warren

_____Examiner
Dr. Steven High

_____Examiner
Dr. Kregg Hetherington

_____Examiner
Dr. Greg Nielsen

Approved by

Dr. Kregg Hetherington, Graduate Program Director

4/7/2022

Dr. Pascale Sicotte, Dean
Faculty of Arts and Science

Résumé

Le virage vers la classe ouvrière : L’implantation et l’engagement des marxistes-léninistes québécois·es en milieu de travail

**Guillaume Tremblay-Boily, Ph.D. in Social and Cultural Analysis
Université Concordia, 2022**

Dans les années 1970, quelques centaines de jeunes militant·es communistes québécois·es ont décidé de devenir travailleur·euses manuel·les à des fins politiques. Dans la plupart des cas, il s’agissait d’étudiant·es ou de diplômé·es qui auraient pu occuper des postes de professionnel·les, mais qui ont décidé, au nom d’un idéal, de s’implanter en usine ou dans un hôpital afin de nouer des relations concrètes avec les travailleur·euses. Comme d’autres groupes similaires ailleurs dans le monde, il·elles considéraient cette démarche d’immersion comme un préalable à la construction d’un parti révolutionnaire de masse.

Cette thèse documente et analyse le mouvement d’implantation québécois en s’appuyant sur des documents d’archives et des entrevues d’histoire orale avec les protagonistes du mouvement. Je démontre que, pour les militant·es, l’implantation constitue une réponse aux limites de leur activisme dans le contexte d’effervescence sociale et politique de la fin des années 1960 et du début des années 1970. Ma thèse s’inscrit dans un courant de la recherche nord-américaine et européenne qui s’intéresse aux transformations de la gauche au tournant des années 1970, ainsi qu’à la dimension ouvrière des « années 68 ». Le parcours des implanté·es permet de porter un nouveau regard sur l’évolution du militantisme et du mouvement syndical durant une période charnière entre la Révolution tranquille et l’émergence du néolibéralisme.

Le thème des impacts concrets de l’implantation traverse l’ensemble de la thèse. Plusieurs implanté·es ont su s’intégrer dans leur milieu de travail en convertissant leur capital culturel et militant en influence syndicale. Ce faisant, dans les hôpitaux, il·elles ont contribué au renforcement de la CSN, tandis que dans la région industrielle du Suroît, il·elles ont maintenu et approfondi une culture ouvrière combative qui était déjà présente.

Il·elles ont aussi participé à différentes luttes pour l’amélioration des conditions de travail, bien que leurs tentatives de diffuser la pensée marxiste-léniniste aient trouvé peu de résonance auprès des travailleur·euses. Enfin, les groupes marxistes-léninistes québécois ont adopté une vision originale du prolétariat qui inclut les travailleur·euses des services, mais ils ont reproduit en leur sein une division genrée du travail militant qui a été un facteur de leur dissolution au début des années 1980.

Remerciements

Une thèse, comme toute création intellectuelle, est en réalité une œuvre collective, fruit d'innombrables rencontres et expériences. Ces remerciements ne rendent donc que partiellement compte de tout ce qui a influencé ce projet, mais ils permettent tout de même de souligner l'apport essentiel de certaines personnes.

Mes premiers remerciements vont bien sûr à mon directeur de recherche, Jean-Philippe Warren. Ses commentaires riches et minutieux m'ont permis d'améliorer considérablement chacun de mes chapitres. J'ai aussi beaucoup apprécié les longues discussions politico-historiques dans son bureau. Un merci tout particulier aussi à Steven High et à Kregg Hetherington, dont les commentaires m'ont encouragé à approfondir mes réflexions.

Je remercie les membres de ma cohorte, Anne-Marie, Aryana, Gabrielle et Kris, avec qui j'ai traversé les différentes étapes du doctorat. À Gabrielle, pour les nombreux souvenirs partagés durant les trois premières années. À Anne-Marie, avec qui j'ai eu le plaisir de faire une maîtrise *et* un doctorat (sans oublier une épique grève étudiante). To Kris, with whom the writing sessions and the after-work beers were truly an essential service during the long pandemic winter.

Merci à toutes les personnes qui ont accepté de me parler de leur parcours militant. Sans elles, ce projet n'aurait évidemment pas été possible. J'espère que ma thèse rend compte avec justesse de leur implication. J'adresse des remerciements particuliers à Pierre Beaudet, qui m'a aidé à rencontrer d'autres militant·es, m'a prêté des documents d'archives essentiels et a répondu à mes nombreuses questions tout au long du projet, en plus de me raconter ses meilleures blagues socialistes.

Mes remerciements à tou·tes les membres de la communauté Thèsez-vous. L'espace de travail m'a beaucoup aidé à préparer mes cours et à rédiger. La méthode des tomates a influencé pour le mieux ma manière de travailler et une retraite de rédaction au Manoir d'Youville m'a permis d'accomplir le sprint final.

Merci à mes parents, pour leur soutien constant dans tous mes projets. Merci aussi à Gab, à Pascal et à Thomas, ainsi qu'à tou·tes les membres du panetariat élargi, pour leur amitié indéfectible.

Enfin, j'ai été privilégié d'avoir le soutien financier du CRSH, du FRQSC et de Concordia durant ce doctorat. En dernière instance, cet argent provient du travail réalisé par tou·tes ceux·elles dont les efforts nous permettent de nous nourrir, de nous vêtir, de nous loger, de nous déplacer, de nous soigner, de nous divertir et d'apprendre. Je remercie donc tous ces gens dont le temps de travail m'aura indirectement permis de me consacrer pleinement à ce projet.

Table des matières

Introduction.....	1
Prélude.....	1
Objet de la thèse	6
Un enjeu d’actualité	15
Un mouvement international.....	22
Un enjeu inexploré au Québec	32
Méthodologie.....	37
Présentation des chapitres	41
Chapitre 1 – L’émergence du mouvement d’implantation	45
Préludes (1963-1970).....	52
<i>L’émergence des comités d’action politique</i>	<i>52</i>
<i>Octobre 1970, un point tournant.....</i>	<i>56</i>
<i>Se lier à la classe ouvrière</i>	<i>61</i>
Tâtonnements (1971-1974)	68
<i>Rémi Carrier, une première liaison prolongée</i>	<i>68</i>
<i>Le Front commun de 1972 et l’essor du mouvement d’implantation.....</i>	<i>73</i>
<i>Des petits milieux aux grandes entreprises.....</i>	<i>80</i>
Deux « modèles » d’implantation.....	93
<i>La « formule Mobilisation » : créer des comités de travailleurs.....</i>	<i>93</i>
<i>Une approche critiquée.....</i>	<i>98</i>
<i>La création de la Ligue.....</i>	<i>108</i>
<i>L’implantation selon la Ligue</i>	<i>110</i>
<i>De l’implantation spontanée à l’implantation encadrée</i>	<i>113</i>
Chapitre 2 – Un choc d’habitus? L’intégration des implanté·es en milieu ouvrier	116
Niveau de scolarité et origines sociales.....	123
Bourdieu : Habitus et discordance culturelle	134
<i>Le capital culturel.....</i>	<i>134</i>
<i>L’habitus</i>	<i>136</i>
<i>Des rencontres improbables?</i>	<i>139</i>
Distance et rapprochement.....	144
<i>Quand le courant ne passe pas.....</i>	<i>144</i>
<i>Des différences sans conséquence</i>	<i>149</i>

<i>S'adapter à la culture ouvrière</i>	151
<i>Une expérience préalable du monde ouvrier</i>	157
<i>Amitié et camaraderie</i>	158
Syndicalisme et délégation	169
<i>Des « champions de l'action syndicale »</i>	169
<i>La remise de soi</i>	174
Le projet idéologique mis de côté	179
<i>Le syndicalisme comme levier pour aborder des questions politiques</i>	180
<i>Des idées abstraites et farfelues</i>	184
<i>La question nationale, pierre d'achoppement</i>	186
<i>« On était des syndicalistes d'abord et avant tout »</i>	190
Chapitre 3 – L'implantation dans les hôpitaux : unir le prolétariat	198
Un secteur stratégique	204
<i>Vers le premier Front commun</i>	204
<i>S'implanter en milieu hospitalier</i>	209
<i>Le système de santé, objet de la lutte des classes</i>	215
<i>Le prolétariat des services</i>	225
Militer dans les hôpitaux	233
<i>De la confrontation au Front uni prolétarien</i>	233
<i>« Des défenseurs de la CSN »</i>	243
<i>« Développer l'unité privé-public »</i>	259
<i>Le mouvement d'implantation, produit d'une mobilisation syndicale exceptionnelle</i>	268
Chapitre 4 – L'action syndicale à Valleyfield : mémoire et continuité	277
Valleyfield, « company town »	283
La victoire de 1946	286
S'implanter à la Dominion Textile	292
<i>L'usine, « c'est pas le même monde »</i>	293
<i>Les obstacles à la mobilisation</i>	297
S'implanter à l'Alcan Beauharnois	302
<i>Jouer le rôle d'un ouvrier</i>	302
<i>Une grève perdue</i>	309
L'usine d'explosifs : terreau fertile, enracinement durable	314

<i>Un milieu propice à l'action syndicale</i>	319
<i>S'intégrer au syndicat</i>	323
<i>Des gains tangibles</i>	324
<i>Démocratiser le syndicat</i>	326
<i>Maintenir le cap</i>	329
Coton-46 : Poursuivre le combat	336
Chapitre 5 – Soutenir l'implantation : la division genrée du travail militant	341
L'antiféminisme du mouvement marxiste-léniniste	342
Un petit nombre d'implantées	347
Des rôles de reproduction sociale	354
Un rythme insoutenable	366
Conclusion	371
Pistes de recherche	378
La classe ouvrière comme acteur de changement	382
Bibliographie	385
Entretiens	385
Documents d'archives	385
Articles, ouvrages, documents audiovisuels et chapitres de livres	391
Annexe A : Schéma d'entretien	414

Introduction

Prélude¹

Au printemps 1972, Jacques terminait son baccalauréat en science politique avec des résultats remarquables. L'année suivante à pareille date, il entame sa première journée de travail à l'entretien ménager d'un grand hôpital de l'Est de Montréal. Ce n'est pas un emploi d'été : Jacques compte s'immerger dans ce milieu et tisser des liens durables avec les autres travailleur·euses². Il veut contribuer à l'amélioration des conditions de travail, politiser les luttes, s'impliquer dans le syndicat et, éventuellement, rallier ses collègues les plus combatif·ves à l'idée de créer un parti des travailleur·euses.

En 1972, alors que le Front commun intersyndical du secteur public coordonnait une grève générale, Jacques, comme plusieurs autres étudiant·es de gauche, était fasciné par l'ampleur du mouvement. Il s'était joint aux lignes de piquetage, avait assisté aux assemblées générales et avait

¹ Jacques et Yves, dont les récits sont présentés dans ce préluide, sont des personnages composites formés afin de mettre en lumière certains éléments caractéristiques du parcours des implanté·es rencontré·es (voir la section « Objet de la thèse » ci-dessous) : « Au sens strict, chaque histoire n'est donc pas le compte rendu d'un entretien, mais plutôt une construction qui utilise plusieurs comptes rendus où les répondants rapportent des pratiques et des situations semblables. L'histoire racontée est en quelque sorte un idéal-type qui regroupe dans un récit cohérent les éléments fondamentaux et distinctifs de la diversité des pratiques et des situations semblables que l'on retrouve [parmi les personnes rencontrées] ». Trépanier, Michel et Kadia Georges Aka. 2017. « L'analyse des réseaux dans les activités d'innovation des PME : le rôle oublié de l'homophilie » *Revue internationale P.M.E.* vol. 30, no. 2, pp. 41-42.

² La manière de féminiser le texte s'inspire du manuel d'écriture inclusive disponible sur le site de la Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres de l'UQAM : « L'écriture inclusive désigne l'ensemble des attentions graphiques et syntaxiques qui permettent d'assurer une égalité de représentations des deux sexes ». Haddad, Raphaël et Carline Baric. 2016. *Manuel d'écriture inclusive*. Paris : Mots-Clés. p. 4. [En ligne] <https://chairedspg.uqam.ca/wp-content/uploads/2019/04/Mots-Cl%C3%A9s-Manueild%C3%A9critureinclusive.pdf>. Par souci de cohérence historique, j'ai toutefois conservé telles quelles les formes utilisées par les acteur·ices de l'époque, comme « comité de citoyens » ou « cercle de lecteurs ». La place des femmes dans le mouvement marxiste-léniniste au Québec a été un enjeu majeur qui a précipité la dissolution des organisations se réclamant de cette mouvance. On verra que les femmes ont été moins nombreuses à s'implanter que les hommes et que celles qui l'ont fait ont été plus réticentes à parler de leur expérience. Néanmoins, il m'a semblé que l'écriture inclusive évitait d'invisibiliser davantage leur contribution au mouvement d'implantation. Ces questions seront abordées plus en détails plus loin.

manifesté avec les syndiqué·es. Une fois la grève terminée, il avait mis sur pied un cercle de lecture marxiste-léniniste avec des ami·es étudiant·es et avait donné des ateliers de formation populaire sur l'histoire du mouvement ouvrier.

À cette époque, Jacques était déjà militant depuis quelques années. Au collège classique où ses parents l'avaient envoyé faire ses études, il lisait avec passion des textes critiques. La revue *Parti pris* (1963-1968) avait été pour lui un « véritable coup de foudre ». Il avait côtoyé un temps les membres du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), mais il s'était surtout impliqué dans son quartier, comme membre d'un des nombreux comités de citoyens de Montréal, qui exigeaient la création de logements sociaux et de meilleures infrastructures pour la population. En parallèle, il avait participé à de nombreuses manifestations, dont celle de l'opération McGill français (1969) : « J'étais impliqué pas mal dans tout ce qui bougeait. Pis quand ça bougeait pas assez, on s'arrangeait pour que ça bouge ».

Dans ses temps libres, Jacques se tient au Chat noir, un club fréquenté par maints artistes, marginaux·ales et militant·es, situé au coin de Sherbrooke et Jeanne-Mance :

Si tu voulais rencontrer la gauche, t'allais là. Ou l'autre côté de la rue, au Swiss Hut. C'était les deux places. Moi, j'allais au Chat Noir parce que j'aimais mieux l'atmosphère. Criss, on était là, on prenait un coup. Trois gars dans le coin, tout le monde savait que c'était des gars du FLQ. Tout d'un coup, ils partent : « Ah, ils s'en vont faire un coup! » Dix minutes après on entend « BOOM! » C'était à McGill. Ils avaient crissé une bombe à McGill. Là, on était dehors sur la rue pis on les applaudissait³.

Quand survient la crise d'Octobre, Jacques appuie les objectifs et les moyens du FLQ, mais face à la répression et au manque de soutien populaire pour la lutte armée, il se rend vite compte que le

³ Il est improbable que l'appui au FLQ ait été aussi enthousiaste et unanime que le laisse croire la citation, mais celle-ci est surtout révélatrice de l'atmosphère d'ébullition qui caractérise la période pour les militant·es de gauche.

terrorisme est une voie sans issue. Pourtant, il sent que les luttes étudiantes et les luttes dans les quartiers plafonnent. Ses camarades et lui sont de plus en plus convaincu·es que, pour pousser l'action politique plus loin, il faut se mêler aux luttes des milieux de travail. Il·elles envisagent sérieusement de « s'implanter » dans la classe ouvrière en allant travailler en usine. Lorsque le Front commun de 1972 se transforme en une vaste grève spontanée réunissant à la fois des travailleur·euses du secteur public et du secteur privé, Jacques a l'impression que cela confirme son analyse : le moment est propice pour se lier avec les fractions les plus combattives du prolétariat, dans les usines et dans les hôpitaux.

À l'hôpital, l'atmosphère est effectivement favorable à la mobilisation. Plusieurs jeunes employé·es se sont politisé·es durant la grève de 1972 et se sentent davantage prêt·es à se battre pour améliorer leur sort. Avec d'autres travailleur·euses, Jacques met sur pied un journal syndical. Rapidement, il est élu délégué en santé-sécurité. En plein quart de travail, il organise des réunions de plusieurs dizaines de personnes. Au cours des six années qu'il passe dans ce milieu de travail, Jacques mène une campagne pour que la section syndicale se désaffilie du syndicat international jugé corrompu et se joigne à la CSN, plus démocratique et surtout, plus combative. Il se fait congédier à la suite d'un débrayage illégal, mais la campagne est poursuivie avec succès par d'autres militant·es.

Durant ses années à l'hôpital, Jacques se consacre pleinement au militantisme. Tandis qu'il travaille à temps plein tout en militant dans le syndicat, sa conjointe s'implique dans la création d'une garderie populaire et d'une coopérative alimentaire. Dès 1975, les deux ont choisi de devenir membres de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. En plus de leur travail et de

leurs tâches militantes, les deux se lèvent à 4h30 du matin pour distribuer *La Forge*, le journal de l'organisation, aux portes des usines (sans grand succès). Le militantisme prend tout leur temps libre, les épuise, mais les exalte aussi : « Tu sentais que tu étais vivant, hein! », confie Jacques. Après son congédiement, Jacques devient employé permanent de la Ligue, qui se renomme le Parti communiste ouvrier en 1979. Quand l'organisation disparaît en 1983, il décide de reprendre les études. Après avoir terminé une maîtrise en sciences sociales, il travaille quelques années dans le milieu de la coopération internationale, puis devient enseignant au cégep, où il continue à s'impliquer syndicalement. Depuis sa retraite, il est impliqué à Québec solidaire.

Yves grandit dans une famille ouvrière d'une petite ville du sud-ouest du Québec. Son père est électricien dans une aluminerie, tandis que sa mère s'occupe de leurs quatre enfants tout en effectuant de petits contrats de couture. Ses parents s'intéressent peu à la politique, même si son père se fait un devoir d'assister aux assemblées syndicales de son usine. Par contre, à l'adolescence, Yves discute constamment de l'actualité avec son grand frère, qui est abonné à plusieurs revues politiques, dont *Pékin Information*. Arrivé au cégep, Yves devient brièvement membre du PQ et s'implique activement dans son association étudiante. Il participe avec enthousiasme à la grève de l'automne 1974 pour l'amélioration des prêts et bourses. Il est captivé par les grèves ouvrières dures qui se déroulent au même moment à l'usine United Aircraft de Longueuil et à la Canadian Gypsum de Joliette. Après avoir complété son DEC en sciences humaines, il vivote un temps entre le chômage et de petits boulots, puis s'inscrit en histoire à l'UQAM. Dans les couloirs de l'université, des groupes trotskystes et maoïstes rivalisent pour convaincre les étudiant·es de lire leurs tracts. Yves a une certaine admiration pour Charles Gagnon, le fondateur d'En Lutte!, mais il trouve que le groupe a un discours trop intellectuel. Il est attiré

par la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada parce que plusieurs de ses membres sont déjà impliqués dans des luttes syndicales en milieu de travail. Il se joint à la cellule étudiante de la Ligue et décide rapidement de quitter les études pour se faire embaucher dans une fonderie :

J'aurais que ça allait de soi parce que le vrai monde, c'était le monde des usines. C'était la classe ouvrière qu'il fallait mobiliser, dans notre vision. Donc nécessairement, il fallait trouver une usine où aller.

Durant ses trois mois de probation, Yves adopte un profil bas, apprend le métier et discute autant qu'il le peut avec ses collègues de l'usine. Graduellement, à mesure qu'il s'intègre à l'usine, il aborde des sujets politiques et s'affiche ouvertement comme militant marxiste-léniniste. Il réussit à convaincre cinq ou six ouvriers de se joindre à un cercle de lecture de *La Forge*. Il rejoint cependant une audience bien plus large lorsqu'il propose des actions revendicatives pour améliorer les conditions de travail à l'usine. Avec un noyau d'ouvriers combattifs, Yves organise des pétitions, des ralentissements de la production et des boycotts du temps supplémentaire pour obtenir des changements concrets, notamment en ce qui concerne les normes de santé et sécurité. Au bout de trois ans, il parvient à se faire élire comme vice-président du syndicat, un poste qu'il occupe jusqu'à son départ de l'usine huit ans plus tard. Au cours d'un de ses mandats, une grève de six mois mène à des augmentations de salaires substantielles. Au milieu des années 1980, alors que le mouvement marxiste-léniniste s'est dissous, Yves, comme d'autres ex-militant·es marxistes-léninistes, quitte l'usine pour devenir conseiller syndical à la CSN. Depuis sa retraite, il donne de temps à autre des formations en santé et sécurité au travail. Il a voté pour Québec solidaire en 2014, mais il est déçu que le parti ait refusé toute alliance avec le Parti Québécois; il souhaiterait un grand regroupement de la gauche indépendantiste. Bien qu'il déplore l'approche sectaire et dogmatique qu'avait la Ligue, il considère qu'il a beaucoup appris en militant dans le mouvement marxiste-léniniste. L'analyse de classes, entre autres, lui semble encore utile pour comprendre et

changer la société. De sa carrière en usine, il garde un grand respect pour ceux et celles qui accomplissent les tâches manuelles nécessaires au fonctionnement de la société : à son fils qui étudie en médecine, il rappelle que les éboueurs contribuent autant, sinon plus, à la santé publique que les médecins.

Objet de la thèse

Jacques et Yves n'existent pas. Leur récit a été construit à partir des 30 entrevues réalisées au cours de ma recherche. En mettant en relief dès les premières pages les éléments les plus typiques du parcours des interviewé·es en ce qui concerne leur milieu social d'origine, les étapes de leur politisation, leur lieu d'implantation, leurs accomplissements en milieu de travail, leur carrière post-implantation et les leçons qu'il·elles tirent de leur expérience marxiste-léniniste, j'ai voulu condenser de manière éloquente quelques traits de l'expérience des personnes rencontrées dans le cadre de ma thèse.

Sans avoir la prétention de saisir toute la diversité des profils, le parcours de Jacques et celui d'Yves illustrent comment, dans les années 1970, au Québec, quelques centaines de jeunes militant·es communistes ont décidé de devenir travailleur·euses manuel·les à des fins politiques. Dans la plupart des cas, il s'agissait d'étudiant·es ou de diplômé·es qui auraient pu occuper des postes de professionnel·les, mais qui ont décidé, au nom d'un idéal, de se faire embaucher en usine ou dans un hôpital afin de nouer des relations concrètes avec les travailleur·euses. Ces militant·es appartenaient à des groupes marxistes qui considéraient cette démarche d'immersion comme un préalable à la construction d'un parti révolutionnaire de masse. Au cours des années 1960 et 1970, d'autres groupes ailleurs dans le monde ont mis de l'avant une tactique semblable. Au Québec, le

phénomène a été désigné sous le nom « d'implantation ». Cette thèse vise à comprendre et à documenter le mouvement d'implantation québécois en s'appuyant sur des documents d'archives et des entrevues d'histoire orale avec les protagonistes du mouvement.

La majorité des « implanté·es » des années 1970 au Québec se réclament du marxisme-léninisme. Aussi appelé mouvement maoïste, mouvement antirévissionniste et *New Communist Movement* (aux États-Unis)⁴, le mouvement marxiste-léniniste est un courant politique international significatif dans les années 1960 et 1970. Il se caractérise notamment par le rejet du modèle soviétique et l'admiration pour la Chine maoïste, dont les positions officiellement anti-impérialistes et antibureaucratiques plaisent à une génération de militant·es qui a été marquée par la décolonisation, l'opposition à la guerre du Vietnam et l'élan libertaire des contestations étudiantes⁵. Très important au sein de la gauche québécoise des années 1970 et du début des années 1980, le mouvement marxiste-léniniste a rallié à son sommet des milliers de sympathisant·es regroupé·es dans deux organisations principales : la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada (devenue le Parti communiste ouvrier en 1979) et En Lutte!. Comme ailleurs en Occident, ces organisations sont nées notamment du constat que les mobilisations populaires et étudiantes qui ont marqué plusieurs pays occidentaux dans la deuxième moitié de la décennie 1960 n'ont pas su être canalisées vers un changement social d'envergure. De nombreux·euses militant·es ont alors conclu à la nécessité d'un parti bien structuré ayant un fort ancrage au sein de la classe ouvrière.

⁴ Voir Elbaum, Max. 2002. *Revolution in the Air: Sixties Radicals turn to Lenin, Mao and Che*. New York: Verso.

⁵ St-Denis Lisée, David. 2019. « *Le monde va changer de base* » : *L'horizon international du groupe En Lutte! (1972-1982)*. Université du Québec à Montréal : mémoire de maîtrise (histoire). pp. 2-5.

La manière de réaliser cet ancrage fait l'objet d'un débat⁶. Pour la Ligue (et les organisations dont elle est issue), l'envoi de militant·es communistes en milieu de travail est le moyen le plus efficace d'entamer la création de noyaux révolutionnaires.

L'idée que des « intellectuel·les » se fassent ouvrier·ères est cependant aussi portée par des courants de pensée qui n'adhèrent pas au marxisme-léninisme. On peut penser par exemple aux prêtres-ouvriers, des membres du clergé qui ont choisi d'aller travailler en usine pour partager la vie quotidienne des travailleur·euses. Ce mouvement lancé en France a fait des émules au Québec. Les prêtres-ouvriers ont d'ailleurs vécu à la fois des tensions et des collaborations avec les marxistes-léninistes, qu'ils ont parfois croisés dans les mêmes milieux de travail⁷.

Il faut aussi noter, dans un autre ordre d'idées, que les sciences sociales s'intéressent de près à la classe ouvrière, surtout dans les années 1960 et 1970, et que la sociologie du travail occupe une place significative au sein de la discipline, ce qui inclut le recours à la participation directe pour faire des enquêtes en usine. En France, « [d]epuis la Libération, il est habituel que de jeunes sociologues partent effectuer un stage de plusieurs mois dans une usine ou une mine, afin d'y faire la preuve de leur capacité d'enquête »⁸. Aux États-Unis, en 1974, Michael Burawoy devient opérateur de machines dans une manufacture de tracteurs pour y produire une analyse des relations de travail en entreprise⁹. Il marche dans les traces de Donald Roy, qui a travaillé dans la même

⁶ Les tenants et aboutissants de ce débat sont expliqués au chapitre 1, « La genèse du mouvement d'implantation ».

⁷ Alors qu'un important travail d'histoire et de mémoire a été fait en France au sujet des prêtres-ouvriers, il existe très peu de sources historiques sur leurs homologues québécois. La source la plus riche est le récent documentaire *Les Fils*, qui porte sur l'expérience des Fils de la charité à Pointe-Saint-Charles. Cousin, Manon. 2021. *Les Fils*. Québec : K-Films Amérique. 96 mins.

⁸ Vigna, Xavier et Michelle Zancarini-Fournel. 2009. « Les rencontres improbables dans 'les années 68' » *Vingtième siècle. Revue d'histoire* vol. 1, no. 101, p. 165.

⁹ Il y reste 10 mois. Il est alors doctorant en sociologie à l'Université de Chicago. Frappé par l'intensité du travail sur le plancher de l'usine, il inverse la question classique de la sociologie du travail – pourquoi les travailleurs ne

usine et en a tiré des articles considérés comme des classiques de la sociologie du travail¹⁰. Il existe en fait une riche tradition d'enquêtes en milieu de travail qui remonte aux années 1890¹¹ et se prolonge jusqu'à aujourd'hui. Ces enquêtes sont souvent menées par des sociologues et des anthropologues, mais aussi par des journalistes ou des romancier·ères. Le livre *Nickel and Dimed: On (Not) Getting By in America*, par exemple, raconte l'immersion de la journaliste Barbara Ehrenreich dans des emplois au salaire minimum (serveuse, femme de ménage, préposée aux bénéficiaires, commis chez Wal-Mart) aux États-Unis. L'autrice, militante socialiste, s'intéresse depuis longtemps à la relation entre la « classe moyenne » et la classe ouvrière : en 1977, dans un article publié en collaboration avec son ex-mari, elle a élaboré le concept de « classe professionnelle-managériale », qui a soulevé la polémique dans les cercles intellectuels marxistes¹². Plus récemment, la journaliste Florence Aubenas a publié *Le quai de Ouistreham*, qui fait état de la précarité des classes populaires en France à la lumière de l'expérience de l'autrice comme demandeuse d'emploi anonyme¹³. Le titre de l'ouvrage fait référence au livre de George Orwell *The Road to Wigan Pier* (*Le quai de Wigan* en français), résultat d'une enquête dans un

travaillent-ils pas plus fort? – en se demandant pourquoi ils travaillent avec autant d'ardeur. Burawoy, Michael. 2013. « Ethnographic fallacies: reflections on labour studies in the era of market fundamentalism » *Work, employment and society* vol. 27, no. 3, p. 528.

¹⁰ D'après Burawoy, il s'agit d'une coïncidence si Roy et lui se sont retrouvés à la même usine. Pour une version française des textes de Roy, voir Roy, Donald. 2006. *Un sociologue à l'usine : Textes essentiels pour la sociologie du travail*. Paris : La Découverte.

¹¹ L'historien Mark Pittenger explique que c'est dans un contexte d'anxiété croissante par rapport aux inégalités sociales que plusieurs auteur·rices américain·es de la fin du 19^e siècle décident de temporairement devenir vagabond, domestique, ouvrier ou serveuse pour comprendre et documenter le sort des classes populaires. Inaugurant une longue tradition américaine d'enquêtes incognito, il·elles s'inspirent dans plusieurs cas d'une démarche semblable menée par un étudiant allemand en théologie, Paul Göhre, dont le livre a été traduit en anglais sous le titre *Three Months in a Workshop* (1891). Pittenger, Mark. 2012. *Class Unknown: Undercover Investigations of American Work and Poverty from the Progressive Era to the Present*. New York: NYU Press. pp. 11-16.

¹² Ehrenreich, Barbara et John Ehrenreich. 1979 (1977). « The Professional-Managerial Class ». Dans Walker, Pat (dir.). 1979. *Between Labor and Capital*. Boston: South End Press. pp. 5-45.

¹³ Aubenas, Florence. 2010. *Le quai de Ouistreham*. Paris : Éditions de l'Olivier.

milieu ouvrier du Nord de l'Angleterre en 1936¹⁴. Au Québec, le journaliste Hugo Meunier a pris congé de *La Presse* pour s'infiltrer pendant 3 mois dans une succursale de Wal-Mart¹⁵.

Ces initiatives des praticien.ne.s des sciences sociales et des journalistes se distinguent du projet d'implantation des marxistes-léninistes de plusieurs manières. Tout d'abord, elles ne partagent pas la même finalité. L'intention des implanté·s est de participer à l'organisation politique du milieu. En ce sens, il·elles ont recours à l'enquête – il·elles répètent souvent l'adage maoïste « Sans enquête, pas de droit à la parole »¹⁶ – mais celle-ci est perçue d'abord et avant tout comme un moyen de soutenir un processus de transformation *de l'intérieur*, en collaboration avec les personnes directement concernées. Les anthropologues, les sociologues et les journalistes qui deviennent ouvrier·ères font plutôt de l'enquête l'objet principal de leur démarche. S'il·elles ont des visées politiques, il·elles tentent généralement de les atteindre de l'extérieur, par exemple en utilisant leur livre pour alerter l'opinion publique sur les conditions déplorables d'une industrie¹⁷. De plus, leur immersion en milieu ouvrier est temporaire; sa durée est parfois déterminée d'avance.

¹⁴ George Orwell n'est pas lui-même devenu ouvrier pour *The Road to Wigan Pier*, même s'il a partagé les conditions de logement d'ouvriers. Par contre, il raconte ses expériences de mobilité sociale descendante (non-volontaire) dans *Down and Out in Paris and London*. La relation entre cols blancs et cols bleus est un thème central de la réflexion de George Orwell tout au long de sa carrière. Orwell, George. 2001. *The Road to Wigan Pier*. London: Penguin Random House. Orwell, George. 2009 (1933). *Down and Out in Paris and London*. London: Penguin Random House.

¹⁵ Meunier, Hugo. 2015. *Walmart : Journal d'un associé*. Montréal : Lux Éditeur.

¹⁶ L'adage « Pas d'enquête, pas de droit à la parole » est l'en-tête de la première section de la brochure « Contre le culte du livre », écrite par Mao Tsé-Toung en 1930 et diffusée par les Éditions en langues étrangères de Pékin en 1966 : « Vous n'avez pas fait d'enquête sur un problème, et on vous prive du droit d'en parler. Est-ce trop brutal? Non, pas du tout. Du moment que vous ignorez le fond du problème, faute de vous être enquis de de son état actuel et de son historique, vous n'en sauriez dire que des sottises. Et les sottises, chacun le sait, ne sont pas faites pour résoudre les problèmes. » S'ensuit une exhortation à faire des enquêtes de terrain dans son milieu pour définir « une juste tactique de lutte ». L'adage « Pas d'enquête, pas de droit à la parole » a inspiré les militant·es marxistes-léninistes de plusieurs pays. Au Québec, la brochure « Contre le culte du livre » est notamment diffusée par la Librairie progressiste, dont il sera question au chapitre 1. Mao, Tsé-Toung. 1966. *Contre le culte du livre*. Pékin : Éditions en langues étrangères. p. 1.

¹⁷ Prenant la forme originale d'une bande dessinée, le récit d'infiltration d'un abattoir par le journaliste français Geoffrey Le Guilcher représente un autre exemple d'enquête visant à dénoncer à la fois le sort subi par les animaux et par les travailleur·euses. Le Guilcher, Geoffrey et Ivan Brun. 2019. « Des hommes en pièces ». Dans Drouet, Camille et Amélie Mougey. 2019. *Viande : Sa dernière heure a-t-elle sonné?* Paris : Quatre SAS.

Au contraire, les implanté·es marxistes-léninistes s'engagent sans échéance précise. Presque toutes les militant·es rencontré·es ont passé plusieurs années dans leur milieu d'implantation, et certain·es y sont resté·es toute leur carrière¹⁸. Enfin, alors que les enquêtes en entreprise relèvent souvent de l'initiative individuelle, l'implantation est une démarche collective, encouragée par les groupes politiques dont les militant·es implanté·es font partie.

L'implantation en milieu de travail se distingue aussi de la mise sur pied de projets communautaires en milieu populaire. Dans bien des cas, les implanté·es ont été militant·es dans ce type de projets avant leur implantation. Dans des quartiers ouvriers, il·elles ont participé à la formation de cliniques populaires, d'associations de locataires, de comités de citoyens, de garderies ou de comptoirs alimentaires destinés à desservir la population ouvrière. La création de ces espaces, lorsque l'initiative ne vient pas directement des gens des classes populaires, implique des efforts pour rejoindre le public visé et le convaincre de se joindre à l'association¹⁹. L'implantation en milieu de travail, par contraste, implique de s'adresser à des personnes qui sont réunies en un même endroit – l'usine ou l'hôpital, un espace déjà existant – à cause de la nécessité

¹⁸ Parmi les 25 implanté·es rencontré·es, la durée médiane du séjour en usine ou en hôpital est de sept ans. La moyenne est de onze ans, tirée vers le haut par les quatre militants qui ont passé toute leur carrière dans leur milieu d'implantation. Le sociologue Marnix Dressen fait état de données semblables pour la France : « 45% des établis interrogés sont restés à l'usine au moins six ans ». Dressen, Marnix. 2000a. *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*. Paris : Éditions Belin. p. 253-254. En France, on nomme « établissement » la démarche des étudiant·es maoïstes qui ont choisi de devenir ouvrier·ères.

¹⁹ Ainsi, la composition sociale du comité de citoyens d'Hochelaga-Maisonneuve (qui se transforme en comité d'action politique en 1969) évolue en fonction des orientations qu'il prend et du type de luttes qu'il mène. Lancé par des étudiant·es en sciences sociales, le nombre de travailleur·euses qu'il regroupe fluctue au fil du temps. Mobilisation. 1974a. « Quelques aspects du début d'un mouvement socialiste à Montréal » *Mobilisation* vol. 3, no. 1, édition revue et corrigée, pp. 43-47. De même, la clinique des citoyens de St-Jacques a été créée par des étudiant·es et des militant·es dans le but de favoriser une prise en charge populaire des soins de santé. Or, les militant·es se rendent compte qu'à cause de la localisation de la clinique près des lieux de résidence des étudiant·es de l'UQAM, il·elles rejoignent une forte proportion d'étudiant·es. Il·elles décident donc de déménager la clinique pour être plus près des familles ouvrières. Boivin, Jacques. 1988. *Histoire de la clinique des citoyens de Saint-Jacques (1968-1988)*. Montréal : VLB Éditeur. Le rôle des comités de citoyens dans l'émergence du mouvement d'implantation est abordé au chapitre 1. Les cliniques populaires sont présentées au chapitre 3.

de vendre leur force de travail. Cette distinction s'apparente à celle que fait la sociologue Jane McAlevey entre les « groupes de volontaires » et les « groupes fondés sur une structure »²⁰. Les premiers réunissent des gens qui sont déjà interpellés par une cause ou par un enjeu (l'environnement, le féminisme ou les droits humains, par exemple) et qui choisissent d'y consacrer du temps en tant que bénévoles ou militant·es. Les seconds rassemblent des « gens ordinaires » dont le facteur de cohésion initial n'est pas l'engagement, mais plutôt l'appartenance commune à un groupe donné dont les contours sont prédéfinis. McAlevey donne l'exemple d'une communauté de fidèles réunies autour d'une église spécifique ou de la « communauté » des travailleur·euses d'une entreprise particulière. Le militantisme fondé sur une structure peut construire un rapport de force en essayant de rejoindre chacun·e des membres de la communauté préexistante, peu importe que ces membres soient initialement intéressé·es à s'impliquer ou non. Il peut ensuite évaluer son propre succès en estimant, par exemple, qu'il a l'appui de la moitié des 500 ouvrier·ères d'une usine. Dans les organisations de volontaires, les personnes impliquées passent souvent la majeure partie de leur temps à parler à des gens qui sont déjà en accord avec leurs idées fondamentales, tandis que les gens qui militent au sein d'une structure sont constamment amené·es, par la force des choses, à échanger avec des personnes qui ne partagent par leur point de vue. On verra au chapitre 1 le contexte et les motivations qui ont poussé des militant·es de gauche à s'implanter en milieu de travail, mais on peut dire en résumé qu'il·elles ont constaté les limites des organisations de volontaires et ont jugé qu'il·elles devaient devenir partie prenante d'une structure, celle du milieu de travail. C'est entre autres ce qui fait l'originalité de leur démarche.

²⁰ Traduction libre de « self-selecting groups » et « structure-based groups ». McAlevey, Jane. 2016. *No Shortcuts: Organizing for Power in the New Gilded Age*. New York: Oxford University Press. pp. 26-27.

Cela dit, les organisations marxistes-léninistes québécoises n'ont jamais porté leur attention exclusivement vers les milieux de travail²¹. Tout au long de leur existence, elles ont continué à s'impliquer dans d'autres milieux, en partant du principe qu'il fallait intervenir « [...] partout où sont les masses »²². Des militant·es marxistes-léninistes ont été actif·ves dans des groupes comme SOS Garderies, l'Association pour la défense des droits sociaux (ADDS) ou la Fédération des Associations coopératives d'économie familiale (ACEF)²³. Il·elles ont aussi été présent·es dans plusieurs autres regroupements, ainsi que dans les collèges et les universités. Néanmoins, afin de ne pas se perdre dans l'immensité des champs à couvrir, cette thèse porte exclusivement sur l'implantation en milieu de travail. Il s'agit en effet d'explorer le changement de statut, le passage d'une classe à une autre qui est au cœur de cette démarche. Je souhaite analyser la rencontre entre les militant·es et les autres travailleur·euses, ainsi que réfléchir à l'efficacité de la tactique d'implantation.

J'ai choisi d'interviewer principalement des personnes ayant elles-mêmes été implantées. Tout au long de la cueillette de données, j'ai cherché à interviewer une diversité de profils, en ce qui a trait par exemple au milieu d'implantation, à la ville ou au genre. Au fil de la recherche, j'ai toutefois réalisé qu'il existait une division genrée du travail militant au sein des organisations prônant l'implantation : plus souvent qu'autrement, les hommes s'implantent en milieu de travail tandis que les femmes sont davantage impliquées dans les comptoirs alimentaires et les garderies, ou

²¹ Contrairement à certaines organisations françaises ou américaines

²² Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1979 (?). « Le travail de soutien aux entreprises ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 6d/3). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 9. Il importe de préciser que le travail de quartier, souvent accompli par des femmes, est dévalorisé par rapport au travail dans les syndicats et dans les entreprises. Lessard, Diane. 1989. *Le militantisme politique de femmes de l'extrême-gauche québécoise entre 1972 et 1982. Étude en anthropologie des sexes*. Université de Montréal : thèse de doctorat (anthropologie). p. 299.

²³ Leur implication dans ces organisations est abordée notamment dans Benoît, Jacques. 1977. *L'extrême gauche*. Montréal : La Presse. Voir la revue de la littérature québécoise sur le mouvement marxiste-léniniste ci-dessous.

encore dans les organes du mouvement (à la préparation du journal *La Forge*, par exemple)²⁴. Lorsque les groupes marxistes-léninistes tentent de rejoindre le prolétariat industriel, ils priorisent l'industrie lourde, où la main-d'œuvre est surtout masculine. Quelques militantes s'implantent tout de même dans l'industrie du textile et du vêtement. L'implantation a aussi lieu dans les hôpitaux²⁵, un milieu où la présence des femmes est plus importante, mais il semble que les implanté·es de ce secteur soient quand même principalement des hommes, tandis que les femmes militantes sont généralement des travailleuses qui étaient déjà à l'hôpital lorsqu'elles se sont ralliées au marxisme-léninisme. En choisissant l'implantation comme objet de recherche, j'ai donc été amené sans le savoir à interviewer davantage d'hommes que de femmes.

Pour en apprendre davantage sur l'expérience des femmes dans l'extrême-gauche québécoise, on peut renvoyer à l'excellente thèse de doctorat de Diane Lessard²⁶. Comme plusieurs autres sources québécoises sur le mouvement marxiste-léniniste²⁷, la thèse de Lessard insiste sur les dynamiques internes du mouvement (idéologie et fonctionnement des groupes) plutôt que sur les actions concrètes des militantes. Il s'en dégage une critique sévère d'En Lutte et de la Ligue, qui imposent aux femmes un rythme de travail insoutenable tout en dévalorisant les tâches qu'elles accomplissent. Une histoire des garderies populaires et des comptoirs alimentaires mettrait sans doute en lumière le rôle actif que des femmes marxistes-léninistes ont pu jouer dans la formation de ces organismes. La situation des femmes dans le mouvement d'implantation sera abordée plus en détails au chapitre 5.

²⁴ Cette division du travail ne semble pas avoir été présente – ou à tout le moins aussi prononcée – en France, où il existe bon nombre de témoignages de femmes établies dans l'industrie automobile, dans l'industrie électronique, dans l'industrie agro-alimentaire ou ailleurs.

²⁵ Voir le chapitre 3, « L'implantation dans les hôpitaux : Unir le prolétariat ».

²⁶ Lessard. 1989. *op. cit.*

²⁷ Voir la revue de littérature ci-dessous.

Un enjeu d'actualité

Lorsque j'ai interviewé les ancien·nes militantes marxistes-léninistes, il m'est arrivé à plusieurs reprises qu'il·elles me demandent pourquoi je m'intéressais à la question de l'implantation, en sous-entendant parfois que cette pratique appartenait à une époque révolue. Mon intérêt pour le sujet remonte à la grève étudiante de 2012. J'étais alors étudiant à la maîtrise et, comme presque toutes mes ami·es, j'étais absorbé par le mouvement. J'ai participé à d'innombrables manifestations. J'étais alors convaincu qu'il s'agissait d'une lutte pour la justice sociale. En nous opposant à la hausse des frais de scolarité, nous nous battions pour que tou·tes, peu importe leur milieu d'origine, puissent accéder à l'éducation. Cela me semblait donc être un combat pour l'égalité des chances qui profiterait avant tout aux gens issus des classes populaires. Or, des sondages montraient que le mouvement étudiant recevait un appui majoritaire de la part des diplômé·es, mais était perçu négativement par ceux·elles qui ne possédaient pas de diplôme. Il me paraissait donc y avoir un fossé idéologique qui séparait les personnes les plus scolarisées du reste de la population. À cela s'ajoutait le constat que si la grève a pu durer aussi longtemps, c'est en partie parce que les étudiant·es occupent une place périphérique dans l'économie. Une « loi spéciale » pour mettre fin à la mobilisation a été adoptée après plus de trois mois et demi de grève. On sait cependant qu'une grève des employé·es du secteur public ou de la construction entraîne presque immédiatement la proclamation d'une loi spéciale²⁸, notamment en raison du poids structurel de ces travailleur·euses dans l'économie québécoise. Une alliance entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier aurait vraisemblablement pu donner une portée beaucoup plus

²⁸ Petitclerc, Martin et Martin Robert. 2018. *Grève et paix : une histoire des lois spéciales au Québec*. Montréal : Lux Éditeur.

grande à la mobilisation pour la défense des services publics. L'idée d'une « grève sociale » a été évoquée²⁹, mais elle est restée lettre morte, entre autres parce qu'il existait peu de liens effectifs à la base entre les associations étudiantes et les regroupements de travailleur·euses.

C'est dans la foulée de ces réflexions que j'ai appris l'existence du phénomène de l'implantation en lisant le livre-témoignage de Pierre Beaudet, *On a raison de se révolter : Chronique des années 1970*. La démarche des implanté·es pour aller vers la classe ouvrière m'a semblé être une tentative audacieuse de combler la distance idéologique et culturelle qui séparait les militant·es de gauche des travailleur·euses. C'est ce que souligne le sociologue Érik Neveu en parlant des établi·es, les homologues français·es des implanté·es :

L'établissement est une modalité, radicale et audacieuse, de la vocation [...] à partir à la découverte des autres. Il participe d'un mouvement plus général de refus des destins programmés, des classements sociaux, de solidarisation au populaire. Les maos qui donnèrent les gros bataillons des établis avaient aussi dans leur doctrine une remise en cause des clivages les plus structurants de la vie sociale : ville/campagne, manuel/intellectuel, exécutants/décideurs³⁰.

La question du « fossé de classe »³¹ se pose avec acuité depuis la dernière décennie. Dans plusieurs pays occidentaux, la montée de mouvements populistes de droite a donné une nouvelle tournure à la discussion publique sur les classes sociales. L'élection de Donald Trump comme président des États-Unis, en particulier, a donné lieu à un foisonnement de récits médiatiques qui insistent sur les mêmes éléments explicatifs. Selon ces récits, la victoire de Trump serait attribuable au soutien de la classe ouvrière blanche. Celle-ci aurait auparavant été capable d'accéder au rêve américain :

²⁹ Tremblay, Geneviève. 2012. « La CLASSE déterminée à rallier les Québécois à sa 'grève sociale' » *Le Devoir*. [En ligne] <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/354677/la-classe-determinee-a-rallier-les-quebecois-a-sa-greve-sociale>

³⁰ Neveu, Erik. 2008. « Rétablir les établis... » *Savoir/Agir* vol. 4, no. 6, p. 53.

³¹ « Class culture gap ». Williams, Joan C. 2016. « What So Many People Don't Get About the U.S. Working Class » *Harvard Business Review*. [En ligne] https://hbr.org/2016/11/what-so-many-people-dont-get-about-the-u-s-working-class?utm_source=pocket&utm_medium=email&utm_campaign=pockethits

un emploi décent dans une communauté stable, et la certitude d'un avenir meilleur pour ses enfants. Or, avec les délocalisations, l'automatisation et les restructurations des dernières décennies, l'espoir de prospérité s'est envolé, laissant dans son sillage amertume et déception. Trump aurait été capable de canaliser la colère des ouvriers blancs, particulièrement dans les États clés de la « Rust Belt »³². À peu de choses près, le même type de récit est invoqué pour expliquer l'ascension du Front national [maintenant renommé le Rassemblement national], parfois qualifié de « premier parti ouvrier de France »³³. Ce récit et ses multiples incarnations ont été critiqués sous plusieurs angles, par exemple en faisant remarquer que les succès électoraux de la droite populiste doivent davantage à l'abstention qu'au soutien des classes populaires³⁴. On a aussi souligné que le revenu moyen des électeur·ices de Trump est plus élevé que celui des électeur·ices de Clinton³⁵. On peut aussi mentionner que l'expression « classe ouvrière blanche » est utilisée par les médias américains pour désigner les citoyen·nes blanc·hes qui ne détiennent pas de diplôme d'études postsecondaires, ce qui inclut un bon nombre de travailleur·euses autonomes, de petit·es commerçant·es et de cadres inférieur·es (c'est-à-dire des individus traditionnellement associés à la petite bourgeoisie), alors qu'une définition marxiste de la classe s'intéresserait plutôt à l'occupation et à la place des individus dans les rapports de production. Néanmoins, dans plusieurs pays, on observe bel et bien que les professionnel·les des services culturels et sociaux, hautement scolarisé·es, ont tendance à appuyer des partis de gauche, tandis que les travailleur·euses de la

³² Pour une version de ce récit, voir Coontz, Stephanie. 2016. « Why the white working class ditched Clinton » CNN. [En ligne] <http://www.cnn.com/2016/11/10/opinions/how-clinton-lost-the-working-class-coontz/index.html>

³³ Nedjma Bouakra, Elsa. 2012. « Le FN va à la mine » *Le Monde*. Sutherland, Alexandre. 2021. « Pour Bardella, le RN est 'le premier parti ouvrier de France' et n'a 'pas de leçon à recevoir de la gauche' » *Sputnik France*. [En ligne] <https://fr.sputniknews.com/20210612/pour-bardella-le-rn-est-le-premier-parti-ouvrier-de-france-et-na-pas-de-lecon-a-recevoir-de-la-1045722947.html>

³⁴ Selfa, Lance. 2016. « Who's to blame for Trump's victory » *Socialist Worker*. [En ligne] <https://socialistworker.org/2016/11/14/whos-to-blame-for-trumps-victory>

³⁵ Huang, Jon, Samuel Jacoby, Michael Strickland and K.K. Rebecca Lai. 2016. « Election 2016: Exit Polls » *The New York Times*. [En ligne] http://www.nytimes.com/interactive/2016/11/08/us/politics/election-exit-polls.html?_r=0

production, moins scolarisé·es, sont attiré·es par des partis de la droite radicale³⁶. Dans les États américains de la « Rust Belt », « [...] Donald Trump a gagné 335 000 électeurs parmi les ménages gagnant moins de 50 000 \$, tandis qu’Hillary Clinton en a perdu 1,17 million »³⁷. Ces résultats électoraux reflètent un sentiment général de trahison qui est intimement lié au processus de désindustrialisation³⁸. Par ailleurs, aux États-Unis et dans d’autres pays industrialisés, on constate une désaffection croissante des classes populaires envers des institutions historiquement associées au mouvement ouvrier, comme les partis de centre-gauche et les syndicats. Le débat sur le rôle de la classe ouvrière dans la montée du populisme de droite n’est pas clos, mais la vigueur de la discussion publique sur cette question laisse croire qu’il y a un sentiment largement partagé de déconnexion entre certaines fractions de la population urbaine et scolarisée, d’une part, et certaines fractions des classes populaires, d’autre part.

Dans certain·es cercles militants, la montée du populisme de droite a relancé la réflexion sur les manières de rejoindre les travailleur·euses. Pour une nouvelle génération de progressistes, les problèmes qui se posaient aux jeunes radicaux·ales des années 1960 et 1970 se posent à nouveau aujourd’hui. Quelques mois après la victoire électorale de Donald Trump, Erik Forman publie un texte intitulé « Let’s Get to Work »³⁹, dans lequel il invite les gens de gauche à ressusciter la tactique de l’implantation. Il note :

³⁶ Oesch, Daniel. 2008. « The Changing Shape of Class Voting » *European Societies* vol. 10, no. 3, p. 329. Oesch, Daniel. 2008. « Explaining Workers’ Support for Right-Wing Populist Parties in Western Europe: Evidence from Austria, Belgium, France, Norway, and Switzerland » *International Political Science Review* vol. 29, no. 3, p. 349.

³⁷ Zweig. 2017. Cité par High, Steven. 2019. « Donald Trump et les cinq de la ‘Rust Belt’ » *20 & 21. Revue d’histoire* no. 144, p. 38.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Forman, Erik. 2017. « Let’s Get to Work » *Jacobin Magazine*. [En ligne] <https://www.jacobinmag.com/2017/02/labor-unions-workers-salts-students-organizing/>

Depuis l'élection présidentielle, des milliers de personnes aux États-Unis, choquées par la réalité dystopique dans lequel le pays s'enfonce, ont afflué vers des organisations de gauche⁴⁰. Elles cherchent des réponses à l'éternelle question « Que dois-je faire? »⁴¹

Selon lui, la réponse la plus appropriée est de s'implanter en milieu de travail, pour surmonter le fossé qui sépare la gauche des travailleur·euses en allant à la rencontre de la classe ouvrière là où elle se trouve. Son texte résume l'histoire du « salting », un terme utilisé au moins depuis les années 1930 aux États-Unis pour désigner les personnes membres d'un syndicat qui sont embauchées incognito dans un milieu de travail afin d'organiser une campagne de syndicalisation⁴². Forman en élargit la définition pour y inclure toutes les démarches d'intégration à un milieu de travail dans le but explicite d'y mener des actions politiques, que le milieu soit déjà syndiqué ou non. Il s'attarde à l'expérience marxiste-léniniste américaine des années 1970 (souvent appelée « The Turn to the Working Class », le virage vers la classe ouvrière) et mentionne au passage l'expérience française de l'établissement. D'après Forman, le « salting » a contribué à construire le mouvement ouvrier américain et peut aujourd'hui aider à le reconstruire. Il raconte sa propre expérience en tant que « salt » dans un café Starbuck's, où il a aidé à donner le coup d'envoi d'une vague de syndicalisation des franchises de cette chaîne, puis dans un restaurant de sandwiches de Minneapolis, où son équipe a donné l'impulsion à une campagne locale pour la

⁴⁰ Depuis la campagne de Bernie Sanders aux primaires démocrates et l'élection de Donald Trump à la présidence, on a effectivement vu apparaître aux États-Unis plusieurs nouveaux groupes de gauche, tandis que des groupes progressistes déjà existants ont connu une augmentation significative de leurs adhésions. La croissance la plus spectaculaire est celle de Democratic Socialists of America (DSA). Fondé en 1982, le groupe avait 5 000 membres en 2015. Il en a maintenant plus de 65 000. Godfrey, Elaine. 2020. « Thousands of Americans Have Become Socialists Since March » *The Atlantic*. [En ligne]

<https://www.theatlantic.com/politics/archive/2020/05/dsa-growing-during-coronavirus/611599/>

⁴¹ Traduction libre: « Since Election Day, thousands of people in the United States have streamed into left organizations in shock at the dystopian reality our country is descending into. They came looking for answers to the perennial question “What should I do?” » Une version française du texte a aussi été publiée sur le site de la branche montréalaise des Industrial Workers of the World (IWW). Forman, Erik. « Mettons-nous au travail » *SITT-IWW*. [En ligne] <https://sitt.iww.org/2017/04/17/mettons-nous-au-travail/>

⁴² Encyclopedia Britannica. 2018. « Salting: Labour Organizing Tactic » *Encyclopedia Britannica*. [En ligne] <https://www.britannica.com/topic/salting-labour-organizing-tactic>

syndicalisation du secteur de la restauration : « Imaginez si la même chose arrivait dans cinq, dix ou vingt autres villes »⁴³.

Le texte de Forman s'inspire de la « Rank and File Strategy »⁴⁴, une approche théorisée en 2000 par Kim Moody, syndicaliste et co-fondateur de *Labor Notes*. La « Rank and File Strategy » part du constat que le mouvement socialiste est aujourd'hui largement isolé de sa base, la classe ouvrière. Pour reconstruire leurs liens avec les travailleur·euses, les socialistes doivent s'enraciner dans le mouvement ouvrier. Leurs tâches prioritaires est d'aider à reconstruire une « minorité militante », c'est-à-dire une couche de travailleur·euses de la base déterminé·es à lutter pour obtenir un pouvoir réel dans leur milieu de travail, en confrontant à la fois le pouvoir du patronat et des syndicats affairistes. Il s'agit d'élever la conscience de classe en partant de réalités concrètes que tous les travailleur·euses vivent, et non en mettant de l'avant une idéologie socialiste déjà articulée. La « Rank and File Strategy » se veut une étape dans la construction d'un mouvement socialiste qui est réellement ancré dans la population. Comme on le verra au chapitre 1, la « Rank and File Strategy » s'apparente à l'approche mise de l'avant par le groupe Mobilisation, dans les premières années du mouvement d'implantation québécois.

Réédité par le magazine *Jacobin* en 2018⁴⁵, le texte de Kim Moody a fait l'objet de débats au sein de la gauche américaine. Le caucus « Bread & Roses », une des principales fractions de Democratic Socialists of America (DSA), fait de la « Rank and File Strategy » un pilier de son

⁴³ Traduction libre: « Imagine if this happened in five or ten or twenty other cities ». Forman. 2017. *op. cit.*

⁴⁴ Le terme « rank and file » est difficile à traduire. Il réfère aux travailleur·euses « de la base », par opposition aux élu·es syndicaux·ales et aux employé·es des syndicats.

⁴⁵ Moody, Kim. 2018. « The Rank and File Strategy » *Jacobin Magazine*. [En ligne] <https://jacobinmag.com/2018/08/unions-socialists-rank-and-file-strategy-kim-moody>. Voir aussi Eidlin, Barry. 2019. « What is the Rank-and-File Strategy, and Why Does It Matter? » *Jacobin Magazine*. [En ligne] <https://www.jacobinmag.com/2019/03/rank-and-file-strategy-union-organizing>

programme⁴⁶. En 2018, un groupe de militant·es de Virginie-Occidentale, encouragé par la vague de grèves de masse qui a secoué le milieu de l'éducation dans des États républicains, a publié le texte « Why Socialists Should Become Teachers », qui invite les militant·es socialistes à devenir enseignant·es au primaire et au secondaire, en raison du potentiel politique du secteur⁴⁷. L'équipe éditoriale de *Regeneration Magazine*, le journal d'un réseau d'organisations marxistes américaines, a publié en avril 2020 un appel aux « révolutionnaires dévoué·es » : « Trouvez-vous un boulot à Amazon et aidez-nous à construire le pouvoir de la classe ouvrière »⁴⁸. L'article mentionne que plusieurs militant·es font déjà de l'organisation politique à Amazon depuis quelques années, mais qu'il·elles ont besoin de renforts pour fomenter la lutte des classes. Les groupes contemporains attiré·es par l'idée d'implantation en milieu de travail ciblent fréquemment le secteur de la logistique (entreposage, distribution, transport, postes, etc.). Cette industrie en pleine croissance en Amérique du Nord rassemble en effet plusieurs caractéristiques que possédaient les grandes usines dans les années 1970 et qui en faisaient des lieux prioritaires d'intervention politique pour de nombreux·euses marxistes. Des entreprises comme Amazon ou UPS réunissent en un même endroit des centaines, voire des milliers de travailleur·euses aux conditions précaires. De plus, chaque site de ces compagnies s'inscrit dans des chaînes d'approvisionnement aux ramifications globales, dont le bon fonctionnement est essentiel au maintien de l'économie capitaliste. La main-d'œuvre, dont le travail est généralement parcellisé comme sur une chaîne de montage industrielle, peut donc détenir un pouvoir incomparable si elle

⁴⁶ Bread & Roses Caucus. 2021. « Where We Stand ». [En ligne] <https://breadandrosesdsa.org/where-we-stand/#for-socialism>

⁴⁷ DSA teachers of West Virginia. 2018. « Why Socialists Should Become Teachers ». *Democratic Socialist Labor Commission and the Young Democratic Socialists of America*. [En ligne] <https://teachers.dsausa.org/>

⁴⁸ « Committed revolutionaries: get a job at Amazon and help us build working class power! ». Editorial Team. « Join the Struggle at Amazon! » *Regeneration Magazine*. [En ligne] <https://regenerationmag.org/join-the-struggle-at-amazon/?fbclid=IwAR0iFL7s4LcW6IZij85oAjvBKcOyq68y-GsOaQweGb35q4wZj-h88ZZcssA>

s'organise pour perturber les rouages de ces réseaux⁴⁹. En banlieue de Londres, c'est dans ce type d'entreprises, ainsi que dans l'industrie agro-alimentaire, que les militant·es des Angry Workers of the World ont décidé de s'investir. Leur livre *Class Power on Zero-Hours* décrit de manière détaillée leur tentative de s'enraciner dans une région ouvrière, en combinant l'organisation d'actions sur le plancher de l'entrepôt ou de l'usine, la distribution d'un journal et la formation d'un réseau d'entraide mutuelle⁵⁰. Au Québec, en 2018, le Parti communiste révolutionnaire (PCR), un petit groupe maoïste dont certain·es membres plus âgé·es ont été impliqué·es dans le Parti communiste ouvrier au début des années 1980, a organisé « l'été des usines ». Il s'agit d'une invitation à s'immerger en usine au moins le temps d'une saison « [p]our se forger en tant qu'étudiant.e.s communistes en phase avec la réalité matérielle du travail et de l'exploitation »⁵¹. Quoique ces initiatives restent relativement marginales, elles montrent que la question stratégique de la liaison avec le prolétariat connaît une résurgence au sein de certaines franges de la gauche.

Un mouvement international

La question de la liaison avec le prolétariat se pose depuis longtemps. Dans un numéro spécial de la revue *Les Temps modernes* consacré aux ouvriers volontaires des « années 68 », Marnix Dressen se penche sur quelques précédents historiques de ce qu'il appelle une « migration collective vers le peuple ». Déjà en 1832, des disciples de Saint-Simon veulent vivre un « baptême du salaire » en travaillant de leurs mains et en prêchant aux prolétaires la doctrine saint-simonienne⁵². Dressen

⁴⁹ Au sujet de l'importance des réseaux logistiques et du rôle que les socialistes peuvent y jouer, voir Allen, Joe. 2015. « Studying Logistics » *Jacobin Magazine*. [En ligne]

<https://www.jacobinmag.com/2015/02/logistics-industry-organizing-labor/>

⁵⁰ Angry Workers of the World. 2020. *Class Power on Zero-Hours*. Oakland: PM Press. Une recension de cet ouvrage, dans laquelle je trace des parallèles entre l'expérience des Angry Workers of the World et celle des implanté·es des années 1970, est en voie d'être publiée dans le *Global Labour Journal*.

⁵¹ Citation tirée de l'évènement Facebook annonçant un atelier de préparation à l'été des usines.

⁵² Dressen, Marnix. 2015. « Déclassés politiques : quelques précédents » *Les Temps modernes* nos. 684-685, p. 169-171.

évoque aussi le cas des populistes russes, ces intellectuel·les opposé·es au tsarisme qui entament une « croisade vers le peuple » dirigée surtout vers les campagnes, mais aussi dans une moindre mesure vers les usines textiles, pour quelques femmes du mouvement⁵³. À la même époque, dans le cadre des débats entourant la Première Internationale, Bakounine évoque l'urgence de s'associer aux prolétaires :

Le temps n'est plus aux idées, il est au fait et aux actes. Ce qui importe avant tout, aujourd'hui, c'est l'organisation des forces du prolétariat. Mais cette œuvre doit être l'œuvre du prolétariat lui-même. Si j'étais jeune, je me serais transporté dans un milieu ouvrier et, partageant la vie laborieuse de mes frères, j'aurais également participé avec eux au grand travail de cette organisation nécessaire. Mais ni mon âge ni ma santé ne me permettent de le faire⁵⁴.

Durant la Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale, comme on l'a mentionné, des organisateur·rices syndicaux·ales investissent des usines avec l'intention d'y fonder des syndicats. Ainsi, au Québec, la militante communiste Léa Roback, d'origine petite-bourgeoise, devient ouvrière à la RCA Victor de Saint-Henri dans le but de participer à la syndicalisation des 4 000 employé·es de la manufacture⁵⁵.

On trouve donc depuis le 19^e siècle des exemples variés d'intellectuel·les et de militant·es de gauche désirant se faire ouvrier·ères pour des raisons politiques. L'atmosphère politique des années 1960 et 1970 imprime toutefois un caractère international à ce phénomène. Plusieurs pays voient à cette époque l'émergence de groupes d'étudiant·es ou d'ex-étudiant·es marxistes qui font

⁵³ *Ibid.* pp. 172-175.

⁵⁴ Bakounine. 1873. Cité par Ubbiali, Georges. 2012. « L'établissement. De l'histoire à la sociologie » *Dissidences* no. 4. [En ligne] <https://preo.u-bourgogne.fr/dissidences/index.php?id=267#ftn50>. Bakounine a alors 59 ans.

⁵⁵ Lacroix, Marie-Claire. 1982. *Mémoire d'une époque: Entrevue de Léa Roback*. [En ligne] <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2502150>. Léa Roback parle de son expérience à la RCA Victor de 24:00 à 27:00 de la face B de l'enregistrement. Elle insiste entre autres sur les liens entre conditions de travail et droits des femmes. Un article mentionne qu'elle travaille à la RCA Victor de 1941 à 1952. [Bednarz, Nicolas. 2018. « Saint-Henri au cœur de l'industrie du disque : l'œuvre d'Emile Berliner et la RCA Victor » *Archives Montréal*. \[En ligne\] \[http://archivesdemontreal.com/2018/07/19/saint-henri-au-coeur-de-lindustrie-du-disque-loeuvre-demile-berliner-et-la-rca-victor/\]\(https://www.archivesdemontreal.com/2018/07/19/saint-henri-au-coeur-de-lindustrie-du-disque-loeuvre-demile-berliner-et-la-rca-victor/\)](https://www.archivesdemontreal.com/2018/07/19/saint-henri-au-coeur-de-lindustrie-du-disque-loeuvre-demile-berliner-et-la-rca-victor/)

de l'immersion en milieu de travail une priorité politique. Ces groupes partagent un certain nombre de caractéristiques communes. Ils naissent d'un double mouvement 1) vers des organisations plus structurées en réaction aux échecs des mouvements spontanés et 2) vers la classe ouvrière, en réponse à l'isolement des étudiant·es.

En effet, à partir du milieu des années 1960, on assiste en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord à une importante mobilisation sociale, dans un contexte caractérisé par une croissance économique soutenue et par une augmentation massive du nombre d'étudiant·es postsecondaires⁵⁶. Cette mobilisation, qualifiée de « rébellion de la jeunesse » par plusieurs observateur·ices⁵⁷, prend des formes différentes selon les pays. Mais comme l'a souligné la littérature académique des dernières décennies, les protestataires des « années 68 »⁵⁸ partagent un répertoire de tactiques et de références communes. À travers l'espace occidental, des groupes de jeunes contestataires empruntent des idées et des pratiques – marches, *sit-in*, etc. – au mouvement afro-américain pour les droits civiques⁵⁹. Ils font aussi de l'opposition à la guerre du Vietnam un cri de ralliement :

⁵⁶ Le nombre d'étudiant·es universitaires est multiplié par quatre en Allemagne et en France, par exemple, Schildt, Axel and Detlef Siegfried. 2006. « Youth, Consumption and Politics in the Age of Radical Change ». Dans Schildt, Axel and Detlef Siegfried (dirs.). 2006. *Between Marx and Coca-Cola: Youth Cultures in Changing European Societies, 1960-1980*. New York: Berghahn Books. pp. 18-19.

⁵⁷ Tels que Milligan, Ian. 2014. *Rebel Youth: 1960s Labour Unrest, Young Workers, and New Leftists in English Canada*. Vancouver: UBC Press et Siegfried, Detlef. 2006. « Understanding 1968: Youth Rebellion, Generational Change and Postindustrial Society ». Dans Schildt, Axel and Detlef Siegfried (dirs.). 2006. *op. cit.*

⁵⁸ C'est le nom donné par les historien·nes français·es à une période aux frontières floues (selon les auteur·ices, il peut s'agir des années précédant et suivant immédiatement l'année 1968 ou bien d'une période plus vaste s'étendant de la fin des années 1950 au début des années 1980) caractérisée en Occident et ailleurs par une grande effervescence sociale, politique et culturelle. Voir entre autres Dreyfus-Armand, Geneviève, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dirs.). 2000. *Les années 68 : Le temps de la contestation*. Paris : Les Éditions Complexe. Aux États-Unis, on parle plus volontiers des *Long Sixties* pour désigner une période similaire, qui commence à la fin des années 1950 et se termine au milieu des années 1970 (le choc pétrolier de 1973, le scandale du Watergate ou la fin de la guerre du Vietnam servent généralement de marqueurs de la fin de la période). Strain, Christopher B. 2016. *The Long Sixties: America, 1955 – 1973*. Hoboken: Wiley-Blackwell. Brenner *et al.* utilisent plutôt l'expression *Long Seventies* pour souligner la persistance de la combativité ouvrière de la fin des années 1960 à la fin des années 1970. Brenner, Aaron, Robert Brenner and Cal Winslow (dirs.). 2010. *Rebel Rank and File: Labor Militancy and Revolt from Below During the Long 1970s*. New York: Verso.

⁵⁹ Horn, Gerd-Rainer. 2007. *The Spirit of '68: Rebellion in Western Europe and North America, 1956-1976*. Oxford: Oxford University Press. p. 67.

d'après l'historienne Geneviève Dreyfus-Armand, il s'agit d'un important facteur d'unification internationale de la contestation⁶⁰. Sur le plan idéologique, bon nombre d'activistes de l'époque tentent de conjuguer anti-impérialisme et anticapitalisme. Rebuté·es par l'autoritarisme de l'Union soviétique et des partis communistes occidentaux, il·elles sont attiré·es par les luttes de libération de ce qu'il convient alors d'appeler le tiers-monde. Les figures de Fidel Castro, du Che, de Hô Chi Minh et de Mao frappent leur imaginaire⁶¹. Une grande partie de l'agitation politique de la période se déroule sur les campus et dans les rues. Dirigée par des étudiant·es, cette agitation mène à une multiplication d'évènements de protestation semi-spontanés qui finissent par s'essouffler ou qui sont réprimés par les forces de l'ordre. Au tournant des années 1970, plusieurs acteur·rices de la gauche sentent le besoin d'une réorientation stratégique. Il·elles font le constat qu'une transformation sociale d'envergure exige plus d'organisation et de planification, ainsi qu'un ancrage durable parmi « les masses », c'est-à-dire essentiellement parmi les ouvrier·ères.

Ce virage vers la classe ouvrière est influencé par la pensée marxiste, mais aussi et surtout par l'ampleur de la révolte ouvrière qui gronde durant la même période. Le Mai 68 français et l'Autunno Caldo italien représentent les cas les plus spectaculaires de mobilisation ouvrière, mais la plupart des pays industrialisés connaissent une importante augmentation du nombre et de l'intensité des conflits de travail⁶². Souvent, les travailleur·euses en grève remettent en question

⁶⁰ Dreyfus-Armand, Geneviève. 2000. « L'espace et le temps des mouvements de contestation ». Dans Dreyfus-Armand *et al.* 2000. *op. cit.* p. 28.

⁶¹ Frank, Robert. 2000. « Imaginaire politique et figures symboliques: Castro, Hô, Mao et le 'Che' ». Dans Dreyfus-Armand *et al.* 2000. *op. cit.* p. 36.

⁶² Plusieurs auteur·rices soutiennent que les spécialistes des « années 68 » ont jusqu'à maintenant trop insisté sur l'histoire du mouvement étudiant et pas suffisamment sur le rôle des travailleur·euses dans l'ébullition sociale de l'époque. Pour des tentatives de corriger ces lacunes de l'historiographie, voir entre autres Brecher, Jeremy. 2014. « The Unknown Labor Dimension of the Vietnam War Era Revolt ». Dans Brecher, Jeremy. 2014. *Strike! Revised, Expanded and Updated*. Oakland: PM Press. Horn, Gerd-Rainer. 2004. « The Working-Class Dimension of 1968 ». Dans Gerd-Rainer Horn and Padraic Kenney (dirs.). 2004. *Transnational Moments of Change: Europe 1945, 1968, 1989*. Oxford: Rowman & Littlefield.

l'autorité de la bureaucratie syndicale et expérimentent de nouvelles pratiques émancipatoires, incluant des formes de démocratie directe. Il·elles montrent aussi une volonté d'aller au-delà des revendications strictement économiques. Une frange de la gauche étudiante est fascinée par ces expériences ouvrières. Elle y voit un réel potentiel révolutionnaire. Elle tente donc de nouer des liens avec les travailleur·euses, par exemple en jouant un rôle de soutien lors de grèves locales. Lorsque l'intervention des étudiant·es donne lieu à une collaboration fructueuse, comme durant la grève des mineurs de Kiruna en Suède ou durant celle des ouvriers de Standard Oil en Californie⁶³, cela alimente l'espoir d'une véritable jonction révolutionnaire entre la gauche radicale d'origine étudiante et le mouvement ouvrier. C'est avec la ferme intention de concrétiser une telle jonction que plusieurs organisations invitent leurs membres à aller travailler en usine.

Des groupes marxistes pratiquant l'implantation en milieu de travail ont existé un peu partout, dont aux États-Unis, en France, en Belgique, en Italie, en Allemagne, en Nouvelle-Zélande, au Canada, au Québec, en Colombie, en Guadeloupe, en Martinique, au Mexique, en Corée du Sud et en Inde⁶⁴. Il est difficile de faire un inventaire exhaustif de tous ces mouvements. Il n'existe à ma connaissance aucune étude internationale comparant les différentes expériences d'implantation, bien que le numéro des *Temps modernes* dédié à l'établissement en France compte quelques

⁶³ Jørgensen, Thomas Ekman. 2008. « Scandinavia ». Dans Klimke, Martin and Joachim Scharloth (dirs.). 2008. *1968 in Europe: A History of Protest and Activism, 1956–1977*. Basingstoke: Palgrave Macmillan. p. 245. Elbaum, Max. 2002. *Revolution in the Air: Sixties Radicals turn to Lenin, Mao and Che*. New York: Verso. p. 96.

⁶⁴ Taylor, Kieran Walsh. 2007. *Turn to the Working Class: The New Left, Black Liberation, and the U.S. Labor Movement (1967-1981)*. University of North Carolina at Chapel Hill: thèse de doctorat (histoire). Dressen, Marnix. 2000a. *op. cit.* Haesendonck, Imelda. 1999. *L'usine*. Bruxelles : EPO. Passerini, Luisa. 1996. *Autobiography of a Generation: Italy, 1968*. Middletown : Wesleyan. Tolomelli, Marica. 2015. « De l'université à l'usine : Italie et Allemagne (1968-1973) » *Les Temps Modernes* vol. 684-685, pp. 96-119. Webb, Ross. 2018. « The 'turn to industry': what happened when left activists joined the working class? » *Overland*. [En ligne] <https://overland.org.au/2018/03/the-turn-to-industry-what-happened-when-left-activists-joined-the-working-class/>.

Puma Crespo, Jorge Iván (dir.). 2016. « Maoísmo en la historia » *Istor: Revista de Historia Internacional* vol. 16, no. 64. Cruse, Romain. 2018. *Le Mai 68 des Caraïbes*. Montréal : Mémoire d'encrier. Koo, Hagen. 2001. *Korean Workers: The Culture and Politics of Class Formation*. Ithaca : Cornell University Press. Conversation avec Indranil Chakraborty, post-doctorant à l'Université Concordia.

articles sur des mouvements similaires aux États-Unis, en Italie et en Allemagne. Un des défis en vue d'unifier la recherche sur ce phénomène consiste à trouver un vocabulaire commun pour décrire la pratique. En effet, aux États-Unis, les différents groupes marxistes utilisent les expressions « Turn to the working class », « Turn to Industry », « Industrializing », « Industrial Concentration » ou « Colonization »⁶⁵ pour désigner des tactiques comparables. En Allemagne, on parle de « Fabrikintervention », tandis qu'en France on utilise plutôt le terme « établissement »⁶⁶. Toutes ces expressions réfèrent à l'envoi planifié de militant·es communistes en milieu de travail dans le but d'y faire de l'organisation politique, mais les pratiques concrètes des militant·es peuvent varier considérablement selon le contexte régional et national, le milieu de travail choisi, la conception de la classe ouvrière ou encore les influences idéologiques.

Cette thèse est d'abord et avant tout une monographie du mouvement d'implantation québécois, mais les références aux expériences internationales d'implantation servent à quelques reprises de point de comparaison pour mieux comprendre l'expérience vécue par les militant·es du Québec. Il paraît donc utile de présenter succinctement ce qui a été écrit sur le phénomène de l'implantation dans d'autres pays. Aux États-Unis, l'ouvrage le plus substantiel sur le sujet est la thèse de doctorat de l'historien Kieran Walsh Taylor. Construite autour d'une sélection d'études de cas, elle analyse les succès et les échecs du virage vers la classe ouvrière dans différentes régions des États-Unis. On y découvre entre autres qu'en Géorgie, l'October League a mené une grève importante dans une usine d'emballages, mais qu'elle s'est ensuite marginalisée en devenant de plus en plus sectaire et dogmatique. Elle a donc été rejetée par la plupart des ouvrier·ères, plus soucieux·euses

⁶⁵ Cette expression problématique est utilisée principalement par le Parti communiste des États-Unis (CPUSA) dans les années 1930 et 1940. Taylor. 2007. *op. cit.* p. 9.

⁶⁶ Tsogas, George et Guillaume Tremblay-Boily. 2020. *Onomatology of « établissement »*. Document de travail non publié.

d'atteindre des objectifs pragmatiques que d'adhérer au marxisme-léninisme⁶⁷. En revanche, on apprend aussi qu'un groupe de militant·es marxistes-léninistes d'origine philippine a réussi, au fil d'un engagement soutenu et dangereux, à revitaliser le syndicalisme et la solidarité internationale dans des conserveries alaskiennes en brisant la mainmise de gangsters sur le syndicat⁶⁸. Taylor s'inscrit dans un courant de la recherche américaine qui propose une évaluation nuancée de l'apport de l'extrême-gauche des années 1970 en soulignant que malgré certaines dérives idéologiques, les militant·es des organisations marxistes ont pu contribuer à des avancées réelles du mouvement ouvrier⁶⁹. Récemment, deux militants américains ont publié le récit de leur expérience en usine⁷⁰. Le « virage vers l'industrie » américain reste toutefois relativement peu étudié.

À l'inverse, le mouvement d'établissement français a été beaucoup plus abondamment documenté. Depuis la publication de *L'établi* de Robert Linhart⁷¹ – une description acérée des mécanismes de domination à l'usine –, les mots « établi » et « établissement » sont même parfois repris dans les médias⁷². Plusieurs établi·es ont écrit des livres à propos de leur séjour à l'usine⁷³. La

⁶⁷ Taylor. 2007. *op. cit.* p. 105-108.

⁶⁸ *Ibid.* p. 15 et 244.

⁶⁹ Voir par exemple Brenner, Aaron. 2010. « Preface ». Dans Brenner *et al. op. cit.* p. xiv. Early, Steve. 2010. « The Enduring Legacy and Contemporary Relevance of Labor Insurgency in the 1970s ». Dans Brenner *et al.* 2010. *op. cit.* p. 359.

⁷⁰ Ranney, Dave. 2019. *Living and Dying on the Factory Floor: From the Outside In and the Inside Out*. Oakland: PM Press. Ignatiev, Noel. *Acceptable Men: Life in the Largest Steel Mill in the World*. Chicago: Charles H. Kerr Publishing Co.

⁷¹ Linhart, Robert. 1978. *L'établi*. Paris : Les Éditions de Minuit.

⁷² Laurentin, Emmanuel. 2014. « Comment l'usine a vu débarquer les établis » *L'heure du documentaire*. France culture. [En ligne] <https://www.franceculture.fr/emissions/lheure-du-documentaire/comment-lusine-vu-debarquer-les-etablis>. Féraud, Jean-Christophe. 2021. « Agnès Pannier-Runacher et «la magie» hors sol du travail à la chaîne » *Libération*. [En ligne] https://www.liberation.fr/economie/agnes-pannier-runacher-la-ministre-et-le-labour-du-corps-20211011_S3QQQBBJ75CI7J3JZYNIL6MZEE/

⁷³ Bleskine, Hélène. 1975. *L'espoir gravé*. Paris : Maspero. Dubost, Nicolas. 1979. *Flins sans fin....* Paris : La Découverte. Baudin, François. 1979. *La mer gelée en nous*. Lyon : Fédérop. Rondeau, Daniel. 1988. *L'enthousiasme*. Paris: Quai Voltaire. Kaplan, Leslie. 1994. *L'excès-l'usine*. Paris : P.O.L. Martin, Jean-Pierre. 1995. *Le laminoir*. Seyssel : Champ vallon. Bied-Charreton, Marie-France. 2003. *Usine de femmes*. Paris : L'Harmattan. Arbatz, Michel. 2008. *Le maître de l'oubli*. Cognac : Le temps qu'il fait. Brière-Blanchet, Claire. 2009. *Voyage au bout de la*

documentariste Virginie Linhart, fille de Robert Linhart, a aussi publié un recueil de treize « vies d'établis »⁷⁴. Racontés à la première personne, ces récits donnent à voir une expérience riche et complexe. Les auteur·ices s'attardent au choc des premiers jours à l'usine – dureté du travail, difficultés à s'intégrer –, mais relatent aussi la camaraderie qui se développe au fil du temps avec leurs collègues. Plusieurs établi·es acquièrent un rôle dirigeant dans les luttes politiques et syndicales de leur milieu de travail. Leur récit est souvent organisé autour d'un évènement pivot – une grève majeure, par exemple – qui révèle la solidarité et les rapports de force qui sont au cœur de la réalité ouvrière.

Dans la littérature académique, le travail du sociologue Marnix Dressen a significativement contribué à faire connaître les différentes facettes du mouvement d'établissement. Lui-même un ancien établi, il a publié deux ouvrages et plusieurs articles sur le sujet. Son premier livre s'appuie sur les données d'un questionnaire administré auprès de 283 répondant·es, ainsi que sur 50 entretiens semi-directifs. Il présente en détail les différentes étapes du parcours des établi·es en commençant par interroger leurs origines socio-familiales et les évènements les ayant mené à s'engager politiquement. Puis, il analyse leurs motivations à s'établir, en se penchant notamment sur leur fascination pour la classe ouvrière. Enfin, il décrit leur « désétablissement », leur rétablissement professionnel et leur « devenir idéologique »⁷⁵. Le second livre est une monographie d'une usine lyonnaise qui a employé neuf établi·es de 1968 à 1982. Dressen identifie plusieurs « vagues » d'établissement associées à des pratiques différentes. Il montre comment les établi·es, initialement réfractaires au syndicalisme, se sont servi·es des structures syndicales

révolution : de Pékin à Sochaux. Paris : Fayard. Lauret, Fabienne. 2018. *L'envers de Flins : Une féministe révolutionnaire à l'atelier*. Paris : Éditions Syllepse.

⁷⁴ Linhart, Virginie. 1994. *Volontaires pour l'usine. Vies d'établis 1967-1977*. Paris : Les Éditions du Seuil.

⁷⁵ Dressen, Marnix. 2000a. *op. cit.*

comme outil pour rejoindre les travailleur·euses, particulièrement ceux·elles issu·es de l'immigration⁷⁶.

En Allemagne aussi, les militant·es d'extrême-gauche qui se sont immergé·es en usine ont voulu se rapprocher des travailleur·euses immigrant·es. Par exemple, les militant·es du groupe Arbeiterkampf ont soutenu une grève sauvage lancée par des travailleur·euses turc·ques pour protester contre le licenciement de leurs compatriotes à l'usine Ford de Cologne. Faute de soutien des ouvrier·ères allemand·es et des grands syndicats, la grève s'est avérée être un échec⁷⁷. Près de Munich, des femmes militantes sont allées travailler à l'usine Siemens pour nouer des liens avec les ouvrières d'origine étrangère. Réalisant que les principaux problèmes de ces dernières se situaient souvent hors de l'usine, les militantes ont proposé des formes d'intervention adaptées à leurs besoins, comme des cours d'allemand ou encore de l'accompagnement pour remplir les procédures d'immigration ou pour accéder à l'avortement⁷⁸. Moins nombreux qu'en France, les groupes d'établi·es allemand·es ont souvent fait preuve d'une grande rigidité idéologique⁷⁹.

En Nouvelle-Zélande, des militant·es socialistes pākehā (le terme māori employé pour désigner les Néo-Zélandais·es d'origine européenne) ont été embauché·es dans une usine de congélation de la viande dont la main-d'œuvre était majoritairement māorie. Il·elles ont tenté avec un certain succès de mettre de l'avant des enjeux féministes ou antiracistes, par exemple en militant pour que

⁷⁶ Dressen, Marnix. 2000b. *Les établis, la chaîne et le syndicat. Évolution des pratiques, mythes et croyances d'une population d'établis maoïstes 1968-1982, monographie d'une usine lyonnaise*. Paris: L'Harmattan.

⁷⁷ Tolomelli. 2015. *op. cit.* p. 115.

⁷⁸ *Ibid.* p. 116.

⁷⁹ *Ibid.* p. 111.

les femmes soient acceptées dans l'industrie de la viande ou en incitant les travailleur·euses à participer au mouvement international contre l'apartheid en Afrique du Sud⁸⁰.

En Corée du Sud, le phénomène des étudiant·es-devenu·es-ouvrier·ères (students-turned-workers) a émergé au début des années 1980, dans la période d'intense agitation ouvrière et d'espoir démocratique qui a fait suite au décès du leader autoritaire Park Chun-Hee : le nombre de conflits ouvriers rapportés est alors passé de 107 en 1979 à 407 en 1980⁸¹. Dans ce contexte, les étudiant·es de gauche voient de plus en plus la classe ouvrière comme une force de changement. Jusqu'au milieu des années, plus de 3 000 d'entre eux·elles (dont environ la moitié sont des femmes) décident d'investir les usines dans le but d'y former des syndicats et d'y militer pour la démocratisation du régime politique sud-coréen⁸². D'après le sociologue Hagen Koo, le développement du mouvement ouvrier sud-coréen dans les années 1980 est intimement lié au nombre important d'étudiant·es qui ont quitté leurs études pour se consacrer au militantisme en usine⁸³.

Comme en Corée du Sud, le mouvement d'établissement français et le mouvement d'implantation québécois ont pris leur essor immédiatement après une période d'intense mobilisation ouvrière (respectivement Mai 68 et le Front commun intersyndical de 1972), ce qui laisse à penser que ce type de mouvement s'inscrirait dans un « cycle de la protestation »⁸⁴ qui débiterait par une hausse

⁸⁰ Webb. 2018. *op. cit.*

⁸¹ Koo. *op. cit.* p. 100.

⁸² *Ibid.* p. 105-106.

⁸³ *Ibid.* p. 104.

⁸⁴ Tarrow, Sydney. 1993. « Cycles of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention » *Social Science History*, Vol. 17, No. 2.

des conflits en milieu de travail⁸⁵. Les comparaisons internationales permettent en tout cas de voir que, bien qu'ils aient partagé des références idéologiques semblables et qu'ils aient tous été façonnés par le contexte politique global, les mouvements vers la classe ouvrière à travers le monde ont adopté des stratégies et des tactiques différentes en fonction du milieu.

Un enjeu inexploré au Québec

Dans l'introduction au dossier thématique du *Bulletin d'histoire politique* sur le mouvement marxiste-léniniste au Québec, l'historien David Milot affirme que « [l]es m-l ne sont pas à la mode chez les historiens. L'historiographie est assez stérile concernant cet épisode marquant »⁸⁶. Au moment où Milot écrivait ces lignes, il n'existait aucun ouvrage de synthèse portant sur les marxistes-léninistes québécois·es. Depuis, le livre de Jean-Philippe Warren est venu combler en grande partie cette lacune historiographique⁸⁷. Dans *Ils voulaient changer le monde*, Warren analyse en profondeur les ressorts de l'engagement marxiste-léniniste. Il s'intéresse aussi à la sous-culture « prolétarienne » créée par les organisations marxistes-léninistes. De plus, il situe le mouvement marxiste-léniniste par rapport aux autres mouvements sociaux de l'époque et explique clairement comment les positions du Parti communiste ouvrier et d'En Lutte! sur la question nationale et sur la question des femmes ont contribué à l'effondrement de ces groupes. Toutefois,

⁸⁵ La montée des revendications nationales a aussi eu un impact majeur sur le cycle de mobilisation des années 68 : « Au Québec, c'est la simultanéité de l'irruption des mouvements étudiants et néonationalistes qui frappe ». Warren, Jean-Philippe. 2016. « Les années 68 au Québec : Mise en perspective des expériences québécoise et française autour des mouvements étudiants » *Vingtième siècle. Revue d'histoire* no. 129, p. 71. Pour une riche analyse du phénomène néonationaliste dans plusieurs pays du monde, lire Kernalegenn, Tudi, Joel Belliveau et Jean-Olivier Roy (dirs.). 2020. *La vague nationale des années 1968 : Une comparaison internationale*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa.

⁸⁶ Milot, David. 2004. « Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec 1973-1983, un premier bilan, présentation » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, p. 12.

⁸⁷ Warren, Jean-Philippe. 2007. *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*. Montréal: VLB Éditeur.

il explore peu le phénomène de l'implantation en milieu de travail, comme le fait remarquer

Marnix Dressen :

Qu'en est-il exactement du « placement en usine »? Warren le mentionne à plusieurs reprises [...], mais on aimerait connaître l'ampleur du mouvement, les profils sociographiques des personnes concernées. Dans quel type d'entreprises ou d'administration se sont-elles établies, pour quelle durée? Quels étaient leurs objectifs personnels et politiques et que peut-on dire des effets repérables de leur plongée en milieu ouvrier?⁸⁸

Le choix du livre de Warren de s'attacher avant tout à l'histoire des idées et des valeurs politiques ainsi qu'aux dynamiques internes du mouvement ne permet pas de mettre en lumière les réalisations matérielles des marxistes-léninistes⁸⁹. Le même commentaire pourrait s'appliquer à plusieurs travaux sur le mouvement marxiste-léniniste au Québec, qui ont pris pour objet d'autres thématiques⁹⁰. Par exemple, quelques travaux ont traité du positionnement des groupes marxistes-léninistes par rapport à la question nationale⁹¹. Outre ces études sur la question nationale, on compte aussi une étude sur leur conception de la culture⁹² et une autre sur leur fascination pour la Chine⁹³. On trouve aussi trois études publiées dans la première moitié des années 1980 s'appuyant

⁸⁸ Dressen, Marnix. 2008. « Les années maoïstes: Vérité deçà de l'Atlantique, erreur au-delà? » *Argument* vol. 11, no. 1. [En ligne] <http://www.revueargument.ca/article/2008-10-01/451-les-annees-maoistes-verite-deca-de-latlantique-erreur-au-dela.html>

⁸⁹ Dupuis-Déri, Francis. 2008. « Compte-rendu : Jean-Philippe Warren : Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec, Montréal, VLB, 2007 » *Globe : revue internationale d'études québécoises* vol. 11, no. 2, p. 221.

⁹⁰ L'historien David Milot aborde cependant les pratiques culturelles des marxistes-léninistes. Milot, David. 2000. *Conceptions et pratiques culturelles communistes au Québec (1973-1982)*. Université du Québec à Montréal : mémoire de maîtrise (histoire).

⁹¹ . Tout en reconnaissant « l'oppression nationale » du peuple québécois et son droit à l'autodétermination, ceux-ci se font en pratique les défenseurs de l'unité ouvrière canadienne et prônent l'abstention au référendum de 1980. Ce faisant, ils se retrouvent en opposition avec de larges pans du mouvement progressiste québécois. Dubuc, Pierre. 2004. « Le mouvement marxiste-léniniste et la question nationale » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, p. 134. Degagné, Sébastien. 1998. *Le mouvement marxiste-léniniste En Lutte! et la question nationale québécoise au Canada (1972-1982)*. Université du Québec à Montréal : mémoire de maîtrise (histoire).

⁹² Milot, David. 2004. « La conception de la culture chez En Lutte! » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, pp. 65-82.

⁹³ Pour être plus précis, l'étude de Desharnais montre que la représentation favorable de la Chine mise de l'avant dans les journaux marxistes-léninistes est en fait partagée par des journalistes des médias de masse, quoique pour des raisons différentes. Desharnais, Daniel. 2001. *La représentation de la Chine dans les médias québécois à l'époque de la Révolution culturelle chinoise (1966-1976)*. Université de Montréal : mémoire de maîtrise (histoire).

sur les publications des groupes marxistes-léninistes pour démontrer le caractère dogmatique du discours produit par ceux-ci et son rôle dans la reproduction des rapports de pouvoir⁹⁴. Utile pour mettre en relief les égarements idéologiques du mouvement, ce type d'analyse centré sur le discours écrit ne prend pas en considération comment celui-ci a pu être approprié ou non par les militant·es.

Quelques études ont abordé la pratique militante des marxistes-léninistes et leur rôle dans diverses organisations. Arnaud Theurillat-Cloutier, dans son histoire engagée du mouvement étudiant au Québec a mentionné la contribution de marxistes-léninistes, particulièrement ceux·elles du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), à la création de l'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec (ANEEQ) au milieu des années 1970⁹⁵. Charles-Antoine Bachand, dans son mémoire de maîtrise, s'est intéressé à l'action de la Ligue dans un regroupement de groupes populaires de la ville de Hull (2004). Il met l'accent sur les conflits entre partisan·es et opposant·es du groupe communiste au sein du milieu communautaire⁹⁶. Dans sa thèse portant sur les mouvements sociaux québécois et l'action politique au cours de la période 1980-2009, Philippe Boudreau effectue un retour sur le militantisme des années 1970 pour y déceler la source de

⁹⁴ Lalonde part de la prémisse que « le discours m-l est un discours monolithique, c'est-à-dire un ensemble rigide de principes auquel vient se greffer toute analyse de la réalité », tandis que Milot parle d'un « discours stalinien [qui] leur [les appareils m-l] aura permis d'ériger un pouvoir symbolique indivisé à partir d'un système d'exclusion, de maîtrise et de restriction incorporant leur membership dans un mode d'organisation, de discipline et de comportement contraire à la logique démocratique ». Bouchard mentionne quant à elle que la « Ligue communiste a mis en place tout un dispositif [discursif] qui lui a permis de préserver ses rapports de pouvoir au sein de l'organisation [...] ». Lalonde, Yves. 1982. *Analyse idéologique du mouvement marxiste-léniniste canadien*. Université de Montréal : mémoire de maîtrise (science politique). p. 2. Milot, Pierre. 1982. « Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec (1972-1982). Première partie. » *Les Cahiers du socialisme* nos. 10-11, p. 182. Bouchard, Pierrette. 1984. *Le journal : instrument idéologique d'incitation à la militance chez la Ligue communiste marxiste-léniniste canadienne*. Université Laval : thèse de doctorat (École des gradués et graduées). p. 3.

⁹⁵ Theurillat-Cloutier, Arnaud. 2017. *Printemps de force : Une histoire engagée du mouvement étudiant au Québec (1958-2013)*. Montréal : Lux Éditeur.

⁹⁶ Bachand, Charles-Antoine. 2004. *Entre défense de droits et lutte de classe : l'exemple de l'action de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada au sein du Regroupement des comités de citoyens de Hull (1975-1978)*. Université d'Ottawa : mémoire de maîtrise (histoire).

certaines apprentissages politiques des organisations syndicales, communautaires et féministes. En résumé, Boudreau soutient que la recomposition de la culture politique des mouvements sociaux à partir des années 1980 s'est partiellement faite *en réaction* aux aspects négatifs de la culture et de la pratique marxistes-léninistes, notamment la tentative d'instrumentaliser les organismes des mouvements sociaux, la faiblesse de l'analyse de la situation politique concrète et certaines méthodes jugées autoritaires. Philippe Boudreau soulève des réflexions intéressantes en étant l'un des premiers à se pencher véritablement sur l'impact politique du mouvement marxiste-léniniste. Toutefois, sa définition de l'action politique des mouvements sociaux⁹⁷, tout à fait adaptée à ses propres intérêts de recherche, laisse nécessairement dans l'ombre l'action politique à l'échelle locale, soit précisément celle à laquelle les militant·es implanté·s ont consacré le plus d'énergie.

En ce qui a trait aux implanté·es et à leur implication dans des milieux de travail, la source qui offre le plus d'informations reste l'ouvrage *L'extrême-gauche* du journaliste Jacques Benoît. Il consacre en effet un court chapitre – « Un cas type de travail en usine » – au rôle joué par des marxistes-léninistes à la Dominion Engineering et un autre – « L'Hôtel-Dieu : un an au pouvoir » – à leur influence syndicale dans un hôpital. Dans le premier cas, Benoît relate l'échec des marxistes-léninistes dans leur tentative de mobiliser les travailleur·euses contre des offres patronales, puis contre des mises-à-pied, et raconte ensuite leurs démêlés avec l'exécutif syndical qui tente sans succès de les faire expulser⁹⁸. Dans le deuxième cas, une équipe composée de

⁹⁷ « Une définition de l'action politique répondant adéquatement aux besoins de notre recherche serait donc celle-ci : un déploiement de l'intervention des MS directement sur la scène nationale, dépassant le terrain particulier des demandes spécifiques de chaque mouvement et participant d'une tentative de consolidation du pouvoir des secteurs numériquement majoritaires sur eux-mêmes, dans la société civile et sur les institutions. ». Boudreau, Philippe. 2015. *La politisation comme composante active de l'évolution de la culture mouvementiste : étude du rapport à l'action politique de trois mouvements sociaux québécois, 1980-2009*. Université d'Ottawa : thèse de doctorat (philosophie et science politique). p. 51

⁹⁸ Benoît. 1977. *op. cit.* pp. 33-36.

militant·es marxistes-léninistes remporte les élections syndicales sans s'afficher ouvertement comme marxiste-léniniste, mais en prônant clairement un syndicalisme de combat et en dénonçant l'approche conciliatrice de l'exécutif précédent. Durant le front commun syndical de 1976, la nouvelle équipe organise des actions de protestation originales qui reçoivent l'aval des syndiqué·es. Après le front commun, un fossé se creuse quand l'équipe prend plusieurs positions qui déplaisent aux membres du syndicat, ce qui mène à sa défaite aux élections suivantes⁹⁹. On ne sait toutefois pas selon quels critères Jacques Benoît a déterminé que ces exemples pouvaient être considérés comme des cas types. De plus, le travail d'enquête de Benoît s'appuie presque exclusivement sur des personnes extérieures au mouvement marxiste-léniniste, dont plusieurs en sont des adversaires. Son ouvrage contient d'ailleurs des simplifications et des généralisations hâtives qui nuisent à la crédibilité de son propos.

Le mémoire d'Alexis Dubois-Campagna sur les organisations marxistes-léninistes et le mouvement syndical traite aussi de manière succincte des pratiques militantes en milieu de travail. C'est cependant son étude détaillée de la présence marxiste-léniniste dans les instances de la CSN qui fait la richesse de son mémoire. Dubois-Campagna s'intéresse essentiellement à l'action des marxistes-léninistes dans les instances supérieures (conseils régionaux et congrès nationaux) des centrales syndicales. Il conclut son mémoire par une invitation à explorer en profondeur le phénomène de l'implantation en accordant une plus grande place aux entrevues et aux sources des syndicats locaux¹⁰⁰.

⁹⁹ *Ibid.* p. 40-42.

¹⁰⁰ Dubois-Campagna, Alexis. 2009. « *Pour un syndicalisme de lutte de classe !* » : les groupes marxistes-léninistes et le mouvement syndical au Québec, 1972-1983. Université de Sherbrooke : mémoire de maîtrise. p. 162.

Méthodologie

Il existe un écart frappant entre ce que l'histoire a retenu de l'établissement français et ce qu'elle a retenu du mouvement marxiste-léniniste québécois. Le premier est surtout décrit en des termes positifs, parfois même héroïques, tandis que le second est très souvent présenté comme une bizarrerie, dont on se hâte de lister les tares : excès idéologiques, sectarisme, manque de démocratie interne, appui à des figures historiques pour le moins controversées (Mao et Staline, principalement), discours abscons sur la question nationale et positions antiféministes et homophobes, notamment. Pourtant, la plupart des défauts attribués aux marxistes-léninistes du Québec sont aussi présents chez leurs homologues de France¹⁰¹. La différence historiographique tient au fait que l'héritage de la gauche au Québec et en France est fort différent, ce qui explique que les écrits québécois sur le mouvement marxiste-léniniste aient privilégié l'étude du discours et de l'idéologie des organisations « m-l », laissant de côté ce que les militant·es ont vécu et accompli dans les mouvements où il·elles ont été présent·es.

À partir du récit des militant·es eux·elles-mêmes, j'ai voulu mettre en lumière la complexité et les nuances de l'engagement marxiste-léniniste, sans pour autant nier ses aspects problématiques. Je m'intéresse donc aux pratiques des militant·es, ou du moins au récit sur leurs pratiques. J'emprunte en effet l'approche de l'histoire orale qui reconnaît que les sources orales sont subjectives, mais qui considère que c'est justement ce qui fait leur force : elles ne nous renseignent « pas seulement sur ce que les gens ont fait, mais aussi sur ce qu'ils avaient l'intention de faire, ce qu'ils croyaient qu'ils faisaient et ce qu'ils pensent maintenant avoir fait »¹⁰². Les personnes que j'ai rencontrées

¹⁰¹ C'est ce que montre Dressen dans sa recension du livre de Warren. Dressen. 2008. *op. cit.*

¹⁰² Traduction libre : « not just what people did, but what they intended to do, what they believed they were doing, and what they now think they did ». Portelli, Alessandro. 1991. Cité par High, Steven. 2011. « What Can "Oral History" Teach Us? » *Active History*. [En ligne] <http://activehistory.ca/papers/what-can-oral-history-teach-us/#2>

partagent pour l'essentiel les critiques adressées au mouvement marxiste-léniniste, mais elles sont plusieurs à juger que celles-ci ne rendent pas justice à leur engagement, qui a aussi eu des côtés positifs (« On a eu du fun dans ces années-là », disent certain·es). Par ailleurs, on verra que les militant·es étaient loin d'accepter toutes les idées de leur organisation sans réfléchir. Selon les milieux, il·elles disposaient généralement d'une autonomie assez importante. Il pouvait donc y avoir un écart significatif entre des formules idéologiques parfois caricaturales et la réalité quotidienne.

J'ai réalisé 30 entretiens semi-dirigés, dont 25 avec des militant·es ayant été implanté·es dans une usine ou un hôpital pendant au moins un an¹⁰³. Le schéma d'entretien utilisé se trouve en annexe. Il couvre le parcours de vie des répondant·es, de leurs origines sociales à leur « carrière » militante et professionnelle post-implantation, en s'attardant évidemment à l'expérience d'implantation elle-même. Quoique ce schéma ait servi de guide, les entretiens ont souvent – et heureusement – débordé du cadre établi. J'adhère en effet à la perspective de l'entretien compréhensif défendue par le sociologue français Jean-Claude Kaufmann : « L'entretien sociologique y est pensé comme une conversation, un échange peu contraint, ouvert aux aléas et à toutes les formes possibles de ruptures de ton »¹⁰⁴. Plus qu'un simple outil de collecte d'informations, il est le produit d'une rencontre entre chercheur·euse et enquêté·e. Il repose donc sur l'établissement d'une certaine relation de confiance, d'une « connexion » avec la personne interviewée. La plupart des personnes rencontrées m'ont accueilli chez elles. Il n'est pas rare que les entrevues aient duré plus de trois

¹⁰³ Les cinq autres n'ont pas été implanté·es, mais ont été actif·ves dans le mouvement marxiste. Leur entrevue a permis d'éclairer des enjeux comme l'émergence du mouvement d'implantation, le refus de s'implanter, le fonctionnement d'une cellule communiste et le rôle des femmes dans le mouvement.

¹⁰⁴ Cardon, Dominique. 1996. « L'entretien compréhensif (Jean-Claude Kaufmann) » *Réseaux* vol. 14, no. 79, p. 177. Kaufmann, Jean-Claude. 2004. *L'entretien compréhensif*. Paris : Armand Colin.

heures et qu'elles aient compris, en plus des questions prévues, des discussions ouvertes sur l'actualité politique ou sur d'autres sujets, comme l'histoire du lieu où se déroulait l'entrevue, par exemple. C'est ce qui m'a entre autres permis de découvrir le rôle structurant de la grève de 1946 dans l'imaginaire des militant·es de Valleyfield¹⁰⁵. À plusieurs reprises, j'ai discuté ouvertement de mes hypothèses de recherche avec les interviewé·es, au fur et à mesure qu'elles s'élaboraient. À ceux·elles qui s'étaient montré·es intéressé·es, j'ai envoyé des versions préliminaires des chapitres dans lesquels leur parcours était abordé. Les commentaires qui en ont résulté ont permis de raffiner l'analyse ou de corriger des imprécisions¹⁰⁶.

Le premier entretien a été effectué avec Pierre Beudet, un des fondateur·ices du groupe Mobilisation¹⁰⁷. J'ai rencontré Pierre grâce à notre implication commune dans l'organisation de la conférence *La Grande transition*, un évènement international qui vise à rassembler divers courants de la gauche pour discuter d'alternatives au capitalisme et aux autres systèmes d'oppression. Pierre Beudet m'a ensuite présenté à Pierre LaGrenade et m'a inclus dans le processus de préparation d'un numéro des *Nouveaux cahiers du socialisme* sur l'univers militant de Valleyfield. Les démarches associées à ce numéro m'ont permis de rencontrer quelques implanté·es de la région. J'ai aussi rencontré Roger Rashi et Donald Cuccioletta dans le collectif *La Grande transition*. Le recrutement a ensuite été fait principalement par « boule de neige », c'est-à-dire en demandant aux interviewé·es s'il·elles pouvaient me recommander d'autres personnes. J'ai pu aussi rejoindre un implanté qui avait publié un texte sur son expérience en contactant son éditeur. J'ai aussi tenté de

¹⁰⁵ Voir le chapitre 5, « L'action syndicale à Valleyfield : mémoire et continuité ».

¹⁰⁶ Dans le formulaire de consentement à la participation à l'étude, j'ai offert aux participant·es le choix de dévoiler leur nom ou de rester anonyme. La plupart ont accepté de rendre leurs informations publiques, mais quelques-uns ont souhaité avoir un droit de regard sur le contenu les concernant. Cette clause a été ajoutée au formulaire à la main. Loin d'être une contrainte, elle a ouvert un dialogue sur l'interprétation que je faisais de leur récit.

¹⁰⁷ Voir le chapitre 1, « L'émergence du mouvement d'implantation ».

retracer certain·es militant·es par le biais de recherches en ligne, généralement sans succès. Enfin, quelques noms m'ont été proposés par des ami·es ou des collègues. La plupart des personnes rejointes ont volontiers accepté de participer, parfois avec enthousiasme. Cependant, les femmes militantes ont été beaucoup plus réfractaires. Plusieurs d'entre elles ont refusé d'être interviewées. J'y reviendrai. J'ai cessé de faire des entrevues quand les sources de nouveaux contacts se sont tariées, c'est-à-dire quand les noms qu'on me suggérait étaient ceux de personnes que j'avais déjà interviewées.

La très grande majorité des personnes interviewées dans le cadre de cette thèse ont été membres de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Cette organisation, ci-après nommée la Ligue, est le principal groupe prônant l'implantation en milieu de travail dans les années 1970. Elle est issue de la fusion en 1975 du Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (MREQ), de la Cellule militante ouvrière (CMO) et de la Cellule ouvrière révolutionnaire (COR). Elle absorbe par la suite plusieurs autres groupes, incluant l'Agence de presse libre du Québec (APLQ) et Mobilisation, dont le rôle dans l'émergence du mouvement d'implantation sera expliqué au chapitre 1. La Ligue compterait à son apogée 500 membres et de 500 à 1000 sympathisant·es actif·ves¹⁰⁸. En 1979, elle change de nom pour devenir le Parti communiste ouvrier (PCO). Roger Rashi en est le secrétaire général. Le PCO disparaît à la suite de son congrès de janvier 1983.

Pour documenter rigoureusement le mouvement d'implantation, j'ai donc consulté les archives du Parti communiste ouvrier, disponibles au Service des archives et de gestion des documents de

¹⁰⁸ Benoît. Cité par Warren. 2007. *op. cit.* p. 23.

l'UQAM. Le Fonds du PCO contient de nombreux documents, dont des rapports et des bilans internes qui font état des succès et des échecs du mouvement, par-delà les déclarations officielles. J'y ai passé plus d'un mois à dépouiller les documents relatifs à l'implantation en milieu de travail. Il s'agissait de profiter de « l'interpénétration des matériaux »¹⁰⁹, ou autrement dit de faire en sorte que les deux types de sources – histoire orale et archives – s'éclaircent mutuellement. Comme l'histoire orale est une histoire au présent, façonnée par le regard que chaque répondant·e pose sur son propre passé, les archives aident à contextualiser les propos des participant·es, à préciser des informations ou à nuancer certaines affirmations. La consultation des archives permet de comprendre plus en profondeur certains événements abordés brièvement par les interviewé·es, ou encore de bien saisir l'évolution tactique et idéologique du mouvement d'implantation. C'est particulièrement le cas au chapitre 1, qui repose en grande partie sur l'analyse des numéros de la revue *Mobilisation*. Les documents d'archives permettent aussi de saisir les intentions des militant·es au moment des faits. Le chapitre 3 s'appuie ainsi en bonne partie sur les plans de travail élaborés par les militant·es des hôpitaux.

Présentation des chapitres

Le chapitre 1 porte sur l'émergence du mouvement d'implantation québécois. J'y soutiens que l'adhésion de militant·es montréalais·es au marxisme-léninisme et à l'idée d'implantation constitue une réponse aux défis qu'il·elles rencontrent sur le terrain, au cours d'une période marquée par des bouleversements politiques majeurs. Le mouvement trouve ses racines dans les comités de citoyens, dont la politisation et la radicalisation se font parallèlement à celles du

¹⁰⁹ De Barros, Françoise et Claire Zalc. 2008. « Faire parler des archives, historiciser un terrain : les salariés d'une entreprise familiale (Lens, 1945-1975) ». Dans Arborio, Anne-Marie, Yves Cohen, Pierre Fournier, Nicolas Hatzfeld, Cédric Lomba, Séverin Muller (dirs.). 2008. *Observer le travail : histoire, ethnographie, approches combinées*. Paris : La Découverte. p. 46.

mouvement syndical et du mouvement étudiant. Ce processus débouche sur la création du FRAP, parti politique municipal dont l'échec cuisant durant la crise d'Octobre agit comme révélateur des faiblesses de la gauche. L'idée de s'ancrer dans la classe ouvrière fait déjà son chemin depuis un certain temps, mais c'est le Front commun syndical de 1972 qui donne véritablement le coup d'envoi de l'implantation. À l'usine, à l'hôpital ou dans d'autres milieux de travail, les militant·es apprennent « sur le tas » à naviguer à travers les contradictions du mouvement ouvrier. Confronté·es aux limites de leur propre approche, ainsi qu'aux critiques de groupes politiques rivaux, il·elles s'orientent vers une stratégie d'implantation plus structurée et plus rigide, sous la direction de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada.

Le chapitre 2 traite de la rencontre entre les implanté·es et les autres travailleur·euses. Puisqu'il·elles ont été socialisé·es différemment de leurs collègues du fait de leurs origines sociales, de leur niveau de scolarité et de leur culture militante, il n'est pas acquis que les implanté·es réussiront à s'intégrer pleinement en milieu ouvrier. Quels ont été les facteurs qui ont facilité leur intégration ou qui l'ont rendu plus difficile? Comment se sont-il·elles ajusté·es à la vie à l'usine ou à l'hôpital? Ont-il·elles été capables de nouer des liens forts avec leurs collègues? La situation exceptionnelle rendue possible par l'implantation permet d'explorer et de nuancer les prédictions faites par le sociologue Pierre Bourdieu, à partir des concepts de capital culturel et d'habitus. On verra que la majorité des implanté·es rencontré·es se sont bien adapté·es à leur milieu de travail, notamment en acquérant des postes syndicaux.

Le chapitre 3 part du constat qu'à la différence de leurs homologues d'autres pays qui se sont presque exclusivement implanté·es dans l'industrie lourde, les marxistes-léninistes québécois·es

se sont aussi dirigé·es en grand nombre vers les hôpitaux. Je démontre que ce choix stratégique s'explique par la conjoncture particulière associée à la Révolution tranquille : la construction rapide de l'État-providence québécois fait du secteur public – et particulièrement du système hospitalier – le fer de lance du mouvement syndical. Les militant·es marxistes-léninistes du Québec intègrent cette réalité à leur analyse, ce qui les amène à revoir leur conception de la classe ouvrière et à proposer une réflexion originale sur le rôle du système de santé dans l'économie capitaliste. Dans les hôpitaux, les militant·es marxistes-léninistes font de l'unité des travailleur·euses du privé et du public le principe cardinal de leur action, ce qui justifie leur participation aux fronts communs syndicaux et, paradoxalement, leur implication dans des campagnes de maraudage syndical.

Le chapitre 4 s'intéresse à la filiation militante qui se dévoile à travers le récit des militant·es de la région de Valleyfield et Beauharnois, où le mouvement d'implantation a été bien présent. Dans cette MRC encore largement industrielle, les ancien·nes communistes participent à l'entretien d'une mémoire militante ouvrière dont la grève de 1946 à l'usine de la Montreal Cottons constitue l'acte fondateur. Bien que l'implantation en usine ait eu un succès inégal, elle a contribué à la construction d'une culture syndicale combative qui perdure. L'histoire des militant·es de Valleyfield permet de réfléchir aux traces laissées par le mouvement d'implantation, malgré la disparition des organisations qui l'ont porté.

Enfin, le chapitre 5 porte sur le rôle des femmes dans le mouvement d'implantation. Dans leur conception du prolétariat industriel, les organisations qui prônent l'implantation accordent la priorité stratégique à l'industrie lourde et minimisent l'importance des usines où les femmes sont

fortement représentées. De plus, l'organisation interne de la Ligue repose sur une dichotomie entre travail en entreprise – mené surtout par des hommes – et travail de quartier – effectué principalement par des femmes –, le second étant dévalorisé par rapport au premier. On retrouve donc au sein du mouvement d'implantation une division genrée du travail militant, qui voit les femmes être assignées à des tâches de soutien et à des tâches de reproduction sociale évoquant les rôles traditionnels. C'est notamment en réaction à ces dynamiques internes au mouvement que les militantes critiquent sévèrement le Parti communiste ouvrier, ce qui contribue à sa dissolution.

Chapitre 1 – L'émergence du mouvement d'implantation

Printemps 1972, rue Amherst¹¹⁰ à Montréal. Pierre Beaudet, André Vincent et leurs camarades reprennent les rênes d'une librairie qui appartenait jusqu'alors à un petit groupe maoïste en déclin issu d'une scission du PCC(m-l)¹¹¹. Le local est sale et vétuste, les étagères sont dégarnies, mais les acheteurs ont l'ambition de retaper l'endroit et d'en faire un point de repère pour la gauche en ébullition, une sorte de « Maspero québécois »¹¹². Il·elles font le ménage, repeignent les murs, jettent aux poubelles les affiches du Grand Timonier, se procurent de petites presses de calibre commercial et achètent des livres de toutes les tendances de la gauche radicale, puis organisent une fête pour célébrer l'ouverture de la *Librairie progressiste*¹¹³.

La nouvelle librairie devient vite un lieu de référence pour de jeunes syndicalistes qui viennent s'y procurer des ouvrages sur l'économie politique ou sur les mouvements de grèves qui secouent le monde, ainsi que pour des professeur·es de cégep qui y font imprimer le Manifeste du parti communiste de Marx et Engels, qui figure sur leur plan de cours. La librairie offre un abonnement à un « kit » de documentation progressiste : chaque semaine, pour un prix fixe, des militant·es de l'extérieur de Montréal reçoivent un bouquet de publications de la gauche d'ici et d'ailleurs. Les

¹¹⁰ Aujourd'hui la rue Atateken.

¹¹¹ Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) est né à Vancouver sous la direction de Hardial Bains. Premier véritable groupe d'inspiration maoïste à se développer au Québec, il compte quelques centaines de militant·es au tout début des années 1970, mais il est vite abandonné par nombre d'entre eux·elles en raison de ses positions doctrinaires et de son attitude agressive. Voir notamment Benoît, Jacques. 1977. *L'extrême-gauche*. Montréal : La Presse. pp. 93-97.

¹¹² Dans le quartier latin à Paris, de 1959 à 1982, la maison d'édition Maspero publie des livres devenus des classiques de la gauche radicale tels que *Les damnés de la terre* de Frantz Fanon ou les ouvrages de Che Guevara et de Malcolm X. Sa librairie *La joie de lire* est un lieu de ralliement pour les militant·es de différentes mouvances et de partout dans le monde. Voir Ross, Kristin. 2002. *May '68 and its afterlives*. Chicago: University of Chicago Press. pp. 82-84. Des liens étroits unissent Maspero et la maison d'édition québécoise Parti pris. Fabre, Gérard. 2011. « Parti pris et Maspero » *Bulletin d'histoire politique* vol. 19, no. 2, p. 94.

¹¹³ Beaudet, Pierre. 2008. *On a raison de se révolter: Chronique des années 70*. Montréal : Les éditions Écosociété. pp. 130-132.

jeunes libraires se lancent aussi dans l'édition et la réédition d'ouvrages. L'opération – vente de livres, impression, édition – est rentable : André Vincent et Pierre Beudet s'accordent de petits salaires, ce qui leur permet de se consacrer à plein temps au militantisme : « Ça roulait, c'te librairie-là »¹¹⁴.

André Vincent et Pierre Beudet ont tous deux étudié à l'UQAM et se sont rencontrés dans le mouvement étudiant. Ils ont fait partie du Front de libération populaire (FLP) et du Mouvement syndical et politique (MSP), groupes contestataires dont les membres ont participé aux moments clés de la révolte étudiante de la fin des années 1960 : occupation des cégeps à l'automne 1968¹¹⁵, Opération McGill au printemps 1969¹¹⁶, émeute aux garages de la Murray Hill¹¹⁷ à l'automne 1969... Leurs sources d'inspiration sont multiples, éclatées. Ils sont influencés par Che Guevara et les Black Panthers, par Janis Joplin et Jimi Hendrix, par les différentes branches de la nouvelle gauche italienne ou américaine, par le courant « indépendance et socialisme » des anciens membres de la revue *Parti pris*¹¹⁸. À cette époque, leur engagement a des allures libertaires, anarchisantes, et ils n'hésitent pas à recourir à l'action directe : « Pour nous autres, une manif

¹¹⁴ Entrevue effectuée avec André Vincent le 30 août 2018.

¹¹⁵ Voir « Les occupations de 1968 : 'Participer, c'est se faire fourrer!' » dans Theurillat-Clouter, Arnaud. 2017. *Printemps de force : Une histoire engagée du mouvement étudiant au Québec (1958-2013)*. Montréal : Lux. pp. 58-74 ainsi que « La révolte d'Octobre 1968 » dans Warren, Jean-Philippe. 2008. *Une douce anarchie : Les années 68 au Québec*. Montréal: Les éditions du Boréal. pp. 99-132.

¹¹⁶ Au nom des droits linguistiques des Québécois et en vertu de principes anti-impérialistes, une coalition composée de groupes nationalistes et de groupes de gauche inspirés par la décolonisation revendique la francisation de l'université McGill. Voir « Opération McGill français » dans *Ibid.* pp. 185-208. Voir aussi Mills, Sean. 2010. *The Empire Within: Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal*. Montreal: McGill-Queen's University Press. pp. 138-154.

¹¹⁷ La compagnie anglophone Murray Hill détient alors le monopole du transport entre l'aéroport de Dorval et le centre-ville de Montréal, ce que les chauffeurs de taxi dénoncent comme un facteur d'appauvrissement. Dans le contexte surchauffé des « années 68 », l'enjeu devient un symbole de l'oppression des Québécois·es et de la classe ouvrière. Voir Warren, Jean-Philippe. 2013. « Quelques facteurs sociologiques de la violence dans les années 1968 : le Mouvement de libération du taxi » dans Carel, Ivan, Jean-Philippe Warren et Robert Comeau. 2013. *Violences politiques : Europe et Amériques, 1960-1979*. Montréal : Lux. pp. 117-138.

¹¹⁸ Entrevue avec André Vincent. Beudet. 2008. *op. cit.* p. 57.

réussie, c'est quand ça revirait à l'émeute... Pis ça arrivait assez souvent » (André Vincent). D'abord sympathiques au FLQ, ils concluent durant la crise d'Octobre que la violence terroriste est un cul-de-sac politique¹¹⁹. Au lendemain de la répression de l'automne 1970, convaincus de la nécessité de se lier aux ouvrier·ères, ils souhaitent se réorienter vers l'action dans les quartiers et dans les milieux de travail. Comme on le verra dans ce chapitre, leur parcours ressemble à celui de nombreux·euses jeunes activistes, dont l'engagement évolue entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1970. D'un militantisme décentralisé, caractérisé par un esprit antiautoritaire et centré sur les étudiant·es, on passe graduellement à des organisations plus structurées et disciplinées qui se donnent pour objectif de nouer des liens avec la classe ouvrière¹²⁰.

Même s'ils ont « un penchant plutôt maoïste » (André Vincent), André et Pierre ne croient pas, au début des années 1970, que l'heure soit à la création d'un parti révolutionnaire : il faut d'abord être mieux implanté au sein de la classe ouvrière. Ils rejettent le marxisme-léninisme orthodoxe. Reflétant cet esprit, la Librairie progressiste accueille des œuvres québécoises et internationales

¹¹⁹ Beaudet, Pierre. 2020. « Le blog de Pierre Beaudet : Mon octobre » *Presse-toi à gauche!* [En ligne] <https://www.pressegauche.org/Mon-octobre?fbclid=IwAR0DPR2NjMs0Gthl-EWHtVfSmhL8R71Y7HwBTfflL1aFKXfGXB0DRiR9ew>

¹²⁰ Cette évolution est racontée notamment dans le chapitre « La montée du radicalisme politique » dans Warren, Jean-Philippe. 2007. *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*. Montréal: VLB Éditeur. Le même mouvement s'observe dans plusieurs pays. En reprenant la distinction opérée par l'historien Gerd-Rainer Horn, on peut parler de la nouvelle gauche (« New Left ») pour désigner le premier type de militantisme et de l'extrême-gauche (« Far Left ») pour parler du second. Dans la littérature scientifique et dans le discours médiatique sur les mouvements sociaux des années 1960 et 1970, un récit récurrent oppose le militantisme joyeux et émancipateur des années 1960 au militantisme rigide et sectaire des années 1970. Cette dichotomie simplificatrice est remise en question par des travaux des dernières décennies, qui s'intéressent notamment aux facteurs qui expliquent la transformation de la gauche. Voir par exemple Horn, Gerd-Rainer. 2007. *The Spirit of '68: Rebellion in Western Europe and North America, 1956-1976*. Oxford: Oxford University Press. Elbaum, Max. 2002. *Revolution in the Air: Sixties Radicals turn to Lenin, Mao and Che*. New York: Verso. Early, Steve. 2010. « The Enduring Legacy and Contemporary Relevance of Labor Insurgency in the 1970s » dans Brenner, Aaron, Robert Brenner and Cal Winslow (dirs.). 2010. *Rebel Rank and File: Labor Militancy and Revolt from Below During the Long 1970s*. New York: Verso. Vigna, Xavier. 2007. *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

de toutes sortes de mouvances de gauche. Elle se transforme rapidement en « ruche », en « un lieu où tout le monde vient faire un tour » :

En principe pour acheter des livres. Mais aussi pour se donner rendez-vous, débattre, élaborer des concertations et des stratégies, et s'engueuler aussi, de manière plus moins polie. C'est une sorte de café sans café, d'espace politique ouvert à presque tous les vents¹²¹.

Les militant·es de la librairie collaborent avec ceux·elles des autres groupes formés à la même époque, tels que le Centre de formation populaire (CFP), le Centre de recherche et d'information du Québec (CRIQ)¹²² et l'Agence de presse libre du Québec (APLQ)¹²³, dont les bureaux et les presses sont situés tout près, sur la rue Beaudry. Il·elles travaillent aussi avec les membres du Comité d'action politique St-Jacques (CAP St-Jacques) et du comité d'action politique Maisonneuve (CAP Maisonneuve) qui, comme nous le verrons, sont des acteurs essentiels du développement du mouvement d'implantation¹²⁴.

Une des initiatives les plus intéressantes associées à la Librairie progressiste est la publication de la revue *Mobilisation*. Fondée en 1968 en tant qu'organe du FLP, *Mobilisation* connaît une refonte en 1972. Regroupant des militant·es « œuvrant dans différents milieux et venant de divers groupes progressistes », elle se donne pour tâche de « renforcer les liens entre les groupes et individus

¹²¹ Beaudet. 2008. *op. cit.* pp. 135-136.

¹²² Selon Robert Dagenais (surnom), un de ses membres fondateurs, le CRIQ est un petit groupe marxisant dont la vocation est d'étudier les structures économiques du Québec et d'aider les groupes communautaires et les syndicats qui ont besoin de documentation, par exemple sur l'entreprise ou l'administration contre laquelle ils se battent. Entretien avec Robert Dagenais effectué le 28 mai 2019.

¹²³ Fondée en 1968, l'APLQ agit comme bureau de presse pour différents groupes populaires et politiques. Elle offre aussi un service d'imprimerie et publie un *Bulletin d'information* (renommé *Bulletin populaire* en 1973). En 1974, elle se rallie au Regroupement des comités de travailleurs (RCT) et se joint à la Ligue en 1976. Elle est un important carrefour de réflexion sur les idées et les pratiques militantes. Fonds d'archives de l'Agence de presse libre du Québec. « Histoire administrative ou notice biographique ». Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. [En ligne] <https://archives.uqam.ca/fonds-archives/archives-privées/11-gestion-archives-historiques/46-fonds-archives.html?varcote=29P>

¹²⁴ Je parle de « mouvement d'implantation » pour souligner le fait que la tactique d'implantation en milieu de travail est mise de l'avant par plusieurs groupes aux perspectives stratégiques et aux orientations idéologiques différentes. La plupart se réclament du marxisme-léninisme (avec plus ou moins d'insistance), mais il y a aussi eu des implanté·es trotskystes. De plus, certains groupes marxistes-léninistes, dont En Lutte!, rejettent cette tactique.

progressistes et d'œuvrer au développement d'une orientation politique commune »¹²⁵. *Mobilisation* publie des textes d'analyse politique et des articles de fond sur les enjeux internationaux. On y traite par exemple de la lutte de libération en Angola ou du mouvement révolutionnaire au Chili. Mais le plus important, en ce qui nous concerne, est son travail de réflexion approfondie sur les étapes de la liaison entre les intellectuel·les et le mouvement ouvrier. Les militant·es qui sont proches de la revue – encouragé·es à s'établir en milieu de travail – produisent des enquêtes sur leur lieu d'implantation, ainsi que des bilans de pratiques décrivant en détail leurs interventions politiques.

Mobilisation constitue une source privilégiée pour saisir l'évolution de la gauche radicale dans la première moitié des années 1970. D'abord parce que ses pages sont dédiées à la description précise des succès et des échecs des différentes expériences militantes montréalaises. Ensuite parce que la revue – qui devient officiellement un groupe politique en 1973 – connaît elle-même une évolution idéologique parallèle à celle d'une grande partie de l'extrême-gauche québécoise. Bien qu'elle parle dès le départ de « l'édification du parti du prolétariat »¹²⁶, *Mobilisation* se conçoit initialement comme un espace de dialogue et d'échange entre plusieurs tendances. Au fil des numéros, le ton se fait plus dur et l'orientation strictement marxiste-léniniste s'affirme de plus en plus. En avril 1976, le groupe *Mobilisation* rédige son autocritique. Avec l'appui de la majorité de ses membres inscrits et de quatre des cinq membres de la direction¹²⁷, le groupe s'auto-dissout pour rejoindre la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, créée l'année précédente. La

¹²⁵ *Mobilisation*. 1974a. « Quelques aspects du début d'un mouvement socialiste à Montréal » *Mobilisation* vol. 3, no. 1, édition revue et corrigée, sommaire.

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ Pierre Beaudet est le seul membre de l'équipe de direction qui rejette le ralliement à la Ligue. Beaudet. 2008. *op. cit.* p. 207.

revue disparaît alors, tandis que la Librairie progressiste est fusionnée avec la Librairie Norman Bethune : « Ils ont fait une librairie m-l¹²⁸. Ils ont tout clairé ce qui était pas m-l. Pis nous autres, il y en avait beaucoup qui était pas m-l! [Rires] » (André Vincent). L’histoire de la Librairie progressiste et du groupe Mobilisation est intimement mêlée à celle de l’implantation en milieu de travail. Elle constitue donc dans ce chapitre le fil conducteur qui permet de comprendre la genèse et la transformation du mouvement d’implantation du début des années 1970 au milieu de la décennie.

Le mouvement d’implantation émerge dans une période de questionnements. Des groupes citoyens se demandent comment consolider et étendre les acquis des luttes locales. Le nationalisme québécois monte en puissance, mais le FLQ est décimé et le Parti Québécois, jugé trop électoraliste et bourgeois, est loin de faire l’unanimité dans les milieux de gauche. Peut-il prendre le pouvoir? Et si oui, peut-il réellement mettre en œuvre des changements sociaux significatifs? Un peu partout au Québec, les grèves, souvent dures, se multiplient. Le front commun du secteur public, surtout, a ébranlé le pouvoir au printemps 1972, mais ses résultats sont mitigés. Dans ce contexte, de nombreux·es activistes – la plupart issu·es du mouvement étudiant – sont convaincu·es qu’ils doivent renforcer leurs liens avec les travailleur·euses. Pour ce faire, certain·es d’entre eux·elles choisissent de se faire embaucher dans les lieux où se trouvent les travailleur·es qu’il·elles souhaitent rejoindre. Ce chapitre retrace les étapes du parcours intellectuel et organisationnel qui a conduit à l’adoption de cette tactique.

¹²⁸ Marxiste-léniniste.

La théorie marxiste-léniniste joue sans aucun doute un rôle dans l'émergence du mouvement d'implantation. Marx insiste sur le rôle historique de la classe ouvrière, Lénine indique aux communistes qu'il·elles doivent faire du travail politique dans les syndicats et Mao invite les intellectuel·les à s'établir parmi les masses. Mais comment se fait-il qu'au tournant des années 1960 et 1970, la pensée de ces auteurs interpelle profondément de jeunes militant·es, au point de les amener à modifier leur trajectoire professionnelle? Dans les pages qui suivent, on verra que l'idée d'implantation rejoint les militant·es entre autres parce qu'elle paraît offrir des solutions aux problèmes qui se posent concrètement dans leur militantisme.

De même, une fois en milieu de travail, les implanté·es font face à des obstacles et à des défis. Il·elles y apportent des réponses qui infléchissent le mouvement d'implantation, notamment en ce qui concerne les lieux choisis et les manières d'y intervenir. L'évolution du mouvement est donc largement façonnée par la pratique. Elle est aussi tributaire de la dynamique de collaboration et de confrontation entre les groupes de gauche actifs à l'époque. Des débats parfois âpres opposent différentes conceptions de l'implantation. Sous la pression de trois pôles – le groupe En Lutte!, les groupes qui fusionneront pour former la Ligue et les implanté·es eux·elles-mêmes – qui insistent davantage sur la lutte idéologique et sur la nécessité du parti révolutionnaire, le mouvement d'implantation s'éloigne progressivement du syndicalisme de combat et s'oriente de plus en plus vers l'agitation-propagande ouvertement communiste. Partant du constat que le mouvement d'implantation n'est pas homogène – il varie selon le contexte local et national, selon le milieu d'implantation et selon l'école de pensée à laquelle se rattachent les militant·es, voire selon les opinions et tempéraments de chaque militant·e –, ce chapitre s'intéresse donc aux pratiques et aux

débats qui ont mené de l'apparition de ce mouvement à la cristallisation d'une certaine « manière de s'implanter », sous la direction de la Ligue.

Préludes (1963-1970)

L'émergence des comités d'action politique

En 1963, à l'instigation du Conseil des œuvres de Montréal, un comité de citoyens, l'Association des parents de St-Henri (APSH), est fondé dans le sud-ouest de Montréal¹²⁹. Inspirée par l'approche de la « community organization » de Chicago, l'initiative cherche à dépasser le travail social centré sur les cas individuels, en favorisant la participation des citoyen·nes aux décisions qui les touchent¹³⁰. Le principe est le suivant : appuyé par un animateur social qui agit comme conseiller technique, le groupe de citoyen·nes identifie des problèmes du quartier, propose des solutions et se mobilise pour que les autorités concernées répondent aux demandes locales¹³¹. Le premier comité de citoyen revendique la construction d'un nouvel édifice scolaire, mais étend vite son action à d'autres enjeux : création de terrains de jeux pour les enfants, accès à des logements de qualité, amélioration de l'éducation aux adultes, etc.

Fort de quelques succès locaux, le modèle des comités de citoyens se propage dans plusieurs autres quartiers de Montréal à partir de 1965. Le logement est une des préoccupations principales, au moment où l'administration Drapeau procède de manière autocratique à la destruction de milliers d'habitations¹³². Plus globalement, d'après un cahier spécial de *Mobilisation* consacré aux

¹²⁹ Garneau, Vincent. 2011. *Le Conseil des œuvres de Montréal : animation sociale, démocratie participative et affrontement politique*. Université du Québec à Montréal : mémoire de maîtrise (histoire). p. 35.

¹³⁰ *Ibid.* p. ix.

¹³¹ *Ibid.* p. 37-38.

¹³² Cliche, Paul. 2018. *Un militant qui n'a jamais lâché. Chronique de la gauche politique des années 1950 à aujourd'hui*. Montréal : Varia. p. 131.

premiers pas du mouvement socialiste à Montréal, la création des comités de citoyens s'explique « [...] par le décalage entre les espoirs de la Révolution tranquille d'une société d'abondance pour tous et l'incapacité des autorités politiques d'apporter des solutions aux problèmes réels des travailleurs »¹³³. L'action des comités de citoyens s'oriente cependant surtout vers les « défavorisé·es » (principalement les chômeur·euses et les assisté·es sociaux·ales) plutôt que vers les travailleur·euses au sens strict.

Les ambitions des comités de citoyens augmentent à mesure qu'ils font des gains : ils se mettent à envisager des interventions à l'échelle municipale¹³⁴. En même temps, malgré d'indéniables succès dans les quartiers de la métropole, les membres des comités jugent que leur action plafonne : « [L]es citoyens constatent vite que leurs luttes éparses sont souvent sans lendemain »¹³⁵. Réalisant qu'il·elles font face aux mêmes problèmes, plusieurs participant·es des comités de citoyens considèrent que, pour concrétiser leurs projets, il·elles doivent se coordonner et accroître leur rapport de force. En mai 1968, une assemblée de 175 personnes issues de 20 comités de citoyens adopte une déclaration qui se conclut par un appel à l'action politique¹³⁶.

Diplômé de la première cohorte de la section « organisation communautaire » du baccalauréat en service social de l'Université de Montréal, Pierre LaGrenade est un acteur de la transformation des

¹³³ Mobilisation. 1974a. *op. cit.* p. 40. Le politologue Denis Monière effectue la même analyse, en reprenant presque mot pour mot les propos de *Mobilisation*. Monière, Denis. 1977. *Le développement des idéologies au Québec, des origines à nos jours*. Montréal: Québec/Amérique. p. 286 [En ligne] http://classiques.uqac.ca/contemporains/moniere_denis/developpement_ideologies_qc/developpement_ideologies_qc.pdf

¹³⁴ Cliche. 2018. *op. cit.* p. 133.

¹³⁵ *Ibid.* Le cahier spécial de *Mobilisation* insiste surtout sur l'incapacité des comités à régler les problèmes identifiés : « Malgré toutes les revendications faites de manière gentille ou agressive auprès des gouvernements, ceux-ci ne répondent presque jamais positivement aux demandes des comités de citoyens ». Mobilisation. 1974a *op. cit.* p. 41.

¹³⁶ Mobilisation. 1974a. *op. cit.* p. 42.

comités de citoyens. À titre d'employé du Conseil des œuvres, il organise une série de cours d'éducation populaire intitulée « Les citoyens face au pouvoir »¹³⁷. Avec Louis Favreau, il travaille à la création du mouvement d'action politique municipale (MAPM), qui publie en 1969 un manifeste dont les principaux thèmes seront repris dans le programme du FRAP¹³⁸.

La politisation des comités de citoyens coïncide avec une augmentation des conflits ouvriers dans la province. De 1966 à 1970, le nombre de jours-personnes perdus en grèves et en lock-out est en moyenne trois fois plus élevé que durant la période précédente (1961-1965)¹³⁹. Parallèlement, les centrales syndicales entament une certaine radicalisation. Alors qu'elles avaient accueilli avec enthousiasme les réformes adoptées sous Jean Lesage dans la première moitié des années 1960, leurs relations avec le gouvernement deviennent plus tendues lorsque l'Union nationale, nouvellement élue en 1966, adopte les premières lois québécoises forçant le retour au travail de grévistes¹⁴⁰. En réaction à la loi 25 qui touche les enseignant·es, la CSN décide de former des comités d'action politique (CAPs) dans chacune des circonscriptions électorales de la province¹⁴¹. C'est toutefois le rapport moral de Marcel Pepin, au congrès d'octobre 1968, qui donne aux CAPs une véritable impulsion. Dans « Le deuxième front : pour une société bâtie pour l'homme », le président de la CSN dénonce le caractère inhumain du capitalisme et invite les travailleur·euses à participer à la démocratisation de l'ensemble de la société. Pour ce faire, il faut aller au-delà de la négociation des conventions collectives (le « premier front ») en ouvrant un deuxième front, celui

¹³⁷ Entretien effectué avec Pierre LaGrenade le 1^{er} août 2018.

¹³⁸ Cliche. 2018. *op. cit.* p. 134.

¹³⁹ Rouillard, Jacques. 2004. *Le syndicalisme québécois: deux siècles d'histoire*. Montréal: Les éditions du Boréal. p. 207.

¹⁴⁰ *Ibid.* p. 190. Voir aussi Petitclerc, Martin et Martin Robert. 2018. *Grève et paix : une histoire des lois spéciales au Québec*. Montréal : Lux.

¹⁴¹ *Ibid.* p. 177.

des luttes pour les droits des travailleur·euses dans toutes les sphères de leur vie (en tant que consommateur·rices, locataires, parents et citoyen·nes)¹⁴².

Inspirés par les idées mises de l'avant à la CSN, des comités de citoyens existants se transforment en comités d'action politique¹⁴³, tandis que de nouveaux CAPs sont formés dans des quartiers où il n'y en a pas déjà. Réunis en assemblée en avril 1970, les CAPs¹⁴⁴ décident d'intensifier leurs contacts avec le milieu syndical en participant aux colloques intersyndicaux organisés par la FTQ et la CSN¹⁴⁵. Un mois plus tard, ils choisissent de prendre part aux élections municipales de Montréal de l'automne suivant sous le nom de Front d'action politique (FRAP)¹⁴⁶. Dès le départ, le FRAP est une coalition hétéroclite composée de militant·es de gauche, de syndicalistes et de membres des groupes populaires, dont certain·es sont proches du Parti Québécois tandis que d'autres s'identifient à la gauche radicale. La direction du nouveau parti est assumée par des permanents des centrales syndicales, soit Paul Cliche (CSN) à la présidence et Émile Boudreau (FTQ) à la vice-présidence¹⁴⁷. Les CAPs constituent les structures de base du parti, qui s'engage à agir sur trois fronts : le front de la consommation (en favorisant la création de coopératives de logement, de santé, d'alimentation, etc.), le front du travail (en visant la création d'un pouvoir ouvrier dans les usines et les bureaux) et le front politique municipal¹⁴⁸.

¹⁴² Mills. 2010. *op. cit.* p. 165.

¹⁴³ Cliche. 2018. *op. cit.* p. 136. D'après Paul Cliche, dont l'analyse concorde ici avec celle de *Mobilisation*, la conversion des comités de citoyens en CAPs est influencée par la démarche du deuxième front. Jacques Rouillard note cependant que la stratégie du deuxième front a elle-même été inspirée par les expériences de démocratie populaire des comités de citoyens à Montréal. On a donc ici affaire à une véritable fertilisation croisée. Rouillard. *op. cit.* p. 177.

¹⁴⁴ Ils sont regroupés au sein du Rassemblement des associations populaires du Bas de la ville et de l'est de Montréal (RAP), qui succède lui-même au Mouvement d'action politique municipale (MAPM), fondé à l'été 1969.

¹⁴⁵ Comby, Marc. 2001. « Le Front d'action politique (FRAP) à Montréal : de la naissance aux élections (1969-1970) » *Bulletin du Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec* vol. 27, no. 2, p. 8-9.

¹⁴⁶ *Ibid.* p. 9.

¹⁴⁷ *Mobilisation*. 1974a. *op. cit.* p. 51.

¹⁴⁸ Comby. 2001. *op. cit.* p. 10.

Octobre 1970, un point tournant

Au moment où le FRAP décide de se lancer dans l'arène électorale, un autre jeune parti politique, le Parti Québécois, vient de vivre pour la première fois le test des urnes. Aux élections législatives québécoises d'avril 1970, le PQ a obtenu 23% des voix, mais a seulement fait élire 7 députés. Même s'il s'agit d'un résultat respectable pour une nouvelle formation politique, de nombreux·ses militant·es sont déçu·es¹⁴⁹. La distorsion entre le nombre de votes et le nombre de sièges laisse croire que le PQ ne pourra pas prendre le pouvoir avant longtemps. Au niveau provincial, pour eux·elles, la voie électorale semble donc bloquée.

Le FRAP, par contre, espère faire une percée significative au Conseil de ville de Montréal. Faisant campagne essentiellement dans les quartiers où un CAP est présent, il ne présente pas de candidat à la mairie. Son objectif est de construire une « opposition sérieuse » au maire Drapeau, en espérant être capable de prendre le pouvoir aux élections de 1974¹⁵⁰. Un sondage laisse croire qu'il s'agit d'un objectif atteignable : en octobre, « 57% des Québécois connaissent le FRAP tandis que 31% des électeurs estiment que le FRAP constitue une opposition valable »¹⁵¹. Sans se dire ouvertement socialiste, le FRAP est critique du capitalisme¹⁵². Il dénonce le fait que les travailleur·euses soient exclus des centres de décision¹⁵³ et se donne un programme intitulé « Les salariés au pouvoir! ».

¹⁴⁹ Entretien effectué avec Gilles Duceppe le 23 octobre 2018. Entretien effectué avec Sylvain Gallant et Nicole Lafleur (surnoms) le 19 août 2019. Bédard, Éric. 2020. *Chronique d'une insurrection appréhendée : Jeunesse et crise d'Octobre*. Québec : Les éditions du Septentrion. p. 64. Beaudet. 2008. *op. cit.* p. 95.

¹⁵⁰ Comby, Marc. 2011. « L'expérience du Front d'action politique des salariés (FRAP) à Montréal 1970-1974 » *Bulletin d'histoire politique* vol. 19, no. 2, p. 119.

¹⁵¹ Comby, Marc. 2007. « L'expérience du FRAP à Montréal (1970-1974) : La tentative de créer au Québec un parti d'extrême-gauche » dans Morelli, Anne et José Gotovitch (dir.). 2007. *Contester dans un pays prospère : L'extrême gauche en Belgique et au Canada*. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang. p. 166.

¹⁵² *Ibid.* p. 162.

¹⁵³ Comby. 2001. *op. cit.* p. 9.

En se rapprochant des syndicats et en passant à l'action électorale, le mouvement citoyen qui a donné naissance au FRAP a donc aussi changé de public cible : au lieu de prioriser les plus démunies, il s'adresse d'abord aux travailleur·euses¹⁵⁴.

L'irruption du Front de libération du Québec fait dérailler la campagne électorale, déjà mal entamée, faute d'expérience et de moyens. Le 5 octobre, la cellule Libération enlève le diplomate britannique James Richard Cross. Le 9 octobre, le Conseil permanent du FRAP adopte à l'unanimité une résolution qui dénonce la violence du système, donne son appui aux objectifs du FLQ (définis comme étant « la prise du pouvoir politique et économique par les travailleurs ») et souligne que le FRAP utilise des moyens non-violents pour parvenir à ses objectifs¹⁵⁵. Le lendemain, la cellule Chénier enlève le ministre du Travail Pierre Laporte. Au centre Paul-Sauvé, le 15 octobre, ce qui devait être une assemblée du FRAP se transforme en évènement d'appui au FLQ : 3 000 personnes, dont une majorité de jeunes, applaudissent à tout rompre des orateurs profelquistes¹⁵⁶. À la suite de la découverte du cadavre de Pierre Laporte, Paul Cliche et trois candidats du FRAP dénoncent la violence du FLQ. Malgré cela, tout au long du mois, les autorités tentent d'associer les deux organisations. Le maire Drapeau affirme que le nouveau parti municipal est un regroupement de terroristes et que, s'il est élu, le sang coulera à Montréal. Le ministre fédéral Jean Marchand soutient quant à lui que le FRAP est une « couverture » du FLQ¹⁵⁷.

¹⁵⁴ Influencé par le marxisme, Pierre LaGrenade participe à cette transition. Plus tard, il s'implante à l'usine Electrolux, puis à l'hôpital Hôtel-Dieu. Interrogé à savoir s'il a déjà ressenti une distance culturelle avec le monde ouvrier (voir le chapitre 2), il répond que non, en effectuant un contraste avec son expérience auprès des populations plus marginalisées : « Dans Centre-Sud, là, j'trouvais ça un peu plus rough, un peu plus raide. Le milieu des assistés sociaux... Ça, oui, ça a été rough d'établir le contact avec le monde. Mais en milieu ouvrier, non ». Cette difficulté a sans doute été un des facteurs de la réorientation des CAPs vers la classe ouvrière.

¹⁵⁵ Comby. 2001. *op. cit.* p. 14.

¹⁵⁶ Bédard. 2020. *op. cit.* p. 68. D'après Marc Comby, les sympathisant·es felquistes sont en fait des étudiant·es ayant fait irruption au centre Paul-Sauvé après s'être vu refusé l'accès au stade de l'Université de Montréal. Le FRAP aurait alors accepté d'écourter son évènement pour leur céder la place. Comby. 2001. *op. cit.* p. 15.

¹⁵⁷ Comby. 2007. *op. cit.* p. 166.

À l'UQAM, de jeunes radicaux·ales espèrent que la crise déclenchée par le FLQ se muera en situation révolutionnaire. Le 15 octobre, lors d'une assemblée de 800 étudiant·es au Gesù, une grève générale est déclarée en appui aux revendications du Front de libération du Québec¹⁵⁸. Le lendemain au même endroit, immédiatement après la proclamation de la Loi sur les mesures de guerre, André Vincent préside une assemblée qui réunit 600 étudiant·es. On y vote une proposition d'appui aux objectifs et aux moyens du FLQ¹⁵⁹, mais on peine à s'entendre sur des actions concrètes à entreprendre¹⁶⁰. Par crainte de débordements, l'UQAM ferme ses établissements¹⁶¹, mais aucune action militante d'envergure n'a lieu par la suite. Comme le démontre Éric Bédard dans son ouvrage consacré à la jeunesse durant la crise d'Octobre, les militant·es universitaires sont désorganisé·es et ne parviennent pas à instiguer un soulèvement étudiant : « Sur la montagne [à l'Université de Montréal] comme au centre-ville [à l'UQAM], les étudiants agissent en petits groupes et de façon improvisée »¹⁶². Jean-Marc Potte, jeune professeur marxiste de l'UQAM dont l'enseignement influence fortement le militantisme de la nouvelle génération¹⁶³, observe les événements de près et se désole du faible niveau d'organisation des étudiant·es :

*Les étudiants ont constitué le groupe social qui a manifesté le plus bruyamment son appui aux objectifs politiques du Manifeste du FLQ. Mais ils ont été incapables de s'organiser, ni avant ni après la Loi des mesures de guerre. [...] Lorsqu'on me parlera de la jeunesse comme nouvelle classe révolutionnaire, je ne pourrai que sourire. Il n'y a rien à faire hors de la classe ouvrière*¹⁶⁴.

¹⁵⁸ Bédard. 2020. *op. cit.* p. 88.

¹⁵⁹ Entretien avec André Vincent.

¹⁶⁰ Bédard. 2020. *op. cit.* p. 142.

¹⁶¹ *Ibid.* p. 112.

¹⁶² *Ibid.* p. 91.

¹⁶³ Membre du comité fondateur de la revue *Parti pris*, il contribue à la diffusion de Gramsci au Québec, grâce à son ouvrage *La pensée politique de Gramsci*, tiré de sa thèse de doctorat. Ses cours sur le marxisme attirent des centaines de personnes. Mills. 2010. *op. cit.* p. 271. Potte, Jean-Marc. 1970. *La pensée politique de Gramsci*. Montréal : Éditions Parti-Pris. [En ligne]

http://classiques.ugac.ca/contemporains/piotte_jean_marc/pensee_de_gramsci/pensee_pol_gramsci.pdf

¹⁶⁴ Potte, Jean-Marc. 1971. *Québec occupé*. Montréal : Éditions Parti-Pris. p. 38. Cité par Bédard. 2020. *op. cit.* p. 144.

Près de 500 personnes sont arrêtées – dont deux candidats du FRAP – et 2 000 citoyen·nes sont perquisitionné·es en vertu de la Loi sur les mesures de guerre¹⁶⁵. Malgré les événements, les élections municipales sont maintenues. Les candidat·es du FRAP obtiennent 15,6% des voix et ne font élire aucun conseiller. Cette défaite est attribuée en grande partie au climat de crise qui a favorisé le parti au pouvoir¹⁶⁶.

Les résultats électoraux médiocres du FRAP, combinés à la répression massive, poussent la gauche radicale à repenser son action. Sceptiques dès le début par rapport à l'électoralisme, les militant·es les plus à gauche croyaient que les élections pourraient servir de tremplin pour mobiliser les travailleur·euses¹⁶⁷. Or, les mois qui suivent la campagne électorale donnent lieu au repli et à la démobilisation. La gauche radicale attribue l'échec du FRAP à « l'absence de militants réellement formés », à « l'absence d'une ligne politique claire [...] » et à « l'absence d'une organisation capable de récupérer les sympathisants rejoints et de continuer la lutte par la suite »¹⁶⁸. Au congrès d'orientation du FRAP de mars 1971, un consensus émerge autour de la nécessité de se rapprocher des travailleur·es, mais les membres du parti s'opposent sur les manières de procéder¹⁶⁹. L'aile réformiste préconise une campagne de mobilisation large autour de problèmes urbains tels que le chômage¹⁷⁰. L'aile gauche, menée par des militant·es du CAP St-Jacques, soutient plutôt que le

¹⁶⁵ Comby. 2007. *op. cit.* p. 167.

¹⁶⁶ *Ibid.* p. 168.

¹⁶⁷ « Pour les plus politisés, l'objectif prioritaire était de profiter de la campagne et de développer une agitation politico-idéologique en reliant les 'méfaits' de la vie quotidienne à une logique structurale capitaliste et à l'asservissement nécessaire à cette logique de l'ensemble des partis québécois considérés, donc, comme bourgeois ». Castells, Manuel. 1975. *Luttes urbaines*. Paris : Maspero. p. 54.

¹⁶⁸ Comité d'action politique de St-Jacques. 1971. *Pour l'organisation politique des travailleurs québécois*. Montréal : sans éditions. p. 50.

¹⁶⁹ Comby, Marc. 2005. *Mouvements sociaux, syndicats et action politique à Montréal : l'histoire du FRAP (1970-1974)*. Université de Montréal : mémoire de maîtrise (histoire). p. 73.

¹⁷⁰ *Ibid.*

FRAP a un caractère artificiel¹⁷¹ : sa structure centralisée n'est pas le produit d'un véritable ancrage populaire et les débats qui s'y déroulent sont trop abstraits, désincarnés de la réalité québécoise¹⁷². Le Front d'action politique serait donc incapable de mener à bien une mobilisation de masse. Par conséquent, le CAP St-Jacques propose que, selon leurs capacités, les militant·es développent leur enracinement dans les quartiers et les lieux de travail. Il fait adopter la proposition suivante :

Nous considérons pour le moment toute offensive généralisée d'envergure au niveau du FRAP (élections, chômage) comme inopportune. Nous privilégions des offensives locales diversifiées, afin de faire connaître les CAP, de permettre un premier enracinement organisé et d'éviter de restructurer le CAP dans le vide (syndicalisation, fermetures d'usines, luttes pour les conditions de travail).

En ce sens, nous proposons que le FRAP donne priorité aux tâches relatives à l'organisation, à l'enracinement et à la formation de la base humaine des CAP¹⁷³.

Dans son analyse du développement du mouvement socialiste à Montréal, publiée pour la première fois à l'été 1973, *Mobilisation* revient sur l'épisode du FRAP pour en analyser les conséquences et les failles. La volonté des animateurs sociaux de se rapprocher des travailleur·euses et du mouvement syndical – exprimée juste avant la création officielle du FRAP – y est présentée comme une avancée importante¹⁷⁴. Toutefois, *Mobilisation* déplore que le rapprochement entre le mouvement des comités de citoyens et le mouvement syndical se soit fait « par le haut », c'est-à-dire par une alliance entre les animateurs sociaux et des permanents de la structure syndicale. Cette alliance donne lieu à un projet politique qui ne repose pas sur « les réelles forces des syndiqués » et ne permet pas la participation de la base syndiquée aux débats¹⁷⁵. Il en découle une « politique d'appareils » qui peine à rejoindre les travailleur·euses. Le document écorche au passage le

¹⁷¹ Beaudet. 2008. *op. cit.* p. 124.

¹⁷² Mobilisation. 1974a. *op. cit.* p. 54.

¹⁷³ Comby. 2005. *op. cit.* p. 73.

¹⁷⁴ Mobilisation. 1974a. *op. cit.* p. 51.

¹⁷⁵ *Ibid.*

deuxième front, auquel les syndicalistes du FRAP sont étroitement associés. En prônant l'action politique hors des milieux de travail – dans l'arène électorale ou dans le secteur de la consommation –, le deuxième front évite de politiser les conflits qui se déroulent à l'intérieur des milieux de travail. Par le fait même, il évacue la critique du syndicalisme d'affaires et il néglige « [...] le lieu le plus propice au développement d'une conscience et d'un militantisme de classe chez les travailleurs : le travailleur dans son milieu de travail »¹⁷⁶. Par contraste, selon *Mobilisation*, la volonté d'enracinement exprimée par le CAP St-Jacques représente un pas en avant.

Bien que le CAP St-Jacques ait obtenu la décentralisation des structures du FRAP au congrès de 1971, d'autres tensions internes amènent le CAP St-Jacques et le CAP Maisonneuve (qui défend des positions politiques semblables) à quitter le parti au printemps 1972. C'est principalement autour de ces deux groupes – qui rassemblaient environ 120 des 170 militant·es du FRAP¹⁷⁷ – que s'organise désormais le mouvement d'implantation.

Se lier à la classe ouvrière

Au lendemain d'octobre 1970, les militant·es de la gauche radicale sont convaincu·es de la nécessité de se lier à la classe ouvrière : « L'idée de la jonction avec les luttes ouvrières et populaires commence à s'imposer de plus en plus comme une matrice commune de l'extrême-gauche »¹⁷⁸. En décembre 1971, le CAP St-Jacques publie *Pour l'organisation politique des*

¹⁷⁶ *Ibid.* p. 52

¹⁷⁷ *Ibid.* p. 56.

¹⁷⁸ Beaudet. 2008. *op. cit.* p. 119.

*travailleurs québécois*¹⁷⁹. Les auteurs y présentent « l’implantation dans les masses » comme un moyen essentiel de développer le projet révolutionnaire. Mais l’implantation est décrite brièvement, en termes assez vagues. Il y est question de travailler avec la masse des travailleurs pour y « [...] diffuser parmi eux et les connaissances et les instruments d’analyse que nous aurons acquis »¹⁸⁰. Il y est aussi question de s’enraciner dans *son* milieu par un travail patient et continu « [...] au niveau du quartier, de l’usine, du chantier, du bureau, etc. »¹⁸¹. Toutefois, la tactique qui consiste à encourager les militant·es à se faire embaucher en milieu de travail n’est pas mentionnée explicitement. Selon le cahier de *Mobilisation* sur les débuts du mouvement socialiste à Montréal, au cours de la période d’effritement du FRAP, certain·es militant·es de St-Jacques et de Maisonneuve considèrent qu’il faut développer les liens avec la classe ouvrière sur la base du quartier, tandis que d’autres souhaitent plutôt les développer sur la base des entreprises¹⁸². La manière de développer ces liens n’est pas mentionnée, et aucune entreprise particulière n’est priorisée. Comme nous le verrons, la réflexion au sujet des lieux visés et des méthodes d’intervention va se préciser au fil des expériences militantes.

L’insistance des CAPs sur la liaison avec la classe ouvrière est le produit d’une réflexion qui s’articule depuis quelques années dans les milieux militants. Dès 1965, le FLQ publie une édition spéciale de son journal *La Cognée*, destinée à la population universitaire, dans laquelle les étudiant·es sont invité·es à s’allier aux travailleur·euses : « L’étudiant n’a plus le droit de se dissocier de la masse des travailleurs québécois. Il n’a plus le droit de se tenir à l’écart de leur

¹⁷⁹ Comité d’action politique de St-Jacques. 1971. *op. cit.* Peu de temps après, le CAP Maisonneuve publie *La nécessité d’une organisation politique des travailleurs*. Pour une analyse des thèses mises de l’avant dans ces documents, voir Warren. 2007. *op. cit.* pp. 46-55.

¹⁸⁰ Comité d’action politique de St-Jacques. 1971. *op. cit.* p. 56.

¹⁸¹ *Ibid.* p. 57. Je souligne « *son* milieu » pour mettre en lumière le fait que le document n’invite pas ouvertement les militant·es à changer de milieu – « aller vers les usines » – pour s’impliquer.

¹⁸² *Mobilisation*. 1974a. *op. cit.* p. 59.

justice, de leur lutte »¹⁸³. C'est d'ailleurs par désir de démontrer leur soutien aux luttes ouvrières que les militant·es felquistes prennent pour cible l'usine de chaussures LaGrenade en 1966, alors que ses employé·es sont en grève¹⁸⁴.

Avant sa dissolution en 1969, l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) exprime aussi à quelques reprises son appui au mouvement ouvrier. Elle soutient notamment la grève des travailleurs de l'usine Seven Up en 1967¹⁸⁵. En octobre 1968, à l'Université de Montréal, au plus fort de la grève étudiante qui secoue les cégeps et certains départements universitaires, Claude Charron, vice-président de l'organisation, déclare devant un amphithéâtre bondé qu'une alliance avec les travailleur·euses est essentielle pour en arriver à un véritable changement social :

*Et c'est avec les travailleurs québécois, déclare-t-il, et seulement avec eux que nous pouvons espérer arriver à un mouvement qui en vienne à donner à notre pays l'allure et la dignité qu'on lui refuse.*¹⁸⁶

Impressionné par les grèves françaises de mai-juin 1968, Charron espère qu'ici aussi, la mobilisation étudiante sera le point de départ d'une mobilisation ouvrière d'envergure. Ses espoirs seront déçus. La grève de l'automne 1968 est vécue dans la joie et dans l'effervescence par ses participant·es, mais elle finit par s'effiloche¹⁸⁷. Pour l'essentiel, elle reste confinée à l'intérieur des établissements d'éducation.

Dans la foulée de la grève étudiante d'octobre 1968, on assiste tout de même à une première véritable expérience de liaison étudiant·es-ouvrier·ères. Le 30 octobre, le Mouvement de libération

¹⁸³ *La cognée universitaire*, sans date (probablement 1965). Cité par Bédard. 2020. *op. cit.* p. 60.

¹⁸⁴ Bédard. 2020. *op. cit.* p. 55.

¹⁸⁵ *Ibid.* p. 35.

¹⁸⁶ *Ibid.* p. 36.

¹⁸⁷ Beaudet. 2008. *op. cit.* p. 68-70.

du taxi (MLT) organise une manifestation à Dorval, pour protester contre la compagnie de transport Murray Hill, qui monopolise le trajet de l'aéroport au centre-ville. Expriment le ras-le-bol de chauffeurs de taxi sous-payés, isolés et dominés par les gros joueurs de l'industrie, le MLT est un groupe militant agressif, qui prône un changement social global¹⁸⁸. Il tente de forger des alliances avec d'autres groupes en lutte. Des étudiant·es répondent à l'appel. Paul Bourbeau, par exemple, devient un des porte-paroles du groupe après son mandat comme président de l'UGEQ, durant lequel il a voulu « faire sortir le syndicat étudiant des bureaux » : « Pour lui, comme pour d'autres de ses camarades, la convergence des activistes des milieux ouvrier et universitaire promettait de créer un climat de contestation particulièrement chaud »¹⁸⁹. Avant de se rendre à Dorval, des centaines de taxi prennent des étudiant·es à McGill, dans quelques cégeps et dans certaines écoles, puis se rassemblent devant le secrétariat de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal. La foule présente écoute notamment les discours d'Andrée Ferretti (présidente du FLP), de Louis Gendreau (membre du comité de direction de l'UGEQ) et de Germain Archambault (fondateur du MLT)¹⁹⁰. 400 taxis parviennent ensuite à l'aéroport, où la GRC les attend. La manifestation tourne à l'affrontement entre les forces de l'ordre et les manifestant·es, dont les cocktails molotov mettent le feu à dix limousines et quatre autobus de la Murray Hill¹⁹¹. L'année suivante, le 7 octobre 1969, une autre manifestation du Mouvement de libération du taxi vire à l'émeute. Cette fois-ci, elle a lieu aux installations de la Murray Hill. Des autobus, des automobiles et le garage sont incendiés. Alors que les policiers de Montréal sont en

¹⁸⁸ Warren. 2013. *op. cit.* p. 124.

¹⁸⁹ *Ibid.* p. 125.

¹⁹⁰ *Ibid.* p. 127.

¹⁹¹ Warren, Jean-Philippe. 2020. *Histoire du taxi à Montréal : Des taxis jaunes à Uber X*. Montréal : Les éditions du Boréal. p. 203-204.

grève, les agents de sécurité de la compagnie tirent sur les manifestant·es, en tuant un et en blessant plusieurs autres¹⁹².

Pierre Beudet est présent avec d'autres membres du FLP. Lui-même blessé, il se retrouve à l'hôpital avec des camarades. Il·elles se questionnent sur les finalités de l'action :

Nous avons connu l'épreuve du feu. Mais en fin de compte, pour obtenir quels résultats? Un peu plus de tumulte. Pas beaucoup plus d'organisation. Avec en prime tous ces gens blessés¹⁹³.

À la fin des années 1960, de nombreuses manifestations ponctuent l'actualité. Elles constituent des moments importants de politisation et obtiennent parfois des victoires réelles. Elles mobilisent un grand nombre de personnes¹⁹⁴ et, dans certains cas, permettent aux étudiant·es et aux travailleur·euses de se côtoyer temporairement dans la rue. Mais beaucoup de militant·es ont l'impression que le mouvement plafonne. Il ne parvient pas à bâtir un véritable contre-pouvoir parce qu'il est éclaté et parce qu'il est minoritaire, pense-t-on. Stan Gray, un chargé de cours de McGill qui se trouve au cœur de la contestation, en fait un bilan sévère :

La révolution n'est pas une accumulation de manifestations et d'émeutes, mais un geste collectif et conscient d'une classe ouvrière organisée et politisée. [...] [Nos organisations] sont de redoutables machines à manif aussi efficaces techniquement que nulles politiquement. Notre mouvement flotte de crise en crise, de bordel en bordel, sans construire une organisation de base structurée, sans stratégie cohérente. L'image du FLP n'est pas celle d'un mouvement socialiste, mais plutôt celle de nationalistes extrémistes qui aiment la violence et organisent des émeutes¹⁹⁵.

¹⁹² Warren. 2013. *op. cit.* p. 129. La personne décédée est en fait un agent double de la Sûreté du Québec.

¹⁹³ Beudet. 2008. *op. cit.* p. 92.

¹⁹⁴ Selon les standards de l'époque. En effet, bien que les mouvements sociaux de la période des « Trente glorieuses » soient jusqu'à un certain point idéalisés dans la mémoire collective et dans l'historiographie, les années 2000 ont connu des manifestations beaucoup plus massives, notamment contre la guerre en Irak ou lors des grèves étudiantes de 2005 et de 2012. Warren. 2008. *op. cit.* p. 254.

¹⁹⁵ Beudet. 2008. *op. cit.* p. 90.

Bien que plusieurs de ses membres soient d'origine ouvrière, que son manifeste d'octobre prenne un ton ouvrier et qu'il ait obtenu la sympathie d'une partie de la classe ouvrière, le FLQ lui-même n'a pas développé, selon plusieurs personnes, de racines durables parmi les ouvrières. C'est ce que souligne une critique du groupe publiée par un de ses ex-militants dans *Mobilisation*¹⁹⁶ en 1969 :

*Le terrorisme québécois ne procède pas d'une analyse sérieuse de la situation québécoise. Nous ne croyons pas être en période révolutionnaire actuellement; nous commençons à nous organiser, à élargir peu à peu la base des sympathisants et des militants. Nous élargissons notre minorité consciente et active. Le terrorisme ne s'appuie sur rien. Il n'a aucun fondement populaire*¹⁹⁷.

C'est dans ce climat de doute sur l'efficacité de leurs actions directes que de nombreuses militantes étudiantes se tournent vers la théorie marxiste, dans l'espoir d'y trouver des pistes de solution. La construction d'une organisation structurée et disciplinée apparaît comme une réponse au problème de l'éclatement et de la dispersion ayant prévalu dans le passé¹⁹⁸. Le renforcement

¹⁹⁶ Alors qu'il s'agit de la revue du Front de libération populaire (FLP), avant sa refonte par la bande de la Librairie progressiste en 1972.

¹⁹⁷ Mateigne, Bernard. 1969. Cité par Beudet. 2008. *op. cit.* p. 74. Après la crise d'Octobre, à toute fin pratique, les militantes proches de Mobilisation et du mouvement marxiste-léniniste abandonnent définitivement le terrorisme. En principe, il·elles réaffirment la nécessité de la lutte armée pour affronter la bourgeoisie, particulièrement après le coup d'État de 1973 au Chili, qui renverse le gouvernement socialiste démocratiquement élu dirigé par Salvador Allende. Cet événement de l'actualité internationale a un grand retentissement dans les milieux militants et convainc plusieurs d'entre elles que la voie de la transition pacifique au socialisme est bloquée. Cependant, dans la pensée marxiste-léniniste, la lutte armée doit advenir une fois qu'un niveau élevé d'organisation politique et de sensibilisation au communisme aura été atteint : « La violence révolutionnaire sera l'œuvre des masses, et non d'une poignée de 'gars bien décidés', et elle surviendra au moment où les masses seront suffisamment conscientes et organisées pour s'engager dans un rapport de force militaire avec la bourgeoisie ». Les militantes savent très bien que la situation au Québec ne permet pas d'envisager un tel scénario. Il·elles combinent donc une adhésion purement rhétorique à la lutte armée et une dénonciation vigoureuse de toute tentation terroriste. Mobilisation. 1975a. « Terrorisme et ultra-'gauchisme' dans l'histoire du mouvement révolutionnaire au Québec » *Mobilisation* vol. 5, no. 2, p. 19. Voir aussi Beaudry, Lucille. 2013. « Le passage du terrorisme felquist au marxisme-léninisme : vers la révolution différée » dans Carel, Ivan, Robert Comeau et Jean-Philippe Warren. 2013. *Violences politiques : Europe et Amériques, 1960-1979*. Montréal : Lux Éditeur. Au sujet de la « leçon chilienne », voir St-Denis Lisée, David. 2019. « Le monde va changer de base » : L'horizon international du groupe En Lutte! (1972-1982). Université du Québec à Montréal : mémoire de maîtrise. pp. 57-61.

¹⁹⁸ « Mais après autant d'années de politisation, se demandent plusieurs, pourquoi n'y a-t-il rien qui change? Certains concluent que seul un parti léniniste discipliné peut aller de l'avant dans la difficile tâche de bâtir le socialisme ». Mills, Sean. 2011. *Contester l'empire : Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*. Montréal : Éditions Hurtubise. p. 252.

des liens avec les ouvrier·ères apparaît comme un moyen d'accroître la force du mouvement : quantitativement, en rejoignant un nouveau bassin d'adhérent·es, et qualitativement, étant donné le rôle stratégique de la classe ouvrière au sein du système de production.

Jusqu'alors, les contacts entre militant·es étudiant·es et travailleur·es sont peu fréquents. Quand il y en a, comme durant les événements organisés par le Mouvement de libération du taxi, les étudiant·es apportent leur soutien de l'extérieur, de manière ponctuelle. Leurs actions d'appui ne créent pas de liens durables. Pourtant, des indices – la vitalité du FRAP et du Conseil central de Montréal de la CSN¹⁹⁹, l'apparition de conflits ouvriers médiatisés où les grévistes innove dans leurs tactiques et dans leurs revendications – laissent croire que bon nombre de jeunes travailleur·euses sont ouvert·es à l'action politique radicale.

La crise d'Octobre vient mettre en lumière des failles déjà identifiées par plusieurs militant·es. La facilité avec laquelle l'État parvient à arrêter des centaines de personnes et l'incapacité de la gauche à organiser une riposte adéquate confirment les faiblesses de cette dernière. Les événements d'octobre 1970 rendent donc plus urgent un changement d'orientation qui est déjà en gestation :

Ce qui apparaissait le plus en 1970, après la répression massive, c'était la fragilité du mouvement. La quantité de luttes et de mobilisations, de militants semblaient disproportionnée avec la réalité d'un mouvement dont la direction restait sans stratégie et sans analyse, sans pouvoir lier justement théorie révolutionnaire et pratique révolutionnaire. On faisait une simple constatation : nous ne sommes pas liés aux masses, nous sommes identifiés comme une gang de révoltés, des « casseurs de vitrines ». Sortir de l'impasse nécessite une première condition : pénétrer les masses et s'implanter parmi elles

¹⁹⁹ En 1970, quand il assiste à des assemblées convoquées par le conseil central de Montréal de la CSN, Pierre Beaudet est secoué : « Pour moi, c'est une révélation de découvrir des militants ouvriers révoltés, qui ne nourrissent pas, comme moi, leur révolte par les livres, mais par leurs expériences concrètes d'exploités et de dominés ». Beaudet. 2008. *op. cit.* p. 97.

*dans leurs combats quotidiens. Cette analyse implicite sera le point final du mouvement révolutionnaire des années 1960*²⁰⁰.

Tâtonnements (1971-1974)

Rémi Carrier, une première liaison prolongée

Le 9 novembre 1971, une quarantaine de travailleur·euses de Rémi Carrier (une petite usine de rembourrage située sur la rue Ontario, dans l'est de Montréal) débraient pour protester contre le congédiement injuste de cinq de leurs camarades. La compagnie est en pleine expansion : elle a obtenu un contrat de Bombardier pour la fabrication de bancs de motoneige et elle a bénéficié d'une subvention du ministère de l'Expansion économique du Québec²⁰¹. Elle emploie 75 personnes, dont une forte proportion de jeunes et de femmes. Les conditions de travail y sont difficiles : salaires bas, cadences rapides, tâches pénibles et pratiques autoritaires du patron contribuent à expliquer le fort taux de roulement²⁰². Quand une trentaine d'employé·es signent des cartes d'adhésion à un syndicat, les meneur·euses de cette tentative de syndicalisation sont renvoyés. Les travailleur·euses de l'usine favorables au syndicat se mettent donc en grève, mais la production continue avec l'aide de « scabs » (briseur·euses de grève).

²⁰⁰ Mobilisation. 1975b. « Le mouvement des Comités d'Action Politique au Québec (1971-1975) : La longue marche vers la voie révolutionnaire » *Mobilisation* vol. 4, no. 9, p. 19. Cette analyse sera le point de départ du mouvement révolutionnaire des années 1970. Les militantes féministes du Front de libération des femmes (FLF) font un constat similaire : « Autre réaction au lendemain de la crise d'octobre : la prise de conscience que des actions d'éclat posées sans véritable appui de la population ne peuvent vraiment transformer la société ». O'Leary, Véronique et Louise Toupin. 1982. *Québécoises debout! Tome 1. Une anthologie de textes du Front de libération des femmes (1969-1971) et du Centre des femmes (1972-9175)*. Montréal : Les éditions du remue-ménage. p. 33. Le FLF et le Centre des femmes participent activement aux débats qui agitent l'extrême-gauche montréalaise, tout en organisant des initiatives autonomes comme des services pour faciliter l'accès à l'avortement.

²⁰¹ Mobilisation. 1974b. « La lutte des travailleurs chez Rémi Carrier » *Mobilisation* vol. 3, no. 8, p. 2-3.

²⁰² Comité d'Action Politique de Saint-Jacques. 1972. « La lutte chez Rémi Carrier : On s'organise » *Le travailleur* vol. 2, no. 1, p. 8.

Quand les militant·es du CAP Maisonneuve entendent parler du conflit dans les journaux, il·elles y voient une occasion de mettre en pratique leur orientation qui vise à « construire des bases plus solides d'organisation dans les entreprises, au sein même des travailleurs »²⁰³. Le CAP Maisonneuve vient de se doter d'un « secteur travail », chargé d'effectuer la liaison avec les travailleur·euses²⁰⁴. Les membres du CAP considèrent que le « travail à la base » en est à ses débuts et qu'il·elles doivent s'insérer dans les luttes déjà existantes, exprimer leur solidarité, faire des enquêtes et faire connaître leur organisation²⁰⁵. Alors qu'auparavant les appels à la solidarité avec les travailleur·euses prenaient souvent une forme abstraite (« les travailleurs » comme classe à rejoindre), il s'agit maintenant de tisser des liens stables avec des groupes spécifiques de travailleur·euses en lutte²⁰⁶. Les militant·es du CAP vont à la rencontre des grévistes de Rémi Carrier et sont bien accueilli·es sur la ligne de piquetage²⁰⁷. Il·elles décident donc de faire du soutien à cette grève une de leurs priorités.

Rapidement, compte tenu du manque d'expérience syndicale et militante des ouvrier·ères de l'usine, les militant·es du CAP acquièrent un rôle de direction dans la lutte. Il·elles participent soir et matin à la ligne de piquetage. Par des démarches auprès de la FTQ, il·elles convainquent plusieurs camionneurs syndiqués de ne pas la franchir, ce qui permet « [...] de développer une

²⁰³ Mobilisation. 1974b. *op. cit.* p. 6.

²⁰⁴ Le CAP St-Jacques se dote aussi d'un secteur travail. Les autres secteurs sont le secteur scolaire et le secteur quartier.

²⁰⁵ *Ibid.* L'article de Mobilisation cite une déclaration faite par le CAP Maisonneuve en 1971, sans en indiquer la source.

²⁰⁶ « Notre travail prendra donc deux formes distinctes : 1) travail d'encadrement et de direction de luttes limitées dans un lieu précis; intervention directe soutenue; 2) travail d'appui aux luttes ouvrières. CAP Maisonneuve. 1972. « 'Les conditions de développement et de notre unité politique', analyse critique du document de travail du Secrétariat du FRAP ». Cité par Mobilisation. 1975b. *op. cit.* p. 22.

²⁰⁷ Mobilisation. 1974b. *op. cit.* p. 7.

solidarité active, une confiance réciproque entre les ouvriers de Rémi Carrier et les militants du CAP »²⁰⁸.

Les militant·es du CAP Maisonneuve mènent aussi une enquête sur Rémi Carrier qui débouche sur la publication du dossier « On s'organise », diffusé dans d'autres usines et dans les milieux étudiants. Tandis que la grève s'étire au cœur des longs mois d'hiver, le combat des « gars de Carrier » devient, dans les cercles d'extrême-gauche, un symbole de résistance ouvrière et de liaison effective entre travailleur·euses et étudiant·es. Des comités de soutien voient le jour au sein de plusieurs cégeps et universités. Les étudiant·es progressistes ramassent des fonds, organisent des assemblées et bombardent leurs institutions d'affiches, de tracts et de collants pour populariser la lutte²⁰⁹. Le Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (MREQ), nouveau groupe marxiste-léniniste dont certains membres proviennent du PCC(m-l), participe à ces efforts. La une de la deuxième parution de son journal, *Le Partisan*, est consacrée à la grève de Rémi Carrier : « Chez Carrier, les ouvriers luttent classe contre classe – Les étudiants les appuient! »²¹⁰. Dans son éditorial de l'édition suivante, *Le Partisan* fait grand cas de l'intervention d'un travailleur de Rémi Carrier lors d'un ralliement sur le chômage tenu au Forum de Montréal, en compagnie de leaders syndicaux, de René Lévesque et du chef du NPD, David Lewis²¹¹. Devant 15 000 personnes, le « gars de Carrier », dont le discours a été préparé d'avance avec l'aide de militants du CAP, dénonce le caractère bourgeois du PQ et appelle à la formation d'une organisation politique des

²⁰⁸ *Ibid.*

²⁰⁹ Mobilisation. 1974c. « Annexe 1 : Les comités de soutien » *Mobilisation* vol. 3, no. 8, p. 19.

²¹⁰ *Le Partisan*. 1972. « Renforçons le soutien aux luttes de la classe ouvrière » *Le Partisan* vol. 1, no. 2, p. 1. Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 1/14). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

²¹¹ *Le Partisan*. 1972. « Éditorial : La Lutte des OUVRIERS de CARRIER Trace une DÉMARCATIION entre les DEUX LIGNES Politiques dans le Mouvement Ouvrier au Québec » *Le Partisan* vol. 1, no. 3, p. 2. Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 1/14). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

travailleurs pour abattre le régime capitaliste²¹². Mais les travailleur·euses de Rémi Carrier n'ont pas été consulté·es au sujet de cette intervention : « Ceux-ci furent assez surpris de voir leur camarade de travail sur la première page des journaux le lendemain en train de dénoncer le PQ »²¹³.

L'anecdote est révélatrice des erreurs commises par les militant·es du CAP. Sur le terrain, leur intervention – appui logistique et financier, participation aux lignes de piquetage, réflexion stratégique – permet effectivement de relancer une lutte qui aurait pu s'enliser. Mais, suivant leur volonté de recruter des travailleur·euses dans les CAPs, les militant·es du CAP Maisonneuve collaborent surtout avec les quelques travailleurs les plus politisés et les plus combattifs. Or, sur le terrain, ceux-ci sont de plus en plus isolés des autres travailleur·euses, qui ont l'impression que ce n'est « plus la lutte des travailleurs de Carrier, mais la lutte du CAP »²¹⁴. De plus, le CAP fait une campagne de sensibilisation dont le contenu révolutionnaire ne reflète pas « la compréhension que les travailleurs avaient de la situation »²¹⁵ :

La propagande autour du conflit aurait dû être beaucoup plus collée à la réalité des travailleurs de Carrier, alors qu'elle était dans les faits déterminée principalement par le désir du CAP de formuler ses conceptions politiques en se servant de la lutte comme exemple vivant de « notre pratique »²¹⁶.

²¹² Mobilisation. 1974b. *op. cit.* p. 12.

²¹³ *Ibid.* L'affaire se retrouve effectivement à la une du journal *La Presse* le 29 février 1972, dans un article accompagné d'une photo de grande taille montrant René Lévesque, Louis Laberge et le travailleur de Rémi Carrier. On y lit la légende suivante : « Clément Simard, un jeune travailleur de Rémi Carrier, a causé tout un chahut au Forum, hier soir, quand il a accusé le Parti québécois d'être contrôlé par les capitalistes francophones. Incapable de poursuivre son discours tant les protestations de l'auditoire étaient fortes, il a fallu que René Lévesque lui-même vienne au micro pour calmer l'assistance et permettre à Simard de poursuivre son message. Peu de temps après, M. Lévesque a répliqué à l'endroit de Simard 'qu'on ne peut renverser un système quand on est un peuple colonisé' ». Vennat, Pierre. 1972. « Virulente attaque contre le PQ » *La Presse*, p. 1. [En ligne] <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2719114?docsearchtext=29%20f%C3%A9vrier%201972>. Le nom du travailleur en question est Clermont, et non Clément Simard.

²¹⁴ *Ibid.* p. 10.

²¹⁵ *Ibid.* p. 7.

²¹⁶ *Ibid.* p. 12.

Au bout de six mois de grève, les employé·es de Rémi Carrier signent une entente de retour au travail. En principe, il s'agit d'une victoire : le syndicat est reconnu et les personnes congédiées sont réembauchées. Toutefois, durant la grève, la production – jamais interrompue complètement – a été réorganisée : des départements ont été vendus, d'autres ont été fermés. Près de la moitié des ouvrier·ères sont donc mis·es à pied. De plus, le nouveau syndicat est pris en main par « les travailleurs les moins militants et les plus proches du patron »²¹⁷, qui négocient des améliorations minimales aux conditions de travail. Les plus combatif·ves quittent l'usine. En pratique, il ne reste donc à peu près rien, un an plus tard, de la mobilisation « exemplaire » des grévistes de Rémi Carrier.

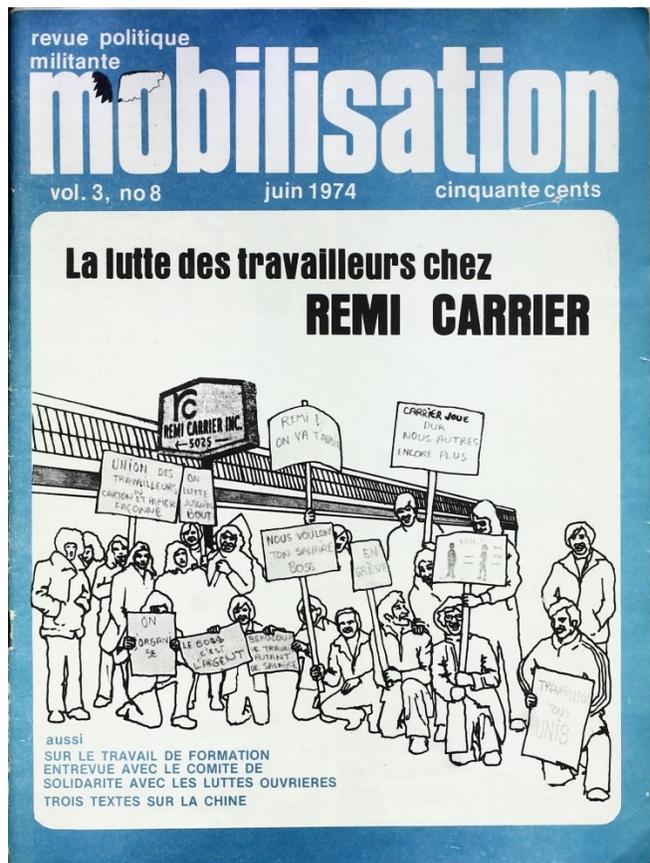
Malgré tout, les militant·es du CAP Maisonneuve y voient une première expérience de liaison importante et prolongée avec la classe ouvrière. Il·elles croient pouvoir en tirer des leçons pour intervenir plus efficacement la prochaine fois. L'expérience a mis en lumière leur mauvaise connaissance de la réalité ouvrière. Elle leur a aussi enseigné qu'il·elles devaient davantage partir des besoins et des préoccupations des travailleur·euses concerné·es, plutôt que de subordonner la lutte locale aux objectifs de leur organisation politique²¹⁸. De plus, les militant·es en viennent à la conclusion qu'au lieu de recruter les ouvrier·ères les plus combatif·ves dans les CAPs, ce qui tend à les isoler de leur collègues²¹⁹, il faut créer, *au sein même des milieux de travail*, des structures qui rassemblent les travailleur·euses pour mener la lutte économique et pour entamer un travail d'éducation politique. Ces structures, ce sont les comités de travailleurs, qui vont devenir la forme privilégiée d'organisation du mouvement d'implantation jusqu'à la création de la Ligue. Les

²¹⁷ *Ibid.* p. 16.

²¹⁸ Mobilisation. 1974a. *op. cit.* p. 65.

²¹⁹ « [...] à les sortir de leur milieu de travail et de lutte (ou leur organisation syndicale) pour les insérer dans le cadre artificiel du rassemblement de militants progressistes à titre 'd'éléments de l'avant-garde ouvrière' ». *Ibid.*

constats effectués à la suite de la grève de Rémi Carrier concourent tous à renforcer la conviction que l'agitation et la propagande de l'extérieur des entreprises ne suffisent pas²²⁰ : pour concrétiser la jonction avec la classe ouvrière, les militant·es doivent s'implanter directement dans les milieux de travail.



En 1974, Mobilisation publie une analyse de la grève de Rémi Carrier qui rend compte de la place qu'occupe cette lutte dans le développement du mouvement d'implantation au Québec.

Le Front commun de 1972 et l'essor du mouvement d'implantation

Au printemps 1972, les principaux éléments discursifs du mouvement d'implantation sont en place : beaucoup de militant·es des CAPs²²¹ sont convaincu·es qu'il faut se lier aux masses au moyen d'une implantation directe et prolongée dans les milieux de travail, afin de participer à

²²⁰ *Ibid.* p. 62.

²²¹ Et des groupes qui en sont proches et qui collaborent avec eux, tels que Mobilisation, le CRIQ, le CFP et l'APLQ.

l'intensification des luttes économiques et au développement de la conscience de classe des travailleur·euses. Mais très peu d'entre eux·elles ont « fait le saut » vers les usines. C'est dans la foulée du front commun syndical que l'implantation prend son essor.

Au début de l'année, les centrales syndicales annoncent qu'elles forment un front commun intersyndical pour faire face au gouvernement lors des négociations collectives qui approchent. Il s'agit d'une première au Québec, fruit de discussions entamées deux auparavant. Le vaste front s'inscrit dans un contexte de conflictualité accrue. Chacune des centrales vient de publier un manifeste qui critique vigoureusement le capitalisme et dénonce la complicité de l'État dans le maintien de l'exploitation²²². Des chercheurs militants du CRIQ participent d'ailleurs à la rédaction de « Ne comptons que sur nos propres moyens », le manifeste de la CSN²²³. Choqués notamment par la collaboration entre Bourassa et Trudeau lors de la proclamation de la Loi sur les mesures de guerre, qui a conduit à l'arrestation de centaines de syndicalistes, les leaders syndicaux sont extrêmement méfiants envers le gouvernement québécois. Lors du congrès du FTQ qui suit la publication de son manifeste et de celui de la CSN, Louis Laberge, président de la FTQ, appelle les syndiqués à « casser le régime », tandis que Marcel Pepin, dans un congrès de la CSN, déclare qu'il faut « abattre le régime Bourassa »²²⁴.

²²² La CSN publie « Ne comptons que sur nos propres moyens » (1971), la FTQ publie « L'État, rouage de notre exploitation » (1971) et la CEQ publie « L'école au service de la classe dominante » (1972).

²²³ Entretien avec Robert Dagenais effectué le 28 mai 2019.

²²⁴ Denis, Roch et Serge Denis. 1994. « L'action politique des syndicats québécois : de la révolution tranquille à aujourd'hui ». Dans Gagnon, Alain-G (dir.). 1994. *Québec : État et société*. Montréal : Québec Amérique. p. 162. Cité par Tremblay-Boily, Guillaume. 2011. « *Front commun contre le gouvernement* » : *Portrait des relations entre le Parti libéral du Québec, le Parti Québécois et les syndicats du secteur public lors des négociations de 1972 à 1983*. Essai publié sur le site web de la Fondation Jean-Charles Bonenfant. [En ligne] <http://www.fondationbonenfant.qc.ca/stages/listeEssais.html>

Après plusieurs mois de négociations infructueuses, les syndiqué·es du front commun votent pour la grève générale illimitée, qui est déclenchée le 11 avril. Une dizaine de jours plus tard, le gouvernement impose une loi spéciale qui force le retour au travail de l'ensemble des grévistes. À la suite d'une consultation aux résultats serrés, les directions syndicales recommandent le respect de la loi²²⁵. Pour ceux·elles qui étaient prêt·es à défier la loi spéciale, cette décision est vécue dans la rancœur : « certains déchirèrent leur carte de membre du syndicat et plusieurs crièrent 'à la trahison' de leurs dirigeants »²²⁶.

La plupart des grévistes acceptent de reprendre le travail. Or, quelques semaines plus tard, un tribunal condamne les présidents des trois centrales à l'emprisonnement pour avoir précédemment recommandé à leurs membres de défier des injonctions. Le jugement, perçu comme un affront, a un impact phénoménal : partout au Québec, des grèves spontanées sont déclenchées, à la fois dans le secteur public et dans le secteur privé. Durant ces grèves, un grand nombre de travailleur·euses mettent en œuvre des stratégies novatrices, tiennent des discours radicaux et expérimentent l'autogestion²²⁷. À Saint-Jérôme, les grévistes occupent le poste de radio local et s'en servent pour diffuser leur message. Sur la Côte-Nord, la grève générale crée un climat d'insurrection. Pendant quelques jours, les travailleur·euses prennent le contrôle de Sept-Îles. Pour certain·es syndiqué·es, cette révolte spontanée représente un moment de solidarité sans précédent entre cols blancs et cols bleus²²⁸, ainsi qu'entre salarié·es du secteur public et salarié·es du secteur privé, deux catégories d'employé·es souvent opposées dans la rhétorique gouvernementale²²⁹. Des grévistes critiquent la

²²⁵ Tremblay-Boily. 2011. *op. cit.* p. 7-8.

²²⁶ Pottie, Jean-Marc. 1975. « La stratégie du Front commun ». Dans Éthier, Diane, Jean-Marc Pottie et Jean Reynolds. *Les travailleurs contre l'État bourgeois : avril et mai 1972*. Montréal : Les Éditions de l'Aurore. p. 97

²²⁷ Beudet. 2008. *op. cit.* p. 140.

²²⁸ Mills. 2010. *op. cit.* p. 205.

²²⁹ La comparaison avec le secteur privé est un des principaux arguments utilisés par le gouvernement pour s'opposer aux revendications des syndiqué·es du secteur public. Tremblay-Boily. 2011. *op. cit.* p. 9.

timidité des directions syndicales, dénoncent le syndicalisme d'affaires et évoquent la création d'un pouvoir ouvrier populaire et démocratique²³⁰. Sous la pression, le gouvernement Bourassa cède du terrain. Les centrales appellent leurs membres à retourner au travail, afin de permettre la reprise des négociations. Celles-ci se concluent par l'obtention de deux des principales demandes syndicales : un salaire minimum de 100\$ par semaine pour tou·tes et la réduction des écarts entre le plus haut et le plus bas salaire²³¹. Mais pour ceux·elles qui ont rêvé d'aller plus loin – et qui ont subi la répression sur les lignes de piquetage –, ce dénouement reste bien en-deçà de leurs attentes.

Pour les militant·es de la gauche montréalaise, cette grève multiforme est révélatrice à plusieurs égards. Elle confirme que les travailleur·euses, particulièrement les syndiqué·es, ont un puissant pouvoir de mobilisation. Les membres des CAPs et des autres petits groupes de gauche participent au mouvement, vont sur les lignes de piquetage et assistent aux assemblées, mais il·elles se rendent bien compte qu'il·elles ne sont pas au cœur de la contestation : « Nous le constatons, notre influence est microscopique »²³². La grève du front commun est néanmoins l'occasion de créer des liens avec des collectifs de travailleur·euses dans les usines et dans les hôpitaux. Après le conflit, dans un élan semblable à celui qui a animé de nombreux·euses ouvrier·ères français·es au

²³⁰ Mills. 2010. *op. cit.* p. 205. Beaudet. 2008. *op. cit.* p. 141-142.

²³¹ Tremblay-Boily. 2011. *op. cit.* p. 8

²³² Beaudet. 2008. *op. cit.* p. 142.

lendemain de Mai 68²³³, l'extrême-gauche devient attirante pour certain·es jeunes travailleur·euses qui veulent reprendre la lutte²³⁴.

Par ailleurs, la participation de militant·es du CRIQ à la rédaction du manifeste de la CSN fait l'objet d'une analyse critique. On juge que « Ne comptons sur nos propres moyens » a fait avancer le débat en posant ouvertement le problème de la lutte des classes. Il a donc contribué positivement à la radicalisation du discours de la centrale. Mais en tant qu'initiative venant « d'en haut » et non de la base, le document a pu paraître « parachuté » et être pour cette raison en décalage avec le niveau de conscience des travailleur·euses²³⁵. Ce décalage explique les tensions qui poussent des syndicats représentant plusieurs dizaines de milliers de membres – surtout du secteur privé – à quitter la CSN pour fonder la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), dont les dirigeants dénoncent la politisation excessive des conflits dans le secteur public²³⁶. Au sein de la gauche, on fait plutôt le constat que les propos radicaux des présidents des centrales n'ont pas été accompagnés de réels efforts d'organisation, d'éducation et de politisation. Par manque de ressources et de temps, la mobilisation des syndiqué·es du secteur privé a été négligée²³⁷. Les

²³³ En France, les grèves de mai-juin 1968 se concluent par les accords de Grenelle. Négociés en haut lieu par les représentants syndicaux, ils mènent à des augmentations de salaires significatives, mais ils ne répondent pas aux désirs d'autonomie et de liberté émis par une partie des salarié·es. Par conséquent, dans certaines usines, des ouvrier·ères refusent de cesser leurs moyens de pression. Le film « La reprise du travail aux usines Wonder » (Willemont, Jacques. 1969. « La reprise du travail aux usines Wonder ». 10 mins. [En ligne] https://www.youtube.com/watch?v=ht1RkTMY0h4&ab_channel=WILLEMONTJacques) capte bien la colère et les espoirs de cette frange du salariat, en donnant la parole à une jeune ouvrière qui s'oppose à la fin de la grève, à l'encontre des représentants syndicaux. Par leurs interventions en usine, les établi·es ont surfé sur cette vague d'insubordination et l'ont amplifiée. C'est notamment en ce sens que l'historien Xavier Vigna peut dire que les groupes révolutionnaires ont pu agir comme catalyseurs des aspirations de la gauche ouvrière. Vigna, Xavier. 2007. *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*. Rennes : Presses universitaires de Rennes. p. 274.

²³⁴ Beudet. 2008. *op. cit.* p. 143.

²³⁵ Mobilisation. 1974a. *op. cit.* p. 64-65.

²³⁶ Bilan du siècle. 2020. « Fondation de la Centrale des syndicats démocratiques » *Bilan du siècle : site encyclopédique sur l'histoire du Québec depuis 1900*. [En ligne] <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/2472.html>

²³⁷ Piotte. 1975. *op. cit.* p. 75.

négociations ont été menées de manière centralisée et bureaucratique, sans informer suffisamment les syndiqué·es²³⁸. Des assemblées locales qui avaient été prévues n'ont finalement pas été tenues, malgré le succès populaire de celles qui ont eu lieu²³⁹. De plus, en s'en tenant à des revendications de nature économique, les centrales syndicales ont évité d'aborder de front « l'organisation politique autonome des travailleurs »²⁴⁰.

À la fois impressionné·es par l'ampleur du soulèvement du printemps et désireux·euse de participer à la transformation du mouvement syndical, les militant·es des CAPs et des différents noyaux révolutionnaires sont persuadé·es qu'il faut de toute urgence concrétiser la liaison avec la classe ouvrière. C'est dans ce contexte que l'implantation commence réellement :

Nous voulons participer à la lutte et apprendre des travailleurs. Peut-on faire cela en restant à la porte des usines? Après quelques débats houleux, nous décidons donc d'y aller. La Librairie [progressiste] se vide. Mes camarades « s'implantent » dans des usines et des hôpitaux de la grande région de Montréal²⁴¹.

Dans les mois qui suivent le front commun de 1972, plusieurs dizaines de militant·es se font donc embaucher en milieu de travail à des fins politiques. Il est difficile d'évaluer leur nombre exact. D'après Pierre Beaudet, de 1972 à 1975, il y a peut-être eu 200 implanté·es, (toutes tendances confondues) tandis qu'André Vincent estime qu'il y en avait une centaine au maximum. Il·elles font partie des CAPs ou bien de la pléthore de petits groupes – noyaux, cellules, cercles de lecture marxistes-léninistes – qui existent alors. Selon André Vincent, contrairement à d'autres endroits – notamment en France où certaines organisations marxistes-léninistes font pression sur leurs

²³⁸ *Ibid.* pp. 116-117.

²³⁹ *Ibid.* pp. 75-76.

²⁴⁰ Normand, Bernard. 1974. « Les débuts d'un mouvement socialiste à Montréal », *Mobilisation*. Cité par Beaudet. 2008. *op. cit.* p. 144.

²⁴¹ Beaudet. 2008. *op. cit.* p. 145.

membres pour qu'il·elles aillent en usine²⁴² –, on ne considère pas ici que « sans l'implantation, point de salut » :

Ça a jamais été présent, ça, au Québec. C'était juste vu comme un des moyens d'aller vers la construction d'un parti. Pis de lier les idées politiques, les propositions politiques avec la classe ouvrière.

Des textes de *Mobilisation* rappellent d'ailleurs qu'il faut se lier aux masses partout où elles sont, et non pas uniquement dans les entreprises²⁴³. De l'ensemble des militant·es interrogé·es dans le cadre de cette étude, un seul a reçu l'injonction de quitter son emploi pour devenir ouvrier, ce qu'il a accepté volontiers²⁴⁴. Une pression sociale diffuse se fait sans doute sentir dans les milieux de gauche, mais bon nombre de militant·es sont enthousiasmé·es à l'idée de rejoindre la classe ouvrière. Leur analyse de la conjoncture, ainsi que leurs lectures, les poussent aussi à voir ce choix comme une évidence d'un point de vue stratégique. C'est ce qui ressort des entretiens effectués : à l'époque, pour la plupart des militant·es rencontré·es, la décision de s'implanter allait de soi.

Bien que le choix des milieux d'implantation se fasse sans plan d'ensemble, souvent au gré des possibilités d'embauche, il est tout de même influencé par les contacts des militant·es et par leur analyse de la situation dans différents milieux de travail. Les hôpitaux sont des lieux de prédilection²⁴⁵ : on y embauche facilement et, compte tenu de la combativité des travailleur·euses

²⁴² En France, des témoignages d'établi·es montrent que, dans certains collectifs, la contrainte morale à s'établir pouvait être très forte. L'anathème et l'exclusion frappait ceux·elles qui refusaient d'aller en usine. Toutefois, dans d'autres groupes, il s'agissait d'une décision entièrement libre. Globalement, d'après le sondage effectué par Marnix Dressen, ceux·elles qui ont été emporté·es par l'enthousiasme collectif sont nettement plus nombreux·euses que ceux·elles qui se sont senti·es contraint·es. Dressen, Marnix. 2000. *De l'amphi à l'établi : Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*. Paris : Éditions Belin. pp. 137-138.

²⁴³ « Cette jonction [aux masses] peut et doit s'opérer sur différents terrains : l'entreprise de production ou de service, le quartier, les ménagères, l'école... ». Mobilisation. 1974a. *op. cit.* p. 72. Les groupes qui prônent l'implantation continuent d'ailleurs de s'engager dans d'autres formes d'actions telles que la création de garderies populaires et de comptoirs alimentaires.

²⁴⁴ Voir le récit de Jean Bourdages au chapitre 5, « L'action syndicale à Valleyfield : mémoire et continuité ».

²⁴⁵ L'importance de l'implantation en milieu hospitalier est une spécificité québécoise, dont il est question au chapitre 3.

de la santé lors du front commun, les militant·es croient qu'il est possible d'y faire des percées importantes. Dans quelques cas, ce sont d'ailleurs des travailleur·euses du milieu hospitalier rencontré·es lors du front commun qui invitent des militant·es à se joindre à eux·elles pour s'impliquer dans le syndicat. Dans d'autres cas, des étudiant·es ont un emploi d'été dans un hôpital, mais décident, par conviction politique, de laisser leurs études pour s'investir à plein temps dans le secteur de la santé.

Parfois, les militant·es ciblent des usines particulières en raison de leur importance économique ou de la combativité présumée de leur main-d'œuvre. Les jeunes qui y travaillent, qu'il·elles ont connu dans les manifestations ou aux assemblées du Conseil central de Montréal, leur indiquent qu'il est possible d'y faire du travail politique. Dans ces usines prometteuses, six ou sept militant·es soumettent leur candidature; un seul est embauché, « par hasard, parce qu'ils avaient besoin de bras » (Pierre Beaudet). Les autres se rabattent alors sur une autre usine, moins prioritaire. À l'époque, de nombreuses manufactures embauchent des ouvrier·ères non spécialisé·es. Le taux de roulement est élevé. Presque toutes les implanté·es interviewé·es m'ont dit qu'il·elles avaient postulé à plusieurs endroits et avaient pris le premier emploi qu'on leur avait offert.

Des petits milieux aux grandes entreprises

Les premier·ères implanté·es visent surtout les usines et les hôpitaux, mais il·elles n'excluent pas d'investir d'autres secteurs de l'économie. Un noyau de militants du secteur travail du CAP St-Jacques décide de s'enraciner parmi les chauffeur·euses de taxi:

- *GTB : Pourquoi les chauffeurs de taxi?*

- Parce qu'on trouvait que leur sort était épouvantable. On trouvait que c'était important. Pour nous, c'était un coup d'éclat aussi, réussir à syndiquer les chauffeurs de taxi²⁴⁶.

L'intervention dans ce milieu découle de contacts entre militants et chauffeurs effectués à l'époque du Mouvement de libération du taxi²⁴⁷. Les manifestations et les émeutes qui ont bouleversé l'industrie sont donc présentes à l'esprit des militants lorsqu'ils choisissent de s'y implanter :

[...] on a pensé que la contradiction principale était dans la combativité des travailleurs (ex. MLT contre Murray Hill et Dorval) et le manque d'organisation pour diriger leurs luttes. Avec une telle perception, c'était facile de conclure qu'il fallait avoir un syndicat pour encadrer les chauffeurs, leur donner une organisation et après être bien placés le jour de la grande crise ou de la mobilisation générale pour sortir la théorie m-l²⁴⁸.

Les implantés veulent 1) « bâtir un syndicat fort et démocratique »²⁴⁹ et 2) favoriser « la formation d'autres militants socialistes, œuvrant dans le milieu ». Ils espèrent que la constitution du syndicat permettra de gagner la confiance des travailleur·euses et qu'il sera ensuite possible « d'élever leur conscience de classe ». La syndicalisation est donc la priorité. Les militants se lancent rapidement dans une campagne de signature de cartes d'adhésion à la CSN, sans avoir préalablement fait d'enquête au sujet des préoccupations des chauffeur·euses²⁵⁰. Ils mettent aussi sur pied un journal, qu'ils considèrent comme un des seuls moyens de maintenir un contact soutenu avec les travailleur·euses dans un « milieu éparpillé » comme celui du taxi. Dans une perspective de recrutement syndical, ils évitent que le journal contienne des propos trop radicaux²⁵¹. Or, après un

²⁴⁶ Entretien effectué avec Louis Lavoie le 20 septembre 2019. D'après lui, ils sont entre cinq et huit à devenir chauffeurs de taxi. Leur statut d'implanté est clairement mis de l'avant dans le bilan du taxi rédigé par l'un d'entre eux : « Les militants 'socialistes' qui ont travaillé dans le taxi le faisaient pour s'implanter dans la classe ouvrière, i.e. ils étaient politisés d'abord et sont venus dans le taxi pour militer et pas juste pour gagner de l'argent ». Néanmoins, l'auteur souligne que d'autres militant·es du CAP St-Jacques perçoivent ce milieu d'implantation « avec dédain » parce qu'il n'occupe pas un rôle aussi « névralgique » que la grande production. Sans auteur. 1974. « Bilan du taxi ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 1/27). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 1 et p. 10.

²⁴⁷ Sans auteur. 1974. « Bilan du taxi ». *op. cit.* p. 7.

²⁴⁸ *Ibid.* p. 4.

²⁴⁹ *Ibid.* p. 2

²⁵⁰ *Ibid.* p. 12

²⁵¹ *Ibid.* p. 14.

an de démarches, la campagne de syndicalisation n'aboutit à rien. Les caractéristiques propres à l'industrie du taxi figurent parmi les raisons invoquées pour expliquer l'échec :

[...] on a découvert à travers notre pratique que les chances de réussite à court terme étaient très minces pour former un syndicat accrédité parce que :

- 1. seulement 60% des chauffeurs sont réguliers*
- 2. le statut des chauffeurs réguliers est bâtarde*
- 3. éparpillement des chauffeurs*
- 4. peu de militantisme à cause de pessimisme et longues heures de travail²⁵².*

Les implantés s'attribuent aussi plusieurs fautes : ils ont manqué de réflexion stratégique et ils ont sauté d'une revendication à une autre sans discernement, par exemple. Ils ne savent sans doute pas que d'autres se sont cassé le nez avant eux. Depuis les débuts de l'industrie du taxi, plus d'une douzaine de projets de regroupements ont échoué²⁵³. Les problèmes structurels identifiés par les militants du CAP St-Jacques – statut irrégulier, éparpillement, longues heures de travail – sont bien réels, mais il faut ajouter à cela une caractéristique fondamentale du milieu, la rivalité constante : « Comme chaque client gagné par un collègue est perdu pour un autre, la journée d'un chauffeur prend l'apparence d'une bataille de chaque instant pour survivre »²⁵⁴. De surcroît, les chauffeur·euses tiennent farouchement à leur indépendance et se méfient de tout ce qui est perçu comme une entrave à celle-ci, y compris les cotisations syndicales²⁵⁵.

À la suite de leur tentative de syndicalisation infructueuse, les militants conservent leur emploi de chauffeurs de taxi pendant au moins un an, sans avoir de perspective politique claire. Le bilan qu'ils font de leur implantation est sévère : étant donné qu'ils ont adopté une approche « étapiste »

²⁵² *Ibid.* p. 18.

²⁵³ Warren. 2020. *op. cit.* p. 160.

²⁵⁴ *Ibid.* p. 173.

²⁵⁵ *Ibid.* p. 164.

(former un syndicat d'abord, puis politiser les travailleur·euses) et que la première étape a échoué, ils n'ont pas été en mesure de développer la conscience de classe des chauffeur·euses. Ils jugent donc que leur expérience a été une perte de temps²⁵⁶. Un des militants du groupe en conclut « que le taxi n'est pas un milieu propice et qu'il fallait aller ailleurs (i.e. dans une grande shoppe) »²⁵⁷.

Quand des militants du Noyau des petites entreprises (NPE) du CAP Maisonneuve se retrouvent dans une petite usine de boîtes de métal de St-Michel, ils font aussi de la syndicalisation le point de départ de leur action. Le bilan de leur implantation débute par une analyse de la situation de l'usine. On y découvre un milieu de travail fragmenté :

*L'usine est divisée en 4 départements que sont la production, la peinture, l'assemblage et l'expédition. [...] La division géographique de l'usine est telle que les travailleurs ne savent ce qui se passe dans les autres départements. Ceci favorise la division entre les travailleurs des différents départements et permet aux contremaîtres une répression constante*²⁵⁸.

La main-d'œuvre d'une quarantaine d'employés est aussi divisée en fonction du salaire (décidé arbitrairement par les contremaîtres et le patron), de l'âge (la moitié des employés ont moins de 20 ans et une douzaine ont plus de 35 ans) et de l'origine ethnique : environ 20 travailleurs sont canadiens-français, les autres sont partagés entre six nationalités (Italiens, Espagnols, Portugais, Hongrois, Polonais et Allemands)²⁵⁹. Plusieurs d'entre eux ne parlent pas le français.

Malgré ces difficultés, les deux implantés réussissent leur campagne de syndicalisation. Les ouvriers de l'usine s'affilient aux Métallos. Vient ensuite la négociation de la première convention collective, au cours de laquelle des tensions apparaissent entre les militants du CAP et le permanent

²⁵⁶ Sans auteur. 1974. « Bilan du taxi ». *op. cit.* p. 7.

²⁵⁷ *Ibid.* p. 19

²⁵⁸ Mobilisation. 1974d. « La syndicalisation dans une petite usine » *Mobilisation* vol. 3, no. 9, p. 2.

²⁵⁹ *Ibid.* p. 3.

syndical. Les premiers accusent le second de prôner la collaboration de classe et de rendre difficile la participation active des travailleurs, en acceptant que les négociations avec la compagnie soient secrètes et en rédigeant des documents de travail incompréhensibles pour la majorité des ouvriers²⁶⁰. Lorsque les offres de la compagnie sont soumises aux travailleurs, ceux-ci votent majoritairement pour la grève, à l'encontre des recommandations du permanent des Métallos et à la satisfaction des implantés. Ces derniers participent activement à la grève et en profitent pour organiser des discussions politiques, avec un certain succès :

Le conflit était de plus en plus perçu comme un affrontement entre deux classes. L'identification de la contradiction capital-travail devenait de plus en plus claire pour les travailleurs les plus avancés. La solidarité grandissait entre les travailleurs même si le groupe diminuait²⁶¹.

La grève est une victoire : « Après neuf semaines de lutte, la compagnie cède et nous accorde toutes nos demandes initiales plus quelques améliorations qu'on avait exigé durant la grève »²⁶². Or, comme à Rémi Carrier, la durée de la grève a donné lieu à des changements dans l'usine : 20 nouveaux travailleurs ont été embauchés pour remplacer ceux qui sont partis. Lors du retour au travail, le patron intensifie la répression pour compenser ses pertes, ce qui pousse plusieurs travailleurs combatifs à la démission. Un des implantés est congédié. Après deux ans de militantisme dans cette usine, l'autre implanté décide de partir lui aussi, non sans s'être assuré que des ouvriers combatifs pourraient prendre la relève de l'action syndicale²⁶³.

Les militants du Noyau des petites entreprises constatent donc que tout gain obtenu dans un petit milieu de travail est éminemment fragile. La première étape de la démarche d'implantation est de

²⁶⁰ *Ibid.* p. 4-5.

²⁶¹ *Ibid.* p. 6. Plusieurs travailleurs quittent l'entreprise durant la grève.

²⁶² *Ibid.*

²⁶³ *Ibid.* p. 7

se faire des contacts, d'apprendre à connaître ses collègues, puis de tenter d'accroître l'unité et la solidarité entre les travailleur·euses, afin d'entamer des actions collectives. Dans un milieu où le taux de roulement est élevé, ce travail est constamment à refaire. Dès 1973, les membres du NPE prennent conscience de cette réalité. Il·elles en font part dans un bilan qui recense les différentes interventions du noyau afin d'en tirer des conclusions stratégiques. Il·elles affirment, en parlant d'une usine de 600 ouvriers, que les possibilités d'implantation y sont incomparablement meilleures que dans les petites entreprises²⁶⁴. On souligne en effet que la syndicalisation des petits milieux de travail (de 40 à 80 travailleur·euses)²⁶⁵ est particulièrement difficile en raison notamment du paternalisme patronal et du « turnover élevé ». De plus, même lorsqu'elle réussit, la syndicalisation ne crée pas nécessairement des conditions favorables au travail politique, étant donné le risque de récupération par le syndicalisme d'affaires et la bureaucratie syndicale²⁶⁶. Compte tenu de ces défis, les membres du NPE en concluent qu'intervenir dans les petites entreprises « exige une force qui dépasse ce qui existe actuellement »²⁶⁷.

La réflexion des militant·es sur les limites de l'action syndicale et politique dans les petites entreprises est associée à une analyse de la place que ces milieux de travail occupent dans l'économie. Les petites entreprises comme Rémi Carrier ou l'usine de St-Michel ne réussissent à se maintenir à flot « qu'en exploitant au maximum les travailleurs et en ne tolérant aucune forme de résistance à cette exploitation » :

C'est pour ces raisons que les patrons des petites usines du type de Carrier sont si fermés et entêtés : ils n'ont presque pas le choix s'ils veulent développer leur entreprise.

²⁶⁴ Mobilisation. 1973. « Deux ans de travail d'un noyau de militants ouvriers et socialistes » *Mobilisation* vol. 3, no. 2, p. 22.

²⁶⁵ Le bilan inclut des interventions dans des bureaux, ce qui démontre que les militant·es ont alors une compréhension large de l'implantation au sein de la classe ouvrière.

²⁶⁶ *Ibid.* p. 21.

²⁶⁷ *Ibid.* p. 28.

Économiquement, au niveau global, c'est là le rôle de la petite entreprise : produire du matériel qui ne se fabrique pas facilement en grande quantité et dont le taux de profit est généralement bas. Pour assurer le développement avec un taux de profit assez bas et sans backing financier, le patron surexploite ses travailleurs.

À cause de la petitesse de l'entreprise, le patron maintient un pouvoir personnel beaucoup plus grand; c'est lui le boss, c'est avec lui qu'on règle les problèmes. Le climat de répression se conjugue ainsi à des formes de paternalisme plus ou moins déguisées²⁶⁸.

Considérant ces « conditions objectives », les militant·es se réorientent :

[...] en mettant la priorité sur les grandes entreprises dans un premier temps, où les conditions de stabilité et d'organisation sont plus propices pour un travail politique prolongé. Il sera alors plus facile par après en s'appuyant sur ces bases de développer un travail dans les petites entreprises²⁶⁹.

L'expérience de Rémi Carrier, celle du taxi²⁷⁰ et celle de l'usine de St-Michel montrent donc les limites du travail politique dans des milieux non structurés et non déjà syndiqués, caractérisés par un haut taux de roulement et par l'arbitraire patronal.

En parallèle, l'implantation de militant·es dans des usines de plus grande taille connaît un certain succès. Jean-Claude Dubreuil et Rémi Théberge, deux membres du secteur travail du CAP St-Jacques, se retrouvent dans une entreprise métallurgique de l'est de Montréal. Ils sont considérés par plusieurs comme les premiers implantés²⁷¹. Auparavant proche du FLQ, Dubreuil a fait partie de la direction du FRAP :

²⁶⁸ Mobilisation. 1974b. *op. cit.* p. 16.

²⁶⁹ *Ibid.* 17.

²⁷⁰ Prise dans son ensemble, l'industrie du taxi n'est pas un petit milieu : il y a environ 10 000 chauffeur·euses de taxi à Montréal au tournant des années 1970 (Warren. 2020. *op. cit.* p. 211). Cependant, les chauffeur·euses sont isolé·es et placé·es en compétition les un·es avec les autres. Leur emploi est précaire et le taux de roulement est élevé. De plus, nombre d'entre elles travaillent pour des propriétaires de véhicules et de permis d'exploitation ou sont affilié·es à des associations de services qui se battent pour des parts de marché. Ces conditions créent une instabilité qui, comme dans les petites usines, rend difficile l'organisation syndicale et politique à long terme. C'est en ce sens que l'expérience de l'implantation dans le milieu du taxi est incluse dans cette section en tant qu'étape de la réflexion des implanté·es sur les lieux favorables à un enracinement durable.

²⁷¹ En fait, dès janvier 1970, Gordon Lefebvre s'implante à l'American Can, dans Hochelaga-Maisonneuve. Pensionnaire dans une famille très active dans le mouvement créditiste, Gordon évolue vers la gauche à la lecture du penseur chrétien personnaliste Jacques Maritain. Il délaisse ensuite le catholicisme en adhérant à la triade « socialisme, indépendance, laïcité » synthétisée par le groupe Parti pris. Au milieu des années 1960, il quitte le PSQ et se joint au RIN, avec lequel il participe à des actions de soutien à des grèves ouvrières. En 1962, il entre à l'École normale

Jean-Claude est un organisateur hors pair, à l'aise dans la relation avec les travailleurs à qui il parle franchement, sans cacher d'où il vient, lors de nombreuses tournées bien arrosées dans les tavernes proches des usines. Il devient rapidement un leader dans l'usine où il est implanté, la Canadian Steel Foundries²⁷².

Avec Rémi Théberge, Dubreuil fonde un comité de travailleurs qui parvient à rallier une quarantaine de personnes. Les conditions de travail dans cette usine sont pénibles et insalubres. Le comité de travailleurs démontre, en faisant passer des tests, que 125 des 800 travailleurs sont atteints de silicose²⁷³. En septembre 1973, à l'initiative des deux implanté·es, les ouvriers font une grève sauvage d'une quinzaine de jours. C'est une grève dure : « C'était pas de niaisage, là. Tu bloquais l'usine avec des barres de fer » (Pierre Beudet). Dans les milieux de gauche, cette grève impressionne : en travaillant efficacement, un comité de travailleurs avait fait la démonstration qu'on peut mettre en mouvement la force considérable que représente la main-d'œuvre d'une grande usine. On voit qu'il y a une audience pour le syndicalisme combatif promu par les implanté·es : « Il y avait une masse critique de monde qui disait 'c'est assez' » (Pierre Beudet).

À Ville Saint-Laurent, une autre fonderie, la Robert Mitchell, devient un terrain d'action pour deux militants, Peter Benning et Michel Bruneau. Ils y organisent la première grève de l'histoire de cette

supérieure de Hull. En 1964, il se retrouve à Québec pour terminer ses études à l'École normale de Laval. En 1965, il devient bibliothécaire à l'Institut canadien de Québec, puis en 1968 à l'Université Laval. En 1969, il est un des principaux acteurs d'une campagne de syndicalisation des employé·es de l'université. Il est alors membre du Parti du travail du Canada (PTC). Ce petit groupe marxiste-léniniste principalement canadien anglais est affilié à Progressive Labour (PL), un parti qui, dès 1968, influence le mouvement Students for a Democratic Society (SDS) par son mot d'ordre « Build a base in the working class » (construire une base au sein de la classe ouvrière). Arrivé à Montréal, Gordon Lefebvre est embauché à l'American Can. Après un an et demi, il démissionne pour redevenir bibliothécaire au cégep du Vieux-Montréal, tandis que le PTC éclate en raison de tensions entre la branche montréalaise et la branche torontoise. Les membres du petit parti se joignent ensuite principalement à En Lutte!, qui rejette la tactique de l'implantation en usine. Gordon Lefebvre est donc parmi les premiers implantés au Québec, mais il prend par la suite ses distances du mouvement marxiste-léniniste (tout en s'identifiant encore comme marxiste jusqu'à aujourd'hui). En ce sens, on peut dire qu'il appartient à une branche séparée du mouvement d'implantation québécois. Rémi Théberge et Jean-Claude Dubreuil sont probablement les premiers implantés de la branche principale, qui trouve sa source dans les CAPs. Entretien effectué avec Gordon Lefebvre le 14 novembre 2019.

²⁷² Beudet. 2008. *op. cit.* p. 147.

²⁷³ Benoît. 1977. *op. cit.* p. 18.

usine établie dans le secteur en 1929²⁷⁴. Il s'agit d'une victoire. Pierre LaGrenade est lui aussi parmi les premiers implantés. Après son expérience dans les comités de citoyens, puis au FRAP et enfin au Centre de formation populaire, il se fait embaucher à l'usine d'aspirateurs Electrolux, à Pointe-Claire :

C'était une première démarche d'implantation. [...] Mon implication, ça a été surtout de réanimer des syndicats, que les syndicats deviennent plus combatifs, deviennent mieux équipés, qu'ils aient des outils pour être capables de se battre plus efficacement²⁷⁵.

Pierre LaGrenade et quelques collègues mettent sur pied un journal syndical. Au bout d'un an, il quitte l'usine pour faire un voyage d'études en Amérique latine²⁷⁶, mais son intervention a contribué à accroître la combativité du syndicat.

La création de journaux syndicaux est alors une des tactiques privilégiées par le mouvement d'implantation. *Mobilisation* consacre d'ailleurs un numéro complet à cette question. Les articles portent sur des expériences locales récentes (« Un journal d'hôpital », « Un journal de quartier », « Un journal d'usine »), ainsi que sur des expériences historiques et internationales (un article écrit par le Parti communiste du Canada en 1934, dans lequel les militant·es sont invité·es à utiliser

²⁷⁴ Entretien avec Pierre Beudet effectué le 24 juillet 2018. L'usine est encore en fonction, au croisement du boulevard Décarie et de l'autoroute métropolitaine.

²⁷⁵ Entretien avec Pierre LaGrenade réalisé le 1^{er} août 2018.

²⁷⁶ Fasciné par le Chili d'Allende et par les autres expériences révolutionnaires latino-américaines, il part visiter plusieurs pays d'Amérique du Sud pour mieux comprendre comment s'organise la lutte des classes dans cette région. Il est en compagnie de Donald Cuccioletta, de Louis Favreau, de Francine Dufort et de deux autres personnes. Le voyage est partiellement financé par l'organisme de solidarité internationale SUCO. Il est censé durer un an, mais après quatre ou cinq mois, le groupe se sépare : Donald Cuccioletta et Pierre LaGrenade rentrent au Québec tandis que les autres membres du groupe poursuivent leur voyage. D'après Pierre LaGrenade, leur décision d'interrompre leur séjour tient au fait que la réalité du Québec et celle de l'Amérique latine sont trop différentes pour que les militant·es québécois·es puissent réellement s'inspirer des expériences latino-américaines. Donald Cuccioletta raconte une rencontre marquante ayant eu lieu à Lima, avec un jésuite, partisan de la théologie de la libération, qui est impliqué auprès des paysan·es du Pérou. Quand ils lui disent qu'ils sont venus pour apprendre de la lutte des classes en Amérique latine, il leur répond : « Avez-vous une classe ouvrière chez vous? Oui? Eh bien, allez apprendre d'elle, chez vous ». Cet échange raffermi leur conviction qu'ils doivent se lier aux travailleur·euses du Québec. De retour à Montréal, Pierre LaGrenade trouve un emploi dans l'entretien ménager à l'hôpital Hôtel-Dieu. Donald Cuccioletta s'implante dans une fonderie de l'est de Montréal, la Canada Wire and Cable.

dans leurs publications le langage du travailleur moyen; la traduction du bilan d'un journal de l'organisation marxiste-léniniste américaine Revolutionary Union; un texte de Lénine sur l'*Iskra*). L'article « Un journal d'usine » porte sur une publication créée par quatre militants progressistes implantés dans une usine de 500 ouvriers. Conçu comme un outil à long terme pour démocratiser le syndicat et développer la combativité, la solidarité et la conscience de classe des travailleurs, le journal est bien accueilli par ces derniers :

Au niveau de la masse de travailleurs, on a des indices importants que le journal est largement lu et apprécié par les travailleurs, et qu'il correspond assez bien à leurs préoccupations : de nombreux travailleurs contribuent financièrement d'une façon régulière au journal, et lui rapportent des informations sur les griefs et conflits qui surgissent dans les départements; deux ou trois sympathisants participent à la tâche de distribution et défendent publiquement les positions qu'y [sic] sont avancées; certains [sic] propositions avancées par le journal ont été reprises dans les assemblées générales du syndicat²⁷⁷.

Aux tous débuts du mouvement d'implantation, on considère que la priorité stratégique est de créer des liens avec la classe ouvrière dans les milieux de travail, sans formuler de recommandations explicites quant aux types d'entreprises à investir. Le taxi ou les petites manufactures, voire même les bureaux, sont perçus comme des espaces où la liaison peut s'effectuer. Au fur et à mesure que le mouvement se développe, il s'oriente davantage vers les usines de plus grande taille : « [...] l'année '73 est l'année où est mis en application sur une échelle relativement grande le mot d'ordre d'implantation dans les grandes entreprises »²⁷⁸.

Cette évolution stratégique a pu être favorisée par une plus grande familiarisation avec la littérature marxiste. En effet, Marx fait de la grande industrie un déterminant essentiel de la transformation

²⁷⁷ Mobilisation. 1974e. « Un journal d'usine » *Mobilisation* vol. 4, no. 4, p. 15

²⁷⁸ Mobilisation. 1975c. « Servir le peuple : Bilan d'un travail militant dans une grande entreprise » *Mobilisation* vol. 4, no. 5, p. 10.

complète des activités économiques²⁷⁹. Le Manifeste du Parti communiste met l'accent sur la centralisation des moyens de production et son corollaire, la création de forces productives colossales qui impliquent le rassemblement d'un nombre considérable de prolétaires en un même endroit²⁸⁰. À partir de ces lieux où les travailleur·euses sont réunies en grand nombre, il est possible d'envisager des actions collectives qui auront potentiellement un effet d'entraînement sur l'ensemble du système économique. Les implanté·es prennent éventuellement en considération ces éléments de la théorie marxiste. La période des débuts de l'implantation coïncide d'ailleurs avec la prolifération de cercles de lecture des œuvres de Marx et d'autres penseurs marxistes. Dans les textes militants, la liaison aux masses et l'acquisition de la théorie marxiste-léniniste sont présentés comme des objectifs complémentaires.

Cependant, le choix de se diriger vers des milieux plus grands et plus structurés est avant tout le résultat d'un apprentissage pratique. Par un processus d'essais et erreurs, d'expériences et de retours d'expériences, les implanté·es prennent connaissance des limites du militantisme dans les petites entreprises, ainsi que du potentiel de mobilisation dans les grandes usines²⁸¹. Ces dernières,

²⁷⁹ Voir le chapitre XIII « La machinerie et la grande industrie », point 8 : « La grande industrie révolutionne la manufacture, les métiers de l'artisanat et le travail à domicile » dans Marx, Karl. 1993. *Le Capital : Critique de l'économie politique. Livre premier : Le procès de production du capital*. Paris : Presses universitaires de France. p. 516.

²⁸⁰ « L'industrie moderne a transformé le petit atelier de l'ancien patron patriarcal en la grande fabrique du bourgeois capitaliste. Des masses d'ouvriers, entassés dans la fabrique, sont organisés militairement. Traités comme des soldats industriels, ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète d'officiers et de sous-officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bourgeoise, du gouvernement bourgeois, mais encore, journellement et à toute heure, les esclaves de la machine, du contremaître et surtout du maître de la fabrique. » Marx, Karl et Friedrich Engels. 1848. *Manifeste du Parti communiste*. Traduit par Laura Lafargue (1897). p. 22. [En ligne]

http://classiques.uqac.ca/classiques/labriola_antonio/essais_materialisme_historique/Essai_3_Manifeste_PC/labriola_appen_manifeste.pdf

²⁸¹ Par contraste, les établi·es français·es favorisent dès le départ les « forteresses ouvrières », dont celles de l'automobile et de la métallurgie, qui sont dotées d'un prestige particulier. Il·elles sont particulièrement attiré·es par les grandes usines, comme Peugeot-Sochaux, dans lesquelles il y a eu des affrontements entre ouvrier·ères et policiers lors des grèves de mai-juin 1968. Néanmoins, il·elles acceptent de s'établir dans des « petites boîtes » moins intéressantes en attendant l'opportunité d'entrer à l'usine convoitée. Voir Dressen, Marnix. 2000. *op. cit.* pp. 200-213. Il est à noter qu'étant donné la structure industrielle des deux nations, les « grandes usines » québécoises sont très petites comparées aux grandes usines françaises. À ma connaissance, les trois plus grandes usines où des marxistes-

déjà syndiquées et ayant un taux de roulement moins élevé, offrent plus de prise à l'action politique durable²⁸². Des données d'enquêtes menées dans les années 1970 montrent en effet qu'il y a une corrélation négative entre la taille des entreprises et le taux de roulement de la main-d'œuvre²⁸³. Cette corrélation s'expliquerait en partie par le taux de survie plus élevé des grandes entreprises et par leur capacité à offrir de la mobilité interne, de la formation et de meilleurs salaires et avantages sociaux. Pour les implanté·es, cela signifie une meilleure sécurité d'emploi, et donc la possibilité d'envisager l'implantation comme une démarche à long terme. De plus, dans une entreprise de petite taille, la mobilisation syndicale et politique risque d'être portée principalement par quelques personnes plus actives dont l'éventuel départ met en péril tout le travail effectué. C'est essentiellement ce qui s'est produit à Rémi Carrier. Un milieu de travail plus grand offre plus de chances de créer une véritable structure militante, dont la pérennité ne repose pas seulement sur les épaules de quelques individus.

léninistes se sont implantés à Montréal sont la Dominion Bridge (environ 1 700 ouvrier·ères), la Dominion Engineering (environ 1 500 ouvrier·ères) et Canadair (environ 1 500 ouvrier·ères), tandis que des lieux d'établissement comme Peugeot-Sochaux ou Renault-Flins comptent respectivement jusqu'à 21 000 et 39 000 salarié·es. Pour les données sur les usines québécoises : Sans auteur. 1974 (?). « L'implantation dans les grandes usines ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/6). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. Pour les données sur les usines françaises : Association Renault Histoire. 2014. « France: Flins (Usine Pierre Lefauchaux) ». [En ligne] <https://www.sites.google.com/site/histoiregrouperenault/un-peu-d-histoire/histoire-des-sites-renault/flins>. Groupe PSA. 2020. « Notre histoire – Sochaux ». [En ligne] <https://site.groupe-psa.com/sochaux/fr/notre-histoire/>

²⁸² J'insiste ici sur les usines parce que l'implantation en milieu hospitalier est abordée distinctement au chapitre 3 et parce que l'implantation en usine peut être plus directement comparée aux expériences semblables menées par des militant·es marxistes-léninistes ailleurs dans le monde. Mais les conclusions militantes concernant la nécessité d'investir des lieux de travail structurés et de grande taille s'appliquent aussi aux hôpitaux, qui partagent certaines caractéristiques de la grande industrie. On y trouve notamment une importante main-d'œuvre permanente, membre de syndicats établis. Les hôpitaux ont aussi un poids structurant dans l'économie d'un quartier ou d'une région. Deux implanté·es à l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu (devenu l'hôpital Louis-H. Lafontaine en 1976) notent qu'il s'agissait à l'époque du plus gros syndicat affilié à la CSN, tout secteur confondu. Entretien effectué avec Sylvain Gallant et Nicole Lafleur (surnoms) le 19 août 2019.

²⁸³ Iddson, Todd. 1993. « Employer Size and Labor Turnover » Discussion Paper no. 673. Columbia University. Even, William E et David A. Macpherson. 1996. « Employer Size and Labor Turnover: The Role of Pensions » *Industrial and Labor Relations Review* vol. 49, no. 4. pp. 707-728.

L'évolution du mouvement d'implantation survient au moment où le Québec connaît une intensification des luttes ouvrières. De 1971 à 1975, le nombre moyen de jours-personnes perdus par année en grèves et en lock-out est de 2 430 400, comparativement à 1 545 000 pour la période de 1966 à 1970²⁸⁴. Ces conflits s'inscrivent dans un contexte de transformation de la structure économique du Québec en général et de la métropole en particulier. Entre 1966 et 1976, la part du secteur secondaire (industrie manufacturière et construction) dans l'économie québécoise baisse de 34,9% à 29,9%, tandis que la part du secteur tertiaire grimpe de 56,8% à 65,1%²⁸⁵. Un grand nombre d'ouvrier·ères luttent donc pour le maintien de leurs emplois. Les salarié·es réagissent aussi au phénomène de la stagflation, lié à l'augmentation brutale du prix du pétrole en 1973. Le chômage augmente dans un contexte d'inflation galopante²⁸⁶.

Confronté·es à la baisse de leur salaire réel, de nombreux·euses travailleur·euses font preuve d'une grande combativité. Plusieurs grèves médiatisées surviennent dans l'industrie lourde, dont celle de la Firestone à Joliette ou de la United Aircraft à Longueuil. Ces développements au sein du mouvement ouvrier sont remarqués les militant·es montréalais·es, qui y voient une opportunité à saisir. Dans la réédition de 1974 du document « Début d'un mouvement socialiste à Montréal », *Mobilisation* note que la situation actuelle est marquée par l'apparition de nouvelles formes de luttes et de nouveaux moyens de pression²⁸⁷. Les luttes sont souvent plus dures et les syndicats

²⁸⁴ Rouillard, Jacques. 2004. *op. cit.* p. 207.

²⁸⁵ Dickinson, John et Brian Young. 2008. *A Short History of Québec*. Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press. p. 314. La part du secteur primaire passe de 8,3% à 5,0% durant la même période.

²⁸⁶ Glorieux, Guy. 1975. « La stagflation et la conjoncture économique au Canada en 1974 » *L'actualité économique* vol. 51, no. 2, pp. 367-368.

²⁸⁷ Mobilisation. 1974a. *op. cit.* p. 66.

sont parfois débordés par leur base, qui revendique la création de formes d'organisation plus démocratiques²⁸⁸. Les implanté·es cherchent à accentuer ces tendances.

Deux « modèles » d'implantation

La « formule Mobilisation » : créer des comités de travailleurs

De 1971 à 1974, autour de la revue *Mobilisation*, des CAPs et de petits noyaux militants, une conception particulière de l'implantation se met en place graduellement, au fil des expériences. Il s'agit d'une approche qui se veut pragmatique, en phase avec le contexte syndical bouillonnant de l'époque, comme l'explique ici Pierre Beaudet :

Ils [les implanté·es] étaient pas totalement bêtes. Ils arrivaient pas en faisant une « school » sur les soviets le lendemain matin. Ils se faisaient chums. Ils intervenaient dans l'assemblée syndicale. Il y avait une atmosphère pour ça. Pis il y avait tellement d'affaires qui se passaient. Des manifestations, des trucs. Et puis les centrales syndicales, faut pas l'oublier, publiaient, produisaient un discours très critique. Y compris la FTQ. Alors là, on prenait tout ça. Quelque fois, les jeunes se faisaient élire dans les exécutifs. D'autres fois (pis ça, c'était plus notre optique, nous, à Mobilisation), c'était de créer des structures indépendantes. Pas antisyndicales, mais indépendantes. On appelait ça les comités de travailleurs. L'idée de ça, c'était que, dans le syndicalisme, t'es dans un cadre juridique. C'est un contrat, avec des conventions collectives. Même si t'es très combatif pis à gauche, et cetera, t'es pogné là-dedans. Ça fait qu'on disait: « Idéalement, on va changer le syndicat pis le radicaliser, mais à côté, on va avoir ça. Ça, ça va être fait pour les travailleurs, pas pour les étudiants d'université. On va pas nécessairement arriver avec un programme politique de révolution. On va arriver avec un programme de syndicalisme de combat pis on va faire de la formation ».

²⁸⁸ Cette combativité ouvrière est illustrée par le film *On a raison de se révolter*. Alternant entre des entrevues avec des ouvriers en grève et des citations marxistes-léninistes, le film montre bien la colère d'une fraction de la classe ouvrière qui rejette les « cadences infernales », souhaite améliorer la santé-sécurité au travail, critique la mollesse des syndicats et exprime le désir d'avoir plus de contrôle sur son milieu de travail. Les grévistes expérimentent de nouvelles tactiques : ralentissement de la production, grève perlée, occupation et manifestation dansante à travers l'usine, par exemple. Patry, Yvan. 1973. *On a raison de se révolter*. Québec : Les Productions Prisma. VHS. 68 mins. Les pratiques de ces travailleur·euses sont typiques de l'esprit démocratique qui est au cœur de nombreuses grèves touchant les pays industrialisés dans la première moitié des années 1970. Voir entre autres Horn, Gerd-Rainer. 2004. « The Working-Class Dimension of 1968 » dans Gerd-Rainer Horn and Padraic Kenney (dirs.). 2004. *Transnational Moments of Change: Europe 1945, 1968, 1989*. Oxford: Rowman & Littlefield. Vigna, Xavier. 2007. *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*. Rennes : Presses universitaires de Rennes. Brenner, Aaron, Robert Brenner and Cal Winslow (dirs.). 2010. *Rebel Rank and File: Labor Militancy and Revolt from Below During the Long 1970s*. New York: Verso.

André Vincent ajoute que la méthode d'implantation préconisée par *Mobilisation* est une « recette » qui fonctionne bien :

C'était de repérer les éléments les plus... qu'on appelait à ce moment-là les plus conscients de la classe ouvrière, qui avaient une conscience de classe. Donc pas juste combatifs, mais un peu plus: qui voyaient qu'il fallait dépasser la lutte syndicale. Engager la discussion avec eux autres, échanger avec eux autres. Et mener aussi ce qu'on appelait l'enquête ouvrière²⁸⁹. C'est-à-dire essayer de voir c'était quoi les conditions de vie, les conditions de travail, le milieu, la culture. Il y avait un travail un petit peu sociologique qui était fait. Et peu à peu... La priorité, souvent, c'était la mise sur pied d'un journal syndical. Le journal syndical, ça permettait d'avancer un point de vue progressiste sur les luttes, sur les conditions... [...] Donc il y avait un travail syndical qui était fait pis un travail qu'on appelait d'éducation. On menait les deux. Il fallait doser les deux. Pas juste faire le travail d'éducation politique pis pas se soucier des luttes syndicales. Il fallait balancer les deux. C'était ça la formule gagnante: se lier avec le monde, repérer les éléments avec qui on veut travailler pis avec lesquels on peut bâtir un courant, tsé. Tout ça en se gênant pas en se disant que parfois il va falloir heurter les directions syndicales, donc on l'assumera. Mais d'autres fois, il faut travailler avec. [...] On jouait le réformisme radical aussi. C'est-à-dire qu'on se considérait comme révolutionnaires, mais on jouait le jeu du réformisme radical efficace.

Comme on l'a vu, les premières démarches d'implantation se font à tâtons, et les pratiques des militant·es évoluent rapidement en fonction des défis rencontrés. Parler d'une « formule *Mobilisation* », c'est donc faire une construction analytique *a posteriori*. On peut néanmoins considérer que le document « Les comités de travailleurs : Dépasser l'état actuel des choses » représente la synthèse de l'approche de *Mobilisation* et des CAPs. Préparé par le « comité des dix », un regroupement de militant·es du CRIQ, de l'APLQ, du CFP, de la Librairie progressiste et des CAPs St-Jacques et Maisonneuve, ce dossier est présenté lors d'une assemblée publique en janvier 1974. Il vise à clarifier les tâches des militant·es, particulièrement en ce qui concerne la

²⁸⁹ Les militants de l'usine de St-Michel mentionnent dans leur bilan qu'ils se sont inspirés du texte « L'enquête ouvrière ». Dans ce long questionnaire, Karl Marx invite les travailleur·euses à décrire « en toute connaissance de cause les maux qu'ils endurent » pour faire des liens entre leur situation individuelle et celle de leurs collègues et des autres acteurs sociaux. Voir Ferreira, Leda Leal. 2004. « À propos de l'Enquête ouvrière de Karl Marx » *Travailler* vol. 2, no. 12, pp. 15-20. Pour une histoire de la mise en pratique de l'enquête ouvrière, voir Hoffman, Marcelo. 2020. *Militant Acts: The Role of Investigations in Radical Political Struggles*. New York: SUNY Press.

question qui les préoccupe le plus, celle des formes d'organisation à bâtir dans la classe ouvrière²⁹⁰. Comme le sous-entend son sous-titre, il cherche à dépasser « le vague mot d'ordre à 'l'implantation' » et « tente de répondre concrètement à la question **que faire**²⁹¹ dans les entreprises » :

On y répond : développer une organisation large (« de masse ») qui regroupe autour d'objectifs limités les travailleurs les plus conscients et les plus combattifs d'une entreprise²⁹².

D'après le texte, les « organisations actuelles de militants socialistes » ont « beaucoup de difficultés à dépasser les limites d'une secte idéologique »²⁹³. Les comités de travailleurs sont vus comme un moyen de « partir des luttes concrètes et des conditions concrètes de travail et d'existence de nos camarades de travail »²⁹⁴ pour s'enraciner réellement dans la classe ouvrière. En partant de l'idée que les directions syndicales freinent souvent la combativité des travailleur·euses, les comités doivent donner consistance à la révolte ouvrière en lui assurant une continuité organisationnelle, par-delà les moments où elle s'exprime spontanément (lors de grèves illégales, par exemple).

En pratique, l'un des objectifs principaux des comités de travailleurs est de mobiliser le plus grand nombre en proposant « des revendications qui améliorent de façon directe et immédiate la situation de l'entreprise »²⁹⁵. C'est de cette manière que les comités acquerront la crédibilité nécessaire pour éventuellement mettre de l'avant des positions politiques plus globales, relatives à la

²⁹⁰ Mobilisation. 1974f. « Les comités de travailleurs : Dépasser l'état actuel des choses » *Mobilisation* Dossier no. 3, p. 4.

²⁹¹ En gras dans le texte. On peut vraisemblablement y voir un clin d'œil au célèbre ouvrage « Que faire? » de Lénine. Or, le document rejette à toute fin pratique l'approche léniniste, en repoussant à plus tard la question du parti et de la révolution. C'est pour cette raison que l'approche des comités de travailleurs sera critiquée.

²⁹² *Ibid.* p. 5.

²⁹³ *Ibid.* p. 8

²⁹⁴ *Ibid.* p. 10.

²⁹⁵ *Ibid.* p. 13

transformation de la société dans son ensemble. En ce sens, « il est hors de question pour nous dans l'état actuel des choses de promouvoir des organisations au sein des entreprises fondées sur l'adhésion aux principes historiques du socialisme »²⁹⁶. Plutôt que de proposer dès le départ un programme socialiste ou communiste, on considère qu'à mesure que les capacités combattives des ouvrier·ères se renforceront dans chaque entreprise, il·elles seront de plus en plus aptes à concevoir et à mettre en œuvre une perspective politique globale, notamment en tissant des liens avec les travailleur·euses d'autres milieux. Les comités de travailleurs formeront alors les « piliers d'une future organisation politique des travailleurs québécois »²⁹⁷.

Au lieu de partir de « revendications 'imaginaires' inventées à la lumière d'une indigestion livresque », le document invite les comités de travailleurs à se battre pour les « besoins vitaux » des ouvrier·ères²⁹⁸. Il suggère une série de revendications terre-à-terre qui sont toutes directement liées au travail : combattre les systèmes de classification ou les salaires au rendement qui créent une concurrence malsaine entre les employé·es, réduire la journée de travail, préserver et augmenter les salaires, exiger de meilleures conditions de travail (rythme, hygiène et sécurité, vacances, congés, pensions, etc.)²⁹⁹.

Bien qu'elles soient décrites comme anticapitalistes, ces revendications s'inscrivent à l'intérieur du cadre des conventions collectives. La différence par rapport aux revendications syndicales traditionnelles, c'est qu'elles doivent être accompagnées d'efforts pour situer les luttes économiques dans un cadre plus large, en révélant que « la condition de travailleur salarié ne

²⁹⁶ *Ibid.* p. 12

²⁹⁷ *Ibid.* p. 14

²⁹⁸ *Ibid.* p. 18.

²⁹⁹ *Ibid.* p. 19-20.

dépend pas seulement d'un patron, d'un parti au pouvoir, mais est conditionnée par toute l'organisation sociale, économique et politique de notre société »³⁰⁰. Il faut donc qu'à travers les luttes, les comités de travailleurs expliquent que « le rôle de l'État est de protéger les intérêts de nos patrons », que « les intérêts des diverses fractions de la bourgeoisie sont contraires aux nôtres » et que « nos intérêts sont solidaires des autres travailleurs »³⁰¹.

Le texte se fait critique des syndicats dans leur forme actuelle : il les présente comme un rouage du système, dans la mesure où, par le biais de la convention collective et de la collaboration patronat-syndicats-État, ils encadrent et régularisent les relations de travail afin « de contrôler le coût de la force de travail comme facteur connu et stable, ceci permettant de mieux planifier les investissements et les profits »³⁰². En même temps, les auteurs·ices du document considèrent que les syndicats restent « le principal outil de défense des intérêts économiques des travailleurs »³⁰³ et qu'il est essentiel d'en tenir compte, sous peine de se marginaliser. Le rôle des comités de travailleurs est donc de participer à la transformation des syndicats en véritables « instruments collectifs de promotion de nos intérêts de classe »³⁰⁴. Pour ce faire, les militant·es doivent promouvoir la démocratie dans leurs syndicats locaux, promouvoir l'indépendance des syndicats face aux patrons et encourager des formes de lutte qui favorisent la combativité et la liberté d'action syndicales (en refusant de se restreindre aux actions légales, par exemple)³⁰⁵. Cette réappropriation syndicale doit passer par « [...] un long et patient travail de sensibilisation et d'organisation auprès de la masse des travailleurs »³⁰⁶.

³⁰⁰ *Ibid.* p. 16

³⁰¹ *Ibid.*

³⁰² *Ibid.* p. 38

³⁰³ *Ibid.* p. 21.

³⁰⁴ *Ibid.*

³⁰⁵ *Ibid.* p. 23-24.

³⁰⁶ *Ibid.* p. 22.

En somme, le document « Les comités de travailleurs : Dépasser l'état actuel des choses » constitue un appel à un syndicalisme combatif, qui cherche à accroître la solidarité entre les travailleur·euses et à développer leur conscience de classe. Brièvement, il s'aventure hors du terrain des relations de travail pour inciter les comités de travailleurs à prendre en compte le fait que « le capitalisme marque tous les aspects de notre vie », notamment parce qu'il commercialise le temps de repos et de loisirs. Les membres de comités de travailleurs sont donc incités à favoriser « le sens de la collectivité » en organisant des activités culturelles ou en mettant sur pied des services d'aide qui répondent à des nécessités immédiates (soins médicaux, services juridiques, garderies, etc.), sans pour autant devenir « une 'Saint-Vincent-de-Paul' d'entreprise »³⁰⁷.

De manière intéressante, le document ne fait aucune référence au communisme, au marxisme-léninisme ou à la création d'un parti révolutionnaire. Selon André Vincent, les journaux syndicaux créés par les comités de travailleurs parlent surtout des questions internes à l'entreprise, laissant de côté les enjeux plus globaux. Ainsi, malgré une volonté de politiser les luttes, on parvient rarement à aller au-delà des enjeux locaux. L'objectif de radicalisation et de conscientisation paraît donc difficile à mettre en pratique :

C'était toujours la difficulté quand on écrivait des textes. On appelait ça « le petit filon rouge » qu'il fallait rajouter à la fin [Rires].

Une approche critiquée

Au cours de l'année 1974, les CAPs s'auto-dissolvent et l'orientation développée dans « Les comités de travailleurs : Dépasser l'état actuel des choses » mène à la fondation d'un

³⁰⁷ *Ibid.* 26-27.

Regroupement des comités de travailleurs (RCT)³⁰⁸. Pourtant, alors même que cette orientation se précise, elle fait l'objet de critiques provenant de trois sources différentes : le groupe En Lutte!, les organisations marxistes-léninistes strictes comme le MREQ, et les militant·es du réseau de *Mobilisation* qui constatent sur le terrain les limites de la formule des comités de travailleurs³⁰⁹. Toutes trois concourent à infléchir le mouvement d'implantation vers une approche plus « propagandiste ».

En 1972, Charles Gagnon et quelques proches publient « Pour le parti prolétarien ». Gagnon a énormément de crédibilité dans les milieux de gauche³¹⁰ et son texte connaît un succès retentissant, au point où il est considéré par certain·es observateur·ices comme le véritable lancement du mouvement marxiste-léniniste québécois³¹¹. Dans cette brochure, Charles Gagnon affirme que la priorité de la gauche doit être de constituer un parti ouvrier révolutionnaire et que la « confusion idéologique » qui règne dans le mouvement ouvrier est le principal obstacle à la réalisation de cette tâche³¹². En effet, il considère que le mouvement ouvrier parvient à s'organiser efficacement pour

³⁰⁸ L'Agence de presse libre du Québec fait partie des organismes qui se rallient au RCT,

³⁰⁹ Bien qu'il existe des divergences significatives entre les différentes tendances de l'extrême-gauche, il importe de souligner que les frontières entre les groupes sont alors loin d'être étanches. Dans certains cas, les membres de groupes rivaux collaborent entre eux·elles. Par exemple, le Comité de soutien aux luttes ouvrières, créé au départ pour appuyer la grève des ouvriers de Firestone, rassemble des militant·es de l'Équipe du journal (le noyau à l'origine d'En Lutte!), du MREQ, de Mobilisation et de groupes trotskystes. En 1973, juste avant le lancement officiel d'En Lutte!, l'Équipe du journal inclut des représentant·es du MREQ. Par ailleurs, certain·es militant·es changent d'affiliation ou participent au mouvement sans pour autant être membres d'un groupe. Il existe aussi plusieurs groupes informels, fondés davantage sur des affinités amicales et idéologiques que sur une structure organisationnelle claire. Même si des tensions entre partisan·es de « lignes politiques » opposées sont déjà bien présentes dans la première moitié des années 1970, les frontières entre les groupes se rigidifient à partir de 1975 : la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada inaugure une période de rivalité entre cette dernière et En Lutte!.

³¹⁰ Beaudet. 2008. *op. cit.* p. 151.

³¹¹ St-Denis Lisée, David. 2015. « De Bordeaux à Mao: Charles Gagnon et l'émergence du mouvement marxiste-léniniste au Québec » *Le Manuscrit*, p. 3. [En ligne] https://www.academia.edu/30953290/De_Bordeaux_%C3%A0_Mao_Charles_Gagnon_et_l%27%C3%A9mergence_du_mouvement_marxiste_l%C3%A9niniste_au_Qu%27%C3%A9bec. C'est aussi l'avis de Roger Rashi, qui sera secrétaire général de la Ligue.

³¹² Gagnon, Charles. 2008. « Pour le parti prolétarien ». Dans Gagnon, Charles. 2008. *En Lutte! Charles Gagnon. Écrits politiques, volume II (1972-1982)*. Montréal : Lux Éditeur. p. 27.

défendre ses intérêts économiques, mais que les organisations ouvrières ont historiquement tendance à adopter une perspective réformiste. Le parti prolétarien doit permettre au mouvement ouvrier de se doter d'une compréhension claire de ses intérêts en tant que classe³¹³. Gagnon avance donc la « nécessité de la lutte sur le front idéologique »³¹⁴ par la propagande de masse. Pour ce faire, il mise sur la création d'un journal explicitement marxiste-léniniste. Il forme l'Équipe du journal, qui lance le premier numéro d'*En Lutte!* le 1^{er} mai 1973. L'année suivante, *En Lutte!* se transforme officiellement en organisation marxiste-léniniste.

Dans « Pour le parti prolétarien », Gagnon ne s'oppose pas nécessairement à l'implantation, à condition qu'elle ait pour objectif principal de favoriser l'éducation politique des travailleur·euses :

Si par implantation on entend le fait pour un militant de s'intégrer à un groupe de travailleurs et d'y pousser à la limite l'analyse des contradictions dans le but que les travailleurs prennent des positions toujours plus politiques et en toute connaissance de cause, il s'agit là d'un des aspects de la lutte idéologique, il s'agit d'un travail de clarification des intérêts de classe des travailleurs, et cette forme d'implantation doit être favorisée au plus haut point³¹⁵.

Il se fait toutefois critique d'une implantation qui vise à prendre la direction des luttes ouvrières, qu'il assimile à du noyautage. En pratique, dans le champ militant montréalais, *En Lutte!* en vient à représenter le pôle critique de l'implantation, tandis que les organisations qui fusionneront pour former la Ligue représentent le pôle favorable à celle-ci³¹⁶. Dans la préface à la troisième édition

³¹³ *Ibid.* p. 30-31. Ce passage de « Pour le parti prolétarien » reformule la pensée de Lénine : « L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste [...] ». Cité par Beaudet. 2008. *op. cit.* p. 152.

³¹⁴ *Ibid.*

³¹⁵ *Ibid.* p. 29.

³¹⁶ Dans leur introduction au recueil de textes de Charles Gagnon, Robert Comeau et Ivan Carel font état de cette opposition, mais ils soutiennent que le CAP St-Jacques développe la « nécessité d'une organisation basée sur la conscientisation d'une avant-garde qui mènera à *En Lutte!*, tandis que le second [le CAP Maisonneuve] promeut l'intervention en usines, l'entrisme ». En fait, le CAP St-Jacques compte un « secteur travail » qui prône l'implantation (les militants du taxi et Roger Rashi, entre autres, en font partie), mais il est vrai que les militant·es du « secteur

de « Pour le parti prolétarien » (publiée en mai 1975), Charles Gagnon fustige les « étudiants implantationnistes » qui ne font que « [...] rabâcher les ‘thèses’ gauchistes du mouvement ‘maoïste’ français des années 1960 »³¹⁷. Selon lui, l’implantation « [...] n’est pas, n’a jamais été et ne sera jamais la tâche centrale des communistes [...] ». Elle peut cependant être un outil politique si elle est rigoureusement encadrée par une « organisation communiste authentique »³¹⁸.

Sans ce strict encadrement, selon Gagnon, les implanté·es s’égarent dans l’économisme. En Lutte! pose un jalon important de l’histoire du mouvement marxiste-léniniste québécois en publiant en 1975 le texte « Contre l’économisme ». À partir de ce moment, tous les groupes marxistes-léninistes tentent d’éviter d’être affublés de l’étiquette « d’économiste » :

*Essentiellement, l’économisme consiste à chercher à rejoindre les masses, en particulier les éléments avancés, principalement et uniquement sur le terrain des revendications économiques immédiates et à secondariser, puis à abandonner totalement, la lutte pour le socialisme, la lutte pour le renversement du pouvoir d’État bourgeois*³¹⁹.

Or, d’après En Lutte!, virtuellement toutes les organisations qui pratiquent l’implantation souffrent d’économisme. L’approche des comités de travailleurs rabaisse l’agitation-propagande communiste à son plus bas niveau³²⁰. En évitant de parler de la théorie marxiste aux ouvrier·ères sous prétexte qu’il·elles ne sont pas prêt·es, on fait preuve de mépris envers la classe ouvrière³²¹.

scolaire » et du « secteur quartier » se rallient pour la plupart à En Lutte!. Carel, Ivan et Robert Comeau. 2008. « Introduction ». Dans Gagnon, Charles. 2008. « Pour le parti prolétarien ». Dans En Lutte! Charles Gagnon. Écrits politiques, volume II (1972-1982). Montréal : Lux Éditeur. p. iv. Pour les nuances concernant les distinctions entre le CAP Maisonneuve et le CAP St-Jacques, voir Dubois-Campagna, Alexis. 2009. « Pour un syndicalisme de lutte de classe » : les groupes marxistes-léninistes et le mouvement syndical au Québec, 1972-1983. Université de Sherbrooke : mémoire de maîtrise. pp. 57-58.

³¹⁷ Gagnon, Charles. 2008. « Annexe II : Préface à la troisième édition (mai 1975) ». Dans Gagnon. 2008. *op. cit.* p. 58.

³¹⁸ *Ibid.* p. 59.

³¹⁹ Gagnon, Charles. 2008. « Contre l’économisme (1975) : Préface à la deuxième édition (1977) ». Dans Gagnon. 2008. *op. cit.* p. 69.

³²⁰ *Ibid.* p. 74.

³²¹ *Ibid.* p. 64.

Au lieu de « [...] produire des ouvriers avancés par transplantation d'intellectuels [...] », les vrais marxistes-léninistes portent fièrement leurs convictions communistes :

[...] ils font confiance à la classe ouvrière auprès de laquelle ils luttent pour transmettre le marxisme-léninisme, facteur essentiel de la conscience de classe révolutionnaire, par la persuasion, par les discussions franches et ouvertes, par l'agitation-propagande³²².

Comme En Lutte!, le Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (MREQ), la Cellule militante ouvrière (CMO) et la Cellule ouvrière révolutionnaire (COR) considèrent qu'il faut tendre vers la création d'un parti d'avant-garde adhérant aux principes du marxisme-léninisme. Cependant, à la différence du groupe fondé par Charles Gagnon, ces organisations jugent que l'envoi de militant·es en usine constitue un moyen privilégié pour mieux connaître la réalité ouvrière, acquérir un rôle de leadership auprès des travailleur·euses et faire pénétrer le marxisme-léninisme au sein de la classe ouvrière³²³. Le MREQ est la plus importante des trois organisations. Il est présent dans toutes les universités et dans de nombreux cégeps de la région de Montréal³²⁴. À partir de 1973, son journal *Le Partisan* est publié en version bilingue, ce qui démontre sa présence dans les milieux anglophones³²⁵. Le MREQ lutte contre l'école capitaliste et apporte son soutien aux luttes de la classe ouvrière et aux luttes anti-impérialistes³²⁶. Quelques-un·es de ses membres sont responsables de la Librairie Ho Chi Minh, sur la rue Prince-Arthur.

³²² *Ibid.* p. 75.

³²³ Dubois-Campagna. 200. *op. cit.* p. 56

³²⁴ Dansereau, Bernard. 2004. « Une expérience de l'extrême-gauche au Québec : le Parti communiste ouvrier » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, p. 27.

³²⁵ « Le MREQ est une des rares, sinon la seule organisation qui présentement en est arrivée à une solide unité entre progressistes francophones et anglophones ». *Le Partisan*. 1973. « Pourquoi un journal bilingue? » *Le Partisan* vol. 3, no. 3, p. 2. Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 1/14). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

³²⁶ *Ibid.*

À l'automne 1974, après une tournée de conférences publiques sur la République populaire de Chine (à la suite d'un voyage effectué par certain·es membres au printemps précédent)³²⁷, le MREQ publie « En avant pour la création de l'organisation marxiste-léniniste ». Le texte décrit les tâches à accomplir en vue de construire un parti révolutionnaire au Québec³²⁸. L'implantation en usine y est présentée comme une tâche prioritaire. Il s'agit de s'enraciner parmi les ouvrier·ères pour mieux connaître leurs conditions et leurs besoins, mais surtout pour participer à la défense de leurs intérêts immédiats et pour mener un travail d'éducation politique en vue de la réalisation de leurs intérêts fondamentaux, soit le renversement de l'État bourgeois et l'établissement de la dictature du prolétariat³²⁹. Le document accueille favorablement l'intensification des luttes ouvrières, mais, citant abondamment Lénine, Mao et Hoxha, il déplore que le mouvement actuel n'ait pas de véritable direction révolutionnaire. Il dénonce le spontanéisme :

*Le spontanéisme, c'est de croire que le parti va émerger automatiquement de la montée des luttes ouvrières, au lieu d'être bâti par les éléments les plus conscients de la classe ouvrière*³³⁰.

Dans cette perspective, « En avant... » critique l'approche des comités de travailleurs. Ces comités sont le signe d'une combativité accrue et d'une conscience de classe plus aiguisée. Cependant, ils ne peuvent par eux-mêmes mener à la création d'un parti marxiste-léniniste puisqu'ils rassemblent

³²⁷ Dansereau, Bernard. *op. cit.* p. 27. Pour un compte-rendu de ce voyage et de ce qu'en retirent les militant·es, voir Liu, Yuxi. 2018. « Au pays de l'avenir radieux : Voyages des Québécois en Chine populaire (1971-1975) » *Revue d'histoire de l'Amérique française* vol. 71, no. 3-4, pp. 133-156.

³²⁸ Il est à noter que, suivant Lénine, la quasi-totalité du mouvement marxiste-léniniste québécois est d'avis qu'il ne suffit pas de se proclamer « parti communiste » pour en être réellement un. Le véritable parti communiste doit s'être donné un programme clair affirmant la nécessité de la révolution et doit exercer *dans les faits* un rôle de direction parmi les travailleur·euses. C'est pour cette raison que les militant·es parlent de créer une « organisation marxiste-léniniste » : il·elles considèrent que les conditions pour former un parti ne sont pas remplies. C'est encore en ce sens que la fusion du MREQ, de la CMO et de la COR se donne le nom de Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. En 1979, vraisemblablement dans le cadre d'une opération marketing visant à contrecarrer une stagnation ou un déclin de son membership, la Ligue rompt ce consensus en déclarant que les conditions sont mûres pour qu'elle devienne officiellement le Parti communiste ouvrier.

³²⁹ MREQ. 1974a. « Towards the Marxist-Leninist Organization » *Canadian Revolution* no. 1. [En ligne] <https://www.marxists.org/history/erol/ca.secondwave/mreq.htm>

³³⁰ *Ibid.* Traduction libre : « Spontaneity is believing that the party will arise automatically with the rising tide of working class struggles, rather than being built by the most conscious elements of the working class ».

justement les ouvrier·ères sur la base de leur combativité, et non de leur conscience politique. Ils risquent donc de dériver vers l'économisme.

Un texte interne du MREQ intitulé « L'intégration des révolutionnaires parmi la classe ouvrière » développe certaines orientations énoncées dans « En avant... »³³¹. Alors que la majorité des textes portant sur l'implantation, tout groupe confondu, en discutent principalement d'un point de vue tactique ou stratégique, ce document est un des rares témoignages explicites de romantisme révolutionnaire³³² et d'idéalisation de la classe ouvrière³³³. Il traite en particulier de la « transformation idéologique des révolutionnaires ». Celle-ci est présentée comme « une lutte continue pour remplacer la vision du monde bourgeoise par la vision du monde prolétarienne »³³⁴. En s'appuyant sur de nombreuses citations de Mao Zedong, le texte décrit le travail manuel comme une métamorphose physique et intellectuelle qui modifie le rapport des révolutionnaires aux exploités :

En entrant dans une relation objectivement différente aux moyens de production, les révolutionnaires changent immédiatement, physiquement (développement musculaire, mains calleuses, etc.) et psychologiquement (se débarrassant de leur dédain pour la saleté, pour le travail manuel). Ils acquièrent une meilleure compréhension de l'exploitation à

³³¹ MREQ. 1974b. « The Integration of Revolutionaries with the Working Class ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 1/7). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. Le document est écrit en anglais, mais les citations du président Mao sont pour la plupart en français. Le mot « implantation » est aussi en français. Plusieurs passages sont rayés ou annotés à la main.

³³² « Le romantisme proteste contre la mécanisation, la rationalisation abstraite, la réification, la dissolution des liens communautaires et la quantification des rapports sociaux ». Löwy, Michael et Max Blechman. 2004. « Qu'est-ce que le romantisme révolutionnaire? » *Europe* vol. 82, no. 900, p. 3.

³³³ C'est ce qui ressort à la fois des documents d'époque tirés des archives et des entretiens que j'ai effectués. Quand je leur ai demandé si elles avaient une fascination pour l'usine ou pour la classe ouvrière, presque toutes les personnes interviewées ont davantage insisté sur le fait que rejoindre la classe ouvrière apparaissait comme une étape nécessaire pour faire la révolution. Dans de nombreux cas, elles ont aussi invoqué leurs origines ouvrières pour expliquer qu'elles n'idéalisaient pas les travailleur·euses. À ce sujet, voir le chapitre 2, « Un choc d'habitus? L'intégration des implantés en milieu ouvrier ». Cela contraste avec les témoignages de plusieurs établi·es françaises, qui font de leur fascination pour les ouvrier·ères et pour l'industrie lourde le point de départ de récits autobiographiques écrits comme des romans. Voir par exemple Martin, Jean-Pierre. 1995. *Le laminoir*. Ceyzérieu : Champ Vallon.

³³⁴ Traduction libre : « Ideological transformation is a continuous process of struggle to replace the bourgeois world outlook with the proletarian world outlook ». MREQ. *op. cit.* p. 1.

*travers l'usure du corps, l'exposition au danger physique, sans oublier la valeur du chèque de paie à la fin de la semaine*³³⁵.

Les auteur·ices du texte ajoutent que les révolutionnaires doivent se faire humbles pour apprendre de leurs collègues et ainsi gagner leur respect. Ce faisant, il·elles accèdent à une pensée et à une existence plus riches :

*Apprendre à communiquer avec les masses implique des transformations profondes. En parlant et en écoutant les masses, nous commençons à nous débarrasser du langage formel et sans vie de l'université et à le remplacer par le langage riche et expressif des masses. Il n'y a aucun espoir de réaliser du bon travail de propagande sans d'abord passer par cette transformation*³³⁶.

Sans doute partiellement en réaction aux critiques d'En Lutte!, dans un texte subséquent, le MREQ se reproche d'avoir trop insisté sur la présence physique en usine, alors que la « transformation idéologique se fait d'abord par l'étude du marxisme-léninisme liée à une pratique révolutionnaire [...] »³³⁷. Il réaffirme la nécessité d'une « rééducation des militants d'origine petite-bourgeoise », mais considère qu'il s'agit d'un objectif secondaire. L'envoi des militant·es en usine doit servir d'abord et avant tout à implanter l'organisation communiste au sein de la classe ouvrière, « [...] c'est-à-dire par le ralliement des ouvriers les plus conscients au marxisme-léninisme et à l'organisation d'avant-garde »³³⁸. Selon cette perspective, les communistes doivent « apprendre des masses », mais il·elles sont avant tout des « éducateurs du prolétariat »³³⁹, et l'implantation en

³³⁵ *Ibid.* p. 3-4. Traduction libre : « By entering into an objectively different relationship to the means of production, revolutionaries immediately change physically (muscular development, calloused hands etc.) and psychologically (shedding of contempt for dirt, manual labour). They gain a better understanding of exploitation through the bodily wear-and-tear, the exposure to physical danger, not to mention the size of the pay cheque at the end of the week ».

³³⁶ *Ibid.* p. 5. Traduction libre : « Learning to communicate with the masses involves deep transformations. Through talking and listening to the masses we are beginning to shed the lifeless, formal language of the university and replacing it with the rich, expressive language of the masses. There is no hope in carrying out good propaganda work without this transformation ».

³³⁷ MREQ. 1974c. « Sur la tactique d'implantation : autocritique et mise au point ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 1/7). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 8. Souligné dans le texte.

³³⁸ *Ibid.*

³³⁹ *Ibid.* p. 7

usine est le moyen le plus efficace d'effectuer un travail d'agitation-propagande auprès de celui-ci³⁴⁰. Bien que la position précise du MREQ sur l'implantation évolue à mesure que le mouvement se développe, la référence au marxisme-léninisme et à ses figures de proue (Lénine et Mao, principalement) y occupe toujours une place centrale, tandis qu'elle est reléguée à l'arrière-plan dans le discours des tenant·es de l'approche des comités de travailleurs.

Il se trouve justement que plusieurs implanté·es des CAPs et de Mobilisation cherchent à donner une direction idéologique plus claire à leur implication. Dans le taxi, les militants constatent qu'il y a de « la confusion sur la nature du cdt [comité de travailleurs] ». Après avoir formé deux comités différents – l'un ouvert « à tous les chauffeurs de taxi », l'autre plus restreint, réservé aux plus combatif·ves – ils ne savent plus comment répartir les tâches entre les deux : « [...] on n'était pas capable de mois en mois de décider lequel était le vrai cdt »³⁴¹. Par manque de cohésion – « Sans un [sic] entente idéologique notre organisation n'a pas eu beaucoup d'unité » –, les membres de ces comités ont du mal à s'entendre au sujet d'enjeux importants : « [...] quelques-uns de nos membres ont voté contre nos positions (ex. la campagne contre Bourassa où il y avait deux conceptions différentes de la [sic] syndicalisme) »³⁴². Les implanté·es en concluent qu'un travail d'analyse théorique marxiste-léniniste les aurait aidés à clarifier leurs efforts : « À cause d'un manque d'analyse historique, prolétarienne et révolutionnaire dans le milieu du taxi, on était toujours à la remorque des événements »³⁴³. Ils croient aussi qu'une meilleure application des préceptes marxistes-léninistes leur aurait permis de mieux s'organiser :

Notre comité syndicale [sic] [...] n'avait aucune structure. C'était ouvert à tout le monde (ça a permis à plusieurs agents de la police et du gouvernement de s'infiltrer). Ce n'était

³⁴⁰ *Ibid.* p. 6.

³⁴¹ Sans auteur. 1974. « Bilan du taxi », *op. cit.* p. 7-8.

³⁴² *Ibid.* p. 8.

³⁴³ *Ibid.* p. 9

pas responsable à personne. On a cru qu'un manque de structure équivaut à une structure démocratique. Une conception claire du centralisme démocratique ne nous aurait pas nui.

Le Noyau des petites entreprises arrive à des conclusions semblables. Dans son bilan, après avoir mené plusieurs expériences d'implantation, il s'interroge sur la finalité de cette démarche. Suivant l'approche des comités de travailleurs, les implanté·es du NPE s'entendent pour enquêter sur leur milieu de travail, identifier les éléments avancés et mettre sur pied un comité, mais il·elles se demandent quelles sont les étapes suivantes et, surtout, où cela doit mener³⁴⁴. Le Noyau des petites entreprises note qu'après un an d'implantation, il n'est pas parvenu à créer des regroupements politiques en milieu de travail. Les interventions ont été restreintes aux enjeux immédiats de la lutte économique et syndicale³⁴⁵.

Dans plusieurs milieux d'implantation, on fait un constat similaire : l'accent sur les luttes économiques et syndicales incite les implanté·es à passer d'une lutte à l'autre, dans une forme de surenchère qui néglige la politisation à long terme et qui mène trop souvent à des échecs³⁴⁶. Sur le terrain, des implanté·es réalisent qu'en adoptant l'approche « étapiste » des comités de travailleurs (accroître les luttes et transformer les syndicats d'abord, promouvoir le socialisme ensuite), il·elles finissent par être absorbé·es par le premier objectif et par en oublier le second. Lors de l'assemblée publique de présentation du texte « Les comités de travailleurs : Dépasser l'état actuel des choses », les critiques fusent de toutes parts pour dénoncer le caractère réformiste du document.

³⁴⁴ Mobilisation. 1973. *op. cit.* p. 18.

³⁴⁵ *Ibid.* p. 22.

³⁴⁶ Mobilisation. 1975b. *op. cit.* p. 34.

La création de la Ligue

Sous l'influence des trois pôles de la critique – la critique interne, celle d'En Lutte! et celle de groupes marxistes-léninistes stricts comme le MREQ, la CMO et la COR – Mobilisation modifie son approche. La revue du groupe adopte graduellement une perspective qui s'apparente à celle du pôle MREQ-CMO-COR. Par le fait même, son discours se fait plus rigide, davantage empreint de références aux « principes essentiels » du marxisme-léninisme. La formule des comités de travailleurs est rejetée parce qu'elle évacue la question de l'organisation révolutionnaire. En laissant entendre que les comités de travailleurs peuvent être les noyaux d'une future organisation politique des travailleurs, cette formule nie le rôle de l'avant-garde et met donc de l'avant des « thèses fondamentalement **anti-léninistes** »³⁴⁷.

Dans un texte intitulé « Organisation et implantation », *Mobilisation* fait la distinction entre l'implantation au sens étroit – l'établissement de militant·es en usine – et « l'implantation politique », qui consiste à développer l'organisation communiste parmi les masses. La première doit se poursuivre dans le but de favoriser la seconde, en gardant en tête que « la ligne politique domine en tout » pour ne pas être entraîné dans une « perspective réformiste étroite »³⁴⁸. En réponse à la brochure « Contre l'économisme » d'En Lutte!, *Mobilisation* affirme qu'il est essentiel que les communistes participent aux « organisations intermédiaires » (celles qui, à l'instar des comités de travailleurs, ne sont ni des organisations de masse comme les syndicats, ni des organisations explicitement socialistes), en autant que ce soit prioritairement pour former et

³⁴⁷ Mobilisation. 1975b. *op. cit.* p. 27. En gras dans le texte. À la page suivante, une note de bas de page encense Lénine pour avoir dénoncé « [...] les tentatives de la petite bourgeoisie révolutionnaire de réduire l'avant-garde révolutionnaire et la lutte politique à un rôle de soutien au mouvement ouvrier et à sa lutte économique. Son QUE FAIRE est à ce sujet l'œuvre la plus claire et la plus juste (dont les acquis sont aussi les plus immortels) ».

³⁴⁸ Mobilisation. 1975d. « Organisation et implantation » *Mobilisation* vol. 5, no. 1, pp. 22-23.

rallier les travailleur·euses combatif·ves au projet de construction du parti³⁴⁹. Cette position s'éloigne considérablement de celle exprimée dans « Les comités de travailleurs : Dépasser l'état actuel des choses », qui soutenait qu'il était hors de question, à ce stade, de promouvoir au sein des entreprises l'adhésion aux principes historiques du socialisme.

En novembre 1975, le MREQ, la CMO et la COR fusionnent pour former la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Peu après, le comité de rédaction de *Mobilisation* annonce la suspension de la publication de la revue pour une période indéterminée. L'annonce reflète le changement de ton au sein du mouvement : on y dénonce « l'opportunisme de droite » du Regroupement des comités de travailleurs (RCT, dissous la même année) et on y réaffirme « [...] notre attachement aux principes universels du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Tsé-toung [...] »³⁵⁰. *Mobilisation* s'était toujours présentée comme une revue d'analyse politique utilisant des concepts marxistes pour interpréter le monde et le transformer, mais dans les derniers mois de son existence, le marxisme-léninisme y apparaît de plus en plus comme une pensée infaillible et inattaquable. L'année suivante, le groupe *Mobilisation* rédige son autocritique et se saborde pour se joindre à la Ligue³⁵¹.

³⁴⁹ Mobilisation. 1975a. « En Lutte! et la critique de l'économisme » *Mobilisation* vol. 5, no. 2, p. 43.

³⁵⁰ Mobilisation. 1975e. « Suspension de la publication de mobilisation pour une période indéterminée ». Archives personnelles de Pierre Beaudet.

³⁵¹ La liquidation du groupe est un processus douloureux, parsemé de procès d'intention et d'amitiés déchirées. Il est raconté en détails par Pierre Beaudet dans *On a raison de se révolter* (voir le prologue, « le dirigeant traître », et le chapitre 3). Beaudet. 2008. *op. cit.* André Vincent ajoute que les ancien·es dirigeant·es du groupe qui se joignent à la Ligue sont sciemment dispersé·es à travers le pays par la direction de la nouvelle organisation marxiste-léniniste, afin de réduire leur influence. L'Agence de presse libre du Québec (APLQ), un autre lieu de réflexion sur l'idée d'implantation, fait aussi son autocritique sous la direction de la Ligue à peu près au même moment.

Pour beaucoup de militant·es, la Ligue est attirante parce qu'elle offre une vision claire de l'idéologie à adopter et des tâches à entreprendre. C'est ce que résume André Vincent, qui est devenu membre de la Ligue après avoir été à la tête de Mobilisation :

[Mobilisation], c'était plus éclaté, pis il y avait pas de doctrine toute faite. Il y avait des lectures suggérées, mais c'était des lectures critiques. Tandis que du côté de la Ligue, ils avaient l'air de savoir en maudit où est-ce qu'ils s'en allaient. Le chemin était tout tracé³⁵².

La Ligue s'impose rapidement comme la principale organisation marxiste-léniniste au Québec. Le choix d'adhérer à En Lutte! ou à la Ligue dépend largement des réseaux d'ami·es et de connaissances³⁵³, mais pour bon nombre de jeunes militant·es qui souhaitent se lier à la classe ouvrière, En Lutte! paraît « trop intello ». La Ligue semble davantage au cœur de l'action étant donné qu'elle valorise l'implantation en entreprise et la participation directe aux luttes ouvrières. De plus, elle rallie la plupart des noyaux d'implanté·es associés à Mobilisation et aux CAPs. Elle a donc dès le départ une présence significative dans plusieurs milieux de travail, ce qui augmente d'autant son pouvoir d'attraction.

L'implantation selon la Ligue

Selon Roger Rashi³⁵⁴, la position de la Ligue sur l'implantation apparaît comme une sorte de troisième voie entre En Lutte! et l'expérience des comités de travailleurs. Au lieu de se consacrer exclusivement à la diffusion de la pensée marxiste-léniniste ou au développement de noyaux de travailleur·euses combatif·ves, il s'agit de former des noyaux de travailleur·euses communistes

³⁵² Dans un même ordre d'idées, Diane Lessard a recueilli les témoignages d'anciennes militantes de la Ligue qui soulignent à quel point celle-ci semblait offrir une vision du monde cohérente, épurée, englobante, dont les pièces s'emboîtaient comme un casse-tête. Selon elles, l'idéologie marxiste-léniniste séduisait parce qu'elle apportait un confort moral et spirituel. Lessard, Diane. 1989. *Le militantisme politique de femmes de l'extrême-gauche québécoise entre 1972 et 1982. Étude en anthropologie des sexes*. Université de Montréal : thèse de doctorat. pp. 231 et 238-239.

³⁵³ *Ibid.* p. 239.

³⁵⁴ Membre fondateur de la CMO, Roger Rashi devient ensuite secrétaire général de la Ligue, puis du PCO. Entretien effectué le 14 septembre 2018.

qui collaborent avec les plus combatif·ves. À partir de la création de la Ligue, le mot « implantation » cesse d'être employé dans les documents du groupe, mais la pratique se poursuit et s'intensifie³⁵⁵. Le groupe préconise la création de cellules communistes d'entreprise.

Durant la période Mobilisation, la démarche d'implantation est caractérisée par une certaine improvisation. Mu·es par le sentiment qu'il est urgent de se lier au mouvement ouvrier, les militant·es se font embaucher en usine ou en hôpital et apprennent sur le terrain comment y intervenir. Leurs méthodes se précisent à mesure que les expériences d'implantation se multiplient et que les implanté·es s'ajustent aux réalités de leurs milieux de travail.

À sa naissance, la Ligue profite jusqu'à un certain point de ce savoir collectif accumulé. En même temps, elle tente de donner une nouvelle direction au travail militant. Elle s'érige contre les « méthodes artisanales » qui s'expriment par le manque de préparation pratique et l'absence de plan systématique³⁵⁶. Chaque implanté·e est donc encouragé·e à produire un dossier sur l'usine, à élaborer des plans de travail et à rédiger des bilans de la pratique de sa cellule. Un « guide pour un

³⁵⁵ Dans leurs documents internes, les militant·es en milieu de travail parle des « camarades », sans faire de distinction entre les implanté·es et les ouvrier·ères qui se sont rallié·es à la Ligue. C'est une des raisons qui rend difficile l'estimation de leur nombre. Roger Rashi l'évalue à environ 100 à l'époque de Mobilisation et 200 ou 300 à l'époque de la Ligue. Deux courts documents de 1979 offrent quelques pistes additionnelles. Le premier indique que la Ligue compte 298 membres dans la grande région de Montréal. Le second indique que 19% des membres travaillent dans le prolétariat industriel et 19% travaillent dans les hôpitaux. En additionnant ces pourcentages et en les appliquant au nombre de membres mentionné dans le premier document, on arrive à 113 membres en milieu de travail, sans pouvoir déterminer avec certitude s'il s'agit d'implanté·es. Le second document note cependant avec insistance que les chiffres sont approximatifs et que le nombre de membres est alors en déclin. De plus, cela n'inclut pas les sympathisant·es, souvent aussi impliqué·es que les membres en règle, ni les membres hors-Montréal. Comité de la Ville de Montréal. 1979. « Statistiques-Montreal ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 6d/3). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. Comité de la Ville de Montréal. 1979. « Notes sur le ralliement (ville de MTL) ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 6d/3). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

³⁵⁶ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1975 (?). « Chapitre IV : Les méthodes artisanales des 'économistes' et l'organisation des révolutionnaires ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 6d/3). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 1.

plan de travail » suggère une liste de questions pour mener l'enquête³⁵⁷. Les archives du PCO regorgent de plans et de bilans qui, pour la plupart, se conforment rigoureusement au modèle proposé³⁵⁸.

Il en va de même en ce qui concerne « l'agitation-propagande ». La Ligue prépare pour ses militant·es des « guides d'A&P » qui indiquent les grands thèmes à présenter aux ouvrier·ères (la question nationale, le parti et le socialisme, la crise et ses effets, la situation internationale, etc.). Chaque thème est accompagné d'une courte explication et de conseils sur les manières de l'aborder avec les travailleur·euses³⁵⁹. Aux hésitations des premiers temps de l'implantation, on substitue une sorte de méthode clé en main qui s'appuie sur des pistes d'action et du matériel de diffusion fournis par la Ligue. Ce type de soutien aide sans doute certain·es implanté·es à s'orienter et à déterminer comment agir dans leur nouveau milieu. Il donne en tout cas une grande cohésion à l'action de la Ligue : dans chaque milieu de travail, ce sont en principe les mêmes « lignes » qui sont mises de l'avant.

³⁵⁷ Le guide compte 46 questions, chacune comportant plusieurs sous-questions. Elles portent sur les « forces économiques » (« Qui sont les principaux actionnaires de la compagnie? », « Quelle marchandise produit-elle? », « Quelle est la composition des travailleurs, par âge, sexe, nationalité? », « Quelle est la structure du syndicat? », etc.), les « forces politiques » (influence des « partis bourgeois » et des « groupes opportunistes » comme En Lutte! ou le PCC(m-l)), le rapport de forces, les luttes syndicales, les objectifs de ralliement et d'agitation-propagande, les tâches à accomplir, etc. Comité de la Ville de Montréal. 1978. « Guide pour un plan de travail ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 6d/3). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. pp. 1-7.

³⁵⁸ On sent que plusieurs de ces plans et bilans ont été rédigés mécaniquement, comme on remplit un formulaire, tandis que quelques-uns révèlent une réelle volonté d'utiliser cette démarche pour mieux comprendre le milieu et y intervenir plus efficacement. Peu importe leur attitude par rapport à la tâche de produire ces plans et bilans, cependant, plusieurs interviewé·es ont souligné que ce genre de réflexion sur leur pratique a été un apprentissage important de leur implication dans la Ligue et que cela leur a été utile par la suite, dans d'autres contextes.

³⁵⁹ Parti communiste ouvrier. 1981 (?). « A et P ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 4/6). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. pp. 1-7.

L'exemple le plus caractéristique de cette manière de faire est le journal *La Forge*. Alors que les premier·ères implanté·es privilégient la création de journaux locaux dans leur milieu de travail, les membres de la Ligue sont chargé·es de diffuser le journal de l'organisation. *La Forge* est perçue comme un outil qui permet aux communistes d'entamer une discussion politique avec leurs collègues. S'il·elles sont réceptif·ves, il·elles sont invité·es à poursuivre la discussion dans des « cercles de lecteurs » de *La Forge*, qui constituent la première étape vers une éventuelle adhésion au groupe. C'est donc principalement en utilisant le journal que les implanté·es propagent la pensée marxiste-léniniste. En même temps, il·elles continuent de participer aux luttes ouvrières locales.

De l'implantation spontanée à l'implantation encadrée

À partir de 1975, on assiste en quelque sorte à l'institutionnalisation du mouvement d'implantation apparu au début de la décennie. Dès la fin des années 1960, de jeunes militant·es des organisations étudiantes et des groupes citoyens constatent les limites de leur action politique. Il·elles considèrent qu'il faut dépasser les luttes locales, les manifestations ponctuelles et les coups d'éclat. Pour que leur implication passe à une autre échelle, il·elles concluent qu'il leur faut des organisations mieux structurées, durables et enracinées dans la classe ouvrière. Deux évènements majeurs viennent confirmer cette intuition. D'abord, la crise d'Octobre révèle la fragilité de la gauche montréalaise : fragmentée, éparpillée, elle est incapable de résister à la répression de l'État. Puis, en 1972, le Front commun intersyndical témoigne de la puissance mobilisatrice du mouvement ouvrier.

Des dizaines de jeunes tentent alors de rejoindre les travailleur·euses en se liant à eux·elles dans leurs milieux de travail, en tant que collègues. Lancé dans l'enthousiasme, le mouvement d'implantation n'a pas de direction centrale. Il est le fait d'un réseau de groupes et d'organisations variés, dont certaines – le CAP Maisonneuve, le CAP St-Jacques et Mobilisation, notamment – apparaissent comme des espaces de débats importants. Les implanté·es apprennent en s'implantant, tout en produisant une riche réflexion sur leur expérience. Il·elles réalisent entre autres qu'une liaison durable avec les ouvrier·ères se développe plus aisément dans des milieux de travail syndiqués et stables, comme les grandes usines et les hôpitaux. Peu à peu, à partir de leur pratique, il·elles élaborent une méthode fondée sur la participation critique au syndicalisme. En s'appuyant sur des structures autonomes comme les comités de travailleurs, il·elles espèrent contribuer à la radicalisation des luttes et à la réappropriation des syndicats par leurs membres.

Or, cette approche est critiquée parce qu'elle semble remettre le socialisme aux calendes grecques. Sous la direction de la Ligue, l'implantation doit viser la propagation du marxisme-léninisme et la création du parti révolutionnaire. La participation aux luttes immédiates est considérée comme un moyen essentiel de parvenir à ces objectifs. Tandis que l'approche de Mobilisation consiste à partir de la situation concrète de chaque milieu pour introduire lentement des éléments d'éducation politique marxiste, celle de la Ligue consiste à proposer une voie à suivre que chaque militant·e cherche ensuite à adapter à sa situation locale. Pour schématiser, on peut dire que l'approche de Mobilisation se construit de bas en haut, alors que celle de la Ligue se forge de haut en bas, conformément au centralisme démocratique dont elle se réclame. L'implantation telle que conçue par la Ligue s'accompagne d'une infrastructure de soutien idéologique et organisationnel qui donne sa forme au mouvement : journal national, formations politiques, guides d'intervention,

instances de coordination régionales et sectorielles, etc. Il ne faut cependant pas exagérer la distinction entre les deux modèles. Beaucoup de militant·es du réseau de Mobilisation se joignent à la Ligue. Ceux·elles qui sont déjà implanté·es en milieu de travail continuent dans une large mesure à faire ce qu'il·elles faisaient déjà. Quant à ceux·elles qui arrivent à l'usine ou à l'hôpital en insistant trop sur les préceptes marxistes-léninistes, il·elles doivent rapidement s'ajuster à l'atmosphère de leur nouveau milieu.

Chapitre 2 – Un choc d’habitus? L’intégration des implanté·es en milieu ouvrier

*Camaraderie totale. Pour la première fois de ma vie, en somme. Aucune barrière, ni dans la différence des classes (puisqu’elle est supprimée), ni dans la différence des sexes. Miraculeux.*³⁶⁰

La philosophe Simone Weil clôt par ces mots le court récit d’une discussion avec deux ajusteurs, un jeune homme et un homme plus âgé. Elle est alors au cœur d’une démarche d’enquête individuelle qui l’a poussée à devenir ouvrière. De décembre 1934 jusqu’en août 1935, elle travaille dans quatre usines différentes, avant d’interrompre son expérience pour des raisons de santé. Cette période à l’usine apparaît comme une déviation par rapport à sa carrière prévue dans l’enseignement. Née dans une famille bourgeoise juive libérale et cultivée, Simone Weil a étudié à la prestigieuse École normale supérieure de la rue d’Ulm à Paris, a passé l’agrégation de philosophie, puis a obtenu un poste de professeure au lycée du Puy-en-Velay³⁶¹, dans le centre de la France. Avant son passage à l’usine, elle a déjà publié plusieurs essais philosophiques et historiques.

Sa démarche d’immersion est politique. En effet, Simone Weil fréquente des militant·es révolutionnaires, écrit pour des revues de gauche comme *La Révolution prolétarienne*, et soutient des mouvements syndicaux³⁶². Avidue lectrice de Marx, elle souhaite aller au-delà de la connaissance théorique de l’exploitation capitaliste en partageant au quotidien la vie des travailleur·euses³⁶³. De par ses influences marxistes et de par son désir d’immersion au sein de la classe ouvrière, Simone Weil peut être considérée comme une précurseure du mouvement

³⁶⁰ Weil, Simone. 1951. *La Condition ouvrière*. Paris : Gallimard. [En ligne]

http://classiques.ugac.ca/classiques/weil_simone/condition_ouvriere/la_condition_ouvriere.pdf, p. 72.

³⁶¹ Roche, Anne. 2015. « L’année d’usine de Simone Weil (1934-1935) » *Les temps modernes* no. 684-685. p. 204.

³⁶² Thévenon, Albertine. 1950. « Avant-propos ». Dans Weil, Simone. 1951. *op. cit.* p. 9.

³⁶³ *Ibid.* p. 8.

d'implantation marxiste-léniniste des années 1960 et 1970. Cependant, à la différence des implantés marxistes-léninistes, elle souhaite être en usine pour comprendre la condition ouvrière, et non pour y faire du militantisme en milieu de travail. Autre différence notable : alors que les groupes marxistes-léninistes encouragent leurs membres à s'implanter en usine, Simone Weil y va à titre personnel, à l'encontre de l'avis de ses camarades révolutionnaires. L'une d'elles raconte :

Ce fut un gros point de friction entre nous deux. Je pensais et je pense encore que l'état de prolétaire est un état de fait et non de choix, surtout en ce qui concerne la mentalité, c'est-à-dire la manière d'appréhender la vie. [...] Je pensais et je pense encore que les réactions élémentaires d'une ouvrière ne sauraient être celles d'une agrégée de philosophie issue d'un milieu bourgeois³⁶⁴.

Contrairement à ce que Simone Weil affirme dans la citation mise en exergue du présent chapitre, la barrière des classes n'est pas supprimée : dans sa rencontre avec les ouvrier·ères, la philosophe porte avec elle un bagage culturel et social qui teinte ses échanges avec eux·elles³⁶⁵. En l'occurrence, la camaraderie qu'elle ressent lors de sa conversation avec les deux ajusteurs est éphémère. À l'usine même, Simone Weil vit des moments de chaleur et de fraternité, mais on sent qu'une certaine distance sociale persiste, bien qu'elle fasse ce qu'elle peut pour aplanir les différences qui la séparent de ses collègues.

Trois décennies plus tard, Robert Linhart, un autre ancien étudiant de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, s'établit à l'usine Citroën de Paris. Proche du philosophe français Louis Althusser, Robert Linhart est l'un des membres fondateurs de l'Union des jeunes communistes marxistes-

³⁶⁴ Thévenon. *op. cit.* p. 10.

³⁶⁵ Albertine Thévenon témoigne d'ailleurs des efforts faits par Simone Weil pour côtoyer des mineurs avant son immersion en usine : « Simone essaya de s'intégrer à eux. Ce n'était pas facile. Elle les fréquenta, s'installant avec eux à la table d'un bistrot pour y casser la croûte ou jouer à la belote, les suivit au cinéma, dans les fêtes populaires, leur demanda de l'emmener chez eux à l'improviste, sans que leurs femmes fussent prévenues. Ils étaient un peu surpris par l'attitude de cette jeune fille si instruite qui s'habillait plus simplement que leurs femmes et dont les préoccupations leur semblaient extraordinaires. Cependant elle leur était sympathique, et c'est toujours avec amitié qu'ils revoyaient 'la Ponote' ». *Ibid.* p. 8. Ce passage révèle bien les différences d'instruction, de manières et d'habillement qui distinguent Simone Weil et en font un objet d'étonnement.

léninistes – UJC(ml) – une organisation politique issue d’une scission de la branche étudiante du Parti communiste français³⁶⁶. L’UJC(ml) est l’instigatrice du mouvement d’établissement en France, en 1967. L’organisation éclate après les événements de Mai 68, mais l’idée de l’établissement est reprise par la Gauche prolétarienne (GP), la principale organisation qui lui succède³⁶⁷. Par ailleurs, l’expérience d’établissement de Robert Linhart est probablement la plus connue à travers le monde. Son livre *L’établi*, publié en 1978, a été traduit en une douzaine de langues et a connu un succès considérable³⁶⁸. Dans ce récit, Robert Linhart minimise le rôle que joue son statut d’intellectuel lorsqu’il côtoie des ouvriers :

À l’extérieur, l’établissement paraît spectaculaire [...]. Vu de l’usine, ce n’est finalement pas grand-chose. Chacun de ceux qui travaillent ici a une histoire individuelle complexe, souvent plus passionnante et plus tourmentée que celle de l’étudiant qui s’est provisoirement fait ouvrier. [...] Et ma particularité « d’établi » prend sa place anodine dans l’enchevêtrement des destins et des cas d’espèce³⁶⁹.

Son établissement suscite souvent l’indifférence, mais aussi, parfois, l’enthousiasme³⁷⁰. Linhart s’intègre bien à l’usine. Il s’y fait des amis. Il devient un organisateur efficace. Par un long travail de sensibilisation et de mobilisation, avec un groupe informel d’une vingtaine d’ouvriers, il parvient à convaincre 400 ouvriers de se mettre en grève.

³⁶⁶ Dressen, Marnix. 2012. « Notice LINHART Robert, Martin (version courte) » *Le Maitron*. [En ligne] <https://maitron.fr/spip.php?article140561>

³⁶⁷ Au Québec, plusieurs des premières militantes marxistes-léninistes lisent ce que produit la GP et s’en inspirent. Il-elles en reprennent aussi parfois l’iconographie, comme en témoigne le numéro de février 1975 de la revue *Mobilisation*. La page couverture arbore le motif soixante-huitard de l’usine à la cheminée et à la toiture en dents de scie, accompagné de la devise « Servir le peuple », la même qui sert de titre à la revue de l’UJC(m-l). Cependant, les militantes de Mobilisation et de la Ligue, qui absorbe le groupe Mobilisation en 1976, rejettent les méthodes « spontanéistes » de la Gauche prolétarienne – coups d’éclat, affrontements avec les contremaîtres, grèves minoritaires – au profit d’interventions planifiées à long terme et s’appuyant sur la force du nombre. Mobilisation. 1975. « Servir le peuple : bilan d’un travail militant dans une grande entreprise » *Mobilisation : Revue politique et militante* vol. 4, no. 5.

³⁶⁸ Dressen, Marnix. 2012. « Notice LINHART Robert, Martin (version longue) » *Le Maitron*. [En ligne] <https://maitron.fr/spip.php?article140557>. Certains des militants marxistes-léninistes québécois que j’ai rencontrés m’ont spontanément mentionné l’avoir lu.

³⁶⁹ Linhart, Robert. 1978. *L’établi*. Paris : Les éditions de Minuit. p. 80-81.

³⁷⁰ Le dévoilement de son statut d’établi à ses collègues est raconté dans le troisième chapitre du livre, « Le comité de base ». *Ibid.* pp. 55-57 de l’édition ePub.



La revue québécoise Mobilisation reprend le motif soixante-huitard de l'usine à la cheminée et à la toiture en dents de scie, accompagné de la devise maoïste « Servir le peuple ».

Tou·tes les établi·es et implanté·es ne vivent pas une « mobilité sociale descendante volontaire »³⁷¹ aussi flagrante que celle de Robert Linhart. Plusieurs sont issu·es des classes populaires. En

³⁷¹ Dressen, Marnix. 2000a. *Les établis, la chaîne et le syndicat. Évolution des pratiques, mythes et croyances d'une population d'établis maoïstes 1968-1982, monographie d'une usine lyonnaise*. Paris : L'Harmattan. p. 41.

France, d'après un questionnaire ayant été administré à 283 répondant·es, 26% des établi·es sont né·es de pères ouvriers, employés ou petits agriculteurs³⁷².

Aucunes données statistiques semblables n'existent pour les implanté·es québécois·es, mais l'échantillon présenté ci-dessous laisse croire qu'il·elles sont davantage issu·es de familles ouvrières que leurs homologues de France. Néanmoins, que ce soit par leurs études, par leurs lectures ou par leur investissement dans les sphères militantes, il·elles se sont dans une certaine mesure éloigné·es du monde ouvrier. D'après Jean-Philippe Warren, les membres des organisations communistes québécoises proviennent souvent de quartiers pauvres, mais ont eu accès à une éducation dont leurs parents n'avaient pas pu bénéficier. Leur engagement apparaît comme un moyen de surmonter leur culpabilité par rapport à leur ascension sociale :

[L]e mot d'ordre de l'implantation s'adressait aux étudiants et aux intellectuels qui, arrachés à leur milieu ouvrier par la mobilité sociale de l'après-guerre, n'acceptaient pas leur nouvelle position bourgeoise³⁷³.

Si les groupes communistes prônent l'implantation, c'est parce qu'ils considèrent, comme on l'a vu au chapitre précédent, qu'ils ont de faibles liens organiques avec la classe ouvrière. Ce qui fait

³⁷² Dressen, Marnix. 2000b. *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*. Paris : Éditions Belin. p. 28. 38% des établi·es proviennent de familles dont le père fait partie des « cadres et professions intellectuelles supérieures », une catégorie qui inclut les membres des professions libérales, les cadres de la fonction publique et les professeurs d'université. Le 36% restant se partage entre les « professions intermédiaires » (instituteurs, contremaîtres, techniciens, professions intermédiaires administratives de la fonction publique, policiers, etc.), les artisans, commerçants et chefs d'entreprises et les agriculteurs de grande exploitation. Dans une enquête à l'échantillon plus petit réalisée récemment, on trouve une proportion plus grande d'établi·es d'origine ouvrière : « En termes d'origine sociale, seize sont enfants d'ouvriers et d'employés (37 %), dix ont des parents appartenant aux professions intermédiaires (23 %), neuf sont enfants de cadres ou professions intellectuelles (21 %), quatre sont enfants d'artisans (9 %) et quatre enfin sont enfants d'agriculteurs (9 %) ». Fleury, Laure, Julie Pagis et Karel Yon. 2018. « 'Au service de la classe ouvrière' : quand les militants s'établissent en usine ». Dans Filieule, Olivier, Sophie Bérout, Camille Masclet et Isabelle Sommier (dirs.). *Changer le monde, changer sa vie : Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*. Paris : Actes Sud. p. 385 de l'édition ePub.

³⁷³ Warren, Jean-Philippe. 2007. *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*. Montréal: VLB Éditeur. p. 195.

l'originalité de cette tactique, c'est donc qu'elle plonge ses protagonistes dans un milieu qui n'est pas – ou plus tout à fait – le leur.

Par le fait même, l'implantation met quotidiennement en contact des individus qui, bien qu'il·elles puissent provenir de milieux semblables, auraient sans doute été amené·es à évoluer dans des contextes différents n'eût été de leur vocation militante. Elle constitue une forme de « décroisement social »³⁷⁴, en ce sens qu'elle permet une rencontre « [...] entre acteurs sociaux habituellement séparés dans leurs espaces de vie et de travail [...]»³⁷⁵.

Comment se déroule cette rencontre? Dans ce chapitre, il s'agira de voir si les implanté·es québécois·es se sont intégré·es aux milieux de travail dans lesquels il·elles se sont investi·es. Est-ce qu'il·elles ont été confronté·es à de l'hostilité ou à des barrières, en raison de leur idéologie ou de leur socialisation différente? Sont-il·elles parvenu·es à tisser des liens significatifs avec les autres travailleur·euses, en tant que collègues, ami·es ou camarades? Ces questions sont intimement liées à celle de l'efficacité de l'implantation, dans la mesure où le succès du projet politique des implanté·es dépend en partie de leur capacité à s'intégrer en milieu ouvrier. On trouve d'ailleurs dans les récits des établi·es français·es ou des militant·es américain·es de nombreuses réflexions sur leur intégration réussie ou non³⁷⁶, mais cet aspect pourtant essentiel de leur démarche

³⁷⁴ Fleury, Pagis et Yon. 2018. *op. cit.* p. 393 de l'édition ePub.

³⁷⁵ Vigna, Xavier et Michelle Zancarini-Fournel. 2009. « Les rencontres improbables dans 'les années 68' » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* vol. 1, no. 101, p. 163.

³⁷⁶ Un étudiant en mathématiques devenu débardeur à Baltimore mentionne par exemple les « enjeux culturels et de style de vie » (« lifestyle and cultural issues ») qui l'empêchent de se fondre (« fit in ») parmi les travailleur·euses. Dans une usine de produits électroniques à Paris, Marie-France Bied-Charreton se sent étrangère aux préoccupations de ses collègues, qui aiment surtout parler « [...] de coiffure, de vêtements, de chiens, de chats, du temps qu'il fait dehors, de hit-parade, d'horoscope [...] ». Elle finit néanmoins par bien s'intégrer à ce milieu, notamment en développant une grande proximité avec un petit groupe d'ouvrières qui ont une sensibilité militante. Bied-Charreton, Marie-France. 2003. *Usine de femmes*. Paris : L'Harmattan. p. 37. Taylor, Kieran Walsh. 2007. *Turn to the Working*

est rarement placé au cœur de l'analyse de l'établissement ou du « turn to industry »³⁷⁷. L'appareil théorique développé par le sociologue Pierre Bourdieu permet de l'aborder de front, en mettant en lumière certains éléments culturels qui facilitent l'intégration ou la rendent plus ardue. En effet, comme on le verra, Bourdieu élabore une théorie de l'espace social dans laquelle les distances et les rapprochements s'expriment à travers des différences de goûts et de pratiques culturelles. En même temps, puisque l'implantation constitue une forme inhabituelle de rencontre prolongée entre personnes issues de mondes différents, elle offre une occasion exceptionnelle d'évaluer la validité des concepts de Bourdieu.

Les militant·es marxistes-léninistes reprennent fréquemment l'adage maoïste selon lequel il faut « être dans les masses comme un poisson dans l'eau ». Cependant, comment les implanté·es peuvent-il·elles se fondre dans la masse, alors qu'il·elles peuvent pour la plupart être considéré·es comme des intellectuel·les³⁷⁸, c'est-à-dire des individus plus scolarisés que la moyenne qui occupaient ou se préparaient à occuper un emploi non-manuel³⁷⁹? D'après la perspective théorique

Class: The New Left, Black Liberation, and the U.S. Labor Movement (1967-1981). University of North Carolina at Chapel Hill: thèse de doctorat (histoire). p. 117.

³⁷⁷ Exception faite d'un documentaire radiophonique de France culture. Laurentin, Emmanuel. 2014. « Comment l'usine a vu débarquer les établis » *L'heure du documentaire*. France culture. [En ligne] <https://www.franceculture.fr/emissions/lheure-du-documentaire/comment-lusine-vu-debarquer-les-etablis>

³⁷⁸ Je m'inspire ici de la définition des établi·es proposée par le sociologue Marnix Dressen : « ces ouvriers volontaires, souvent prochinois, qui, à partir de la fin des années soixante [...], ont voulu travailler en usine ou dans les services mais toujours dans un emploi d'exécution, alors qu'ils avaient été socialisés dans de toutes autres perspectives ». Dressen. 2000a. *op. cit.* p. 1.

³⁷⁹ Ma définition de l'intellectuel·le tranche avec celle, plus vaste, d'Antonio Gramsci. Selon ce dernier, toute personne qui exerce une fonction intellectuelle – c'est-à-dire une fonction d'éducation, de recherche, de direction ou d'organisation – peut être considérée comme un·e intellectuel·le. En ce sens, « tous les militants d'un parti sont des intellectuels ». Piotte, Jean-Marc. 1970. *La pensée politique de Gramsci*. Montréal : Éditions Parti-Pris. p. 26. [En ligne]

http://classiques.ugac.ca/contemporains/piotte_jean_marc/pensee_de_gramsci/pensee_pol_gramsci.pdf.

Ma définition, plus conventionnelle, met l'accent sur la scolarisation et sur la distinction manuel/non-manuel pour montrer ce qui distingue les implanté·es d'une grande part des travailleur·euses qu'il·elles côtoient. Je souscris toutefois à l'idée gramscienne selon laquelle on ne peut véritablement parler de « non-intellectuel·les » : « Tout travail physique, même le plus avili et le plus mécanique, requière un minimum de compétence technique, c'est-à-dire un minimum d'activité intellectuelle créative ». Traduction libre : « in any physical work, even the most degraded and mechanical, there exists a minimum of technical qualification, that is, a minimum of creative intellectual activity ».

développée par le sociologue Pierre Bourdieu, on peut s'attendre à ce que les personnes implantées ressentent une certaine distance par rapport à leurs collègues, voire qu'elles vivent des frictions, du fait de leur socialisation différente. On verra que, si une telle distance est bien présente dans certains cas chez les personnes que j'ai interviewées, elle n'empêche pas les implanté·es de développer des relations de proximité et de confiance avec leurs camarades de travail. Ces liens de confiance permettent à une forte proportion des implanté·es d'accéder à des postes syndicaux dans leur usine ou leur hôpital. Ils facilitent aussi jusqu'à un certain point la diffusion de la pensée marxiste-léniniste. Cela dit, leur idéologie trouve généralement peu de résonance auprès des travailleur·euses.

Niveau de scolarité et origines sociales

Parmi les 25 implanté·es rencontré·es, 10 ont fréquenté le collège classique, cette institution canadienne-française qui « [...] a préparé pendant des siècles l'élite sociale et intellectuelle du Québec aux études supérieures »³⁸⁰. Cela dit, il·elles ne viennent pas nécessairement de familles élitaires. Sauf trois d'entre eux·elles – deux dont le père appartenait à la bourgeoisie libérale et l'autre dont le père faisait partie de la petite bourgeoisie industrielle –, les militant·es qui ont étudié au collège classique proviennent de familles ouvrières ou populaires. Néanmoins, il·elles ont bénéficié d'une éducation réservée à une petite minorité. Par exemple, Louis Lavoie raconte qu'il est issu d'une famille de sept enfants dont le père est décédé. Grâce aux efforts de sa mère, institutrice de rang, son accès à l'éducation est financé par le clergé :

Gramsci, Antonio. « Prison Notebooks. The Intellectuals: The Formation of the Intellectuals ». Dans Gottlieb, Roger S. (dir.). 1989. *An Anthology of Western Marxism: From Lukacs and Gramsci to Socialist-Feminism*. Oxford: Oxford University Press. p. 115.

³⁸⁰ Magnuson, Roger. 2006. « Collège classique » *L'encyclopédie canadienne*. [En ligne] <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/college-classique>

Comme il n'y avait pas de bien-être social à l'époque pis qu'elle était vraiment d'une grande pauvreté, elle avait réussi – elle était vraiment débrouillarde, Alida; Alida, c'est le nom de ma mère – à convaincre l'évêché de Rimouski de me payer mes études. Pis j'ai jamais su le fin fond de l'histoire, mais possiblement que l'entente non-écrite, c'était: « Éduquez-le pis s'il veut faire un prêtre, tant mieux pour vous autres ».

Sur les 25 militant·es interviewé·es³⁸¹, 16 ont accédé à l'université ou à l'école normale, la quasi-totalité dans des programmes des sciences sociales ou des humanités³⁸². Sept autres ont fréquenté le cégep – presque tous en sciences humaines – sans accéder à l'université par la suite. Deux interviewé·es n'ont connu ni le cégep, ni l'université : l'une a fait un cours privé au *business college* pour devenir secrétaire, l'autre a étudié un an à l'institut des arts graphiques³⁸³. Les militant·es de l'échantillon présenté ici sont donc nettement plus scolarisé·es que les jeunes de leur génération. À titre indicatif, en 1972, 26,8% des jeunes de 17 à 19 ans sont inscrits au niveau collégial et 10,6% des jeunes de 20 à 24 ans sont inscrits à l'université³⁸⁴.

Ci-dessous, les militant·es interviewé·es ont été regroupé·es en catégories composites qui tiennent compte à la fois de leur origine sociale, de leur parcours scolaire et de leur expérience professionnelle et militante. Des exemples sont présentés pour cerner dans quelle mesure leur

³⁸¹ Il est question ici de leur niveau de scolarité avant l'implantation. Plusieurs implanté·es ont effectué un retour aux études après leurs années en usine ou à l'hôpital.

³⁸² « Dans ce texte, la catégorie 'humanités' réfère principalement aux 'sciences humaines et aux arts'. Elle englobe principalement le droit, la philosophie, l'histoire, l'éducation, la géographie, les lettres, le journalisme, les communications, la théologie et les beaux-arts. La catégorie 'sciences sociales' englobe principalement l'administration, les sciences économiques, les sciences politiques, l'administration publique, la psychologie, la sociologie, l'anthropologie et le service social ». Warren, Jean-Philippe. 2013. « Les sous-cultures politiques du savoir : La grève étudiante de 2012 dans le prisme des disciplines universitaires » *Recherches sociographiques* vol. 54, no. 3, p. 454.

³⁸³ L'Institut des arts graphiques offre une formation de trois ans. On y enseigne l'imprimerie et les métiers connexes. Il est intégré au Collège Ahuntsic en 1970. Collège Ahuntsic. 2020. « Nos origines ». [En ligne] <https://www.collegeahuntsic.qc.ca/notre-college/historique-et-toponymie/nos-origines>

³⁸⁴ Tremblay, Arthur. 1975. « La démocratisation de l'enseignement ». Dans Académie des Lettres et des Sciences humaines de la Société royale du Canada. 1975. *Le Rapport Parent, dix ans après*. Montréal : Les Éditions Bellarmin. p. 42. Les statistiques présentées par l'auteur visent à montrer l'amélioration de la scolarisation depuis le Rapport Parent. En 1961, les taux sont respectivement de 16,2% et de 6%.

implantation constitue une déviation par rapport à la trajectoire attendue. En effet, suivant la définition du sociologue Marnix Dressen, la qualité « d'établi »³⁸⁵ désigne :

[...] une déviation par rapport à un type de socialisation : symboliquement et pratiquement, ces militants n'avaient pas été préparés par leur éducation et leur formation à exercer un métier manuel ou de simple exécution, mais c'est la décision qu'ils ont prise »³⁸⁶.

On constate que la majorité des militant·es interrogé·es proviennent de milieux ouvriers, mais qu'il·elles ont vécu une certaine ascension sociale par rapport à leur milieu familial. Compte tenu de leur capital culturel et militant³⁸⁷, il·elles n'auraient vraisemblablement pas occupé un métier d'exécution s'il·elles n'avaient pas été plongé·es dans l'atmosphère idéologique du mouvement marxiste-léniniste. Leur carrière post-implantation en fournit d'ailleurs un indice. Ceux qui sont restés en usine ou à l'hôpital jusqu'à la retraite sont tous devenus président de leur syndicat. Les autres ont presque tou·tes migré vers des professions intellectuelles typiques de militant·es de gauche³⁸⁸ : professeurs, organisateurs communautaires et syndicaux, employés d'organismes de coopération internationale, etc. Il·elles ont pour la plupart vécu ce que Marnix Dressen nomme « l'effet de rappel » :

Beaucoup d'établis semblent avoir retrouvé la position qu'ils auraient probablement occupée sans ce détour compte tenu de leur origine sociale et, surtout, de leur niveau de certification antérieur à leur plongée ouvrière³⁸⁹.

³⁸⁵ J'utilise les termes « établi·e » et « implanté·e » comme synonymes, le premier s'appliquant aux maoïstes français·es et le second à leurs homologues québécois·es.

³⁸⁶ Dressen. 2000b. *op. cit.* p. 10.

³⁸⁷ Le concept de capital culturel est présenté à la section suivante. Le capital militant, tel que décrit par la politologue Frédérique Matonti et le sociologue Franck Poupeau, est un ensemble de compétences et d'apprentissages conférés par le militantisme. Appris au sein des syndicats, des partis politiques et des autres organisations militantes, il apporte un capital scolaire de substitution qui permet à ses détenteur·rices de s'orienter dans l'espace politique. Dans mes entrevues, plusieurs militant·es décrivent d'ailleurs le mouvement marxiste-léniniste comme une « école » à laquelle il·elles doivent leur formation intellectuelle. Matonti, Frédérique et Franck Poupeau. 2004-2005. « Le capital militant. Essai de définition » *Actes de la recherche en sciences sociales* no. 155, p. 7.

³⁸⁸ D'après le politologue Doug McAdam, un des résultats les plus solides et fréquents des études sur le parcours professionnel d'ancien·nes militant·es des années 1960 est leur concentration dans l'enseignement et les professions de la relation d'aide (« helping professions »). McAdam, Doug. 1989. « The Biographical Consequences of Activism » *American Sociological Review* vol. 54, no. 5, p. 755.

³⁸⁹ Dressen. 2000b. *op. cit.* p. 308.

Comme Robert Linhart, quatre interviewés proviennent de milieux dotés d'un certain capital économique ou culturel, ont fait des études universitaires et ont déjà quelques années d'expérience militante – dans des positions de leadership – lorsqu'ils décident de s'implanter. Rien ne les prédestine à occuper un emploi d'exécution. Ainsi, Donald Cuccioletta est élevé dans une famille de la petite bourgeoisie anglophone d'origine italienne. Durant sa jeunesse, son père, avocat et commerçant, est proche de l'Union nationale alors au pouvoir :

Je me rappelle une année. On montait à Québec. J'avais 10 ans. [...] Mon père me dit : « Prends l'auto, conduis ». [...] « Va pas trop vite, conduis pis tiens le volant ». J'avais dix ans! Mon père dormait à côté, mais un moment donné, il s'est réveillé subitement pis il voyait que je roulais à une vitesse de fou. Parce qu'on se rend pas compte, hein! Mais là, il dit : « quessé que tu fais là? Tu vas nous tuer! ». Pendant ce temps, [...] la SQ arrive – ce qu'on appelait à l'époque la police provinciale, la PP. La PP arrive en bicycle à moteur, en moto, pis ils nous tassent. Tout d'un coup, ils voient le jeune. Moi, je tenais le volant. « Qu'est-ce qui se passe ici? Est-ce que c'est votre fils? ». Mon père dit oui. Là, mon père s'en va dans son wallet. Il sort une carte pis il la donne au gars. C'était une carte signée par Maurice Duplessis qui dit : « Ce monsieur-là travaille pour moi ». Le gars dit : « Oh, excusez-moi, je pensais pas, je le savais pas. [...] Écoutez, j'vais me mettre devant vous pis j'vais vous amener jusqu'à Québec ». J'ai continué à tenir l'auto pis on l'a suivi jusqu'à Québec³⁹⁰.

Donald Cuccioletta entame ses études à McGill, dans le but de devenir médecin. Mais ses énergies sont plutôt absorbées par le militantisme. Il participe à l'opération McGill français, au FRAP et au CAP-Maisonneuve³⁹¹. À 25 ans, il effectue un retour aux études en sciences politiques et en histoire au *Loyola College*. Au retour d'un voyage marquant en Amérique latine en compagnie de son camarade Pierre LaGrenade, il s'implante en usine dans l'est de Montréal.

Donald Cuccioletta et Pierre LaGrenade sont tous deux au cœur de l'expérience du FRAP, et font partie de la frange militante qui – à la suite de l'échec électoral de ce parti municipal – réoriente

³⁹⁰ Entretien avec Donald Cuccioletta réalisé le 26 septembre 2018.

³⁹¹ Voir le chapitre 1 sur la genèse du mouvement marxiste-léniniste.

ses efforts vers la création d'organisations plus combatives. Pierre LaGrenade vient lui aussi d'un milieu relativement aisé. Son grand-père est le propriétaire de l'usine LaGrenade Shoes, celle-là même où, en 1966, le FLQ du groupe Vallières-Gagnon a posé une bombe pour soutenir les ouvrier·ères en grève. Son père et ses oncles travaillent donc pour l'entreprise familiale, chacun à la tête d'un département. Pierre pourrait avoir un emploi assuré à l'usine et éventuellement devenir cadre de la compagnie, mais sa mère insiste pour qu'il poursuive des études. Il complète son baccalauréat ès arts au Collège de l'Assomption, puis obtient son baccalauréat en service social à l'Université de Montréal. Après quelques années de pratique dans son domaine, il s'implante à l'usine Electrolux, puis à l'Hôtel-Dieu, au service d'entretien ménager.

Roger Rashi est quant à lui originaire d'une famille de la petite bourgeoisie égyptienne. Son père est propriétaire d'une agence de textile; avant de s'installer au Québec, sa mère était quant à elle institutrice au lycée franco-égyptien. Roger termine ses études en sociologie à McGill et travaille comme assistant d'enseignement pour un professeur de science politique. À partir de 1971, il se consacre à temps plein au militantisme. Il est notamment membre fondateur de la Cellule militante ouvrière (CMO), un des trois groupes qui formera la Ligue en 1975.

Fils du célèbre acteur Jean Duceppe, Gilles Duceppe commence très tôt à s'impliquer socialement. Il préside l'association étudiante du Collège Mont-Saint-Louis, puis devient vice-président de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ)³⁹². Il est ensuite organisateur et rédacteur de discours durant la campagne de Robert Burns, un des premiers élus du Parti Québécois. Au début des années 1970, il refuse un poste bien payé de directeur des services sociaux du cégep du Vieux-

³⁹² Warren, Jean-Philippe. 2008. *Une douce anarchie : Les années 68 au Québec*. Montréal: Les éditions du Boréal. pp. 61 et 74.

Montréal. Puis, tout en travaillant comme cadre pour la Compagnie des jeunes Canadiens, il s'investit dans le CAP-Maisonneuve et dans plusieurs autres initiatives, avant de s'implanter comme préposé aux bénéficiaires à l'hôpital Royal-Victoria.

Ces militants ne viennent pas de lignées bourgeoises : l'ascension sociale de leur famille est modeste et récente. Ainsi, Gilles Duceppe et Donald Cuccioletta ont tous deux un grand-père ouvrier. Ils grandissent dans le quartier d'Hochelaga-Maisonneuve, où ils côtoient de près des gens issus de la classe ouvrière. Ils sont donc à même de prendre conscience des inégalités sociales :

[T]rès tôt dans ma vie, à cause que j'étais proche des Canadiens-Français, [...] je savais ce qu'ils vivaient. Tsé quand mon ami René Tourville m'amenait chez eux pour dîner, qu'on était douze pis qu'avec moi on était treize autour de la table, pis la pauvre madame était obligée de nous servir un repas du midi pis y'avait pas grand-chose qui faisait le tour de la table. Pis moi ça m'a fait remarquer... Ça marche pas, là. [...] Tandis que moi, chez moi, j'avais qu'est-ce que je voulais. Ça fait que déjà, sans m'en rendre compte, je voyais une différence de classe. Sans l'expliquer (Donald Cuccioletta).

Bien que Donald Cuccioletta et Gilles Duceppe soient relativement proches de la classe ouvrière, leur situation sociale et leur parcours scolaire ne les prédisposent pas à en faire partie. Leur choix de s'implanter dans des postes d'exécutant en milieu de travail, tout comme celui de Pierre LaGrenade et de Roger Rashi, fait d'eux des cas exemplaires de « mobilité sociale descendante volontaire »³⁹³.

D'autres implantés ont un profil plus ambigu. Certains, comme Raymond Savoie³⁹⁴ ou Dominique Reynolds, viennent de la petite bourgeoisie, mais n'ont pas ou très peu fait d'études universitaires avant d'aller en usine. Le premier dit avoir été « élevé dans la ouate » dans une maisonnée dont le père est pharmacien à Lachute. Raymond fait ses études secondaires et collégiales au prestigieux

³⁹³ Dressen, Marnix. 2000a. *op. cit.* p. 41.

³⁹⁴ Surnom.

Collège Brébeuf. Il entre ensuite en sciences politiques à l'UQAM, mais sa session d'automne est suspendue en raison d'une grève des professeur·es. À l'hiver, ce sont les employé·es de soutien qui débraient jusqu'au mois de mai : « Ça fait que j'suis pas allé à l'université de cette année-là et je suis plutôt entré travailler chez Atlas Asbestos en février 1977, encouragé en cela par les camarades que je connaissais »³⁹⁵.

Dominique Reynolds se décrit lui-même comme un petit bourgeois. Son grand-père paternel a travaillé à l'usine Dominion Textile de Valleyfield, mais son père a pu quitter le monde ouvrier en mariant la fille d'un « bourgeois de la place », « un notable avec un certain pouvoir »³⁹⁶. Le père de Dominique obtient un poste dans la compagnie d'assurances de son beau-père. Dominique grandit dans un ménage peu fortuné de classe moyenne : « Sociologiquement, j'suis un petit bourgeois, mais, par contre, sans richesse; mon père a tiré le diable par la queue pendant toute sa vie parce qu'on était sept enfants ». Il complète son cégep en sciences humaines avant de s'implanter à l'usine métallurgique CEZinc, puis à l'usine de produits chimiques Grace Davison.

Quelques militants interviewés sont issus d'un milieu ouvrier, mais ont obtenu un diplôme universitaire avant leur implantation. C'est le cas notamment de Gérard Thibault³⁹⁷. Fils d'un travailleur syndiqué des pâtes et papiers au Saguenay, il effectue un baccalauréat en travail social à l'Université de Sherbrooke avant d'aller travailler dans une usine de chocolats de la région. André Vincent, lui, s'est implanté au centre de tri postal de Laval, après avoir fait un baccalauréat en philosophie à l'UQAM et travaillé comme permanent de la Librairie progressiste pendant

³⁹⁵ Entretien avec Raymond Savoie réalisé le 30 août 2019.

³⁹⁶ Entretien avec Dominique Reynolds réalisé le 1^{er} août 2018.

³⁹⁷ Surnom.

quelques années. Sa mère était ouvrière en couture, tandis que son père avait exercé plusieurs métiers – débardeur et chauffeur de taxi, entre autres – et avait terminé sa carrière chez Postes Canada.

D'autres encore proviennent d'une famille ouvrière et ont fait quelques années d'université, mais ont interrompu leurs études avant l'obtention de leur diplôme pour s'implanter en milieu de travail. Michel Dorais et Normand Gendron – respectivement étudiants en sociologie et en histoire – font partie de cette catégorie. Ce dernier, élevé dans un ménage composé d'une mère au foyer et d'un père ouvrier aux Shops Angus, avait presque fini son baccalauréat à l'UQAM lorsqu'il a choisi de devenir préposé aux bénéficiaires à l'hôpital Notre-Dame.

Certains, issus d'un milieu populaire, ont complété des études collégiales. Louis Lavoie, précédemment mentionné, s'enrôle dans le programme de sciences économiques du Cégep de Saint-Laurent. À la sortie du cégep, il devient assistant-comptable, une fonction qu'il déteste et qu'il quitte après six mois. Il travaille ensuite de courtes périodes à des postes mal payés dans diverses usines, sans que ce soit pour des raisons politiques. Au retour d'un voyage en France et en Europe de l'Est, il devient chauffeur de taxi dans l'intention de syndiquer cette industrie en collaboration avec des militant·es du CAP St-Jaques. En 1976, il s'implante à l'usine MLW-Bombardier dans l'est de Montréal.

Quelques implantés ont accédé au cégep sans finir leur formation. C'est le cas d'Alain Proulx, qui a quitté le programme d'arts et lettres avant l'obtention de son diplôme, dans le but de se consacrer pleinement au groupe d'intervention vidéo dans lequel il est impliqué. Il travaille quelques années

dans le domaine culturel avant son implantation à l'Alcan d'Arvida. Dans l'aluminerie, où son père était électricien, Alain côtoie des gens avec qui il a grandi, mais il convient que, si ce n'avait été de son engagement auprès de la Ligue, il aurait sans doute tenté de poursuivre une carrière dans les arts.

De même, en 1971, Jean Baillargeon s'est retrouvé au cégep du Vieux-Montréal durant une grève des professeur.es. Il a abandonné ses études pour retourner travailler, d'abord dans une petite usine de jouets pour enfants, puis pour la Jeunesse étudiante catholique (JEC). Il aide les étudiant.es à organiser des associations (conseil étudiant, journal étudiant) dans les polyvalentes. Il travaille ensuite comme employé à temps partiel du comité logement Saint-Louis. Enfin, en 1976, ayant rejoint la Ligue avec son épouse, il s'implante dans une usine de produits chimiques de Boucherville.

Richard Dufort, quant à lui, entame des études à l'Institut des arts graphiques, mais s'arrête au bout d'un an. Il devient alors col bleu à la Ville de Montréal, mais il se définit avant tout comme un militant professionnel : « J'étais de tous les combats »³⁹⁸. Il est d'ailleurs engagé comme animateur pour la Compagnie des jeunes Canadiens. En 1973, quand il se fait embaucher à l'usine de carton Standard Paperbox, il fait partie des premières vagues d'implanté.es.

Les trois derniers militants cités diffèrent de leurs camarades décrits au début de cette section. Moins scolarisés, ils sont issus directement des classes populaires. Ils ont une implication sociale et militante d'assez longue durée, grâce à laquelle ils ont pu obtenir des emplois salariés, que ce

³⁹⁸ Entretien avec Richard Dufort réalisé le 27 mai 2019.

soit dans un café culturel, aux bureaux de la JEC ou avec la Compagnie des jeunes Canadiens. Ils auraient vraisemblablement pu poursuivre dans des secteurs non-industriels, s'ils n'avaient pas décidé d'investir les usines à des fins politiques. De plus, deux d'entre eux, Alain Proulx et Jean Baillargeon, ont été au collège classique. Bien qu'on puisse parler pour eux aussi de « mobilité sociale descendante », le fait d'aller en usine répond davantage que les autres à des préoccupations financières, en plus de correspondre à leurs convictions politiques.

Enfin, Serge Campeau³⁹⁹ et Gilles Morand correspondent à ce que le sociologue Marnix Dressen appelle des établis « purement politiques » (par distinction avec les « établi.es sociaux », c'est-à-dire ceux et celles qui sont engagé.es dans des études supérieures ou les ont achevées avant de trouver du travail en usine): « [...] ouvriers ou employés qui s'étaient engagés dans les rangs de la gauche extraparlamentaire et qui ont changé d'entreprise, de région, de branche d'activité [...] par conviction politique »⁴⁰⁰. Quoiqu'ils aient été au cégep quelque temps (sans terminer leur DEC, faute de fonds pour payer leurs études), Serge et Gilles occupent déjà un emploi ouvrier lorsqu'ils décident de changer d'entreprise pour suivre les priorités stratégiques de la Ligue.

Un cas différent est celui de Line Godin⁴⁰¹. Celle-ci perd son emploi de secrétaire en raison de ses activités militantes. C'est par volonté politique qu'elle se retrouve dans le milieu industriel. Quoique la distance puisse paraître moins grande entre son occupation initiale et le métier qu'elle embrasse à titre de militante, l'univers de l'usine lui paraît étranger⁴⁰². Elle a de la difficulté à y

³⁹⁹ Surnom.

⁴⁰⁰ Dressen, Marnix. 2000b. *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*. Paris : Éditions Belin. p. 10.

⁴⁰¹ Surnom.

⁴⁰² Le parcours de ces trois militant·es est raconté plus en détails au chapitre 5, « L'action syndicale à Valleyfield : mémoire et continuité ».

trouver ses repères. Pour elle, le passage d'un environnement de bureau à celui du travail manuel en usine représente un changement drastique. On ne peut donc pas dire d'elle qu'elle est une établie « purement politique », même si elle n'a pas terminé des études supérieures avant de trouver du travail en usine.

La ligne qui sépare l'implanté·e de la personne qui se retrouve dans un milieu de travail au gré des circonstances est parfois mince. Il arrive qu'un·e étudiant·e aux sympathies marxistes prenne un travail d'été dans une usine ou dans un hôpital et décide d'y rester par conviction politique. Le projet révolutionnaire rend alors l'emploi prolétarien plus attirant; il lui donne des couleurs qu'il n'aurait pas eues si l'époque n'avait pas été marquée par une certaine centralité ouvrière⁴⁰³, et si des organisations marxistes-léninistes n'avaient pas encouragé leurs membres à s'implanter. Au Québec comme en France, il y a très peu de Robert Linhart⁴⁰⁴, c'est-à-dire de militant·es d'origine bourgeoise ayant fait des études avancées dans une université prestigieuse avant de s'établir en usine. Néanmoins, le parcours des implanté·es diffère quand même nettement de celui de leurs collègues en usine ou à l'hôpital. Parmi les 25 interviewé·es, 23 ont accédé aux études supérieures (cégep ou université). Neuf proviennent de familles qu'on pourrait qualifier de « petites-bourgeoises ». Presque tou·tes ont une certaine expérience militante et tou·tes ont une intention politique qui fait de leur emploi davantage qu'un gagne-pain.

⁴⁰³ L'historien Xavier Vigna considère que la France des « années 68 » est marquée par la « centralité ouvrière », c'est-à-dire la conviction largement partagée selon laquelle l'usine est un lieu décisif et la classe ouvrière tranchera l'avenir politique du pays. La force du Parti communiste et le prestige du marxisme contribuent à ce phénomène. Les ouvrier·ères sont alors très présent·es dans le discours public et dans les représentations culturelles. Dans une moindre mesure, les années 1970 au Québec sont aussi caractérisées par l'importance accordée à la classe des travailleur·euses. Vigna, Xavier. 2007. *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*. Rennes : Presses universitaires de Rennes. p. 223.

⁴⁰⁴ J'emprunte cette phrase à Pierre Beaudet (entretien effectué le 24 juillet 2018). Il faut rappeler, comme le montrent les statistiques fournies par Dressen et par Fleury, Pagis et Yon, que Robert Linhart est plus proche de l'élite que la majorité des établi·es français·es.

Bourdieu : Habitus et discordance culturelle

Selon la perspective théorique développée par le sociologue Pierre Bourdieu, on peut faire l'hypothèse qu'il y aura une certaine distance culturelle entre les implanté·es et leurs collègues, et que celle-ci se manifestera par des incompréhensions, voire des frictions. En effet, les militant·es marxistes-léninistes et les travailleur·euses qu'il·elles côtoient proviennent généralement de points différents dans l'espace social, ce qui limite les possibilités de rencontres fructueuses. Pour comprendre cette perspective, il faut s'attarder au concept de capital culturel et à celui d'habitus.

Le capital culturel

Les militant·es marxistes-léninistes – la plupart étudiant·es ou jeunes professionnel·les des milieux communautaire ou académique – ne sont pas particulièrement fortuné·es. Pour plusieurs d'entre eux·elles, l'entrée à l'usine ou à l'hôpital, même dans des emplois au bas de la hiérarchie, représente une augmentation de revenus. Sur ce plan, celui du capital économique, c'est-à-dire « le patrimoine d'un individu, et ses revenus »⁴⁰⁵, les implanté·es ne se distinguent guère de leurs camarades de travail. Il·elles sont cependant détenteur·rices de capital culturel distinct. Le capital culturel est un ensemble de ressources culturelles qu'un individu peut mobiliser pour naviguer dans l'espace social. Comme l'indique la métaphore économique contenue dans le terme « capital »⁴⁰⁶, le capital culturel peut s'accumuler au fil du temps et se transmettre aux générations suivantes. Il participe dès lors au processus de reproduction sociale. Acquis au sein de la famille, il est aussi cultivé par l'école.

⁴⁰⁵ Détérez, Christine. 2005. « Le capital culturel en questions » *Idées* no. 142, p. 6. [En ligne] <https://dpearea.files.wordpress.com/2014/01/le-capital-culturel.pdf>

⁴⁰⁶ *Ibid.*

Le capital culturel prend trois formes différentes. À l'état objectivé, il se présente comme l'ensemble des biens culturels (livres, disques, objets artistiques, décorations, etc.) d'une personne, dont la possession et l'exhibition peut servir d'indicateur tangible de son « niveau culturel »⁴⁰⁷. À l'état incorporé, il représente des compétences et des dispositions qu'un individu acquière avec le temps. Son accumulation « suppose un travail d'inculcation et d'assimilation »⁴⁰⁸ qui permet au capital culturel de faire partie intégrante de la personne, au point d'apparaître souvent comme un attribut « naturel » de celle-ci. L'aisance sociale est un exemple de capital culturel à l'état incorporé. Bien qu'il prenne du temps, ce « travail d'acquisition » s'effectue en grande partie de manière dissimulée et inconsciente⁴⁰⁹ par l'immersion prolongée dans les lieux de transmission du capital culturel que sont la famille, l'école, l'université, les organisations culturelles ou militantes, etc. La troisième forme du capital culturel, l'état institutionnalisé, est la plus facilement reconnaissable, puisqu'elle est officiellement sanctionnée par les autorités. Il s'agit des diplômes et des titres scolaires. Ceux-ci agissent comme des marqueurs explicites et reconnus du capital culturel d'une personne. Par le fait même, ils rendent possible la comparaison et la hiérarchisation des individus selon le volume de capital culturel détenu.

Le concept de capital culturel, construit au départ pour comprendre les succès scolaires inégaux des enfants sans se limiter à la seule variable économique⁴¹⁰, permet aussi à Bourdieu de concevoir une représentation de l'espace social plus fine que celles qui se fondent uniquement sur la classe

⁴⁰⁷ *Ibid.*

⁴⁰⁸ Bourdieu, Pierre. 1979. « Les trois états du capital culturel » *Actes de la recherche en sciences sociales* vol. 30, p. 3.

⁴⁰⁹ *Ibid.* p. 4

⁴¹⁰ *Ibid.* p. 3.

sociale, entendue au sens économique. Dans cette représentation, exprimée par un diagramme à quatre quadrants, l'espace social se déploie selon deux dimensions :

[...] les agents sont distribués dans la première dimension selon le volume global du capital qu'ils possèdent sous ses différentes espèces et dans la deuxième dimension selon la structure de leur capital, c'est-à-dire selon le poids relatif des différentes espèces de capital, économique et culturel, dans le volume total de leur capital⁴¹¹.

La première dimension oppose les détenteur·rices d'un fort volume de capital global – membres du patronat et des professions libérales, professeur·es d'université (en haut du diagramme) – à ceux·elles qui en possèdent moins – ouvrier·ères, employé·es de bureau, par exemple (en bas du diagramme). La deuxième dimension met en opposition les agent·es selon la composition de leur capital. Au sommet de la hiérarchie sociale, « [...] les professeurs [d'université] (plus riches, relativement, en capital culturel qu'en capital économique) s'opposent très fortement aux patrons (plus riches, relativement, en capital économique qu'en capital culturel »⁴¹². À un niveau inférieur de la hiérarchie sociale, une opposition semblable existe entre enseignant·es du primaire et du secondaire, d'une part, et petit·es commerçant·es, d'autre part.

L'habitus

À chacune des positions dans l'espace social correspond un habitus différent. Bourdieu ne fournit pas une définition unique de l'habitus, bien qu'il s'agisse d'un concept clé de sa pensée⁴¹³. Dans une formule typique du style parfois alambiqué qu'il affectionne, il décrit les habitus comme des « [...] structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-

⁴¹¹ Bourdieu, Pierre. 1994. « Espace social et espace symbolique ». Dans Bourdieu, Pierre. 1994. *Raisons pratiques : Sur la théorie de l'action*. Paris : Éditions du Seuil. p. 20-22.

⁴¹² *Ibid.* p. 22

⁴¹³ Asimaki, Anna and Gerasimos, Koustourakis. 2014. « Habitus: An attempt at a thorough analysis of a controversial concept in Pierre Bourdieu's theory of practice » *Social Sciences* Vol. 3, no. 4, p. 124.

dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations [...] ⁴¹⁴.

L'habitus est une propriété des individus :

Il est « structuré » par les circonstances passées et présentes de chaque personne, comme le milieu familial et les expériences éducationnelles. Il est « structurant » au sens où il aide à façonner les pratiques actuelles et futures d'une personne. Il est une structure, en ce sens qu'il est ordonné de manière systématique; il n'est pas aléatoire ou sans motif récurrent ⁴¹⁵.

Dit autrement, l'habitus est un système de dispositions acquis par la socialisation dans un contexte spécifique et qui, en retour, influence les choix et les pratiques selon la situation sociale dans laquelle l'agent·e est placé·e.

L'ouvrage classique de Pierre Bourdieu, *La Distinction*, est consacré notamment à l'étude de la correspondance entre l'habitus, associé au capital économique et culturel détenus par les agent·es, et les pratiques culturelles entendues au sens très large : consommation de biens dans le domaine de la musique et de la peinture, mais aussi du vêtement, de la cuisine, du mobilier, etc. Une relation très étroite unit les pratiques culturelles – perçues comme un ensemble cohérent – au capital scolaire (mesuré aux diplômes obtenus) et à l'origine sociale ⁴¹⁶. L'habitus s'exprime aussi dans des attitudes, des manières de parler et de se tenir, des opinions politiques, etc.

Bourdieu considère « qu'il existe une corrélation très forte entre les positions sociales et les dispositions des agents qui les occupent » ⁴¹⁷. C'est donc dire qu'en temps normal, l'habitus est

⁴¹⁴ Bourdieu, Pierre. 1980. *Le sens pratique*. Paris : Éditions de Minuit, p. 88. Cité par Le Bot, Jean-Michel. 2000. « 'Structure structurante' et 'structure structurée', 'histoire incorporée faite nature' : l'habitus entre sujet et personne. » *Tétralogiques*, p. 1. [En ligne] <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00007168/document>

⁴¹⁵ Traduction libre: It is “structured” by one's past and present circumstances, such as family upbringing and educational experiences. It is “structuring” in that one's habitus helps to shape one's present and future practices. It is a “structure” in that it is systematically ordered rather than random or unpatterned. Maton, Karl. 2008. « Habitus ». Dans Grenfell, Michael (dir.). 2008. *Pierre Bourdieu : Key Concepts*. Durham : Acumen. p. 51.

⁴¹⁶ Bourdieu, Pierre. 1979. *La distinction : Critique sociale du jugement*. Paris : Les Éditions de Minuit. p. 12.

⁴¹⁷ *Ibid.* p. 123.

ajusté à la situation sociale dans laquelle il s'exprime. Il en découle que, dans une telle situation de concordance, les agent·es savent se comporter « comme il faut » : tout se passe comme s'il·elles connaissaient intuitivement les « règles du jeu » social et savaient agir en conséquence.

Il arrive toutefois qu'il y ait discordance entre le système de dispositions acquis et la situation. Alors, « [...] les pratiques qu'engendrent l'habitus apparaissent comme mal adaptées, parce qu'elles sont ajustées à un état ancien des conditions objectives [...] »⁴¹⁸. C'est le cas pour les parvenu·es ou les déclassé·es, qu'on repère par « les indices subtils des manières ou du maintien »⁴¹⁹ qui les distinguent du groupe. Cette discordance peut aussi apparaître dans des situations temporaires : « Imaginez, par exemple, une situation dans laquelle vous vous sentez maladroit, ou vous anticipez que vous vous sentirez maladroit, hors de votre élément, 'comme un poisson hors de l'eau' »⁴²⁰. Ce type de décalage est admirablement décrit par Richard Hoggart dans *La Culture du pauvre* :

*Un ouvrier accumulerait assurément les pataquès et les gaffes s'il devait figurer à un souper collet-monté, mais, s'il devait vivre au milieu de gens du peuple, un grand bourgeois trahirait aussi sûrement sa gaucherie par ses manières de parler – c'est-à-dire aussi bien par son débit que par ses sujets de conversation ou ses tournures de phrase –, par sa façon de se servir de ses mains, par sa démarche ou son maintien et jusque dans sa manière de commander les boissons ou de proposer une tournée*⁴²¹.

Alors qu'il·elles veulent « être dans les masses comme un poisson dans l'eau », les implanté·es s'exposent précisément au risque d'une discordance entre leur habitus de classe et les normes de leur milieu d'implantation. Il·elles risquent de se trahir, pour paraphraser Richard Hoggart, par

⁴¹⁸ *Ibid.* p. 122.

⁴¹⁹ *Ibid.*

⁴²⁰ Traduction libre: « Imagine, for example, a social situation in which you feel or anticipate feeling awkward, out of your element, like a 'fish out of water' ». Maton. *op. cit.* p. 57.

⁴²¹ Hoggart, Richard. 1970. *La culture du pauvre : Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*. Paris: Les Éditions de Minuit. p. 63.

leurs manières de parler, leur façon de se servir de leurs mains, par leur démarche ou leur maintien et jusque dans leur manière de commander les boissons ou de proposer une tournée.

*Des rencontres improbables?*⁴²²

Dans *La Distinction*, Bourdieu mentionne que les intellectuel·les, les professeur·es et les artistes – surtout détenteur·rices de capital culturel – représentent le pôle dominé des classes dominantes, par opposition aux catégories qui occupent le pôle dominant et qui se définissent par leur part importante de capital économique – ingénieur·es, cadres du privé, patron·nes de l'industrie et du commerce, etc. L'homologie entre cette opposition au sein des classes dominantes et l'opposition plus fondamentale entre dominé·es et dominant·es « [...] tend à favoriser les rencontres et les alliances entre les occupants de positions homologues dans des espaces différents [...] »⁴²³, c'est-à-dire entre les intellectuel·les et les classes populaires, qui partagent une propension à voter à gauche⁴²⁴. En d'autres mots, les membres des classes populaires et les intellectuel·les ont en commun d'être parmi les dominé·es dans leur portion respective de l'espace social. De cette

⁴²² L'expression « rencontres improbables » est utilisée par les historien·nes Xavier Vigna et Michelle Zancarini-Fournel pour désigner les rencontres qui franchissent les frontières de classe lors des grèves de mai-juin 68 en France. Voir Vigna, Xavier et Michelle Zancarini-Fournel. 2009. *op. cit.* p. 163.

⁴²³ Bourdieu. 1979. *op. cit.* p. 513.

⁴²⁴ L'analyse de Bourdieu concerne d'abord la France des années 1960-1970, et l'auteur met en garde contre l'application mécanique et directe de son modèle à d'autres sociétés. Il souligne toutefois que les principes de différenciation que sont le capital économique et le capital culturel ordonnent aussi l'espace social dans d'autres « sociétés avancées ». Voir Bourdieu. 1994. *op. cit.* p. 17-20. Dans le Québec des années 1970, l'alliance politique potentielle entre intellectuel·les et classes populaires est illustrée de manière exemplaire par deux figures d'orateurs candidats du Parti Québécois : Pierre Bourgault, tribun savant issu des collèges classiques, et Hauris Lalancette, cultivateur immortalisé pour son franc-parler dans la trilogie abitibienne de Pierre Perrault. À l'époque, le Parti Québécois parvient à constituer une vaste coalition électorale qui rassemble employé·es du secteur public, travailleur·euses syndiqué·es et membres de la petite bourgeoisie scolarisée : « Le PQ doit donc son accès et son maintien au pouvoir à sa capacité d'élargir sa base petite bourgeoise originale en direction des classes populaires ». Bernard, Paul. 1984. « Alliances de classes et mésalliances conceptuelles: de la classe ethnique à la bourgeoisie de l'État québécois ». Dans Lévesque et al. 1984. *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*. Tome 2. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal. p. 573-574. [En ligne]

http://classiques.ugac.ca/contemporains/bernard_paul/alliances_de_classes/alliances_de_classes_texte.html

caractéristique commune découle la possibilité d’alliances politiques, ou d’une « liaison intellectuels-ouvriers », pour reprendre l’expression utilisée dans un texte de *Mobilisation*⁴²⁵.

Dans *Homo Academicus*, Bourdieu vient toutefois nuancer considérablement cette analyse. S’intéressant aux grèves de Mai 68, il affirme que les alliances entre les intellectuel·les et le prolétariat ont plus de chances de se former et de durer si les partenaires sont réunis à distance autour de « mots d’ordre vagues, de plates-formes abstraites et de programmes formels »⁴²⁶. Au contraire, elles sont mises en péril par les interactions directes, les occasions de se voir et de se parler :

*[...] en effet, les rencontres mettent en présence, non des individus abstraits, définis seulement sous le rapport de leur position dans une région donnée de l’espace social, mais des personnes totales dont toutes les pratiques, tous les discours et jusqu’à l’apparence corporelle expriment des habitus divergents et, au moins potentiellement, antagonistes*⁴²⁷.

Bourdieu réitère et généralise ce propos dans son article « Espace social et espace symbolique » :

*Le modèle*⁴²⁸ *définit donc des distances qui sont prédictives de rencontres, d’affinités, de sympathies ou même de désirs : concrètement, cela signifie que les gens qui se situent dans le haut de l’espace ont peu de chances de se marier avec des gens qui sont situés vers le bas, d’abord parce qu’ils ont peu de chances de les rencontrer physiquement [...]; ensuite, parce que s’ils les rencontrent en passant, à l’occasion et comme par accident, ils ne « s’entendent pas », ils ne se comprennent pas vraiment et ils ne se plairont pas mutuellement. Au contraire, la proximité dans l’espace social prédispose au rapprochement : les gens inscrits dans un secteur restreint de l’espace seront à la fois plus proches (par leurs propriétés et leurs dispositions, leurs goûts⁴²⁹) et plus enclins à se rapprocher; plus faciles aussi à rapprocher, à mobiliser*⁴³⁰.

L’implantation a justement pour effet de forcer la rencontre physique. Alors qu’il·elles évoluent souvent dans des milieux qui les prédisposent peu à côtoyer des travailleur·euses manuel·les, les

⁴²⁵ Mobilisation. 1970 (?). « Sur la liaison intellectuels-ouvriers » *Mobilisation* no. 3, p. 23.

⁴²⁶ Bourdieu, Pierre. 1984. *Homo Academicus*. Paris : Les Éditions de Minuit. p. 233.

⁴²⁷ *Ibid.*

⁴²⁸ C’est-à-dire le modèle décrit ci-haut, illustré par un diagramme à quatre quadrants divisé par deux axes représentant le volume de capital global et la part respective du capital culturel et du capital économique.

⁴²⁹ En italiques dans le texte.

⁴³⁰ Bourdieu. 1994. *op. cit.* p. 26.

militant·es qui décident de s’implanter en usine ou en hôpital se retrouvent tout d’un coup à partager leur quotidien, du moins sur les heures de travail. Mais il n’est pas garanti que le fait de vivre la même expérience de travail, sous un même toit, suffise à les rapprocher socialement. Selon la théorie bourdieusienne, il est probable que la distance sociale soit maintenue, et ce d’autant plus pour ceux·elles qui détiennent le plus grand volume de capital culturel. Cette distance se manifestera notamment par des incompréhensions mutuelles illustrées par des marqueurs culturels comme la manière de parler et de s’habiller, ou encore les activités pratiquées.

Un article sur la formation d’amitiés interclasse (« cross-class friendships »), signé par Erik Olin Wright et Donmoon Cho, reprend et teste quantitativement des hypothèses de Bourdieu. Les auteurs postulent que les sociétés capitalistes ont une structure de classe comportant trois dimensions : celle de la propriété des moyens de production, celle de l’autorité (contrôle de l’organisation de la production, c’est-à-dire supervision et gestion) et celle de l’expertise (détention de compétences particulières)⁴³¹. Sur le plan de l’expertise, Olin Wright et Cho font la distinction entre les professionnel·les (ceux et celles qui possèdent des diplômes universitaires), les semi-professionnel·les (possédant généralement un diplôme technique) et les travailleur·euses considérées comme non-expert·es. Cette dimension correspond donc largement, selon les chercheurs eux-mêmes⁴³², au capital culturel tel que conceptualisé par Bourdieu⁴³³. À partir de sondages dans lesquels on demandait aux répondant·es de nommer les trois personnes dont il·elles

⁴³¹ Wright, Erik Olin and Donmoon Cho. 1992. « The Relative Permeability of Class Boundaries to Cross-Class Friendships: A Comparative Study of the United States, Canada, Sweden, and Norway » *American Sociological Review* vol. 57, no. 1, p. 86.

⁴³² *Ibid.* p. 88.

⁴³³ Pour être plus précis, cette dimension correspond, comme on l’a vu, au capital culturel à l’état institutionnalisé. Par sa nature, cette forme du capital culturel est la plus facile à saisir dans une étude statistique telle que celle effectuée par Wright et Cho.

étaient le plus proches⁴³⁴, les deux auteurs ont cherché à savoir dans quelle mesure les amitiés mentionnées franchissaient l'une des trois frontières de classe. Leurs résultats montrent que la frontière de la propriété (« property boundary ») est la plus imperméable, tandis que la frontière de l'autorité (« authority boundary ») est la plus perméable, nettement devant celle de l'expertise⁴³⁵. En d'autres mots, la probabilité qu'une amitié se forme entre un·e employé·e et un·e superviseur·e ou un·e cadre est beaucoup plus grande que celle d'une amitié entre un·e non-expert·e et une personne diplômée. Ils en concluent que ces résultats sont compatibles avec la perspective bourdieusienne selon laquelle des niveaux différents de capital culturel sont associés à des modes de vie différents et donc à une faible probabilité que des amitiés interclasses se forment : « [L]'imperméabilité relativement élevée de la frontière de l'expertise est cohérente avec les théories du capital culturel [...] »⁴³⁶. Cependant, à la différence de Bourdieu, ils considèrent que des occasions d'interaction entre personnes ayant des positions de classe différentes peuvent favoriser la création de liens :

Les lieux de travail sont d'importants exemples de foyers d'interaction. De plus, beaucoup de lieux de travail impliquent des activités conjointes entre personnes occupant différentes positions de classe, créant ainsi des opportunités de développement d'amitiés interclasse [...]»⁴³⁷.

De plus, dans l'étude en question, les semi-professionne·les et professionnel·les interrogé·es occupent des positions conformes à leur parcours scolaire, tandis que les implanté·es mettent de

⁴³⁴ Wright et Cho, *op. cit.* p. 90. Il est à noter que l'étude de Wright et Cho porte sur des données issues de sondages effectués aux États-Unis, au Canada, en Suède et en Norvège. Même si les auteurs ne notent pas de différences significatives entre les quatre pays, on ne peut évidemment transposer ses résultats au Québec. Leurs conclusions offrent cependant un éclairage théorique intéressant.

⁴³⁵ « [...] the odds of a friendship across the authority boundary are nearly 100 percent greater than the odds of a friendship across the property boundary and 60 percent greater than a friendship across the expertise boundary ». *Ibid.* p. 95.

⁴³⁶ « [...] the relatively high impermeability of the expertise boundary is consistent with theories of cultural capital [...] ». *Ibid.* p. 91.

⁴³⁷ « Worksites are an important instance of such interactional foci. Furthermore, many worksites involve joint activity among people in different class locations, thus creating opportunities for cross-class friendship [...] ». *Ibid.* p. 88.

côté leur formation en prenant un poste d'exécution. Dans certains cas, les implanté·es peuvent aussi tenter d'atténuer l'écart social par des efforts conscients pour se fondre dans leur nouvel environnement. Par exemple, en France, un établi raconte qu'il nouait des liens avec ses collègues en parlant de football, mais évitait toute référence à sa passion pour le réalisateur Jean-Luc Godard, qu'on aurait sans doute perçu comme un signe d'élitisme culturel⁴³⁸. Ceci dit, les efforts pour s'adapter au milieu ouvrier peuvent être contre-productifs, et devenir révélateurs d'un fossé difficile à combler. Ainsi, aux États-Unis, des militant·es croient qu'il·elles doivent abandonner leurs attitudes petites-bourgeoises pour attirer les ouvrier·ères :

Guidés par cette image abstraite du « travailleur », les étudiants du [Progressive Labor] ont tenté consciemment de ressembler aux ouvriers, de parler comme des ouvriers et de se comporter comme des ouvriers⁴³⁹.

Quelque fois, cela donne lieu à des malentendus. Mike Ely, de la Revolutionary Union, écrit:

Quelle ironie! De nombreux militants communistes, moi inclus, s'étaient « arrangés » pour « aller au prolétariat » – s'étaient coupé les cheveux, avaient adopté un style plus sobre – de manière à correspondre à une certaine préconception de la culture ouvrière, et ce, pour finalement découvrir que les travailleurs les plus militants se laissaient pousser les cheveux et fumaient beaucoup d'herbe⁴⁴⁰.

Qu'en est-il des implanté·es québécois·es? Leur capital culturel, découlant d'une scolarisation plus poussée, de leur socialisation familiale et de leur socialisation militante, les place-t-il en en porte-à-faux par rapport à leurs collègues de travail?

⁴³⁸ Dubost, Nicolas. 2015. « Neuf ans et demie d'usine : aucun regret? » *Les Temps Modernes* vol. 684-685, p. 249.

⁴³⁹ Mohandesi, Salar. 2015. « 'Becoming one with the people' : l'établi américain d'hier à aujourd'hui » *Les Temps Modernes* vol. 684-685, p. 126.

⁴⁴⁰ Ely, Mike. 2009. *Ambush at Keystone, No. 1: Inside the Coal Miners' Great Gas Protest of 1974. Kasama Project.* [En ligne] <http://www.kasamaproject.org/kasama-pamphlets/ambush-at-keystone-no-1/> p. 6-7. Cité par Mohandesi. *op. cit.* p. 128.

Distance et rapprochement

Quand le courant ne passe pas

Quand je demande à Denis Bourdeau s’il a ressenti un choc en tant qu’intellectuel dans un milieu ouvrier, il répond emphatiquement par l’affirmative. Après avoir été professeur de religion pendant quelques années, Denis s’est fait ouvrier à l’aluminerie Alcan de Beauharnois. Dans ce nouveau milieu, il n’a pas l’impression d’être à sa place. Comme son camarade Michel Dorais, ex-étudiant en sociologie implanté dans la même usine, il se sent imposteur⁴⁴¹. Denis illustre le choc culturel en faisant référence aux journaux lus par les uns et les autres. Lecteur du *Devoir*, il n’aurait pas osé apporter sur son lieu de travail ce journal associé au monde lettré : « À l’usine, comme dans toutes les shops, t’as des femmes toutes nues sur les murs, pis le *Journal de Montréal* qui traîne. On s’en tient à ça. On lit ça »⁴⁴². Michel Dorais, lui, a l’impression que sa façon de parler, les mots qu’il utilise, font en sorte qu’il ne « connecte pas » avec ses collègues : « Pendant que j’étais là, j’ai pas senti de communication efficace »⁴⁴³. Cependant, Denis et Michel parviennent dans une certaine mesure à faire partie du groupe : ils se font des amis et vont de temps en temps prendre un verre avec leurs collègues. Denis souligne d’ailleurs qu’il se sent malgré tout plutôt bien intégré.

Ce n’est pas le cas de Line Godin. De toutes les participant·es à cette recherche, c’est elle qui a ressenti le plus vivement le fait d’être étrangère à son milieu d’implantation. Son séjour en usine, d’une durée d’un an, est le plus court de toutes les interviewé·es (la médiane est de sept ans)⁴⁴⁴.

⁴⁴¹ L’implantation de Denis Bourdeau et de Michel Dorais à l’usine Alcan de Beauharnois est décrite plus en profondeur au chapitre 5, « L’action syndicale à Valleyfield : mémoire et continuité ». Il y est notamment question de leur sentiment d’être imposteur.

⁴⁴² Entretien avec Denis Bourdeau réalisé le 17 septembre 2018.

⁴⁴³ Entretien avec Michel Dorais réalisé le 26 octobre 2018.

⁴⁴⁴ La moyenne est de onze ans, tirée vers le haut par les quatre militants qui ont passé toute leur carrière dans leur milieu d’implantation.

Secrétaire de formation, renvoyée de son emploi de bureau à cause de son militantisme, Line s'implante à la principale usine de Dominion Textile à Valleyfield. Sur le plan politique, sa démarche est un échec : avec des camarades de la Ligue, elle tente de faire de l'agitation et de la propagande auprès des ouvrières, mais n'obtient pas de résultats⁴⁴⁵. La cellule communiste dont elle est membre prend d'ailleurs la décision de cesser toute activité politique à cette usine. Line résume donc son expérience d'implantation de manière négative : « Dans le fond, c'était pas mon milieu. J'arrive là, j'fais accroire des affaires pis j'sacre mon camp. J'ai trouvé ça cheap. J'ai pas aimé ça »⁴⁴⁶.

Pour contextualiser les propos de Line par rapport à ceux des autres interviewé·es que nous verrons plus loin, il importe de tenir compte du caractère genré du récit que les hommes et les femmes font de leur propre engagement politique. Plusieurs études suggèrent en effet que les femmes ont une propension à minimiser leurs capacités politiques (connaissances et compétences), alors que les hommes sont socialisés à être confiants et à s'affirmer⁴⁴⁷. De plus, les femmes ont tendance à être plus critiques de leurs actions que les hommes⁴⁴⁸. Dans les entretiens que j'ai menés, il arrivait fréquemment que les militantes dévalorisent leur implication, en disant par exemple qu'elles étaient peu au courant des enjeux politiques ou qu'elles étaient peu impliquées (alors que leur parcours indiquait qu'elles l'étaient tout autant que des militants qui ne tenaient pas ce type de

⁴⁴⁵ L'implantation de Line Godin à la Dominion Textile, ainsi que l'importance de cette usine dans la mémoire militante locale, sont décrits plus en détails au chapitre 5, « L'action syndicale à Valleyfield : mémoire et continuité ».

⁴⁴⁶ Entretien avec Line Godin réalisé le 31 octobre 2018.

⁴⁴⁷ Enloe 2004 et Flammang 2007. Citées par Fox, Richard L. et Jennifer Lawless. 2014. « Uncovering the Origins of the Gender Gap in Political Ambition » *The American Political Science Review* vol. 108, no. 3, p. 505.

⁴⁴⁸ Roberts 1991. Citée par *Ibid.*

propos), ce que les hommes faisaient rarement. Il est donc probable que les hommes surestiment leur intégration en milieu de travail, tandis que les femmes la sous-estiment⁴⁴⁹.

Bien que Line se soit sentie comme une impositrice, elle note que ses collègues ne l'ont pas nécessairement perçue comme telle. Les ouvrières avec qui elle travaille sont sympathiques envers elle. Cependant, leurs échanges sont limités et ne s'étendent pas au-delà des murs de l'usine : jamais Line n'a été invitée à prendre part à une activité sociale avec ses collègues. Elle devient tout de même amie avec une ouvrière, Colombe, mère célibataire d'une jeune fille que Line garde quelques fois. Line invite de temps en temps Colombe chez elle pour parler du journal *La Forge*, entre autres choses. Elle suppose que Colombe n'était pas si intéressée par le marxisme-léninisme, mais que son amitié avec Line lui donnait une occasion de s'évader de son milieu très difficile, de penser à autre chose.

Au cours de notre entretien, Line répète à plusieurs reprises que « ce n'est pas son milieu » et que « ce n'est pas le même monde ». Elle décrit un milieu dur, où les occasions de socialiser sont rares, mais elle met aussi l'accent sur ce qui la sépare des autres :

C'est dur de créer des liens avec du monde quand c'est pas ton milieu non plus. [...] C'est même pas ta réalité. Tsé, qu'est-ce qu'eux autres faisaient après le travail pis qu'est-ce que moi je faisais, c'était deux mondes.

À première vue, Line et ses collègues de l'usine ne sont pas si éloignées dans l'espace social. Line a grandi dans une famille ouvrière et n'a pas fait d'études postsecondaires avancées. Cela dit, elle est plus jeune que les autres ouvrières, a évolué dans les groupes militants et a travaillé dans un

⁴⁴⁹ Dans une analyse des récits d'établissement français que j'ai effectuée dans le cadre de mes examens de synthèse, j'observais que les femmes établies mentionnaient plus souvent que les hommes qu'elles s'étaient senties à part de leurs collègues. Il se peut que la différence soit surtout attribuable au fait que les femmes aient tendance à faire davantage d'autocritique.

bureau, un milieu de travail qu'elle décrit comme très différent de l'usine. Quand une autre militante marxiste-léniniste s'implante dans la même entreprise, leur style vestimentaire devient le marqueur d'une différence d'habitus : « Nous autres, on était du même milieu! Pis ça paraissait juste dans notre façon de s'habiller par rapport au milieu là-bas ». L'autre militante est renvoyée avant la fin de sa période de probation. D'après Line, le foulard qu'elles portent toutes les deux permet à la compagnie de les repérer comme des éléments extérieurs :

Dans ce temps-là, je me souviens: on se mettait des foulards sur la tête. Pis elle se mettait un foulard pis moi aussi. Ça fait qu'ils ont trouvé qu'on était trop pareilles, qu'il y avait quelque chose qui marchait pas. Je sais pas s'ils ont vu qu'on était m-l ou quoi pis que là, elle, ils s'en sont débarrassés avant la période de probation.

[...] C'est des foulards ordinaires. C'était la mode de l'époque. On se mettait un foulard. Surtout là-bas, parce que c'était sale, c'était plein de poussière. Mais on était les seules qui faisaient ça!

Dominique Reynolds constate lui aussi que le courant ne passe pas tout à fait avec les autres ouvriers, bien qu'il soit mieux intégré à l'usine que Line Godin. Pendant ses études en sciences humaines au Collège de Valleyfield, Dominique s'intéresse plus aux voyages et à la révolution qu'à ses résultats scolaires. Au retour d'un séjour d'un an à travers l'Amérique, il termine son diplôme d'études collégiales, puis va travailler en usine en même temps que d'autres camarades de la cellule communiste du cégep. Ça lui semble alors être la solution évidente pour rejoindre les travailleur.euses : « Au début, c'était trippant. Le mouvement était en expansion! ». Dominique se retrouve cependant dans une petite usine de produits chimiques, la Grace Davison, où les patrons agissent en « bons pères de famille ». Les conditions de travail relativement bonnes offrent peu de prises à la mobilisation politique⁴⁵⁰. Même s'il déteste son travail, il reste à l'usine pendant huit

⁴⁵⁰ Les tentatives de mobilisation de Dominique Reynolds à la Grace Davison sont racontées au chapitre 5, « L'action syndicale à Valleyfield : mémoire et continuité ». Voir aussi Tremblay-Boily, Guillaume. 2019. « Le 'Soviet de Valleyfield' : Succès et échecs du travail communiste en usine » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, pp. 127-131.

ans, par solidarité envers le Parti communiste ouvrier. Ses interactions avec ses collègues sont globalement positives, mais il ne s'identifie pas à eux :

Ils le savaient finalement que j'étais sympathisant communiste. Pis il y avait une couple de personnes à qui j'en parlais. Tsé, on était devenus amis. Mais j'étais quand même pas tout à fait dans mon milieu, tsé. J'étais pas un travailleur. J'étais un jeune intellectuel, entre guillemets. J'avais pas les mêmes intérêts. Eux autres, ils se tenaient ensemble, des choses comme ça, tsé. Bon, je le faisais de temps en temps, mais j'avais pas ce contact-là, simple, que les travailleurs pouvaient avoir entre eux autres. J'étais une excroissance, tsé.

Comme Line Godin, Dominique décrit une distance culturelle dont les signes les plus manifestes sont des différences de goûts. Il suppose que ses collègues sont conscients qu'il n'est pas tout à fait un des leurs, ce qui se dévoile à leur manière respective d'occuper les temps morts à l'ouvrage :

- Le jour, on faisait plus attention, mais la nuit, on pouvait lire. Je me rappelle avoir passé à travers... Tu connais les Rougon-Macquart d'Émile Zola? Bon, je les avais tous faits. Les 22 en ligne. J'passais toute la nuit à lire. [...] J'lisais parce que là, à un moment donné, c'était aliénant. J'pouvais pas passer huit heures à regarder les machines tourner pis à lire le Journal de Montréal. Je capotais, là, tsé! Ça fait que je lisais beaucoup, beaucoup, beaucoup.

- GTB : Pis les autres ouvriers, qu'est-ce qu'ils disaient de ça, un gars qui lisait des gros livres du 19^e siècle?

- Ben il lisait des gros livres, c'est ça! Ben ils me trouvaient juste bizarre, tsé. À la limite, je pouvais être intimidant. Je sais pas. Je dis ça. C'était peut-être pas ça, mais... [...] J'pense qu'ils sentaient que j'étais pas du même monde. [...] J'avais pas les mêmes centres d'intérêt. Mais en même temps, il y avait un respect. Il n'y avait pas de mépris réciproque.

La Grace Davison, comme la Dominion Textile, est un milieu de travail où les gens se côtoient peu. À la fin du quart de travail, la plupart du temps, chacun rentre chez soi, dans sa famille. Malgré tout, de temps à autre, des activités de groupe ont lieu. Dominique participe aux matchs de baseball avec ses collègues, mais il est rebuté par d'autres activités qu'on lui propose :

- GTB : Est-ce que ça t'arrivait de sortir avec les gens de l'usine?

- Ouais, mais pas très souvent. Ça arrivait, tsé. Pis quelques fois, les gars voulaient qu'on aille au bar de danseuses. Écoute, ciboire... C'est pas... Non. On peut-tu aller ailleurs? On était pas sur la même longueur d'ondes. Même dans les activités comme ça. En même temps,

je me disais pas « Gang d'écœurants » et tout. Je disais: « Non. J'ai pas ce goût-là. Désolé. J'avais prendre une petite bière tranquille avec ma gang ». C'était comme ça.

- GTB : Ok. Donc t'avais le sentiment qu'il y avait quand même une distance culturelle?

- Il y avait une distance qui était là. C'est ça. Une distance culturelle, je pourrais dire. Sur ce qu'on avait comme goûts. [...] Ça, je le voyais bien.

Dominique attribue cette distance à ses origines sociales. Provenant d'une famille de notables locaux, il dit qu'il ne partageait pas la culture ouvrière lorsqu'il est arrivé à l'usine. Par contraste, il soutient que certaines de ses camarades ont eu plus de succès parce qu'il·elles étaient plus proches du milieu ouvrier, même s'il·elles étaient aussi passés par le cégep et par la lecture des classiques du marxisme-léninisme. Il souligne aussi que sa bande et lui avaient baigné dans le climat d'ouverture et de liberté de la « génération hippie », tandis que les travailleurs de son usine, plus âgés, « c'était des vrais ouvriers qui avaient pas été atteints par le côté permissif de l'époque ». Comme plusieurs de ses camarades communistes, Dominique vit alors par conviction dans « un espèce de trou dans le centre-ville ». Ses collègues de l'usine peinent à comprendre un tel choix, eux qui profitent de leurs salaires plus élevés que la moyenne pour s'acheter de modestes, mais confortables bungalows. Quand des amis de la Grace Davison voient son appartement, ils sont surpris : « Crisse. Sors d'ici. Ça va passer au feu. Ça n'a pas d'allure. Tu gagnes un salaire pour te payer mieux que ça », lui disent-ils. Malgré ces incompréhensions mutuelles, Dominique ne se sent pas exclu : « Je m'étais fait des amis là-bas. J'étais pas isolé dans le sens que les gens me parlaient et tout ».

Des différences sans conséquence

D'autres implantés ont parfois constaté que des différences culturelles les distinguaient du groupe, sans pour autant que celles-ci n'entravent leur intégration. À l'hôpital Louis-H.

Lafontaine, par exemple, Nicole Lafleur⁴⁵¹ et Sylvain Gallant⁴⁵² se sentent pleinement membres de la communauté des employé·es :

SG : Y'avait une différence, c'est-à-dire que si t'as été aux études pis t'as lu beaucoup, pis si tu lis ce qui se passe à plein de choses, c'est sûr qu'il y a une différence avec la personne à côté de toi qui est une ménagère pis qui a eu cinq enfants. C'est sûr, mais il y avait pas de clash parce que, on vivait, comment l'expliquer...

GD : On vivait les mêmes choses.

SG : On vivait ensemble. J'veux dire, dans le jour, nous autres, on était là. Le soir, on était en réunion avec eux autres ou avec d'autre monde. Non j'ai jamais senti ça. Mais le vendredi soir, on allait peut-être voir un film qui ne les aurait pas intéressés. Bon. Mais ça, ça change rien là.

NL : On sortait entre nous beaucoup dans le bar du coin [rires]! Dans le bar à côté de...

SG : [rires] Ouais, c'était assez large! Mais c'était plus que juste nous, ça là, tu peux imaginer.

NL : Mais c'est-à-dire nous pis plein de monde, là, de l'hôpital, qui... Nous autres, on sortait.

SG : On vivait complètement avec eux.

NL : On était vraiment intégrés.

GTB : Vous fréquentez les mêmes endroits?

SG : Oui, oui, oui. Ce que je peux dire, c'est qu'on fréquentait pas les autres militants de la Ligue ailleurs. Pas parce qu'on était en différend, c'est qu'on était... C'est devenu notre univers. [...] On vivait avec eux autres. Pis y'a beaucoup de monde dans les militants qui ont marié des filles là, et vice-versa. Ah oui, oui, des couples se sont formés là. Beaucoup, là. Nous autres, Robert, le psychologue, Francine, Gérard, Rococo. Ah tout le monde à peu près, sti. Des filles qui étaient pas des militantes ou des gars qui étaient pas des militants. [...] C'était un milieu... On baignait là-dedans. D'ailleurs, on voit encore du monde. Nous, on a pas coupé les ponts avec ces gens-là, même si on a quitté. [...] C'est encore du monde qu'on rencontre. Pis si on les rencontre dans une place, c'est sûr qu'on va prendre un café avec eux. On va jaser des heures ensemble. Même du monde qui était juste des travailleurs dans l'assemblée, là...

NL : À la Place Versailles... N'importe quel magasin dans l'est, on en rencontre fréquemment.

SG : C'était notre milieu, c'était rendu notre milieu de vie pour nous. Pis c'est normal, qu'est-ce que tu veux faire, t'es là tout le temps. T'es là cinq jours par semaine!⁴⁵³

⁴⁵¹ Surnom.

⁴⁵² Surnom.

⁴⁵³ Entretien avec Nicole Lafleur et Sylvain Gallant réalisé le 19 août 2019.

De la même façon, Normand Gendron, implanté à l'hôpital Notre-Dame, note « [qu']au niveau artistique, au niveau des goûts musicaux, de films, de théâtre », il se distingue de ses collègues, mais qu'il réussit « en général à [se] faire accepter »⁴⁵⁴. Conformément aux thèses de Bourdieu, pour plusieurs implanté·es, le sentiment d'appartenir à un autre monde se condense autour de certains marqueurs culturels : préférences musicales, types de lectures, choix vestimentaires, manières de parler, etc. Toutefois, ces différences culturelles n'interfèrent pas nécessairement, dans les faits, avec leur capacité à s'intégrer dans le monde hospitalier, sans doute moins différent pour eux·elles que ne peut l'être le milieu industriel et plus diversifié en ce qui concerne les professions qu'on y retrouve (cuisinier·ère, préposé·e, infirmier·ère, médecin, concierge, diéticien·ne, etc.), de même que beaucoup moins ségrégué par sexe. Avec le temps, à travers les échanges quotidiens sur le plancher ou dans les activités syndicales, les implanté·es trouvent généralement des gens avec qui il·elles s'entendent bien, parmi la diversité des personnalités qui travaillent à l'usine ou à l'hôpital.

S'adapter à la culture ouvrière

Quelques implanté·es mentionnent cependant que se mêler à la classe ouvrière exige un minimum d'efforts pour changer ses façons de faire. C'est ce que décrit Gérard Thibault, implanté à l'usine Lowney's à Sherbrooke :

C'est sûr qu'on apprend à ajuster son vocabulaire rapidement. C'est pas un vocabulaire d'universitaire, nécessairement, quand on est à l'usine. [...] C'est sûr que t'arrives pas avec des grands termes en disant: 'Voici, on veut la révolution marxiste-léniniste', 'L'État est au service de la bourgeoisie'. On vulgarisait un petit peu plus, là⁴⁵⁵.

⁴⁵⁴ Entretien avec Normand Gendron réalisé le 21 juin 2019.

⁴⁵⁵ Entretien avec Gérard Thibault réalisé le 16 septembre 2019.

Jean Bourdages⁴⁵⁶, implanté à l'usine Expro de Valleyfield, reconnaît lui aussi que des ajustements sont parfois nécessaires. Son camarade Gilles Morand, dans un livre sur son expérience au sein du mouvement marxiste-léniniste, raconte un épisode qui se produit durant une réunion de la cellule communiste de l'usine, dirigée par Jean :

Le Chef m'avait sèchement reproché lors d'une réunion de lire Le Devoir à la même table que les ouvriers, ce qui attestait à ses yeux le mépris dont je faisais montre à leur endroit.

- *Tu pourrais lire Le Journal de Montréal comme tout le monde dans la shop!*
 - *Je suis abonné au Devoir depuis deux ans.*
 - *Ça fait intellectuel, les ouvriers ne lisent pas ce journal.*
 - *Ça peut élever le niveau...*
 - *Au moins, tu pourrais lire La Presse.*
 - *C'est trop gros à traîner.*
 - *Si tu lisais la même chose que les ouvriers, tu serais plus proche d'eux.*
 - *Oui, mais moi, les affaires de chiens écrasés...*
 - *Arrête de mépriser les ouvriers, je veux que tu arrêtes d'amener Le Devoir à shop!*
- La cause était entendue, je devrais lire mon journal d'intellectuel à la maison.*⁴⁵⁷

En entretien, Jean Bourdages confirme qu'il a bel et bien donné cette consigne, pour s'assurer que les militants marxistes-léninistes de l'usine n'aient pas l'air « d'intellectuels déconnectés ». Changer ses habitudes de lecture, du moins en présence des autres ouvriers, fait partie des choses à faire pour « être comme un poisson dans l'eau »⁴⁵⁸.

La plupart des implanté·es soutiennent toutefois qu'il·elles n'ont pas eu besoin de modifier leurs manières d'être ou d'agir. En fait, plusieurs d'entre eux·elles soulignent que *d'autres* ont pu avoir de la difficulté à s'adapter au milieu ouvrier, mais que ce ne fut pas leur cas. Ces militant·es

⁴⁵⁶ Surnom.

⁴⁵⁷ Morand, Gilles. 2017. *L'époque était rouge: militer au Québec pour un avenir radieux dans un Parti marxiste-léniniste*. Saint-Joseph-du-Lac : M Éditeur. p. 132.

⁴⁵⁸ Entretien avec Jean Bourdages réalisé le 31 octobre 2018.

reconnaissent donc que la problématique du choc des habitus est bien réelle, mais considèrent qu'elle ne s'applique pas à eux·elles. Il est probable qu'il·elles aient tout de même modifié leur comportement pour mieux se fondre dans leur nouveau milieu, mais de manière inconsciente et sans le voir comme un effort. De plus, on a sans doute affaire au biais du survivant, c'est-à-dire que ceux·elles qui ont accepté d'être interviewé·es sont ceux·elles qui sont resté·es et ont gardé un assez bon souvenir de leur expérience pour en parler. Pour plusieurs interviewé·es, se mêler aux travailleur·euses est plutôt vécu comme quelque chose qui « va de soi », qui se fait « naturellement »

Gordon Lefebvre, par exemple, se rappelle avoir assisté à une projection de films organisée à Montréal par des militant·es français·es de la Gauche prolétarienne (GP). À cette occasion, il avait discuté avec un jeune de la GP qui lui avait dit que l'établissement en usine ne devait pas être un dogme puisque, selon leur expérience, certain·es intellectuel·les avaient beaucoup de mal à s'intégrer à la vie ouvrière. Gordon préconise alors que les militant·es fassent un essai avant de s'implanter durablement, et qu'il·elles se consacrent prioritairement au travail intellectuel s'il·elles ne se sentent pas à l'aise en milieu ouvrier. Lui-même ne ressent pas de distance avec les autres ouvriers, bien qu'il trouve le travail manuel difficile : « Non, c'est-à-dire que si tu travailles, tu t'intègres au groupe, tu fais comme tout le monde, tu te fais des amis »⁴⁵⁹.

Sylvain Gallant considère que certain·es implanté·es, contrairement à lui, n'ont pas su ajuster leur discours pour être en phase avec les travailleur·euses :

Il y en a du monde qui se sont implantés qui ont échoué, mais totalement. Tsé, parce qu'ils étaient incapables d'avoir un leadership, de parler aux gens comme les gens parlaient, d'être capables de lancer une idée complexe, mais de la rendre simple.

⁴⁵⁹ Entretien avec Gordon Lefebvre réalisé le 14 novembre 2019.

Richard Dufort abonde dans le même sens. Originaire d’Hochelaga-Maisonneuve, Richard est présent dans presque toutes les luttes qui ont marqué le quartier au début des années 1970 (création de coopératives d’habitation, lutte contre la construction de l’autoroute est-ouest, formation d’un comptoir alimentaire, soutien à la grève de l’usine Rémi Carrier, etc.). Dans l’année qui précède son implantation, il fait partie d’un petit cercle d’études qui se réunit quotidiennement pour lire les classiques du marxisme-léninisme. À l’usine Standard Paperbox où il commence à travailler en 1973, il devient rapidement président du syndicat et se lie facilement aux autres travailleurs. Par contraste avec d’autres qui viendraient d’un milieu plus bourgeois et plus scolarisé, il attribue son succès à ses origines modestes et à son expérience concrète du militantisme :

Moi, j’suis un fils d’Hochelaga-Maisonneuve. Je venais de ce quartier-là. J’avais fréquenté la classe ouvrière toute ma vie. Enfin, les enfants de ceux et celles qui travaillaient dans le quartier. C’était naturel pour moi. C’était pas une implantation d’un corps étranger. Alors que peut-être pour certains intellectuels qui venaient d’un milieu plus aisé, c’était une culture qui était moins familière pour eux autres. Ils ont sûrement dû modifier des approches ou des termes pour être plus accessibles. [...] Si tu veux être compris, rends-toi accessible. [...]

Quand j’intervenais dans le quartier icitte, j’intervenais auprès des ouvriers. C’était des ouvriers. La population d’Hochelaga-Maisonneuve... J’faisais des assemblées pour les logements sociaux, là, pis il y en avait du monde qui venait. C’était toute du monde du quartier, des travailleurs. J’étais capable de leur parler. J’parlais le même langage qu’eux autres. Mais j’peux comprendre que quelqu’un qui sortait de l’université, qui demeurait à Outremont pis qui disait : « J’vais aller travailler à Victoria Precision Works dans les bicyclettes ». Crisse, t’es pas... Faut que tu t’arranges pour... Le midi, tu te mets pas à lire ton livre à la cafétéria. Tu te mets à jaser avec les gars. Tu feuilletes le Journal de Montréal pis tu fais accroire que c’est intéressant.

Ici, le fait d’être « un gars du coin » qui connaît le quartier et le fait de partager la culture ouvrière – de par ses propres antécédents familiaux – se conjuguent pour faciliter l’intégration de Richard.

André Vincent insiste lui aussi sur la différence entre les implanté·es qui connaissent déjà relativement bien le monde ouvrier et ceux·elles qui proviennent de l’extérieur. Il effectue une

comparaison entre deux militants petits-bourgeois anglophones qui se sont implantés maladroitement, et les militant·es francophones d'origine ouvrière associés à Mobilisation⁴⁶⁰, dont l'enracinement en milieu ouvrier a été plus facile :

- Quand le syndicat international a décidé de foutre Rashi pis Hardbottle dehors de l'usine pis de les faire exclure, ils ont manigancé avec le boss. Ils ont pas trouvé grand soutien parmi leurs confrères. Ils étaient vraiment comme... Eux autres, ils ont été implantés de façon doctrinaire. Très... Ils se promenaient quasiment avec le Petit livre rouge de Mao dans leurs poches. Tsé, j'veux dire... Ils étaient un peu... Les deux venaient pas d'un milieu ouvrier. Ce qui fait que c'était vraiment comme un furoncle en plein milieu du nez. C'était un peu trop. Ça fait que non. La sauce a pas pogné. Ça fait qu'il y a eu plusieurs cellules au début de la Ligue où ça n'a pas pogné. C'est-à-dire qu'ils se sont fait carrément exclure. Quand c'était pas les bureaucrates syndicaux, c'était leurs confrères de travail qui ne pouvaient plus les sentir, qui ne pouvaient plus les voir.

- GTB: Ah oui? Carrément?

- Ah oui. Au début de l'implantation de la Ligue, ça s'est pas fait de façon très harmonieuse. Ils n'ont pas conservé beaucoup de cellules par après. Là où ça s'est fait un peu mieux, c'est à la CSN. C'est pour ça qu'ils voulaient tant mettre la main sur tout le réseau de Mobilisation⁴⁶¹. Parce que Mobilisation, ça avait marché, ça avait pogné. On avait la formule, tsé. C'était comme... C'était une symbiose, tsé. Souvent, j'veux dire, c'était des intellectuels qui venaient de milieux ouvriers aussi. Qui connaissaient déjà... Leur père était syndicaliste. Ils sortaient pas d'Outremont.

L'opposition nette que fait André Vincent entre les deux expériences d'implantation doit être replacée dans le contexte du débat houleux qui a mené à l'absorption du groupe Mobilisation par la Ligue en 1976. Pilier de Mobilisation, André Vincent travaille alors comme permanent à la Librairie progressiste, que le groupe tient sur la rue Amherst, à Montréal. Même s'il est favorable à la fusion, André est écarté de la nouvelle organisation en raison de luttes de pouvoir internes. C'est à ce moment-là qu'il décide de s'implanter à Postes Canada, là où son père avait travaillé. Très rapidement, il obtient un poste de délégué syndical, puis renoue avec la Ligue.

⁴⁶⁰ Voir le chapitre 1 sur la genèse du mouvement d'implantation.

⁴⁶¹ En 1976, le groupe Mobilisation s'est dissous pour rejoindre la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, nouvellement formée.

Roger Rashi, un des deux militants mentionnés par André Vincent, dresse un portrait différent de son implantation à la Dominion Engineering. Il reconnaît que les membres de la Ligue ont parfois été malhabiles dans leur manière d’aborder les ouvrier·ères, surtout dans les premiers temps. Selon lui, des militant·es peu expérimenté·es ont alors fait preuve de dogmatisme ou de manque de tact, mais il y a eu réajustement par la suite. Il ajoute qu’il y a eu plus d’expériences positives que négatives et que les cas où les militant·es étaient isolé·es étaient rares, même s’il y avait bel et bien des milieux où l’implantation ne marchait pas. Lui-même dit avoir été bien reçu par les travailleurs, notamment par les jeunes francophones, souvent spontanément rebelles et prêts à adopter les pratiques syndicales combatives préconisées par la Ligue.

Roger mentionne qu’il a quitté Dominion Engineering lorsqu’il est devenu porte-parole de la Ligue, mais que les autres implantés de cette usine ont effectivement adopté une approche confrontationnelle, ce qui a poussé l’exécutif syndical à tenter d’utiliser contre eux une clause anti-communiste du règlement syndical. Jacques Benoît, journaliste de *La Presse* qui a consacré un texte aux tensions syndicales à la Dominion Engineering, raconte que la tentative d’expulsion des militants marxistes-léninistes par l’exécutif syndical s’est soldée par un échec à la suite d’un vote serré en assemblée générale. Il estime que les appuis des militants communistes à l’intérieur de l’usine « [...] peuvent aller, grosso modo, de 50 à 90 personnes, surtout des jeunes » (sur un total de 900 ouvriers)⁴⁶².

⁴⁶² Benoît, Jacques. 1977. *L’extrême gauche*. Montréal : La Presse. pp. 33 et 36-37.

Une expérience préalable du monde ouvrier

Parmi les personnes interviewées dans le cadre de ce projet de recherche, celles qui disent que d'autres ont pu ressentir de la distance culturelle, mais qu'elles-mêmes n'ont pas vécu ce sentiment sont plus nombreuses que celles qui ont ressenti une telle distance. Il s'agit peut-être en partie d'un biais d'échantillonnage, comme on l'a mentionné plus haut. En effet, les militant·es qui ont accepté de témoigner de leur expérience sont souvent ceux·elles qui sont resté·es assez longtemps en usine et qui ont eu une expérience d'implantation globalement positive. Leur intégration réussie a permis un séjour en usine plus long et plus enrichissant, dont il·elles sont à l'aise de parler.

Cela dit, la rencontre entre les militant·es et les gens de leur milieu d'implantation a sans doute été facilitée par les contacts qu'il·elles avaient entretenus avec des travailleur·euses avant de s'implanter. Ainsi, plusieurs militant·es invoquent leurs origines ouvrières pour expliquer leur capacité à nouer des liens avec le monde ouvrier : « On venait de ce milieu. Moi, mes frères, c'est pas tous des militants ou des gens qui ont été à l'université. J'suis le seul qui est allé dans la famille » (Sylvain Gallant). Gérard Thibault, lui, souligne qu'avant son implantation à l'usine de chocolats Lowney's, il a travaillé deux étés à la Consolidated Bathurst où son père travaillait. Puis, dans le cadre d'un stage en travail social, il a passé quelques mois à la manufacture de bas de nylon Kayser-Roth, pour y faire une analyse politique du milieu inspirée de la démarche du sociologue et syndicaliste Saul Alinsky. Quand il s'implante, l'univers industriel lui est donc déjà familier : « J'connais quand même le milieu ouvrier, donc je passais assez bien dans ce milieu-là ».

Ceux qui sont nés de familles un peu plus privilégiées invoquent aussi leurs contacts préalables avec la classe ouvrière. Ainsi, Gilles Duceppe mentionne que son grand-père était ouvrier. Il insiste

sur le fait d'avoir grandi dans un quartier populaire : « Les gars de ma classe, c'était des ouvriers, dans Hochelaga-Maisonneuve »⁴⁶³. Roger Rashi mentionne quant à lui qu'il a bel et bien eu l'impression de se retrouver dans un milieu étranger quand il est arrivé en usine pour la première fois. Cependant, il a commencé par travailler pour de courtes périodes dans deux usines différentes, ce qui lui a permis de se faire « une certaine idée » du monde ouvrier avant de s'implanter pendant environ trois ans à la Dominion Engineering. De manière plus générale, il constate que les implanté·es québécois·es étaient moins éloigné·es de la classe ouvrière que l'étaient les établi·es français·es :

La coupure entre la petite bourgeoisie scolarisée et la classe ouvrière était beaucoup moins prononcée au Québec qu'en France. Pour la bonne raison que cette génération-là était la première scolarisée au Québec. Et donc souvent, c'étaient des jeunes qui venaient de familles ouvrières et qui étaient les premiers scolarisés dans leur milieu. Donc pour eux, retourner en usine, c'était pas un drame. Ou bien ils l'avaient déjà fait pendant leurs étés pour faire un peu d'argent. Ou bien leur frère ou leur cousin, leur père venaient de là. Donc le choc culturel d'aller en usine était beaucoup moins prononcé, de ce que j'ai pu voir.

Amitié et camaraderie

Loin de se sentir aliéné·es de leurs collègues, plusieurs implanté·es décrivent un milieu de travail animé, où il·elles ont eu envie de rester longtemps grâce à l'atmosphère de franche camaraderie qui s'y trouvait. Une impression de chaleur se dégage du récit de leur vie avec les ouvrier·ères.

En s'implantant à l'usine Alcan d'Arvida, Alain Proulx a suivi les traces de son père. Ce dernier avait été électricien et délégué syndical dans la même entreprise. Quand il était enfant, Alain l'accompagnait dans les réunions syndicales⁴⁶⁴. Tout en reconnaissant que cette expérience de jeunesse l'a initié au militantisme, Alain fait remarquer qu'il ne s'attendait pas à devenir ouvrier.

⁴⁶³ Entrevue avec Gilles Duceppe effectuée le 23 octobre 2018.

⁴⁶⁴ Chartrand, Suzanne-G. 2018. « Entrevue avec Alain Proulx, militant syndical à l'Alcan d'Arvida » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 19, p. 187.

Après avoir fait son collège classique, il s'inscrit en arts et lettres au cégep de Jonquière. Puis, il trouve un premier emploi dans un café culturel de sa ville. Lorsque ce café ferme, il participe à la création d'une librairie militante et contre-culturelle. Il est ensuite embauché par un groupe d'intervention vidéo qui vient de produire le documentaire de Bernard Émond, *L'Alcan, c't'une vie*. Chargé de diffuser le film dans les syndicats et dans les milieux militants de la région, Alain tisse des liens avec des travailleur.euses politisé.es. Convaincu de la nécessité de dépasser la critique sociale pour construire une organisation politique, il contribue à la mise sur pied de la cellule de la Ligue au Saguenay. En 1978, à 25 ans, Alain se fait embaucher en usine, conformément à la stratégie préconisée par le groupe marxiste-léniniste : « Mais je ne voulais pas vraiment travailler à l'Alcan, c'était plus une décision politique [...] »⁴⁶⁵. Entre les murs de l'usine, il ne se sent pas dépaycé :

- *Je venais de là, le milieu ouvrier, etc. [...] Tous mes amis à l'école qui étaient alentour de moi, ça rentrait dans les usines. J'me sentais pas à part d'eux autres. Alentour de moi, ça rentrait à l'Alcan ou ça rentrait à la Price [Une usine de pâtes et papiers]. C'est des gens qu'on avait été à l'école ensemble. Au primaire, au secondaire pis au cégep, même. [...]. Je retrouvais du monde que j'avais connu.*

- *GTB : Mais vous aviez quand même passé au moins quelques années à évoluer dans un milieu différent en allant au cégep, en étant dans le milieu culturel...*

- *Ah oui, oui, oui! Tout à fait! Pis j'pense pas que ma voie aurait été à l'usine. S'il y avait pas eu ça, j'aurais pas rentré à l'Alcan. J'sais pas comment la vie serait aujourd'hui. Sauf que j'étais pas enligné pour rentrer à l'Alcan. Avec la démarche que j'avais, les premiers emplois que j'avais eus. J'avais travaillé en animation culturelle dans un café, dans un groupe vidéo pour faire des films, etc. C'est l'aspect social d'intervention qui a fait qu'à un moment donné, on a bifurqué pis rentré à l'usine. Mais s'il y avait pas eu ça, s'il y avait pas eu les groupes marxistes-léninistes, qu'est-ce qu'il y aurait eu? Je sais pas quelle tangente j'aurais pris, mais j'pense pas que j'aurais rentré à l'Alcan, finalement. J'étais plus parti au niveau culturel et artistique que d'autre chose⁴⁶⁶.*

⁴⁶⁵ *Ibid.* p. 189.

⁴⁶⁶ Entrevue avec Alain Proulx effectuée le 28 août 2019.

Sa connaissance du milieu aide sans doute Alain à s'intégrer rapidement. Ses collègues sont surtout des jeunes de son âge, avec qui il sort fréquemment et a beaucoup de plaisir. On le surnomme « Mao » pour l'agacer, mais on respecte son engagement syndical. En 1979, lors d'une assemblée syndicale de grève, quand il traite les dirigeants syndicaux de collaborateurs devant 2000 travailleur·euses réunies à l'aréna, son intervention est assez bien reçue⁴⁶⁷. Après la disparition du PCO, Alain continue à travailler à l'aluminerie pour gagner sa vie. Il y passe toute sa carrière en restant actif dans le syndicat, dont il devient président en 1999. Ce sont l'implication syndicale et le contact humain qui lui donnent la motivation de continuer :

L'usine Vaudreuil [l'une des usines du complexe d'aluminium d'Arvida] où est-ce que je suis rentré, ils transforment la bauxite en alumine. C'est des procédés... La chaleur, beaucoup de poussière, beaucoup de bruit. [...] C'est pas épanouissant comme travail. Tu vas gagner ta vie, là. Tu fais tes affaires. C'est demandant, beaucoup. Ce qui était plaisant, c'était le milieu humain. C'est-à-dire la solidarité entre le monde. C'était pas l'individualisme qui régnait. Au contraire, quand il y avait quelqu'un dans la misère, tout le monde était là pour l'aider, là. Tsé, j'veux dire. C'était vraiment ça dans l'usine Vaudreuil pis encore plus dans les salles de cuves où les conditions de travail étaient encore plus difficiles. C'est là que, quand t'avais de la misère ou que t'avais des pots [cuves] qui avaient eu des problèmes, les gars venaient tous t'aider, par-dessus leur propre travail à eux autres. Il y avait une belle solidarité comme ça pis beaucoup, beaucoup d'amitié aussi. Beaucoup de fraternité. On gagnait notre vie, c'est sûr. Comme j'te dis, c'était pas la place pour t'épanouir intellectuellement, mais au niveau humain, c'était un milieu de travail qui était dur, mais qui était riche humainement.

Des implantés dotés d'un plus grand volume de capital culturel parviennent aussi à devenir membres à part entière de la « gang ». C'est le cas notamment de Raymond Savoie. Fils de bonne famille, il passe une enfance confortable à Lachute, puis on l'envoie étudier au Collège Brébeuf à Montréal. En tant que pensionnaire issu de la campagne, il se sent méprisé par « les péteux d'broue d'Outremont ». C'est dans ce contexte qu'il forge sa conscience politique. Il est fasciné par l'ébullition sociale de l'époque et a déjà des sympathies pour la Chine maoïste, dès le secondaire.

⁴⁶⁷ *Ibid.* p. 190.

À la fin de son séjour à Brébeuf, il commet des frasques qui lui attirent les foudres des autorités jésuites:

J'avais peinturluré sur les murs « À bas Morin » – Morin, c'était le préfet de discipline – et j'avais envoyé une lettre ouverte au journal étudiant dans laquelle je disais que les pensionnaires étaient écœurés du régime dictatorial du père Morin.

On le renvoie du pensionnat, mais on lui permet de terminer ses études. Il se joint à la Ligue peu de temps après. Il s'inscrit en sciences politiques à l'UQAM, mais ses sessions sont à toutes fins pratiques annulées en raison de grèves des professeur·es et des employé·es de soutien. Le mouvement marxiste-léniniste devient donc pour lui un lieu de formation alternatif, où il se plonge dans la lecture de Marx, de Lénine et de Mao :

Le parti devenait une école de la vie parce que t'avais une pensée assez structurée, avec des formations. T'avais pas l'impression de glander, de perdre ton temps. Tu te disais: « Câline, on va réussir. Faut y aller ».

Par enthousiasme, par romantisme révolutionnaire, par volonté de se défaire de ses origines bourgeoises, il adhère au projet d'implantation. En 1977, il entre donc à l'usine d'amiante Atlas Asbestos, dans l'est de Montréal. Dès les premiers jours, il travaille aux côtés du président du syndicat et d'un officier syndical, qui jasant de politique autour de leur machine. Tranquillement, il écoute les conversations, s'y mêle un peu, se fait des amis. Au bout d'un peu plus d'un an, il est élu responsable santé-sécurité de son département : « J'avais été choisi parce que les gens reconnaissaient que j'étais un bon gars pis j'avais l'air de connaître ben des affaires ». Raymond s'intègre sans peine à son milieu de travail. Quand il peut, il fréquente la taverne au coin de Dickson et Hochelaga, où les gars se retrouvent à 7h30 du matin pour prendre une bière à la fin du *shift* de nuit. Deux fois par semaine, il monte sur la patinoire avec ses collègues :

- Ça, c'est une des choses qui faisait qu'on avait des bonnes relations avec les gars d'Atlas: je jouais au hockey avec eux autres.

- GTB: Ah ouais, ça, ça crée des liens...

- *Ouais! Qu'est-ce tu veux... Quand tu te promènes tout nu dans la douche, ça fait que les liens sont [forts] [...] Ça date d'avant: j'ai joué au niveau collégial pour Brébeuf. [...] J'étais un bon joueur de hockey.*

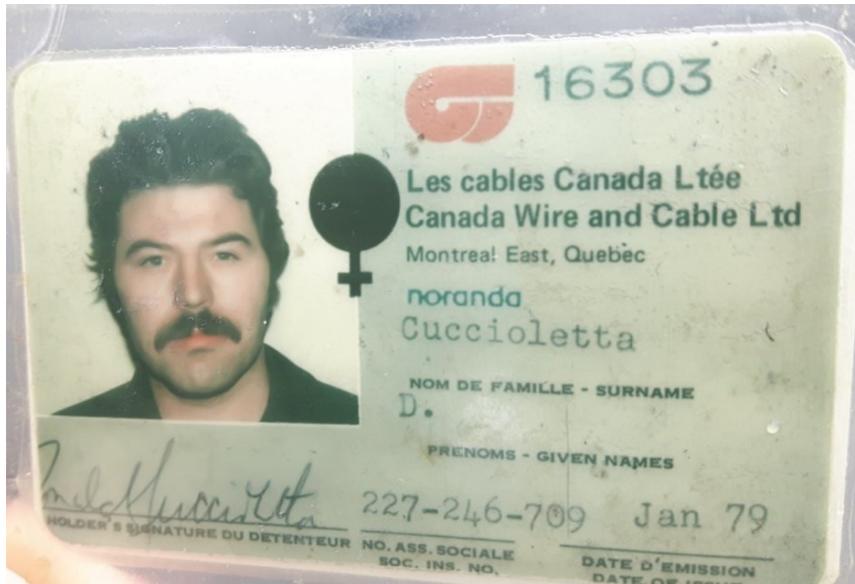
Raymond considère que l'implantation en usine lui a permis d'approfondir sa faculté d'adaptation, lui qui a dû étant jeune se fondre dans des milieux différents : « J'suis à l'aise dans tous les milieux. J'aime les relations avec les gens, peu importe d'où ils viennent pis quelle est leur histoire ou leur milieu, tsé ».

Donald Cuccioletta vit une expérience semblable. D'origine bourgeoise, il passe 12 ans à la Canada Wire and Cable et s'intègre pleinement au groupe, en participant aux activités sociales et aux luttes syndicales de l'usine. Bien qu'il ait appris le français dans la rue, en faisant du sport avec les enfants des familles ouvrières de Maisonneuve, il n'est pas lui-même d'origine ouvrière. Il se voit comme un petit-bourgeois qui a acquis la culture prolétarienne et a pu devenir un intellectuel organique de la classe ouvrière⁴⁶⁸ en côtoyant ses membres à chaque jour pendant plusieurs années.

Même s'il ne s'est jamais pleinement senti ouvrier, Donald juge que ses confrères de travail, eux, le considéraient comme un des leurs parce qu'il les défendait et parce qu'il partageait leur vie. Tout au long de son engagement à l'usine, il accompagne ses collègues partout où ils se rassemblent : « Toutes les fêtes des travailleurs, toutes les fêtes de Noël, toutes les affaires que les

⁴⁶⁸ Donald Cuccioletta est influencé par la pensée d'Antonio Gramsci, popularisée au Québec par les travaux de Jean-Marc Piotte. Comme d'autres militant-es marxistes, il aspire à être un intellectuel organique du prolétariat : « Chaque groupe social, naissant sur le terrain originel d'une fonction essentielle, dans le monde de la production économique, crée en même temps que lui, organiquement, une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui donnent son homogénéité et la conscience de sa propre fonction, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine politique et social... ». Gramsci, Antonio. 1931. « Lettere, 7 settembre 1931, p. 481 ». Cité par Piotte, Jean-Marc. 1970. *La pensée politique de Gramsci*. Montréal : Éditions Parti-Pris. p. 26. [En ligne] http://classiques.uqac.ca/contemporains/piotte_jean_marc/pensee_de_gramsci/pensee_pol_gramsci.pdf.

travailleurs faisaient, moi pis ma blonde, on y allait. Fallait qu'on soit avec eux ». Il se retrouve souvent chez Larry's, la taverne du coin, pour prendre une bière et pour distribuer *La Forge*.



Donald Cuccioletta a conservé sa carte d'employé de la Canada Wire and Cable comme souvenir de ses années à l'usine.

Sa vie à l'usine est remplie d'anecdotes qui montrent la camaraderie qu'il partage avec les ouvriers sur le plancher⁴⁶⁹ : « Ah, sti qu'on avait du fun! Parce que les travailleurs connaissent les forces et les faiblesses des boss. Ils les voient à tous les jours. Pis ils savent comment ils peuvent les manipuler ». Un jour, « parce que le café de la cafétéria en bas, c'est de la marde », un ouvrier décide de faire du café pour tout le monde. Donald se fait complice du projet. Il distribue le café, « du bon café fort, avec du cognac ou du gin, qu'est-ce que tu voulais. Dans la shop, tout le monde voulait son cognac ou son gin le matin ». Une autre fois, ils s'arrangent pour se faire livrer du blé d'inde à l'intérieur de l'usine au nez et à la barbe des contremaîtres :

On mangeait du blé d'inde à la shop, câlisse. On allait pas manger l'autre pourriture de la cafétéria. On avait du blé d'inde frais, avec du beurre frais, pis on buvait notre choppe, esti. Pis on était heureux. Pis là, les boss étaient là : « Tabarnac, ouin ». Pis je dis : « On donne rien aux boss, hein? ». « Ah, jamais de la crisse de vie. Ils iront en acheter là-bas. Ça, c'est pour nous autres ».

⁴⁶⁹ Steven High parle de « shop-floor playfulness » pour décrire des histoires du même type dans une usine du nord de l'Ontario. High, Steven. 2018. *One Job Town: Work, Belonging, and Betrayal in Northern Ontario*. Toronto: University of Toronto Press. pp. 95-99.

Le soir, les gars font des courses de chariots élévateurs dans le terrain vague à côté de l'usine. Une journée de printemps, ils organisent un atelier improvisé d'entretien des autos. Les ouvriers font rentrer leur voiture dans l'usine, et ceux qui s'y connaissent en mécanique s'en occupent. Cette fois-ci, l'offre s'étend aussi au boss : on lui fait son changement d'huile pour éviter qu'il intervienne. Donald dit au mécanicien : « Fourre pas son char, là. Mets pas du sel dans la tank à gaz, là, câlisse! »

Donald Cuccioletta se souvient avec émotion de ces occasions où les ouvriers se réapproprient spontanément leur milieu de travail :

Il y avait ces moments-là. Savoureux. De boquer les boss en ayant du plaisir. Ça, j'ai toujours gardé ça dans ma tête. Pour moi, c'était peut-être les meilleurs moments. Pis c'était la meilleure façon de les envoyer chier. Dans le fond, qu'est-ce qu'on leur disait? « C'est à nous, la shop. Ça nous appartient, cette esti de shop là. Pas à vous! » C'est ça que ça prouvait. Moi en tout cas, symboliquement, plus tard, j'ai réalisé ça. Dans le fond, qu'est-ce qu'on leur disait? « C'est à nous cette shop là, pas à vous autres ».

Comme les autres militants implantés à l'usine d'explosifs Expro à Valleyfield⁴⁷⁰, Jean Bourdages estime que son intégration s'est faite aisément. Détenteur d'un baccalauréat en animation culturelle de l'UQAM, il voit l'implantation en usine comme la suite logique du travail d'organisation communautaire qu'il fait déjà en collaboration avec des ouvriers de la région du Suroît. Arrivé à Expro en 1978, il devient le président du syndicat en 1986, seulement huit ans plus tard, mais trois ans après la dissolution de son groupe marxiste-léniniste. Au milieu des années 1990, il quitte l'usine pour siéger quelques années sur l'exécutif national de la CSN, mais il retourne sur la ligne de montage par la suite, de 2002 à 2005 :

J'avais besoin de réapprendre le souffle chaud du boss dans mon cou pour l'haïr à nouveau. Parce que quand t'es dans les hautes instances, les boss que tu rencontres, c'est toute du

⁴⁷⁰ L'expérience d'implantation à l'usine Expro est analysée au chapitre 5, « L'action syndicale à Valleyfield : mémoire et continuité ».

monde bien éduqués, bien habillés. C'est du bon monde, tsé. Ça neutralise un peu ta haine de classe.

Réélu à la présidence du syndicat en 2005, Jean prend sa retraite de l'usine en 2012. Il considère qu'en travaillant ensemble et en participant aux activités sociales, le lien avec les autres travailleurs se développe spontanément :

- Quand tu travailles sur ton quart de travail, il y a une camaraderie qui s'installe. Pis jeudi, on allait changer notre paie à la taverne pis on jasait de toutes sortes d'autres affaires aussi, là. On se forçait pas pour faire ça. Ça venait naturel. [...] De toute façon, tu vis les mêmes problèmes. Comme je dis souvent, moi, crisse, on s'connaissait assez qu'on savait la senteur de t'sour de bras de nos compagnons de travail! Tsé veut dire. C'est comme ça dans une shop. C'est ça l'esprit collectif que moi j'ai aimé. C'est pour ça que j'suis retourné. C'est un esprit collectif, tsé! C'est pas comme travailler dans un bureau, travailler avec des cols blancs où est-ce que tout le monde pense qu'il est smatte parce qu'il a un diplôme universitaire. Dans une shop, le monde font face aux mêmes problèmes pis on regarde comment on peut régler ça.

[...] Il y avait des activités sociales organisées par le club social de la shop. Ben tu participes à ça. T'es pas différent des autres, tsé. [...] Il y a une culture dans le milieu de travail. Il s'agit de faire partie de la culture. La culture, elle s'exprime de différentes façons par les habitudes que les gens ont, par les fréquentations qu'ils ont, par les activités sociales auxquelles ils participent. Tsé, c'est sûr, si tu veux te couper du monde, parle tout le temps de politique: « Il est fatigant, lui, il parle rien que de ça ». Il y en a qui étaient dans les clubs de hockey. Différentes activités.

- GTB : T'as-tu l'impression que de la part de quelqu'un comme toi ou d'autres qui étaient implantés pis qui avaient fait des études, est-ce que ça demandait comme un travail sur soi?

- Pas vraiment. Pas vraiment. J'parle pour moi. Les autres, je l'sais pas. Mais moi, j'ai jamais eu de problème avec ça, tsé. Même que j'aimais ça. Pis c'est très important, ces activités-là parce que les gens te reconnaissent comme étant un des leurs. Mais à travailler, tu deviens un des leurs. Parce que t'es dans les mêmes conditions objectives qu'eux autres, tsé. Le p'tit boss qui t'écœure tout le temps, là, il écœure les autres et il t'écœure toi aussi, tsé.

Il semble donc que l'expérience commune de l'usine, comme le supposent Olin Wright et Cho, permette dans bien des cas de surmonter la distance culturelle qui peut exister au départ entre les implanté·es et les autres travailleur·euses. À tout le moins, en effectuant les mêmes tâches sous les ordres du même patron, les implanté·es se retrouvent dans un cadre dont il·elles peuvent tirer profit pour construire des relations riches et durables avec leurs collègues. Contrairement à ce que prédit

le modèle théorique élaboré par Bourdieu, ceux·elles qui possèdent davantage de capital culturel ne semblent pas avoir plus de difficultés à s'intégrer au milieu ouvrier. En effet, certains des interviewés les plus privilégiés sur ce plan – tels que Raymond Savoie et Donald Cuccioletta – sont parvenus à se tailler une place de choix dans ce monde qui n'était pas initialement le leur⁴⁷¹.

Ce n'est pas une coïncidence si les bars et les tavernes reviennent à plusieurs reprises dans le récit de ceux·elles qui se sont bien intégrés dans leur milieu de travail. Quand ils sont animés et accessibles, ces établissements peuvent devenir ce que le sociologue Ray Oldenburg appelle des « troisièmes lieux »⁴⁷² – à la suite de la maison et du travail qui représentent respectivement le premier et le deuxième lieu. Les troisièmes lieux sont des espaces dont la vocation première est de permettre aux gens de relaxer et de passer du bon temps en compagnie des un·es et des autres. En favorisant la conversation, ils donnent aux individus l'occasion de connaître leurs prochains en dehors du cadre parfois étroit du foyer et de l'emploi. Par le fait même, les troisièmes lieux constituent des ingrédients importants d'une vie communautaire riche. Les moments passés dans les bars et les tavernes où se réunissent les travailleur·euses offrent à l'implanté·e la chance de développer des affinités et des amitiés qui reposent sur autre chose que le travail et la politique. « Si tu veux te couper du monde, parle tout le temps de politique », insiste Jean Bourdages. En

⁴⁷¹ Ce résultat est cohérent avec celui d'études des années 1990 et 2000 sur « l'omnivorisisme culturel » des classes professionnelles et managériales. D'après ces études, qui s'appuient sur Bourdieu tout en réévaluant ses conclusions à la lumière d'une économie mondialisée où priment la « mobilité » et la « flexibilité », la faculté de s'adapter à différents milieux serait un attribut des personnes qui sont dotées d'un volume élevé de capital culturel. Familières avec une gamme variée de produits culturels associés à la fois aux genres populaires et aux genres « raffinés », ces personnes auraient une plus grande mobilité culturelle, soit la capacité à faire appel à différentes ressources culturelles afin d'en tirer un avantage en fonction du contexte social. Voir Emmison, Michael. 2003. « Social Class and Cultural Mobility: Reconfiguring the Cultural Omnivore Thesis. » *Journal of Sociology* vol. 39, no. 3. pp. 211-230. Erickson, Bonnie. 1991. « What is good taste good for? » *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie* vol. 28, no. 2. pp. 255-278. Erickson, Bonnie. 1996. « Culture, Class and Connections. » *American Journal of Sociology* vol. 102, no. 1. pp. 217-251.

⁴⁷² « Third places ». Oldenburg, Ray. 1999. *The Great Good Place: Cafés, Coffee shops, bookstores, bars, hair salons and other hangouts at the heart of a community*. New York: Marlowe & Company. p. 16.

côtoyant ses collègues dans leur quotidien hors du milieu de travail, le ou la militant·e peut plus facilement devenir un·e des leurs.

À l'inverse, les implanté·es moins intégré·es mentionnent qu'il·elles étaient dans des usines où les employé·es avaient peu d'espaces et de moments pour socialiser. De plus, plusieurs implanté·es soulignent que le rythme effréné de la vie militante ne laissait pas beaucoup de place pour les activités sociales⁴⁷³. Pris·es par les réunions, il·elles n'avaient pas toujours le temps d'aller boire un verre avec les collègues. C'était encore plus flagrant pour les femmes militantes, qui devaient en plus s'acquitter de la plupart des tâches dans leur foyer. Comme l'a démontré l'anthropologue Diane Lessard, les femmes membres de la Ligue/du PCO vivaient une triple journée de travail (responsabilités familiales et domestiques, emploi salarié, militantisme)⁴⁷⁴. Conséquemment, note Line Godin, il était parfois difficile pour elles de se mêler aux ouvrières de manière informelle :

On faisait juste ça [militier]. J'me souviens... Il y a une fille, elle disait: « Crime, on est blanc comme du lait en été. On n'a même pas le temps d'aller dehors. On dirait qu'on vit dans un congélateur ». On disait qu'on voulait rallier les ouvriers, mais on vivait une vie qui avait pas d'allure.

Ceux·elles qui ont partagé des moments avec les travailleur·euses là où il·elles se tenaient ont à la fois construit des liens plus forts et obtenu plus de succès sur le plan syndical et politique. D'une part, il·elles ont pu bénéficier du rôle politique des troisièmes lieux. Les bars et les autres endroits

⁴⁷³ Un document interne du parti, vraisemblablement écrit par Jean-Claude Naud, implanté à l'usine Dominion Bridge de Lachine, souligne à la fois l'importance des activités sociales et la tendance à les négliger par surmenage militant : « LIAISON AUX MASSES : Il faut s'intégrer aux équipes de sport existantes ou en former avec nos contacts (hockey, ballon-balaie [sic], soccer...). Il faut casser avec une conception gauchiste du travail communiste (surcharge, jamais le temps d'être avec les masses) (« communisme de guerre » [...]) Comme dit MAO : il faut être comme des poissons dans l'eau ». Il s'agit d'un des rares documents à mentionner explicitement les efforts à faire pour s'intégrer à la classe ouvrière. Sans auteur. 1979. « Objectifs (printemps 1979) ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/13). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 2.

⁴⁷⁴ Lessard, Diane. 1989. *Le militantisme politique de femmes de l'extrême-gauche québécoise entre 1972 et 1982. Étude en anthropologie des sexes*. Université de Montréal : thèse de doctorat. p. 263. La question du genre et de la place des femmes dans le mouvement d'implantation est abordée plus en profondeur au chapitre 5.

où se rassemblent les membres de la classe ouvrière peuvent en effet être des espaces où il·elles découvrent leurs problèmes communs et en discutent ouvertement, à l’abri des oreilles du patron : « Ce que la taverne offrait [...], c’était une source de nouvelles, *ainsi que* l’opportunité de remettre en question, de protester, de sonder les autres, de compléter les informations, et de se former collectivement et localement une opinion »⁴⁷⁵. Les implanté·es qui se joignent à ses conversations peuvent donc mieux saisir le climat politique de leur milieu de travail. Il·elles peuvent aussi l’influencer en participant à la discussion.

D’autre part, il·elles ont pu acquérir la confiance de leurs collègues en devenant « un des leurs », comme le dit Jean Bourdages. Cette confiance, bâtie au fil du contact quotidien et des luttes communes, est un mécanisme important de transmission des idées. Le politologue Alain Savard, dans sa thèse consacrée au renouvellement de la pensée marxiste autour du concept de pouvoir, souligne que les militant·es prennent souvent pour acquis qu’un discours bien articulé, appuyé par des arguments rationnels, triomphera des idées fausses⁴⁷⁶. La priorité stratégique est donc accordée à la formulation d’un discours juste et éloquent, qu’on suppose suffisant pour emporter l’adhésion. Les groupes marxistes-léninistes ont fréquemment, implicitement ou explicitement, fondé leurs méthodes de travail politique sur cette prémisse⁴⁷⁷. Or, l’adoption de nouvelles idées et de nouvelles pratiques repose davantage sur l’existence d’une relation de confiance entre la personne

⁴⁷⁵ *Ibid.* p. 70. Traduction libre: « What the tavern offered [...] was a source of news *along with* the opportunity to question, protest, sound out, supplement, and form opinion locally and collectively ».

⁴⁷⁶ Savard, Alain. 2020. *Power from Below: Power, Democracy and Socialist Theory*. York University: PhD Dissertation (Political Science). p. 141.

⁴⁷⁷ Un exemple de cette approche est fourni par l’en-tête des *Cahiers marxistes-léninistes*, publiés par les étudiants communistes de l’École normale supérieure de Paris, des précurseurs du mouvement d’établissement français. Citant Lénine, elle proclame que « [l]a théorie de Marx est toute puissante, parce qu’elle est vraie ». *Cahiers marxistes-léninistes*. 1964. *Cahiers marxistes-léninistes publiés par le cercle des étudiants communistes de l’École Normale Supérieure : 1. Science et idéologies*. [En ligne] <https://adlc.hypotheses.org/archives-du-seminaire-marx/cahiers-marxistes-leninistes/cahiers-marxistes-leninistes-n1>

qui les émet et celle qu'elle souhaite convaincre⁴⁷⁸. Par ailleurs, cette confiance est, jusqu'à un certain point, transférable d'une sphère à une autre : on est, par exemple, plus prompt à accepter les propositions d'une personne qu'on perçoit comme une collègue fiable et efficace, même si ces propositions n'ont pas de rapport direct avec le travail⁴⁷⁹. En démontrant son assiduité au travail et dans les activités sociales, l'implanté·e peut gagner le respect de ses collègues et développer son appartenance au groupe. Ce faisant, il·elle accroît aussi son influence syndicale et idéologique.

Syndicalisme et délégation

Des « champions de l'action syndicale »

La plupart des implanté·es que j'ai interviewé·es sont assez bien intégrés à leur milieu de travail et, par le fait même, il·elles réussissent à se tailler une place de choix dans la vie syndicale locale, comme cela leur est demandé par leur organisation politique. Parmi les 25 militant·es rencontré·es, 16 ont occupé une fonction syndicale officielle – c'est-à-dire dans le cadre de la structure syndicale déjà en place – au sein de leur usine ou de leur hôpital. De ce nombre, cinq sont devenus président du syndicat au cours de leur carrière. Les autres ont été élu·es par leurs pairs à différents postes, dont celui de vice-président, de délégué santé-sécurité, de membre du comité de négociations de la convention collective, d'agent de griefs, etc. De manière générale, les implanté·es dont le syndicat a été affilié à la CSN ou à la FTQ sont parvenu·es à se tailler une place dans le monde militant de leur milieu de travail, tandis que ceux·elles dont le syndicat n'était pas affilié à une des

⁴⁷⁸ Savard. 2020. *op. cit.* p. 146.

⁴⁷⁹ *Ibid.* p. 153. Voir aussi Savard, Alain. 2017. « Confiance et hégémonie : Deuxième partie » *Carnets rouges*. [En ligne] <https://carnetsrouges.net/confiance-et-hegemonie-deuxieme-partie/>. « En d'autres mots, la raison initiale de l'établissement du lien de confiance ne limite pas nécessairement le type de propositions qui peuvent être convoyées via ce lien. Ainsi, un lien de confiance initialement établi sur la base de l'expertise professionnelle peut être mobilisé pour convaincre autrui d'une proposition politique. »

deux grandes centrales syndicales québécoises⁴⁸⁰ ont eu plus de difficulté à mettre en œuvre des actions militantes.

Sur les neuf implanté·es qui n'ont pas obtenu de poste syndical, cinq ont tout de même participé avec succès à au moins une campagne de mobilisation dans leur milieu de travail. À l'aluminerie Alcan de Beauharnois, Michel Dorais a été un des organisateurs de la grève de la poudre noire, qui a mobilisé massivement les travailleurs, bien qu'elle n'ait pas eu les résultats escomptés⁴⁸¹. Chez American Can au coin de Pie-IX et Ontario à Montréal, Gordon Lefebvre a convaincu ses compagnons de travail de ralentir les cadences en soutien aux grévistes d'une usine portoricaine de la compagnie multinationale. À l'usine Expro à Valleyfield, Gilles Morand a fait signer à tous les ouvriers de son département une pétition réclamant l'installation d'un détecteur de métal pour prévenir les explosions⁴⁸². Pierre LaGrenade a mis sur pied un journal et un conseil syndical pour démocratiser le fonctionnement du syndicat de l'hôpital Hôtel-Dieu. Enfin, Roger Rashi a notamment participé au comité d'information pour l'organisation en 1975 d'une grève illégale de deux jours à la Dominion Engineering afin de gagner l'indexation des salaires à l'inflation.

Seuls quatre interviewé·es n'ont pas eu d'implication syndicale durant leur séjour à l'usine. Deux se sont retrouvés dans des entreprises non-syndiquées. C'est le cas de Dominique Reynolds qui, malgré tout, a joué à plusieurs reprises un rôle informel de délégué en exigeant de petits changements en matière de santé et sécurité ou de respect des normes du travail. Denis Tougas,

⁴⁸⁰ Leur syndicat était par exemple affilié à la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), considérée comme moins combative, ou encore à la Fédération des syndicats du secteur de l'aluminium (FSSA), qui s'est désaffiliée de la CSN après la grève générale de 1972.

⁴⁸¹ Cette grève est décrite au chapitre 5, « L'action syndicale à Valleyfield : mémoire et continuité ».

⁴⁸² Morand, Gilles. 2017. *L'époque était rouge: militer au Québec pour un avenir radieux dans un Parti marxiste-léniniste*. Saint-Joseph-du-Lac : M Éditeur. p. 134.

lui, a soutenu brièvement la syndicalisation de son usine, mais cette option a été rejetée par les autres travailleurs. Il n'a pas été véritablement actif dans son milieu d'implantation parce que son rôle de responsable des communications internes pour le groupe *En Lutte!* prenait l'essentiel de son temps⁴⁸³. Les deux autres, Line Godin et Gérard Thibault, n'ont eu quasiment aucune implication militante dans leur milieu de travail.

Outre ces exceptions, les militant·es marxistes-léninistes rencontrés se sont donc remarquablement bien intégrés aux structures syndicales de leur lieu d'implantation. D'après Pierre LaGrenade, c'est justement par le biais de leur rôle syndical actif que les implantés ont pu forger de bonnes relations avec les travailleur·euses :

Ton hypothèse de choc [culturel], là... Moi, sincèrement, j'ai pas vécu ça. Non. [...] Même à l'hôpital Hôtel-Dieu, là, c'était une implantation encadrée par le PCO avec mise sur pied d'une cellule à l'intérieur de l'usine, toute le kit. Et en tout cas, non, non. On se présentait dans la pratique comme étant des champions de l'action syndicale. La réaction était... On avait une très bonne reconnaissance de la part des... [...] Là où on mettait sur pied des cellules, il y avait une diffusion du journal [La Forge]. La pénétration du journal était difficile parce qu'il s'agissait au-delà de... On se faisait admettre. On était des champions de l'action syndicale, donc on avait une bonne réputation. Et bon, le monde suivait pas sur le reste. Parce que le but, c'était de recruter des militants pour éventuellement les embarquer dans des comités d'études. Ça, c'est un travail ardu, difficile. En tout cas, ça se pressait pas aux portes. Mais ça progressait. Et on restait des... En tout cas, quand j'ai été congédié, [...] l'audition du grief se faisait dans un local à l'hôpital devant l'arbitre du ministère du Travail. Et régulièrement, il venait 15, 20, 30 personnes. Elles sont venues assister à ça. Elles venaient voir comment ça se passait parce que c'était calculé comme un congédiement qui avait pas d'allure, qui était pas correct. En tout cas, j'avais été quelqu'un de correct. Pis le monde trouvait que ça avait pas d'allure.

Dans cet extrait, Pierre LaGrenade contraste le travail syndical, bien reconnu, et le travail de diffusion de la pensée marxiste-léniniste, auquel les employé·es sont moins réceptif·ves. J'y reviendrai. Raymond Savoie considère lui aussi que les implantés devenaient crédibles auprès de leurs collègues en contribuant, par la voie syndicale, à l'amélioration des conditions de travail.

⁴⁸³ Entretien avec Denis Tougas réalisé le 4 juin 2019.

Il en veut pour preuve une grève à Atlas Asbestos où, malgré certaines tensions avec des membres de l'exécutif syndical, les travailleurs combatifs ont su faire front commun au nom de revendications terre-à-terre :

On sabotait rien, tsé. On travaillait bien pis on s'faisait pas crisser dehors parce qu'on était des tartempions, tsé. Alors donc on travaillait assez bien pis les ouvriers nous respectaient. Ils nous respectaient aussi parce qu'on avait une certaine facilité à exprimer les revendications qu'eux-mêmes avaient. Et comme le conflit de travail a porté beaucoup sur la santé et sécurité, ben on a obtenu une très belle victoire dans le sens où... Comment j'pourrais te dire ça? Écoute, après la grève, là, il y a eu un paquet de changements. Il y a eu un responsable de santé-sécurité dans chacun des départements qui était nommé par la compagnie. Il y a eu des experts qui sont venus pour voir le développement de machines et de techniques pour aspirer la poussière lorsqu'elle était produite, directement sur les plans de travail. Tous les ouvriers avaient maintenant des habits de travail fournis par la compagnie et lavés par la compagnie. Tsé, avant, j'allais là, moi, avec mes jeans pis mon t-shirt pis j'ramenais ça chez nous après le travail. C'était quand même assez dégueulasse...

Robert Dagenais⁴⁸⁴ abonde dans le même sens. À l'hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine, où il s'implante en 1974 après un baccalauréat en anthropologie et plusieurs années d'expérience militante dans le mouvement étudiant et au sein de la gauche montréalaise, Robert devient membre du comité exécutif et agent de griefs à l'élection syndicale de 1976. Il fait alors partie d'une équipe de six candidat·es qui se présentent ouvertement comme membres et sympathisant·es de la Ligue. Cinq des six candidat.es sont élu·es. Robert estime que lui et les autres marxistes-léninistes sont doté·es « d'une certaine respectabilité » parce qu'il·elles travaillent bien, respectent les membres et font du bon travail syndical. Sa position d'agent de griefs lui permet de renforcer sa crédibilité puisqu'il aide les employé·es à régler leurs problèmes personnels. Son complice Sylvain Gallant en rajoute :

[Robert] était d'un méthodique. Il était extraordinaire comme agent de griefs. Il a fait un travail, tsé... Tsé quand tu dis que toutes les madames qui ont dépassé 50 ans, elles sont dans notre fan club, osti! »

⁴⁸⁴ Surnom.

Partis de l'hypothèse d'un choc culturel lié à des habitus divergents, nous en arrivons plutôt au constat que les implanté·es, dans bien des cas, s'intègrent au point d'être choisi·es par les travailleur·euses pour les représenter. D'un côté, on peut y voir la preuve de la confiance qu'on leur porte⁴⁸⁵. De l'autre, on peut y voir la reconnaissance de compétences qu'il·elles possèdent : déchiffrer une feuille de paie ou une convention collective, rédiger des tracts ou des lettres, développer un argumentaire, négocier avec la direction, prendre la parole en public. D'autres analystes ont remarqué qu'il s'agit là du capital culturel mis en pratique. En parlant des établi·es français·es, le sociologue Erik Neveu soutient un propos qui s'applique aussi aux implanté·es québécois·es :

[...] [L]es établis importent dans leur version de la condition ouvrière des dispositions, un capital culturel, des savoirs politiques liés non seulement à leur socialisation scolaire, mais aussi à la formation intellectuelle délivrée dans les groupes gauchistes⁴⁸⁶.

C'est ce qu'a bien saisi Raymond Savoie. Son capital culturel et militant, ainsi que celui de ses camarades non-implanté·es, l'aident à se rendre utile auprès des travailleurs de l'amiante :

- Évidemment, avec la formation que j'avais eue, j'étais capable d'avoir un point de vue sur tout ou à peu près. L'école pis tout ça. C'est sûr que quand tu jases avec un gars qui a une 9e année... À part dire des généralités, il n'a pas des opinions sur tout. [...] Tandis que moi, j'étais capable de faire sentir que je connaissais un peu le dossier.

- GTB: Donc le fait d'être plus scolarisé que la moyenne, ça t'aidait, en fait?

- Ben ouais! C'est ça. Ça a favorisé le fait que je sois devenu responsable de santé-sécurité dans le département. D'abord, en matière de santé-sécurité, j'en connaissais plus qu'eux parce que j'étudiais dans une cellule [de la Ligue] qui s'occupait de ça. On avait fait sortir les études qui avaient été faites sur l'amiantose par l'hôpital américain... [...] Il y avait une étude qui avait été faite dans les années 1970 sur l'amiantose, par un hôpital reconnu de New York. J'me rappelle plus du nom. Mais cette étude-là faisait école au Québec. Et c'est eux qui avaient permis de découvrir que l'amiantose était une maladie industrielle. Elle était reconnue comme telle maintenant. L'exposition à l'amiante. C'est des choses que nous, les communistes, on suivait de près. On savait. On pouvait en parler aux autres.

⁴⁸⁵ Leur capacité à se faire élire à des postes syndicaux tient aussi au fait qu'il·elles ont du temps à consacrer à ce type de tâches, et ne ménagent pas leurs efforts, puisque leur motivation première est de militer.

⁴⁸⁶ Neveu, Erik. 2008. « Rétablir les établis... » *Savoir/Agir* vol. 4, no. 6. p. 53.

Loin d'être exclu·es, les implanté·es qui s'installent dans la durée sont respecté·es et considéré·es comme faisant partie du groupe, et sont poussé·es vers des responsabilités conformes à leur socialisation antérieure. Malgré leur plongeon dans un monde qui leur était tout d'abord étranger, nombre d'entre eux·elles retrouvent donc, sous une forme différente, la concordance entre position et dispositions dont Bourdieu faisait état.

La remise de soi

On trouve aussi dans ce phénomène une manifestation de la tendance qu'ont les classes populaires à déléguer leur pouvoir politique⁴⁸⁷. Bourdieu soutient en effet que :

[S]i la propension à déléguer à d'autres [...] la responsabilité des affaires politiques varie en raison inverse du capital scolaire possédé, c'est que le titre scolaire (et la culture qu'il est censé garantir) est tacitement tenu – par ses détenteurs mais aussi par les autres – pour un titre légitime à exercer l'autorité⁴⁸⁸.

En d'autres mots, les membres des classes populaires ont une propension à abandonner leur droit à la parole politique au profit de ceux·elles qui ont un volume élevé de capital culturel, auquel·les il·elles accordent une confiance tacite en tant que porte-paroles. Parce que les militant·es les plus scolarisé·es « parlent bien », sont motivé·es à s'impliquer, maîtrisent les codes du jeu politique et ont du temps à y consacrer, on leur laisse le champ libre pour parler au nom du groupe. Quoiqu'elle

⁴⁸⁷ « C'est Gramsci qui disait quelque part que l'ouvrier a tendance à transporter dans tous les domaines ses dispositions d'exécutant ». Bourdieu. 1979. *op. cit.* p. 448.

⁴⁸⁸ *Ibid.* p. 484.

ne doit pas être considérée comme omniprésente⁴⁸⁹, cette attitude de délégation que Bourdieu appelle la remise de soi⁴⁹⁰ apparaît dans les récits de certains implantés.

Dominique Reynolds raconte par exemple que ses collègues « chialaient » contre un problème dans l'usine, mais qu'ils n'agissaient pas. Au mieux, ils encourageaient Dominique à faire valoir leur point de vue auprès de l'administration :

Ils étaient assez craintifs, j'me rappelle. Ils étaient pas très revendicateurs. À la limite, ça faisait ben leur affaire que j'aïlle en avant pis que j'aïlle en parler. Aller en avant, c'est aller dans les bureaux [de la direction].

De même, après un mois à l'usine, Donald Cuccioletta se fait nommer délégué à la santé-sécurité :

- GTB : *Pourquoi toi?*

- *Parce que je gueulais. Sur le plancher de shop, celui qui crie le plus fort, c'est lui qu'on écoute. C'est de même.*

- GTB : *Ça fait qu'ils trouvaient que ce que tu gueulais avait du bon sens.*

- *Oui, oui, du gros bon sens. Mais en plus, qui c'est qui a pas peur d'ouvrir sa bouche? Parce qu'en général, les travailleurs parlent pas. Ils vont parler pour faire des farces plates, Ils vont parler pour s'amuser. Mais pas... Bon.*

Le phénomène de la remise de soi pose un dilemme éthique aux militant·es qui croient que la libération de la classe ouvrière doit être le fait de la classe ouvrière elle-même. Selon cette perspective, les implantés sont là pour soutenir cette démarche autonome, et non pour s'y substituer. Dès les premières années du mouvement d'implantation, des marxistes-léninistes sont

⁴⁸⁹ « Il faut cependant se garder de toute généralisation : ce comportement presque démissionnaire, qui pousse à son paroxysme la logique de la délégation, ne correspond que dans une certaine limite à celui des ouvriers militants. La remise de soi, en effet, qui peut jouer sur des questions étroitement politiques ou doctrinales, se manifeste moins dans cette saisie de la politique militante au ras du sol. Tout au contraire, on voit des ouvriers qui réfléchissent sur les syndicats, le fonctionnement de la délégation et avancent un certain nombre de thèses inédites ». Vigna, Xavier. 2007. *L'insubordination ouvrière dans les années 68: Essai d'histoire politique des usines*. Rennes : Presses universitaires de Rennes. p. 201.

⁴⁹⁰ *Ibid.* p. 498. Voir aussi Bourdieu, Pierre. 1977. « Questions de politique » *Actes de la recherche en sciences sociales* vol. 16, pp. 70 et 75.

confrontés à ce problème. En 1974, la revue *Mobilisation* publie le bilan⁴⁹¹ des efforts de syndicalisation menés dans une petite usine du quartier Saint-Michel par deux militants du Noyau des petites entreprises (NPE) du CAP Maisonneuve⁴⁹². Ce bilan d'une dizaine de pages traite d'abord des conditions de travail et de l'organisation du travail dans l'usine. Puis, il décrit la composition de la main-d'œuvre. Enfin, il explique le déroulement des démarches syndicales entreprises durant deux ans. Celles-ci culminent par une grève victorieuse au printemps 1973. Le document cherche à tirer des leçons politiques applicables à d'autres luttes en milieu de travail.

L'usine compte une quarantaine d'employés et fabrique des « boîtes de métal qui servent de support aux fluorescents »⁴⁹³. D'après les deux militants, les conditions y sont délétères : aucune norme d'hygiène et de sécurité n'est respectée, les cadences sont difficiles à suivre et des accidents surviennent souvent. L'absence de norme salariale favorise les disparités. De plus, « [...] tout est mis en œuvre pour contrôler, réprimer et diviser les travailleurs »⁴⁹⁴. Au sujet des ouvriers, l'enquête⁴⁹⁵ effectuée par les militants révèle que :

*[...] le niveau de conscience même syndicale était très bas, que la grosse majorité des travailleurs n'avait aucune expérience de lutte en usine (syndicale ou autre), que plusieurs ne savaient ni lire ni écrire, le niveau moyen de scolarité était très bas [...].*⁴⁹⁶

Les militants se donnent comme objectif de 1) « [d]'entreprendre une lutte pour se donner un syndicat fort » et 2) « [d]'identifier les travailleurs les plus conscients en vue de la mise sur pied

⁴⁹¹ Mobilisation. 1974. « La syndicalisation dans une petite usine » *Mobilisation* vol. 3, no. 9, pp. 1-9. Il s'agit de l'usine mentionnée au chapitre 1, « L'émergence du mouvement d'implantation ». Voir la section « Des petits milieux aux grandes entreprises ».

⁴⁹² Voir le chapitre 1 pour une description de ces groupes et de leur rôle dans l'émergence du mouvement d'implantation.

⁴⁹³ Mobilisation. 1974. *op. cit.* p. 1.

⁴⁹⁴ *Ibid.* p. 2

⁴⁹⁵ Les militants s'inspirent de l'enquête ouvrière de Marx. Marx, Karl. 2004. « L'enquête ouvrière (1880) » *Travailler* vol. 2, no. 12. pp. 21-28.

⁴⁹⁶ Mobilisation. *op. cit.* p. 3.

d'un noyau de travailleurs à l'intérieur de l'usine »⁴⁹⁷. Alors qu'ils se préparent à la négociation de la convention collective, les deux marxistes-léninistes – dont l'un est président du syndicat⁴⁹⁸ – soulignent qu'ils doivent « éviter d'amasser toutes les tâches en favorisant une participation la plus grande possible »⁴⁹⁹. Ils tentent donc d'impliquer les travailleurs dans la rédaction d'un projet de convention collective. Bien que les discussions autour de ce projet contribuent au développement d'un climat de solidarité dans l'usine, elles ne mènent pas à la prise en main souhaitée. Au contraire, l'exercice débouche sur un exemple de remise de soi de la part des ouvriers : « La participation des travailleurs fut à peu près inexistante, elle s'est très vite transformée en un appui total et inconditionnel au comité de négociation [...] »⁵⁰⁰. Tout au long du texte, les deux militants sont soucieux de ne pas se substituer aux ouvriers : « On a voulu éviter les erreurs commises par la présence d'intellectuels qui faisaient la lutte à la place des travailleurs »⁵⁰¹. Ils constatent cependant qu'il s'agit d'un défi difficile à surmonter.

Dans d'autres milieux de travail où les implantés ont été présents plus longtemps, il·elles ont essayé de remédier à ce problème en misant sur la démocratisation de leur syndicat. Après une grève majeure à l'usine où travaille Donald Cuccioletta, des collègues l'invitent à se présenter à la présidence du syndicat. Il refuse parce qu'il se considère comme un petit-bourgeois et croit que le poste de président doit être occupé par un authentique ouvrier. En équipe avec d'autres travailleurs,

⁴⁹⁷ *Ibid.*

⁴⁹⁸ À l'arrivée des marxistes-léninistes, il existe un syndicat de boutique affilié à la Fédération canadienne des associations indépendantes (FCAI), considérée par les autres centrales syndicales comme une organisation jaune. Les premières démarches des deux militants visent à se désaffilier de la FCAI – selon eux, les travailleurs reconnaissent que celle-ci est vendue au patron – pour s'affilier aux Métallos. Au sujet de la FCAI et de ses méthodes, voir Centrale des syndicats démocratiques. 1974. « Dossier noir. Anti-syndicalisme au Québec » *La base* vol. 2, no. 1. pp. 8-11.

⁴⁹⁹ Mobilisation. *op. cit.* p. 4

⁵⁰⁰ *Ibid.* Le comité de négociation est composé du président du syndicat – un des deux militants marxistes-léninistes – et de trois autres travailleurs.

⁵⁰¹ *Ibid.* p. 6.

il est élu à la vice-présidence. Leur priorité est de dynamiser le syndicat, faire en sorte que les ouvriers se l'approprient. Ils organisent des assemblées générales mensuelles. Ils distribuent un journal syndical qui traite des enjeux de l'usine. Ils invitent aussi les ouvriers de la base à assister aux conseils régionaux de la FTQ pour mieux connaître les rouages du syndicalisme : « Il fallait reconstruire l'éducation syndicale! ».

À l'hôpital Louis-H. Lafontaine, Nicole Lafleur et Sylvain Gallant donnent des formations sur le fonctionnement des assemblées générales. Il.elles considèrent que l'autonomisation des travailleur.euses – « la prise en charge par les gens eux-mêmes de leurs situations, de leurs revendications » (Nicole Lafleur) – constitue le premier pas de tout processus révolutionnaire. Cette démarche ne va pas sans susciter des doutes de leur part quant à son efficacité réelle. Sylvain Gallant a parfois l'impression de mener les luttes à la place des travailleur.euses :

On s'est déjà dit ça souvent, quand on partait pour une réunion, moi pis Robert Côté, on se demandait : « asti, hein, Robert, si on perdait les élections la prochaine fois, me semble qu'on serait ben », parce que certains vont s'occuper de leur affaire. C'est pas ça qu'on voulait vraiment, mais tu comprends ce que je veux dire. Il y a ambivalence, là.

Pour certain.es militant.es interviewé.es, le risque de se substituer aux travailleur.euses est inhérent à l'idée même d'implantation. C'est pour cette raison que Gilles Duceppe refuse aujourd'hui cette pratique :

T'as du monde intelligent en dedans, tsé. Ils sont capables de le faire par eux-mêmes. Pourquoi j'irais le faire à leur place? Travaille avec le monde, fais confiance aux gens.

Gordon Lefebvre, quant à lui, ne rejette pas la tactique de l'implantation, mais il fait valoir que la remise de soi participe au processus qui mène les militant.es à laisser de côté leurs idéaux révolutionnaires pour se consacrer presque exclusivement aux enjeux du salaire et des conditions de travail. En effet, selon Gordon, dès lors que les implanté.es sont choisi.es par les

travailleur.euses pour les représenter, il·elles sont progressivement absorbé·es par l'appareil syndical, délaissant ainsi l'objectif de la construction du parti communiste :

Quand t'es établi en usine, tu as comme l'obligation de militer. Mais plus tu milites, plus tu t'intègres au syndicalisme corporatif. [...] Les travailleurs, quand ils voient que quelqu'un est très radical, ils trouvent qu'il devrait être le leader. Ils abandonnent leur pouvoir de lutte. Ils l'abandonnent à un représentant. [...] Les syndicats sont très habiles à absorber cette énergie-là qui est contre eux. Ça crée une désillusion sur le plan politique. Parce que la politique devient purement économique. C'est de l'économisme. [...] C'est l'abandon de la lutte politique autonome hors du syndicalisme.

Le projet idéologique mis de côté

Comme on le verra dans cette section, le processus décrit par Gordon Lefebvre n'est pas inéluctable. Certain·es implanté·s ont pu au contraire se servir de leur crédibilité syndicale pour favoriser la diffusion des idées marxistes-léninistes. Il reste que, dans la majorité des cas, l'idéologie des implanté·es a trouvé peu de résonance auprès de leurs collègues. S'adaptant à la conjoncture, il·elles ont relégué l'idéologie à l'arrière-plan pour se dédier d'abord et avant tout à la défense des intérêts matériels des travailleur.euses.

Les implanté·es ne cherchent pas seulement à partager la vie des travailleur.euses. En principe, du moins pour les militant·es rattaché·es à la Ligue/au PCO (qui forment la grande majorité des implanté·es), l'implantation est une tactique qui permet d'identifier les travailleur.euses les plus combatif.ves pour les initier au marxisme et, éventuellement, les rallier au parti. Selon leur perspective, la participation aux luttes syndicales est utile en elle-même, mais elle doit aussi mener au développement d'un syndicalisme de classe qui constitue un préalable nécessaire à la

révolution⁵⁰². Les militant·es en usine et en hôpital doivent donc faire de l'éducation politique, diffuser des idées communistes et mettre sur pied des cercles de lecteurs de *La Forge*.

Le syndicalisme comme levier pour aborder des questions politiques

Selon Pierre LaGrenade, militant implanté à l'Hôtel-Dieu, l'atmosphère bouillonnante des années 1970 est propice aux idées plus radicales :

À cette époque-là, il y avait quand même un climat d'ouverture. Castro, Mao, des révolutions... Très très largement, le monde disait: « Ça a pas d'allure comment ça va maintenant. Faut que ça change. Et oui, c'est possible ».

Pierre souligne néanmoins qu'il est difficile de convaincre ses collègues de participer aux cercles de lecteurs et aux groupes d'études organisés par la Ligue : « L'activité intellectuelle était pas particulièrement en vogue ». Il s'agit d'un défi auquel font face de nombreuses organisations qui ont un mandat d'éducation politique⁵⁰³. Pour les communistes, cependant, s'ajoutent des préconceptions au sujet de leur idéologie hors-norme :

La plupart des membres avaient peur de ça [la documentation produite par la Ligue/le PCO]. Avant de connaître notre pratique, là. Écoute, le communisme... le monde se pousse pas aux portes pour voir c'est quoi au juste l'affaire. C'est perçu comme radical: « Regarde ce que ça a donné en URSS ou en Chine. Des dictatures » (Jean Bourdages).

Dans cette citation, Jean Bourdages mentionne que ses collègues étaient méfiants par rapport au communisme *avant de connaître la pratique des militants marxistes-léninistes*. Il sous-entend que le fait de voir les militants communistes agir sur le terrain au quotidien a atténué leurs craintes par

⁵⁰² Voir le chapitre 1 sur la genèse du mouvement d'implantation pour un exposé des principes et des priorités stratégiques qui guident ce mouvement.

⁵⁰³ À titre d'exemple, lors d'une table-ronde organisée en 1983 par la revue *Vie ouvrière* pour faire le bilan de l'action politique de gauche, à la suite de la disparition des groupes marxistes-léninistes et de la déception engendrée par les années de gouvernement du Parti Québécois, le responsable de l'action politique à la FTQ, André Leclerc, soutient que les organisations syndicales et communautaires ne parviennent pas vraiment à rassembler leurs membres et leur public autour d'un projet politique : « Les expériences de formation politique ont de la difficulté à rejoindre d'autre monde que ceux qui sont déjà une bonne terre pour ça, à les rejoindre dans leur réalité de tous les jours ». *Vie ouvrière*. 1983. « Tables rondes : Le PQ est mort, les m-l sont morts, vive...? » *Vie ouvrière* vol. 33, no. 170, p. 52.

rapport au discours marxiste-léniniste. Quelques autres implanté·es ont constaté un effet semblable : le militantisme syndical leur a donné la crédibilité nécessaire pour mettre de l'avant des idées politiques plus radicales. En démontrant qu'il·elles étaient de bons organisateur·rices syndicaux·ales et en obtenant des gains concrets, il·elles se sont forgé une bonne réputation dans leur milieu de travail. Par conséquent, certain·es collègues étaient davantage à l'écoute de leurs suggestions politiques. Il s'agit d'une illustration de ce que le politologue Alain Savard appelle « l'expérience pratique de la fiabilité »⁵⁰⁴, un facteur de formation d'une relation de confiance :

*L'expérience de la fiabilité désigne l'inférence selon laquelle une personne qui a eu raison et s'est montrée fiable dans le passé a alors de bonnes chances d'avoir raison dans l'avenir*⁵⁰⁵.

Roger Rashi décrit comment devait se dérouler l'aller-retour entre mobilisation syndicale et éducation politique :

Donc nous passions par ces moyens-là, mobilisation sur le terrain des revendications concrètes. Pis en même temps, lié à ce travail de mobilisation syndicale, on faisait un travail d'éducation politique. Pour les plus intéressés, on se regroupait pour discuter des textes politiques, comparer ce que nous faisons à ce qui se faisait ailleurs. On faisait l'analyse plus globale de la situation au Québec, de la montée des luttes, des contradictions entre la classe ouvrière et la classe capitaliste. Pourquoi il y avait l'inflation. Comment ça frappait surtout les familles ouvrières. Etc., etc. Donc c'était un peu la tactique que l'on prenait: s'occuper des grandes revendications immédiates, mobiliser la base syndicale, forcer l'exécutif à faire certains moyens de pression. Pis à travers ces batailles-là, les lier autant que possible à une discussion politique. Finalement, les luttes économiques nous permettaient d'amener les questions politiques. Et les questions politiques nous permettaient de renforcer encore plus la lutte économique.

Roger estime que dans son usine, la Dominion Engineering, les discussions politiques regroupaient entre 5 et 12 personnes, tandis que les réunions de préparation aux batailles syndicales rassemblaient entre 15 et 30 personnes, selon les périodes. Jean Bourdages confirme que les

⁵⁰⁴ « The practical experience of trustworthiness ».

⁵⁰⁵ « The experience of trustworthiness refers to the inference that, if someone was right and reliable in the past, then chances are that he will be right in the future ». Savard. 2020. *op. cit.* p. 158.

marxistes-léninistes fonctionnaient de la même manière à l'usine Expro. D'abord, ils faisaient de l'agitation – de la mobilisation autour d'enjeux concrets. Puis, ils faisaient de la propagande, c'est-à-dire qu'ils examinaient des questions politiques dans une perspective communiste, avec ceux, moins nombreux, qui étaient intéressés à faire partie d'un cercle de lecture.

Richard Dufort, président d'un syndicat de 150 ouvriers dans une usine de carton d'Hochelaga-Maisonneuve, accroche les publications de la Ligue sur le tableau d'affichage syndical. Élu sur l'exécutif avec une équipe complète qui prône un syndicalisme de combat, il mène de nombreuses luttes autour de revendications locales précises, de 1973 à 1979. L'approche combative – ralentissements de la production, débrayages illégaux, griefs incessants – qu'il préconise est loin de faire l'unanimité, mais elle est appuyée par la majorité des travailleurs, dont une forte proportion de jeunes :

Et on gagnait! Ma foi, on gagnait des batailles. La confiance à l'égard du leadership syndical se renforçait tout le temps. Tu gagnais. T'étais pas un pelleteux de nuages. Non, c'est possible! Pis même...À cette époque-là, on avait réouvert les conventions collectives pour dire que ce qu'on avait négocié, c'était pas assez. Pis c'était complètement illégal, mais on l'avait fait pis on avait gagné. Alors le monde disait: « Voyons donc...Dufort, ce qu'il dit, ça marche! »

Fort de ses victoires, il construit un bon réseau de distribution de *La Forge* à l'intérieur de l'usine. Un cercle d'études communiste réunit régulièrement six ouvriers pour parler d'actualité et de politique. Richard convainc aussi une vingtaine de ses collègues d'assister à une assemblée publique du PCO au centre Paul-Sauvé : « C'était une bonne mobilisation. S'il y avait eu 20 gars par shop... ».

Donald Cuccioletta met lui aussi *La Forge* sur le babillard du syndicat. Il adore diffuser le journal et s'étonne lui-même du nombre d'ouvriers qu'il réussit à rejoindre lorsqu'il parle du communisme

en faisant des liens avec la situation de la *shop*. Dans les années 1980, alors que le processus de production vient d’être automatisé, avec six ou sept collègues, il organise un cercle de lecture sur les heures de job dans la cabine de contrôle des machines : « Les gars aimaient ça. On discutait politique. [...] Il y avait l’air climatisé en plus! ». Selon lui, la possibilité de mettre de l’avant des idées communistes dépend de l’obtention de gains concrets pour les ouvriers: « Si j’défends le pain et le beurre pour lui [le travailleur], j’suis capable d’aller le voir après pis lui dire ‘Lis donc ça’, si on veut aller un peu plus loin des fois ».

D’après Donald, *La Forge* rejoint ses collègues de travail parce que c’est un journal qui traite des ouvriers. De fait, les implanté·es s’entendent pour dire que *La Forge* parle davantage aux travailleur.euses lorsqu’elle aborde des sujets concrets, proches de leur réalité quotidienne. Les grandes grèves de l’heure – celle de la Robin Hood ou de la Commonwealth Plywood – suscitent la curiosité. Les articles sur le pouvoir d’achat, l’inflation ou le choc pétrolier intéressent les gens. La diffusion fonctionne aussi lorsque les militant·es font des liens entre la thématique abordée et les préoccupations de leurs collègues. Sylvain Gallant raconte par exemple que, quand il parlait de la situation au Vietnam, il insistait non pas sur le soutien aux communistes nord-vietnamiens, mais sur le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes. Il faisait alors l’analogie avec le Québec : « Ça marchait au boutte ». À l’inverse, les sujets trop éloignés de la vie des travailleur.euses – comme le soutien au Kampuchéa démocratique⁵⁰⁶ – rencontrent peu d’écho :

Pol Pot... Marcel qui travaillait à l’usine, il l’avait loin un peu, Pol Pot. Mais j’faisais d’la propagande! [Rit] C’était complètement... un peu déconnecté des fois (Richard Dufort).

⁵⁰⁶ Le Kampuchéa démocratique est le nom officiel donné au Cambodge entre 1975 et 1979, sous la direction des Khmers rouges. La Ligue donne un appui controversé à ce régime dirigé par Pol Pot. Roger Rashi se trouve d’ailleurs en délégation officielle sur place au début de l’invasion vietnamienne du pays. Voir *The Call*. 1979. « Canadian M-L delegation visits Kampuchea » *The Call* vol. 8, no. 23. [En ligne] <https://www.marxists.org/history/erol/ca.secondwave/rashi-pol-pot.htm>

Des idées abstraites et farfelues

Certain.es implanté.es ont donc pu capitaliser sur leurs réussites syndicales pour modestement accroître l'audience des idées communistes. La plupart ont toutefois constaté le peu de réceptivité des travailleur.euses par rapport à leur idéologie.

Durant ses années marxistes-léninistes, Alain Proulx déteste faire la diffusion de *La Forge*. Il en fait tout de même, mais sans insister, car il sent que ses collègues ne sont pas vraiment intéressés :

Un coup à l'usine, j'me rappelle qu'il y avait des journaux que je mettais à des places. Les gars les prenaient pis les tassaient pis ils étaient même pas ouverts. Pis moi, j'insistais pas. On s'était libéré de la religion catholique. J'avais pas envie d'imposer d'autre chose de cette nature-là à personne, tsé.

Selon lui, les idées mises de l'avant par le Parti communiste ouvrier sont trop abstraites :

Les enjeux au niveau des conditions de travail, c'est ce qui préoccupait beaucoup plus les travailleurs que le changement de société de façon générale par la révolution, etc. Si j'avais eu un discours rien que pour parler du projet socialiste... Les gens t'écoutaient un peu poliment, mais c'était pas là-dessus qu'ils te rejoignaient. Ils te rejoignaient quand t'étais de leur côté au niveau des revendications concrètes.

Line Godin, implantée à la Dominion Textile, partage le même avis :

Il y aurait eu possibilité de faire ben des affaires concrètes, partir de quelque chose pis tranquillement avancer. Pas de mettre un journal sur la table pis parler de révolution. C'était pas connecté pantoute à une réalité.

Les ouvrières qu'elle côtoie perçoivent son idéologie marxiste-léniniste comme une particularité étrange, mais sans importance :

[Le fait que je sois marxiste-léniniste,] ça passait comme: « Elle est marxiste-léniniste, l'autre est péquiste, l'autre est libérale ». C'était pas quelque chose qu'elles connaissaient pis qui les énervait. C'était comme un peu hurluberlu: « Elle, avec ses affaires... ». [...] « Elle est ben fine, mais qu'est-ce tu veux, ça va lui passer ».

Deux implantés, Louis Lavoie et Gérard Thibault, mentionnent que leurs collègues trouvent leur idéologie « farfelue ». Dominique Reynolds fait le même constat, tout en soulignant que les travailleurs de son usine le respectent même s'ils ne partagent pas ses idées :

Eux autres, politiquement, le communisme, c'était le carnaval. C'était pas sérieux. Mais tsé un moment donné, quand tu sais pas c'est qui, là, c'est tous des fous, mais quand tu connais la personne, tu vas parler avec.

Ce qui paraît farfelu, plus que les idées marxistes-léninistes prises individuellement, c'est peut-être la tendance à proposer une idéologie toute faite, qu'on doit adopter en bloc, avec ses codes et son vocabulaire propres. Cette tendance peut être associée au point de vue scolastique, qui pousse certain·es militant·es à l'habitus intellectuel vers des théorisations détachées de la pratique⁵⁰⁷. Plusieurs militant·es, comme Alain Proulx et Line Godin, sentent rapidement que c'est par le biais des revendications concrètes et non de leur maîtrise du marxisme-léninisme qu'il·elles peuvent rejoindre les travailleur·euses. D'autres, plus scolarisé·es et plus porté·es vers les grands discours, apprennent progressivement à s'ajuster à leur auditoire. Leur habitus se transforme au contact de leur nouvelle réalité⁵⁰⁸, comme en témoigne Donald Cuccioletta :

Fallait que je change ma façon de penser, ma façon d'agir, ma façon d'écouter. Les travailleurs s'écoutent quand ils se parlent. Ils s'écoutent! Moi, j'écoutais pas. Moi, j'essayais de leur amener la bonne parole. Tsé comme un bon prêtre, là : « C'est comme ça! » Ils vont me dire : « Écoute ben, Cuccioletta, là. On veut t'écouter, mais écoute nous, nous autres aussi ».

⁵⁰⁷ Bourdieu, Pierre. 1994. « Le point de vue scolastique ». Dans Bourdieu, Pierre. 1994. *Raisons pratiques : Sur la théorie de l'action*. Paris : Éditions du Seuil. pp. 213-230.

⁵⁰⁸ « Cependant, des expériences ultérieures peuvent modifier l'habitus et produire de nouvelles dispositions et habiletés permettant aux gens de réagir d'une manière nouvelle ». Traduction libre : « However, later experiences can modify the habitus and produce new dispositions, and skills, enabling people to react in new ways ». Sayer, Andrew. 2005. *The Moral Significance of Class*. Cambridge: Cambridge University Press. p. 25.

La question nationale, pierre d'achoppement

Parmi les idées défendues par le mouvement marxiste-léniniste, l'opposition à la souveraineté du Québec est une des plus controversées⁵⁰⁹. Tout en reconnaissant l'oppression nationale du peuple québécois et son droit à l'autodétermination, les groupes marxistes-léninistes considèrent que le projet d'indépendance mine l'unité de la classe ouvrière canadienne. Ils prônent l'abstention au référendum de 1980.

Il est largement admis que l'effondrement d'En Lutte! et du Parti communiste ouvrier est dû en partie à leur position sur la question nationale. En effet, à partir des années 1960, dans l'esprit des militant·es de gauche, l'émancipation sociale et l'émancipation nationale sont profondément imbriquées. L'indépendance du Québec apparaît alors comme une idée progressiste en elle-même, tout en étant l'éventuel point de départ d'une transformation globale de la société : « En cette période d'agitation nationaliste, la gauche affichait donc à peu près unanimement son appui à la souveraineté du Québec »⁵¹⁰. Dans les années 1970, cette imbrication est remise en question par le mouvement marxiste-léniniste qui, par le fait même, tente de se démarquer du Parti Québécois. Or, tout en exprimant des réserves par rapport au projet péquiste, une forte proportion des

⁵⁰⁹ Dans la littérature sur le mouvement marxiste-léniniste québécois, la question nationale québécoise est un des thèmes les plus fréquemment abordés. Voir entre autres Degagné, Sébastien. 1998. *Le mouvement marxiste-léniniste En Lutte! et la question nationale québécoise au Canada (1972-1982)*. Mémoire de maîtrise (histoire). Université du Québec à Montréal. Degagné, Sébastien. 2004. « Le déclin du mouvement marxiste-léniniste au Québec » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, pp. 124-128. Dubuc, Pierre. 2004. « Le mouvement marxiste-léniniste et la question nationale » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, pp. 129-138. Dubuc, Pierre. 2003. *L'autre histoire de l'indépendance*. Trois-Pistoles : Éditions Trois-Pistoles. Warren, Jean-Philippe. 2007. *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*. Montréal: VLB Éditeur. pp. 108-121.

⁵¹⁰ Warren, Jean-Philippe. *op. cit.* p. 115. C'est du moins le cas pour la nouvelle génération. Comme le démontre Jacques Rouillard, jusqu'à la fin des années 1960, la FTQ et la CSN adoptent des positions autonomistes, mais restent méfiantes quant à la souveraineté. Rouillard, Jacques. 2004. *Le syndicalisme québécois: deux siècles d'histoire*. Montréal: Les éditions du Boréal. pp. 151 et 161. Même parmi les jeunes, il existe une méfiance par rapport à l'idée d'une indépendance formelle, qui n'inclurait pas un projet d'émancipation sociale. Beaudet, Pierre. 2008. *On a raison de se révolter : Chronique des années 70*. Montréal : Les éditions Écosociété. p. 220.

militant·es progressistes continue à soutenir l'indépendance. Les organisations marxistes-léninistes s'aliènent donc une partie de la gauche :

[L]a grande majorité [de la gauche] critique sévèrement l'opposition des ML à l'indépendance du Québec. La consigne d'annulation du vote donnée lors du référendum de 1980 discrédite tout simplement les marxistes-léninistes aux yeux de plusieurs⁵¹¹.

Plusieurs des militant·es que j'ai rencontré·es se sont politisé·es à la fin des années 1960 ou au début des années 1970, lorsque le cri de ralliement « socialisme et indépendance » allait de soi pour bon nombre de jeunes. Il.elles ont souvent été des participant·es actif·ves du mouvement souverainiste – ou à tout le moins des sympathisant·es – avant de se joindre à une organisation marxiste-léniniste. Dans bien des cas, leur malaise par rapport à l'orientation communiste sur cette question a été une des causes de leur départ au début des années 1980.

Dans leurs milieux de travail, les implanté·es sont incité·es à promouvoir la position de leur organisation sur la question nationale. Celle-ci fait partie des thèmes d'agitation et propagande qui doivent être mis de l'avant. Mais lorsqu'il.elles le font, cela nuit considérablement à leurs efforts pour rallier les gens au marxisme-léninisme. « L'usine était péquiste à 100% », dit Gordon Lefebvre, implanté dans une usine de métal d'Hochelaga-Maisonneuve. Jean Baillargeon, lui, travaille dans une petite usine de produits chimiques de la Rive-Sud, mais, avec sa cellule, il vise surtout à développer des assises à la United Aircraft⁵¹², une immense usine aéronautique de Longueuil où a eu lieu une des grèves les plus dures de la décennie, en 1974-1975⁵¹³. Dans cette

⁵¹¹ Saillant, François. 2020. *Brève histoire de la gauche politique au Québec*. Montréal : Écosociété. p. 101.

⁵¹² Entretien réalisé avec Jean Baillargeon le 3 juin 2019. Aujourd'hui Pratt & Whitney, l'usine est toujours une des plus importantes au Québec.

⁵¹³ Bilan du siècle. 2020. « Déclenchement d'une grève à la United Aircraft » *Bilan du siècle : site encyclopédique sur l'histoire du Québec depuis 1900*. [En ligne] <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/2617.html>

usine, beaucoup de syndicalistes sont militants du PQ depuis plusieurs années. Les grévistes ont d'ailleurs reçu l'appui de René Lévesque. Perçus comme des fédéralistes, les militant·es marxistes-léninistes ne sont pas les bienvenu·es. Leur critique du mouvement indépendantiste suscite la méfiance et le ressentiment.

La United Aircraft est un bastion péquiste, mais peu importe leur milieu d'implantation, les militant·es marxistes-léninistes sont confronté·es à une réalité semblable⁵¹⁴. Au sein de la classe ouvrière francophone, le Parti Québécois et la souveraineté jouissent d'une grande popularité. Selon Blais et Nadeau, en 1981, parmi les francophones, 71% des ouvrier·ères non spécialisé·es et 74% des ouvrier·ères spécialisé·es soutiennent le PQ⁵¹⁵. Cependant, la tendance est encore plus forte chez les syndiqué·es : « Tout étant égal par ailleurs, les chances d'appuyer le Parti Québécois augmentent de 12% lorsqu'au moins un membre du ménage est syndiqué »⁵¹⁶. De plus, « [l]a probabilité de voter pour le Parti Québécois augmente de 15% lorsqu'on est âgé de 40 ans et moins, toutes choses étant égales par ailleurs »⁵¹⁷. Comme on l'a vu, presque tou·tes les militant·es marxistes-léninistes s'implantent dans des milieux de travail syndiqués. La plupart d'entre eux·elles se retrouvent aussi dans des usines et des hôpitaux où la main-d'œuvre est jeune.

⁵¹⁴ À condition qu'il·elles soient dans un milieu de travail à prédominance francophone, ce qui est le cas de la très vaste majorité des implanté·es.

⁵¹⁵ Blais, André et Richard Nadeau. 1984. « L'appui au Parti Québécois : évolution de la clientèle de 1970 à 1981 ». Dans Crête, Jean. 1984. *Comportement électoral au Québec*. Chicoutimi : Gaëtan Morin éditeur. p. 292. Cela dit, l'occupation a peu d'impacts sur l'appui au Parti Québécois : « Les variations sont minces car à peu près toutes les catégories [d'emploi] se situent entre 65% et 75% ». Les semi-professionnel·les sont ceux·elles qui votent le plus pour le PQ (84%), tandis que les retraité·es (52%) et les agriculteur·rices (59%) sont ceux·elles qui soutiennent le moins le parti dirigé par René Lévesque. *Ibid.* p. 291.

⁵¹⁶ *Ibid.* p. 294.

⁵¹⁷ *Ibid.* p. 287.

Face à cette situation, les implanté·es adoptent différentes approches. Certain·es persistent à défendre la ligne du parti, quitte à s'aliéner une partie des travailleur.euses. Malheureusement pour les implanté·es, les personnes les plus promptes à soutenir l'indépendance et le Parti Québécois sont aussi fréquemment les plus combatives, celles-là même que les marxistes-léninistes voient comme des « éléments avancés » à rallier en priorité.

D'autres implanté·es choisissent plutôt la discrétion. Richard Dufort explique que la plupart des ouvriers de son usine étaient péquistes et que la question nationale était un frein important à la propagation de la pensée marxiste-léniniste :

- *GTB : Donc dans l'usine, qu'est-ce que tu faisais par rapport à ça? Tu tenais ça mort?*
- *J'en parlais pas gros. J'en faisais une question secondaire. Parce que moi-même, j'ai toujours été nationaliste entre guillemets par rapport à la question nationale. On est une nation. On a le droit à l'autodétermination pis si on décide de l'exercer, on l'exerce. Pour moi, il y avait pas de contradiction entre la lutte de libération nationale pis la lutte pour la révolution prolétarienne, sti.*

Plusieurs interviewé·es m'ont d'ailleurs admis avoir secrètement voté pour le « Oui » au référendum de 1980, malgré les consignes du Parti communiste ouvrier.

Quelques-un·es décident de défier ouvertement la position du parti en s'affichant pour la souveraineté. C'est le cas de Louis Lavoie, implanté à MLW-Bombardier. Dans son usine, il dit à ses collègues qu'il ne respecte pas la ligne du PCO et il fait même de l'agitation-propagande en faveur du « Oui ». Ce rejet de la position officielle du groupe lui attire des invectives de la part de ses camarades communistes, mais l'aide à se rapprocher des ouvriers. D'après lui, les autres implanté·es se sont coupé·es des travailleur.euses en diffusant la position de la Ligue/du PCO sur la question nationale.

André Vincent partage le même avis. Implanté chez Postes Canada, il raconte qu'il a pu s'appuyer sur la résolution prise par son syndicat pour aller à l'encontre de la position officielle du Parti communiste ouvrier. Son récit montre au passage que les implanté·es ne sont pas de simples courroies de transmission du parti. Naviguant entre les injonctions parfois contradictoires de leur milieu de travail et de leur groupe marxiste-léniniste, il.elles disposent d'une certaine marge de manœuvre :

[La question nationale], c'était difficile. C'était un frein pour faire avancer les idées du PCO. Le PCO, aussitôt qu'il abordait cette question-là, on pouvait pas aller ben ben loin avec le monde. Moi, tous mes membres – j'étais délégué d'une équipe de 60 –, ils sortaient pas tous de l'université, c'était pas nécessairement les plus combattifs ou les plus conscients, mais sur la question nationale, c'était l'unanimité totale. Quant aux militants syndicaux, c'était encore pire. Les militants syndicaux étaient archi-péquistes. Tout le monde était péquiste. Quand est arrivé le référendum, Jean-Claude Parrot⁵¹⁸ s'est positionné pour le « Oui ». Perreault⁵¹⁹ (pis toute la direction de Montréal) s'est positionné pour le « Oui ». Et ils ont exigé que pour être délégué au congrès de la FTQ, il fallait respecter le mandat de l'assemblée qui avait voté « Oui ». Donc si t'acceptais d'aller au congrès de la FTQ, si t'étais délégué, il fallait voter « Oui ». [...] Moi, j'ai jamais été ben ben d'accord avec la position de l'abstention. Moi, j'étais carrément pour le « Oui ». Pis je m'en gênaï pas. Tout le monde le savait dans la cellule, au PCO. Le PCO voulait tellement avoir du monde sur le plancher du congrès, avoir des délégués pour faire du travail politique, qu'ils ont accepté que je sois soumis [au mandat]. Je leur ai expliqué que c'était une question de démocratie: mon syndicat a voté « Oui », je suis délégué par mon syndicat, ben je vais aller voter « Oui ». Ce qui faisait tout à fait mon affaire [rires].

« On était des syndicalistes d'abord et avant tout »

D'après Jerry Kane, un ancien ouvrier d'Expro qui a longtemps collaboré avec les militants marxistes-léninistes, lorsque Jean Bourdages et d'autres implantés sont élus à des postes syndicaux, ils le sont en vertu de leur engagement syndical. Leur appartenance au mouvement communiste soulève parfois l'hostilité, mais est plus souvent accueillie avec indifférence, à condition que les militant·es démontrent leur dévouement aux intérêts des travailleur.euses. Jean

⁵¹⁸ Jean-Claude Parrot est alors le président du Syndicat des postiers du Canada (SPC).

⁵¹⁹ Marcel Perreault est alors le président du Syndicat des postiers de Montréal.

Bourdages acquiesce. Selon lui, une portion des ouvriers sont intéressés par le discours de la Ligue/du PCO, mais la plupart sont surtout préoccupés par les relations de travail au sein de l'usine : « Le monde ont vu que, dans l'fond, même si j'étais un radical, ça leur rapporte à eux autres, les gains qu'on faisait ». En ce sens, certains ouvriers soutiennent les militants marxistes-léninistes *en dépit de* leur idéologie : « J'suis pas trop d'accord avec toé, [Jean], mais c'est bon, ce que tu fais », disent-ils.

Dans ce contexte, l'idéologie marxiste-léniniste apparaît surtout comme un cadre d'analyse qui informe l'action politique, et non comme une pensée à diffuser à tout prix. En effet, plusieurs implanté·es mentionnent que le marxisme les aide à comprendre les rapports de force ou à analyser la situation économique et politique de leur milieu de travail. En revanche, il.elles utilisent peu le langage marxiste-léniniste lors de leurs discussions avec les travailleur.euses. Selon Nicole Lafleur et Sylvain Gallant, à Louis-H. Lafontaine, *La Forge* est parfois utile pour élargir le débat avec les plus intéressé.es, autour d'enjeux internationaux, par exemple. Mais la plupart des employé·es de l'hôpital veulent surtout savoir s'il.elles vont être bien représenté·es : « Est-ce que ces gens-là [les militant·es marxistes-léninistes] qu'on va élire vont nous défendre? », se demande-t-on. Robert Dagenais, aussi implanté à Louis-H., partage la même impression. Beaucoup de gens qu'il côtoie à l'hôpital sont sympathiques aux idées de gauche, mais ce n'est pas par adhésion à leur idéologie qu'il.elles soutiennent les militant·es marxistes-léninistes :

Les gens qui élisent, élisent du monde qui ont des discours de gauche pis ça part pas de zéro. C'est pas du monde qui sont réactionnaires a priori. Donc je dirais que oui, il y a une certaine ouverture. Pas d'adhésion là, tsé. Pas d'adhésion. Je me souviens qu'avant, du temps du comité d'information, on tentait, comme il se doit, de développer des contacts avec du monde, on se faisait des amis, on donnait même un peu d'information du type Les classiques du marxisme. Les gens les acceptaient, genre « oui, merci » sympathique. Ils les lisaient pas nécessairement, mais ils nous envoyaient pas promener non plus [rires]. C'est pour ça que je te dis une ouverture modeste, mais une ouverture quand même.

Principalement, l'idée c'est que les gens considéraient surtout qu'on faisait du bon travail. Même comme comité d'information⁵²⁰, avant même d'être implantés au syndicat. [Sylvain] était très réputé comme tribun syndical, [Sylvain Gallant] tsé, entre autres dans les AG. [Nicole] aussi, d'ailleurs. [Nicole] militait dans ce qu'on appelait le comité des auxiliaires, des aides féminins de service.

Constatant le peu de réceptivité des travailleur.euses par rapport à leur idéologie, certain.es marxistes-léninistes ne s'en formalisent pas. Pour des militant.es comme Robert Dagenais, Nicole Lafleur et Sylvain Gallant, la Ligue est surtout un véhicule politique qui permet aux plus mobilisé.es d'agir de manière organisée et efficace, en intégrant une réflexion sur les ramifications politiques du syndicalisme. Il.elles introduisent des éléments d'explication politique dans leurs interventions auprès de leurs collègues, mais, dès le départ, le discours communiste occupe un rôle secondaire par rapport à l'action syndicale.

D'autres sont plus attaché.es aux idéaux révolutionnaires, mais, confronté.es à l'échec relatif de la propagation de la pensée communiste, il.elles se concentrent sur ce qui fonctionne le mieux, le militantisme syndical. Sans abandonner complètement les tâches de diffusion et de propagande exigées par leur groupe politique, il.elles priorisent la mobilisation concrète à l'intérieur de leur milieu de travail. Les implanté.es réévaluent alors leurs objectifs. La révolution est éclipsée par des horizons plus modestes. En cela, les implanté.es sont peut-être plus proches des méthodes de Lénine que peut l'être la « pensée marxiste-léniniste » de leur organisation. En effet, le marxisme-léninisme de la Ligue prend bien souvent la forme figée d'une juxtaposition de citations de Lénine prises hors contexte et employées comme des slogans applicables en tout temps et en tout lieu⁵²¹.

⁵²⁰ Avant d'être élu.es à l'exécutif, les militant.es marxistes-léninistes de Louis-H. s'impliquent au sein du comité d'information, qui produit notamment le journal syndical.

⁵²¹ Pour une critique féroce de cette propension des militant.es de la Ligue à voir le marxisme-léninisme comme « [...] une connaissance qui prononce des jugements définitifs », voir Lefebvre, Gordon. 1977-1978. « Réflexions sur l'autocritique de Mobilisation » *Chroniques* nos. 29-32, pp. 67-143.

Or, dans un livre qu'il consacre aux positions de Lénine concernant la paysannerie et l'organisation du travail, Robert Linhart montre que le leader bolchevique a une pensée inachevée, en évolution, qui s'ajuste aux conditions réelles tout en gardant à l'esprit certains principes jugés essentiels⁵²². En s'adaptant aux exigences de l'intégration en milieu ouvrier, les implanté·es ne se renient pas; il·elles poussent jusqu'au bout la logique de l'implantation.

Leurs homologues d'autres pays connaissent une trajectoire semblable. Leur travail syndical est souvent apprécié, mais leur idéologie trouve peu de résonance. Aux États-Unis, Ursula McTaggart effectue une comparaison de deux groupes socialistes – le Socialist Workers Party (SWP) et les International Socialists (IS) – ayant envoyé des militant·es étudiant·es en usine. Elle démontre que le premier groupe, en insistant sur la diffusion d'un journal qui met l'accent sur la conversion au socialisme et sur les enjeux internationaux, échoue à rallier les ouvrier·ères, alors même que certain·es d'entre eux·elles sont à la recherche de conseils militants pour mieux s'organiser politiquement⁵²³. Le journal national des IS n'a pas beaucoup plus de succès, mais les cellules locales produisent des journaux d'usine qui traitent des enjeux locaux et sont lus par presque tous les ouvrier·ères⁵²⁴. Barry Sheppard, du SWP, tire des conclusions similaires dans ses mémoires : en participant à des combats politiques et syndicaux concrets, les militant·es se rapprochent des

⁵²² « Ce traitement dialectique des contradictions a-t-il été assimilé par la pensée bolchevique après la mort de Lénine? Certes un corps de doctrine a pris forme dans les années suivantes en Union soviétique sous le nom de « léninisme ». Mais dans les débats ultérieurs, on se réfère plus souvent à la politique concrète de Lénine qu'à sa *méthode*. Telle appréciation *datée* de Lénine sur un objet particulier ou une situation spécifique, sera extraite et replacée dans une conjoncture concrète différente, universalisée souvent au détriment de la manière matérialiste et dialectique qu'avait Lénine d'aborder les problèmes ». Linhart, Robert. 2010 (1976). *Lénine, les paysans*, Taylor. Paris: Éditions du Seuil. pp. 217-218.

⁵²³ McTaggart, Ursula. 2012. « Becoming the Worker, Becoming the Slave: The Socialist Project of Industrializing and the Neoslave Narrative » Dans McTaggart, Ursula. 2012. *Guerrillas in the Industrial Jungle: Radicalism's Primitive and Industrial Rhetoric*. New York: SUNY Press. p. 127.

⁵²⁴ *Ibid.* p. 133.

travailleur.euses, mais il.elles s'en éloignent lorsque leur organisation les incite à prioriser la propagande socialiste⁵²⁵.

Le même type de constat pousse des établi·es français·es vers une conception du syndicalisme axée sur l'action graduelle à long terme. En témoigne Fabienne Lauret, salariée à l'usine Renault-Flins pendant 36 ans :

Je comprends qu'il vaut mieux construire les syndicats et avancer pas à pas vers une émancipation quotidienne des travailleurs, plutôt que de les instrumentaliser pour en faire des lieux [...] de diffusion de nos idées révolutionnaires, contrairement à ce que je pensais auparavant⁵²⁶.

Après avoir analysé le parcours de 43 établi·es, Laure Fleury, Julie Pagis et Karel Yon en arrivent à la conclusion suivante :

Conscients de leur plus-value sur le plan culturel, de leur capacité à rédiger des tracts et à prendre la parole en public, nombreux sont ceux qui ont accepté d'acquiescer des responsabilités syndicales avec l'objectif de porter les revendications concrètes des ouvriers plutôt que de chercher à allumer la mèche d'une hypothétique révolution⁵²⁷.

Marnix Dressen nomme ce phénomène « l'acculturation syndicale »⁵²⁸. À mesure qu'il·elles approfondissent leur connaissance du milieu, les établi·es nuancent leurs positions révolutionnaires (sans les rejeter entièrement) et acceptent davantage les règles du jeu syndical.

Quand il.elles font passer la propagande communiste au second plan, les implanté·es se font reprocher d'être « économistes ». Dans la doctrine marxiste-léniniste, l'économisme est une déviation qui consiste à être « [...] exclusivement centré sur des tâches d'organisation et de

⁵²⁵ Sheppard, Barry. 2012. *A Political Memoir, Volume 2: Interregnum, Decline, and Collapse, 1973-1988*. Berkeley: Resistance Books. p. 270-271.

⁵²⁶ Lauret, Fabienne. 2015. « Une vie de femme à Renault-Flins (1972-2008) » *Les Temps Modernes* vol. 684-685, p. 342.

⁵²⁷ Fleury, Pagis et Yon. 2018. *op. cit.* p. 399 de l'édition ePub.

⁵²⁸ Dressen, Marnix. 2000. *Les établis, la chaîne et le syndicat. Évolution des pratiques, mythes et croyances d'une population d'établis maoïstes 1968-1982*. Paris : L'Harmattan. p. 99.

propagande autour des questions économiques et syndicales, refusant d'entamer les tâches essentielles de formation, d'éducation et d'organisation politique des éléments marxistes-léninistes »⁵²⁹. L'accusation provient notamment de l'organisation *En Lutte!*, qui considère en soi la démarche d'implantation comme une manifestation d'économisme. Elle provient aussi des instances dirigeantes de la Ligue/du PCO, qui jugent que leurs militant·es en milieu de travail ne se consacrent pas suffisamment à la construction du parti et à l'avènement du socialisme. Or, les cadres de l'organisation n'ont pas assez d'autorité pour imposer un changement d'orientation. Disposant d'une grande autonomie au sein de leur cellule d'entreprise, les implanté·es continuent de s'occuper en priorité des intérêts matériels de leurs collègues.

Dans les rapports rédigés à l'intention des instances supérieures de la Ligue/du PCO, des implanté·es réitèrent à maintes reprises que l'économisme est une de leurs faiblesses et qu'il.elles doivent réajuster le tir pour faire plus de travail politique⁵³⁰. Mais c'est plutôt la tendance inverse qui s'observe : l'économisme s'accroît à mesure que les militant·es s'intègrent à la structure syndicale. C'est d'autant plus flagrant dans le cas des implanté·es – dont Alain Proulx, Jean Bourdages et Donald Cuccioletta – qui ont poursuivi leur militantisme en usine après la dissolution du Parti communiste ouvrier. Pour ceux-là, l'aspiration à un syndicalisme combatif a persisté, alors que la référence au marxisme-léninisme s'évanouissait. Or, plutôt que de considérer l'économisme comme une faute, comme le faisaient les marxistes-léninistes à l'époque, il est possible de le

⁵²⁹ Mobilisation. 1975. *op. cit.*, p. 5.

⁵³⁰ Un document intitulé « Évaluation des camarades », rédigé en 1979 par un militant de l'usine Combustion Engineering à Sherbrooke, constitue un exemple parmi d'autres : « Jusqu'à maintenant, notre travail a été marqué par l'économisme : peu de propagande, suivisme par rapport aux ouvriers, niveau politique inégal, rétrécissement de l'agitation aux questions relatives à la lutte économique. Il faut rompre avec cet économisme, élever le niveau d'A&P, impliquer les ouvriers dans la lutte et en rallier d'autres ». Sans auteur. 1979. « Évaluation des camarades ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/8). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 8.

considérer comme un phénomène à explorer. En contribuant aux luttes syndicales de leurs milieux de travail, les implanté·es ont pu avoir un impact sur les conditions de vie de leurs collègues. Les chapitres 3 et 4, respectivement sur l'implantation en milieu hospitalier et dans les usines de Valleyfield, portent sur ces combats.

À la lumière du parcours des implanté·es interviewé·es, l'hypothèse inspirée de Bourdieu doit être nuancée, à tout le moins en ce qui concerne l'échantillon présenté ici. S'il est vrai que leurs habitus divergents ont parfois mené à des incompréhensions entre les implanté·es et leurs collègues, seule une petite fraction des militant·es rencontré·es se sont senti·es incapables de surmonter ces barrières culturelles. La plupart ont pu s'intégrer à leur milieu. Souvent, leur intégration a été facilitée par leurs origines populaires, mais des implantés aux origines plus aisées ont aussi pu s'intégrer en mettant à profit leur faculté d'adaptation et leurs contacts préalables avec le monde ouvrier.

La démarche d'implantation, pour être fertile, exige une certaine souplesse. Les militant·es doivent ajuster subtilement leur vocabulaire et certaines de leurs pratiques pour ne pas projeter une image trop « académique ». De plus, il faut qu'il.elles évitent l'entre-soi communiste, en fréquentant les lieux de socialisation – bars, tavernes, ligues sportives, etc. – où leurs collègues se rassemblent. Il.elles doivent aussi être à l'affût des occasions de mettre à profit leurs connaissances et leurs compétences. La majorité des implanté·es ont trouvé leur place dans leurs milieux de travail en investissant les structures syndicales, dans lesquelles leur habitus intellectuel pouvait être davantage accepté. Il.elles ont aussi su être flexibles et pragmatiques dans leurs

revendications. Surfant sur la vague d'insubordination ouvrière de la période, il.elles ont mis de l'avant des propositions qui ont dans bien des cas mobilisé les travailleur.euses.

Lorsque leurs revendications exprimaient des besoins immédiats, en phase avec les conditions concrètes de leur milieu de travail, les implanté·es avaient l'écoute des travailleur.euses. Souvent, il.elles étaient alors perçu.es comme des leaders efficaces, habilité.es à porter la parole ouvrière. Dans ces positions de leadership, les militant·es marxistes-léninistes réussissaient parfois à convaincre leurs collègues de s'intéresser au socialisme et aux idées plus abstraites promues par leur groupe. Mais l'idéologie marxiste-léniniste était la plupart du temps accueillie avec tiédeur, tandis que la position de la Ligue/du PCO sur la question nationale suscitait carrément l'incompréhension ou l'hostilité. Les implanté·es en prenaient acte et se concentraient sur ce qui marchait bien : « On était vraiment des syndicalistes d'abord et avant tout », dit l'un d'eux·elles.

Chapitre 3 – L’implantation dans les hôpitaux : unir le prolétariat

À l’automne 1972, Gordon Lefebvre, un des premiers implanté·es⁵³¹, est membre du Parti du travail du Canada (PTC), un petit groupe marxiste-léniniste canadien. En compagnie d’une délégation montréalaise, il se rend à Toronto pour une conférence sur la stratégie de développement du parti. Pendant ce temps, à Montréal, dans les cercles militant·es, l’atmosphère est surchargée : au printemps, un affrontement majeur a eu lieu entre le gouvernement et les syndiqué·es du secteur public, pour la première fois réunie·es en un vaste front commun intersyndical. Les militant·es montréalais·es du PTC se sont investi·es dans cette bataille et croient que leur organisation doit continuer à soutenir les employé·es du secteur public. Mais les militant·es torontois·es ne l’entendent pas ainsi : il·elles préconisent plutôt d’aller vers les usines, pour y mener une campagne politique sur la réduction des heures de travail. À la conférence de Toronto, d’après les souvenirs de Gordon, les Montréalais·es qui veulent poursuivre leur engagement dans les luttes du secteur public se font sermonner et humilier par leurs comparses torontois·es qui privilégient l’action en usine. Plusieurs militant·es du Québec, dont Gordon, ont alors l’impression que leurs camarades du Canada anglais sont complètement déconnecté·es de la réalité québécoise. Il·elles quittent donc le PTC.

Susan Caldwell vit une expérience semblable au sein du Groupe marxiste révolutionnaire, un collectif trotskyste pancanadien. Quand le GMR décide d’effectuer son « turn to industry »⁵³², le groupement s’appuie sur l’analyse marxiste classique qui considère l’usine comme le principal lieu de lutte des classes et de création de la valeur. Selon Susan, cette approche accorde beaucoup

⁵³¹ Pour le parcours politique de Gordon Lefebvre, voir le chapitre 1, note 270.

⁵³² « Virage vers l’industrie ». C’est le nom que plusieurs groupes marxistes nord-américains donnent à la tactique d’implantation en usine.

trop d'importance à l'industrie lourde, dont la main-d'œuvre est presque entièrement masculine. Elle néglige aussi la mobilisation des travailleur·euses du secteur public, au sein duquel les femmes occupent une place centrale. Lorsque des membres de son groupe abordent Susan pour lui proposer de s'implanter en usine, elle refuse catégoriquement. Elle préfère plutôt poursuivre son engagement syndical au Collège Dawson. Ce souci de participer aux luttes du secteur public est une constante du mouvement d'implantation québécois tout au long de son existence.

Les noyaux militants canadiens-anglais qui prônent l'implantation en milieu de travail, quant à eux, se tournent surtout vers l'industrie lourde, notamment la fabrication automobile en Ontario⁵³³. En cela, ils suivent une tendance observée dans plusieurs pays, dont les États-Unis et la France. La plupart du temps, quand des groupes d'extrême-gauche invitent leurs membres à « se lier aux masses » en prenant un emploi prolétarien, ils mettent de l'avant une conception du prolétariat qui se limite au secteur industriel : « Les grandes usines nous attiraient comme un Graal. C'était là, pensions-nous, que tout se jouerait », dit un établi français⁵³⁴. Marnix Dressen, sociologue ayant mené plusieurs études sur le mouvement d'établissement français, confirme que le préjugé favorable aux usines est largement répandu :

À quelques exceptions près, les groupes sinophiles [marxistes-léninistes] se sont peu intéressés au secteur tertiaire et parfois des militants qui travaillaient dans les services ont été incités à se réorienter vers l'industrie⁵³⁵.

⁵³³ Voir par exemple le mémoire de maîtrise de Sean Antaya, qui porte sur l'implantation de militant·es dans des usines de voitures de la ville de Windsor. Antaya, Sean. 2018. *Struggling for a New Left: The New Tendency, Autonomist Marxism and Rank-and-File Organizing in Windsor, Ontario during the 1970s*. Trent University: mémoire de maîtrise (Canadian Studies and Indigenous Studies).

⁵³⁴ Martin, Jean-Pierre. 2015. « L'épreuve du réel » *Les Temps Modernes* vol. 684-685, p. 7.

⁵³⁵ Dressen, Marnix. 2000. *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*. Paris: Éditions Belin. p. 204.

Dressen explique que la « fascination exclusive pour les usines »⁵³⁶ s'estompe à partir du milieu des années 1970, après qu'eurent lieu de longues grèves dans les postes et les banques. Mais le mouvement d'établissement lui-même est alors en déclin⁵³⁷. En Italie, il y a peu d'établi·es au sens strict, mais les étudiant·es d'extrême-gauche tentent surtout de forger l'unité avec la classe ouvrière en militant aux côtés des travailleur·euses de grandes usines comme celle de Fiat à Turin ou de Pirelli à Milan⁵³⁸. Leurs homologues allemand·es se font embaucher notamment chez Opel, BMW, Ford et Siemens⁵³⁹. Quant aux marxistes-léninistes américain·es, il·elles priorisent le travail dans les mines de charbon, dans les aciéries et dans les usines automobiles⁵⁴⁰.

Au Québec comme ailleurs, l'usine et le prolétariat industriel sont au cœur des réflexions et des pratiques de l'extrême-gauche, mais les militant·es s'implantent aussi en grand nombre dans le secteur hospitalier. Il·elles joignent les rangs des employé·es généraux·ales (aux cuisines, dans l'entretien et dans les buanderies) et obtiennent des postes de soins aux patient·es n'exigeant pas

⁵³⁶ Cette fascination des établi·es pour les usines s'inscrit dans la tradition du communisme français. En effet, dès les années 1930, le Parti communiste français (PCF) s'appuie largement sur les ouvriers de la métallurgie, les mineurs et les cheminots. Sa conception de l'identité ouvrière repose donc sur la figure centrale de l'ouvrier qualifié blanc travaillant dans l'industrie lourde. Alonzo, Philippe et Cédric Hugrée. 2010. *Sociologie des classes populaires*. Paris : Armand Colin. pp. 44 et 67. En rupture avec le PCF, les établi·es conservent la fascination pour l'industrie lourde, mais se tournent vers des catégories sociales historiquement négligées par les communistes, notamment les femmes, les ouvrier·ères non qualifié·es et les travailleur·euses issu·es de l'immigration. Boulland, Paul, Nathalie Ethuin et Julian Mischi. 2008. « Les disqualifications des gauchistes au sein du PCF : Enjeux sociologiques et stratégiques » *Savoir/Agir* vol. 4, no. 6, p. 35.

⁵³⁷ *Ibid.*

⁵³⁸ Lumley, Robert. 1990. « Chapter 9. Going to the People: Students and Workers ». Dans Lumley, Robert. 1990. *States of Emergency: Cultures of Revolt in Italy from 1968 to 1978*. London: Verso.

⁵³⁹ Tolomelli, Marica. 2015. « De l'université à l'usine : Italie et Allemagne (1968-1973) » *Les Temps Modernes* vol. 684-685.

⁵⁴⁰ Mohandesi, Salar. 2015. « 'Becoming one with the people': l'établi américain d'hier à aujourd'hui » *Les Temps modernes* vol. 684-685. Taylor, Kieran Walsh. 2007. *Turn to the Working Class: The New Left, Black Liberation, and the U.S. Labor Movement (1967-1981)*. University of North Carolina at Chapel Hill: thèse de doctorat (histoire). p. 21. Il faut toutefois mentionner que les choix d'entreprises effectués par les militant·es sont évidemment conditionnés aussi par leur parcours personnel, par les orientations particulières de leur organisation et par les contraintes du marché de l'emploi, entre autres facteurs. Ainsi, un militant américain a travaillé successivement dans une confiserie, dans une usine de produits électroniques, dans la production alimentaire, dans des hôpitaux et dans des entreprises de métallurgie. *Ibid.* p. 141.

une formation avancée (tels que préposés aux bénéficiaires ou aides féminins de service). Les militant·es d'extrême-gauche sont présent·es dans tous les grands hôpitaux francophones de Montréal, dans certains hôpitaux anglophones ainsi que dans quelques hôpitaux ailleurs au Québec. Selon Jacques Benoît, un journaliste de *La Presse* ayant mené une enquête sur l'extrême-gauche en 1977, le milieu hospitalier est le secteur du monde du travail où œuvrent le plus grand nombre de membres d'organisations d'extrême-gauche.

Benoît explique cette pénétration des services de santé par le roulement élevé du personnel et par la facilité avec laquelle une personne sans qualification peut être embauchée comme balayeur ou encore comme aide-cuisinier. Il ajoute que les hôpitaux représentent pour les marxistes-léninistes un des rouages stratégiques du capitalisme, dans la mesure où un bouleversement du système de santé – une grève, par exemple – touche l'ensemble de la population dans ce qu'elle a de plus sensible, la santé⁵⁴¹. Or, ce que Benoît ne note pas, c'est que l'implantation dans les hôpitaux semble être une particularité québécoise. En France, aux États-Unis⁵⁴², en Italie et en Allemagne, les militant·es n'ont pas privilégié ce secteur, alors que les mêmes justifications – facilité d'embauche et rôle central des services de santé – auraient pu être invoquées.

La première partie de ce chapitre est consacrée à l'analyse des raisons qui poussent les marxistes-léninistes du Québec à s'implanter fortement dans les hôpitaux. Ce choix stratégique s'inscrit dans

⁵⁴¹ Benoît, Jacques. 1977. *L'extrême gauche*. Montréal : La Presse. p. 15.

⁵⁴² Il y a néanmoins quelques cas d'implantation communiste dans les hôpitaux aux États-Unis : « En Caroline du Nord, le Communist Workers Party (CWP) faisait du travail d'organisation principalement dans les manufactures de textile et dans les hôpitaux ». Traduction libre : « In North Carolina, the Communist Workers Party (CWP) was organizing primarily in textile mills and hospitals ». Pelles, Rosalyn et Jordan T. Camp. 2019. « The Greensboro Massacre at 40 » Boston review. [En ligne] <https://bostonreview.net/race/rosalyn-pelles-jordan-t-camp-greensboro-massacre-40?fbclid=IwAR3b8iiM4-kSq-p5HeLuc-gCKZJCMAtTifBe690TIsMcyrsBfVTO3xbQqvs>

une conjoncture particulière : celle de la construction de l'État-providence québécois. À partir des années 1960, le système de santé croît à un rythme sans précédent. Durant la même période, il se déconfessionnalise et ses travailleur·euses se syndiquent. On assiste par le fait même à une évolution rapide des relations entre l'État et les employé·es de la santé. De plus en plus, le sort de ces dernier·ères est déterminé par des négociations à l'échelle provinciale entre les centrales syndicales et l'État-employeur. Le caractère centralisé de ces négociations leur donne vite une tournure politique. En 1972, dans un climat politique déjà survolté, le front commun du secteur public s'engage dans une grève générale qui reste à ce jour l'une des plus importantes grèves de l'histoire du Québec. Comme on l'a vu au chapitre 1, c'est dans ce contexte que le mouvement d'implantation québécois prend son essor. De nombreux·euses militant·es se font embaucher dans des hôpitaux et s'investissent dans les instances syndicales de leur milieu de travail. Parallèlement, il·elles tentent d'élaborer des pistes d'action et des recommandations pour les fronts communs suivants. Publiées dans la revue *Mobilisation*, puis dans les documents de la Ligue et du PCO, ces considérations stratégiques s'appuient sur une réflexion plus vaste à propos de la composition de la classe ouvrière et de la place qu'occupe le système de santé dans une économie capitaliste avancée. Alors que le secteur de la santé occupe une place croissante dans notre économie⁵⁴³, les analyses produites par le mouvement marxiste-léniniste québécois paraissent d'autant plus éclairantes.

La deuxième partie de ce chapitre porte sur l'action syndicale et politique menée par les militant·es implanté·es dans les hôpitaux. Poursuivant l'analyse effectuée au chapitre 1, cette section illustre

⁵⁴³ Au Canada, le total des dépenses de santé en pourcentage du PIB passe de 7% en 1975 à 11,6% en 2019. Institut canadien d'information sur la santé. 2019. Tendances des dépenses nationales de santé, 1975 à 2019. p. 8. [En ligne] <https://www.cihi.ca/sites/default/files/document/nhex-trends-narrative-report-2019-fr-web.pdf>

l'évolution du mouvement d'implantation québécois dans la seconde moitié des années 1970. Après une période de confrontation qui mène à des échecs notoires, les marxistes-léninistes se réorientent vers la tactique du Front uni prolétarien. En raison notamment des caractéristiques propres à leur secteur, les implanté·es des hôpitaux jouent un rôle important dans un tel changement d'orientation. Leur participation aux fronts communs et aux campagnes de maraudage qui marquent le secteur les amène à collaborer avec des militant·es de différentes tendances, dans le cadre de coalition larges. Il·elles placent donc « l'unité de la classe ouvrière » au cœur de leur discours et de leur pratique.

L'étude de l'implication des marxistes-léninistes dans les hôpitaux permet d'éclairer la transformation du système de santé durant une période charnière. En effet, après une forte expansion qui culmine avec la mise en place des CLSC et de l'assurance-maladie publique universelle dans la première moitié des années 1970, on assiste aux premières mesures de « rationalisation » dans la seconde moitié de la décennie. Les marxistes-léninistes font de la lutte contre ces mesures un élément central de leur militantisme. Il·elles y voient une occasion de dénoncer le Parti Québécois (élu en 1976), dont les politiques ne paraissent pas à la hauteur de son supposé « préjugé favorable aux travailleurs ». Il·elles considèrent que les premières coupures dans les hôpitaux doivent être interprétées comme faisant partie intégrante des mesures adoptées par la bourgeoisie pour faire face à la crise du capitalisme. Tout comme les travaux menés par l'IRIS⁵⁴⁴ et par Anne Plourde⁵⁴⁵, mon analyse du discours marxiste-léniniste sur les hôpitaux

⁵⁴⁴ IRIS. 2019. *Dépossession : Une histoire économique du Québec contemporain. 2. Les institutions publiques*. Montréal : Lux Éditeur.

⁵⁴⁵ Plourde, Anne. 2019. *État-providence et système socio-sanitaire au Québec : Les CLSC comme étude de cas d'une analyse matérialiste et dialectique de l'État démocratique dans la société capitaliste*. Université du Québec à Montréal : thèse de doctorat (science politique).

permet donc « [...] de mettre en relief les éléments de continuité entre deux époques habituellement appréhendées comme antagonistes »⁵⁴⁶, la Révolution tranquille et le néolibéralisme.

Un secteur stratégique

Vers le premier Front commun

En 1957, devant la popularité de l'assurance hospitalisation mise en place en Saskatchewan dix ans plus tôt, le gouvernement fédéral accepte de financer 50% du coût de régimes semblables créés par les provinces⁵⁴⁷. Maurice Duplessis refuse de participer au programme. Il s'appuie sur une conception traditionnelle de la santé et du bien-être, qui reposerait chez les Canadiens français sur la confiance « [...] dans l'effort individuel des citoyens, le jeu des solidarités naturelles de la famille, de la parenté, des communautés paroissiales, des sociétés coopératives et mutuelles et dans le rôle des élites religieuses et laïques »⁵⁴⁸. Cette vision, déjà contestée par des acteur·rices de la société civile dans les années 1950, est mise de côté par l'administration Lesage dès le début de la Révolution tranquille. En 1961, le gouvernement libéral met en place une assurance hospitalisation publique qui offre une couverture importante, quoique partielle, des soins de santé⁵⁴⁹. L'année suivante, il vote la Loi sur les hôpitaux, « qui vise à uniformiser à la fois la qualité et l'accessibilité des soins dans la province »⁵⁵⁰. La mise en œuvre de cette loi crée des tensions avec les propriétaires d'hôpitaux, majoritairement des communautés religieuses, qui voient leur autonomie s'amenuiser. Ne leur en déplaise, de plus en plus, la santé est conçue comme une responsabilité

⁵⁴⁶ Hurteau, Philippe. 2019. « Introduction ». Dans IRIS. 2019. *op. cit.* p. 10.

⁵⁴⁷ Hébert, Guillaume et Jenny-Laure Sully. 2019. « 1. Santé et services sociaux : Le rêve dissipé des affaires sociales ». Dans IRIS. 2019. *op. cit.* p. 28.

⁵⁴⁸ Commission Tremblay. 1956. Cité par *Ibid.* p. 30.

⁵⁴⁹ *Ibid.* p. 31.

⁵⁵⁰ *Ibid.* p. 32.

gouvernementale qui doit être arrimée aux autres fonctions économiques et sociales de l'État. De 1960 à 1967, les dépenses gouvernementales consacrées aux soins hospitaliers passent de 100 millions à plus de 500 millions de dollars⁵⁵¹. L'expansion et l'étatisation du système de santé est un des pans importants de la Révolution tranquille.

Selon le politologue Jean-Marc Piotte, les réformes mises en œuvre durant la décennie 1960 constituent une adaptation du gouvernement québécois aux changements économiques et démographiques de la province. En effet, depuis les années 1940, le Québec connaît une forte croissance économique (due entre autres aux investissements américains), accompagnée d'un important processus d'urbanisation :

La Révolution tranquille se résume essentiellement en une transformation des superstructures politiques et idéologiques afin de les adapter au stade économique atteint par le capitalisme, soit le capitalisme monopoliste d'État, transformation que les sociologues bourgeois qualifieront de « rattrapage » ou de « modernisation ».

Cette transformation des superstructures s'effectue fondamentalement aux niveaux du rôle économique de l'État et de son rôle dans la formation et l'entretien de la main-d'œuvre. D'une part, l'État passe d'une conception du « laissez faire », s'inspirant d'un libéralisme dépassé, à une volonté de rationaliser et de régulariser le développement du système capitaliste, tout cela enjolivé et masqué sous le couvert du nationalisme. [...] D'autre part, pour avoir une main-d'œuvre en meilleure santé et mieux formée, l'État réorganise complètement l'appareil de santé (loi de l'assurance-hospitalisation, 1961, et loi des hôpitaux, 1962) et l'appareil scolaire [...] »⁵⁵².

En santé, ces réformes ont pour effet de retirer au clergé le pouvoir qu'il exerce sur les hôpitaux pour le confier à l'État. Ce faisant, les relations de travail au sein des hôpitaux se transforment. On s'éloigne de « [...] l'idéologie paternaliste des communautés religieuses qui exigeaient de leurs

⁵⁵¹ *Ibid.* p. 33

⁵⁵² Piotte, Jean-Marc. 1975a. « Le syndicalisme au Québec depuis 1960 ». Dans Piotte, Jean-Marc, Diane Éthier et Jean Reynolds. 1975. *Les travailleurs contre l'État bourgeois : avril et mai 1972*. Montréal : Les Éditions de l'Aurore. p. 19. Concernant Jean-Marc Piotte et son rôle dans la genèse de l'extrême-gauche québécoise des années 1960 et 1970, voir le chapitre 1, note 162.

employés la plus grande soumission et leur faisaient accepter des conditions salariales déplorables, en valorisant la pauvreté, la charité et le sacrifice »⁵⁵³ :

*« Cela a permis une libération psychologique. À la notion de charité, s'est substituée celle de la justice. Les relations se sont désacralisées. La revendication économique devenait possible et elle s'est fortement fait sentir »*⁵⁵⁴.

Les réformes de la santé et de l'éducation contribuent aussi à l'augmentation massive du nombre de salarié·es du secteur public⁵⁵⁵. L'État québécois devient le principal employeur de la province. Comme la plupart des employé·es du secteur public parviennent à se syndiquer, on assiste à une hausse significative du taux de syndicalisation : entre 1960 et 1970, il passe de 30% à 40%⁵⁵⁶. La CSN est la centrale syndicale qui profite le plus de l'accroissement du nombre de syndiqué·es : ayant environ 80 000 membres en 1960, elle en compte un peu plus de 205 000 en 1970⁵⁵⁷. Parmi ces nouveaux membres, 40 000 proviennent des hôpitaux. Le succès de la CSN s'explique entre autres par son meilleur ancrage historique dans ce secteur. La CSN est en effet issue de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), qui se déconfessionnalise à partir de 1960 :

*On sait que la C.T.C.C., de par son appartenance religieuse, avait bénéficié, pour syndiquer les employés d'hôpitaux, de l'appui de certaines communautés religieuses qui se méfiaient des syndicats neutres, canadiens et internationaux, et avait le plus souvent reproduit dans les hôpitaux un syndicalisme qui respectait les valeurs de l'institution*⁵⁵⁸.

Forte de sa croissance dans le secteur public, la CSN devient la centrale syndicale la plus combative. Dans les milieux de travail, le personnel se fait plus revendicateur. Au début des années

⁵⁵³ *Ibid.* p. 29.

⁵⁵⁴ Meloche, Bruno. 1964. Cité par *Ibid.*

⁵⁵⁵ *Ibid.* p. 20.

⁵⁵⁶ Denis, Roch et Serge Denis. 1992. *Les syndicats face au pouvoir: syndicalisme et politique au Québec de 1960 à 1992*. Ottawa : Les éditions du Vermillon. p. 27.

⁵⁵⁷ Piotte. 1975a. *op. cit.* p. 22.

⁵⁵⁸ *Ibid.* p. 29.

1960, les dispositions du Code du travail ne reconnaissent pas le droit de grève aux employé·es du secteur public, ce qui donne lieu à plusieurs grèves illégales dans le domaine de la santé⁵⁵⁹. Des luttes victorieuses ont lieu notamment à l'Hôtel-Dieu de Montréal et à l'hôpital Ste-Justine en 1963. Puis, en 1964, alors que les employé·es de Saint-Jean-de-Dieu, de Saint-Joseph de Lachine et de l'Hôtel-Dieu de Valleyfield déclenchent la grève, le gouvernement cède à la quasi-totalité de leurs demandes avant que le mouvement de débrayage s'étende aux autres établissements de la grande région de Montréal⁵⁶⁰. La même année, le nouveau Code du travail accorde le droit de grève aux employé·es d'hôpitaux.

Initialement, les négociations collectives sont décentralisées et n'affectent donc que des groupes restreints de la population québécoise⁵⁶¹. Les choses changent à partir de 1966. En juillet, une grève paralyse presque entièrement le système hospitalier pendant 19 jours⁵⁶². Puis, à l'automne, en réaction aux moyens de pression exercés par les enseignant·es, le gouvernement fait adopter le *Bill 25*, qui suspend leur droit de grève et instaure la négociation à l'échelle provinciale. Première « loi spéciale » adoptée par le gouvernement pour mettre fin à une grève du secteur public, le *Bill 25* marque le début d'un processus de centralisation des négociations collectives qui se poursuit avec la création du ministère de la Fonction publique en 1969. Le nouvel organe est chargé de déterminer la rémunération et les conditions de travail de l'ensemble des employés du secteur public. Il deviendra donc l'interlocuteur principal des syndicats lors des négociations collectives

⁵⁵⁹ Tremblay-Boily, Guillaume. 2011. « *Front commun contre le gouvernement* » : *Portrait des relations entre le Parti libéral du Québec, le Parti Québécois et les syndicats du secteur public lors des négociations de 1972 à 1983*. Essai publié sur le site web de la Fondation Jean-Charles Bonenfant.

<http://www.fondationbonenfant.qc.ca/stages/listeEssais.html>. p.5

⁵⁶⁰ Piote. 1975a. *op. cit.* p. 30.

⁵⁶¹ Boivin, Jean. 1979. « Règles du jeu et rapports de force dans les secteurs public et parapublic québécois » *Relations industrielles* vol. 34, no. 1, p. 7.

⁵⁶² Piote. 1975a. *op. cit.* p. 34.

subséquentes⁵⁶³. En créant un régime national de négociations et en laissant planer la menace de lois spéciales, le gouvernement pousse les syndicats à envisager de plus en plus sérieusement l'option d'un front commun intersyndical⁵⁶⁴. À partir de 1970, à l'initiative de Marcel Pepin de la CSN, les directions des centrales syndicales entament des discussions à ce sujet, en plus d'organiser des colloques régionaux intersyndicaux.

Lors de la ronde de négociations de 1972, les revendications phare du Front commun concernent surtout les salaires et la sécurité d'emploi, mais les manifestes publiés par les centrales l'année précédente ont laissé entrevoir la possibilité d'un changement social plus radical. Ils ont fait l'objet de débats importants dans les rangs syndicaux. La grève générale illimitée déclenchée en avril engendre une mobilisation importante, bien qu'elle soit interrompue par une loi spéciale au bout de dix jours⁵⁶⁵. Le 8 mai, la mobilisation est relancée de plus belle lorsqu'un tribunal condamne les chefs des trois centrales à l'emprisonnement pour avoir invité leurs membres à défier des injonctions. Des dizaines de milliers de travailleur·euses du secteur public et du privé se mettent alors en grève spontanément. À quelques endroits, la grève prend l'allure d'une insurrection, dont la teneur dépasse largement les enjeux de la négociation de la convention collective⁵⁶⁶. L'ampleur de la contestation force le gouvernement Bourassa à céder aux principales demandes du Front commun⁵⁶⁷.

⁵⁶³ Tremblay-Boily. 2011. *op. cit.* p. 6

⁵⁶⁴ Petitclerc, Martin et Martin Robert. 2018. *Grève et paix : une histoire des lois spéciales au Québec*. Montréal : Lux Éditeur. p. 56-58.

⁵⁶⁵ Tremblay-Boily. 2011. *op. cit.* p. 7.

⁵⁶⁶ Pour un bref compte-rendu des actions et des discours des grévistes, voir la section « Le Front commun de 1972 et l'essor du mouvement d'implantation », au chapitre 1.

⁵⁶⁷ Tremblay-Boily. 2011. *op. cit.* p. 8.

S'implanter en milieu hospitalier

Selon Jean-Marc Piote, « [...] la caractéristique marquante des relations de travail durant les années qui nous intéressent est l'entrée massive des travailleurs du secteur public dans le domaine des luttes économiques »⁵⁶⁸. De 1965 à 1971, « [...] plus de 60% des travailleurs qui ont déclenché des arrêts de travail ou subi des 'lock-out' appartiennent au secteur public et plus de 40% des jours perdus à cause des conflits ouvriers leur sont attribuables »⁵⁶⁹. Si le pourcentage de jours perdus est plus petit que le pourcentage de salarié·es impliqu·es, c'est parce que l'État intervient généralement plus rapidement que le secteur privé pour mettre fin aux conflits de travail⁵⁷⁰. Cette dernière caractéristique met en lumière les différences qualitatives entre les luttes du secteur public et celles du secteur privé. Dans les premières, lorsque les négociations sont centralisées comme c'est le cas au Québec à partir du milieu des années 1960, l'État agit à la fois comme employeur et comme législateur : « En tant que patron, l'État n'apparaît plus comme un arbitre neutre au-dessus des intérêts de classe; il est au contraire plus que jamais perçu comme une partie prenante des rapports de classe, un allié de la classe dominante et un 'rouage de notre exploitation' »⁵⁷¹. Par le biais de lois spéciales, il peut mettre fin aux discussions et décider unilatéralement des conditions de travail et de la rémunération de ses employé·es. En usant de ce pouvoir, il tend à exacerber les tensions et à polariser les parties en présence.

De plus, puisque les négociations collectives du secteur public posent la question des choix budgétaires du gouvernement, elles favorisent les débats explicitement politiques sur les priorités en matière de dépenses publiques. En témoigne le fait que, pour s'opposer aux demandes du Front

⁵⁶⁸ Piote. 1975a. *op. cit.* p. 26.

⁵⁶⁹ *Ibid.* p. 25.

⁵⁷⁰ *Ibid.*

⁵⁷¹ Plourde, Anne. 2021. *Le capitalisme, c'est mauvais pour la santé*. Montréal : Les Éditions Écosociété. p. 130.

commun, le gouvernement Bourassa invoque les ressources limitées de l'État et affirme qu'en accorder davantage aux syndiqué·es reviendrait à réduire les fonds alloués aux personnes défavorisées, dont les patient·es des hôpitaux⁵⁷². Les syndicats rétorquent qu'au contraire, l'amélioration des conditions de travail des employé·es permet de renforcer les services publics. Pour des militant·es de gauche qui souhaitent politiser les travailleur·euses et démontrer que l'État capitaliste est au service de la bourgeoisie, ce type de débats est propice à la diffusion de leurs idées.

Durant le front commun de 1972, plusieurs jeunes militant·es issu·es du mouvement étudiant participent à la contestation. En se joignant aux lignes de piquetage et aux assemblées, il·elles constatent la combativité exemplaire des syndiqué·es. C'est à la porte des hôpitaux que la tension est la plus grande : dès le début de la grève générale, les employé·es des établissements hospitaliers sont sous le coup d'injonctions qu'il·elles décident de défier. Bien que les services essentiels soient assurés dans la plupart des cas, les médias centrent leur attention sur le sort subi par les malades en temps de grève. Cela place les travailleur·euses d'hôpitaux dans une position difficile, et les oblige à redoubler d'efforts pour maintenir la grève et pour la justifier auprès de la population :

Ce sont les militants des hôpitaux qui ont eu à soutenir la grève. Dans le milieu de l'enseignement, les piquets de grève ne sont souvent plus nécessaires au bout de quelques jours, tandis que, dans les hôpitaux, les lignes de piquetage doivent être solidement maintenues, 24 heures par jour et sept jours par semaine aux différentes entrées des hôpitaux. De plus, les travailleurs des hôpitaux, durant une grève, vivent continuellement déchirés entre leur désir d'améliorer leur condition de salariés et l'angoisse, cultivée par les media d'information, de ne pouvoir assurer leur fonction, c'est-à-dire prendre soin des malades⁵⁷³.

⁵⁷² Tremblay-Boily. 2011. *op. cit.* p. 8.

⁵⁷³ Piotte, Jean-Marc. 1975b. « La stratégie du Front commun ». Dans Piotte, Éthier et Reynolds. 1975. *op. cit.* p. 19.

L'engagement exceptionnel des employé·es d'hôpitaux, le caractère presque romanesque de leur lutte du printemps, rendent ce secteur attirant pour les jeunes étudiant·es de gauche qui veulent nouer des liens avec les travailleur·euses. La grève permet aussi d'établir les premiers contacts. Au lendemain du Front commun, d'après André Vincent, alors permanent de la Librairie progressiste, lieu de rencontre de différents groupes de gauche⁵⁷⁴, des préposé·es et des employé·es de l'entretien viennent frapper à leur porte pour envisager ensemble des moyens de poursuivre le combat. En effet, alors qu'il·elles sont parmi les moins bien payé·es du secteur public et que ce sont souvent eux·elles qui ont tenu la grève à bout de bras, nombre d'entre eux·elles sont convaincu·es que le mouvement de contestation aurait pu obtenir davantage de résultats s'il avait continué.

C'est dans ce contexte que le mouvement d'implantation québécois décolle, comme on l'a vu au chapitre 1. Des dizaines de jeunes militant·es vont à la rencontre de la classe ouvrière en se faisant embaucher dans ses rangs. Parmi ce contingent, plusieurs se dirigent vers les hôpitaux. Les jeunes activistes sont impressionné·es par la capacité de mobilisation du mouvement syndical. Et bien que leurs lectures marxistes les incitent à valoriser le prolétariat industriel, il·elles ne peuvent ignorer le rôle moteur qu'a joué le secteur public dans l'intensification de la contestation ouvrière au Québec. En s'intégrant aux employé·es généraux·ales, catégorie de personnel combative et située au bas de l'échelle, il·elles croient pouvoir contribuer à influencer le mouvement ouvrier.

⁵⁷⁴ Au sujet de la Librairie progressiste et de son rôle dans la constitution de l'extrême-gauche québécoise des années 1970, voir le chapitre 1.

Pour Nicole Lafleur et Sylvain Gallant⁵⁷⁵, la décision de travailler à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu n'est pas le fruit d'une démarche d'implantation explicite, mais elle s'inscrit néanmoins dans le contexte militant de la période. Durant l'année scolaire 1971-1972, Nicole est en deuxième année du baccalauréat en analyse politique à l'UQAM, avec l'intention de s'orienter vers le journalisme. À l'université, elle côtoie des membres du Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (MREQ) et commence à s'impliquer avec eux·elles dans l'agit-prop. Elle distribue leur journal *Le Partisan* et les accompagne dans une action de soutien aux travailleur·euses de l'usine Rémi Carrier dans l'est de Montréal⁵⁷⁶. Quand une grève éclate à l'UQAM pour protester contre une hausse des frais de scolarité, Nicole se joint aux protestataires. Lorsqu'un policier à moto fonce sur la ligne de piquetage, elle est parmi les plus sévèrement blessé·es. Elle doit alors se faire opérer et est forcée d'interrompre sa scolarité. Pour mettre de l'argent de côté, elle décide de retourner à l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu⁵⁷⁷, où elle a déjà travaillé trois étés d'affilée. Au départ, il s'agit surtout d'amasser de l'argent dans le but de faire un retour aux études. Pour se faire la main comme journaliste, elle participe au journal syndical. Au fil du temps, elle s'implique de plus en plus, jusqu'à ce qu'elle se retrouve sur l'exécutif du syndicat. Elle considère que son arrivée à Saint-Jean-de-Dieu était due à des motifs financiers, mais que sa décision d'y rester était motivée par des raisons politiques.

C'est en s'impliquant dans le journal syndical que Nicole Lafleur rencontre Sylvain Gallant. À l'été 1973, Sylvain vient de terminer son DEC en sciences humaines au cégep de Rosemont lorsqu'il commence à travailler à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu :

⁵⁷⁵ Surnoms. Entretien effectué le 19 août 2019.

⁵⁷⁶ Au sujet de la grève à cette usine, voir la section « Rémi Carrier, une première liaison prolongée », au chapitre 1.

⁵⁷⁷ En 1975, l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu devient l'Hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine.

Par hasard, un gars m'avait dit au cégep : « Ils engagent à St-Jean-de-Dieu ». Je me suis fait engager. Et là, durant l'été, dans le département où je travaillais, c'est encore le hasard, il y a un gars qui avait participé à la grève de 1972 du Front commun pis il m'avait dit : « J'vais mettre un journal syndical sur pied. Serais-tu intéressé à t'en occuper? Moi, je m'en vais. Je quitte l'hôpital ». Je pense qu'il venait d'une région pis qu'il y retournait. Il m'avait fait rencontrer l'exécutif. L'exécutif m'a demandé de faire le journal. De fil en aiguille, dans l'année qui a suivi, j'étais déjà rendu membre de l'exécutif, et c'est comme ça que ça s'est passé. C'était pas un plan d'aller là.

L'automne après son embauche, il commence un baccalauréat en histoire à l'UQAM, mais il abandonne presque immédiatement pour se consacrer à temps plein au syndicalisme à l'hôpital. À ce moment, Sylvain est déjà un militant aguerri. En 1970, il a milité pour le FRAP aux côtés de Pierre LaGrenade. Il a été militant du Comité d'action politique (CAP) Rosemont et a fréquenté les membres du CAP St-Jacques, du CAP Maisonneuve et de Mobilisation. En 1972, il a participé à la fondation de l'Association des locataires de Montréal. Quand il se fait embaucher à Saint-Jean-de-Dieu, ce n'est pas une démarche d'implantation préméditée, mais ce n'est pas non plus tout à fait une « job » ordinaire :

- GTB : Pis le fait de faire du travail syndical pis de travailler à St-Jean-de-Dieu, ça vous paraissait enthousiasmant à ce moment-là? Ça vous interpellait?

- Oui, parce que la grève de 72 venait de se terminer un an avant [...]. Donc il y avait un climat, dans le secteur public, qui était pas celui d'aujourd'hui. C'était pas la plainte qui était à l'ordre du jour, c'était la revendication. Donc les syndicats étaient quand même assez dynamiques, en particulier ceux de la CSN. [...] Pis le milieu était hyper agité à cause de la grève de 72. Même les gens qui avaient vu ça comme une défaite, l'idée de revendiquer était toujours très présente. Pis comme ils avaient gagné des points, quand tu gagnes des points, tu en veux plus.

Robert Dagenais⁵⁷⁸ se retrouve lui aussi à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu, en mai 1974. Il a déjà à l'époque une assez longue expérience militante. En 1966, à la fin de son externat au collège classique de Longueuil, il est engagé par la Fédération des Associations d'Étudiants des Collèges Classiques du Québec pour rédiger un mémoire qui préconise la disparition des collèges

⁵⁷⁸ Surnom. Entretien effectué le 28 mai 2019.

classiques. Puis, il se présente sur l'exécutif de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ), dont il devient vice-président. Il complète ensuite un baccalauréat en anthropologie à l'Université de Montréal et travaille comme assistant de recherche pour un professeur de science politique. Lors des élections générales de 1970, il donne un coup de main à la campagne de Robert Burns, candidat du Parti Québécois dans Maisonneuve. Plusieurs autres futur·es militant·es d'extrême-gauche participent à cette campagne, à une époque où les frontières entre les mouvements étudiant, contreculturel, socialiste et souverainiste sont encore poreuses. Peu de temps après, avec des amis, il met sur pied le Centre de recherche et d'information du Québec (CRIQ), qui se donne pour mission d'étudier les structures économiques du Québec et d'offrir du soutien intellectuel aux syndicats et aux groupes populaires. Le petit collectif travaille entre autres à la rédaction de « Ne comptons que sur nos propres moyens », le célèbre manifeste de la CSN. Le collectif s'appuie sur l'analyse de classe marxiste, sans pour autant adhérer à un courant idéologique précis, du moins au départ. Cependant, ses membres sont proches des militant·es de l'Agence de presse libre du Québec, de la Librairie progressiste, du CAP St-Jacques et du CAP-Maisonneuve⁵⁷⁹. Dans ce réseau, l'idée d'implantation au sein de la classe ouvrière est de plus en plus valorisée. En 1974, alors que le CRIQ connaît un creux sur le plan du financement, Robert commence des démarches pour trouver un emploi. Ayant eu par le passé des emplois d'été en usine, il n'a pas envie d'y retourner, mais il est attiré par les hôpitaux. L'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu est le premier endroit où il soumet sa candidature et celle-ci est retenue immédiatement. Son embauche dans ce milieu spécifique relève donc partiellement du hasard, mais elle concorde bien avec ses motivations politiques. D'une part, il sait qu'il y a déjà dans cet hôpital un groupe de militant·es de gauche actif·ves. D'autre part, il connaît la réputation combative des employé·es de l'hôpital :

⁵⁷⁹ Voir le chapitre 1.

Faut dire qu'à l'époque aussi, on était en 73, l'impression qu'on avait, comme ex-étudiants plus ou moins gauchistes, c'est que l'avant-garde politique, c'était le secteur public, c'était les hôpitaux. À cause du Front commun de 72. C'était dans les hôpitaux principalement. Donc un des endroits où effectivement il y avait de la bataille syndicale dure, qui avait une connotation politique, qui avait quand même une ambition d'influencer l'État, c'était le secteur hospitalier. Donc il y avait quand même une certaine attirance vers ça, pour cette raison-là aussi. Pis Hippolyte Lafontaine faisait partie des endroits où, en 64 et 72, t'as eu des batailles dures. Donc il y avait une certaine attirance pour cette raison-là.

Nicole Lafleur, Sylvain Gallant et Robert Dagenais se rallient à la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada dès sa création en 1975⁵⁸⁰. Au cours des années 1970, d'autres militant·es communistes investissent les hôpitaux. Des statistiques fournies dans un document interne de la Ligue indiquent d'ailleurs qu'à Montréal⁵⁸¹, celle-ci a autant de membres dans les hôpitaux que dans le prolétariat industriel⁵⁸².

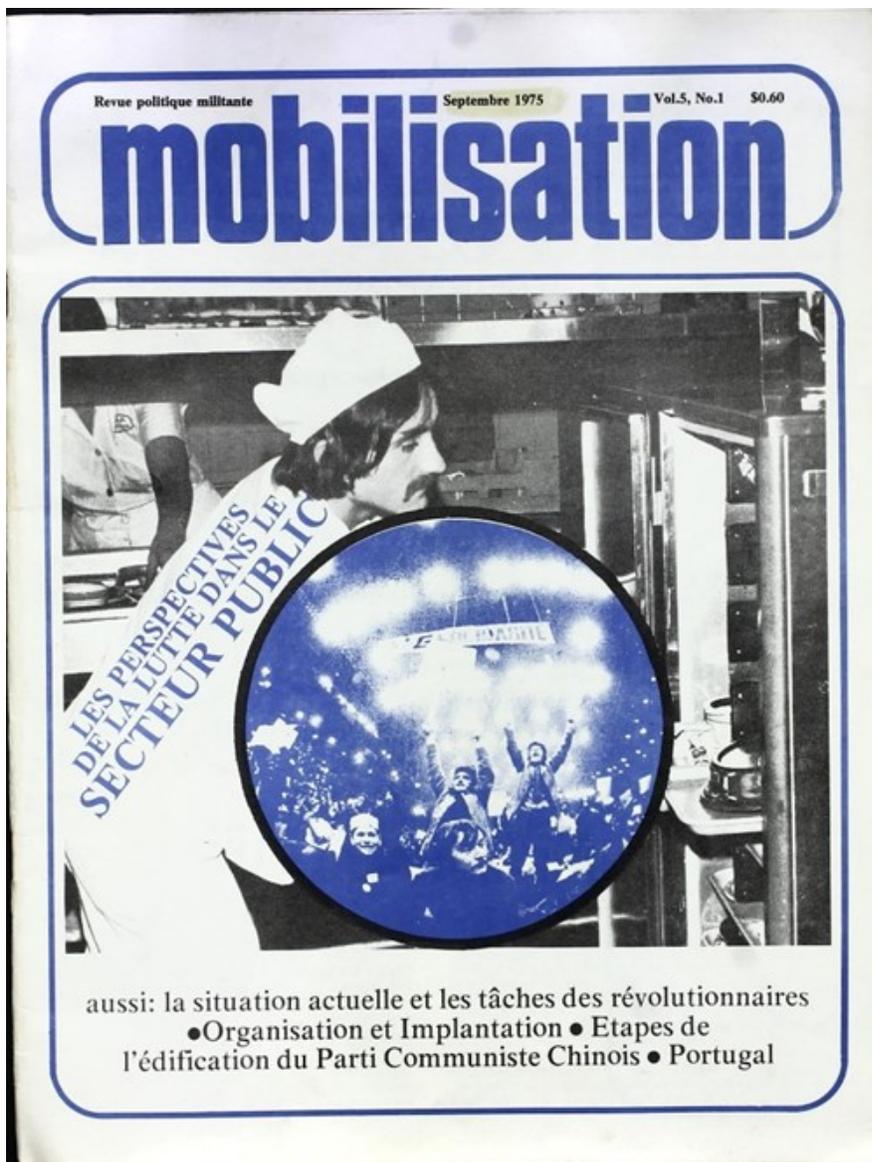
Le système de santé, objet de la lutte des classes

Peu de temps avant de se saborder pour rejoindre la Ligue, la revue *Mobilisation* consacre deux numéros et quelques articles individuels au Front commun à venir, celui de 1975-1976, ainsi qu'au bilan du Front commun de 1972. Aux yeux des militant·es, cette lutte revêt une importance capitale, compte tenu 1) de la place qu'occupe le système de santé dans l'économie capitaliste et 2) du rôle clé que peut jouer le Front commun dans l'unité de la classe ouvrière contre l'État capitaliste. Ces analyses apportent une justification théorique à l'implantation des militant·es dans le milieu de la santé.

⁵⁸⁰ Robert en tant que sympathisant, Nicole et Sylvain en tant que membres.

⁵⁸¹ Là où une majorité des membres de la Ligue est concentrée.

⁵⁸² Comité de la Ville de Montréal. 1979. « Notes sur le ralliement (ville de MTL) ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 6d/3). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. De plus, les groupes En Lutte! et le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) sont aussi présents dans le secteur de la santé, bien qu'ils ne prônent pas explicitement l'implantation en milieu de travail. Les hôpitaux deviennent donc un terrain de rivalité entre groupes.



La revue Mobilisation accorde une grande importance aux luttes du secteur public.

Selon *Mobilisation*, la prochaine lutte du secteur public « [...] sera le moment le plus stratégique pour le mouvement ouvrier et pour le mouvement révolutionnaire dans l'année qui s'en vient [...] »⁵⁸³. Elle constitue en effet « [...] un test pour le mouvement ouvrier dans son ensemble, dans sa capacité à résister à l'offensive patronale qui vise à faire payer la crise par le peuple »⁵⁸⁴. Pour les auteur·ices du texte « Les perspectives de la lutte dans le secteur public », l'État moderne est

⁵⁸³ Mobilisation. 1975a. « Les perspectives de la lutte dans le secteur public » *Mobilisation* vol. 5, no. 1, p. 7.

⁵⁸⁴ *Ibid.*

le « quartier général » de la bourgeoisie monopoliste qui domine la société. Il a pour fonction de représenter les intérêts de la bourgeoisie dans son ensemble en accomplissant trois types de tâches : assurer la répression, établir une politique sociale d'ensemble « [...] visant à récupérer une partie des revendications populaires et à les canaliser dans son propre intérêt » et rationaliser l'économie (en éliminant les secteurs les plus faibles, en soutenant les secteurs stratégiques et en fournissant des services qui sont essentiels au développement capitaliste, mais qui sont peu rentables)⁵⁸⁵.

D'après le texte, l'évolution de la politique sociale du gouvernement québécois doit être comprise à partir de cette conception du rôle de l'État. L'étatisation du système de santé à partir des années 1960 a pour but de moderniser les institutions sociales pour soutenir l'expansion économique :

[I]l fallait donc fournir une main-d'œuvre mieux éduquée, en meilleure santé, dotée d'une politique d'assistance sociale et d'aide familiale moderne et efficace, dépassant le système archaïque de la Saint-Vincent-de-Paul et de tout le réseau de l'Église catholique⁵⁸⁶.

Cette modernisation des institutions s'inscrit dans « un plan de rationalisation de tout le secteur social » guidé, selon *Mobilisation*, par la logique de la rentabilité capitaliste : « réduction des coûts, intensification de la productivité »⁵⁸⁷. L'analyse de *Mobilisation* correspond pour l'essentiel à celle de Jean-Marc Piotte exposée plus haut : les réformes de la santé visent à réguler et à rationaliser le développement du capitalisme, et mènent au remplacement de l'idéologie cléricale par l'idéologie technocratique⁵⁸⁸. La rationalisation se manifeste concrètement par la centralisation de certains services et par la tentative de réduire les coûts, notamment en s'attaquant à la masse salariale (soit en limitant les hausses de salaires, en coupant des postes ou en ne remplaçant pas les employé·es qui partent) :

⁵⁸⁵ *Ibid.*

⁵⁸⁶ *Ibid.* p. 8.

⁵⁸⁷ *Ibid.*

⁵⁸⁸ Piotte. 1975a. *op. cit.* pp. 19-20.

Il y a eu des fermetures d'hôpitaux, postes vacants non comblés ou fermés, politique de confier certains services à des entreprises privées auxiliaires qui s'autofinancent, utilisation au maximum de l'espace interne des hôpitaux (causant un manque d'espace et un encombrement général), etc. Cette politique de réduction des dépenses a déjà donné certains résultats : entre 1971 et 1974, on a coupé à l'échelle du Québec un minimum de 982 postes à temps plein dans les hôpitaux généraux [...]. De plus les statistiques indiquent que le nombre de patients traités par jour augmente plus vite que le nombre d'heures payées. Autrement dit, les tâches augmentent. C'est l'intensification du travail⁵⁸⁹.

Pour *Mobilisation*, parmi les employé·es du secteur public, les efforts de rationalisation affectent particulièrement les travailleur·euses de la santé, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, leurs salaires représentent une proportion plus élevée des dépenses que ceux des travailleur·euses de l'éducation (70% contre 50%). Deuxièmement, les employé·es généraux·ales des hôpitaux sont plus nombreux·euses, moins formé·s et moins instruit·es : « Le 'coût social' de leur mise-à-pied est donc moindre »⁵⁹⁰. Troisièmement, la réorganisation du secteur de l'éducation (remplacement des écoles traditionnelles et des collèges privés par le réseau des polyvalentes et des cégeps) est plus avancée que celle du secteur de la santé, qui constitue donc un champ de réforme prioritaire pour l'État⁵⁹¹. Suivant ces considérations, on croit que les employé·es de la santé seront au cœur de la prochaine lutte du secteur public.

Du point de vue de *Mobilisation*, le sort du réseau de la santé est intimement lié aux intérêts de la classe capitaliste. En effet, le rôle principal du système de santé est de maintenir la main-d'œuvre en assez bonne condition mentale et physique pour être capable de travailler à pleine capacité⁵⁹². En d'autres mots, il participe à la reproduction de la force de travail. Les capitalistes ont intérêt à ce que ce service soit fourni au moindre coût possible, de sorte qu'une plus grande part du budget

⁵⁸⁹ Mobilisation. 1975a. *op. cit.* p. 8

⁵⁹⁰ Mobilisation. 1975b. « Les travailleurs des services au Québec » *Mobilisation* vol. 4, no. 8, p. 11.

⁵⁹¹ *Ibid.* p. 12.

⁵⁹² Mobilisation. 1975c. « Annexe : Éléments de programme » *Mobilisation* vol. 4, no. 8, p. 16.

de l'État leur revienne directement, soit sous la forme de baisses d'impôts ou de subventions. Le patronat souhaite aussi éviter l'effet d'entraînement qu'aurait une hausse des salaires du secteur public sur ceux du secteur privé⁵⁹³.

L'analyse des marxistes-léninistes peut étonner, alors qu'on associe les années 1970 à la poursuite de l'extension des politiques sociales de l'État québécois. En 1970, le gouvernement Bourassa met en place l'assurance-maladie, qui élargit considérablement la couverture offerte à la population⁵⁹⁴. L'année suivante, il fait voter la Loi sur les services de santé et les services sociaux (LSSS). Le projet phare de cette loi est la mise en place des centres locaux de services communautaires (CLSC). Inspirés des cliniques populaires créées par des citoyen·nes des quartiers de Montréal⁵⁹⁵, ces établissements, accessibles en permanence et répartis sur l'ensemble du territoire québécois, proposent un modèle innovateur : une médecine globale, qui s'appuie sur des équipes interdisciplinaires, qui mise sur la prévention, qui conjugue soins de santé, services sociaux et action communautaire, et qui favorise la participation active des citoyen·nes⁵⁹⁶.

Cela dit, les autres mesures contenues dans la LSSS de 1971 ont « [...] pour conséquence de centraliser progressivement la gestion des services au sein du ministère [...] »⁵⁹⁷. Quant aux CLSC, ils n'auront jamais les moyens de leurs ambitions. Sous la pression du milieu des affaires, des

⁵⁹³ Mobilisation. 1975a. *op. cit.* p. 10. Là encore, l'analyse de Mobilisation concorde avec celle de Jean-Marc Potte, qui considère que le budget de l'État se divise grosso modo en deux parties, l'une qui sert à payer les salaires de ses employé·es et à « aider les travailleurs par diverses mesures sociales », l'autre qui consiste en des subventions directes ou indirectes à l'entreprise privée. La bourgeoisie souhaite que la première diminue pour que la seconde augmente. Il ajoute qu'une amélioration des conditions de travail du secteur public aura un effet sur toute la structure des salaires. Potte, Jean-Marc. 1975b. *op. cit.* p. 67-68.

⁵⁹⁴ Hébert et Sully. 2019. *op. cit.* p. 35.

⁵⁹⁵ Dont la Clinique des citoyens de St-Jacques, à laquelle des militant·es du CAP St-Jacques ont participé.

⁵⁹⁶ Plourde. 2021. *op. cit.* p. 108-117.

⁵⁹⁷ Hébert et Sully. 2019. *op. cit.* p. 39.

médecins et des administrations hospitalières, le gouvernement permet le financement public des établissements privés. Les médecins choisissent donc massivement de poursuivre leur pratique en clinique privée au lieu de se joindre au nouveau réseau des CLSC⁵⁹⁸. Dès 1974 s'entame une réforme des CLSC qui vide ceux-ci de leur dimension radicale : ils se bureaucratisent, se dépolitisent et l'ampleur de leur mission est amoindrie au profit des polycliniques privées⁵⁹⁹.

La transformation des CLSC illustre bien l'ambiguïté de la décennie 1970. En raison de leur combativité exceptionnelle, les mouvements de travailleur·euses et les mouvements populaires enregistrent des gains réels, qui se traduisent par des améliorations à leurs conditions de travail et par la mise en place de nouveaux programmes sociaux. Mais ces gains ont lieu dans un contexte économique de plus en plus difficile et sur fond de « crise de l'État-providence ». En insistant sur la démarche de rationalisation du système de santé, les analyses marxistes-léninistes identifient des tendances qui ne font que débiter, mais qui iront en s'amplifiant à mesure que la décennie avance. En effet, à partir de la fin des années 1960, dans plusieurs pays occidentaux, le modèle de développement fordiste qui a caractérisé les années d'après-guerre est ébranlé⁶⁰⁰. On assiste à une baisse du taux de profit des entreprises, attribuable en partie aux efforts déployés par les travailleur·euses pour obtenir et défendre des gains salariaux et sociaux⁶⁰¹. Face à ce qu'elle perçoit comme une menace à ses intérêts, la classe capitaliste organise une contre-offensive qui vise à restaurer son pouvoir économique et politique, « [...] dans un contexte où les attentes des

⁵⁹⁸ Plourde. 2021. *op. cit.* p. 117. Il s'agit d'une des raisons de « l'échec » du modèle des CLSC, qui fait l'objet d'une véritable campagne de sabotage de la part des médecins, du milieu des affaires et des élites locales. Pour un exposé éclairant, voir *Ibid.* « Chapitre 4 : La contre-offensive capitaliste, le renversement du rapport de force et 'l'échec' des CLSC », pp. 140-180.

⁵⁹⁹ *Ibid.* pp. 143-152.

⁶⁰⁰ Plourde. 2019. *op. cit.* p. 803.

⁶⁰¹ *Ibid.* p. 806.

travailleuses et des travailleurs sont élevées et où le rapport de force leur est exceptionnellement favorable »⁶⁰².

Au Québec, inquiets face à la montée des revendications ouvrières, les gens d'affaires sentent le besoin de s'organiser par la création en 1969 du Conseil du patronat du Québec⁶⁰³. Dès le milieu des années 1960, des représentant·es du patronat expriment leurs craintes quant à la montée du « socialisme » et au pouvoir excessif des syndicats et des « minorités révolutionnaires »⁶⁰⁴. Cette peur s'amplifie dans les années 1970, alors que la situation économique se détériore. En 1972, le Conseil du patronat du Québec consacre un de ses bulletins d'information à l'analyse des manifestes des centrales syndicales. Il s'alarme de leur contenu radical et dénonce le fait que « l'homme d'affaires québécois [...], de plus en plus, se retrouve au centre d'une contestation (celle de l'entreprise et du régime) programmée souvent par les éléments les plus radicaux de notre société »⁶⁰⁵. En octobre de la même année, effrayé par les discours combatifs qu'on a pu entendre durant le Front commun, le Conseil du patronat publie son propre manifeste (*Détruire le système actuel? C'est à y penser!*), qu'il distribue à plus de 10 000 exemplaires⁶⁰⁶. Le patronat est préoccupé par la forte mobilisation et la politisation du mouvement syndical, particulièrement celles de la CSN. De plus, il déplore que le syndicalisme vigoureux de l'époque mène à des arrêts de travail fréquents et au maintien de salaires élevés malgré le taux de chômage croissant⁶⁰⁷.

⁶⁰² *Ibid.* p. 808.

⁶⁰³ Plourde. 2019. *op. cit.* p. 847.

⁶⁰⁴ *Ibid.* p. 850.

⁶⁰⁵ CPQ. 1972. Cité dans *Ibid.* p. 856.

⁶⁰⁶ *Ibid.* p. 857.

⁶⁰⁷ *Ibid.* p. 860-861.

Pour « restaurer la discipline », plusieurs dirigeants d'entreprises appellent à une répression accrue des mouvements sociaux et du mouvement syndical. Paradoxalement (puisque le secteur public ne relève pas directement de l'autorité des milieux d'affaires), le patronat s'en prend spécialement au syndicalisme du secteur public, qu'il perçoit comme une des sources principales du climat subversif qui prévaut dans la province⁶⁰⁸. Le domaine des affaires sociales (qui regroupe la santé et les services sociaux) devient la cible privilégiée de ses interventions publiques. Comme le supposent les auteur·ices de *Mobilisation*, le patronat craint notamment que les gains syndicaux du secteur public aient un effet d'entraînement sur les salaires et les conditions de travail du secteur privé :

Les syndicats ne se cachent même plus que leur seul souci est d'arracher aux gouvernements, grâce à des épreuves de force politiques, des conditions de salaire particulièrement généreuses et de permettre ainsi aux employés du secteur privé de revendiquer des conditions tout aussi généreuses. C'est pour cette dernière raison notamment que la bataille du secteur public sera aussi, qu'on le veuille ou non, celle du secteur privé⁶⁰⁹.

Les revendications de la combative Fédération des affaires sociales de la CSN font l'objet d'une attention particulière. Au-delà des considérations économiques, toutefois, le patronat craint la multiplication des grèves illégales et des gestes de désobéissance civile qui frappe le secteur public. Il y voit un dangereux effritement de l'autorité et une menace à l'ordre social. La situation du secteur public inquiète tant les représentant·es des gens d'affaires qu'en 1973, dans le mémoire annuel de la Chambre de commerce de la province de Québec, la section sur les relations de travail est entièrement consacrée au secteur public⁶¹⁰. À l'automne 1975, le président du Conseil du

⁶⁰⁸ *Ibid.* p. 867.

⁶⁰⁹ CPQ. 1975. Cité dans *Ibid.* p. 869. Souligné dans le texte.

⁶¹⁰ *Ibid.* p. 870.

patronat déclare : « si l'État ne met pas un terme au militantisme syndical dans les services publics, le Québec court à la catastrophe »⁶¹¹.

Le patronat s'attaque aussi au niveau des dépenses sociales de l'État, dénonçant le fait qu'une part croissante du fruit de l'activité économique soit « ponctionnée » par le secteur public au détriment du secteur privé⁶¹². Le secteur de la santé est visé en priorité, entre autres parce qu'il représente le tiers des dépenses gouvernementales⁶¹³. Les mesures sociales du Québec sont perçues par le patronat comme une des causes importantes de « l'indiscipline » des travailleur·euses, et donc de leur combativité. Ce sont donc non seulement les impacts économiques, mais aussi les répercussions politiques des programmes sociaux que craignent les gens d'affaires⁶¹⁴.

Le gouvernement se montre sensible à leur discours. En 1972, tandis que le ministre des Affaires sociales reprend l'argument selon lequel des mesures sociales trop généreuses risquent de désinciter au travail⁶¹⁵, le ministre de la Fonction publique s'inquiète que l'octroi de meilleurs salaires aux employé·es du secteur public remette en cause « toutes les échelles, toutes les structures salariales pour des années à venir »⁶¹⁶. La comparaison entre la rémunération du secteur public et celle du secteur privé est un leitmotiv du discours gouvernemental durant toute la décennie. Le gouvernement s'engage aussi en 1972 à freiner le taux de croissance des dépenses sociales. Cet objectif de contrôle des dépenses sociales est maintenu dans les budgets successifs tout au long des années 1970, tant sous la gouverne du Parti libéral que sous celle du Parti

⁶¹¹ CPQ. 1975. Cité dans *Ibid.* p. 871.

⁶¹² *Ibid.* p. 878.

⁶¹³ Plourde. 2021. *op. cit.* p. 168.

⁶¹⁴ Plourde. 2019. *op. cit.* p. 879.

⁶¹⁵ *Ibid.* p. 888.

⁶¹⁶ Roy, Michel. Cité dans Tremblay-Boily. 2011. *op. cit.* p. 9.

Québécois, à la satisfaction des milieux d'affaires, qui voudraient davantage de compressions budgétaires, mais considèrent la limitation des dépenses comme un pas dans la bonne direction⁶¹⁷.

Les auteur·ices de *Mobilisation* sont d'ailleurs conscient·es que les différents budgets de l'État québécois mènent à une réduction du rythme de croissance des dépenses sociales, et non à une réduction en termes absolus. Dans « Les travailleurs des services au Québec », il·elles constatent que « [c]oncernant la part des dépenses étatiques directes affectées à la reproduction de la force de travail [c'est-à-dire à la santé et aux affaires sociales, selon l'analyse présentée ci-haut], on ne peut pas non plus encore parler de tendance à la réduction »⁶¹⁸. Il·elles anticipent cependant que les efforts de rationalisation entamés récemment vont se poursuivre et s'accroître : « [Les différentes mesures de réduction des coûts en santé] nous font croire que cet effort n'est pas passager, mais qu'il est destiné à se transformer et se transforme déjà rapidement en politique systématique »⁶¹⁹. De fait, durant les années 1970, l'État québécois tente de contenir les dépenses sociales, mais n'y parvient pas. Au contraire, « [...] le secteur public deviendra, à la faveur des négociations en front commun de 1972 et 1976, la locomotive du secteur privé en ce qui concerne des conditions salariales et de travail »⁶²⁰.

C'est à partir des années 1980 que le gouvernement parvient à briser les tendances les plus combatives du mouvement syndical et à imposer une croissance moins soutenue des dépenses du secteur public. Néanmoins, en appliquant leur grille d'analyse marxiste à l'évolution du système de santé québécois, les auteur·ices de *Mobilisation* perçoivent les premiers signes d'un virage

⁶¹⁷ Plourde. 2019. *op. cit.* p. 889-894.

⁶¹⁸ Mobilisation. 1975b. *op. cit.* p. 11.

⁶¹⁹ *Ibid.*

⁶²⁰ Plourde. 2019. *op. cit.* p. 899.

néolibéral qui est bel et bien en germe. Leur analyse, qui met l'accent sur les rapports qu'entretient la classe capitaliste avec l'État, reflète effectivement les positions prises par le patronat au cours de la décennie. Ce dernier, préoccupé par le militantisme du secteur public, en fait un objet central de son attention. Compte tenu de la combativité des employé·es d'hôpitaux et du rôle crucial du système de santé, le patronat se soucie particulièrement des grèves dans les établissements hospitaliers. Les hôpitaux apparaissent donc comme un des champs de bataille importants de la lutte des classes. En ce sens, il n'est pas surprenant que les militant·es de *Mobilisation* voient dans la lutte du secteur public « le nœud central de la stratégie capitaliste de réorganisation »⁶²¹. La participation aux luttes des travailleur·euses d'hôpitaux représente pour les implanté·es un moyen de contrer l'offensive capitaliste menée, sous couvert de justice sociale, par l'État québécois⁶²².

Le prolétariat des services

Les marxistes-léninistes québécois·es justifient leur intervention dans le secteur hospitalier en élaborant une analyse de la composition de la classe ouvrière qui place les employé·es d'hôpitaux parmi le prolétariat des services. Loin d'adhérer à une conception étroite de la classe ouvrière qui se limiterait au prolétariat industriel, il·elles reconnaissent l'importance du prolétariat des services, soulignent sa combativité et appellent à l'unité entre les différentes catégories du prolétariat.

Dans *Mobilisation*, les auteur·ices présentent le développement du système de santé comme un processus analogue au développement de la grande industrie. Selon Marx et Engels, l'évolution du capital tend progressivement à remplacer les anciens ateliers artisanaux, dont les artisan·es sont

⁶²¹ Mobilisation. 1975a. *op. cit.* p. 10.

⁶²² Par ailleurs, bien que la Ligue se définisse comme une organisation pancanadienne souhaitant unir la classe ouvrière d'un océan à l'autre, le partage des compétences fédérales et provinciales fait en sorte qu'en investissant les hôpitaux, ses militant·es concentrent leurs attaques presque exclusivement contre le gouvernement québécois.

régies par des normes traditionnelles, par de grandes manufactures où les travailleur·euses sont embrigadé·es et virtuellement interchangeables⁶²³. D'une manière semblable, l'étatisation du système de santé révèle aux travailleur·euses d'hôpitaux leur condition de prolétaire :

*D'autre part, les anciennes administrations locales utilisaient souvent toutes sortes de paternalisme et de favoritisme qui tendaient à masquer les contradictions de classe. Or, cette situation change radicalement*⁶²⁴.

La transformation des hôpitaux sous la direction du gouvernement vient « [...] mettre les travailleurs à leur véritable place, c'est-à-dire au rang d'esclaves salariés qui n'ont qu'à produire au maximum pour vendre leur force de travail au taux le plus bas possible »⁶²⁵. Néanmoins, si les travailleur·euses d'hôpitaux sont effectivement obligé·es de vendre leur force de travail comme d'autres prolétaires, force est de constater que leur situation salariale s'améliore au cours des années 1970, à la faveur des gains obtenus par les fronts communs. En 1975-1976, leurs

⁶²³ « L'industrie moderne a transformé le petit atelier de l'ancien patron patriarcal en la grande fabrique du bourgeois capitaliste. Des masses d'ouvriers, entassés dans la fabrique, sont organisés militairement. Traités comme des soldats industriels, ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète d'officiers et de sous-officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bourgeoise, du gouvernement bourgeois, mais encore, journellement et à toute heure, les esclaves de la machine, du contremaître et surtout du maître de la fabrique. » Marx, Karl et Friedrich Engels. 1848. *Manifeste du Parti communiste*. Traduit par Laura Lafargue (1897). [En ligne]

http://classiques.uqac.ca/classiques/labriola_antonio/essais_materialisme_historique/Essai_3_Manifeste_PC/labriola_appen_manifeste.pdf, p. 22.

⁶²⁴ Mobilisation. 1974. « Un journal d'hôpital » *Mobilisation* vol. 4, no. 4, p. 2. Une idée semblable est exprimée dans le texte « Les perspectives de la lutte dans le secteur public » : « Dans le passé et en général, le secteur des services publics a été relativement calme, reposant sur un système complexe et élaboré de patronage et de petits avantages, accompagné de l'idéologie religieuse et de la charité chrétienne, etc. Ces facteurs ont causé un retard dans la syndicalisation de ce secteur, de même qu'une combativité et une conscience généralement très limitées. Mais le développement même du capitalisme a transformé cette situation pour faire du secteur des services publics un secteur-clé de l'économie capitaliste, un secteur qu'il fallait mettre au pas de la grande entreprise privée avec tout ce que cela signifie au niveau des conditions de travail ». Mobilisation. 1975a. *op. cit.* p. 10.

⁶²⁵ Mobilisation. 1974. *op. cit.* p. 2. Pour les femmes, qui représentent la très grande majorité des employé·es d'hôpitaux, cette prolétarianisation s'accompagne aussi d'une transformation des attentes par rapport aux soins aux patient·es, de vocation à profession. À ma connaissance, ce changement n'est pas relevé dans la documentation marxiste-léniniste, mais il est exprimé par une travailleuse dans le film « La lutte des travailleurs d'hôpitaux ». Tout en insistant sur l'importance des soins et de la relation avec les patient·es, elle s'exclame : « On est là pour faire un travail, pas pour être la fille du patient! ». Arcand, Denys. 1976. *La lutte des travailleurs d'hôpitaux*. Québec : CSN. 27 mins.

augmentations de salaire dépassent même les normes prescrites par la Loi concernant les mesures anti-inflationnistes⁶²⁶.

Un peu comme la centralisation des moyens de production entre les mains des capitalistes a pour conséquence de rassembler les ouvrier·ères, de les mettre en contact entre eux·elles et de rendre possible leur organisation à une échelle supérieure⁶²⁷, l'étatisation du système de santé et la centralisation des négociations collectives politisent les conflits du secteur public :

Ce n'était plus tel administrateur ou tel fonctionnaire ou tel ministre, mais l'ensemble de l'État capitaliste et derrière lui l'ensemble de la bourgeoisie. La politique de centralisation était donc aux prises avec des contradictions fondamentales : d'une part la nécessité de centraliser par en haut découle de la logique du développement du capitalisme monopoliste, et d'autre part, en faisant cela, on transforme chaque lutte en une lutte générale, comportant des aspects plus politiques⁶²⁸.

Cette logique mène à la formation du Front commun intersyndical. Or, selon l'interprétation des auteur·ices de *Mobilisation*, un vaste front uni des travailleur·euses représente une plus grande menace pour l'État capitaliste, qui réagit en tentant de semer la discorde entre les différentes fractions du personnel du secteur public :

C'est pourquoi la politique de centralisation de l'État se combinera à une politique pour diviser les travailleurs en couches et en groupes divisés, pour les affaiblir et les affronter un par un⁶²⁹.

⁶²⁶ Audet, Monique. 2011. « Quarante ans de négociations dans le secteur public : 1966-2006 » *Bulletin d'histoire politique* vol. 19, no. 2, p. 146.

⁶²⁷ « Or l'industrie, en, se développant, non seulement grossit le nombre des prolétaires mais les concentre en masses plus considérables ; les prolétaires augmentent en force et prennent conscience de leur force. [...] les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Les ouvriers commencent par se coaliser contre les bourgeois pour le maintien de leurs salaires. Ils vont jusqu'à former des associations permanentes en prévision de ces luttes occasionnelles. [...] Parfois les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère. Le véritable résultat de leurs luttes est moins le succès immédiat que la solidarité croissante des travailleurs. Cette solidarisation est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui permettent aux ouvriers de localités différentes d'entrer en relation. Or, il suffit de cette mise en contact pour transformer les nombreuses luttes locales qui partout revêtent le même caractère en une lutte nationale, en une lutte de classe. Mais toute lutte de classe est une lutte politique ». Marx et Engels. 1848. *op. cit.* p. 23.

⁶²⁸ *Mobilisation*. 1975a. *op. cit.* p. 8.

⁶²⁹ *Ibid.*

Cette politique de division se fait en favorisant les travailleur·euses les plus privilégié·es au détriment des plus pauvres, dont les employé·es généraux·ales des hôpitaux :

S'ils [les représentants de l'État] sentent la combativité monter, ils feront alors de multiples pressions pour diviser le front des travailleurs, en insistant sur les couches supérieures (fonctionnaires, cadres, infirmières, etc.) au détriment des secteurs stratégiques et massifs⁶³⁰.

Selon *Mobilisation*, en plus d'attiser les divisions internes du Front commun, le gouvernement espère tirer profit de l'opposition qui est faite couramment entre les travailleur·euses du secteur public et le reste de la population :

*Un autre aspect important de l'offensive est la campagne idéologique déclenchée dans les médias bourgeois contre les travailleurs du secteur public. Les travailleurs d'hôpitaux sont « inhumains et sans cœur », les fonctionnaires sont péquistes et inefficaces (déclaration du ministre fédéral Chrétien), les enseignants enseignent le joul et la révolution (la série d'articles de Lysiane Gagnon dans *La Presse*), etc. On veut faire passer ces travailleurs aux yeux du public pour un groupe de parasites vivant aux crochets de la société et incapables de bien travailler⁶³¹.*

Les militant·es de *Mobilisation* considèrent que la division est la tactique principale de la bourgeoisie, et qu'il faut y répondre par la solidarité : « Contre cela, il faut lutter pour l'UNITÉ OUVRIÈRE, faire de chaque lutte, de chaque cause ouvrière la lutte et la cause de tous les prolétaires »⁶³². Il·elles reprochent aux centrales syndicales de ne pas avoir suffisamment fait de démarches pour rendre explicites les enjeux de classe du conflit du secteur public et pour montrer que les attaques de l'État contre les travailleur·euses du secteur public s'inscrivent dans un plan de rationalisation des services publics qui nuira à toute la population. Les syndicats, de l'avis des marxistes-léninistes, doivent expliquer clairement qu'il existe, entre les travailleur·euses du public, ceux·elles du privé et les classes populaires, « une communauté d'intérêts contre la

⁶³⁰ *Ibid.* p. 9.

⁶³¹ *Ibid.*

⁶³² *Mobilisation*. 1975d. « Unité ouvrière, unité révolutionnaire » *Mobilisation* vol. 5, no. 2, p. 2.

politique capitaliste dans le secteur public »⁶³³. Poussant l'idée de l'unité encore plus loin, les auteur·ices de *Mobilisation* affirment que « [...] la lutte des travailleurs de la fonction publique est la même lutte que celle des travailleurs des entreprises privées : une lutte du prolétariat dans son entier contre la classe capitaliste dominante, l'impérialisme, et leur principal instrument de domination : l'État »⁶³⁴.

Pour soutenir cette position, il·elles ont recours à l'analyse marxiste afin de démontrer que les travailleur·euses du secteur public – ou du moins une forte proportion d'entre eux·elles – sont des prolétaires. Il·elles partent du principe que « [...] c'est la nécessité de produire et d'accumuler la plus-value sur une échelle élargie qui détermine tous les aspects de la société capitaliste »⁶³⁵. Suivant le schéma marxiste classique, il·elles considèrent que la plus-value ne se crée que dans la sphère de la production des marchandises, mais il·elles ajoutent que les services – qu'il s'agisse de services commerciaux et financiers ou bien de services publics – jouent un rôle important dans « le maintien et l'élargissement du mode de production capitaliste »⁶³⁶.

Les employé·es des entreprises et des organisations qui fournissent des services ne produisent donc pas de plus-value, mais il·elles sont tout de même soumis·es au rapport antagonique entre capital et travail. En effet, comme il·elles sont dépossédé·es des moyens de production, il·elles doivent vendre le seul moyen de production dont il·elles sont propriétaires, soit leur force de travail. C'est le cas aussi pour les travailleur·euses du secteur public⁶³⁷ :

⁶³³ Mobilisation. 1975a. *op. cit.* p. 16.

⁶³⁴ Mobilisation. 1975c. *op. cit.* p. 16.

⁶³⁵ Mobilisation. 1975b. *op. cit.* p. 4.

⁶³⁶ *Ibid.*

⁶³⁷ Pour les auteur·ices de Mobilisation, cette analyse concerne surtout les employé·es généraux·ales et les salarié·es situé·es au bas de l'échelle. Les médecins sont assimilé·es à la bourgeoisie, tandis que les infirmier·ères (comme les

*Pour être en mesure de bien jouer son rôle, l'État se doit d'engager un très grand nombre de travailleurs; ces travailleurs, il les trouve là où les capitalistes les trouvent aussi, sur le même marché du travail. En fin de compte, l'État embauche les mêmes travailleurs dans ses hôpitaux et ses bureaux que les capitalistes dans leurs usines, bureaux et magasins*⁶³⁸.

Dans un texte de la Ligue qui reprend pour l'essentiel l'analyse de *Mobilisation* au sujet des différentes catégories du prolétariat, les auteur·ices indiquent que les employé·es d'hôpitaux participent à la reproduction de la force de travail achetée par les capitalistes :

*C'est la reproduction de la force de travail par des services accomplis sous une forme socialisée et salariée, par opposition à celle accomplie sous une forme non salariée (service d'un médecin dans son cabinet) ou non socialisée (soins apportés par la famille)*⁶³⁹.

Lorsqu'il·elles remplissent leurs tâches, comme les travailleur·euses de l'industrie, il·elles sont payé·es uniquement le minimum nécessaire pour s'assurer qu'il·elles puissent continuer quotidiennement à travailler : « Ils sont rémunérés en moyenne à la valeur de leur force de travail comme les prolétaires ». De plus, l'organisation du travail qu'il·elles subissent s'apparente à celle de l'industrie : « Ces travailleurs sont des travailleurs essentiellement manuels qui exécutent un travail simple (non complexe) soumis à un encadrement de type capitaliste »⁶⁴⁰. Dans *Mobilisation*, on précise que la structure de classes inhérente au capitalisme est aussi présente dans

enseignant·es du primaire et du secondaire) sont considéré·es comme des éléments de la petite bourgeoisie qui peuvent se rallier aux positions du prolétariat.

⁶³⁸ *Ibid.* p. 16. La même idée est exprimée par Jean-Marc Piotte, pour expliquer comment les salaires du secteur public ont un impact sur ceux du secteur privé : « De plus, la bourgeoisie puise au même *pool* de main-d'œuvre que le Gouvernement. Si celui-ci offre de meilleures conditions de travail que la bourgeoisie, celle-ci aura plus de difficultés à recruter les meilleurs éléments de la main-d'œuvre et devra, de plus, accroître ses avantages salariaux ». Piotte. 1975c. *op. cit.* p. 67-68. Dans le film « La lutte des travailleurs d'hôpitaux », réalisé par Denys Arcand à la demande de la CSN en vue du Front commun de 1975-1976, des travailleuses décrivent en leurs propres mots leur statut de prolétaire : « On travaille parce qu'on doit, pas pour consommer des belles robes », « [Quand le coût de la vie augmente], tu dois travailler, même si t'es pas séparée. C'est pas un choix : tu prends un travail pas spécialisé ». Arcand. 1975. *op. cit.*

⁶³⁹ Sans auteur. Sans date. « b) Le prolétariat ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 4/7). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 12.

⁶⁴⁰ *Ibid.* p. 12. L'expression « comme les prolétaires » reflète l'ambiguïté de la position des marxistes-léninistes. Le texte dans son ensemble vise à expliquer que le prolétariat est formé de plusieurs catégories (prolétariat industriel, prolétariat commercial, prolétariat des services) partageant des caractéristiques communes, mais on note néanmoins, en s'appuyant sur une citation de Lénine, que « [I]a classe des prolétaires de l'industrie constitue la classe ouvrière proprement dite ». *Ibid.* p. 5.

les hôpitaux : « À l'intérieur des appareils de reproduction de la force de travail, on retrouve à peu près toutes les classes sociales présentes à l'intérieur de la société québécoise »⁶⁴¹. La bourgeoisie siège aux conseils d'administration, la nouvelle petite bourgeoisie (les cadres salarié·es) assume des fonctions de direction ou de surveillance, tandis que les médecins incarnent la petite bourgeoisie traditionnelle⁶⁴². De surcroît, la taille des établissements hospitaliers et la division du travail à l'intérieur de ceux-ci contribuent à leur donner un caractère « industriel ». Le potentiel de combativité des employé·es d'hôpitaux est donc plus grand que celui d'employé·es des services qui sont davantage isolé·es parce qu'il·elles œuvrent dans des milieux de travail plus petits et moins organisés⁶⁴³. Par ailleurs, durant les négociations collectives du secteur public, les prolétaires des services affrontent directement « l'État bourgeois » :

*Cet affrontement direct permet à ces travailleurs fréquemment attaqués par la bourgeoisie de développer rapidement leur conscience de classe et de devenir la force la plus combative au côté du prolétariat industriel*⁶⁴⁴.

Ce passage est suivi d'une phrase qui souligne que le prolétariat des services a les mêmes intérêts fondamentaux que tous les prolétaires, mais qui réaffirme tout de suite après « [qu']à l'intérieur du prolétariat (la classe de tous les salariés exploités), seul le prolétariat industriel (la classe

⁶⁴¹ Mobilisation. 1975b. *op. cit.* p. 13.

⁶⁴² *Ibid.* p. 13-14. Le documentaire de Denys Arcand, filmé à l'Hôtel-Dieu à une époque où des militant·es marxistes-léninistes y sont actif·ves, contient des passages qui décrivent la hiérarchie interne des hôpitaux et témoignent d'une forte conscience de classe parmi les employé·es qui sont interviewé·es (toutes anonymes). Une employée s'exclame : « Les histoires de classes sociales, on les voit à l'hôpital, c'est frappant ». Elle explique que les médecins et les infirmières sont en haut de l'échelle, que les aides infirmières sont au milieu et que les travailleur·euses de l'entretien ménager sont en bas. Elle raconte que personne ne dit bonjour à ceux·elles qui s'occupent de l'entretien, tandis qu'on accueille « avec un gros sourire » ceux·elles qui travaillent dans les bureaux. Un employé chargé de préparer les cadavres pour la recherche médicale remarque que « prendre le fémur sur les corps, c'est pas les patrons qui font ça ». Arcand. *op. cit.*

⁶⁴³ Sans auteur. Sans date. « b) Le prolétariat ». *op. cit.* p. 13.

⁶⁴⁴ *Ibid.* p. 14. De ce point de vue, les employé·es des commerces et des bureaux d'entreprises privées ont le moins de potentiel combatif, puisqu'il·elles sont plus isolé·es et n'entrent pas en confrontation directe avec l'État. Le Noyau des petites entreprises, un groupe associé au CAP Maisonneuve (voir le chapitre 1), tente d'ailleurs deux démarches d'implantation dans des bureaux privés, mais il conclut que le paternalisme des patrons y est très efficace et que le niveau de conscience politique est très bas. Mobilisation. 1973. « Deux ans de travail d'un noyau de militants ouvriers et socialistes » *Mobilisation* vol. 3, no. 2, p. 13.

ouvrière) constitue la force dirigeante de la révolution ». Cette portion du texte reflète les contradictions avec lesquelles les militant·es du mouvement marxiste-léniniste québécois doivent jongler. Bien que l'orthodoxie marxiste-léniniste les pousse à voir le prolétariat industriel comme le moteur de la révolution, il·elles sont conscient·es que, dans le Québec des années 1970, le prolétariat des services exerce *de facto* un rôle de leadership dans le mouvement syndical. En effectuant un rapprochement entre les travailleur·euses du secteur public et ceux·elles de l'industrie, considérés tous deux comme des prolétaires, il·elles se donnent la possibilité d'admettre que le secteur public peut être la locomotive du secteur privé, comme le soutiennent les centrales syndicales. Ces dernières soutiennent en effet que, par ses revendications, le secteur public entraînera à la hausse les conditions de travail de tout le mouvement ouvrier. C'est sur la base de ce rapprochement entre travailleur·euses du secteur public et du secteur privé que les marxistes-léninistes célèbrent le Front commun de 1972⁶⁴⁵ en tant que moment de convergence exceptionnelle entre les deux groupes. Pour les Fronts communs suivants, il·elles appellent à l'unité entre tou·tes les travailleur·euses « [...] afin que leur ennemi commun, la classe bourgeoise et son État, ne puisse plus être en mesure de les jouer les uns contre les autres en transformant les gains des uns en pertes pour les autres »⁶⁴⁶. Cette idée d'unité entre les différentes catégories du prolétariat constitue un thème central de leur militantisme dans les hôpitaux.

⁶⁴⁵ Dans un article de Mobilisation, il est surnommé « la grande révolte ouvrière de 1972 ». Mobilisation. 1974. *op. cit.* p. 2

⁶⁴⁶ Mobilisation. 1975c. *op. cit.* p. 16.



Bras dessus, bras dessous, une secrétaire, un ouvrier, une infirmière, un cuisinier et un concierge représentent l'unité que les marxistes-léninistes cherchent à construire entre les différentes catégories du prolétariat, à l'hôpital et à l'extérieur de celui-ci⁶⁴⁷.

Militer dans les hôpitaux

De la confrontation au Front uni prolétarien

Comme on l'a vu au chapitre 1, au moment de sa création, la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada rejette « l'économisme » des expériences d'implantation qui l'ont précédée. Au lieu d'insister sur l'accroissement de la combativité ouvrière, comme le faisaient les implantés du réseau de Mobilisation, elle prône une approche qui accorde une place centrale à la promotion de l'idéologie communiste et de la « ligne juste ». Par le fait même, dans tous ses secteurs d'intervention (milieux de travail, garderies, groupes populaires, cégeps et universités), la Ligue se fait critique des courants militants qui ne sont pas assez révolutionnaires à ses yeux. Elle va jusqu'à condamner les groupes de gauche qui ne se réclament pas du marxisme-léninisme,

⁶⁴⁷ Mobilisation. 1975e. « Bilan de la lutte du Front Commun de 1972 » *Mobilisation* vol. 4, no. 8, p. 11.

en exigeant qu'ils rédigent leur autocritique et se rallient à elle. C'est ce que font notamment Mobilisation et l'Agence de presse libre du Québec⁶⁴⁸.

Dans certains cas, des militant·es de la Ligue tentent de prendre le contrôle d'organisations existantes pour y imposer leur vision. En 1977, une série d'articles de *La Presse* fait grand bruit dans les milieux d'extrême-gauche, notamment parce qu'elle relate quelques-unes de ces tentatives. Rassemblés en livre sous le titre « L'extrême gauche », les articles de Jacques Benoît sont à lire avec un œil critique. Le travail d'enquête de Benoît s'appuie presque exclusivement sur des personnes extérieures au mouvement marxiste-léniniste, dont plusieurs en sont des adversaires. En effet, de son propre aveu, les militant·es marxistes-léninistes ont généralement refusé de collaborer avec lui⁶⁴⁹. D'après Gordon Lefebvre, qui a accepté d'être interrogé par le journaliste, Jacques Benoît est rigoureux quant aux faits, mais son biais anticommuniste l'amène à exagérer « l'infiltration » et « la manipulation » pratiquées par les marxistes-léninistes⁶⁵⁰, même si ce type de pratiques existe bel et bien. En publiant son livre en 1977, Benoît cristallise l'image du mouvement marxiste-léniniste à un moment précis de son développement. En fait, le mouvement connaît une évolution – d'une approche confrontationnelle à une approche plus conciliante – dont cette section rend compte. Comme on le verra, les militant·es des hôpitaux jouent un rôle important dans cette évolution.

Lors du congrès de 1976 des comptoirs alimentaires du Québec, un mouvement de magasins coopératifs d'alimentation fondé au début des années 1970, la Ligue réussit à faire adopter son

⁶⁴⁸ Dansereau, Bernard. 2004. « Une expérience de l'extrême-gauche au Québec : Le Parti communiste ouvrier » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, p. 29.

⁶⁴⁹ Benoît, Jacques. 1977. *L'extrême gauche*. Montréal : La Presse. p. 8.

⁶⁵⁰ Échange de courriels avec Gordon Lefebvre. 12 mai 2020.

document d'orientation, intitulé « Luttons pour des comptoirs de lutte de classe ». Les militant·es de la Ligue sont accusé·es d'avoir utilisé des tactiques douteuses – accaparement du temps de parole, tenue de débats interminables sur les procédures, présentation de documents à la dernière minute, dénigrement des opposant·es – pour imposer des idées qui ne reflètent pas les préoccupations des membres du mouvement⁶⁵¹. Par des tactiques semblables, la même année, la Ligue tente sans succès de faire fermer le Centre de formation populaire (CFP), un organisme d'éducation politique marxiste considéré par les militant·es marxistes-léninistes comme « un appareil de la bourgeoisie qu'il faut liquider »⁶⁵². Dans les deux cas, comme dans plusieurs autres organismes populaires, les manœuvres de la Ligue engendrent une réaction défensive de la part des militant·es non-marxistes-léninistes, qui se coalisent pour préserver l'autonomie de leur organisation.

Dans certains contextes, la Ligue, dans ses premières années, est portée à insulter et à dénigrer les militant·es qui n'adhèrent pas à son idéologie. En milieu syndiqué, elle s'attaque parfois directement aux exécutant·es syndicaux, perçu·es comme des bureaucrates réactionnaires. En effet, selon le document d'entente pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, les syndicats sont des instruments indispensables de l'émancipation ouvrière. Les militant·es communistes doivent donc y participer. Cependant, à mesure que s'est développé le mouvement ouvrier, « [...] deux courants opposés sont apparus au sein des syndicats [...] » : le courant bourgeois, qui cherche la collaboration de classe, et le courant prolétarien, qui prépare la

⁶⁵¹ Benoît. 1977. *op. cit.* p. 61-67.

⁶⁵² *Ibid.* p. 50-53.

lutte contre l'exploitation capitaliste »⁶⁵³. D'après ce texte fondateur de la Ligue, « [à] l'heure actuelle au Canada, c'est le courant bourgeois qui domine complètement dans les syndicats »⁶⁵⁴.

Affirmant qu'il faut « démasquer les bureaucrates réformistes »⁶⁵⁵, certain·es militant·es s'en prennent ouvertement à des élu·es syndicaux·ales. Ainsi, à l'Hôtel-Dieu, un tract de la Ligue dénonce le président du syndicat « Filiatreault et sa clique » en tant que traîtres à la classe ouvrière : « CE SUPPOSÉ PRÉSIDENT D'EXÉCUTIF PRÉFÈRE LA COLLABORATION AVEC LES PATRONS PLUTÔT QUE LA LUTTE CONTRE EUX »⁶⁵⁶. À quelques occasions, les élu·es syndicaux·ales réagissent à l'approche antagonique de la Ligue en entamant des procédures d'expulsion contre ses militant·es. Quoique ces tentatives d'expulsion ne réussissent pas toujours – des travailleur·euses prennent parfois la défense des militant·es communistes⁶⁵⁷ –, elles révèlent aux implanté·es les limites de la confrontation. Lorsqu'il·elles sont agressif·ves envers des syndicalistes de leurs milieux de travail, il·elles se retrouvent isolé·es.

Face à ce constat, la Ligue entame un processus de rectification de ses pratiques, pour mieux les ajuster à la réalité des milieux de travail. Roger Rashi, dirigeant de la Ligue explique que l'approche conflictuelle, « excessivement critique » envers les directions syndicales, a été une des

⁶⁵³ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1975. *Document d'entente pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada*. Archives personnelles de Roger Rashi. p. 82.

⁶⁵⁴ *Ibid.* p. 83.

⁶⁵⁵ *Ibid.* p. 85.

⁶⁵⁶ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Sans date. « Travailleurs et travailleuses de l'Hôtel-Dieu : NON à la chasse aux sorcières! ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 18a/1). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. En majuscules dans le texte.

⁶⁵⁷ Parfois, dans les syndicats les plus réactionnaires, le simple fait de mettre de l'avant des positions politiques de gauche peut attirer des ennuis aux implanté·es. À l'usine American Can, en 1971, avant la création de la Ligue, Gordon Lefebvre distribue un tract communiste qui appelle à une journée de grève en soutien aux grévistes de l'usine portoricaine de la compagnie. En réaction, des membres de l'exécutif du syndicat organisent une assemblée générale pour l'expulser du syndicat. Or, les ouvriers, sans nécessairement être d'accord avec lui, se lèvent spontanément pour défendre sa liberté d'opinion. La tentative d'expulsion est un échec.

principales erreurs des implanté·es appartenant à l'organisation⁶⁵⁸. Étant donné qu'elle menait à la marginalisation des militant·es, elle a progressivement été remplacée par une autre approche, plus collaborative. Comme témoin du changement d'orientation, il présente deux documents publiés par la Ligue à l'époque. Le premier, intitulé « Luttons classe contre classe pour nos revendications et pour le socialisme! » met de l'avant deux priorités stratégiques : 1) « s'opposer à la collaboration de classe » prônée par « les réformistes, les sociaux-démocrates et les révisionnistes » et 2) construire « l'unité à la base et dans l'action du plus grand nombre de travailleurs »⁶⁵⁹. Dans le second, « Pour une riposte unifiée de la classe ouvrière », publié deux ans plus tard, on dit d'abord « [qu']il faut unir l'ensemble du mouvement ouvrier, les syndicats des secteurs public et privé, les travailleurs et les chômeurs dans une riposte commune », puis on traite de « la trahison des *hauts* dirigeants syndicaux »⁶⁶⁰. D'après Roger Rashi, cette inversion des priorités, en apparence anodine, est le fruit d'une réflexion sur la nécessité d'éviter les antagonismes à l'échelle locale.

Dans un document interne qui vise à cerner et à résoudre les problèmes rencontrés lors du travail d'agitation-propagande communiste dans les syndicats, la Ligue reconnaît que ses membres ont fait preuve de sectarisme, surtout à leurs débuts, en refusant de collaborer avec des officier·ères locaux·ales et en les traitant comme des ennemi·es :

*Ces camarades avaient lu dans le document d'entente que : « à l'heure actuelle au Canada, c'est le courant bourgeois qui domine complètement dans les syndicats. » Ceci est vrai, mais ça ne veut pas dire que tous ceux qui détiennent un poste syndical particulièrement au niveau local et régional sont des agents de la bourgeoisie qu'on ne peut rallier ou gagner au front uni ouvrier*⁶⁶¹.

⁶⁵⁸ Entretien effectué le 14 septembre 2018.

⁶⁵⁹ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Sans date. *Luttons classe contre classe pour nos revendications et pour le socialisme!* Archives personnelles de Roger Rashi. pp. 26-28.

⁶⁶⁰ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Sans date. *Pour une riposte unifiée de la classe ouvrière.* Archives personnelles de Roger Rashi. pp. 12-14. Je souligne.

⁶⁶¹ Comité syndical. 1979. « L'A&P communiste dans les syndicats ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 4/6). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 4.

Pour éviter de reproduire l'erreur de purisme, la Ligue fait la distinction entre les « bureaucrates supérieurs complètement vendus » et les « [...] bureaucrates inférieurs qui sont des éléments vacillants qu'on peut neutraliser et parfois gagner au Front uni »⁶⁶². L'évolution de la Ligue sur cette question s'incarne dans la pratique quotidienne des militant·es. De 1975 à 1977, il est fréquent que des tracts de la Ligue dénoncent des individus siégeant sur les exécutifs locaux. À partir de 1977, ces dénonciations se font plus rares. Lorsque le syndicalisme est critiqué, les personnes nommées sont des hauts dirigeants des centrales, comme Norbert Rodrigue⁶⁶³, Louis Laberge⁶⁶⁴ ou Dennis McDermott⁶⁶⁵. Il s'agit en somme d'élus syndicaux que les militant·es communistes rencontrent seulement dans les instances régionales et nationales des syndicats, et non pas dans leur quotidien en milieu de travail.

Afin de renforcer son influence dans les syndicats, la Ligue met de l'avant la tactique du Front uni prolétarien (FUP). Déjà mentionnée dans le document d'entente qui mène à la création de la Ligue⁶⁶⁶, cette tactique est initialement peu ou mal mise en pratique, alors que dominent les tendances « sectaires » décrites ci-haut. Par la suite, la volonté d'éviter l'isolement amène les militant·es de la Ligue à insister de plus en plus sur le Front uni comme méthode d'intervention qui favorise la coopération entre eux·elles et les autres syndiqué·es. Dans une formation interne destinée à ses militant·es, la Ligue présente le Front uni comme une tactique qui a été adaptée par les communistes à différents contextes historiques dans lesquels il·elles étaient minoritaires, dans le but d'accroître leur influence par la participation à des luttes communes : front anti-impérialiste

⁶⁶² *Ibid.* p. 9.

⁶⁶³ Président de la CSN de 1976 à 1982.

⁶⁶⁴ Président de la FTQ de 1964 à 1991.

⁶⁶⁵ Président du Congrès du travail du Canada de 1978 à 1986.

⁶⁶⁶ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1975. *op. cit.* p. 85.

contre un pouvoir colonial ou front populaire contre le fascisme, par exemple⁶⁶⁷. Reconnaisant qu'elle ne forme pas encore un « courant substantiel dans la classe ouvrière », la Ligue considère qu'elle doit avoir recours au Front uni « [...] pour pouvoir graduellement gagner à [elle] les masses ouvrières influencées par le réformisme »⁶⁶⁸ :

*Le front uni vise à regrouper tous les ouvriers, indépendamment de leurs orientations politiques, dans la lutte commune contre la bourgeoisie. Il s'adresse aux ouvriers influencés par le réformisme aussi bien qu'à ceux influencés par les partis bourgeois traditionnels, la religion ou autres formes d'idéologie bourgeoise*⁶⁶⁹.

La formation d'un front uni autour d'enjeux spécifiques permet de rallier les membres d'exécutifs locaux qui sont combatif·ves, tout en isolant ceux·elles qui prônent la collaboration avec l'administration⁶⁷⁰.

Concrètement, le FUP vise à construire l'unité autour de revendications communes, à engager des luttes sur ces revendications et à profiter des luttes pour faire de l'éducation politique. Il implique donc, dans un premier temps, de formuler des revendications qui ont un large écho parmi les travailleur·euses et, dans un deuxième temps, de lier ces revendications à l'analyse marxiste-léniniste des rapports sociaux. Pour illustrer cette manière de procéder, le document de formation explique que dans les hôpitaux, les militant·es développent de larges fronts unis contre les coupures de budget du gouvernement péquiste. En s'opposant aux mesures du Parti Québécois en santé, il·elles cherchent à rallier un grand nombre de travailleur·euses, y compris ceux·elles qui

⁶⁶⁷ Comité d'A&P de la Ville de Montréal. 1979. « À propos du Front uni prolétarien ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 4/6). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. pp. 2-3.

⁶⁶⁸ *Ibid.* p. 5 et 10.

⁶⁶⁹ *Ibid.* p. 5.

⁶⁷⁰ *Ibid.* p. 7.

sont sympathiques au PQ. En parallèle, dans leurs interventions indépendantes en tant que communistes, il·elles poussent l'analyse plus loin :

Nous expliquerons le projet nationaliste du PQ et comment ces mesures anti-ouvrières s'inscrivent dans son programme, nous expliquerons qu'il faut lutter pour la révolution socialiste à l'échelle du pays et rejeter le nationalisme étroit, nous expliquerons quelle sorte de parti les ouvriers doivent se donner, etc., en d'autres termes diverses choses qui ne sont pas dans le contenu du front uni, mais qui découlent de cette lutte⁶⁷¹.

Sur le terrain, cependant, comme on l'a vu au chapitre 2⁶⁷², la majorité des implanté·es font ce que le document de formation interne appelle « l'erreur de droite »⁶⁷³, qui consiste à mettre de côté le travail d'éducation politique communiste pour se consacrer presque exclusivement aux revendications du Front uni. À toute fin pratique, en mettant l'accent sur le FUP, il·elles priorisent un syndicalisme combatif et s'éloignent de la pureté idéologique revendiquée au départ par la Ligue.

En exposant publiquement les effets délétères des tactiques marxistes-léninistes, les articles de Jacques Benoît ont sans doute contribué à la réorientation de la Ligue vers le Front uni. Mais cette réorientation est aussi – et surtout – le produit d'un débat entre différents courants au sein de l'organisation. En raison des conditions du militantisme dans leur milieu de travail, plusieurs implanté·es, particulièrement dans les hôpitaux, sont amené·es à prôner une approche plus conciliante, face à d'autres militant·es de la Ligue qui défendent la « ligne dure ». En effet, dans de petits milieux comme les groupes populaires, où différents groupes de gauche s'affrontent et où une forte proportion des membres sont politisé·es, la rivalité entre organisations – entre En Lutte! et la Ligue, notamment – mène à une surenchère idéologique, qui force chaque membre à

⁶⁷¹ *Ibid.* p. 9.

⁶⁷² Voir la section « Le projet idéologique mis de côté ».

⁶⁷³ L'erreur de gauche est celle qui consiste à négliger le Front uni en faisant preuve de sectarisme.

choisir son camp⁶⁷⁴. De même, les membres de la Ligue qui travaillent à la rédaction du journal ou qui siègent au bureau politique de l'organisation ont probablement moins l'occasion de confronter leur idéologie à la vision du monde des personnes non-membres. Au contraire, les implanté·es, se retrouvent quotidiennement en contact avec un grand nombre de gens qui sont peu intéressé·es par la politique et qui sont avant tout préoccupé·es par des questions concrètes, qui concernent leurs intérêts immédiats. Les implanté·es doivent s'adapter à ce contexte, au risque d'être exclu·es ou marginalisé·es⁶⁷⁵.

Ainsi, Sylvain Gallant, Nicole Lafleur et Robert Dagenais, implanté·es à l'Hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine se considèrent comme des représentant·es d'une fraction pragmatique à l'intérieur de la Ligue. Présent·es à l'hôpital avant la création de la Ligue, il·elles collaborent depuis le début de leur implantation avec les autres militant·es syndicaux·ales. En 1976, il·elles siègent sur l'exécutif syndical au sein d'une équipe qui s'est présentée aux élections en tant que Front uni composé de syndicalistes combatif·ves et de membres et sympathisant·es de la Ligue. Il·elles voient surtout la Ligue comme un « véhicule » pour s'organiser politiquement et revendiquer un syndicalisme plus combatif. Il·elles trouvent que le discours révolutionnaire de

⁶⁷⁴ Pour un exemple de conflit entre la Ligue et En Lutte!, voir « La période m.-l. de la clinique » dans Boivin, Jacques. 1988. *Histoire de la clinique des citoyens de Saint-Jacques (1968-1988)*. Montréal : VLB Éditeur. pp. 151-161. L'opposition virulente entre les deux groupes entraîne le départ de bon nombre de militant·es issu·es des classes populaires : « Les chicanes entre les intellectuels, entre les factions de militants, découragent beaucoup de gens moins scolarisés qui sentent que les débats naviguent à cent lieues de leur préoccupation ». *Ibid.* p. 157. La composition de classe de la clinique change donc en conséquence. La rivalité entre la Ligue et les autres groupes se réclamant du marxisme-léninisme (En Lutte!, mais aussi le PCC(m-l)) s'envenime au moment même où la Ligue prend le tournant du Front uni prolétarien. Ainsi, dans le document « À propos du Front uni prolétarien », on préconise l'ouverture envers les syndicalistes et les ouvrier·ères de différentes tendances, tout en se montrant impitoyable envers les « groupes opportunistes, révisionnistes et contre-révolutionnaires » : « [...] ces groupes sont des ennemis et ne peuvent d'aucune façon être dans le FUP ». Comité d'A&P de la Ville de Montréal. 1979. *op. cit.* p. 8.

⁶⁷⁵ Le même phénomène s'observe dans d'autres pays, notamment en France, où les premier·ères établi·es, dans la foulée de Mai 68, s'engagent souvent dans des actions d'éclat, convaincu·es qu'une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine (titre d'une lettre de Mao publiée en 1930). Dans certains cas, ces actions mènent à leur renvoi. Les établi·es qui s'inscrivent dans la durée apprennent généralement les codes du monde syndical. À ce sujet, voir le chapitre 2.

leur organisation est parfois excessif et, par conséquent, ont tendance à ne pas insister sur celui-ci dans leur militantisme. Comme plusieurs autres implanté·es, il·elles se font traiter « d'économistes » par d'autres membres de la Ligue. D'après Sylvain Gallant, des membres du bureau politique de la Ligue ont voulu imposer aux militant·es une orientation qu'ils appelaient « classe contre classe », axée sur la dénonciation des réformistes et sur la diffusion de la pensée marxiste-léniniste. Cette vision a été davantage mise en œuvre par les militant·es de la Ligue dans les groupes populaires (« là, ça a dérapé », dit Sylvain Gallant)⁶⁷⁶, mais les implanté·es de Louis-Hippolyte-Lafontaine s'y sont opposé·es au nom de l'importance du Front uni. Au terme d'un débat entre partisan·es d'une approche plus « idéologique » et ceux·elles d'une approche plus « pragmatique », les implanté·es de Louis-Hippolyte-Lafontaine ont obtenu de faire davantage comme il·elles l'entendaient dans leur hôpital. De plus, il·elles ont contribué à pousser la Ligue dans une direction plus conciliante, notamment à travers la fraction « hôpitaux » de la Ligue, dirigée par Sylvain Gallant⁶⁷⁷.

⁶⁷⁶ La Ligue et En Lutte! rivalisent pour accroître leur influence en proposant aux organismes communautaires et aux groupes populaires de se dissoudre pour rejoindre leur organisation marxiste-léniniste : « En définitive, le groupe ou l'organisme était absorbé par la formation maoïste dans le but explicite de construire le parti révolutionnaire d'avant-garde, tâche prioritaire entre toutes dans la conjoncture – prétendaient alors les leaders maoïstes. Dans ces groupes et organismes, des centaines d'activistes facilitèrent ou appuyèrent ce genre d'OPA afin de rallier l'une ou l'autre des deux formations, acceptant l'analyse selon laquelle le combat suprême de l'heure était la lutte de la classe ouvrière contre le capital et que l'instrument privilégié de cette lutte était le parti prolétarien révolutionnaire de type léniniste. C'était sans savoir évidemment que peu de temps après (en 1982 ou en 1983), la formation maoïste élue éclaterait, laissant à toutes fins utiles orphelins un grand nombre de militants et militantes. ». Boudreau, Philippe. 2015. *La politisation comme composante active de l'évolution de la culture mouvementiste : étude du rapport à l'action politique de trois mouvements sociaux québécois, 1980-2009*. Université d'Ottawa : thèse de doctorat. pp. 218-219. Ce type d'intervention est seulement réalisable dans des groupes relativement petits, où il est possible de convaincre une part significative des membres d'adhérer au marxisme-léninisme. La chose aurait été impensable dans des syndicats qui regroupent des centaines de travailleur·euses, dont un bon nombre s'intéressent peu à la politique. Par ailleurs, la Ligue n'envisage pas du tout de saborder les syndicats puisque, suivant Lénine, elle les considère comme d'essentiels outils de défense de la classe ouvrière. Elle souhaite cependant que des communistes y occupent des postes influents pour en faire des « syndicats de lutte de classe ».

⁶⁷⁷ L'unité de base de la Ligue est la cellule d'entreprise, qui réunit les militant·es communistes dans chaque milieu de travail. Une fraction regroupe des militant·es membres d'un même secteur. Elle a un pouvoir décisionnel concernant la stratégie et les tactiques à appliquer dans ce secteur. La fraction hôpitaux est formée en 1978. Sa création reflète la présence croissante de la Ligue dans le milieu de la santé. Compte tenu du rôle de coordination et de planification qui lui est attribuée, la fraction donne aux militant·es des hôpitaux une grande autonomie par rapport à la direction de la Ligue. Fraction hôpitaux. 1978 (?). « Plan de la fraction hôpitaux ». Fonds d'archives du Parti

Nicole Lafleur et Sylvain Gallant notent qu'il·elles n'auraient eu aucun succès syndical s'il·elles n'avaient pas travaillé en collaboration avec les autres syndicalistes. Il·elles insistent sur la nécessité de rallier le plus de gens possible et de bâtir des coalitions larges. Cette insistance sur le Front uni est partagée par bon nombre d'implanté·es⁶⁷⁸, mais elle répond spécialement aux conditions particulières du militantisme en milieu hospitalier. D'une part, l'époque est marquée par d'importantes campagnes d'affiliation et de désaffiliation des centrales syndicales. Ces campagnes favorisent paradoxalement l'unité entre syndicalistes combatif·ves de différentes tendances. D'autre part, dans la deuxième moitié des années 1970, la vie syndicale des hôpitaux est rythmée par les fronts communs du secteur public⁶⁷⁹. Participant·es actif·ves de ces fronts communs, les militant·es de la Ligue mettent de l'avant une rhétorique de l'unité. Face au gouvernement qui oppose les intérêts des citoyen·nes en général et des travailleur·euses du secteur privé en particulier à ceux des travailleur·euses du secteur public, il·elles élaborent un discours qui insiste sur la solidarité entre différentes catégories de travailleur·euses. Il·elles prônent aussi l'unité à la base de tou·tes les travailleur·euses de leur hôpital, quitte à atténuer leurs revendications et à reléguer le marxisme-léninisme à l'arrière-plan.

« *Des défenseurs de la CSN* »

Au début de ses années militantes, Sylvain Gallant lit des journaux de gauche français, dont *La Cause du peuple*, le journal de la Gauche prolétarienne, l'organisation qui a donné l'essor au

communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. pp. 1-2.

⁶⁷⁸ Entre autres ceux d'Expro à Valleyfield, dont l'histoire est racontée au chapitre 4.

⁶⁷⁹ Il s'agit du Front commun de 1975-1976 et de celui de 1979. Un autre front commun a lieu en 1982-1983, mais le Parti communiste ouvrier – le nom porté par la Ligue depuis la fin de 1979 – est alors en pleine désintégration. Il se dissout en janvier 1983. Le mouvement marxiste-léniniste n'est donc plus un acteur dynamique et plusieurs implanté·es des hôpitaux l'ont déjà quitté depuis un moment.

mouvement d'établissement en France dans les semaines suivant Mai 68. Comme pour beaucoup de jeunes de l'époque, les grèves françaises de Mai-juin sont une source d'inspiration pour lui :

J'avais 16 ans en Mai 68. Pis il y avait eu Prague, tout ça. C'était comme une suite d'événements qui nous donnaient l'impression d'un grand mouvement et que les choses allaient changer réellement et que ce courant-là allait marquer l'histoire.

S'il partage avec les militant·es français·es l'enthousiasme de la révolte, il reste tout de même sceptique par rapport à leur phraséologie révolutionnaire : « Ça m'apparaissait d'un excès de vocabulaire et de langage. C'est comme s'ils étaient à la veille d'octobre 1917 ». Surtout, à partir du moment où il commence à s'impliquer dans le syndicat de Louis-Hippolyte-Lafontaine, il constate une différence structurelle qui affecte profondément la manière de militer dans un milieu de travail :

Nous, on a la formule Rand : on a des vrais syndicats organisés par place. Le monde est membre. On peut pas prendre une section dans laquelle il y a 10 gars sur 1000 pis t'es le leader de 10 gars sur 1000. Ça veut pas dire grand-chose. Ici, si tu veux être le leader, faut que tu sois le leader des 1000.

En effet, en France, les employé·es d'un milieu de travail choisissent d'adhérer ou non à un syndicat sur une base volontaire. Au sein d'une même entreprise, plusieurs syndicats peuvent coexister. Ils compétitionnent périodiquement lors d'élections visant à nommer des représentant·es du personnel. Il suffit de quelques adhérent·es pour former une section syndicale, affiliée à un syndicat reconnu et dotée de certains droits. Ce système donne lieu à un paysage syndical fragmenté, dans lequel, généralement, seule une minorité des employé·es d'une entreprise sont membres d'un syndicat⁶⁸⁰. Typiquement, les établi·es fondent de petites sections syndicales – souvent associées à la CFDT, ancienne centrale syndicale catholique ayant effectué un virage vers

⁶⁸⁰ Giraud, Baptiste, Karel Yon et Sophie Bérout. 2018. *Sociologie politique du syndicalisme*. Paris : Armand Colin. p. 6. Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion. 2021. « Qu'est-ce qu'une section syndicale? » *Code du travail numérique*. [En ligne] <https://code.travail.gouv.fr/fiche-service-public/quest-ce-quune-section-syndicale>

l'autogestion dans les années 1970⁶⁸¹ – pour profiter des avantages que cela confère. Il·elles s'en servent comme « base » pour mener leurs actions, dont des grèves minoritaires⁶⁸².

Au Québec, par contraste, la formule Rand stipule que « [...] les travailleurs faisant l'objet de contrats obtenus par négociation collective doivent verser des cotisations syndicales, qu'ils soient syndiqués ou non »⁶⁸³. La déduction automatique des cotisations engendre des taux de syndicalisation élevés dans les milieux de travail syndiqués. De plus, un seul syndicat est considéré comme le représentant unique de l'ensemble des employé·es de l'entreprise, ou encore de l'ensemble des employé·es d'un secteur, d'un département ou d'une certaine catégorie d'emploi⁶⁸⁴. Pour exercer une influence dans le syndicat, il faut donc habituellement passer par l'assemblée générale et par les élections au comité exécutif. Ce mode de fonctionnement incite les implanté·es à tenter de rejoindre tou·tes les travailleur·euses, que ce soit pour être élu·es à un poste syndical ou pour faire passer des résolutions.

Le régime syndical québécois prévoit des périodes prédéfinies au cours desquelles les employé·es d'un milieu de travail peuvent changer d'affiliation syndicale. Ces périodes de maraudage⁶⁸⁵

⁶⁸¹ Au sujet du rapprochement entre les établi·es et la CFDT, voir Dressen, Marnix. 1994. « Le mouvement d'établissement: une résurgence du syndicalisme d'action directe? » *Le Mouvement social* no. 168, pp. 105-106.

⁶⁸² Le modèle syndical français tend à faire du déclenchement de la grève un moment de haute tension, raconté avec émotion par les établi·es qui l'ont vécu. L'enjeu est de savoir, en temps réel sur la chaîne de montage, combien d'ouvrier·ères débrayeront. Voir le chapitre « La grève » dans Linhart, Robert. 1978. *L'établi*. Paris : Les éditions de Minuit. pp. 94-120 de l'édition ePub. Voir aussi Lauret, Fabienne. 2018. *L'envers de Flins : Une féministe révolutionnaire à l'atelier*. Paris : Éditions Syllepse. pp. 71-73. Les grévistes y forment un défilé qui parcourt l'usine pour inciter les autres travailleur·euses à se joindre au mouvement.

⁶⁸³ Dion, Gérard. « Formule Rand » *L'Encyclopédie canadienne*. [En ligne]

<https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/formule-rand#:~:text=La%20formule%20Rand%20est%20un,ils%20soient%20syndiqu%C3%A9s%20ou%20non.>

⁶⁸⁴ Comme les infirmières, par exemple. Sur le monopole de la représentation syndicale et ses implications, voir Morin, Fernand, Claude d'Aoust et Raymond Lachapelle. 1970. « L'accréditation syndicale au Québec » *Relations Industrielles / Industrial Relations* vol. 25, no. 3, pp. 417-428.

⁶⁸⁵ L'expression maraudage est utilisée pour désigner les situations où une centrale syndicale, une confédération, union ou tout groupement professionnel tente de s'approprier les membres d'une autre organisation syndicale. Delorme,

revêtent une haute importance stratégique, dans la mesure où elles déterminent qui aura le monopole de représentation des membres d'une unité d'accréditation syndicale. Dans les années 1970, dans plusieurs hôpitaux (dont Louis-Hippolyte-Lafontaine et Notre-Dame, où les marxistes-léninistes sont très présent·es), un seul syndicat représente la totalité ou la quasi-totalité des salarié·es. Les hôpitaux sont donc parmi les unités d'accréditation les plus importantes au Québec, en ce qui a trait au nombre de membres. Ils sont conséquemment des cibles de choix lors des campagnes de maraudage. Pour qu'un changement d'allégeance syndicale ait lieu, il est nécessaire d'obtenir l'adhésion de la majorité des employé·es⁶⁸⁶, ce qui, dans le milieu hospitalier, implique la tenue d'une campagne d'affiliation d'envergure.

Dans le document de création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, celle-ci prend une position critique face au maraudage syndical :

Pour contrer les attaques de la bourgeoisie et le travail de sape des bourgeois opportunistes, les marxistes-léninistes doivent mettre de l'avant l'absolue nécessité de l'unité de la classe ouvrière au-delà des allégeances syndicales, de la lutte unie contre l'ennemi commun. Pour cette raison, les campagnes de maraudage qui nuisent à l'unité ouvrière doivent être sévèrement condamnées⁶⁸⁷.

Or, en apparence contradiction avec ce principe, les militant·es de la Ligue s'engagent dans plusieurs campagnes de maraudage, tout particulièrement dans le secteur hospitalier. Celles-ci sont conçues comme des moyens de *favoriser* l'unité ouvrière en regroupant les travailleur·euses d'hôpitaux au sein de la Fédération des affaires sociales (FAS) de la CSN, qui a montré sa combativité exceptionnelle lors du Front commun de 1972. D'après Sylvain Gallant, qui siège à l'époque au comité syndical de l'organisation, la Ligue ne prend pas officiellement position en

François et Victor Lafrance. 1982. « La concurrence dans un contexte de pluralisme syndical: Quelques données sur le Québec » *Relations Industrielles / Industrial Relations* vol. 37, no. 3, p. 578.

⁶⁸⁶ Morin et al. 1970. *op. cit.* p. 405.

⁶⁸⁷ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1975. *op. cit.* p. 86.

faveur de la CSN, mais lorsqu'elle le peut, elle appuie sur le terrain tous les mouvements d'affiliation à cette centrale. Roger Rashi, secrétaire général de la Ligue, confirme que les efforts de désaffiliation pour rallier la CSN sont concentrés dans les hôpitaux, mais ont parfois aussi lieu dans le secteur industriel. Il donne l'exemple de l'usine Vickers, où règne l'International Brotherhood of Boilermakers : « Dans certains cas, c'était une question de survie militante de pouvoir sortir ce syndicat-là qui était très répressif, très anti-démocratique ». Selon lui, il s'agit d'une tactique d'intervention locale, et non pas d'un mot d'ordre officiel, puisque la Ligue ne souhaite pas ouvertement attiser les tensions intersyndicales.

Néanmoins, dans le domaine de la santé, il ne fait pas de doute que l'affiliation à la CSN est considérée comme une priorité stratégique. Un plan de travail pour le secteur des hôpitaux, vraisemblablement écrit en 1976, présente les grandes lignes de l'orientation suivie par la Ligue pendant toute son existence :

Le secteur des affaires sociales est un des secteurs les plus syndiqués; mais il est divisé entre deux centrales CSN-FTQ et plusieurs syndicats de boutique (CSD-SEHM-Montreal Council) et associations professionnelles corporatistes. Cette division syndicale est un handicap important à la riposte unifiée des travailleurs face aux mesures de crise⁶⁸⁸.

Le document dresse ensuite le portrait des différentes centrales présentes dans le secteur de la santé. Il souligne que la CSN « regroupe la majorité des employés généraux des Affaires sociales » et qu'elle a un rôle dirigeant dans le mouvement syndical :

Depuis 1964, la CSN a eu le leadership dans les différentes luttes, et surtout lors des deux derniers fronts communs les autres syndicats s'enlignaient sur les revendications de la CSN⁶⁸⁹.

⁶⁸⁸ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1976 (?). « Plan de travail – Secteur hôpitaux ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 5. Le document traite de la convention collective de 1976 et de l'arrivée au pouvoir du PQ. Il a donc sans doute été rédigé à la fin de 1976 ou au début de 1977.

⁶⁸⁹ *Ibid.*

Le document enchaîne en critiquant l'orientation trop réformiste adoptée par la FAS dans les mois précédents, mais il note que la Ligue a de plus en plus d'influence en son sein : « Nous pouvons dire qu'à Montréal, nous sommes la force montante »⁶⁹⁰. En plus d'être considérée comme la centrale la plus combative, la CSN est vue comme un lieu où la Ligue peut développer un courant fort. La participation aux instances de la FAS est donc décrite comme « une porte d'entrée pour nous dans la CSN »⁶⁹¹. En ce sens, lorsque la Ligue participe à des campagnes de maraudage pro-CSN, elle espère remplir un objectif organisationnel – renforcer sa présence à l'intérieur de la centrale – et un objectif politique plus large – unir les travailleur·euses sous l'égide d'une centrale combative.

L'image globalement positive que la Ligue donne de la CSN contraste fortement avec le jugement qu'elle porte sur les autres syndicats hospitaliers. Elle déplore la montée en force des syndicats à caractère professionnel, comme ceux d'infirmières, qu'elle perçoit comme un facteur de division. Elle invite donc ses militant·es à « développer l'unité [des infirmières] avec les secteurs prolétariens des hôpitaux » en favorisant la formation dans chaque hôpital « [d]'un seul syndicat qui regroupe employés généraux, infirmières et techniciens comme à N-D [Notre-Dame] »⁶⁹².

Le Syndicat des employés d'hôpitaux de Montréal (SEHM), qui compte 2 000 membres répartis dans cinq syndicats locaux, est présenté comme une « menace importante » parce qu'il prépare des campagnes de maraudage contre la CSN. Les syndicats qui y sont affiliés « [...] ont joué un rôle de syndicat scab pendant le débrayage du F.C. [Front commun] car ces hôpitaux demeuraient

⁶⁹⁰ *Ibid.* p. 6.

⁶⁹¹ *Ibid.*

⁶⁹² *Ibid.* p. 8. Selon l'analyse de classe effectuée par la Ligue et présente dès la période Mobilisation, les infirmières font partie de la petite bourgeoisie, mais il est possible de les rallier au Front uni.

ouverts et diminuaient la pression dans la région de Montréal [...] »⁶⁹³. Le jugement de la Ligue à l'égard du SEHM est sans appel : « Il est clair que nous visons à détruire ce syndicat de boutique »⁶⁹⁴.

La Ligue est aussi très critique du local 298 de la FTQ, qui regroupe 8 000 travailleur·euses d'hôpitaux au Québec. Comme pour le SEHM, sa position lors du dernier Front commun est considérée comme révélatrice de son orientation générale :

La direction de ce syndicat est réactionnaire : elle s'est opposée au dernier F.C. avec la CSN. C'est une assemblée générale de tous les syndicats 298 à Montréal sous la direction des militants de M-R [Maisonnette-Rosemont, où les membres de la Ligue sont actif-ves] qui a obligé la direction du local 298 à harmoniser ses revendications avec celles de la CSN [...] »⁶⁹⁵.

Au moment où ce plan de travail est rédigé, la Ligue ne s'engage pas encore formellement à lutter contre le 298, mais elle l'envisage sérieusement :

Si un mouvement spontané se développe pour la désaffiliation du 298 parmi les masses (M-R ou ailleurs), nous les orienterons vers la CSN pour deux raisons :

- *le local 298 a toujours joué un rôle de division chez les travailleurs d'hôpitaux [...].*
- *La CSN est la centrale qui regroupe la majorité des travailleurs d'hôpitaux au Québec, donc ça ne peut que renforcer l'unité des travailleurs et leur force face au gouvernement⁶⁹⁶.*

Au fil des années, le maraudage pour arracher des membres au local 298 devient une des priorités de la Ligue. Jean-Pierre Drouin, éducateur spécialisé au Centre de réhabilitation Lucie-Bruneau, dirige le mouvement pour un changement d'allégeance syndicale dans cet établissement. Quand la Ligue l'approche pour lui demander de s'implanter en usine, il accepte, mais l'organisation décide finalement de le maintenir à son poste en raison de l'importance stratégique de la campagne

⁶⁹³ *Ibid.*

⁶⁹⁴ *Ibid.*

⁶⁹⁵ *Ibid.* p. 6-7.

⁶⁹⁶ *Ibid.* p. 7.

de désaffiliation⁶⁹⁷. Plusieurs militant·es interviewé·es soutiennent que le local 298 était parmi les plus corrompus et expriment une certaine fierté d'avoir contribué à sa disparition dans quelques milieux de travail. La désaffiliation finit en effet par être un succès à Lucie-Bruneau, à St-Luc et à Maisonneuve-Rosemont.

À plusieurs reprises, la participation des militant·es de la Ligue à des campagnes de désaffiliation est un facteur de solidarité avec les autres syndicalistes du milieu. À l'hôpital Notre-Dame, En Lutte!, la Ligue et le PCC(m-l) sont tous les trois présents et s'affrontent dans une rivalité qui prend parfois une tournure acerbe. Dans ses tracts aux élections syndicales, l'équipe de la Ligue accuse l'exécutif en place en 1975-1976 – composé notamment d'une membre du PCC(m-l) et de deux ancien·nes membres du RCT [Regroupement des comités de travailleurs]⁶⁹⁸ – de collaboration de classe et d'anti-démocratie⁶⁹⁹. Aux dires de Normand Gendron, implanté de la Ligue à Notre-Dame, les militant·es de la Ligue et ceux·elles de cet exécutif sont des « ennemis jurés »⁷⁰⁰. Lorsqu'il s'agit de militer contre le Syndicat des employés d'hôpitaux de Montréal et de rallier la CSN, une initiative lancée par le comité exécutif, les deux groupes rivaux n'hésitent toutefois pas à s'allier : « Comme tout bon marxiste, on faisait front commun. C'était pour une bonne cause, on pouvait pas aller contre ça ». En 1975, les travailleur·euses de l'hôpital Notre-Dame se désaffilient à la fois du SEHM et des United Nurses pour former le Syndicat des

⁶⁹⁷ Entretien effectué avec Jean-Pierre Drouin le 3 août 2018.

⁶⁹⁸ Issu du groupe Mobilisation, le Regroupement des comités de travailleurs est créé en 1974 et se dissout en 1975, notamment sous le coup des critiques de la Ligue, qui l'accuse d'économisme. Au sujet des débats qui opposent ces groupes, voir le chapitre 1, « L'émergence du mouvement d'implantation ».

⁶⁹⁹ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1977 (?). « Votons pour une équipe qui défend les intérêts de tous les travailleurs de l'hôpital contre les patrons! ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 5.

⁷⁰⁰ Entretien effectué le 21 juin 2019.

travailleurs de l'Hôpital Notre-Dame (STHND), qui regroupe les employé·es généraux·ales et les infirmier·ères⁷⁰¹.

À Louis-Hippolyte-Lafontaine, les marxistes-léninistes s'allient avec des péquistes pour défendre la CSN, là aussi contre le SEHM. D'après Robert Dagenais, l'exécutif syndical en place à l'époque est plutôt progressiste et ses membres ont été actif·ves dans le Front commun de 1972. Il·elles sont proches du Parti Québécois⁷⁰². Avant de devenir marxistes-léninistes, Sylvain Gallant et Robert Dagenais ont tous les deux participé à la campagne de Robert Burns, candidat du Parti Québécois dans Maisonneuve en 1970. Ils sont donc à même de comprendre l'attrait pour le PQ, même s'ils n'hésitent pas à le dénoncer vigoureusement lorsqu'il est au pouvoir. Avec les syndicalistes qui siègent sur l'exécutif s'instaure une dynamique de collaboration critique. Les militant·es marxistes-léninistes, plus jeunes, sont plus radicaux·ales que les membres de l'exécutif, mais il·elles s'associent pour se débarrasser du SEHM :

Bref, on était pas en chicane avec eux, c'était comme deux groupes, deux pôles. Chacun mobilisait leur gang, nous plus les jeunes, eux moins. On avait un ennemi commun, pis un objectif commun : c'était de rester à la CSN au fond⁷⁰³. Je dirais pas qu'il n'y avait pas nécessairement des petites chicanes, des choses, mais rien de majeur. Mais ça a permis au

⁷⁰¹ Centre d'histoire et d'archives du travail. 2018. *Instrument de recherche : P27 - Fonds Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'Hôpital Notre-Dame (STHND-CSN)*. [En ligne]

<https://archivesdutravail.quebec/wp-content/uploads/2020/05/P27-STTHop.Notre-Dame.pdf>

⁷⁰² Certain·es d'entre eux·elles participent par la suite à la campagne électorale de Denis Lazure, directeur général de Louis-Hippolyte-Lafontaine qui, une fois élu, devient ministre des Affaires sociales du gouvernement Lévesque. En tant qu'administrateur à Louis-H., Lazure est un des protagonistes de la transformation de cet établissement – auparavant un asile nommé Saint-Jean-de-Dieu et tenu par les Sœurs de la Providence – en hôpital psychiatrique moderne. D'après Robert Dagenais, Denis Lazure est très apprécié des employé·es et se montre ouvert aux revendications syndicales. Durant la grève du Front commun de 1975-1976, il fournit même des sandwiches aux lignes de piquetage. En tant que président de la Société Canada-Chine, il accueille avec sympathie la tenue à l'hôpital d'une présentation marxiste-léniniste sur la Chine populaire donnée en 1975 par la conjointe de Robert Dagenais, qui revient d'un voyage là-bas. Au sujet de la Société Canada-Chine, voir Liu, Yuxi. 2018. « Au pays de l'avenir radieux : Voyages des Québécois en Chine populaire (1971-1975) » *Revue d'histoire de l'Amérique française* vol. 71, no. 3-4. pp. 149-152. Sur la réforme de l'hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine, voir Wallot, Hubert. 2015. « Quel est l'avenir du Centre hospitalier Louis-H. Lafontaine? » *Santé mentale au Québec* vol. 40, no. 2. pp. 65-78.

⁷⁰³ Les travailleur·euses de Louis-H. sont alors membres du SEHM, qui est à ce moment affilié à la CSN. Or, le SEHM décide de se désaffilier de la CSN, ce à quoi les militant·es de l'hôpital s'opposent. Pour être exact, la campagne vise donc à quitter le SEHM pour fonder un syndicat autonome affilié à la CSN.

comité d'information [dont font partie Sylvain Gallant, Robert Dagenais et Nicole Lafleur] de développer son implantation, de développer un peu sa crédibilité. Tsé quand tu fais une campagne de contre-maraudage, faut que t'aïlles voir tout le monde, un après l'autre, faut leur faire signer une carte en leur disant « voici pourquoi, et je veux votre signature, je veux votre 5\$ ». Tu finis par te faire connaître comme ça, tsé. Si tu travailles comme du monde. Ça fait que tout ça a finalement marché. On a fini par se débarrasser du SEHM pis on est devenu effectivement un syndicat CSN. Pis ça c'était en 75.

Fort·es de la crédibilité acquise durant cette campagne et durant le Front commun de 1975-1976, les membres de la Ligue se présentent aux élections syndicales et remportent la victoire : « cinq des six personnes qui se présentaient sous la *slate* marxiste-léniniste ont été élues » sur un comité exécutif composé de douze membres. Avec la défaite de plusieurs membres de l'équipe en place naissent les premières vraies tensions entre les militant·es marxistes-léninistes et ceux·elles que Robert Dagenais appelle les « syndicalistes traditionnels » : « Jamais on a voulu les confronter directement. Mais il en demeure pas moins finalement qu'à leur place je me sentirais tassé ». Des exécutant·es défait·es convoquent une assemblée générale pour inviter le personnel à désavouer « les communistes ». Mais la chose se retourne contre eux·elles : « L'AG a pas accepté (rires). Elle a même voté en faveur de nous autres. Complètement ». Aux élections syndicales suivantes, les militant·es de la Ligue obtiennent un score encore meilleur, en présentant une équipe de Front uni qui inclut notamment le président de l'ancien exécutif. Sylvain Gallant, Nicole Lafleur et Robert Dagenais attribuent leur succès à l'efficacité de leur travail syndical, ainsi qu'au fait qu'il·elles sont perçu·es comme des « défenseurs de la CSN », une position qui est populaire parmi les employé·es, dans un contexte où le SEHM tente une nouvelle campagne de maraudage en 1978.

Le plan de travail de la fraction hôpitaux de la Ligue rédigé en 1978 confirme les orientations adoptées dans le plan précédent : dans tous les hôpitaux de Montréal, une des grandes priorités est de rallier la CSN ou d'empêcher d'autres centrales de prendre des membres aux établissements

déjà affiliés à celle-ci. À Notre-Dame, il faut se « préparer au maraudage par la FIIQ des infirmières [...] »⁷⁰⁴. À l'Hôtel-Dieu, il faut développer « le Front uni le plus large pour la démocratie, contre la désaffiliation et contre la collaboration [de classe] [...] »⁷⁰⁵. À Maisonneuve-Rosemont et à Saint-Luc, « [i]l faut intensifier la lutte contre le 298 [...] »⁷⁰⁶. Pour la fraction hôpitaux, ces démarches sont conçues comme des étapes nécessaires pour:

[J]ouer un rôle dirigeant dans la lutte pour bâtir l'unité des travailleurs d'hôpitaux à Montréal

- en balayant le 298 et en portant de durs coups au SEHM (notre objectif est de désaffilier MGH [Montreal General Hospital] et de le ramener à la CSN)

- en bâtissant l'unité de classe entre travailleurs québécois, canadiens-anglais et immigrants (Notre travail se développe au MGH et commence à Royal Victoria)

La campagne de maraudage au Montreal General Hospital parvient effectivement à déloger le SEHM, comme s'en vante la CSN dans son journal *Le Travail* :

Les 1,000 employés du Montreal General Hospital ont d'autre part décidé de quitter le Syndicat des Employés d'Hôpitaux de Montréal qui ne compte plus maintenant que 1,500 membres, lui qui en comptait 10,000 en 1973.

Les travailleurs ont été à même de constater pendant cette campagne que les employeurs marchaient main dans la main avec le SEHM, ce qui a forcé la CSN à porter des plaintes de collusion avec l'employeur⁷⁰⁷.

L'affiliation du Montreal General Hospital s'inscrit dans une tendance plus large. Faisant le bilan de sa campagne de maraudage de 1978 dans le secteur public et parapublic, la CSN constate avoir gagné 3 000 et 5 000 nouveaux membres, presque tous dans les hôpitaux et dans des établissements liés aux affaires sociales (résidences pour personnes âgées, foyers pour personnes handicapées, etc.), au détriment du 298 et de syndicats indépendants⁷⁰⁸. Les efforts de maraudage entrepris par

⁷⁰⁴ Fraction hôpitaux. 1978. « Plan de la fraction hôpitaux ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 19.

⁷⁰⁵ *Ibid.*

⁷⁰⁶ *Ibid.* p. 22.

⁷⁰⁷ CSN. 1978. « Les campagnes d'adhésion : dans le secteur public, des gains importants » *Le Travail* vol. 53, no. 7-8, p. 14.

⁷⁰⁸ *Ibid.* Dans la même parution, la CSN constate qu'elle s'est maintenue dans le secteur de la construction, allant chercher des membres à la FTQ, mais en perdant d'autres au profit de la FTQ et de la CSD.

les marxistes-léninistes contribuent donc, à leur échelle, à une mouvance générale qui voit la CSN devenir hégémonique dans le secteur des affaires sociales, où elle était déjà devenue majoritaire dans les années 1960.

À Royal Victoria, c'est Gilles Duceppe qui est en charge de la campagne de changement d'allégeance syndicale souhaitée par la Ligue. Ancien vice-président de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ), puis directeur du *Quartier latin*, le journal des étudiant·es de l'Université de Montréal, il participe lui aussi à la campagne de Robert Burns dans Maisonneuve en 1970, comme organisateur et rédacteur de discours. Déçu des résultats du Parti Québécois, il se dit qu'il faut s'ancrer davantage dans le mouvement ouvrier. Il s'implique dans le CAP Maisonneuve. Il devient ensuite employé de la Compagnie des Jeunes-Canadiens, un programme fédéral mis sur pied pour donner de l'emploi aux jeunes, dont beaucoup de gens de la gauche montréalaise se servent pour financer leurs activités militantes. Gilles Duceppe contribue ainsi entre autres à la création de garderies populaires dans l'est de Montréal, tout en côtoyant des militant·es marxistes-léninistes. Quand le programme des Jeunes-Canadiens est aboli en 1976, Gilles se fait engager comme préposé aux bénéficiaires à l'hôpital Royal Victoria :

J'ai fait cinq ans là, de nuit surtout, dans les salles d'opération, soins intensifs, un peu dans les cuisines. J'ai vécu des choses extraordinaires. Quand un cadavre arrive, vivant, qui va donner tous ses morceaux. La famille l'embrasse, il est chaud, il sort, il est frette. Pis tu vois moi je tenais les jambes pendant qu'ils le découpaient. Transporte le cœur [...] d'une place à l'autre. Ou arrive un couple, elle va donner son rein à son chum. Ils s'étreignent avant, s'en vont chacun dans leurs salles, coupe un rein, le transporte l'autre bord. Il y a des choses belles que tu vis dans ça. Il y a des choses affreuses, comme tu vois le médecin tricher. [...] Un médecin qui est à la Nouvelle-Orléans. C'est les internes qui font les opérations. Lui, il est là-bas, il fait 500\$ par opération. Ils en font vingt dans la journée. Ça fait 10 000\$. Pis il est pas là! Moi, ils m'appellent comme traducteur : « I want to see the doctor », « he's not here », il est pas là. Ils m'ont dit : « tu lui as pas dit ça? »⁷⁰⁹.

⁷⁰⁹ Entretien avec Gilles Duceppe effectué le 23 octobre 2018.

Pendant ses années d'implantation à l'hôpital, la principale lutte dans laquelle Gilles Duceppe s'investit vise à quitter le petit Conseil des syndicats hospitaliers de Montréal pour se joindre à la CSN : « Les luttes, c'était d'avoir un syndicat qui a du bon sens, pas un syndicat indépendant qui était main dans la main avec les employeurs, un syndicat de boutique ». À la suite de cette campagne qui se solde par une victoire des partisans de la CSN, Gilles Duceppe écrit un long et étoffé « Bilan du travail syndical au Royal Victoria », qui relate certains des enjeux centraux de la campagne⁷¹⁰. Conformément aux orientations de la Ligue, il présente la campagne d'affiliation à la CSN comme un moyen de construire « l'unité de classe »⁷¹¹. Il part du principe qu'un « objectif commun et juste » permet de surmonter les divisions entre les travailleur·euses⁷¹². La majeure partie du document est consacrée aux défis posés par la cohabitation entre employé·es de différentes nationalités. Après avoir brièvement présenté l'hôpital comme un « fief de la bourgeoisie anglophone à Montréal », Gilles Duceppe écrit :

*Mais le Royal Victoria c'est avant tout des travailleurs et travailleuses provenant d'une trentaine de nationalités. Les plus importants groupes sont les Grecs (25%), les Portugais (25%), les Noirs des Antilles anglaises (15%), les Québécois (15%), les Canadiens-anglais [...] (15%) et finalement un amalgame de différentes autres nationalités [...]*⁷¹³.

Il ajoute :

Précisons cependant que l'administration a toujours utilisé la présence de différentes nationalités pour tenter de semer la division au sein des travailleurs. C'est ainsi qu'elle concentre certaines nationalités dans des départements (Québécois à la buanderie, Portugais [sic] à l'entretien ménager, Philippins au centre de distribution). C'est ainsi que des contremaîtres de même nationalité seront très souvent nommés à un département où

⁷¹⁰ Duceppe, Gilles [Document manuscrit non signé dont Gilles Duceppe m'a confirmé être l'auteur]. 1982. « Bilan du travail syndical au Royal Victoria ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. Il est intéressant de noter que, dans la très grande majorité des bilans rédigés par des implanté·es de la Ligue/du PCO, une section est consacrée au « travail communiste indépendant », au moins pour la forme, même s'il est clair que le travail syndical accapare la majeure partie des énergies militantes. Ici, Gilles Duceppe se concentre exclusivement sur le travail syndical, sans se donner la peine de parler de la diffusion du marxisme-léninisme. Il faut dire que le document est rédigé en 1982, alors que l'idéologie marxiste-léniniste est critiquée de toute part.

⁷¹¹ *Ibid.* p. 3.

⁷¹² *Ibid.* p. 41.

⁷¹³ *Ibid.* p. 3

prédominant [sic] « leur » nationalité. C'est ainsi finalement que l'administration se sert des réseaux familiaux pour l'embauche [...]»⁷¹⁴.

Gilles Duceppe s'attarde par la suite à décrire les relations et tensions qui existent entre les communautés. Il note que les Québécois·es⁷¹⁵ voudraient se lier à leurs « frères et sœurs ouvriers à travers le Québec », mais qu'il·elles ont tendance à accuser leurs collègues immigrant·es et anglais·es d'être « conservateurs, prêts des boss, anti-québécois et donc anti-mouvement syndical québécois »⁷¹⁶. Les Portugais·es affichent souvent « un racisme certain » envers les Noir·es. Comparé·es aux autres groupes ethniques, il·elles sont « plus près des Québécois (la langue aidant) sans toutefois reconnaître l'oppression nationale que subissent les Québécois »⁷¹⁷. Les Anglophones sont présenté·es comme les moins organisé·es parce qu'il·elles « ne subissent pas l'oppression que les autres subissent à l'hôpital et dans la société québécoise en général, bien que cela se transforme avec certaines implications de la loi 101 »⁷¹⁸. Concentré·es dans les bureaux, il·elles s'identifient plus aux patrons parce que « la nationalité prime sur la classe et comme les patrons sont anglais... »⁷¹⁹. Quant aux Noir·es, isolé·es et victimes de racisme, « ils ressentent l'affirmation nationale des Québécois comme une nouvelle menace à leurs droits »⁷²⁰.

⁷¹⁴ *Ibid.* p. 4. La même tactique patronale qui consiste à embaucher et à concentrer les travailleur·euses selon leur nationalité est décrite dans *L'établi* de Robert Linhart. Linhart, Robert. 1978. op. cit. pp. 34-35 de l'édition ePub. Elle est aussi employée de nos jours, d'après un groupe de militant·es implanté·es dans les centres de distribution et les usines de la banlieue ouest de Londres : « Le management utilise la vieille tactique 'diviser pour mieux régner' en donnant des postes de contremaîtres à des personnes polonaises, roumaines ou asiatiques, qui deviennent des intermédiaires pour les travailleur·euses de leur nationalité respective. Angry Workers of the World. 2020. *Class Power on Zero Hours*. Oakland: PM Press. p. 26 de l'édition ePub. Traduction libre: « Management is using the old divide-and-rule tactics, by giving lower management positions to Polish, Romanian, Asian people, who become the "middlemen" for workers of their respective backgrounds ».

⁷¹⁵ Dans ce texte, comme c'est assez fréquent à l'époque, il utilise le mot « Québécois » pour désigner les Québécois·es francophones qu'on dirait aujourd'hui « de souche ».

⁷¹⁶ Duceppe, Gilles. 1982. *op. cit.* p. 10.

⁷¹⁷ *Ibid.* p. 12.

⁷¹⁸ *Ibid.*

⁷¹⁹ *Ibid.* p. 13.

⁷²⁰ *Ibid.*

Gilles Duceppe mentionne que le syndicat de l'hôpital a déjà été affilié à la CSN pendant une courte période au milieu des années 1960, mais qu'il s'en est désaffilié en 1967 en raison d'un malaise grandissant par rapport au contexte social et politique de l'époque. En effet, Duceppe explique que, dans la foulée de la révolution tranquille, la CSN s'est montrée plus combative et s'est de plus en plus liée au mouvement contre l'oppression nationale des Québécois·es :

Si pour l'essentiel les revendications du mouvement national était [sic] très justes, il reste que l'orientation avait de sérieuses lacunes et l'une d'elles était certes l'analyse qu'on faisait des immigrants. En fait il n'y avait pas de lieux, pas de place pour les immigrants dans ce mouvement national de masse. On en faisait des boucs émissaires⁷²¹.

Pour la Ligue, dépasser les divisions entre les travailleur·euses présente un intérêt pour améliorer le rapport de force des travailleur·euses à l'intérieur de l'hôpital, mais aussi pour permettre aux travailleur·euses anglophones et allophones de participer pleinement au mouvement ouvrier québécois. L'affiliation à la CSN doit aider à briser l'isolement que vivent les non-francophones. Les militant·es de la Ligue entreprennent donc des démarches en ce sens. Au sein du comité d'information syndical, il·elles cherchent à « élargir les cadres de l'information » en traitant des enjeux provinciaux et fédéraux, alors que le « syndicat jaune » « n'a jamais débordé le cadre des conflits locaux [...] »⁷²². Il·elles invitent des travailleur·euses de l'hôpital à participer à des manifestations convoquées par la CSN, dont une dans la capitale québécoise : « [...] ça ne s'était jamais vu à l'hôpital que de participer à une manif à Québec en si grand nombre »⁷²³. Pour que les travailleur·euses de Royal Vic puissent rompre avec le « localisme » qui « limite leurs horizons », Gilles Duceppe encourage la CSN à offrir à offrir un service de traduction simultanée lors de ses rencontres⁷²⁴.

⁷²¹ Duceppe, Gilles. 1982. *op. cit.* p. 7.

⁷²² *Ibid.* p. 33.

⁷²³ *Ibid.* p. 39.

⁷²⁴ *Ibid.* p. 37.

À l'hôpital même, la campagne d'affiliation à la CSN est l'occasion de parler à tout le monde, de rejoindre les travailleur·euses de tous les groupes ethniques. Gilles Duceppe souligne que la publication d'une brochure en quatre langues a bien fonctionné⁷²⁵. Il invite ses camarades à poursuivre et à approfondir les efforts pour que les travailleur·euses issues de l'immigration se sentent intégrées :

Nous devons susciter l'intérêt dans le syndicat (via le journal) aux problèmes que rencontrent les immigrants au Canada et au Québec, ainsi qu'à ce qui se passe dans leur pays (ex : collecte pour soutenir les victimes de l'ouragan à St-Lucy et St-Vincent il y a quelques années)⁷²⁶.

Une des tactiques mises de l'avant par la Ligue pour aplanir les différences entre nationalités est de dénoncer à la fois le « nationalisme étroit » (celui du PQ qui mène à la séparation) et le « chauvinisme de grande nation » (c'est-à-dire une position fédéraliste qui nie l'oppression nationale du peuple québécois). Bien que cette position mitoyenne ait été impopulaire dans les milieux de travail francophones, à Royal Victoria, elle a possiblement pu aider les militant·es de la Ligue à concilier des individus aux opinions radicalement opposées sur la question nationale⁷²⁷.

Lors du vote sur l'affiliation à la CSN, les efforts pour rejoindre toutes les communautés semblent porter fruit, même si des distinctions entre nationalités persistent :

⁷²⁵ Elle a vraisemblablement été publiée en français, en anglais, en grec et en portugais, bien que le document ne le précise pas.

⁷²⁶ *Ibid.* p. 29.

⁷²⁷ Jean-Claude Naud, implanté à l'usine Dominion Bridge de Lachine, doit aussi aborder la question nationale dans un contexte où la main-d'œuvre est multiculturelle. Il soutient que le nationalisme étroit mène facilement au racisme envers les immigrant·es, tandis que le chauvinisme de grande nation est intériorisé par les ouvrier·ères issues de l'immigration, ce qui les amène à se désolidariser de leurs collègues québécois·es. Naud, Jean-Claude. 1978 (?). « Le parti et le socialisme ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/13). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 5.

Les Québécois et les Portugais ont, dans leur presque totalité (dans les services) voté pour la CSN. Les Grecs ont été divisés et l'on peut dire que les 2/3 ont voté CSN. Les Noirs ont voté à environ 50%, de même que les Canadiens-anglais⁷²⁸.

Mue par une volonté d'unifier toutes les travailleur·euses – peu importe leur origine – à l'intérieur d'une même centrale, le maraudage à Royal Victoria s'ajoute aux autres campagnes qui ont permis à la CSN de renforcer sa présence dans le secteur hospitalier au cours des années précédentes⁷²⁹.

« Développer l'unité privé-public »

Parallèlement à leur participation aux campagnes d'affiliation, les militant·es marxistes-léninistes s'impliquent dans les fronts communs qui marquent la période. Dans son étude sur le Front commun de 1972, Jean-Marc Piotte exprime la nécessité, pour les travailleur·euses du secteur public, de rejoindre ceux·elles du secteur privé :

La grève dans le secteur public, au contraire de ce qui peut se passer dans le secteur privé, ne peut contraindre la partie patronale à négocier en limitant sa production, donc ses profits, car la partie patronale dans le secteur public fait des économies sur le dos des travailleurs durant chaque grève. Il fallait absolument que le Front commun rejoigne l'ensemble des travailleurs [...] et les convaincre [sic] que ses objectifs étaient valables tant pour le secteur public que privé. Pour cela, il fallait démontrer en quoi les objectifs du Front commun, s'ils étaient réalisés, seraient avantageux pour les travailleurs du secteur privé et expliquer, tant au niveau du budget qu'aux niveaux de ses fonctions d'employeur et de législateur, que l'État était au service de la bourgeoisie. C'était la seule façon de contraindre le Gouvernement libéral à négocier en s'attaquant à son image publique, en s'attaquant aux votes des travailleurs qu'il cherche à obtenir à chaque scrutin, en s'attaquant, en définitive, à l'hégémonie qu'exerce la bourgeoisie sur les travailleurs. C'était là, et uniquement là, le point faible de la bourgeoisie⁷³⁰.

Or, Piotte reproche justement au Front commun d'avoir négligé la sensibilisation du secteur privé et du reste de la population, en plus d'avoir esquivé le débat sur le rôle et la fonction de l'État⁷³¹.

⁷²⁸ Duceppe, Gilles. 1982. *op. cit.* p. 28.

⁷²⁹ « 1,200 employés généraux de l'hôpital Royal Victoria à Montréal abandonnent le modeste Conseil des syndicats hospitaliers de Montréal et retournent à la Fédération des affaires sociales (FAS), qu'ils avaient quittée en 1967 ». Le Devoir. 1982. « La CSN courtise les employés d'hôpitaux ». 13 avril 1982. [En ligne] <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2769340>

⁷³⁰ Piotte. 1975b. *op. cit.* p. 68.

⁷³¹ *Ibid.* p. 79.

Partageant avec Piotte l'analyse selon laquelle l'État est d'abord et avant tout au service de la bourgeoisie, les militant·es marxistes-léninistes sont convaincu·es que l'unité de la classe ouvrière est essentielle pour combattre la classe capitaliste. Comme on l'a vu ci-haut dans les textes de *Mobilisation*, il·elles considèrent qu'il n'y a pas eu suffisamment d'efforts syndicaux pour lier les revendications du Front commun aux besoins des travailleur·euses du privé et de la population. De plus, de par leur implantation dans les usines et les hôpitaux, il·elles ont un ancrage à la fois dans le secteur privé et dans le secteur public. Lorsqu'il·elles s'engagent dans les fronts communs, il·elles font donc de la liaison entre le public, le privé et la population un enjeu central de leur militantisme.

En 1979, le Parti Québécois est au pouvoir et le référendum sur la souveraineté-association approche. Dans le cadre du Front commun qui a lieu à l'automne, la Ligue souhaite « bâtir un fort courant anti-PQ » en conjuguant la critique de la souveraineté-association et celle des mesures gouvernementales envers le secteur public. La fraction « hôpitaux » décrit le PQ comme un parti anti-ouvrier et nationaliste bourgeois qui « ne défend aucunement les droits nationaux du peuple québécois » mais aggrave au contraire certains aspects de l'oppression nationale avec ses mesures de crise⁷³². Dans ses tracts, la Ligue dénonce les décisions gouvernementales qu'elle considère comme des attaques (gel des salaires du secteur public⁷³³, coupures de lits d'hôpitaux, restrictions

⁷³² Fraction hôpitaux. 1980. « Bilan de la lutte du Front commun ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 15. « Il [Le PQ] se présente comme un champion défenseur des droits de la nation québécoise, mais ses coupures dans les hôpitaux ne font qu'accentuer l'oppression nationale du peuple québécois. [...] Il maintient un réseau d'hôpitaux anglais mieux équipés, avec de meilleurs soins ». Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Sans date. « Non aux fermetures à l'hôpital Notre-Dame. Luttons pour notre droit à la santé ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 18a/3). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

⁷³³ En fait, dans ses offres de 1979, le gouvernement du Parti Québécois ne propose pas un gel des salaires, mais plutôt la suppression de la clause d'indexation automatique des salaires (ce qui, dans un contexte d'inflation élevée, implique potentiellement une baisse significative du pouvoir d'achat). Le règlement final adopté à la suite de la ronde de négociations et de la grève illégale de la FAS assure une indexation complète aux bas·ses salarié·es et une indexation

au droit de grève, etc.) et poursuit en liant celles-ci au projet national du Parti Québécois. Tous deux serviraient à renforcer la bourgeoisie nationaliste du Québec :

Faire l'indépendance, c'est le rêve du PQ et de ses maîtres : les bourgeois du Mouvement Desjardins, des banques et des hauts-fonctionnaires du Québec. Ce rêve n'a rien à offrir à la classe ouvrière. [...] Notre avenir se situe uniquement dans l'unité de classe avec nos frères à travers le Canada. Eux aussi subissent la même répression et la même exploitation des mains de la même bourgeoisie qui opprime le peuple québécois et lui nie le droit à l'autodétermination. [...] Le PQ est un parti nationaliste bourgeois. C'est l'instrument politique que s'est donné la moyenne bourgeoisie du Québec pour réaliser ses objectifs⁷³⁴.

Une des raisons de l'animosité de la Ligue envers le Parti Québécois, c'est que celui-ci articule une conception différente de la solidarité. Alors que la Ligue prône une conception horizontale de la solidarité, soit celle de toutes les exploités contre leurs exploiters, elle perçoit le nationalisme péquiste comme une forme de solidarité verticale, qui unit les gouvernés et les gouvernants :

[Le] PQ va faire passer plus facilement ses politiques anti-travailleurs en faisant croire que tous, PATRONS-OUVRIERS-ÉTAT, doivent se donner la main pour relever l'économie de la province. Comme si les intérêts de la classe ouvrière pouvaient être conciliables avec ceux de la bourgeoisie et son État⁷³⁵.

pour toutes lors de la troisième année de la convention collective. Perrier, Yvan. 2019. « La ronde de négociation de 1978-1979 (Texte 8) » *Presse-toi à gauche!* [En ligne] <https://www.pressegauche.org/La-ronde-de-negociation-de-1978-1979-Texte-8>

⁷³⁴ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Sans date. « Le 1^{er} mars – Bâtissons un fort Mouvement de riposte unifié ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

⁷³⁵ Exécutif des employés généraux de l'hôpital Hôtel-Dieu de Montréal. 1977. « Conférence de presse : Hôtel-Dieu » [Titre manuscrit]. Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 2. En majuscules dans le texte. Une équipe composée de sympathisants de la Ligue remporte les élections syndicales à l'Hôtel-Dieu en 1976. Benoît. 1977. *op. cit.* pp. 39-42. Le gouvernement péquiste organise en effet plusieurs conférences socio-économiques. Ces tentatives de concertation, qualifiées de néo-corporatistes par le politologue Clinton Archibald, visent à créer des ponts entre les gens d'affaires et les syndicats, alors que les marxistes-léninistes cherchent au contraire à mettre en lumière l'opposition fondamentale entre capital et travail. René Lévesque déclare d'ailleurs vouloir « rétablir la confiance entre les groupes et retrouver, par de meilleures relations de travail, le chemin de la paix sociale, après plusieurs années d'affrontements ». Lévesque. 1979. Cité par Archibald, Clinton. 1982. *Corporatisme et néo-corporatisme au Québec : 1930 à nos jours*. Carleton University : thèse de doctorat (science politique). pp. 514-515.

Dans le contexte des négociations collectives du secteur public, en pleine période préférendaire, la Ligue craint que le Parti Québécois fasse appel au sentiment national pour nuire à la crédibilité du Front commun :

Il [Le PQ] va sans doute rappeler avec insistance que nous québécois (les capitalistes, les ouvriers, sans distinction de classe) avons un pays à bâtir et que pour y arriver, il faudra consentir à des sacrifices. Plus, qu'on ne saurait permettre aux travailleurs du F.C. [Front commun] de mettre en péril la construction de « notre pays » (le Québec indépendant) en formulant des revendications déraisonnables⁷³⁶.

La Ligue affirme de surcroît que « [l]e fondement de la stratégie du PQ est d'isoler les syndicats du secteur public du reste du mouvement ouvrier et de la population [...] »⁷³⁷. Elle en veut notamment pour preuve les déclarations du ministre des Finances Jacques Parizeau selon lesquelles les « exigences déraisonnables » du Front commun obligeront le gouvernement à abandonner certaines mesures de soutien aux plus démunies⁷³⁸. Même certains gestes gouvernementaux favorables aux travailleur·euses du privé sont interprétés par la Ligue comme une « offensive de charme » pour obtenir leur appui contre les travailleur·euses du public⁷³⁹. Le gouvernement s'appuie effectivement sur la comparaison public-privé pour tenter de discréditer les revendications des syndicats du secteur public. Il commande une série d'études qui présente les employé·es de l'État québécois comme des privilégié·es par rapport à leurs homologues du privé⁷⁴⁰.

⁷³⁶ Fraction hôpitaux. 1979. « Front commun : Plan pour l'automne '79 ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 4.

⁷³⁷ Fraction hôpitaux. 1980. *op. cit.* p. 10.

⁷³⁸ Fraction hôpitaux. 1979. *op. cit.* p. 3.

⁷³⁹ *Ibid.*

⁷⁴⁰ Demers, François. 1982. *Chroniques impertinentes du 3^e Front commun syndical*. Montréal : Les éditions Nouvelle optique. p. 117.

En réaction à cette stratégie de division et en continuité avec la logique du Front uni prolétarien, les militant·es marxistes-léninistes font de l'appui du privé un élément clé de la lutte du Front commun :

En plus d'utiliser cette lutte pour développer l'unité privé-public, nous devons développer une A&P [Agitation & Propagande] énergique dans le secteur privé pour contrer la propagande de la bourgeoisie. Il faudra montrer que les revendications du FC sont importantes pour tous les travailleurs. Sa victoire sera une victoire pour tous. Que c'est la bourgeoisie qui est responsable pour le déclin des services de santé, tandis que les travailleurs du FC luttent aussi pour de meilleurs services à la population (droit à la santé). L'importance de l'unité privé-public pour résister aux attaques des capitalistes pendant la récession qui s'en vient. Que les travailleurs du public ne sont pas privilégiés, etc.⁷⁴¹.

Il·elles préconisent de grandes assemblées publiques intersyndicales pour appuyer la lutte du Front commun, « qui touche tout le mouvement syndical québécois »⁷⁴². Il·elles proposent aussi que des travailleur·euses du secteur public fassent des tournées auprès des travailleur·euses du secteur privé, aillent les appuyer sur les lignes de piquetage lorsqu'il y a lieu et les invitent à parler de leurs luttes dans les assemblées locales des hôpitaux⁷⁴³. Dans leurs tracts, les militant·es communistes s'efforcent de dresser des parallèles entre les revendications du Front commun et celles d'autres groupes de travailleur·euses, dont ceux·elles des postes et du rail. Il·elles soutiennent qu'une défaite syndicale dans le secteur public serait un prélude à d'autres défaites ouvrières :

Les capitalistes veulent bloquer les salaires [...], couper largement dans les emplois, et ils s'attaquent à nos droits syndicaux, à notre droit de grève. Si cette politique passe dans le secteur public, ils partiront de ce précédent pour l'imposer au secteur privé⁷⁴⁴.

⁷⁴¹ *Ibid.* p. 12.

⁷⁴² *Ibid.* p. 13.

⁷⁴³ *Ibid.*

⁷⁴⁴ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Sans date. « NON AUX MESURES DE CRISE! NON AUX COUPURES! PRÉPARONS LE FRONT COMMUN! ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 18a/2). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 2.

Dans chaque milieu de travail où des militant·es de la Ligue sont présent·es, il·elles sont encouragé·es à promouvoir le Front commun auprès de leurs collègues. Pour les appuyer dans cette tâche, la Ligue prépare un modèle de résolution à soumettre dans les assemblées générales des syndicats locaux, dont celle qui suit, destinée aux membres des Métallurgistes unis d'Amérique en vue de leur assemblée annuelle :

RÉSOLUTION SUR LE FRONT COMMUN

CONSIDÉRANT que tous les syndicats Métallos en plus d'être directement liés au district 5 des M.U.A. sont aussi affiliés à la centrale syndicale F.T.Q.,

CONSIDÉRANT que plus de 25,000 travailleurs et travailleuses de la F.T.Q. font partie du Front Commun des secteurs public et para-public dans les présentes négociations avec le gouvernement péquiste,

CONSIDÉRANT que les demandes des 200,000 membres du Front Commun sont justes et légitimes,

CONSIDÉRANT les offres ridicules et l'attitude intransigeante du gouvernement péquiste face au Front Commun (attitude ressemblant d'ailleurs à celle de l'ancien gouvernement libéral de Bourassa)

CONSIDÉRANT toutes les tentatives du P.Q. de discréditer le Front Commun dans l'opinion publique et de diviser les travailleurs du secteur public et du secteur privé,

QU'IL SOIT RÉSOLU

- Que l'assemblée annuelle des syndicats Métallos du Québec réaffirme clairement l'importance de l'unité des secteurs public et privé et son soutien complet aux travailleurs du Front Commun dans leurs présentes négociations avec le gouvernement péquiste,

- Que tous les syndicats locaux invitent à leurs assemblées mensuelles un ou des représentants du Front Commun dans le but de

1. concrétiser l'unité des secteurs public et privé

2. donner de l'information sur leur lutte et nous suggérer des actions à entreprendre pour les appuyer⁷⁴⁵.

À l'intérieur même du Front commun, la fraction « hôpitaux » se félicite d'avoir amené les centrales syndicales à faire de l'unité public-privé-population une priorité : « Le F.C. a repris notre

⁷⁴⁵ Sans auteur. 1979. « Résolutions à soumettre dans les syndicats locaux en prévision de l'assemblée annuelle des métallurgistes unis d'Amérique ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 18a/2). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 2.

orientation de déployer beaucoup d'énergies en direction des ouvriers du privé et de la population en général »⁷⁴⁶.

Pour tenter de rejoindre ces deux catégories, la Ligue fonde son argumentaire sur le concept de droit à la santé. Dans chaque hôpital où il·elles sont implanté·es, les militant·es recensent et dénoncent les coupures de postes, les mises-à-pieds, la transformation de postes à temps complet en postes à temps partiel et la diminution du nombre de lits pour les patient·es. Selon eux·elles, ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'une « politique de rentabilisation de l'État capitaliste » mise en œuvre par la bourgeoisie québécoise et canadienne pour faire payer à la classe ouvrière le poids de la crise économique qui se développe depuis le début des années 1970, et dont le choc pétrolier de 1973 a été le signe le plus visible⁷⁴⁷. Les marxistes-léninistes se font critiques de la Loi sur les mesures de contrôle des prix et des salaires adoptée en 1975 par le gouvernement libéral fédéral dirigé par Pierre Elliott Trudeau⁷⁴⁸. Il·elles participent notamment à la grève générale du 14 octobre 1976 contre les « mesures Trudeau », qu'il·elles considèrent comme « [...] le début d'une nouvelle et puissante offensive de la bourgeoisie contre le peuple travailleur »⁷⁴⁹. Cette offensive prend la forme de « mesures de crise » qui visent à la fois le secteur public et le secteur privé :

Dans le domaine de la production, ça se manifeste principalement par l'augmentation des cadences, les mises-à-pieds, les lock-out, et la répression de plus en plus grande tout comme dans le secteur hospitalier.

Dans les affaires sociales, le gouvernement coupe sur la qualité et la quantité des soins par des fermetures de lits, séjours d'hospitalisations raccourcis, et par des coupures de

⁷⁴⁶ Fraction hôpitaux. 1979. *op. cit.* p. 2.

⁷⁴⁷ Larousse. 2021. « La crise des années 1970-1990 ». *L'Encyclopédie Larousse*. [En ligne] https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/la_crise_des_ann%C3%A9es_1970%E2%80%931990/187371

⁷⁴⁸ Bilan du siècle. 2021. « Adoption de la Loi sur les mesures de contrôle des prix et des salaires » *Bilan du siècle : site encyclopédique sur l'histoire du Québec depuis 1900*. [En ligne] <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/2693.html>

⁷⁴⁹ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Pour une riposte... *op. cit.* p. 2.

*personnel en coupant des postes, en les fusionnant, en ne remplaçant pas les congés et les absences, etc*⁷⁵⁰.

Du point de vue des marxistes-léninistes, en luttant pour la préservation et l'amélioration de leurs conditions de travail, les syndiqué·es luttent contre la dégradation de la qualité des soins. Il·elles défendent donc le droit à la santé du peuple québécois. Les militant·es marxistes-léninistes dénoncent entre autres la « réforme Forget-Lazure », entamée par le ministre libéral Claude Forget et poursuivie par le ministre péquiste Denis Lazure. De fait, le premier gouvernement du Parti Québécois maintient la politique de réduction de la croissance des dépenses publiques lancée par le gouvernement précédent, ce qui est accueilli favorablement par le milieu des affaires⁷⁵¹. Cependant, la volonté de comprimer les dépenses sociales de l'État est en partie contrecarrée par la forte mobilisation des syndiqué·es du secteur public, qui enregistrent des gains substantiels lors des trois premiers fronts communs⁷⁵². Lors de la ronde de négociations collectives de 1979, les syndiqué·es du Front commun votent en faveur d'une grève générale, mais le gouvernement adopte d'urgence une loi spéciale (la loi 62) pour empêcher la tenue de la grève. Seule la Fédération des affaires sociales de la CSN décide de défier la loi. Les travailleur·euses du secteur public obtiennent néanmoins des concessions significatives, notamment car le gouvernement souhaite éviter un conflit syndical majeur à quelques mois du référendum sur la souveraineté-association⁷⁵³.

Durant le prélude à l'affrontement, la fraction « hôpitaux » se mobilise pour que le Front commun adopte une posture combative face au gouvernement. Puis, au cœur du conflit, elle contribue à l'adoption de mandats de défi à la loi spéciale dans les hôpitaux. Toutefois, constatant que la

⁷⁵⁰ Exécutif des employés généraux de l'hôpital Hôtel-Dieu de Montréal. 1977. *op. cit.* p. 1.

⁷⁵¹ Plourde. 2019. *op. cit.* p. 893.

⁷⁵² *Ibid.* p. 899. Soit les fronts communs de 1972, 1975-1976 et 1979.

⁷⁵³ Tremblay-Boily. 2011. *op. cit.* p. 19.

Fédération des affaires sociales est isolée, la fraction « hôpitaux » prend position pour la conclusion d'une entente plutôt que pour la poursuite de la lutte. Dans son bilan de la lutte du front commun, elle se livre à une analyse technique des articles de la nouvelle convention collective et en tire la conclusion que « [...] sans grève le Front commun aurait marqué des reculs énormes. Avec la grève, les travailleurs d'hôpitaux ont conservé leurs droits et marqué certains points »⁷⁵⁴. Elle considère que le Parti communiste ouvrier⁷⁵⁵ a joué un rôle dirigeant dans la campagne pour gagner l'appui du secteur privé et de la population, entre autres en mettant sur pied une coalition des groupes populaires en soutien au Front commun et en diffusant un tract au privé après l'adoption de la loi 62⁷⁵⁶. Alors que certain·es militant·es du PCO auraient voulu poursuivre la grève, les rédacteur·ices du bilan de la lutte soutiennent que « c'était une position qui allait bien au-delà des possibilités réelles déterminées par les facteurs objectifs ainsi que par les facteurs subjectifs »⁷⁵⁷.

Le ton et le contenu du bilan montrent bien la position inconfortable dans laquelle se trouvent des militant·es dont l'idéal communiste les pousserait à continuer et à approfondir la lutte, mais qui sont conscient·es du rapport de forces et ont à toutes fins pratiques accepté les règles du jeu syndical. L'essentiel du document est un bilan assez factuel du front commun et du rôle qu'y ont joué les militant·es du PCO, mais une section intitulée « Qu'est-ce qu'une convention collective » utilise le langage marxiste-léniniste de manière ostentatoire pour justifier la conclusion d'une entente de principe. À grand renfort de références à Losovsky, secrétaire général de

⁷⁵⁴ Fraction hôpitaux. 1980. *op. cit.* p. 5.

⁷⁵⁵ La Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada est devenue le Parti communiste ouvrier (PCO) en septembre 1979, alors que la grève de la FAS a eu lieu en novembre.

⁷⁵⁶ *Ibid.* p. 14.

⁷⁵⁷ *Ibid.* p. 9.

l'Internationale syndicale rouge de 1921 à 1937 et auteur de « La grève est un combat », les rédacteur·ices de cette section expliquent qu'une convention collective est un armistice dans la guerre de classes, qu'elle représente « la consécration dans un cadre légal d'un rapport de force donné à un moment donné » et que, sous le capitalisme, elle ne peut satisfaire toutes les revendications de la classe ouvrière. Elle implique donc des compromis : « Ainsi posé le problème est de savoir s'il s'agit d'un 'compromis imposé par les conditions objectives' ou d'un 'compromis de traîtres' »⁷⁵⁸. À cette question, les rédacteur·ices du bilan répondent que les travailleur·euses des affaires sociales sont rentrés au travail la tête haute et que le Parti s'est renforcé lors de cette lutte puisqu'il sait mieux à quel moment il faut passer à l'offensive ou battre en retraite « pour préparer une nouvelle offensive » : « Notre parti sort de cette lutte comme un parti mature, pas un parti composé d'aventuristes qui veulent toujours lutter jusqu'au bout indépendamment des circonstances [...] »⁷⁵⁹.

Le mouvement d'implantation, produit d'une mobilisation syndicale exceptionnelle

Les militant·es marxistes-léninistes des hôpitaux n'auront pas vraiment l'occasion de « préparer une nouvelle offensive ». Au début des années 1980, la situation économique se dégrade. La crise qui sévit déjà à la fin des années 1970 prend des proportions dramatiques, tandis que la désindustrialisation s'accroît. Dans son plan de travail de 1982, la fraction « hôpitaux » présente la conjoncture économique, puis décrit l'impact de celle-ci sur la mobilisation ouvrière :

Jusqu'à la fin '81, nous avons caractérisée [sic] l'attitude du mouvement ouvrier comme une attitude de défense active [...]. Nous voulions dire par là que malgré la crise, malgré les pressions économiques, malgré le vent de concessions qui soufflait dans le mouvement syndical américain, les travailleurs canadiens assuraient la défense militante de leurs acquis. [...]

⁷⁵⁸ *Ibid.* p. 8.

⁷⁵⁹ *Ibid.* p. 20.

Depuis il semble que la situation se soit transformée considérablement : les règlements sont plutôt à la baisse, l'idéologie des concessions commence à faire certaines percées et on peut dire que la tendance générale est plutôt à la morosité⁷⁶⁰.

En vue du Front commun de 1982-1983, la fraction hôpitaux constate qu'il y a une « division importante entre syndicat du secteur privé et secteur public », ainsi qu'un « isolement des syndicats du secteur public face à l'opinion publique ». Le tout s'inscrit sur fond de « reflux dans les luttes ouvrières »⁷⁶¹. Le Parti communiste ouvrier est aussi en déclin :

[...] [L]a diffusion de la Forge a baissé considérablement. [...]. Un autre indice d'un problème sérieux est l'état de délabrement inquiétant de notre travail indépendant dans les instances de la FAS.

Poursuivant une tendance amorcée lors de la réorientation vers la tactique du Front uni prolétarien, l'action syndicale a presque complètement pris le pas sur la propagande communiste, au point où les militant·es marxistes-léninistes ont délaissé les instances du PCO :

L'analyse un peu plus poussée a révélé que dans les faits, dans les hôpitaux à Montréal, c'est la fraction des hôpitaux qui avait prépondérance sur les sections [du PCO] et que la première était devenue pour de très nombreux camarades un pôle de référence plus important que la structure normale du parti (Ville, sections, cellules)⁷⁶².

Au moment où ces lignes sont écrites, plusieurs militant·es clé ont déjà quitté le mouvement marxiste-léniniste depuis quelques années. C'est le cas de Robert Dagenais, Nicole Lafleur et Sylvain Gallant, qui ont rompu définitivement avec le PCO en 1979⁷⁶³, en même temps que près de la moitié de la cellule de Louis-Hippolyte-Lafontaine. Tous trois sont mal à l'aise avec la position marxiste-léniniste sur la question nationale. Ayant été proches du PQ avant d'être militant·es marxistes-léninistes et ayant collaboré pendant des années avec des péquistes, il·elles

⁷⁶⁰ Fraction hôpitaux. 1982. « Plan de travail pour les hôpitaux ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 2.

⁷⁶¹ *Ibid.* p. 8.

⁷⁶² *Ibid.* p. 7.

⁷⁶³ Robert Dagenais quitte officiellement la Ligue en 1977, mais, en tant que membre de l'exécutif syndical dans une équipe de Front uni prolétarien, il reste très proche de ses militant·es jusqu'au départ de Sylvain Gallant et Nicole Lafleur en 1979.

refusent de s'abstenir au référendum sur la souveraineté-association. Au contraire, il·elles militent activement pour le « Oui », ce qui crée des tensions avec les membres restant·es du PCO.

À Louis-Hippolyte-Lafontaine, les militant·es restant·es du PCO enregistrent tout de même certains succès : l'un d'entre eux·elles, Robert Côté, devient président du syndicat au début de 1981⁷⁶⁴. À Notre-Dame, une équipe de front uni menée par le Parti communiste ouvrier prend le contrôle de l'exécutif syndical de 1979 à 1982. Mais d'après Normand Gendron, qui est alors implanté dans cet hôpital depuis 1974, la mobilisation n'est plus ce qu'elle était : il est difficile d'obtenir le quorum aux assemblées générales. Le Parti communiste ouvrier ne parvient pas à impulser des luttes significatives. Normand reste à l'hôpital, mais seulement à temps partiel afin de pouvoir effectuer un retour aux études en droit à l'automne 1983. Il quitte le PCO quelques mois avant sa dissolution en janvier 1983, en partie à cause de la position du groupe sur la question nationale, mais surtout par épuisement : il ressent vivement l'usure d'un militantisme qui prend trop de temps et d'énergie.

Dans l'historiographie du mouvement marxiste-léniniste québécois, on a beaucoup insisté sur les causes internes de l'effondrement du mouvement. Les groupes marxistes-léninistes ont souffert de leur position déphasée sur la question nationale, de leur refus de reconnaître pleinement le mouvement féministe et de leur appui à des régimes autoritaires comme celui de la Chine ou de l'Albanie. Ils ont aussi été critiqués pour leur manque de démocratie interne, pour leurs pratiques discriminatoires envers certains groupes (dont les femmes et les personnes homosexuelles) et pour

⁷⁶⁴ Warren, Jean-Philippe. 2007. *Ils voulaient changer le monde : Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*. Montréal : VLB Éditeur. p. 124.

le dévouement excessif qu'ils exigeaient de leurs membres⁷⁶⁵. Tous ces facteurs ont effectivement contribué à la perte de légitimité du mouvement marxiste-léniniste. Mais son déclin est aussi attribuable au contexte syndical de l'époque. La disparition des groupes marxistes-léninistes coïncide en effet avec le recul de la combativité ouvrière. En effet, celle-ci atteint son apogée durant la période 1976-1980, avec une moyenne de 3 572 000 jours-personnes perdus par année en grèves et en lock-outs, comparativement à 1 460 600 pour la période de 1981 à 1985⁷⁶⁶.

Le Front commun de 1982-1983 en particulier représente une défaite historique pour les syndicats du secteur public. Le gouvernement du Parti Québécois s'engage dans une politique de réduction des dépenses sociales, emboîtant ainsi le pas au virage néolibéral entamé dans plusieurs pays occidentaux. Aux acteurs sociaux convoqués lors d'un sommet économique, il propose de choisir entre des coupures dans les services publics ou une réduction de la rémunération du secteur public. En réponse à ce qu'il percevait comme un refus de la part des syndicats, le gouvernement dépose le projet de loi 70, qui fait subir aux salarié·es du secteur public une baisse de salaire de 20% pendant les trois premiers mois de 1983⁷⁶⁷. Après l'adoption du projet de loi, les négociations se poursuivent sans qu'on parvienne à une entente. Une nouvelle loi spéciale vient fixer les salaires et les conditions de travail des employé·es de l'État jusqu'en 1985. Les syndicats réagissent en

⁷⁶⁵ Voir entre autres Dubuc, Pierre. 2004. « Le mouvement marxiste-léniniste et la question nationale québécoise » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, pp. 129-137. Lessard, Diane. 1989. *Le militantisme politique de femmes de l'extrême-gauche québécoise entre 1972 et 1982. Étude en anthropologie des sexes*. Université de Montréal : thèse de doctorat. La Rochelle, Réal. 2004. « Cinéma rouge au Québec » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, pp. 105-117. Degagné, Sébastien. 2004. « Le déclin du mouvement marxiste-léniniste au Québec » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, pp. 119-128. Gagnon, Charles. 2004. « Il était une fois... Conte à l'adresse de la jeunesse de mon pays » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, pp. 43-56.

⁷⁶⁶ Rouillard, Jacques. 2004. *Le syndicalisme québécois: deux siècles d'histoire*. Montréal: Les éditions du Boréal. p. 207.

⁷⁶⁷ Tremblay-Boily. 2011. *op. cit.* p. 23.

déclenchant une grève générale illimitée, mais cette grève s'essouffle et se disloque rapidement⁷⁶⁸. Seul·es les enseignant·es poursuivent leur débrayage. Le gouvernement y met fin en adoptant la loi 111, d'une sévérité sans précédent⁷⁶⁹. Le mouvement syndical sort de cette confrontation considérablement affaibli. Face à la répression accrue, il atténue ses pratiques revendicatives et adopte une approche davantage axée sur la concertation. C'est d'ailleurs durant le front commun de 1982-1983, avec l'appui du gouvernement, que la FTQ lance le Fonds de solidarité⁷⁷⁰. Ce fonds, qui vise à préserver des emplois grâce à la participation financière des syndicats à l'entreprise privée, témoigne d'un changement d'orientation au sein du mouvement syndical :

De sorte que, le long hiver 1982-1983 constitua bien un moment de rupture dans le positionnement politique et idéologique du syndicalisme et des mouvements populaires au Québec, marquant la fin d'une période⁷⁷¹.

Comme le souligne le politologue Philippe Boudreau, il existe au sein de la gauche un large consensus à l'effet que les années 1980 inaugurent une ère de recul, particulièrement pour le mouvement syndical⁷⁷². Tout en reconnaissant que le contexte économique et politique d'alors place les syndicats dans une posture défensive difficile à tenir, Boudreau questionne l'interprétation courante qui perçoit la décennie 1970 comme un âge d'or et la décennie subséquente comme une période sombre⁷⁷³. Il note entre autres que « [...] le taux de syndicalisation au Québec connaît une croissance lente et ininterrompue, passant de 35,3% en 1978 à 41,6% en 1989 – et ce, en dépit des pertes d'emplois durant la récession »⁷⁷⁴. Il note aussi que pour le mouvement féministe les années 1980 représentent un moment de consolidation et

⁷⁶⁸ Denis, Serge. 2003. « La dernière grève du Front commun syndical au Québec (janvier 1983) » *Bulletin d'histoire politique* vol. 12, no. 1, p. 57.

⁷⁶⁹ Petitclerc et Robert. 2018. *op. cit.* p. 115.

⁷⁷⁰ Denis. 2003. *op. cit.* p. 159.

⁷⁷¹ *Ibid.*

⁷⁷² Boudreau. 2015. *op. cit.* p. 90.

⁷⁷³ *Ibid.* p. 91-94.

⁷⁷⁴ *Ibid.* p. 103.

d'extension de son influence⁷⁷⁵. En cela, il rejoint l'analyse des historiens Martin Petitclerc et Martin Robert, qui montrent que durant cette décennie le mouvement syndical prend de plus en plus en considération les luttes féministes. Les syndicats font de la lutte pour l'équité salariale une priorité, ils intègrent des femmes dans des postes de direction et ils dénoncent l'impact des coupures dans les services publics sur les femmes⁷⁷⁶. Ces changements reflètent l'évolution structurelle de l'économie canadienne : durant les trois dernières décennies du 20^e siècle, le secteur manufacturier – dont une forte proportion de la main-d'œuvre est masculine et syndiquée – connaît un important déclin, mais le taux de syndicalisation se maintient ou s'accroît en grande partie grâce à la syndicalisation élevée dans le secteur public, qui emploie une majorité de femmes⁷⁷⁷. Il est donc possible d'affirmer qu'on assiste à une transformation des formes d'action syndicales, plutôt qu'à un déclin absolu du syndicalisme. Il est cependant clair que le mouvement marxiste-léniniste s'acclimate mal à ces changements : alors qu'il prône la radicalisation des luttes, il est déstabilisé par leur reflux⁷⁷⁸.

Le mouvement marxiste-léniniste a pris son essor dans la foulée du Front commun de 1972, dont l'ampleur et le radicalisme ont secoué le Québec. En insistant sur l'importance stratégique de se lier au prolétariat, et en reconnaissant les employé·es des services publics comme une composante essentielle du prolétariat, les groupes d'extrême-gauche ont attiré des jeunes étudiant·es et

⁷⁷⁵ *Ibid.* p. 104.

⁷⁷⁶ Petitclerc et Robert. 2018. *op. cit.* p. 142.

⁷⁷⁷ High, Steven. 2021. « History of the Present Time: The Cohabitation of Memory and History after the Postwar Boom ». Plenary Address, Canadian History Conference: “Between Postwar and Present Day: Re-Thinking Canada 1970-2000, Local, National, Global”. L'afflux de travailleuses du secteur public commence à changer la composition du mouvement syndical dès les années 1960. Sangster, Joan. 2010. « Radical Ruptures: Feminism, Labor, and the Left in the Long Sixties in Canada » *American Review of Canadian Studies* vol. 40, no. 1, p. 15.

⁷⁷⁸ À cela s'ajoute une « crise du marxisme ». Alors que la pensée marxiste était très populaire dans les milieux de gauche et dans les milieux intellectuels pendant toutes les années 1970, sa validité est de plus en plus remise en question au tournant des années 1980. Boudreau. 2015. *op. cit.* p. 91.

intellectuel·les qui voulaient participer à cet élan de mobilisation. Ils ont aussi attiré plusieurs travailleur·euses, surtout des jeunes et particulièrement dans le secteur de la santé, qui revendiquaient des changements plus profonds que les centrales syndicales. Généralement, ces travailleur·euses n'adhéraient pas pleinement au discours révolutionnaire des communistes, mais il·elles respectaient leur combativité et leur ardeur. Il·elles étaient prêt·es à faire un bout de chemin avec les membres des organisations communistes dans les luttes quotidiennes de leurs milieux de travail. Les implanté·es étaient à leur meilleur quand des luttes majeures avaient lieu : une grève importante, une campagne de maraudage ou un front commun donnaient une direction concrète à leur action, tout en ouvrant une brèche favorable à des discussions politiques sur l'État et le socialisme⁷⁷⁹.

Quand les luttes ouvrières se sont affaïssées et que le mouvement syndical a décliné, les militant·es marxistes-léninistes ont été pris au dépourvu, comme l'explique Roger Rashi :

Vers la dernière partie des années 1970, oui bien sûr, il y avait des tentatives de faire reculer l'État social, faire reculer le keynésianisme, mais c'était difficile parce que la résistance ouvrière était très forte, la résistance populaire était très forte avec des luttes, avec des combats, des mouvements de grève. Il y avait une confrontation continue, une lutte de classes continue sur les questions économiques et parfois sur certains éléments politiques. Et le tout était conditionné aussi par le développement du mouvement indépendantiste au Québec. Alors tout ça créait une situation de tumulte politique qui enthousiasmait les gens. Et tout ce que nous pouvions voir, c'est que si la situation économique s'aggravait, ça allait encore plus faciliter le travail. L'idée qu'une crise économique pourrait amener un recul de la conscience et le développement de tendances de droite, c'était complètement hors de notre champ de compréhension. [...] Et c'est ce qui est arrivé dans les années 1980. Le développement de la crise, le monétarisme, le début du néolibéralisme et les défaites ouvrières ont créé un sentiment de ressac et une montée de la droite, d'un certain néolibéralisme dans les couches populaires. Ça, c'était quelque chose que nous ne pouvions pas comprendre et qui était difficile à saisir pour nous.

⁷⁷⁹ De manière générale, la diffusion de *La Forge* augmente durant les moments de politisation comme les grèves et les événements politiques majeurs, dont les campagnes électorales et le référendum de 1980.

Pour les implanté·es, dans une phase d'affaiblissement de la mobilisation, il était plus difficile de trouver la motivation pour rester à l'usine ou à l'hôpital.

Ce n'est donc pas un hasard si le mouvement marxiste-léniniste est né autour de 1972 et a disparu autour de 1982-1983. Ce mouvement a accompagné la montée des luttes ouvrières et a périclité en même temps qu'elles. Au Québec, les travailleur·euses du secteur public ont été le moteur de l'intensification des luttes ouvrières, tandis que leur défaite a porté un dur coup au mouvement syndical dans son ensemble. Comme on l'a vu, les organismes représentant les milieux patronaux l'avaient bien compris : tout au long des années 1970, ils ont été très critiques du militantisme du secteur public. Le Front commun de 1972 et celui de 1982-1983 constituent les balises qui marquent le début et la fin d'une époque de mobilisation ouvrière exceptionnelle. On peut dire que le mouvement d'implantation marxiste-léniniste a été en quelque sorte un produit de cette mobilisation hors du commun.

Dans les hôpitaux, la principale contribution des implanté·es au mouvement syndical, outre leur participation aux luttes locales, a été leur implication dans les campagnes de maraudage. La CSN a été largement bénéficiaire de ces démarches. Les dirigeants de la centrale accueillent initialement les marxistes-léninistes avec méfiance : « [I]ls avaient l'impression que la gauche radicale était en train de noyauter plein de syndicats » (Robert Dagenais). La Ligue veut constituer un courant d'opposition syndicale au sein de la FAS, et elle n'hésite pas à critiquer farouchement les élu·es syndicaux·ales, surtout durant sa période confrontationnelle, avant le virage vers le Front uni prolétarien. Dans les instances régionales et nationales de la CSN, il existe donc de réelles tensions

entre les militant·es marxistes-léninistes et les autres militant·es de la centrale⁷⁸⁰. Or, au niveau local, les militant·es marxistes-léninistes collaborent avec les autres syndicalistes pour défendre l'affiliation à la CSN. Les campagnes de maraudage ont pour effet de souder les militant·es syndicaux·ales en leur donnant un horizon commun.

Durant les négociations collectives du secteur public, les militant·es marxistes-léninistes considèrent la CSN comme le fer de lance des fronts communs. Il·elles préconisent une forte combativité et la création d'alliances solides avec les travailleur·euses du secteur privé et avec le reste de la population. Leur opposition catégorique au PQ déplaît à beaucoup de syndicalistes aux allégeances souverainistes, mais elle leur donne les coudées franches pour dénoncer vigoureusement les orientations du gouvernement en place, alors que d'autres sont forcées de conserver une certaine retenue par crainte de nuire au Parti Québécois. Dans les rangs de la CSN, les marxistes-léninistes sont donc utiles comme militant·es parfois dérangeant·es, mais fonceur·euses, qui contribuent à politiser les débats syndicaux. Par ailleurs, plus de 5 000 travailleur·euses d'hôpitaux se sont joint·es à la CSN à la suite de campagnes d'affiliation auxquelles des marxistes-léninistes ont participé⁷⁸¹. Compte tenu de ces résultats, il n'est pas étonnant que plusieurs implantés – dont Sylvain Gallant, Robert Dagenais, Gilles Duceppe et Normand Gendron – aient été recrutés comme employés par la CSN. En s'attaquant principalement aux syndicats indépendants au profit d'une grande centrale combative comme la CSN, les implanté·es des hôpitaux ont joué un rôle significatif dans la modernisation et l'unification du syndicalisme hospitalier.

⁷⁸⁰ Ces tensions sont bien documentées dans le mémoire d'Alexis Dubois-Campagna. Dubois-Campagna, Alexis. 2009. « *Pour un syndicalisme de lutte de classe !* » : les groupes marxistes-léninistes et le mouvement syndical au Québec, 1972-1983. Université de Sherbrooke : mémoire de maîtrise (histoire).

⁷⁸¹ Sans compter les employé·es qui sont resté·es à la CSN suite à l'échec de campagnes de désaffiliation.

Chapitre 4 – L’action syndicale à Valleyfield : mémoire et continuité

Selon Madeleine Parent, la grève de 1946 a été le premier coup de clairon de la Révolution tranquille.

La phrase est lancée par Pierre LaGrenade, un militant de longue date de Valleyfield, ancien marxiste-léniniste et organisateur clé de nombreuses initiatives syndicales, démocratiques, écologistes et indépendantistes dans la région. Nous sommes attablés au café culturel *La Factrie*, rue du Marché, au centre de Valleyfield. Je suis ici à l’invitation de Pierre Beaudet, membre du comité de rédaction des *Nouveaux cahiers du socialisme (NCS)*. À la suite d’un entretien que j’ai effectué avec lui, entretien qui portait sur son engagement à *Mobilisation* dans la première moitié des années 1970⁷⁸², il m’a proposé de l’accompagner pour une visite guidée des lieux importants de l’histoire politique et sociale de la région. Il s’agit de la première étape d’une enquête afin de préparer un numéro spécial des *NCS* sur Valleyfield, en s’appuyant sur les connaissances et les expériences des militant·es de la région. Dans ce café qui a été en partie financé par la coalition intersyndicale Coton-46, Pierre LaGrenade et Pierre Beaudet parlent de la syndicaliste Madeleine Parent – qu’ils ont tous les deux connu personnellement – avec un mélange d’admiration et de camaraderie. La discussion porte aussi sur la situation économique, politique et sociale de Valleyfield. Un des objectifs du numéro spécial des *NCS* est de montrer la vitalité historique et actuelle de la ville, pour la mettre en valeur et enrayer son déclin relatif.

Après cet échange, nous partons tous les trois en voiture afin de découvrir les lieux marquants de la ville. Sur la route, Pierre nous parle avec passion de Valleyfield et de ses transformations. Lui-même n’est pas originaire de la région. Issu de l’est de Montréal, il a été envoyé dans les années

⁷⁸² Voir le chapitre 1 sur la genèse du mouvement d’implantation.

1970 comme cadre communiste pour coordonner l'action régionale des marxistes-léninistes. Il a fait de Valleyfield sa ville d'adoption.

Il nous montre l'usine de pneus Goodyear, qui a connu des luttes syndicales importantes soutenues par d'anciens marxistes-léninistes. Depuis le début des années 2000, cette usine a considérablement réduit son nombre d'employé·es. Valleyfield, comme d'autres villes d'Amérique du Nord, a été frappée par la désindustrialisation et l'automatisation. Des milliers d'emplois ouvriers ont disparu et le chômage et la pauvreté ont atteint des niveaux élevés⁷⁸³. Mais contrairement à d'autres endroits, la trame industrielle est encore présente, si bien que presque toutes les usines où les marxistes-léninistes se sont implanté·es existent toujours, quoique la plupart du temps avec des effectifs réduits. Sans nostalgie, mais soucieux de l'avenir, Pierre LaGrenade milite contre la dévitalisation de Valleyfield. Il s'inquiète du vieillissement de la population et du transfert des activités de l'hôpital vers la ville de Vaudreuil. En même temps, il constate que l'installation prochaine d'une usine de fabrication de panneaux solaires⁷⁸⁴ et d'un immense centre de production biologique de cannabis⁷⁸⁵ offre des pistes d'espoir pour la ville. Les militant·es de la région sont d'ailleurs confiant·es de pouvoir éventuellement syndiquer ces nouveaux milieux de travail⁷⁸⁶.

⁷⁸³ Reynolds, Dominique. 2019. « Une région en mal d'éducation » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, p. 30.

⁷⁸⁴ La Presse canadienne. 2018. « Solargise fabriquera des panneaux solaires à Valleyfield » *La Presse*. [En ligne] <https://www.lapresse.ca/affaires/entreprises/201809/26/01-5198103-solargise-fabriquera-des-panneaux-solaires-a-valleyfield.php>

⁷⁸⁵ Infosuroit.com. 2019. « TGOD Valleyfield : le plus grand centre de production biologique de cannabis au monde » *Infosuroit*. [En ligne] <https://www.infosuroit.com/tgod-valleyfield-le-plus-grand-centre-de-production-biologique-de-cannabis-au-monde/>

⁷⁸⁶ Sur la persistance d'un syndicalisme dynamique dans la région, voir Beudet, Pierre. 2019. « Les syndicats à Salaberry-de-Valleyfield : résistants et innovateurs. Entrevue avec Daniel Malette » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, pp. 57-62.

La fabrique d'explosifs de General Dynamics est un arrêt obligé sur notre parcours. Ayant changé de propriétaire à plusieurs reprises, l'usine est mieux connue sous le nom d'Expro. Principal lieu d'implantation des militant·es de la Ligue, elle a été marquée par de nombreux combats syndicaux. La guérite de sécurité nous empêche de nous aventurer sur le terrain de la compagnie, mais un coup d'œil à une carte permet de voir l'immense superficie occupée par l'usine : les bâtiments doivent en effet être séparés les uns des autres pour éviter que le feu ne se propage en cas d'explosion.

Nous nous arrêtons aussi devant l'édifice de l'ancienne usine Gault, un des principaux lieux de production de la Montreal Cottons Company, filiale de la Dominion Textile, longtemps le principal employeur de la région. L'usine a fermé ses portes en 1982⁷⁸⁷ et abrite maintenant un hôtel, mais elle a conservé sa cheminée en briques rouges si typique des cités industrielles. Surplombant la Baie Saint-François, en plein centre-ville, elle fait figure de repère. Dans le sous-sol de l'hôtel, on trouve une exposition de photos des travailleuses de la MOCO – c'est ainsi qu'on surnommait la Montreal Cottons. La description des conditions de travail éprouvantes et celle de la dure lutte ouvrière de 1946 détonnent dans l'atmosphère léchée de l'établissement touristique. En face de l'hôtel, sur un terrain public, se trouve une imposante sculpture commémorant la grève de 1946. Créée à l'initiative de la coalition intersyndicale Coton-46 et financée en partie par les familles des ancien·nes travailleur·euses de l'usine, elle évoque les difficultés auxquelles il·elles ont dû faire face pour gagner leur dignité. Un texte du chanoine Jacques Grand'Maison appelle les générations suivantes à se souvenir de ces épreuves :

⁷⁸⁷ MUSO. 2015. « La fin d'une époque ». *Musée de Société des Deux-Rives*. [En ligne] https://lemuso.com/mvc/quand_l_usine_ferme_fin_d'une_époque-when_the_factory_closes_end_of_an_era-fra.html

Souviens-toi, fiston, de ces années '40 où pour la première fois des ouvriers et des ouvrières de chez nous ont cessé de se résigner.

Souviens-toi que nous avons ouvert les premiers chemins des émancipations qui ont suivi.

Souviens-toi de ce sursaut de conscience qui peut en inspirer d'autres aujourd'hui.

Souviens-toi de ma génération qui avec peu de moyens a su se battre et s'investir pour les générations futures.

Souviens-toi que nous sommes une des mémoires les plus vives de ton avenir⁷⁸⁸.

Au cours des mois suivant ma première visite à Valleyfield, je traverserai plusieurs fois le pont Madeleine-Parent pour retourner dans cette municipalité, afin de faire des entretiens ou de participer à des réunions de préparation du numéro des *NCS*. Lors de ces rencontres, la majorité des participant·es autour de la table sont d'ancien·nes militant·es marxistes-léninistes. En effet, la quasi-totalité des ex-membres du Parti communiste ouvrier sont encore aujourd'hui parmi les éléments les plus actifs dans la région⁷⁸⁹. Ce qui frappe la personne de l'extérieur, c'est la persistance d'un noyau militant fort et relativement soudé⁷⁹⁰. On peut considérer que la période marxiste-léniniste a été une période charnière de la formation de ce noyau militant. La vivacité du mouvement marxiste-léniniste dans la région a elle-même été stimulée par les mobilisations passées, au premier chef la grève de 1946, qui a eu un effet structurant à la fois sur la présence syndicale et sur l'imaginaire des militant·es⁷⁹¹.

⁷⁸⁸ Nouveaux cahiers du socialisme. 2019. « À propos de la couverture : Le Souffle d'Éole » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, p. 7. Une photo d'une partie de l'œuvre et de la cheminée de la MOCO se trouve sur la page couverture du numéro thématique.

⁷⁸⁹ Cette affirmation a été faite par un militant de la région lors de la soirée de lancement du numéro des *Nouveaux cahiers du socialisme* « Valleyfield : Mémoires et résistances », 30 octobre 2019.

⁷⁹⁰ Sans exclure certaines tensions, notamment entre partisan·es de Québec solidaire et membres de l'aile gauche du Parti Québécois.

⁷⁹¹ L'inspiration pour ce chapitre vient entre autres de High, Steven. 2007. « From Cradle to Grave : The Politics of Memory in Youngstown, Ohio » dans High, Steven et David Lewis. 2007. *Corporate Wasteland: The Landscape and Memory of Deindustrialization*. Ithaca and London: Cornell University Press. Steven High y explique que les représentations de la désindustrialisation aux États-Unis sont façonnées par l'imaginaire du « Dust Bowl » et que certains motifs sont repris dans plusieurs productions culturelles différentes. Ces images s'inscrivent dans la « mémoire publique », « un ensemble de croyances et d'idées à propos du passé qui aident un public ou une société à comprendre son passé, son présent et, par conséquent, son avenir ». Bodnar, John. 1992. Cité par High. 2007. *op. cit.*

Dans les années 1970 et au début des années 1980, Valleyfield est un des endroits où la présence communiste est la plus forte au Canada, un phénomène qui s'explique sans doute en partie par le fort caractère industriel de la région et par les bouleversements que connaît alors la société québécoise. On retrouve des militant·es dans la plupart des grandes usines de la ville et des environs. Dans certains cas, les marxistes-léninistes se font élire à des postes syndicaux et ont une influence déterminante sur les luttes dans leurs milieux de travail. Un leader du PCO déclare à l'époque, non sans bravade, que « dans la région, tous les éléments avancés ont été ralliés »⁷⁹². Certains, à moitié par admiration et à moitié en plaisantant, parlent même du « soviet de Valleyfield » pour décrire la vigueur de l'engagement communiste dans la région. Or, l'action de ces militant·es ne s'est pas évanouie avec la disparition du PCO : plusieurs ont continué de s'engager dans le mouvement syndical, dans le mouvement écologique, dans des partis politiques et ailleurs.

Les travaux précédents sur le mouvement marxiste-léniniste québécois portent leur attention sur ses principales organisations, En Lutte! et la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada/le Parti communiste ouvrier. Leur analyse s'arrête généralement lors de la dissolution de ces groupes, respectivement en 1982 et en 1983. Quoique logique et pratique pour l'historien·ne, ce découpage chronologique laisse croire que le mouvement marxiste-léniniste a constitué une parenthèse historique bien vite refermée. Étant donné que les organisations marxistes-léninistes se sont

p. 76. Traduction libre. Une des thèses centrales de ce chapitre est que la référence à la grève de 1946 joue un rôle analogue pour la communauté militante de Valleyfield.

⁷⁹² Morand, Gilles. 2017. *L'époque était rouge: militer au Québec pour un avenir radieux dans un Parti marxiste-léniniste*. Saint-Joseph-du-Lac : M Éditeur. p. 64. Gilles Morand ne précise pas à quel dirigeant du parti cette citation est attribuable.

effondrées en emportant avec elles l'idéologie qu'elles portaient⁷⁹³, on peut avoir l'impression qu'elles ont laissé peu de traces. Pourtant, bien que la chute du PCO ait bel et bien constitué une rupture dans le parcours de plusieurs militant·es, elle n'a pas nécessairement mis fin à leur implication sociale et politique.

En déplaçant le regard vers la trajectoire des militant·es d'une région spécifique, plutôt que vers les organisations dont il·elles ont été membres, il est possible de mettre en relief la continuité dans leur militantisme. Sans se réclamer du marxisme-léninisme, il·elles poursuivent fréquemment un engagement guidé par des valeurs, des méthodes de travail et des références historiques présentes dès les années 1970. En fait, le militantisme de gauche à Valleyfield s'inscrit dans une filiation qui s'étend de 1946 à aujourd'hui. Cette filiation se manifeste d'une part par la référence maintes fois réitérée à la grève de la Dominion Textile – source d'inspiration et objet d'un travail de commémoration – et d'autre part par une présence syndicale active, dont les effets se font sentir bien au-delà de la période marxiste-léniniste. C'est particulièrement le cas à l'usine d'explosifs, où l'implantation a été durable et efficace. Comme s'il·elles répondaient à l'appel au souvenir et à l'action lancé par Jacques Grand'Maison, les militant·es de la région ont participé à la création d'une culture militante orientée vers le syndicalisme et vers la défense de la classe ouvrière, dont une des expressions les plus significatives est la coalition intersyndicale Coton-46.

⁷⁹³ Du moins sous une forme organisée, explicite et numériquement importante. Après la disparition d'En Lutte! et du PCO, plusieurs petits groupes se sont identifiés et s'identifient encore au marxisme-léninisme.

Valleyfield, « company town »

Située au sud-ouest de Montréal, bordée par le fleuve Saint-Laurent, Salaberry-de-Valleyfield est fondée en 1874, « pratiquement en même temps que l'usine de textile Montreal Cotton »⁷⁹⁴. Employant 3000 ouvrier·ères à son apogée, l'usine de Valleyfield est pendant près d'un siècle la plus importante filature de coton au Canada⁷⁹⁵. En plus d'alimenter la ville en électricité et de faire construire un quartier complet pour y loger ses travailleurs privilégiés (contremaîtres anglophones et ouvriers qualifiés venus d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande)⁷⁹⁶, la Montreal Cottons (MOCO) aurait à une certaine époque employé jusqu'à 50% de la population active de la ville⁷⁹⁷.

Une *Histoire des travailleurs de Beauharnois et Valleyfield*, publiée en 1974, se lit presque comme une histoire des relations de travail à la Montreal Cottons, tant le sort de la compagnie et celui de la ville sont imbriqués jusqu'aux années 1960. Ce petit livre, produit par les éditions Albert St-Martin⁷⁹⁸ et financé par les syndicats de la région, emprunte un ton résolument marxiste (on explique en notes de bas de page des concepts clés du marxisme et on dénonce féroce­ment l'exploitation des ouvriers·ères). On y apprend que les tensions entre la Montreal Cottons et ses travailleur·euses commencent tôt. Les conflits de travail qui marquent cette entreprise y sont présentés comme l'affaire de toute la communauté, compte tenu de l'importance de la compagnie dans l'économie de la ville : les autorités ecclésiastiques s'en mêlent, le maire s'implique et la

⁷⁹⁴ LaGrenade, Pierre. 2019. « Salaberry-de-Valleyfield : Un nom, une histoire » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, p. 19.

⁷⁹⁵ *Ibid.* MUSO. 2015. « Introduction ». *Musée de Société des Deux-Rives*. [En ligne]

https://lemuso.com/mvc/la_montreal_cotton_introduction-the_montreal_cotton_introduction-fra.html

⁷⁹⁶ Boucher, Yvon. 2019. « Une ville sous influence » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, p. 31-32.

⁷⁹⁷ MUSO. 2015. « Les conditions de travail ». *Musée de Société des Deux-Rives*. [En ligne] https://lemuso.com/mvc/la_montreal_cotton_conditions_de_travail-the_montreal_cotton_work_conditions-fra.html

⁷⁹⁸ Nommée en l'honneur du « fondateur du mouvement socialiste québécois », « Les Éditions Albert St-Martin visent à faire connaître l'histoire des travailleurs québécois et de leurs luttes ». Larivière, Claude. 1974. *Histoire des travailleurs de Valleyfield et Beauharnois*. Montréal : Les éditions Albert St-Martin, 4^e de couverture.

population se mobilise. Comme on le verra, l'implication de la communauté dans les luttes ouvrières est un thème récurrent du récit militant à Valleyfield, ainsi qu'une des lignes directrices de l'engagement des marxistes-léninistes dans la région.

La première grève à la Montreal Cottons a lieu en 1880. Des policiers de Montréal embauchés par la compagnie tirent sur la foule, déclenchant un soulèvement populaire⁷⁹⁹ : « On dit que le maire Plante a beaucoup de difficultés à empêcher que l'on attaque la filature, car toute la ville a pris les armes »⁸⁰⁰. Pas moins de 5 grèves frappent la compagnie en 1900. Lors des deux dernières, l'un des enjeux fondamentaux est la reconnaissance syndicale. *Le Progrès*, journal local, déclare : « Veut-on savoir le fin fond de toute l'affaire : c'est la lutte de l'administration de la compagnie de coton contre l'implantation d'une union ouvrière dans cette ville »⁸⁰¹. Pour faire face à la grève lancée par les terrassiers employés au creusage des fondations d'une nouvelle usine de la Montreal Cottons, la compagnie demande et obtient l'intervention de l'armée... ce qui entraîne l'arrêt de travail des autres ouvrières de l'entreprise pour protester contre la présence des militaires. Des altercations entre la population et les soldats font plusieurs blessés, mais le conflit se termine par une entente à la satisfaction des travailleurs·euses. D'autres conflits éclatent en 1901, en 1907 et en 1908. Unies au sein de la Fédération des ouvriers textiles du Canada (FOTC), les travailleuses de la MOCO parviennent à améliorer considérablement leurs conditions de travail, mais la grève de 1908 se conclut par une douloureuse défaite qui mène quelques mois plus tard à la dissolution du syndicat⁸⁰².

⁷⁹⁹ *Ibid.* p. 15.

⁸⁰⁰ Cette phrase est une citation tirée d'*ibid.* p. 15. Larivière n'en donne pas la provenance.

⁸⁰¹ *Ibid.* p. 19

⁸⁰² *Ibid.* p. 27-28

Malgré plusieurs démarches, jusqu'en 1934, aucun syndicat ne parvient à s'établir à l'usine de textile. C'est seulement en 1935 que la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC, ancêtre de la CSN) réussit à y pénétrer et à rallier la quasi-totalité des 2500 ouvriers·ères⁸⁰³. En août 1937, une grève coordonnée à l'échelle du Québec démarre dans les filatures de Montréal, Sherbrooke, Magog, Montmorency, Drummondville et Valleyfield. Il s'agit de protester contre le refus de la compagnie Dominion Textile et ses subsidiaires (dont la Montreal Cottons) de négocier un contrat collectif de travail⁸⁰⁴. Les travailleur·euses obtiennent initialement gain de cause : leur syndicat est reconnu et leurs salaires sont légèrement augmentés. Cependant, à peine un an après la signature de la convention collective, la Dominion Textile cesse de reconnaître la CTCC comme interlocuteur et propose plutôt la création de « Conseils du Travail » qui sont en fait des syndicats de boutique dont la formation est favorisée par le gouvernement de l'Union nationale⁸⁰⁵.

Le long combat pour la reconnaissance syndicale est un élément central du récit contenu entre les pages de *l'Histoire des travailleurs de Beauharnois et Valleyfield*. En mettant l'accent sur cet enjeu, l'ouvrage situe la grève de 1946 dans une trajectoire historique singulière, dont elle constitue l'aboutissement. En effet, lors de cette grève, les travailleur·euses de la MOCO obtiennent de haute lutte – et de manière définitive – la reconnaissance de leur syndicat.

⁸⁰³ *Ibid.* p. 30

⁸⁰⁴ Lefebvre, Jean-Paul. 1963. « Le textile, 1937 ». Dans Lefebvre, Jean-Paul, Jean Francoeur, Pierre Vadeboncoeur et Jean-Louis Roux. 1963. *En Grève!*. Montréal : Les éditions du Jour. p. 25.

⁸⁰⁵ *Ibid.* p. 45

La victoire de 1946

C'est dans un contexte de désorganisation que débute une énième tentative de syndiquer la Montreal Cottons. En 1942, Kent Rowley est envoyé à Valleyfield pour y implanter un local des Ouvriers unis des textiles d'Amérique (OUTA), tandis que Madeleine Parent est en charge de l'organisation syndicale des usines montréalaises de la Dominion Textile⁸⁰⁶. Dès le départ, les partisan·es du syndicat font face à l'opposition du clergé. Le futur cardinal Paul-Émile Léger, alors vicaire-général de Valleyfield, attaque les organisateur·rices syndicaux·ales en les traitant de communistes. Il se prononce contre l'assemblée syndicale et organise une manifestation de la jeunesse catholique durant laquelle le local du syndicat est saccagé⁸⁰⁷.

Une grève est déclenchée en juin 1946. Elle durera 100 jours. Le 13 août, avec le soutien de la police provinciale, dont la majorité des effectifs ont été envoyés à Valleyfield contre l'avis du maire de la ville, des convois de briseurs de grève partent des églises pour tenter de forcer la ligne de piquetage⁸⁰⁸. Alertée, la population se rassemble : « [u]ne foule estimée à 5000 personnes, incluant plusieurs femmes et enfants, bloque la sortie de l'usine et répond aux gaz lacrymogènes utilisés par la police avec des roches, des tomates, des œufs pourris »⁸⁰⁹. Pris de court, les policiers provinciaux hissent un mouchoir blanc pour négocier avec les grévistes⁸¹⁰.

⁸⁰⁶ Larivière. *op. cit.* p. 32.

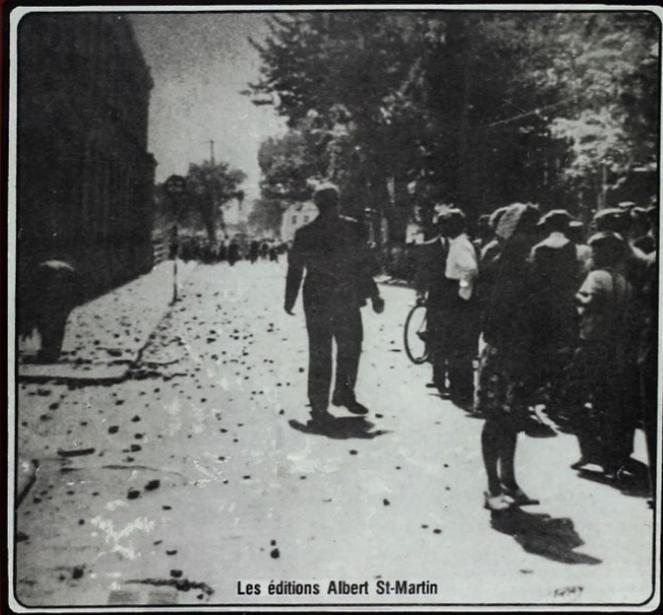
⁸⁰⁷ *Ibid.* p. 32.

⁸⁰⁸ *Ibid.* p. 33.

⁸⁰⁹ Lévesque, Andrée et Pierre LaGrenade. 2019. « Valleyfield 1946 » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, p. 123.

⁸¹⁰ Larivière. *op. cit.* p. 34

HISTOIRE DES TRAVAILLEURS DE BEAUHARNOIS ET VALLEYFIELD



« La photo qui illustre la couverture de notre publication a été prise après la pluie de roches du 11 août 1946 au cours de laquelle les travailleurs de la **Montreal Cottons** mirent en déroute la police provinciale de Maurice Duplessis »⁸¹¹.

Il s'agit d'un point tournant du conflit. Quelque temps plus tard, Kent Rowley est arrêté pour incitation à l'émeute et Madeleine Parent prend la direction de la grève⁸¹². À la suggestion du ministre du Travail, la compagnie accepte de reconnaître le syndicat à condition que celui-ci soit majoritairement appuyé par les travailleur·euses lors d'un vote secret. Ce scrutin est remporté par les grévistes avec plus des deux tiers des voix. La première convention collective, dont Madeleine Parent est la principale négociatrice, permet aux ouvrier·ères d'obtenir des gains substantiels : la

⁸¹¹ *Ibid.* 2^e de couverture. En gras dans le texte.

⁸¹² Lacelle, Nicole. 1988. *Entretiens avec Madeleine Parent et Léa Roback*. Montréal : Les éditions du remue-ménage. p. 13.

reconnaissance du syndicat, la retenue syndicale, une augmentation salariale, une prime pour le travail de nuit et le temps supplémentaire, une semaine de vacances payées et une clause d'ancienneté⁸¹³. Cette dernière clause est particulièrement importante pour les ouvrières. Elle vise surtout à prévenir le harcèlement sexuel, selon un ancien militant marxiste-léniniste qui a participé à la création de l'exposition sur la Dominion Textile au musée d'histoire de Valleyfield :

Madeleine Parent me disait: « Les femmes étaient tannées de se faire pogner le cul par les contremaîtres. Pis si elles se laissaient pas faire, elles risquaient de perdre leur métier pis de se faire mettre sur des métiers moins performants, donc avoir moins de bonus. Pis elles voulaient l'ancienneté pour pouvoir dire aux contremaîtres: 'Tasse-toi, laisse-moi tranquille' ».

Le récit de la grève de 1946, tel que présenté ici, reprend les principaux éléments d'une histoire qui a été racontée à plusieurs reprises par des militant·es de la région, que ce soit dans une pièce de théâtre, dans des articles de revues, dans une soirée commémorative ou lors de discussions privées. Loin d'être l'évocation d'un passé terminé, ce récit appelle à l'action au présent, remplissant ainsi une fonction analogue à celle de la mémoire collective d'autres mouvements sociaux. Dans son texte « Transmettre la révolte », l'historien Jaouad Laaroussi explique en effet que le mouvement étudiant québécois tire une partie de sa force de la réactualisation constante de la mémoire des luttes passées. Des étudiant·es scandent par exemple que « L'histoire nous prouve que seule la grève générale illimitée fera reculer le gouvernement! » ou que « Jamais une session n'a été perdue par la grève »⁸¹⁴. À travers des publications et des discours, la fraction combative du mouvement met de l'avant une conception particulière de l'histoire pour justifier des pratiques comme la grève générale illimitée. Ce travail d'entretien de la mémoire collective se fait parfois au prix de l'oubli sélectif de certains événements, comme le montre un outil d'information largement diffusé par l'ASSÉ en 2005 et en 2012. Celui-ci « ne fait référence [...] qu'aux grèves

⁸¹³ LaGrenade et Lévesque. *op. cit.* p. 124.

⁸¹⁴ Laaroussi, Jaouad. 2018. « Transmettre la révolte » *Relations* no. 796, p. 29.

dites victorieuses, taisant celles de 1988 et de 1990, interprétées comme peu concluantes »⁸¹⁵. Le mouvement puise dans cette mémoire une légitimité et des tactiques qui nourrissent les luttes contemporaines⁸¹⁶.

On peut dire que la référence à la grève de 1946 agit de la même façon à Valleyfield. Comme le souligne la géographe Doreen Massey, les traditions n'existent pas seulement dans le passé. Elles sont activement construites dans le présent⁸¹⁷. Différentes interprétations du passé renforcent une compréhension particulière du présent et sont mises au service d'une lutte pour définir quel sera l'avenir⁸¹⁸. Dans le même ordre d'idées, l'historien Eric Hobsbawm parle de « traditions inventées » pour désigner un ensemble de pratiques rituelles et symboliques qui visent, par la répétition, à inculquer certaines valeurs et normes de comportement en établissant une continuité avec le passé⁸¹⁹.

Pour les militant·es de Valleyfield, la commémoration de 1946 confère une légitimité à leur propre action en l'inscrivant dans une trajectoire historique. Elle remplit ainsi les trois fonctions des

⁸¹⁵ *Ibid.* p. 30

⁸¹⁶ Un phénomène similaire est observé à l'Université de Nanterre, point de départ de la contestation étudiante de Mai 68 en France. En 2018, alors que l'administration universitaire tente de s'appropriier la mémoire de 68 pour présenter Nanterre comme une institution « alternative » attirante, les étudiant·es dénoncent l'hypocrisie de cette appropriation. Contestant l'interprétation dépolitisante que fait l'administration des grèves de 1968, les étudiant·es reprennent les symboles, les slogans et les pratiques militantes du mouvement soixante-huitard pour dénoncer la répression policière et pour s'organiser collectivement. Ridley, Simon et Paolo Stuppia. 2021. « Activation of Student Protest: Reaction, Repression, and Memory at Nanterre University, Paris 1968-2018 ». Dans Bessant, Judith, Analicia Mejia Messinas and Sarah Pickard. 2021. *When Students Protest: Universities in the Global North*. London: Rowman & Littlefield. pp. 17-32.

⁸¹⁷ Traduction libre. « On the other hand, traditions do not only exist in the past. They are actively built in the present also ». Massey, Doreen. 1995. « Places and Their Pasts » *History Workshop Journal* no. 39, p. 184.

⁸¹⁸ « And these conflicting interpretations of the past, serving to legitimate a particular understanding of the present, are put to use in a battle over what is to come ». *Ibid.* p. 185

⁸¹⁹ Hobsbawm, Eric. 1983. « Introduction: Inventing Traditions ». Dans Hobsbawm, Eric et Terence Ranger (dirs.). 1983. *The Invention of Tradition*. Cambridge : Cambridge University Press. p. 1. Babadzan, Alain. 1999. « L'invention des traditions et le nationalisme » *Journal de la Société des Océanistes* 109, p. 15

« traditions inventées » décrites par Hobsbawm : 1) établir ou symboliser la cohésion sociale d'un groupe ou d'une communauté, 2) établir ou légitimer des institutions, des statuts ou des relations d'autorité, et 3) inculquer des valeurs, des croyances et des comportements⁸²⁰. En premier lieu, le rappel de 1946 réaffirme le caractère ouvrier de la ville et des environs, une réalité qui demeure vraie en dépit d'une certaine désindustrialisation. Il permet ensuite de légitimer le contre-pouvoir exercé par les syndicats, en mettant de l'avant la tradition syndicale de Valleyfield. Dans un document publié par la coalition intersyndicale Coton-46 pour commémorer le 50^e anniversaire de l'évènement, un texte intitulé « La signification de la grève de 1946 » insiste justement sur la reconnaissance syndicale comme fil conducteur de l'histoire de la MOCO et de la région⁸²¹. Le texte cite un extrait d'un article publié dans la *Revue annuelle de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay* :

« Plus jamais la compagnie ne pourra passer outre au syndicat. Dans les années qui suivent, la nature des grèves et la réponse de la compagnie s'adoucisent quelque peu. Sous les nouvelles législations provinciales et fédérales, les syndicats ont le droit de s'établir, de demander à être reconnu et à négocier collectivement. Les employeurs abandonnent leurs anciennes tactiques provocantes et antisyndicales et en viennent à s'entendre avec les représentants syndicaux. La grève était finie, mais non sans un profond changement dans la fibre de la société québécoise. »⁸²²

Malgré ces discours sur l'apaisement ayant suivi les conflits des années 1940 et 1950, en évoquant 1946, on souhaite peut-être surtout réitérer la nécessité d'un syndicalisme combatif, qui n'hésite pas à recourir à la grève et à la confrontation avec les autorités lorsque la chose paraît nécessaire. De surcroît, le récit de la grève à la Montreal Cottons propose des manières de faire. Il constitue

⁸²⁰ Hobsbawm, *op. cit.* p. 9.

⁸²¹ Coton-46. 1996. « 1946-1996 : 50e anniversaire de la grève de la Montreal Cottons de Valleyfield, un chapitre majeur de l'histoire de notre région et du Québec... » Brochure d'information en vue de la soirée commémorative du 27 septembre 1996, p. 5. Document trouvé à la Librairie Côté gauche, Salaberry-de-Valleyfield.

⁸²² McGee, Robert. 1991. « La Montreal Cottons et les luttes ouvrières » *Revue annuelle de la Société Historique de la Vallée de la Châteauguay* vol. 24.

en quelque sorte un répertoire d'actions qui peuvent être transposées à d'autres grèves. Dans le texte commémoratif, on parle du « long et patient travail d'organisation »⁸²³ qui mène au déclenchement de la grève. On note que des efforts considérables ont été faits par les grévistes pour obtenir l'appui de la communauté locale, dont celui des commerçants. De même, l'article sur la grève de 1946 dans le numéro des *NCS* note à quel point l'information à la population a été cruciale : « Le dimanche soir en face du local des grévistes, le syndicat organisait une assemblée publique où on informait l'ensemble de la population de la tournure des événements. »⁸²⁴. La victoire des grévistes est aussi attribuée à l'organisation réussie des conjointes et des mères dans le cadre du groupe des « Dames auxiliaires », mis sur pied par Madeleine Parent⁸²⁵. Plusieurs de ces idées ont été reprises dans des conflits de travail ayant ultérieurement marqué la région.

La grève de 1946 conserve donc son actualité dans la mesure où elle est conçue comme un moment formateur d'une identité locale à perpétuer, et parce qu'elle offre des leçons concrètes pour le présent. En ce sens, il n'est pas surprenant que certain·es militant·es, dans les événements organisés par les *NCS* ou dans les entrevues, en parlent comme s'il·elles y avaient eux-mêmes participé, même s'il·elles n'étaient pas né·es ou étaient encore trop jeunes pour y avoir joué un rôle. De plus, puisqu'il·elles sont presque tou·tes originaires de Valleyfield ou des environs, l'histoire de la MOCO se mêle fréquemment à leur propre trajectoire personnelle et à celle de leur famille.

⁸²³ Coton-46. *op. cit.* p. 5

⁸²⁴ LaGrenade et Lévesque. *op. cit.* p. 122.

⁸²⁵ *Ibid.*

Enfin, la figure de Madeleine Parent occupe une place centrale dans la mémoire de l'évènement. Considérée comme « une des plus grandes militantes féministes et syndicalistes du Québec »⁸²⁶, on rappelle qu'elle était si admirée des ouvrier·ères que son portrait était suspendu aux murs de leurs logements aux côtés d'images religieuses⁸²⁷. Son parcours s'apparente jusqu'à un certain point à celui des militant·es marxistes-léninistes venu·es des classes aisé·es. Née dans une famille de la classe moyenne, elle fait ses études au couvent Villa-Maria, puis à l'école Trafalgar, « une école anglophone réputée »⁸²⁸. Elle entre ensuite à l'université McGill, où elle complète un baccalauréat en sociologie tout en militant au sein de la Canadian Students Assembly. Soupçonnée de sympathies communistes, elle consacre sa carrière à l'organisation du mouvement ouvrier (sans toutefois devenir elle-même ouvrière), alors que ses études auraient vraisemblablement pu lui permettre d'occuper une position plus aisée.

S'implanter à la Dominion Textile

Compte tenu de l'importance de l'usine de textile dans le tissu industriel régional et dans la mémoire militante, on comprend que les marxistes-léninistes de Valleyfield aient voulu y développer un ancrage. C'est Line Godin⁸²⁹ qui est la principale militante chargée de cette tâche. Née dans un milieu ouvrier, Line a suivi un cours privé au *business college* pour devenir secrétaire. Elle se joint à la Ligue par l'intermédiaire du mouvement pour la création de garderies populaires. En effet, lorsque se constitue un premier noyau de la Ligue autour d'un professeur du cégep de

⁸²⁶ Coton-46. 1996b. « Soirée 50^e Anniversaire de la grève 'Coton 46' » Tract. Programme de la soirée commémorative.

⁸²⁷ Hewitt, Martha et Claire Mackay. 1983. *Un été inoubliable*. Montréal : Les éditions du remue-ménage. Dans Coton-46. *op. cit.* p. 6

⁸²⁸ Radio-Canada. 2017. « Webdocumentaire: Dominion Textile ». *Émission Le siège*. [En ligne] <http://ici.radio-canada.ca/lesiege/web-documentaire/001.html>

⁸²⁹ Surnom.

Valleyfield, celui-ci approche les militant·es des garderies pour les inviter à s'y rallier. Line Godin rejoint une cellule communiste qui est composée principalement de femmes. L'idée d'implantation est dans l'air : les gars s'en vont en usine et les femmes de la cellule se disent qu'il serait bon qu'elles le fassent aussi. Mais c'est lorsque Line est renvoyée de son emploi en raison de ses activités politiques que l'opportunité de s'implanter se présente réellement : dans le cadre de la lutte pour les garderies populaires, Line participe à une manifestation devant le bureau du député fédéral Gerald Laniel, qui est aussi propriétaire du bureau d'assurances où elle travaille; ce dernier, l'apercevant lors de cette action, la congédie le lundi suivant.

Puisqu'elle est maintenant libre, Line se porte volontaire pour tenter d'entrer à la Dominion Textile. Insistant pour dire que personne ne lui a imposé cette décision, Line mentionne qu'elle n'aurait sans doute pas travaillé à la MOCO si elle n'avait pas été membre d'un groupe marxiste-léniniste. Elle ne se souvient pas précisément si le choix de l'usine était lié au projet explicite de reprendre et d'approfondir la tradition de lutte qui avait existé à la Dominion Textile, mais elle juge que cela faisait sûrement partie des considérations des militantes. Être présent dans cette usine « allait de soi » parce que c'était une des seules usines de femmes et parce que « la Dominion Textile, ça avait une histoire... ».

L'usine, « c'est pas le même monde »

Pendant son séjour de près d'un an à l'usine, elle se sent appartenir à un autre monde :

- *GTB : Est-ce qu'il y avait une grosse distance entre être secrétaire et être ouvrière à ce moment-là à Valleyfield?*
- *Ben oui!*
- *GTB : Oui, c'était vraiment deux mondes?*

- Pour moi, oui. Oui, oui. Parce que c'est pas le même monde. C'est pas la même façon de faire. J'trouvais que c'était un milieu de vie dur. Vu que c'était un travail dur, les femmes qui étaient là... J'me souviens des noms comme Delma... C'était une femme dure. Tu sentais que c'était une femme dure. Mettons qu'elle ne se laissait pas piler sur les pieds. [...] C'était un milieu qui ne prenait pas de détours, tandis que dans un bureau, tsé, c'est pas pareil...

Seule militante marxiste-léniniste dans son usine, sauf pendant une courte période où elle est rejointe par une camarade qui est cependant renvoyée avant la fin de sa probation, elle se sent isolée. Elle a d'ailleurs le sentiment de ne pas avoir été suffisamment soutenue par sa cellule, notamment lorsque celle-ci décide – pour une raison que Line ignore – de cesser de faire du travail politique à la Dominion textile, ce qui amène Line à démissionner quelques semaines plus tard.

Durant son année à l'usine, Line n'est pas en contact avec les femmes qui travaillent dans les autres départements : «J'avais aucun contact avec personne d'autre ». Ses relations avec ses collègues sont cordiales, mais sans plus, car une certaine distance demeure, due entre autres à l'écart d'âge qui la sépare des autres ouvrières (elle a alors 26 ans, tandis que ses collègues sont dans la quarantaine ou dans la cinquantaine) :

J'avais aucun lien avec elles en dehors du travail. J'savais pas où est-ce qu'elles restaient pis elles non plus. Mais entre elles, il y en a qui étaient des amies parce qu'elles se connaissaient de longue date, mais moi, j'étais la jeune... Parce que c'était pas des jeunes qui étaient là... J'étais la jeune qui arrivait, tsé.

Elle se lie tout de même d'amitié avec une des femmes de l'usine, une mère célibataire avec qui elle restera amie jusqu'à son décès, plusieurs années plus tard. Elle considère qu'elle a pu « éveiller le côté politique » de cette femme. Mais, de son propre aveu, il s'agit là de sa seule contribution politique à la Dominion Textile. Pendant qu'elle s'y trouve, aucune mobilisation significative n'a lieu. Ce ne sont pourtant pas les raisons de se révolter qui manquent. Line travaille de nuit, dans des conditions difficiles :

Je travaillais avec des femmes. Ils appelaient ça « fileuse ». On travaillait de nuit, de 11 h du soir à 7h le matin. Pis j'me souviens, ça me faisait capoter, cette affaire-là: on se disait jamais « À demain ». C'était tout le temps: « À ce soir ». Tsé, on finissait à 7h le matin, on recommençait... [...]

Elle s'intègre tant bien que mal à l'usine et parvient à accomplir ses tâches efficacement, mais elle ne s'y sent pas à l'aise :

Je la maîtrisais [la « job »] comme les autres, mais j'ai jamais aimé ça. On sortait le matin pis on faisait ça de même, ici, dans le coin des yeux [elle mime le geste de se frotter les yeux], pis on sortait de la ouate. Tsé, en santé-sécurité, il y avait de quoi à faire!

Le milieu de travail est sale, bruyant. L'équipement est souvent vétuste. Les ouvrières doivent pousser de lourds carrosses dont les roues sont rouillées. Fréquemment, elles se brûlent ou se coupent. Lorsque le fil casse, elles doivent courir entre les machines pour intervenir avant que le feu ne prenne. Même les pauses n'en sont pas vraiment. Les ouvrières se rassemblent dans une petite salle dotée de fenêtres qui donnent sur le lieu de production, pour qu'elles puissent continuer à vérifier que tout fonctionne bien :

Tu pouvais pas parler sur le plancher. La seule place où on pouvait parler, c'était dans la petite cabane. Pis là, pour aller dans la petite cabane, on avait sûrement... J'me souviens plus combien de temps on avait de pause pour manger... Pis comme j'te dis, tu mangeais, pis fallait que tu checkes ton affaire, parce que si tu revenais pis que tout était arrêté, c'était ta paie qui rentrait pas. Ça fait que les femmes étaient bien plus sur leurs machines à checker que la paie rentre qu'à jaser.



Le milieu de travail est sale, bruyant. L'équipement est souvent vétuste. Photo prise par Line Godin.

La description que Line fait des conditions de travail à la MOCO fait écho à celles vécues par les ouvrier·ères de 1946. Globalement, la situation des travailleurs·euses s'est améliorée, mais le caractère pénible du travail et les risques pour la santé persistent :

Les conditions de travail étaient intolérables : ils [les autrices désignent par « ils » les hommes et les femmes] étaient debout dix heures par jour dans des salles poussiéreuses, étouffantes et humides, où régnait le vacarme des métiers à tisser. Les ateliers de tissage étaient chauds et humides pour empêcher les fils de coton de sécher et de casser. De minuscules fenêtres placées très haut ne laissaient filtrer qu'un peu de lumière et, quelque fois, on les fermait pour garder la chaleur et l'humidité.

Les ouvriers enfilaient leur tenue de travail près des machines et accrochaient leurs habits à côté; le soir, ils ramenaient ainsi à la maison toute la poussière et la saleté accumulées sur leurs vêtements au cours de la journée. Ils avaient une pause d'une demi-heure pour dîner, mais comme ils n'étaient pas payés pendant ce temps, la plupart d'entre eux

*mangeaient en travaillant. Ils ne pouvaient donc échapper ni au bruit, ni à la chaleur et n'avaient pas le temps de sortir pour respirer un peu d'air frais.*⁸³⁰

La tradition de lutte qui a marqué l'imaginaire des Campivallensiens semble s'être évanouie à l'usine au moment où Line y fait son entrée. Elle ne sent pas de réelle combativité dans son département.

Les obstacles à la mobilisation

Les ouvrières formulent bien quelques critiques. Par exemple, elles se plaignent du fil trop humide (qui se rompt plus facilement) ou des carrosses brisés (« on se casse le dos là-dessus », protestent-elles), mais ces critiques visent d'abord leur capacité à bien faire leur travail. Cela ne débouche pas sur une action collective en vue de remettre en question les relations de travail au sein de l'usine:

J'essaie de voir de quoi on jasait. C'est sûr. J'ai sûrement essayé d'amener des affaires un peu de gauche à ma façon, mais ça n'a rien soulevé. J'ai l'impression que c'était tellement dur comme travail que t'avais pas le temps de...

Line met ce manque de mobilisation sur le compte de l'épuisement des ouvrières : « C'était un milieu... Tu travaillais, tu finissais ton shift le matin, tu t'en allais chez vous. T'étais brûlée ».

Pour dénoncer les infractions en santé et sécurité, Line fait entrer clandestinement un médecin communiste dans l'usine. Armés d'un sonomètre, les deux militant·es constatent que le niveau de bruit est bien supérieur aux normes. Il·elles prennent aussi des photos des lieux pour mettre en évidence leur insalubrité. Line ne donne cependant pas suite à cette action. Reflétant une tendance observée chez certaines militantes, elle met en doute ses aptitudes politiques et s'attribue en partie la responsabilité de l'échec à mobiliser les travailleuses : elle mentionne qu'elle était « trop jeune

⁸³⁰ Hewitt et Mackay. 1983. Dans Coton-46. 1996. *op. cit.* p. 6.

et pas assez argumentée » pour prendre un objet de récriminations et en faire le point de départ d'une lutte plus large, ce qu'elle appelle, de manière imagée et appropriée dans le contexte, « tirer un fil ».

Cela dit, bien que les habiletés individuelles des militant·es puissent certainement avoir un impact sur l'efficacité du travail d'agitation, Line fait aussi face à des contraintes structurelles qui sont soulignées par d'autres implantés. Ainsi, Dominique Reynolds, un militant marxiste-léniniste ayant grandi dans une famille petite-bourgeoise, mais dont le grand-père paternel avait travaillé à la MOCO, se retrouve lui aussi dans un endroit où la révolte est à peu près absente. À la Grace Davison, une petite usine de produits chimiques où il travaille pendant plus de huit ans, il se sent isolé politiquement. Il a d'assez bons contacts avec les autres ouvriers, mais, tout comme Line, le fait qu'il soit nettement plus jeune que la moyenne n'aide pas à nouer des liens. Il constate aussi qu'en étant le seul militant dans son usine, il a moins de prise pour organiser des actions :

Des fois, quand t'es deux-trois, t'es capable de faire une analyse de la situation, mais dans mon cas, j'étais tout seul. C'est un petit peu démotivant. Mais quand t'es deux-trois dans la même place, tu commences à voir un peu comment ça se passe.

De plus, comme la Dominion Textile, la Grace Davison offre peu de possibilités de nouer des liens avec les autres ouvriers. Les travailleurs mangent normalement à leur poste de travail et il n'y a pas de lieu de rencontre. Dominique côtoie seulement les 7 ou 8 travailleurs de son shift : « C'était tout le temps les mêmes personnes avec qui tu travaillais de fois en fois ». Dominique se trouve donc confronté, dans son action militante, à des obstacles similaires à ceux de Line.

Le fonctionnement de la structure syndicale est ici un élément clé. À la Grace Davison, où Dominique travaille, il n'y a pas de syndicat. Les salaires sont parmi les plus élevés de la région,

ce qui constitue un frein à la syndicalisation. Une ambiance paternaliste règne dans l'usine⁸³¹ : « T'as un problème, viens nous voir, disent les administrateurs ». Les travailleurs évitent de revendiquer par peur de perdre leur emploi, mais aussi parce qu'ils ont une certaine confiance envers la compagnie : « [S'il y a un problème,] entend-on souvent, on va leur dire, ils vont arranger ça ». Au fil des années, Dominique Reynolds fait plusieurs interventions auprès de la direction qui finissent par porter fruit, notamment en santé et sécurité, mais il ne se sent pas fortement appuyé par les autres travailleurs : il a un accord tacite de leur part (« Essaie-toi », l'encourage-t-on), mais l'initiative ne vient pas de la base et ne débouche pas sur une mobilisation plus large. L'absence d'organisation syndicale signifie qu'il n'y a pas de relais ou d'espace pour rassembler, consolider et diffuser les revendications des travailleurs.

À la Dominion Textile, la situation est différente, mais le résultat est semblable. Les travailleur·euses sont syndiqué·es, mais il s'agit d'un syndicat dit « jaune », affilié à la CSD⁸³². Pendant le séjour de Line Godin à l'usine, il y a une seule assemblée syndicale, lors de laquelle les préoccupations de ses collègues ne sont pas abordées :

La CSD, c'était pas fort. J pense que j suis allée à une assemblée syndicale pendant que j'étais là. Pis j me souviens plus c'était quoi le sujet, mais tsé, il ne s'est rien passé là. C'était pas pour une lutte ou pour dénoncer quelque chose.

⁸³¹ L'esprit paternaliste que Dominique Reynolds a pu constater à l'époque est encore présent aujourd'hui dans les communications de l'entreprise : « La clef de notre succès réside dans la qualité de nos produits et de notre savoir-faire et dans notre agilité, a convenu la directrice de l'usine, Geneviève Fortier. Mais notre ingrédient magique, c'est l'esprit de famille que l'on retrouve chez nous.' Un environnement familial qui se traduit par moment à trois générations d'employés chez Grace depuis 1957. » Tremblay, Éric. 2017. « Grace Canada catalyse la vie industrielle de Valleyfield depuis 60 ans » *Journal Saint-François*. [En ligne] <https://www.journalsaint-francois.ca/grace-canada-catalyse-vie-industrielle-de-valleyfield-60-ans/>

⁸³² La Centrale des syndicats démocratiques (CSD) est née d'une scission d'avec la CSN dans le contexte du Front commun de 1972. Elle s'oppose à la politisation de l'action syndicale et au syndicalisme de combat. Dans le cas de la Dominion Textile, le syndicat prône la collaboration avec l'employeur.

À l'isolement militant et à l'absence de combativité syndicale, que Line et Dominique ont toutes les deux vécu·es, s'ajoutent des obstacles propres à une usine dont la main-d'œuvre est principalement féminine. Pour la plupart des ouvrières, une fois à l'extérieur des murs de la Dominion Textile, un deuxième *shift* commence, celui du travail de reproduction sociale effectué dans l'espace domestique. Quand je mentionne que les marxistes-léninistes présents dans d'autres usines allaient parfois prendre des bières avec leurs collègues, Line Godin met en lumière la différence de genre :

Les gars, dans un milieu ouvrier, ça doit être ben différent d'un milieu de femmes comme celui où j'étais. Moi, il n'y a pas une femme qui sortait... Ben premièrement, on sortait à 7 heures le matin, tsé. Pis on aurait pu dire: « On va-tu déjeuner? », mais elles étaient toutes occupées à leur affaire, chacune chez elle à s'occuper des maris, des enfants pis d'la maison.

Il va sans dire que le temps consacré à ces tâches ne peut être dédié à la mobilisation. Par ailleurs, l'exécutif syndical de la Dominion Textile est alors composé exclusivement d'hommes. Il est probable que les femmes ne se sentent pas adéquatement représentées par leur syndicat et que leurs soucis soient moins pris en compte. Gilles Morand, militant implanté à l'Expro, est chargé de la distribution de *La Forge* à la Dominion Textile, usine où son propre grand-père a travaillé. Il note aussi que les travailleur·euses de cette usine qui a connu « des luttes épiques dans les années 1940 » ne sont pas réceptif·ves aux efforts de mobilisation des membres de la Ligue:

La plupart nous écoutaient avec ennui débiter notre boniment en pressant le pas, alors que nous les poursuivions en agitant notre journal, pointant un article en particulier, lequel avait été prédéterminé au sein de la cellule, parce que jugé pertinent et bon pour l'agitation. [...] Les ouvriers et les ouvrières s'en moquaient en général, quelques-unEs nous engueulaient vertement, tandis que d'autres allaient jusqu'à nous menacer verbalement. [...] D'autres, plus rares, se montraient discrètement intéressés par nos propos, y allant même de commentaires ou de demandes de précision⁸³³.

⁸³³ Morand. *op. cit.* p. 63-64.

L'esprit de 1946 n'est donc plus présent à la MOCO. Cela s'explique en partie par la défaite syndicale de 1952. Cette grève, pas commémorée, est tout de même mentionnée brièvement dans *l'Histoire des travailleurs de Valleyfield et de Beauharnois*. Son échec est attribué par l'auteur à la trahison des bureaucrates syndicaux, un motif récurrent du discours marxiste-léniniste :

*Celle-là, ils la perdront parce que les dirigeants américains et canadiens de leur Union les trahiront et négocieront au-dessus de leur tête avec la compagnie. Congédiant Madeleine Parent et Kent Rowley, écrasant l'exécutif local du syndicat, ignorant la volonté des travailleurs de continuer l'expérience de syndicalisme militant qu'ils poursuivent depuis quelques années au grand désespoir de la compagnie, ces faux « syndicalistes » américains participent ainsi, à leur façon, à la lutte entreprise par le sénateur McCarthy, la C.I.A. américaine et tous les éléments conservateurs de l'Amérique du Nord contre les militants progressistes.*⁸³⁴

Cette grève perdue est la dernière à avoir lieu à la Dominion Textile de Valleyfield. Presque toujours absente du récit militant campivallensien, elle constitue un exemple de l'oubli sélectif mentionné par l'historien Jaouad Laaroussi. La victoire de 1946 paraît avoir laissé peu de traces *au sein même* de l'usine, notamment en raison de la défaite subséquente de 1952. Dans les récits de 1946, l'importance historique de l'évènement est donc transposée à l'échelle de la région, voire de la société québécoise. C'est le cas dans le texte « La signification de la grève de 1946 » publié pour le 50^e anniversaire du conflit:

C'est grâce à cette lutte que les usines qui s'établirent dans la région par la suite ont vite compris qu'elles devaient apprendre à respecter les travailleurs et leurs syndicats. De multiples luttes eurent lieu et continuent d'être menées, mais les patrons savent maintenant qu'il est inutile d'empêcher les travailleurs-ses de s'organiser en syndicat.

En affrontant victorieusement une compagnie particulièrement intransigeante, Duplessis, les juges, la police et le clergé, les grévistes de la Montreal Cottons de Valleyfield ont ébranlé les fondements de la « grande noirceur » dans laquelle était plongée la société québécoise de l'époque et contribué de manière significative à l'éclosion de la Révolution tranquille.⁸³⁵

⁸³⁴ Larivière. *op. cit.* p. 35.

⁸³⁵ Coton-46. *op. cit.* p. 5. En gras dans le texte.

S'implanter à l'Alcan Beauharnois

Durant les décennies d'après-guerre, le paysage économique de Valleyfield se diversifie : plusieurs nouvelles industries s'établissent dans la région. Dans la quasi-totalité des cas, les travailleurs·euses de ces usines se syndiquent, un élément important du contexte dans lequel les militant·es marxistes-léninistes évoluent dans les années 1970. En effet, le succès ou l'échec de leur démarche d'implantation est en grande partie influencé par la possibilité de s'allier avec les autres militant·es syndicaux·ales et de faire du travail politique dans les instances syndicales.

Deux militants, Denis Bourdeau et Michel Dorais, se retrouvent à l'aluminerie Alcan de Beauharnois. Dans cette usine comme ailleurs, les marxistes-léninistes souhaitent accroître la combativité des travailleurs et diffuser la pensée marxiste. Denis Bourdeau, militant dans cette usine pendant trois ans, formule ces objectifs de la manière suivante :

On veut faire un comité d'entreprise, une cellule d'entreprise. On veut rallier les ouvriers les plus conscients. On veut développer un syndicalisme de classe qui s'oppose au syndicalisme d'affaires. On veut pouvoir diriger les entreprises à l'aide des ouvriers les plus dévoués. Donc, ma job, c'est de les spotter, les convaincre, les amener à étudier le marxisme.

En insistant sur la diffusion de la pensée communiste, Denis Bourdeau et Michel Dorais se sont frappés à l'indifférence des ouvriers et ont eu le sentiment d'être des imposteurs. Ils ont eu plus de facilité à mobiliser les ouvriers autour d'enjeux syndicaux, mais une grève qui a échoué leur a fait perdre la confiance de leurs collègues.

Jouer le rôle d'un ouvrier

L'histoire familiale de Denis Bourdeau se rattache à celle de la région. Comme toutes les militant·es interviewé·es, il insiste sur le caractère ouvrier de Valleyfield, mais il souligne aussi

les origines rurales de plusieurs de ses habitant.es. Ce faisant, il met en relief les dynamiques de classe qui ont façonné le territoire :

Je présente souvent mon père comme un immigrant. Un immigrant d'une terre de roche, à Saint-Chrysostome. C'est pas loin d'ici, à peu près à 30-40 kilomètres, dans les terres. Et tu as des magnifiques terres noires. Et à côté des terres noires, t'as des terres de roche. Alors chez les agriculteurs de l'époque de mon père dans les années 1920 (mon père est né en 1913), tu avais la petite Floride et la grande Floride, mais la petite Floride, c'était des terres de roche. Quand tu te promènes à la campagne pis que tu vois des belles clôtures de roches à perte de vue, sans qu'il y ait des maisons, c'est des terres de roches dont les enfants des propriétaires, tout ce qu'ils ont fait dans leur vie, c'est ramasser de la roche dans le champ pis la mettre là. Alors mon père, qui a vécu là jusqu'à l'âge de 13 ans, m'a dit: « Je ne connais rien de l'agriculture! Je n'ai fait que ramasser de la roche ». Et en même temps, tu avais là des classes sociales, ceux qui avaient des terres de roche et ceux qui avaient des terres noires. C'était comme ça que mon père l'exprimait. Mon père a une quatrième année, donc c'est pas un marxiste de formation, tsé. Mais les cultivateurs de la terre noire pis de la terre de roches, c'était les riches et les pauvres.

Il s'est établi à Valleyfield et à l'époque, à 13 ans, son père l'a fait rentrer à l'usine de la Cotton. À 13 ans. Et l'âge minimum, à l'époque, c'était 14. Donc il y a un contremaître qui, avec le père de mon père, l'a fait rentrer. Et le contremaître lui a bien fait comprendre qu'il lui faisait un passe-droit, un privilège de le faire rentrer avant 14 ans. Pis mon père me disait: « Il avait fallu qu'on lui dise merci ». Merci pour être exploité, sti, à l'âge de 13 ans.

Denis grandit dans « un milieu de vie très prolétarien sans être prolétaire ». En effet, peu de temps avant la grève de 1946, son père se fait renvoyer de la Dominion Textile. Il ouvre alors un petit restaurant (« un snack bar avec une salle de pool ») qui sert les ouvrier·ères de l'usine. Jeune, Denis aide son père à faire le service, ce qui l'amène à côtoyer régulièrement les travailleur·euses. Sa mère a aussi travaillé à la MOCO, avant de devenir mère au foyer. Élevé dans une famille qui valorise fortement l'éducation, Denis étudie pendant quatre ans à l'école normale de Valleyfield et à l'Institut Cardinal-Léger de Montréal dans l'intention de devenir enseignant en sciences des religions. Embauché comme professeur de catéchèse, il travaille pendant trois ans à ce poste dans deux commissions scolaires des environs de Valleyfield, mais décide de quitter son emploi parce qu'il souhaite enseigner l'histoire du sacré et du profane alors que son titre exige plutôt qu'il fasse

la promotion de la foi. Mal à l'aise dans cette position prosélyte, il démissionne et occupe brièvement plusieurs métiers : ramoneur, débardeur et auxiliaire familial en CLSC, notamment.

Avant de s'engager dans le mouvement marxiste-léniniste, il participe aux activités du parti Rhinocéros. De « tendance très hippie », il fait un long voyage juste après avoir terminé ses études. Se retrouvant à Vancouver durant la crise d'Octobre, il manifeste pour le droit à l'autodétermination du Québec avec des étudiant·es de l'*University of British Columbia*. C'est toutefois par le biais du théâtre qu'il commence véritablement à se politiser. À l'époque, comme le mentionne Diane Lessard dans sa thèse sur le militantisme des femmes de l'extrême-gauche, il n'est pas rare que le théâtre soit une porte d'entrée vers l'engagement politique. Théâtre d'la Shop, Théâtre solidaire, Théâtre des travailleurs : plusieurs troupes québécoises ont des préoccupations sociales et une sensibilité ouvrière⁸³⁶. Denis Bourdeau fait partie des Clandestins de Valleyfield⁸³⁷ :

Mon sens politique, je l'ai d'abord trouvé avec le théâtre. Le théâtre, où j'me suis rendu compte que les arts, c'était pas neutre. Un contenu de pièce, ça dit quelque chose. Pis tant qu'à dire quelque chose, autant y penser, à ce que tu veux dire sous la forme du théâtre. Avec des camarades, dans le temps, il y a quelques pièces qu'on a écrites ensemble, dont une qui est majeure pour moi. C'est autour de Madeleine Parent et de la grève de 46. Ça s'appelle « Coton 46: Une grève comme une autre ». Et ça met en jeu l'époque de la grève, pis ce qui s'est passé à ce moment-là. Pis on la joue. On joue la vie des ouvriers. Alors on met en scène une lutte ouvrière. Pis les héros sont des ouvriers. On jouait plusieurs personnages chacun avec des masques et tout. Moi, je jouais un ouvrier et je jouais aussi le rôle du cardinal Léger.

Le processus de création de la pièce inclut une démarche d'enquête :

⁸³⁶ Lessard, Diane. 1989. *Le militantisme politique de femmes de l'extrême-gauche québécoise entre 1972 et 1982. Étude en anthropologie des sexes*. Université de Montréal : thèse de doctorat. p. 210-211.

⁸³⁷ Au sein de la troupe, un débat oppose ceux·elles qui veulent faire du « beau théâtre » et ceux·elles qui prônent un théâtre plus engagé. Denis Bourdeau fait partie des second·es. Avec d'autres membres, il quitte donc les Clandestins de Valleyfield pour fonder le théâtre communautaire du Sud-ouest, qui souhaite utiliser l'art pour servir la classe ouvrière.

Pour faire cette pièce-là, on avait été rencontré – un peu comme tu le fais avec moi – les vieux travailleurs de la Coton qui avaient vécu ça. Et c'était... Là j'avais saisi la gravité de la chose, pis le début de la prise de conscience du peuple dans mon coin.

Pour Denis, ces rencontres avec les ouvrier·ères rendent d'autant plus vive une histoire qui est déjà liée à celle de sa famille.

En parallèle, il approfondit son étude du marxisme et fréquente des membres de la première cellule de la Ligue : « Je trouvais que ces gens-là avaient un avantage : ils articulaient avec du contenu les problèmes sociaux ». De fil en aiguille, il se joint au mouvement. Lorsque le mot d'ordre d'implantation en usine est lancé, il embarque avec enthousiasme :

Pour moi, c'était très clair: mes talents intellectuels, je voulais les mettre au service de la classe ouvrière. À partir du moment où tu reconnais qu'il y a des classes, tu dois décider pour qui tu travailles dans la vie.

Avant d'entrer à l'Alcan, il postule dans une usine de pneus où il a déjà travaillé quand il était étudiant :

À la Goodyear, ils m'ont refusé parce que j'étais instruit. Là, je leur ai dit: « Voyons, j'suis instruit... J'ai envie de travailler avec mes bras, j'ai pas envie de travailler avec ma tête ». Elle dit: « Non, non, tu vas t'ennuyer ici, toi ». Là, je leur avais dit: « Les gars qui travaillent icitte, ils doivent s'ennuyer? Si moi, je m'ennuie, ils doivent s'ennuyer eux autres aussi, tsé ». Elle m'a regardé en voulant dire... [...]

Mes études dans notre système me permettent de devenir un contremaître en usine pour botter le cul à des gars comme mon père. Je le voyais clairement comme ça. J'ai décidé que je jouais pas c'te game-là. C'était clair.

À l'Alcan, durant son entretien d'embauche, il dit que sa femme est enceinte et qu'il vient d'acheter une maison (ce qui est vrai) :

Je me suis présenté comme un gars à quatre pattes qui avait besoin de travailler. Pis pour avoir de l'argent, je fermerais ma gueule en crise. Ils m'ont engagé.

C'est d'ailleurs dans cette maison sur le bord du fleuve que Denis me reçoit. Achetée dans les années 1970 alors que le secteur était dévitalisé, elle a été rénovée et fait aujourd'hui partie d'un

petit ensemble de coquettes maisons patrimoniales. Faisant remonter la filiation militante encore plus loin, Denis me raconte que sa maison a hébergé un patriote en fuite lors de la rébellion de 1837-1838.

Denis Bourdeau fait un bilan assez négatif de son séjour à Alcan : il n'est pas parvenu à propager le marxisme et à impulser des luttes comme il l'aurait voulu. Comme Line Godin à la Dominion Textile et Dominique Reynolds à la Grace Davison, il mentionne certaines contraintes structurelles lorsque je lui demande pourquoi il a été difficile de faire émerger des luttes à l'usine où il se trouvait:

Parce que c'était tranquille. Parce qu'il n'y avait pas d'assemblée syndicale. Parce qu'à ce moment-là, tu rencontres juste les gars qui travaillent sur le même shift que toi. Tu rencontres pas... Tu connais jamais les 350 ouvriers. T'as un département. On travaillait à huit sur le shift. Tu fréquentes deux autres gangs de huit à l'entrée pis à la sortie des shifts. Pis tout juste. Tu les vois même pas, sti. Pis quand tu n'as plus d'ouvrage, tu pars pas pour faire le tour de l'usine, là. Pis même dans la cour, il y a des caméras. C'est une prison, ça, l'usine!

Denis Bourdeau se sent bien intégré dans le milieu ouvrier. Il s'entend bien avec ses collègues : « Quand ils allaient prendre une bière à l'hôtel après, j'allais prendre une grosse avec eux. J'aimais ben ça ». Mais il dit en même temps éprouver une certaine difficulté à aborder les ouvriers à cause de sa posture d'intellectuel. Ayant initialement caché ses études pour ne pas attirer la suspicion de la compagnie, Denis trouve qu'il est par la suite difficile de se présenter aux autres en étant totalement lui-même :

T'es pris avec une image qui n'est pas toi, que tu portes. Ça change tout. Tu n'oses plus dire ce que tu penses. Pis tu l'articules avec des mots que tu penses qu'ils vont comprendre. Tu n'es plus naturel, tu n'es plus spontané. Les ouvriers sont pas très instruits, si tu veux, mais ils ont de l'instinct. Pis ils le sentent quand des jeunes comme moi parlent pis que j'suis pas clair. Ils sentent que j'suis bizarre.

Ses collègues finissent par apprendre qu'il a été professeur. Au lieu de leur parler de sa démarche politique d'implantation, il leur dit qu'il a lâché l'enseignement parce qu'il ne se sentait pas à sa place en sciences religieuses. C'est la vérité, mais une vérité partielle, car il ne se sent pas à l'aise d'expliquer ouvertement ses projets militants :

Tu peux pas dire facilement que t'es rendu en usine pour faire comprendre, au bon peuple que tu représentes, qu'il faut faire la révolution: « J'suis venu ici, moi là, pour toi ». Fiou. Tu dis pas ça!

Incapable de se dévoiler, il a le sentiment que cela affecte sa relation avec les autres ouvriers : « Si t'essaies d'être autre chose que toi-même dans la vie, à un moment donné, ça paraît ».

De surcroît, par crainte d'être taxé d'opportunisme par ses camarades de la Ligue, il se sent obligé de parler de révolution et de dictature du prolétariat lors de chacune de ses interventions politiques. Il adhère sincèrement aux idées marxistes, mais il a l'impression de devoir les expliquer avec des formules plaquées, dans un langage qui n'est pas le sien. Conséquemment, il ne réussit pas à créer dans l'usine un cercle de lecteurs de *La Forge*, encore moins à rallier des collègues à la Ligue. La tentative de miser sur la diffusion de la pensée marxiste-léniniste s'avère un échec.

Quand Denis Bourdeau arrive à l'Alcan, Michel Dorais y est déjà. Il a commencé à travailler à l'aluminerie avant d'être membre de la Ligue, mais il s'est établi en usine par conviction politique. Issu d'une famille ouvrière, il a étudié en sciences humaines au cégep de Valleyfield et a participé à un comité qui organisait des conférences politiques. Par la suite, il a fait deux ans de baccalauréat en sociologie à Ottawa, mais, jugeant l'université élitiste et conformiste, il a abandonné ses études et est parti un an en Amérique centrale. De retour à Valleyfield, il se tient avec des ami·es communistes. Pendant son parcours universitaire, il a lu Marx et a complètement adhéré à sa

pensée. Il accepte donc volontiers de participer aux activités d'un petit groupe communiste qui précède la fondation de la Ligue. À la fois parce qu'il a besoin d'un emploi et parce qu'il souhaite faire du travail politique en usine, il se fait embaucher dans une tisserie d'amiante dont les conditions sont pénibles : « Il neigeait de l'amiante ». Au bout de quelques mois, lorsqu'il se révolte contre les conditions de travail, il se fait mettre dehors sous la pression du syndicat de boutique : « Ils avaient peur que je brasse d'la marde ». Après avoir postulé à plusieurs autres endroits, il réussit finalement à être embauché à l'aluminerie Alcan.

Malgré des salaires élevés, Denis Bourdeau et Michel Dorais décrivent tous deux un milieu dans lequel les conditions de travail sont rudes. Ils insistent sur les températures extrêmes de l'usine :

L'été, les canicules, là... Quand t'es autour des pots [cuves], là, ben tu doubles... s'il fait 28-30, à l'Alcan, sur le bord d'un pot, t'approches 55-60. Alors si tu te déshydrates, c'est épouvantable. C'est du sérieux, là. L'hiver, tu gèles. Parce que c'est des bâtisses ouvertes. [...] L'hiver, t'es collé sur un pot, tu brûles. Tu t'éloignes, tu gèles. T'as pas de moyennes là-dedans.

Ils soulignent aussi à quel point les horaires de travail – longues heures, alternance des quarts de jour, de soir et de nuit – rendent la vie quotidienne difficile à gérer. Michel Dorais rappelle à plusieurs reprises qu'il n'avait qu'une seule fin de semaine de congé par mois : « Quand t'es en couple [avec un enfant], c'est le bordel ben raide. C'était dur ». Denis Bourdeau abonde dans le même sens : les heures de travail font en sorte que « t'es pas mal plus souvent avec les gars – toujours les mêmes gars – qu'avec ta famille ».

Pour Michel, l'expérience de travail à Alcan est formatrice. En gagnant sa vie « à la force de ses bras », il apprend l'humilité :

J'trouve que c'est extrêmement positif pour moi d'avoir vécu ça, tu comprends? Parce que si j'avais juste été intellectuel sans contact, ça m'aurait enlevé quelque chose. J'aurais pas

compris quelque chose. J'suis content d'avoir fait ça. Mais en même temps, ça a été pénible, tsé.

La difficulté vient non seulement des conditions de travail, mais aussi du sentiment de ne pas être à sa place. Michel a quelques amis dans l'usine et va lui aussi prendre des bières avec ses collègues de temps en temps, mais il sent qu'une distance persiste : « J'étais perçu comme un intello à l'Alcan ». Il a l'impression d'être un imposteur dans son milieu de travail.

Dans sa maison pleine à craquer de gigantesques piles de livres – une des maisons construites jadis par la Montreal Cottons pour ses contremaîtres et ses ouvriers spécialisés – Michel Dorais m'explique que les ouvriers se méfient souvent de ceux qui arrivent d'un autre milieu pour imposer leur vision. À l'Alcan, à cause de son discours et de sa façon de parler, les ouvriers voient rapidement que Michel vient de l'extérieur. La plupart d'entre eux ne sont pas ouverts aux idées communistes, peut-être parce qu'elles sont présentées de manière trop théorique. Même en restant trois ans et demi à l'usine, Michel Dorais ne parvient pas à combler l'écart qui le sépare des autres :

T'es pas vraiment un ouvrier dans la mesure où tu restes intello, là tsé, où tu lis les journaux tous les crisse de jours, où t'as des opinions politiques quand même... Ça fait que non, non, non, ça connecte pas. Pis c'est extrêmement dommage.

Une grève perdue

Le malaise de Denis et de Michel par rapport à leur posture d'implantés ne les empêche pas d'avoir un certain succès syndical. Au sein du parti, on dit que Denis Bourdeau en particulier a un excellent lien aux masses, ce que confirme Michel Dorais en le contrastant avec sa propre expérience:

Denis était mieux perçu. Parce qu'il a de la gueule. Il a un bon discours. [...] Moi, j'étais moins charismatique.

Denis Bourdeau réussit à se faire élire à l'exécutif syndical comme secrétaire à l'information. L'appareil syndical est majoritairement tenu par des gens de droite qui collaborent avec la direction

et qui ont obtenu la désaffiliation de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) parce qu'ils jugent la centrale trop politisée :

Les militants syndicaux à l'intérieur de l'usine, c'était des gens qui faisaient du syndicalisme pour avoir des bonnes jobs, pour travailler le moins fort possible. Les ouvriers les plus honnêtes dans la shop détestaient le syndicat.

En participant à la structure syndicale pour la transformer, conformément aux méthodes préconisées par la Ligue⁸³⁸ et comme l'ont généralement fait les militant·es de Valleyfield, Denis et Michel se sont peut-être aliéné une partie des travailleurs de l'aluminerie. C'est l'hypothèse formulée par Denis Bourdeau :

Dans un syndicat « jaune » comme le nôtre, désaffilié de la CSN après la grève générale de 1972, les ouvriers avaient appris à se méfier autant des délégués syndicaux que des boss. Alors, pourquoi pas de nous aussi?⁸³⁹

Cela dit, Denis Bourdeau réussit à tisser de bons liens avec le président du syndicat, un homme de bonne volonté, nouveau sur l'exécutif, qui veut ébranler la compagnie. Michel se rappelle que Denis « avait des affinités avec le président du syndicat à l'époque qui était très progressiste ». Sans adhérer au marxisme-léninisme, le président lit régulièrement *La Forge* et fait le tour de l'usine avec le journal dans les poches de son pantalon, à la vue de tous, pour « faire chier » les contremaîtres :

Le président, lui, les capitalistes, ça le faisait chier. C'était ben clair. Par contre, c'était un gars plus anarchiste. Il me posait des maudites bonnes questions. Il me faisait réfléchir. C'était un bon rocker qui aimait beaucoup la musique. Il me disait: « La dictature du prolétariat, là... Un gars comme Plume Latraverse, allez-vous le laisser vivre, lui? ». C'était un gars de liberté. C'était pas un gars de discipline et de structure.

⁸³⁸ Tout au long de son histoire, le mouvement d'implantation québécois reconnaît la nécessité de participer aux instances syndicales. À ce sujet, voir le chapitre 1, « L'émergence du mouvement d'implantation ». Ailleurs dans le monde, les marxistes-léninistes ont parfois été beaucoup plus critiques du syndicalisme. C'est le cas de plusieurs groupes d'établissements français, du moins dans les premiers temps. Dressen, Marnix. 1994. « Le mouvement d'établissement: une résurgence du syndicalisme d'action directe? » *Le Mouvement social* no. 168, p. 84.

⁸³⁹ Bourdeau, Denis. 2019. *Pour les Nouveaux cahiers du socialisme (article de Guillaume Tremblay-Boily). « Remarques pour satisfaire ma participation à ton article »*. Commentaires manuscrits numérisés, p. 3.

Le président est pleinement soutenu par les ouvriers. En collaboration avec lui, en 1978, les deux militants communistes parviennent à transformer une révolte spontanée en grève illégale. Ce moment de mobilisation constitue le point d'orgue de l'action syndicale de Denis Bourdeau et de Michel Dorais à l'usine Alcan de Beauharnois. L'élément déclencheur, selon Denis, est un accident de travail au cours duquel un ouvrier, exposé à une chaleur insoutenable, tombe dans le coma et « devient légume » jusqu'à la fin de ses jours⁸⁴⁰ :

C'était une grosse affaire pour les ouvriers. Ça avait été l'étincelle qui met le feu à la plaine, comme disait Mao. C'était ça, l'étincelle. Le monde avait dit: « Hey, câlisse, ça peut m'arriver, ça ».

Lors de mon entrevue avec Michel Dorais, celui-ci ne se souvient pas de cet événement et parle plutôt de la « grève de la poudre noire », une protestation vigoureuse contre une substance qui s'attaque à la santé des travailleurs : « Même avec des masques, tu mouchais noir. C'était vraiment toxique ». Ce facteur n'est cependant pas mentionné durant ma rencontre avec Denis Bourdeau. Une discussion subséquente avec ce dernier permet d'éclaircir la situation. Les deux causes – l'accident de travail et le problème de la poudre volatile, lié à un nouveau procédé de fabrication – sont survenues durant la même période et se sont conjuguées pour déclencher la colère des travailleurs. Les deux aspects de la grève sont décrits côte à côte dans un tract diffusé par la Ligue à l'époque et tiré des archives du PCO à l'UQAM :

À cause d'une chaleur intolérable au casting, un ouvrier de Beauharnois est tombé dans le coma pour deux mois et resté handicapé pour la vie. À cause d'une déféctuosité du système d'épuration, un département complet travaille dans une poudre noire, nocive pour les poumons, les yeux et la peau⁸⁴¹.

⁸⁴⁰ Dans un encadré intitulé « Les victimes du profit », la revue de la CSN, *Le Travail*, donne des exemples de blessures graves et de morts survenues au Québec entre 1974 et 1980 : « [...] 1978, un mutilé à vie suite à un coup de chaleur à l'Alcan de Beauharnois [...] ». CSN. 1980. « Les victimes du profit » *Le Travail* vol. 55, no. 4, p. 34.

⁸⁴¹ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1978. *Ouvriers de Beauharnois et d'Arvida. Poursuivons la lutte! Préparons le contrat!* [Tract]. Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 18a/2). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 1

Parce qu'ils ne travaillent pas dans le même département, Michel Dorais et Denis Bourdeau voient l'usine sous un angle différent, ce qui explique probablement cette dissimilitude dans leur récit. En même temps, être présent dans deux départements leur permet sans doute d'accroître leur capacité de mobilisation en étant mieux au fait de ce qui se passe dans l'usine et en rejoignant davantage de travailleurs.

Prolongeant un arrêt de travail spontané, la grève est organisée principalement par le président et par les deux militants communistes, avec l'appui massif des travailleurs. Elle vise l'élimination de la poudre noire et le droit d'arrêter de travailler quand les températures sont extrêmes. Elle fait suite à une escalade des moyens de pression qui a bien fonctionné :

En organisant un ralentissement de travail, les ouvriers de Beauharnois ont gagné des améliorations au système d'aération et un 7^e homme au casting. En boycottant le temps supplémentaire dans tous les départements, ils ont gagné l'arrêt de l'épurateur défectueux⁸⁴².

D'une durée de 12 jours, la grève est suffisamment longue pour perturber sérieusement la production de la compagnie. En effet, le métal en fusion a le temps de figer, ce qui signifie que le travail ne peut reprendre complètement avant 3 mois.

En toute cohérence avec les principes de base de la Ligue, les militants tentent de porter la lutte à une échelle supérieure en la propageant aux autres usines de la compagnie. Un convoi est organisé pour aller à la rencontre des ouvriers d'Arvida, la plus grosse aluminerie d'Alcan. Denis Bourdeau relate cette expédition, non sans fierté :

⁸⁴² *Ibid.*

En autobus scolaire, on est monté à Arvida. Il y avait 2000⁸⁴³ ouvriers là-dedans, à Arvida. On a arrêté la shop une journée de temps. 24 heures. 50 gars de Beauharnois. J'étais dans l'autobus.

Les travailleurs de Beauharnois et ceux d'Arvida sont affiliés au même syndicat, la Fédération des syndicats du secteur de l'aluminium (FSSA), dont le poste de vice-président est occupé par le président combatif du syndicat de Beauharnois. C'est Michel Dorais qui est officiellement délégué par l'exécutif local pour inciter les travailleurs d'Arvida à faire une grève prolongée – «Vas-t-en à Jonquière. Fais-les débrayer », lui dit-on. –, mais l'appui de ces derniers à leurs confrères de Beauharnois ne s'étend pas au-delà de la grève de soutien d'une journée.

La grève de Beauharnois se solde par un échec. Certes, quelques améliorations en santé et sécurité ont été obtenues, mais celles-ci sont insignifiantes par rapport aux attentes et ne compensent pas la démobilitation qui a lieu par la suite. Épuisés, résignés, les travailleurs acceptent un « protocole de retour au travail pourri »⁸⁴⁴. Le président du syndicat est congédié, ce qui décime le courant combatif au sein de l'exécutif syndical :

Bon, on peut dire qu'on avait gagné des petites affaires. Mais quand ils foutent ton président dehors, tu ne penses même plus à tes gains. Si le président avait pas été dehors, avec les mêmes gains, ça aurait été positif. Mais là, c'est comme si le message, c'était: « On va vous le donner parce que ça a de l'allure, mais c'est pas n'importe qui qui va venir nous parler dorénavant. Pis lui, on l'aime pas. Il revient pas icitte ».

Après la grève, l'aile droite du syndicat reprend le dessus et les travailleurs font profil bas. Dans le tract qui fait le bilan de la lutte, la Ligue attribue la responsabilité de l'échec à Jean Hallé, le président de la FSSA, qui a empêché la mobilisation de prendre de l'ampleur en refusant de

⁸⁴³ D'après Alain Proulx, militant marxiste-léniniste implanté à l'usine Alcan d'Arvida et devenu par la suite président du syndicat local, il-elles étaient plutôt autour de 3800 ouvriers.

⁸⁴⁴ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. *op. cit.* p. 1

débloquer le fonds de grève et en incitant les ouvriers d'Arvida à ne pas poursuivre leur grève de solidarité:

[T]ant qu'on a lutté, on a remporté des gains. C'est quand Hallé est venu bloquer la lutte qu'il a provoqué la défaite. Au lieu de s'appuyer sur les débrayages que la base à Beauharnois et Arvida a démarrés, pour les étendre et bloquer tout l'Alcan, ce qui aurait porté la compagnie à plier, Hallé a fait rentrer les travailleurs en parlant de « prendre le temps de s'organiser » et des promesses de l'Alcan de négocier si on retournait au travail.⁸⁴⁵

Les travailleurs de l'usine ne voient toutefois pas les choses du même œil. Denis Bourdeau sent que le lien de confiance avec les autres ouvriers est brisé : « Quand tu perds, ça prend un coupable : 'Là, les estis de communistes, ils nous ont monté la tête, tabarnac!' ». Quand la grève a éclaté, une étincelle a bel et bien mis le feu à la plaine, mais ça a donné un feu de paille. Denis Bourdeau l'explique par la faiblesse de l'organisation communiste dans l'usine :

Quand l'étincelle est arrivée, tu peux pas dire que t'avais des délégués syndicaux des différents shifts, des différents départements, structurés pour véhiculer un même mot d'ordre. On était une p'tite gang, mais on n'était pas organisés dans la shop.

Peu de temps après la grève, Michel Dorais et Denis Bourdeau sont mis à pied. Ils se trouvent des emplois dans d'autres secteurs et ne sont pas mécontents de quitter le milieu industriel.

L'usine d'explosifs : terreau fertile, enracinement durable

La situation à l'Alcan contraste avec celle qui prévaut à l'usine d'explosifs de la région. Là, les militants marxistes-léninistes ont pu s'enraciner durablement. Dans cette usine où les dangers inhérents à la production mettaient les travailleurs sur leur garde, les communistes ont formé un noyau influent qui a su – non sans frictions – collaborer avec les autres syndicalistes pour bâtir une culture syndicale démocratique et combative qui a perduré.

⁸⁴⁵ *Ibid.* p. 2. En gras dans le texte.

Aujourd'hui sous le contrôle de la société américaine General Dynamics, l'usine de poudres propulsives a changé de mains à plusieurs reprises, au gré des aléas économiques de la production militaire et des crises ayant frappé l'usine. Au moment où les marxistes-léninistes s'y implantent, elle appartient à la Corporation des produits chimiques de Valleyfield (CPCV), qui succède à Canadian Industries Limited (CIL).⁸⁴⁶

En 1978, la CPCV procède à l'embauche de plus de 300 nouveaux salariés, atteignant ainsi des effectifs totaux de 650 employés⁸⁴⁷. Profitant de cette conjoncture favorable, une dizaine de militants marxistes-léninistes sont engagés dans un court laps de temps. Dans ses mémoires sur son engagement marxiste-léniniste, l'un d'entre eux décrit cet épisode sur un ton badin :

*Le pauvre responsable de ces erreurs d'embauche était depuis lors un objet de dérision pour nous avoir permis de mettre les pieds dans la place. [...] « C'est Durocher qui a engagé tous ces communistes. Il paraît qu'il a même recruté leur pape », se moquaient les vieux ouvriers réactionnaires.*⁸⁴⁸

Parmi ces communistes se trouve Jean Bourdages⁸⁴⁹. De l'ensemble des personnes interviewées dans le cadre de ce projet de recherche, il est le seul qui dit s'être implanté à la suite d'une instruction en ce sens de la part de la Ligue. C'est Michel Dorais, alors président de la cellule de Valleyfield, qui l'a poussé à se trouver un emploi industriel :

⁸⁴⁶ La CPCV fait faillite en 1980. Cette année-là, une explosion fait trois morts et la compagnie est impliquée dans un scandale de vente illégale d'armes à l'Afrique du Sud. L'usine est reprise par Expro en 1982. C'est sous ce dernier nom qu'elle est généralement connue. SNCV. 2016. « Historique ». *Syndicat national des produits chimiques de Valleyfield*. [En ligne] <http://www.snpcv.com/historique.htm>

⁸⁴⁷ St-Onge, Pierre-Paul. 1995. *L'impact de la diversification sur la relance d'une entreprise militaire : le cas d'Expro*. Université du Québec à Montréal : mémoire de maîtrise. p. 38. Pierre-Paul St-Onge fournit des données sur l'évolution de l'emploi à Expro. Un creux de 250 emplois est atteint en 1977, en raison de la diminution des contrats militaires qui découle de la fin de la guerre du Viêt Nam. La production reprend par la suite pour atteindre un pic de 960 emplois en 1986.

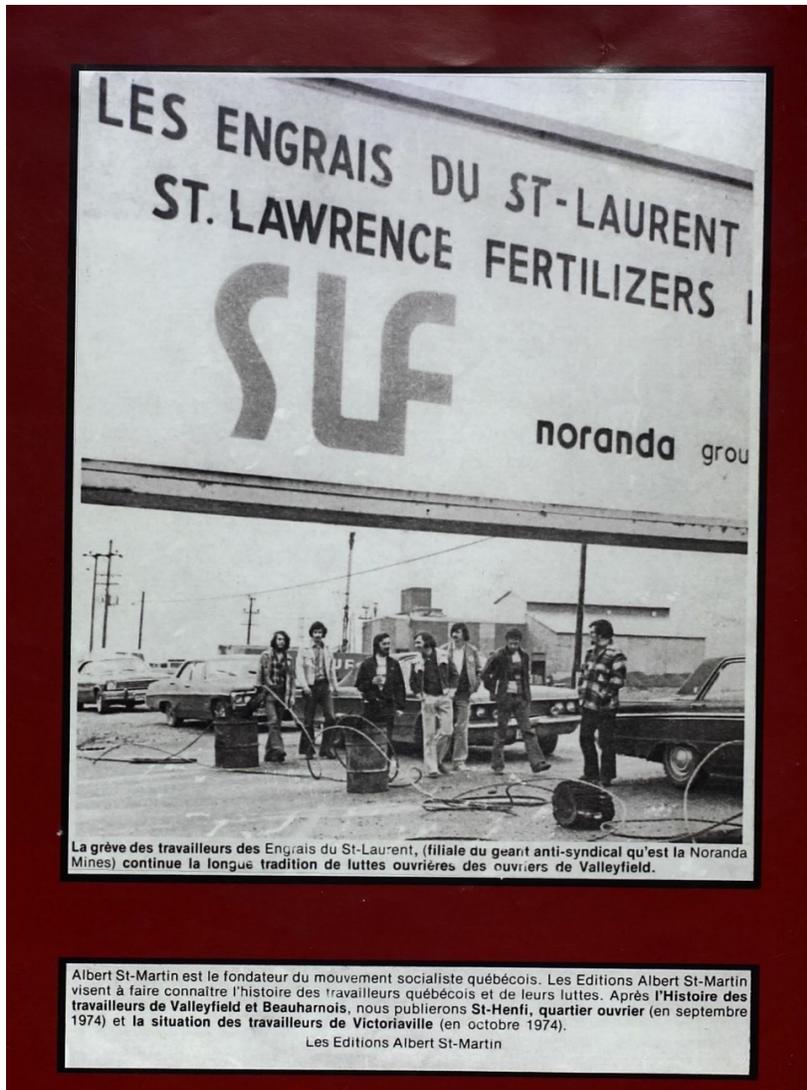
⁸⁴⁸ Morand. *op. cit.* p. 121.

⁸⁴⁹ Surnom.

[Jean], là... J'étais président de sa cellule à l'époque, pis c'est moi qui lui avait dit: « Toi, tu t'en vas travailler en usine »... Il était organisateur communautaire. C'était carrément une directive. « Là, tu t'en vas en usine pis t'arrêtes d'être un petit-bourgeois » [Il rit].

Michel Dorais exprime des remords à ce sujet : « C'est pas une gloire dans ma vie de l'avoir obligé à switcher. Je m'en veux un petit peu ». Le principal intéressé, cependant, n'a aucun regret. Pour lui, l'implantation en usine est le prolongement du type de travail qu'il veut faire comme organisateur communautaire. Avant de s'implanter, Jean travaille pour le CLSC de la région. Dans ce cadre, il s'intéresse déjà aux questions de santé-sécurité qui marqueront une bonne partie de sa carrière à l'usine Expro. En effet, il travaille avec les grévistes de l'Union Carbide et de la Stan Chem, deux usines de Beauharnois où les travailleurs exigent des changements aux procédés de production pour protéger leur santé. À titre d'animateur culturel, il utilise la vidéo et le théâtre comme outil pour faire participer les personnes qui se trouvent dans les milieux d'intervention et pour faire de l'éducation politique. Il est donc en contact avec la troupe dont fait partie Denis Bourdeau :

Le théâtre communautaire du Sud-Ouest, c'était des jeunes qui faisaient du théâtre à partir des grèves ouvrières. [...] Denis était là-dedans. À l'époque, il y avait une pièce, « Charbonneau et le chef », qui avait été très populaire. Pis ici, il y a eu la grève de la Coton en 46 et ils avaient fait une pièce de théâtre là-dessus. Pis après ça, t'avais eu les gars des Engrais du St-Laurent. Ils avaient fait une pièce avec les ouvriers qui expliquaient leurs revendications. Pis ils reproduisaient un peu les conditions de travail dans lesquelles ils étaient. Il y en a eu une de faite avec les grévistes de CIL, qui était devenu Expro après.



Le 4^e de couverture de l'Histoire des travailleurs de Beauharnois et de Valleyfield inscrit la grève des Engrais du St-Laurent dans « la longue tradition de luttes ouvrières des ouvriers de Valleyfield »⁸⁵⁰.

Militant du Parti Québécois, Jean est déçu lorsqu'une assemblée d'investiture choisit un professeur au lieu du candidat ouvrier qu'il soutient. Critique des positions du PQ sur le syndicalisme, il décide de rallier la Ligue : « Les forces vives intellectuelles qu'il y avait dans la région se sont ramassées là ». Il voit la démarche d'implantation comme une manière d'être cohérent avec ses principes : « Pour moi, c'était être logique avec mes positions politiques. On veut construire le socialisme, c'est les ouvriers qui sont déterminants là-dedans ». Mais il s'agit aussi de mettre de

⁸⁵⁰ Larivière. *op. cit.* 4^e de couverture.

l'avant une pratique combative, alors qu'il a l'impression que son milieu de travail – le CLSC – est de moins en moins ouvert à ce genre d'approche :

À l'époque, l'organisation communautaire commençait à être pas mal institutionnalisée au ministère de la Santé. Ils voulaient que t'organises des popotes roulantes, des affaires comme ça. Moi, mon maître à penser, c'était Saul Alinsky. J'sais pas si tu connais Saul Alinsky? C'est le top niveau de l'organisation. Lui, il a fait ses classes avec [John] Lewis qui était le président du CIO dans les années 30 pis après ça, il organisait les Noirs dans les quartiers noirs de Chicago. Pis lui, sa conception du changement... Il disait: « Le changement, ça arrive quand les forces qui veulent le changement sont supérieures aux résistances ». Pis le changement, c'est un déplacement. Ça veut dire frottement. Ça veut dire controverse. Ça fait qu'il y a pas de changement sans controverse. C'est la méthode conflictuelle. Moi, c'est à ça que je carburais dans toutes mes organisations que j'ai faites. Pis encore aujourd'hui. Dans mon syndicat. Pis quand j'étais à la CSN aussi. Pis dans les CLSC, je trouvais que c'était l'intégration au système [qui était de plus en plus prônée].

Serge Campeau⁸⁵¹ fait aussi partie des militants marxistes-léninistes embauchés à l'usine d'explosifs en 1978. Serge est issu d'un milieu social qu'il décrit comme dysfonctionnel : son père, alcoolique et violent, est comptable dans l'armée, ce qui implique que la famille déménage fréquemment d'une base militaire à l'autre. Sa mère opte pour la séparation alors que Serge débute l'adolescence. Elle s'installe à Valleyfield, près de sa parenté, et se retrouve sur l'aide sociale. Très tôt, Serge développe un sentiment de révolte contre l'autorité paternelle, mais aussi contre sa famille maternelle conservatrice, qui accepte mal qu'il soit athée et qu'il dévie de certaines normes sociales:

La pression de la famille était forte là-dessus [la pratique religieuse]. Compte tenu que ma mère avait des difficultés, c'était souvent certains des oncles qui donnaient de l'aide quand on avait 12, 13, 14 ans. Pis eux, ils appréciaient pas le fait par exemple qu'on commence à avoir les cheveux longs. Ça, c'était pas très apprécié de certains des hommes qui étaient très religieux. Il y en a même un qui, dans le conflit de Coton 46, la grève de Coton 46... Lui et un groupe rentraient avec des bats de baseball dans des salles de réunion [syndicale] pour foutre le bordel⁸⁵².

⁸⁵¹ Surnom.

⁸⁵² Entretien avec Serge Campeau réalisé le 21 novembre 2018.

Serge prend ses distances par rapport à sa famille et s'investit dans son milieu scolaire, d'abord à l'école secondaire, puis au cégep. Inscrit en sciences humaines au cégep de Valleyfield, il s'implique dans l'association étudiante et côtoie les militant·es des groupes communistes qui se forment alors. Il doit cependant arrêter ses études, faute de financement. Après une période sur le bien-être social, il trouve un emploi dans une fonderie de Baie d'Urfé, à l'ouest de Montréal. Dès la fin de sa probation, avec le soutien de gens de la Ligue, dont il est proche sans être encore sympathisant, il s'engage dans une campagne de syndicalisation de l'usine qui a un succès fulgurant. En quelques semaines, 80% des travailleurs ont signé leur carte syndicale. Tout en continuant à participer au processus de syndicalisation à Baie d'Urfé, Serge quitte cet emploi afin de se faire embaucher à l'usine d'explosifs de Valleyfield. Il veut à la fois se rapprocher de sa résidence et suivre la suggestion de la Ligue, qui cherche à accroître sa présence dans les usines de la région.

Un milieu propice à l'action syndicale

Serge et Jean ont donc tous deux de l'expérience dans l'organisation syndicale lorsqu'ils s'établissent à la CPCV. Souhaitant mettre à profit cette expérience pour accroître la combativité des travailleurs, ils se retrouvent dans un milieu qui est propice à ce type de démarche, d'une part parce que les problèmes de santé et sécurité sont criants, et d'autre part parce que le syndicat en place est déjà fortement mobilisé.

Compte tenu de l'ampleur des problèmes de santé et sécurité, la plupart des travailleurs sont facilement convaincus de la nécessité d'agir, même s'ils peuvent parfois être hésitants à passer à

l'action. Serge Campeau a l'occasion de le constater peu de temps après son arrivée à l'usine.

Parlant des conditions de travail, il déclare :

- C'était abominable. Inconcevable. Tsé, une vague d'embauche comme ça dans une usine dangereuse avec des produits dangereux. Mais ils avaient eu un gros contrat pis eux autres, faut que ça sorte. Mais ça a amené beaucoup d'accidents. J'me rappelle, dans la troisième semaine que j'avais été embauché, il y a une des tours qui servaient à mélanger la poudre - des bâtiments de 100 pieds de haut - qui a pris en feu. Pis dans le bâtiment où je travaillais, c'était mon beau-père qui était chef opérateur. Pas boss, mais chef opérateur. Tsé, on ouvrait les portes pis on voyait des morceaux de bois en flammes passer au-dessus de la bâtisse. J'disais: « On continue pas à travailler icitte, voyons donc! » Dans le bâtiment où on était, c'était un bâtiment où, pour garder la consistance pis être capable de manipuler le produit, il y avait de l'éther.

- GTB : Ça, c'est inflammable?

- Ben oui! Ben oui! C'était des concentrations d'éther qui étaient de 2000 ppm. Là, j'dis: « Non, on continue pas à travailler icitte ». [Mon beau-père] dit: « Ouais, ouais, c'est pas grave. Ils s'en occupent ». J'avais fait le tour des gars pour dire: « On sort d'icitte ». On était tous sortis. [...] Si j'avais pas été l'initiateur du mouvement, j'suis pas sûr que les gars seraient sortis. Ça en prenait un.

- GTB : Ah ouais? Mais ils étaient ben réceptifs?

- Ben oui! Mais en même temps, c'est l'insécurité par rapport à la job. « Qu'est-ce qui va se passer? » « Ben là, laisse faire qu'est-ce qui va se passer. On va régler ça après. Là, on sort! »

Ce type d'accident n'est pas rare. De l'avis de Gilles Morand, qui raconte son implantation à Expro dans *L'époque était rouge*, « [...] cette usine était alors extrêmement dangereuse, les explosions et les incendies étant monnaie courante lors des opérations routinières »⁸⁵³. Lorsque je l'interviewe, il mentionne d'autres dangers qui guettent les travailleurs de la manufacture :

Il y avait le département des acides aussi. C'était très dangereux parce que c'était très désuet. Les robinets s'usaient rapidement à cause de l'effet de l'acide. Des fois, le gars arrêtait de tourner pis le robinet lui restait dans les mains. Ça commençait à gicler de l'acide. Il y en a un qui s'était fait coincer sur un mur avec un robinet devant lui pis il s'était fait tout asperger. Il était complètement défiguré. C'était une bête humaine. Sa femme l'avait laissé. C'était le Moyen-Âge, là!

Selon Gilles Morand, ces conditions de travail ont un effet direct sur la capacité de mobilisation :

⁸⁵³ Morand. *op. cit.* p. 122

On avait tous les ouvriers derrière nous, parce qu'objectivement, tout le monde était menacé. Il y avait du C-4, de la nitroglycérine. On rigole pas, là. C'était des explosifs à haute teneur en nitroglycérine. Ça fait que quand ça sautait, ça sautait! Donc dans le fond, plus l'usine était dangereuse, plus on avait de chances de rallier les ouvriers⁸⁵⁴.

C'est peut-être davantage le caractère spectaculaire des problèmes de santé et sécurité qui suscite l'indignation.

Par contraste, lorsque je demande à Line Godin s'il y avait des accidents de travail à la Dominion Textile, elle répond initialement que non, alors qu'elle vient de me décrire avec verve les coupures, les brûlures, la nécessité de courir entre les machines pour éviter que le feu se déclenche. Mais ces incidents n'entraînent pas d'arrêts de travail. Ils sont intégrés à la vie quotidienne, considérés comme des aspects normaux de l'emploi en manufacture.

Il en va de même à la Grace Davison, lieu d'implantation de Dominique Reynolds, où les ouvriers travaillent avec des produits cancérigènes et où il y a de la négligence en ce qui concerne les mesures de sécurité : « Je me rappelle un moment donné, il y a une place où je nettoçais une cuve. Écoute, avoir perdu l'équilibre, je tombais là-dedans, j'étais haché. On faisait attention, mais... ». Or, tant qu'il n'y a pas d'accident majeur, le travail usinier tue à petit feu. On s'y fait. Dominique Reynolds explique ainsi le peu de mobilisation dans son milieu : pour ses collègues et pour lui-même, des risques réels passent inaperçus parce qu'ils correspondent aux normes de santé et sécurité de l'époque

Les risques du travail à l'usine d'explosifs, eux, sont flagrants. C'est ce que souligne Gilles Morand : « Notre vie était en danger à tous les jours. D'ailleurs, chaque fois qu'il y avait une

⁸⁵⁴ Entretien avec Gilles Morand réalisé le 29 août 2018.

explosion, on avait un boost de membres. Il y avait aussi un boost de démissions ». La situation qu'il décrit illustre de manière éclatante les deux principaux types de réponses aux défaillances d'une organisation identifiés par l'économiste Albert Hirschman, soit « Exit » – quitter sans tenter de changer les choses – et « Voice » – protester, prendre la parole contre l'injustice perçue⁸⁵⁵. Par leur présence organisée au sein de l'entreprise, les militants de la Ligue ont pu offrir aux travailleurs les plus en colère un canal pour exprimer leurs revendications.

Quand les marxistes-léninistes y pénètrent, l'usine d'explosifs est déjà un pôle de combativité. Dès sa création en 1966, le syndicat local s'affilie à la CSN, la centrale la plus militante. En 1971, dans un contexte de baisse de la production qui entraîne de nombreuses mises-à-pied, le syndicat collabore avec la CSN et avec des enseignant·es et étudiant·es du cégep de Valleyfield pour publier *On se laisse pas faire*. Dans ce document, les travailleurs, conscients de la dépendance de l'usine face à l'industrie militaire, proposent des pistes de développement de produits civils⁸⁵⁶. En 1974, les ouvriers déclenchent une grève illégale de 5 jours pour l'indexation de leurs salaires. Puis, en 1976, une grève est lancée en réponse à des gestes de provocation de la compagnie⁸⁵⁷. Comptant sur un vaste appui de la population locale, les travailleurs tiennent pendant 6 mois, ce qui leur permet d'obtenir plusieurs gains : rattrapage salarial, droit de refus individuel lors de conditions de travail dangereuses et participation du syndicat à un comité conjoint de santé et sécurité⁸⁵⁸. Ces

⁸⁵⁵ Hirschman, Albert O. 1970. « Excerpt from Chapter Eight. Exit, Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations and States » *The Social Contract* 1994, pp. 272-275. [En ligne] <https://www.thesocialcontract.com/pdf/four-four/hirschma.pdf>

⁸⁵⁶ St-Onge, Pierre-Paul. *op. cit.* p. 42.

⁸⁵⁷ St-Onge, Pierre-Paul. *op. cit.* p. 44. La compagnie cesse de prélever les cotisations syndicales et fait élire des travailleurs au comité de sécurité sans avoir préalablement consulter le syndicat. De plus, le siège social de la compagnie attribue à l'usine un prix de sécurité (200 jours de production sans accident de travail), ce à quoi le syndicat rétorque que la compagnie « tente par tous les moyens de camoufler les accidents et les maladies de travail ». *Le Progrès de Valleyfield*. Cité par St-Onge, Pierre-Paul. *op. cit.* p. 43.

⁸⁵⁸ *Ibid.* p. 44.

deux derniers gains constituent des avancées sur lesquelles les militants marxistes-léninistes vont s'appuyer pour pousser les revendications plus loin.

S'intégrer au syndicat

L'arrivée de 300 nouveaux travailleurs en peu de temps a pour effet d'accroître la combativité. D'abord parce que l'absence de formation et l'absence d'indications en matière de santé et sécurité augmente le risque d'accidents, ce qui exacerbe les tensions. Ensuite parce que, d'après Serge et Jean, les jeunes travailleurs d'alors partagent un sentiment de rébellion contre l'autorité, tandis que leurs collègues âgés sont un peu plus conservateurs. Dans ce contexte bouillonnant, l'exécutif syndical accueille favorablement l'implication des marxistes-léninistes :

L'équipe qui était en place effectuait un boulot fort honnête et se montrait très combative, si bien qu'elle ne voyait pas d'un mauvais œil l'engagement militant de membres ouvertement communistes, pourvu que cela demeurât dans les limites des orientations de la CSN et du syndicat local.⁸⁵⁹

Mieux encore, un de leurs proches contacts, qui a presque intégré leurs rangs, gagne les élections à la présidence :

Il s'agissait du Cossu, un être intense qui avait déjà fait partie de l'armée des États-Unis, dans le corps des Marines, une force de la nature, baraqué, subtil et drôle comme dix, doté d'un magnétisme incontesté auprès des travailleurs.⁸⁶⁰

Les implantés eux-mêmes se taillent rapidement une place de choix dans la structure syndicale. Serge Campeau, fort de la crédibilité acquise lorsqu'il a incité ses collègues à arrêter le travail durant le feu de la tour à mélange, est vite élu délégué en santé et sécurité du département de l'éther, l'un des plus gros départements de l'usine. D'autres marxistes-léninistes obtiennent aussi des postes dans diverses instances :

⁸⁵⁹ Morand. *op. cit.* p. 123.

⁸⁶⁰ *Ibid.* p. 125.

Peu à peu, au gré des élections syndicales, des nominations aux différents comités ou des remplacements au pied levé de membres démissionnaires de l'exécutif, nous en étions arrivés, dans les faits, à tirer les ficelles du syndicat.⁸⁶¹

Pour éviter d'être congédiés, ils s'assurent d'être des employés irréprochables. En même temps, leur style direct, sans gants blancs, plaît à leurs collègues : « Les ouvriers disaient: 'Tabarnac, y'a pas peur de lui parler, lui, au grand boss' » (Jean Bourdages).

Contrairement à leurs homologues des autres usines de Valleyfield et des environs, les militants de l'usine d'explosifs sont assez nombreux pour former un noyau influent. Jean Bourdages estime qu'en plus de la dizaine de membres de la cellule marxiste-léniniste d'Expro, ils ont une quinzaine de sympathisants qui défendent les positions qu'ils mettent de l'avant. C'est sans compter les alliés avec qui ils collaborent « en front uni », un aspect central de la stratégie de la Ligue en usine. En ayant une présence dans plusieurs départements, ils peuvent rejoindre plus de personnes, mieux connaître la réalité de la *shop*, mais aussi reprendre des initiatives propres à un département et les étendre à l'ensemble de l'usine. Ainsi, quand Gilles Morand fait signer une pétition à tous les ouvriers de son département pour réclamer un détecteur de métal afin de prévenir les accidents (la présence de morceaux de métal dans la poudre accroissant les risques d'incendie), l'idée est par la suite mise de l'avant avec succès dans les autres départements.

Des gains tangibles

Selon l'analyse effectuée par les marxistes-léninistes, la santé-sécurité est le maillon faible de la compagnie. Apporter des solutions concrètes aux problèmes en santé-sécurité constitue donc un bon point de départ pour mobiliser les travailleurs derrière leurs revendications. C'est dans cette

⁸⁶¹ *Ibid.* p. 123.

perspective qu'ils luttent avec succès pour l'obtention de changements ciblés dans l'usine. Par exemple, ils obtiennent que les travailleurs portent sur eux un détecteur de vapeurs nitreuses qui sonne l'alarme quand ils sont trop exposés : « Parce que c'est un tueur silencieux, ça. Ça sent rien » (Jean Bourdages). Ils interviennent aussi pour faire installer un système d'aspiration de l'éther, afin de réduire les impacts de ce produit nocif.

Pour ce faire, ils se documentent sur les normes légales, les utilisant comme levier pour revendiquer des changements. À plusieurs reprises, leur capacité de recherche et d'analyse nourrit efficacement leur action. C'est ce que souligne Jean Bourdages, en reprenant un adage maoïste :

On a développé une assez grande expertise en termes de santé et sécurité parce qu'on disait : « Sans enquête, pas de droit de parole ». Donc nos enquêtes étaient toutes assez bien faites. Ça fait qu'on était difficilement contournables. C'est sûr que dans la cellule, les membres qui participaient à ça, les marxistes-léninistes, c'était des intellectuels. Ça fait qu'on était capable de structurer nos contenus pis d'aller chercher les aspects scientifiques là où il fallait.

Parmi les avancées concrètes appuyées par l'action des marxistes-léninistes, on compte la pleine reconnaissance d'un droit collectif de refuser un travail dangereux, alors que la loi sur la santé et sécurité adoptée par le Parti Québécois ne reconnaît qu'un droit individuel. L'usine d'Expro est une des premières au Québec à intégrer dans la convention collective ce droit collectif que le syndicat exercera à plusieurs reprises au fil des années. Les travailleurs obtiennent aussi un généreux système de congés qui permet à plusieurs d'entre eux de faire un retour aux études ou de démarrer leur propre entreprise. Comme l'explique Jean Bourdages, ce congé répond à la fois aux défis de la santé-sécurité et du maintien des emplois, tout en renforçant les capacités combattives du syndicat :

- Y'arrivait tellement d'accidents... Le monde disait: « Crisse, faut que je sorte sans perdre mes droits ». C'était ça. En même temps, ça permettait à d'autres de travailler. Ça fait qu'on

avait une grosse clause de congé sans solde. Ou aller travailler ailleurs pis garder tes droits à l'usine. [...] C'était lié aux conditions de travail difficiles qui se vivaient à l'usine. Pour préserver le mental du monde.

- GTB: C'était dans une optique aussi de permettre aux gens de faire autre chose? D'aller se former?

- Oui, aussi. Pis c'était comique. Durant toutes les années 1980, il y avait beaucoup de mises-à-pied pis de rappel. Ça fait qu'on avait quasiment une culture d'entrepreneur dans la shop. On regardait dans le parking les camions des gars qui avaient d'autres jobs ailleurs: clôtures, ramoneur, menuiserie. Pis avec la durée des conflits qui étaient longs... Le monde avait une autre job. Ils avaient un sideline. Ça fait qu'ils étaient capables de passer au travers du conflit, tsé.

Démocratiser le syndicat

Selon Serge Campeau, la démocratisation du syndicat est le principal apport des marxistes-léninistes à Expro. Quand ils arrivent à l'usine, ils y trouvent un exécutif syndical combatif, mais qui ne se soucie pas du respect des procédures démocratiques :

Mais le problème, au niveau syndical, à ce moment-là... c'était une gang combative qui menait la baraque. La démocratie syndicale, c'était sur papier. Dans la vraie vie, pis même pendant le conflit de 6 mois, il y a eu du brasse-camarade. Eux autres, ils ne prenaient pas trop de temps pour débattre pis former pis informer pis prendre les décisions. Ça fait qu'il y avait une bataille à faire sur la démocratisation du syndicat. Et ça, notre groupe marxiste-léniniste, on avait identifié ça comme une priorité. Il y a les objectifs santé-sécurité, mais il y avait: comment on fait pour démocratiser, pour faire en sorte que le syndicat... qu'il y ait un sentiment d'appartenance beaucoup plus large que juste – ils n'aimeraient pas ça que je dise ça de même, là – une clique.

Le brasse-camarade dont il est question ici se transforme parfois carrément en intimidation :

- Il y a des anecdotes... Pendant le conflit de six mois, dans une des assemblées générales où ils avaient à prendre un vote. Si ma mémoire est bonne, c'était: « Est-ce qu'on continue ou est-ce qu'on arrête? » Pendant la discussion, il y en a un qui est rentré avec une chainsaw dans l'assemblée générale. [Il imite le bruit de la scie à chaîne]

- GTB: Hein!/? Pis lui, il était de quel bord?

- Il était pour que ça continue. Ça laissait pas grand place au débat! [Rires] Moi, j'étais pas là. Ça, on me l'a conté. J'le conte parce que ça fait partie de l'histoire. Mais ça reflète les façons de faire. Quand il a fait ça, c'était pas n'importe qui qui était au micro. C'était un de ceux qui voulaient mettre fin au conflit.

- GTB: Ouais. C'était de l'intimidation.

- [Il imite le bruit de la scie à chaîne] « Parle, on t'écoute. » J'te dis que c'était un enjeu-là. Parce que la combativité du syndicat, c'était une chose, mais les moyens... Ça faisait en sorte qu'il y en a qui ne voulaient rien savoir d'assister aux assemblées générales. Ils ne voulaient rien savoir du syndicat. Ça faisait en sorte qu'ils se collaient sur la compagnie. Le clivage était comme ça.

Selon l'orientation développée par les militant·es marxistes-léninistes et mise de l'avant dans plusieurs milieux de travail au Québec, la démocratisation du syndicat et l'accroissement de la combativité vont de pair. Il s'agit d'obtenir une adhésion large des travailleurs pour qu'ils s'approprient la lutte et soutiennent les actions plus combatives en toute connaissance de cause :

C'était de travailler sur l'information auprès des membres, l'implication des membres dans la structure syndicale. C'était l'espace de liberté et de débat dans les assemblées générales. La prise de décision démocratique. C'est ces éléments-là qui faisaient en sorte que ça permettait d'enraciner le syndicat un peu partout pis que les membres adhèrent et acceptent, pas juste qu'ils soient pour ou contre.

À l'inverse, lorsque les militants communistes s'implantent, les membres de l'exécutif en place craignent que la démocratisation donne plus de poids politique à ceux qui s'opposent à la confrontation avec l'employeur. Il y a donc des échanges houleux – sur les moyens, et non sur les fins – entre les marxistes-léninistes et d'autres syndicalistes :

Ça a été un débat interne avec les anciens membres de l'exécutif. Eux autres, c'était pas du mauvais monde, là. Ils avaient plein de bonne volonté. [...] Mais informer, convaincre, débattre, c'était pas leur fort. Ça a fait pendant un certain temps un brassage dans le syndicat. [...] Ça a été une période bouillonnante. Ça parlait du syndicat en crise.

Cependant, la démocratisation du syndicat est progressivement acceptée parce qu'elle a des effets positifs. Elle passe notamment par la mise sur pied, dès le début de l'implantation marxiste-léniniste, d'un comité syndical de santé-sécurité au travail, indépendant de la partie patronale. Lors de sa première réunion, ce comité attire plusieurs dizaines de travailleurs⁸⁶². Sous l'impulsion des

⁸⁶² Morand. *op. cit.* p. 123.

communistes, des efforts sont entrepris pour renforcer l'information et la consultation des membres :

Le journal syndical, publié sur une base régulière, fait l'analyse des problèmes, met de l'avant des solutions, décortique le rapport de force et fait la promotion des tactiques à mettre de l'avant. Ce travail d'information est doublé par des tracts et des séances de discussion pendant les heures de dîner. Un conseil syndical de plus de 25 membres se réunit régulièrement et on tient un minimum de deux assemblées générales par année où l'on favorise des débats ouverts sur les enjeux.⁸⁶³

La participation aux assemblées augmente significativement :

La crainte de s'exprimer était passée. Il y a quelques exceptions, là. Mais règle générale, ça s'était beaucoup amélioré, pis ça se sentait. L'adhésion au syndicat était plus importante. L'implication... Tsé, quand il y avait des élections, il y avait tout le temps 2-3 candidats par poste (Serge Campeau).

Loin de réduire la combativité, la démarche de démocratisation permet de développer la confiance des travailleurs envers leur syndicat. Ils sont donc plus enclins à le soutenir lors des conflits de travail. En même temps qu'ils multiplient les initiatives pour s'assurer de l'appui des membres, les militants du syndicat tissent des liens avec la communauté hors de l'usine :

Élever l'action syndicale au niveau politique. Renforcer l'information. Développer l'action syndicale. C'était des choses qui étaient mises de l'avant pis qui donnaient des résultats. Dans les conflits de travail, on avait une structure syndicale qui répondait à tous les besoins. Presque. T'es en conflit. Ton salaire ne rentre pas. Mais les appuis venaient de partout. Dans la région, au niveau des épiceries, des commerces, il y avait des dons qui rentraient à toutes les semaines. Il y avait des rabais pour les grévistes. La solidarité régionale était là (Serge Campeau).

Entamée dans les années 1970, la démarche de démocratisation se poursuit dans les décennies suivantes, et marque durablement la vie syndicale de l'usine. Entre 1974 et 2001, huit conflits majeurs éclatent⁸⁶⁴. La plupart sont des victoires syndicales. Lors de ces conflits, comme les grévistes de 1946 avant eux, les ouvriers d'Expro s'assurent que la population de la ville soit

⁸⁶³ LaGrenade, Pierre. 2019. « Une classe ouvrière qui résiste » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, p. 50.

⁸⁶⁴ *Ibid.*

impliquée, notamment grâce au travail de mobilisation effectué par le comité des conjointes, qui est formé de 30 à 40 personnes⁸⁶⁵.

Une analyse des conventions collectives des entreprises militaires, produite en 1993 par le Groupe de recherche sur l'industrie militaire (UQAM), confirme que les travailleurs d'Expro bénéficient de conditions avantageuses, particulièrement au chapitre des bénéfices marginaux et de la sécurité au travail. Les chercheur·euses attribuent ces avantages à la combativité syndicale, mais aussi à la situation particulière de l'entreprise :

On peut imputer ce bilan favorable à Expro comme la manifestation d'une philosophie très particulière des relations de travail. Le syndicat d'Expro qui a la réputation d'être combatif a en effet montré une très grande détermination dans sa lutte en vue de compenser par des conditions d'emploi meilleures le risque intrinsèque à la nature des activités de l'entreprise. Mais le président du syndicat nous a confié en entrevue que jamais cette détermination n'aurait pu se traduire avec autant de résultats sur le terrain si l'entreprise n'avait joui d'une certaine immunité, étant donné qu'elle bénéficie d'une position de monopole au Canada pour certains produits dont la poudre propulsive à vocation militaire qui est à l'origine de la plus grande partie de ses ventes. La patience des militaires qui ont dû se plier à une politique d'approvisionnement national pendant de nombreuses années, même en période de conflit de travail, a également créé un contexte qui a rendu possible une stratégie de guerre de tranchée quasi permanente de la part du syndicat⁸⁶⁶.

Maintenir le cap

Le Parti communiste ouvrier s'est désintégré en 1983. Mais à l'usine Expro, la disparition du mouvement marxiste-léniniste n'entraîne pas de rupture dans la manière de mener l'action syndicale. Au contraire, dans une large mesure, l'approche préconisée dans la deuxième moitié des années 1970 se poursuit dans les décennies suivantes, en partie sous l'influence des mêmes militants. En effet, Jean Bourdages et Serge Campeau passent la majeure partie de leur carrière à

⁸⁶⁵ *Ibid.* p. 50

⁸⁶⁶ Bélanger, Yves, Catherine Ferembach et Pierre-Paul St-Onge. 1993. « Les conventions collectives des entreprises militaires sont-elles un obstacle à la reconversion? » *Continentalisation* Cahier de recherche 93-2. UQAM : Groupe de recherche sur l'industrie militaire, p. 12-13.

l'usine d'explosifs. Tous deux deviennent successivement président du syndicat local. L'exécutif syndical est donc dirigé par d'anciens marxistes-léninistes de 1985 à 2012.

Les deux militants considèrent que leur période communiste a eu une influence déterminante sur leur engagement. Jean Bourdages souligne par exemple qu'il adhère toujours à la tactique du front uni, un concept clé de la stratégie marxiste-léniniste en usine. Il explique ensuite comment le mouvement marxiste-léniniste a façonné sa pensée et sa pratique :

- T'as beau être une organisation politique, si tu veux que le monde suive, il faut que ça corresponde à quelque chose pour eux autres. D'ailleurs, c'est ça le front uni. C'est un concept qui vient du mouvement communiste. [...] Moi, j'ai toujours travaillé avec ce concept-là. Et comme marxiste-léniniste dans mon syndicat. Pis après. Après aussi. Parce que sans ça, tu vas pas loin. [...]

- GTB : Justement, est-ce que tu as l'impression qu'il y a des éléments de ta pratique, de ta vision, qui viennent du mouvement marxiste-léniniste?

- Ben oui! Toute l'analyse politique. Tout le matérialisme dialectique en termes philosophiques. Pis l'analyse politique du rapport de forces. L'analyse de classe. Parce que les classes, ça existe encore aujourd'hui, même s'il y en a qui disent qu'il n'y en a plus. C'est pas vrai, là. Ça existe. Ça, j'ai gardé ça: la capacité d'analyse politique en général.

Serge Campeau insiste quant à lui sur les conséquences positives à long terme de l'implantation à

Expro:

Au niveau militant [...] l'impact de la présence des marxistes-léninistes dans le milieu de travail se poursuit encore. [...] Pour plusieurs qui ont suivi le courant, qui étaient dans cet enlignement-là, pas nécessairement des sympathisants, du monde proche, du monde qui ont été à l'exécutif, du monde qui ont été impliqués dans le syndicat, plusieurs qui n'avaient pas d'implication, mais qui étaient tout le temps-là, l'influence de... pas l'idéologie, là, mais l'influence des analyses, l'influence des façons de travailler, l'influence de la démocratie dans le syndicat, l'influence de la formation, l'information des membres. Cette toile de fond-là au niveau du syndicat, c'est parti de la présence...

- GTB: Ça a persisté pendant une génération, même plus...

- Ouais, ouais, ouais. Tsé, moi, j'avoue que ça m'a beaucoup aidé, ces côtés-là. J'avoue que quand le PCO est décédé, j'ai pas pleuré, mais j'étais quand même ben content d'avoir vécu cette période-là pour ce que ça a donné au niveau collectif pis aussi au niveau individuel.

À Expro, les militants marxistes-léninistes ont contribué à poser les bases d'un syndicalisme combatif et démocratique qui est resté vivant par la suite. En misant sur la participation large des membres et en obtenant plusieurs gains concrets en matière de salaires et de conditions de travail, ils ont fait croître la confiance envers le syndicat.

Dans les années 1990, le syndicat a alors pu s'appuyer sur cette relation de confiance pour proposer un projet audacieux : la cogestion de l'entreprise par la création d'une coopérative de travailleurs. Dans le contexte de la fin de la guerre froide, l'entreprise – déjà en difficulté à la suite d'une affaire de vente illégale d'armes à l'Iran (l'affaire Iran-Contra) – est menacée. Face à la crise qui frappe l'ensemble de l'industrie militaire, elle peine à trouver des investisseurs pour assurer sa relance. Elle demande des concessions salariales aux employés, mais le syndicat refuse de céder sans rien obtenir en retour. Il remet plutôt à l'avant-scène un plan qu'il prépare déjà depuis quelques années : l'ouverture de nouveaux marchés par la diversification de la production. En investissant les fonds nécessaires aux changements, les travailleurs obtiennent la participation aux décisions de l'entreprise⁸⁶⁷ :

Le syndicat a organisé une coopérative de travailleurs-actionnaires – c'était le même monde – comme structure pour être capable de gérer ça. Pis on a investi peut-être en moyenne 1500[\$] chaque. [...] Ça, ça nous a permis d'avoir 22 droits de veto sur le plan d'affaires, sur les changements technologiques. Même pour fermer la shop, ça prenait notre accord. Ça fait qu'on a négocié ça. Et puis ça nous a permis de diversifier la production dans les sacs gonflables automobiles. Un sac gonflable, c'est un petit générateur, quand tu frappes, qui met le feu à la poudre, qui dégage le sac. Ça fait qu'au lieu de propulser un projectile, ça sauve des vies. Au lieu d'en tuer. [...] Ça nous a permis de passer au travers de cette crise-là (Jean Bourdages).

⁸⁶⁷ Tout en obtenant le contrôle partiel de l'usine, les travailleurs doivent aussi accepter des concessions salariales de 15%. Pour une présentation des conditions de la mise en place de la cogestion et du fonctionnement de celle-ci, voir St-Onge. *op. cit.* p. 80-81.

Pierre-Paul St-Onge, auteur d'un mémoire de maîtrise sur la diversification de la production à Expro, souligne que le syndicat a été un acteur incontournable du processus :

Le syndicat est, par la force des choses, devenu le fer de lance de la réorganisation de l'entreprise. D'une part, parce qu'il a déjà envisagé depuis quelques années une possible diversification. D'autre part, parce que le développement d'une nouvelle production pose plusieurs difficultés d'adaptation nécessitant l'implication des travailleurs.

Enfin, l'historique des relations de travail explique la volonté d'impliquer davantage le syndicat et ses membres. Au cours des années 1980, les travailleurs ont développé une grande méfiance envers les engagements des dirigeants de l'entreprise, alors que le syndicat a la confiance des travailleurs. Ainsi, pour obtenir la participation de ceux-ci dans la relance de l'entreprise, il fallait s'associer au syndicat.⁸⁶⁸

On peut ajouter que la création de la coopérative de travailleurs constitue en quelque sorte l'approfondissement de la démarche de démocratisation entamée par les marxistes-léninistes des années plus tôt. À la même époque, d'autres syndicats québécois participent à la création de coopératives de travail. Il s'agit en effet d'une orientation qui est soutenue par la CSN (dont le syndicat d'Expro est membre) afin de contrer les fermetures d'usines⁸⁶⁹. Les militants d'Expro s'inscrivent donc dans une mouvance plus large, mais leurs efforts en vue de créer une coopérative sont facilités par des conditions locales qu'ils ont eux-mêmes contribués à mettre en place. Convaincre les ouvriers d'investir dans la compagnie, puis de participer aux comités nécessaires à la gestion de l'usine, aurait sans doute été plus difficile s'il n'y avait pas eu au préalable une culture syndicale démocratique.

⁸⁶⁸ St-Onge. *op. cit.* p. 75

⁸⁶⁹ Lévesque, Benoît. 2017. *Fondation, un fonds pleinement engagé dans la finance socialement responsable*. Québec : Presses de l'Université du Québec. p. 54. La CSN encourage aussi la réorientation de l'industrie de la défense : « Le syndicat d'Expro a été parmi les premiers au Québec à s'approprier une résolution adoptée au congrès de la CSN, en 1984, en faveur de la reconversion des entreprises militaires vers la production civile ». Paquin, Gilles. 1993. « Les employés d'Expro achèteront le tiers des actions de l'usine » *La Presse*, 12 septembre 1993.

Néanmoins, l'idée de la cogestion tranche jusqu'à un certain point avec les principes défendus auparavant par les organisations marxistes-léninistes. Elle implique une forme de partenariat avec l'employeur pour mettre en œuvre les changements, alors que le Parti communiste ouvrier préconisait initialement l'approche « classe contre classe », inspirée notamment de l'ouvrage « La grève est un combat » de Losovsky, dirigeant de l'Internationale syndicale rouge. Cette approche insiste sur la grève comme tactique principale, et voit la fin de celle-ci comme un armistice dans une guerre à reprendre⁸⁷⁰. Elle laisse donc peu de place à la collaboration avec l'employeur. La cogestion soulève donc le scepticisme d'au moins un autre ancien marxiste-léniniste campivallensien. Elle ne fait pas non plus l'unanimité parmi les travailleurs, dont certains soulignent l'ironie de voir d'anciens communistes soutenir le projet:

Les opposant disaient « Crisse, les communistes qui veulent nous dire d'investir dans une compagnie capitaliste. Voyons donc, quessé ça, c't'affaire-là! » (Serge Campeau)⁸⁷¹

Cette remarque de leur part démontre tout de même que les militants qui ont participé au mouvement d'implantation sont encore identifiés à leur passé marxiste-léniniste, même une dizaine d'années après l'implosion du Parti communiste ouvrier.

Pour Jean Bourdages, par ailleurs, le projet de cogestion s'inscrit dans la continuité des valeurs qui l'animent depuis son entrée à Expro. Utilisant un vocabulaire partiellement inspiré du marxisme, il insiste sur la reprise du contrôle des moyens de production par les travailleurs, sur la nécessaire confrontation avec l'employeur pour être en position de force en vue de négocier la cogestion, et sur le rôle des intellectuels dans la transformation des milieux de travail :

⁸⁷⁰ Losovsky, Alexandre. 1931. *La Grève est un combat: Essai d'application de la Science militaire à la stratégie des Grèves*. La Cootyp.

⁸⁷¹ Le projet de coopérative de travailleurs est cependant adopté en assemblée générale avec l'appui de 80% des travailleurs présents.

En 1993, on avait déclaré: « C'est la fin de l'ère jurassique de nos relations de travail. On veut être responsable de ce qui nous arrive ». Comprends-tu? C'était ça l'idée de la cogestion. Michel Dorais⁸⁷² avait trouvé ça effrayant. Mais regarde. Toujours dire que c'est la faute des autres... On peut-tu être maître de notre destin? C'était ça l'idée. Le syndicalisme, c'est faire reculer les droits de gérance, c'est démocratiser les lieux de travail, tsé. C'est que les travailleurs aient leur mot à dire sur ce qui leur arrive. Pis c'est de partager la richesse qu'ils génèrent aussi. [...]Mais il [Michel Dorais] avait trouvé ça effrayant, tsé. On va être responsable de ce qui nous arrive. C'est jamais de notre faute, toujours de la faute des boss... [...]

Moi, ce que je te dis là, on a toujours fait ça par de la confrontation aussi, là. Les conquêtes qu'on fait, c'est par la confrontation. Mais dire : « Ça, c'est pas mon problème, c'est la faute du boss »... Ben regarde, c'est parce que s'il n'y a pas des bonnes conditions de santé-sécurité, c'est peut-être le problème du boss, là, mais ça va être le tien parce que ta santé risque d'être ruinée à cause de ça. C'est un niveau primaire, comprends-tu? Pis le rôle, pour revenir au rôle des intellectuels, c'est de faire dépasser le niveau primaire. [...]

Le monde bavasse contre la compagnie: « C'est tous des crosseurs ». Pis ils ont des bonnes raisons de faire ça, là. Mais il faut que tu dépasses ce stade-là. Pis c'est le rôle des intellectuels de faire ça. Quand on parle du rôle organique des intellectuels avec la classe ouvrière, c'est ça que ça veut dire, là, tsé. On est privilégiés parce qu'on a eu accès à des connaissances auxquelles les travailleurs pour la plupart n'ont pas eu accès. Pis faut mettre ça au service des travailleurs, ces connaissances-là. Pis c'est de même que j'ai toujours conçu ça, moi là. Dans toutes les activités que j'ai faites dans tout mon militantisme syndical.

Pierre-Paul St-Onge soutient lui aussi que la formation marxiste des militants d'Expro a contribué à leur succès : « C'est sûr, à mon avis, que l'éducation politique marxiste des dirigeants syndicaux, notamment [Jean Bourdages], a permis de cristalliser le rapport de force ouvrier dans l'usine »⁸⁷³.

L'action des marxistes-léninistes dans l'usine a pu être efficace entre autres grâce à la force du nombre, grâce à leur souci de la démocratie syndicale et grâce à une approche fondée sur l'analyse et la recherche⁸⁷⁴. Elle s'est également appuyée sur des alliances stratégiques avec un syndicat local revendicateur. À l'inverse, dans d'autres usines de Valleyfield et des environs, les conditions

⁸⁷² Implanté à l'aluminerie Alcan de Beauharnois. Voir la section précédente.

⁸⁷³ St-Onge, Pierre-Paul. Communication personnelle avec l'auteur. Courriel reçu le 26 octobre 2019.

⁸⁷⁴ Dans les années 1980, leurs revendications en santé-sécurité sont notamment soutenues par l'expertise de Claude Minville, ingénieur de la CSN – lui aussi marxiste-léniniste. Plus tard, ils font appel au Groupe de recherche sur l'industrie militaire de l'UQAM pour effectuer des analyses indépendantes du marché militaire.

locales et l'isolement des militants les ont empêchés de construire un pôle combatif durable. Cependant, même quand l'action syndicale a été couronnée de succès, la propagation de la pensée communiste a largement échoué. Les militants se sont alors concentrés sur l'activité syndicale et ont souvent été appuyés par les autres ouvriers pour leur combativité exemplaire *en dépit de* leurs convictions communistes. Comme l'exprime Jerry Kane⁸⁷⁵, un syndicaliste d'Expro qui a milité avec eux sans jamais se rallier au mouvement marxiste-léniniste :

Il [Jean Bourdages] en faisait beaucoup pour le syndicat. Il s'investissait beaucoup pis les résultats étaient là. Dans ce temps-là, moi, même si t'es jaune, mauve ou vert, si t'es pour ma cause pis que tu gagnes ma cause, j'ai pas le choix de reconnaître ça.

Dans sa monographie sur l'implication des marxistes-léninistes dans une usine d'électroménagers à Lyon, Marnix Dressen parle d'acculturation syndicale pour décrire l'évolution des pratiques et croyances de ses interviewé.es⁸⁷⁶. Les militants implantés à Expro ont vécu un processus semblable. Tout en participant à la transformation de leur milieu, ils ont aussi dû accepter de se fondre dans la culture locale. Cela impliquait dans certains cas de renoncer à des éléments du discours communiste, comme en témoigne cette anecdote racontée par Jerry Kane :

Moi, j'étais plus syndicaliste [que marxiste-léniniste]... Ça fait que quand les personnes... J'sais que le combat se rejoignait, mais quand ils utilisaient des termes comme « camarades » au micro, moi, je disais: « Non, on est des compagnons de travail, on n'est pas des camarades ». Finalement, dans une assemblée, ça a été nommé et dit qu'on ne dirait plus ça au micro.

⁸⁷⁵ Jerry Kane a travaillé plus de 15 ans à Expro, avant de profiter du congé gagné par le syndicat pour compléter une formation d'éducateur spécialisé. Il a ensuite été embauché au CLSC où travaillait Michel Dorais. Tous deux se sont activement impliqués dans leur syndicat local et en sont éventuellement devenus président. J'ai rencontré Jerry Kane alors qu'il rendait une visite impromptue à son ami Michel, que j'interviewais chez lui. Il s'est spontanément mêlé à la conversation sur l'expérience marxiste-léniniste et a accepté de participer au projet de recherche.

⁸⁷⁶ Dressen, Marnix. 2000. *Les établis, la chaîne et le syndicat. Évolution des pratiques, mythes et croyances d'une population d'établis maoïstes 1968-1982*. Paris : L'Harmattan. p. 99.

Les travailleurs d'Expro, dans leur vaste majorité, soutiennent la lutte syndicale, et non l'idéologie marxiste-léniniste: « Que tu sois communiste ou que tu sois mormon, faut que tu te rallies à la cause pis aux termes de la cause » (Jerry Kane).

Coton-46 : Poursuivre le combat

Ce qui persiste de l'expérience marxiste-léniniste à Valleyfield, ce n'est donc pas le marxisme-léninisme à proprement parler, mais une culture militante locale qui repose sur un syndicalisme combatif et démocratique. Même lorsqu'il·elles ont quitté l'usine, les militant·es interviewé·es se sont impliqué·es dans le syndicat de leur milieu de travail⁸⁷⁷. Dans plusieurs cas, il·elles y ont occupé des postes d'influence. Porté·es par une volonté de politiser l'action syndicale qui était déjà au cœur de leur engagement marxiste-léniniste, il·elles ont tenté d'aller au-delà de la stricte défense de leurs conditions de travail. C'est ce que souligne Dominique Reynolds en parlant de sa participation au dernier front commun du secteur public :

À la dernière convention collective qui s'est faite en 2015, [...] là, j'étais assez content du boulot qu'on a fait parce que c'est l'école⁸⁷⁸ qui a été la plus mobilisée, qui a mobilisé le plus de monde. Pis qui sont allés le plus loin politiquement. J'ai fait ce travail-là... Bon, je le faisais parce que j'avais déjà un bagage... C'est ça, tsé : faire comprendre aux gens que juste vouloir avoir le meilleur salaire, c'est pas comme ça. Faut aller plus loin que ça, tsé.

Dominique Reynolds est convaincu que la période marxiste-léniniste a eu un impact fondamental sur les militant·es de la région :

- GTB : *Il est resté quelque chose de ton séjour en usine?*

- *Ah mon Dieu! Énormément! Pis tous ceux qui étaient dans le Parti, on l'a noté après coup: notre capacité d'analyse, analyser une situation. Un front uni, c'est quoi un front uni? Tsé, quand tu travailles dans une usine, il faut que tu fasses des fronts unis des fois avec des gens qui sont pas d'accord avec toi, sur un point spécifique. Donc il faut que ça devienne des*

⁸⁷⁷ Gilles Morand constitue la seule exception. À titre de travailleur à son compte, il n'a pas pu être syndiqué. Il est toutefois encore impliqué politiquement.

⁸⁷⁸ Après son départ de la Grace Davison, Dominique Reynolds a fait un retour aux études. Il est ensuite devenu professeur de chimie dans une école secondaire de Valleyfield de 1997 à sa retraite en 2017.

alliés pour ce point-là. Mais ça, ça se développe. Ça, on l'a beaucoup développé avec le PCO, tsé, dans les lectures et tout. L'importance du front uni, entre autres. L'analyse de la situation. C'est quoi les analyses qu'on doit faire pour justement gagner des points? C'est quoi la ligne directrice? C'est quoi les objectifs réels? Pis c'est quoi la contradiction principale pis c'est quoi les contradictions secondaires? Juste ça, là... Tsé, pis il y a beaucoup d'années... On en a souvent parlé après la mort du PCO, comme quoi ça nous avait formés dans notre pratique syndicale. Parce que la plupart des gens que j'ai connus qui étaient dans le PCO ont été dans les syndicats.

Dans un article classique de la sociologie des mouvements sociaux, Doug McAdam confirme par une étude originale ce que des études précédentes avaient suggéré : les personnes ayant été intensément impliquées durant leur jeunesse ont fortement tendance à (1) poursuivre leur engagement dans des mouvements sociaux et dans des organisations politiques, (2) à continuer d'avoir des attitudes politiques de gauche et (3) à se définir encore comme progressistes ou radicales⁸⁷⁹. Ces conclusions s'appliquent pleinement aux ancien·nes militant·es marxistes-léninistes de Valleyfield. Ce qui se dégage de leur parcours, c'est la continuité dans leur engagement, malgré la mise de côté de l'idéologie communiste⁸⁸⁰.

L'exemple le plus flagrant de cette continuité est la coalition intersyndicale Coton-46, décrite ici par Denis Bourdeau :

On a formé depuis le temps à Valleyfield – les anciens communistes et d'autres, mais là on n'en parle plus du communisme à Valleyfield – un groupe qui s'appelle Coton-46. Et ça, ça regroupe des ouvriers de tous les secteurs – CSN, FTQ, la FIIQ chez les infirmières et tout – un regroupement qui est informel, mais à chaque fois qu'il y a une lutte à quelque part, il y a des représentants des différents syndicats qui sont appelés pour aider à la solidarité. On organise deux activités financières par année. On ramasse du fric pis on fait de quoi pour

⁸⁷⁹ McAdam, Doug. 1989. « The Biographical Consequences of Activism » *American Sociological Review* vol. 54, no. 5, p. 746. Je traduis « liberal », un terme propre au vocabulaire politique américain, par « progressiste ».

⁸⁸⁰ Pour être complète, une histoire des filiations militantes à Valleyfield devrait aussi se pencher sur le rôle du Parti Québécois et du mouvement souverainiste. Dans le cadre de ce chapitre, l'accent a été mis sur le mouvement marxiste-léniniste, mais l'influence de cette autre branche historique de la gauche québécoise ne doit pas être sous-estimée. L'association locale du Parti Québécois était surnommée « l'association aux caps d'acier », en raison de son ancrage ouvrier et de ses positions de gauche. Les frontières entre les deux mouvements sont d'ailleurs poreuses : après la disparition du PCO, des militants marxistes-léninistes ont réinvesti leurs énergies dans le mouvement indépendantiste, notamment à travers le groupe Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQ Libre).

l'environnement dans l'coin: améliorer une piste cyclable... Le monument aux travailleurs à Valleyfield, c'est Coton-46 qui a fait ça. On agit de cette façon-là en front uni très large. Mais sans aucune autorité sur les événements de base. Comme la lutte du Zinc, on appuyait la Zinc⁸⁸¹, mais on leur dit pas quoi faire. Ils décident de leurs affaires pis on se mêle pas du contenu.

Mise sur pied en 1993, la coalition Coton-46 est un organisme sans but lucratif qui regroupe de nombreux syndicats de la région, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Elle organise annuellement un rassemblement du 1^{er} mai, pour souligner la Fête des travailleur·euses. Elle vise à soutenir les luttes et les grèves qui ont lieu dans la région, mais aussi à faire en sorte que le syndicalisme soit une force positive pour l'ensemble de la communauté :

Mais ce qui caractérise encore plus l'originalité de ce regroupement unique au Québec, c'est l'idée de se servir de la présence et de la force du mouvement syndical pour contribuer au développement social, économique et culturel de notre région⁸⁸².

Pour ce faire, elle fait une levée de fonds annuelle qui permet de financer des initiatives communautaires et écologiques de Valleyfield et des environs.

Le nom de la coalition n'est évidemment pas anodin. Il perpétue la mémoire du conflit de 1946 à la Montreal Cottons, au cours duquel la population de Valleyfield s'est fortement mobilisée en soutien aux grévistes qui cherchaient à faire reconnaître leur syndicat et à améliorer leurs conditions de vie. Espérant sans doute que la mémoire de ces événements puisse en pousser d'autres à s'engager, comme elle a inspiré plusieurs jeunes militant·es dans les années 1970, les membres de Coton-46 ont commémoré cette grève de diverses manières. Il·elles ont organisé une

⁸⁸¹ La CEZinc est une importante fonderie de Valleyfield. En 2017, ses 371 travailleurs·euses ont tenu une grève de 9 mois qui leur a permis de préserver leurs propres conditions de retraite et celles des plus jeunes employé·es. Cette victoire syndicale a été facilitée par le soutien de la communauté et de la coalition Coton-46. Voir Beudet, Pierre. 2019. « Les syndicats à Salaberry-de-Valleyfield : résistants et innovateurs. Entrevue avec Daniel Mallette » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, pp. 57-59.

⁸⁸² Infosuroit.com. 2013. « Le mouvement syndical, un actif pour le Suroît » *Infosuroit.com*. [En ligne] <https://www.infosuroit.com/le-mouvement-syndical-un-actif-pour-le-suroit/?fbclid=IwAR0pgn2Qbr9LiXk7v5X4YxLfn8dySSTsfs5kC93ehs9s8js49PrejL1PMUQ>

soirée commémorative pour le 50^e anniversaire de l'évènement, soutenu la création d'un monument aux travailleur·euses en face de l'ancienne usine et financé une exposition sur la Dominion Textile au musée d'histoire local, entre autres.

En 2000, durant une grève à l'usine de pneus Goodyear, le soutien aux luttes et la commémoration de la grève de 1946 se sont entremêlés de manière concrète. En effet, après plusieurs mois de conflit, Madeleine Parent a été invitée à visiter la ligne de piquetage. Elle a raconté aux 150 ouvrier·ères présent·es ce qu'avaient vécu les grévistes de la Montreal Cottons en 1946. D'après un ancien militant marxiste-léniniste qui siégeait alors sur l'exécutif du syndicat de la Goodyear, la visite de Madeleine Parent a eu un impact considérable sur le succès de cette grève. À un moment où le conflit s'éternisait et où les travailleur·euses commençaient à être épuisé·es, le récit de 1946 les a aidé·es à poursuivre le combat. Après 13 mois de grève, toutes leurs revendications ont été satisfaites⁸⁸³.

Comme Madeleine Parent et son mari Kent Rowley⁸⁸⁴ auparavant, les militant·es marxistes-léninistes implanté·es en usine à Valleyfield ont essentiellement laissé l'idéologie communiste à l'arrière-plan pour se consacrer à l'organisation d'un syndicalisme combatif. Il·elles ont cependant conservé des manières de faire – volonté de démocratiser le syndicat, volonté de politiser l'action syndicale, désir d'impliquer la communauté – qui ne sont pas étrangères à leur formation

⁸⁸³ LaGrenade, Pierre. 2019. « Une classe ouvrière qui résiste ». *op. cit.* p. 52. La visite de Madeleine Parent est brièvement mentionnée dans cet article. Le récit détaillé de cette visite a toutefois été fait par un militant de Goodyear lors de la soirée de lancement du numéro des *Nouveaux cahiers du socialisme*.

⁸⁸⁴ « Madeleine Parent nia toujours son appartenance au Parti communiste (PC), ce qui était une attitude assez fréquente durant cette période où les syndicalistes de gauche étaient pourchassés. Kent Rowley pour sa part était plus explicite sur ses liens avec le PC. Toutefois, il en prit ses distances au tournant des années 1950 en critiquant les communistes de trop demeurer à la traîne des syndicats américains. [...] Voir à ce sujet Rick Salutin, *Kent Rowley. Une vie pour le mouvement ouvrier*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1982. ». Beudet, Pierre. 2019. « Socialistes à Valleyfield » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, p. 104.

communiste, ni à la tradition ouvrière de Valleyfield. Dans leur milieu d'implantation, les marxistes-léninistes ont eu un succès inégal, mais leur démarche a été un moment formateur d'une culture militante qui se poursuit aujourd'hui.

Chapitre 5 – Soutenir l’implantation : la division genrée du travail militant

*Ce sont les femmes qui ont tenu le parti, pour que les hommes puissent faire leur travail révolutionnaire dans les syndicats*⁸⁸⁵.

La méthode de l’entretien semi-dirigé qui a été privilégiée pour cette thèse favorise les récits individuels. De même, les nombreux récits d’établissement publiés en France sont presque tous écrits à la première personne, en insistant sur ce que vit le·la protagoniste à l’intérieur de l’entreprise. Il y est souvent assez peu question de l’organisation dont l’individu est membre, ni de ce que celle-ci fait en dehors de l’usine. Or, l’établissement et l’implantation sont des démarches collectives, pensées et soutenues par des groupes politiques. Comme on l’a vu au chapitre 1, l’implantation au Québec débute à l’initiative de petits groupes informels tels que le Noyau des petites entreprises, puis prend une forme plus structurée sous la direction de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. L’unité de base de la Ligue est la cellule d’entreprise, chargée de veiller au bon déroulement de l’intervention militante à l’usine ou à l’hôpital. Les membres et sympathisant·es de la Ligue sont aussi organisés·es en cellules de quartier, dont le mandat est double : d’une part, intervenir sur tout ce qui touche la vie hors-travail; d’autre part, soutenir les cellules d’entreprise. Les cellules d’entreprise sont généralement dirigées par un·e secrétaire⁸⁸⁶ de l’extérieur du lieu de travail, sans doute pour s’assurer qu’il y ait toujours un lien entre l’organisation et ses partisan·es à l’intérieur d’un milieu. Il existe également des instances régionales et des instances sectorielles (comme le comité syndical ou la fraction « hôpitaux »). La création, l’impression et la distribution du journal *La Forge* absorbe aussi les énergies de bon

⁸⁸⁵ Lessard, Diane. 1989. *Le militantisme politique de femmes de l’extrême-gauche québécoise entre 1972 et 1982. Étude en anthropologie des sexes*. Université de Montréal : thèse de doctorat (anthropologie). p. 290.

⁸⁸⁶ Suivant les conventions du mouvement communiste international, la Ligue donne le nom de secrétaire aux personnes qui dirigent les différentes instances.

nombre de militant·es. Autour de chaque implanté·e, il y a donc tout un réseau de militant·es qui facilitent l'implantation, en plus de mettre sur pied des projets politiques importants, notamment dans le domaine de l'alimentation et des soins aux enfants. Ce réseau, dont le travail est fréquemment invisibilisé et dévalorisé, est en grande partie constitué de femmes. On verra en effet dans ce chapitre que le mouvement d'implantation québécois a entretenu une division genrée du travail militant. Après un survol des raisons qui expliquent que moins de femmes que d'hommes se soient implantées en milieu de travail, on s'intéressera aux tâches qui ont été accomplies par des femmes, particulièrement dans les garderies populaires et au sein du Parti communiste ouvrier. De facto, le mouvement d'implantation a reconduit un schéma traditionnel selon lequel les hommes sont à l'avant-plan tandis que les femmes se voient confiées un rôle de soutien. Enfin, on verra que cette division traditionnelle a fait subir aux femmes un rythme de travail insoutenable, ce qui a été un des facteurs de leur volonté de dissoudre le PCO.

L'antiféminisme du mouvement marxiste-léniniste

Lorsque j'ai entamé la collecte de données pour cette thèse, il n'existait quasiment aucune publication académique portant sur le mouvement d'implantation marxiste-léniniste au Québec. Mon regard sur le mouvement québécois a donc initialement été façonné par ce qui a été écrit sur son homologue français, le mouvement d'établissement, au sujet duquel il existe une documentation abondante⁸⁸⁷. Dans cette littérature, la question du genre des établi·es est un angle mort important⁸⁸⁸, mais on trouve néanmoins plusieurs témoignages d'établies : 14 des 43 récits

⁸⁸⁷ Voir la revue de la littérature québécoise et internationale en introduction.

⁸⁸⁸ Marnix Dressen, principal chercheur s'étant intéressé à l'établissement, fournit des données détaillées sur une vaste gamme d'éléments (capital scolaire des établi·es, origines sociales – à l'aune de la profession du père –, confession religieuse, année de naissance, durée de l'établissement, rétablissement professionnel, etc.), mais il ne dit rien concernant la répartition hommes-femmes. Dressen, Marnix. 2000. *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*. Paris : Éditions Belin.

d'établissement publiés racontent l'expérience de femmes militantes⁸⁸⁹. Cela laisse penser qu'elles représentent une part minoritaire, mais substantielle des établi·es. J'étais donc porté à croire qu'il en allait de même au Québec. Or, au fil du recrutement des interviewé·es, j'ai rapidement constaté que presque tou·tes les implanté·es qu'on me suggérait de rencontrer étaient des hommes. Les quelques femmes implantées contactées ont été plus réticentes que les hommes à parler de leur expérience. À quelques reprises, lors d'entrevues avec des hommes implantés, j'ai rencontré leur conjointe ou leur ex-conjointe, qui m'ont expliqué qu'elles avaient aussi été impliquées dans le mouvement marxiste-léniniste, mais à titre de militantes des comptoirs alimentaires, des garderies populaires ou des instances de l'organisation. Deux de ces militantes m'ont suggéré d'interviewer les conjointes et ex-conjointes des implantés au sujet de l'impact que l'implantation de leur conjoint avait eu sur leur vie militante, personnelle et familiale. Quand j'ai recontacté une des deux personnes qui m'avait fait cette suggestion, elle a contacté d'autres femmes qu'elle avait côtoyées dans le mouvement pour les convaincre de participer afin de présenter un portrait collectif juste de la réalité des conjointes d'implantés. Toutes ont cependant refusé parce qu'elles n'avaient pas le goût de parler de ce passé et de ressasser ces souvenirs. Quelques femmes que j'ai rejointes personnellement ont tenu des propos semblables.

Faute de mieux, le présent chapitre s'appuie principalement sur trois entrevues avec des militantes marxistes non implantées, sur des documents d'archives ainsi que sur les données recueillies par

⁸⁸⁹ Cinq prennent la forme de livres : Bleskine, Hélène. 1975. *L'espoir gravé*. Paris : Maspero. Kaplan, Leslie. 1994. *L'excès-l'usine*. Paris : P.O.L. Bied-Charreton, Marie-France. 2003. *Usine de femmes*. Brière-Blanchet, Claire. 2009. *Voyage au bout de la révolution : de Pékin à Sochaux*. Paris : Fayard. Lauret, Fabienne. 2018. *L'envers de Flins : Une féministe révolutionnaire à l'atelier*. Paris : Éditions Syllepse. Trois sont insérés dans le recueil « Volontaires pour l'usine » : Linhart, Virginie. 1994. *Volontaires pour l'usine. Vies d'établis 1967-1977*. Paris : Les Éditions du Seuil. Six figurent à la table des matières du numéro des *Temps modernes* sur l'établissement dirigé par Marnix Dressen : Les Temps Modernes. 2015. *Ouvriers volontaires. Les années 68. L'établissement en usine*. Nos. 684-685. Paris : Gallimard.

Diane Lessard. J'ai aussi interviewé deux implantées, dont il a été question aux chapitres précédents⁸⁹⁰. Cinq autres militantes ont été rencontrées de manière informelle (lors de l'entretien avec leur conjoint ou dans un événement des *Nouveaux cahiers du socialisme*). Compte tenu du faible nombre d'entretiens, ce chapitre est davantage exploratoire et cursif que les autres. Comme on le verra, les militantes marxistes-léninistes ont été très impliquées dans la mise sur pied de garderies populaires. Elles ont aussi été très actives dans la création de comptoirs alimentaires et dans d'autres organisations dites « de quartier », comme les comités de chômeurs et les Associations pour la défense des droits sociaux (ADDS). Une recherche sur le rôle des marxistes-léninistes dans ces organisations permettrait d'éclairer un pan important de l'histoire de la gauche et de l'histoire des femmes⁸⁹¹.

Le refus des militantes de revisiter cette période de leur vie est compréhensible si l'on tient compte de la situation des femmes dans le mouvement marxiste-léniniste québécois. Sur le plan idéologique, au moment même où le mouvement féministe connaît une ébullition exceptionnelle⁸⁹², les groupes marxistes-léninistes adoptent une rhétorique féroce et antiféministe. Ils décrivent le féminisme comme une idéologie « bourgeoise et réactionnaire » qui divise la classe ouvrière en montant les femmes contre les hommes⁸⁹³. Bien que les groupes

⁸⁹⁰ Il s'agit de Nicole Lafleur et de Line Godin (surnoms), respectivement mentionnées au chapitre 3 sur les hôpitaux et au chapitre 4 sur le militantisme communiste à Valleyfield.

⁸⁹¹ Un survol de la littérature laisse croire que l'histoire des services de garde a été peu abordée par les historien·nes. Plusieurs travaux existants insistent davantage sur le rôle des politiques publiques que sur celui des mouvements citoyens. Voir entre autres Lalonde-Graton, Micheline. 2002. *Des salles d'asile aux centres de la petite enfance : La petite histoire des services de garde au Québec*. Québec : Presses de l'Université du Québec. Mahon, Rianne. 2002. « Une histoire sans fin : l'implantation des services de garde pour enfants au Canada durant les années 1970 » *Lien social et politiques* no. 47, pp. 17-28.

⁸⁹² Vinet, Alain, Francine Dufresne et Lucie Vézina. 1982. *La condition féminine en milieu ouvrier*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture. p. 28

⁸⁹³ Warren, Jean-Philippe. 2007. *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*. Montréal: VLB Éditeur. p. 107.

marxistes-léninistes reconnaissent l'oppression des femmes, ils considèrent celle-ci comme une « contradiction secondaire » par rapport à la « contradiction principale » qui oppose le travail au capital⁸⁹⁴. Ils promeuvent l'égalité hommes-femmes, mais ils le font d'abord et avant tout à partir de la lorgnette des rapports salariés et de la participation au marché du travail⁸⁹⁵. Ils revendiquent donc des garderies, des congés de maternité et l'égalité salariale, sans véritablement prendre en considération le patriarcat et les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes. Sous la pression des femmes du mouvement, la position des organisations marxistes-léninistes évolue vers une plus grande ouverture au féminisme⁸⁹⁶, mais c'est trop peu, trop tard pour la majorité des militantes.

Cela dit, c'est surtout sur le plan de la pratique que les inégalités entre les hommes et les femmes se révèlent. La thèse de doctorat de Diane Lessard porte spécifiquement sur le militantisme des femmes dans l'extrême-gauche québécoise. En s'appuyant sur le témoignage approfondi de 15 femmes militantes d'En Lutte! et du PCO, elle montre l'étendue des comportements discriminatoires au sein des groupes marxistes-léninistes. Les hommes accaparent la très grande majorité des postes de direction, tandis que les femmes sont assignées aux tâches d'exécution⁸⁹⁷. Le travail de ces dernières est peu reconnu, alors même qu'on exige d'elles une grande disponibilité. Les femmes se font accusées d'être trop subjectives et émotives⁸⁹⁸, tout en étant amenées à adopter une attitude de dévouement et d'oubli de soi typique des rôles féminins

⁸⁹⁴ *Ibid.* p. 106.

⁸⁹⁵ Beaudry, Lucille. 2004. « Les groupes d'extrême gauche au Québec et la question des femmes. De l'opposition à la conciliation » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, p. 59-60.

⁸⁹⁶ *Ibid.* p. 61.

⁸⁹⁷ Lessard. 1989. *op. cit.* Sommaire.

⁸⁹⁸ *Ibid.* p. 358.

traditionnels⁸⁹⁹. Certaines sont forcées d'accepter des tâches qui ne leur conviennent pas⁹⁰⁰. D'autres subissent même des pressions pour former un couple militant, ou encore pour briser un couple dont un des partenaires n'est pas membre de la Ligue. En effet, une morale officieuse valorise l'idéal du couple hétérosexuel monogame, censé offrir une stabilité qui permet de se consacrer davantage au militantisme⁹⁰¹.

Ce sexisme est en partie le reflet d'une société québécoise encore profondément machiste, mais il semble particulièrement aberrant dans un mouvement qui fait la promotion de valeurs égalitaristes⁹⁰². Cette contradiction entre les idéaux proclamés et la réalité est présente dans de nombreuses organisations de gauche des années 1960 et 1970. En effet, il est bien établi dans la littérature académique sur les « années 68 » en Occident que la discrimination vécue par les militantes dans des groupes de gauche a été une des causes de l'émergence du mouvement autonome des femmes⁹⁰³. En Italie, par exemple, des groupes marxistes comme Lotta Continua ou Il Manifesto, dont les racines idéologiques sont proches de celles du mouvement marxiste-léniniste

⁸⁹⁹ *Ibid.* p. 346.

⁹⁰⁰ *Ibid.* p. 266.

⁹⁰¹ *Ibid.* p. 389. Dans le même ordre d'idées, l'homosexualité y est donc perçue comme une source d'instabilité. D'après Francine Dufort, militante de la Ligue et du PCO du début à la fin, une règle non-écrite voulait que les personnes homosexuelles restent des sympathisant-es, sans pouvoir devenir membres. Entretien avec Francine Dufort réalisé le 11 octobre 2021.

⁹⁰² Warren. 2007. *op. cit.* p. 105.

⁹⁰³ Schulz, Kristina. 2008. « The Women's Movement ». Dans Klimke, Martin and Joachim Scharloth (dirs.). 2008. *1968 in Europe: A History of Protest and Activism, 1956–1977*. Basingstoke: Palgrave Macmillan. p. 290. Clifford, Rebecca, Robert Gildea and Annette Warring. « Gender and Sexuality ». Dans Gildea, Robert, James Mark and Anette Warring (dirs.). 2013. *Europe's 68: Voices of Revolt*. Oxford: Oxford University Press. « [...] la seconde vague féministe aux États-Unis doit être rapportée à la reconversion des femmes impliquées dans le mouvement des droits civiques qui y acquièrent de la compétence et des savoir-faire en même temps qu'elles font l'amère expérience de la misogynie et de l'hétérosexisme du NAACP et des Black Panthers [Kuumba Bahati, 2001] ». Filleule, Olivier. 2009. « Travail militant, action collective et rapports de genre ». Dans Filleule, Olivier et Patricia Roux. 2009. *Le sexe du militantisme*. Paris : Presses de Sciences Po. p. 34.

québécois, ont exhibé les mêmes tendances antiféministes, tant en ce qui concerne leur discours que leur dynamique interne⁹⁰⁴.

Un petit nombre d'implantées

L'attitude du mouvement marxiste-léniniste envers les femmes constitue la toile de fond qui permet de comprendre pourquoi plusieurs d'entre elles ont fait le choix de ne pas revenir sur cette période de leur vie. Certaines ont néanmoins accepté de raconter leur expérience. Leur parcours éclaire les facteurs qui ont mené plusieurs femmes à refuser d'emprunter la trajectoire de l'implantation en milieu de travail.

Francine Dufort commence à militer dès l'âge de 16 ans. Le mot d'un humour daté écrit par ses camarades de classe dans son cahier de finissantes du cours d'infirmières de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont témoigne de son souci pour « [l]es pauvres, l'Afrique, la brousse, les Noirs, les Jaunes, les mal-aimés, les internés, [...] la charité » et de son engagement pour l'indépendance : « Il faut que ça bouge au Québec; le RIN un jour, le RIN toujours ». Quand le Rassemblement pour l'indépendance nationale se saborde, elle rejoint le Parti Québécois, même si elle déplore déjà la composition bourgeoise du parti : seule femme sur l'exécutif de l'association de circonscription de Maisonneuve, elle est aussi une des seules personnes d'origine ouvrière. Elle s'implique dans le FRAP et dans le CAP Maisonneuve, se joint à Mobilisation, puis participe à la fondation de la Ligue. Quand son conjoint Donald Cuccioletta s'implante en usine, il n'est pas

⁹⁰⁴ Arruzza, Cinzia. 2013. *Dangerous Liaisons : The Marriages and Divorces of Marxism and Feminism*. Pontypool: Merlin Press. pp. 55 et 75-76. Une observation semblable peut être faite concernant les groupes de la contreculture des années 1970, qui ont eux aussi fréquemment reproduit les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes, malgré leur volonté de s'en émanciper. Voir Warren, Jean-Philippe et Andrée Fortin. 2015. *Pratiques et discours de la contreculture au Québec*. Québec : Les éditions du Septentrion. pp. 131-135.

question pour elle de faire la même chose parce qu'elle a un emploi stable de professeure de soins infirmiers au cégep du Vieux-Montréal. Personne de la Ligue ne lui suggère de s'implanter : on considère qu'elle est à sa place dans son milieu⁹⁰⁵. Il est attendu qu'elle s'impliquera dans le syndicat du cégep, tout en étant responsable de l'agitation-propagande et secrétaire de cellules pour la Ligue.

Jocelyne Bernier fait ses études en sociologie à l'Université Laval. Elle travaille ensuite pour la commission d'enquête sur les laïcs et l'église présidée par Fernand Dumont et pour un projet de recherche à l'Université de Montréal sur les programmes de réinsertion en emploi. Un conflit éthique avec le directeur du projet, qui a modifié indûment la conclusion de l'étude, la pousse à quitter le milieu universitaire : « J'ai sacré ça là. Fini, la recherche. J'm'en vais travailler en garderie »⁹⁰⁶. Elle est alors membre du CAP St-Jacques et de la revue féministe marxiste *Québécoises deboutte!*⁹⁰⁷. Elle écrit aussi dans *Mobilisation*. Quand l'idée d'implantation émerge, personne ne lui propose de s'implanter et elle ne l'envisage pas parce qu'elle est déjà enracinée dans le milieu des garderies. Elle continue son engagement dans ce secteur pendant plusieurs années. Dans la Ligue, elle est responsable de la traduction au secrétariat central : c'est elle qui traduit vers le français les textes écrits par les dirigeants anglophones de l'organisation. Elle est aussi en charge des liens entre les différentes cellules à travers le Canada. C'est entre autres en

⁹⁰⁵ On peut aussi supposer qu'on ne l'a pas incité à s'implanter parce que son emploi stable lui permet de verser une cotisation substantielle à l'organisation. Comme chaque membre de la Ligue, elle paie une cotisation variable en fonction de son revenu.

⁹⁰⁶ Entretien avec Jocelyne Bernier réalisé le 8 novembre 2021.

⁹⁰⁷ D'après Marie-Andrée Bergeron, la revue *Québécoises deboutte!* se trouve au confluent des courants du féminisme radical et du féminisme marxiste. Elle véhicule des slogans marxistes et intègre de nombreuses références à des auteur·ices marxistes. Bergeron, Marie-Andrée. 2013. « *Nous avons voulu parler de nous* » : *Le discours éditorial des féministes québécoises (1972-1987) dans Québécoises deboutte!, Les têtes de pioche et La Vie en rose*. Université Laval : thèse de doctorat (études littéraires), p 45.

raison de son rôle stratégique dans le groupe que la question de l'implantation ne se pose pas pour elle.

Susan Caldwell arrive au Canada en 1971, comme épouse d'un « draft dodger » américain⁹⁰⁸. À l'université de Boulder (Colorado) où elle a fait ses études supérieures, il y avait une importante branche de Students for a Democratic Society (SDS). Malgré ses affinités idéologiques avec l'organisation, elle ne s'y était pas impliquée à cause de son fonctionnement misogyne : elle ne voulait pas être la secrétaire d'un groupe dominé par des hommes. À Toronto, elle découvre le mouvement féministe en s'impliquant à la garderie où va son fils. C'est par le biais de son engagement féministe qu'elle rejoint un groupe trotskiste, le Revolutionary Marxist Group/Groupe marxiste révolutionnaire (GMR). Lorsqu'elle déménage à Montréal, elle est embauchée comme professeure de psychologie au Collège Dawson. Des membres masculins de son groupe politique lui proposent de démissionner pour aller en usine, ce qu'elle rejette catégoriquement : « Trouvez-moi une seule femme de la classe ouvrière qui accepterait de quitter son emploi »⁹⁰⁹. Ils n'insistent pas.

Susan juge que la tactique de l'implantation en milieu de travail surestime l'importance de l'action syndicale et sous-estime l'importance des mouvements sociaux. Pour elle, il s'agit d'une erreur stratégique, considérant le pouvoir de mobilisation de luttes comme celles des mouvements pour

⁹⁰⁸ Les « draft dodgers » sont des Américains qui ont quitté les États-Unis pour éviter d'être conscrits au Vietnam, souvent par opposition politique à la guerre. Valiante, Giuseppe. 2015. « U.S. Vietnam war draft dodgers left their mark on Canada » *Maclean's*. [En ligne] <https://www.macleans.ca/news/canada/u-s-vietnam-war-draft-dodgers-left-their-mark-on-canada/>

⁹⁰⁹ Traduction libre : « Find me one working class woman who would say to you: 'I quit my job' ». Entretien avec Susan Caldwell réalisé le 4 septembre 2019. Au Québec, le Groupe marxiste révolutionnaire, de tendance trotskiste (donc ne se considérant pas comme marxiste-léniniste), avait beaucoup moins de membres que la Ligue. Il a envoyé des militant·es en usine, mais de manière moins systématique.

les droits civiques, contre la guerre au Vietnam et pour la libération des femmes. Sa propre conscience politique a été forgée par ces trois mouvements. Elle refuse aussi l'implantation pour des raisons personnelles qui dévoilent en quoi le privé est politique. En tant que mère monoparentale (elle s'est séparée de son mari), elle sait que le fardeau de l'implantation serait plus lourd pour elle : « Vous dites que je devrais trouver une job merdique, que je devrais travailler à des heures bizarres pendant lesquelles je ne pourrais pas trouver de services de garde... »⁹¹⁰. Elle note aussi que les emplois industriels féminins ont plus de chances d'être sous-payés. Susan ne rejette pas entièrement l'idée d'implantation pour autant. Elle estime que ça peut être une bonne option pour un jeune homme sans responsabilités familiales, ou encore pour des femmes qui veulent investir des emplois traditionnellement masculins (pour lutter contre les stéréotypes de genre et pour améliorer leur situation personnelle) : « Pour certaines femmes, c'était choisir entre devenir secrétaire ou faire ça : 'Ok, je vais prendre ça, je vais faire quelque chose de différent' »⁹¹¹. De son côté, elle occupe déjà un emploi auquel seule une minorité de femmes peuvent accéder à l'époque⁹¹². Comme pour Francine, son refus de s'implanter apparaît en partie lié à l'idée qu'accéder à un poste de professionnelle représente une forme d'affirmation féministe, dans la mesure où cela brise un plafond de verre. De plus, elle siège sur l'exécutif du syndicat CSN de son Collège, alors que l'investissement syndical est une priorité politique du GMR. Francine Dufort, Jocelyne Bernier et Susan Caldwell ont toutes trois un certain enracinement dans leur milieu de

⁹¹⁰ Traduction libre : « Your idea is I should get a crappy job, I would have to work bizarre hours that I couldn't get daycare for... ».

⁹¹¹ Traduction libre: « For some of the women, it was either be a secretary or this: 'I'll take this. I'll do something different' ».

⁹¹² En 1978-1979, les femmes représentent 33% du personnel enseignant au collégial. Elles sont sans doute plus nombreuses en psychologie, mais il reste que relativement peu de femmes bénéficient alors d'un emploi hautement scolarisé. Comité sur la situation des femmes dans le système d'enseignement. 1984. *La situation des femmes dans le système d'enseignement : une double perspective*. Québec : Conseil supérieur de l'éducation. p. 36. [En ligne] <https://www.cse.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2021/05/50-0331-AV-situation-femmes-dans-systeme-denseignement.pdf>

travail qui justifie en partie leur non-implantation (tandis que beaucoup de militant·es qui s'implantent le font durant une période de transition : à la fin de leurs études ou après une perte d'emploi, par exemple).

Il y a tout de même des femmes qui choisissent l'implantation. Parmi les militantes interviewées par Diane Lessard, deux sont des implantées, toutes les deux dans des manufactures de vêtements. Ginette a fait des études universitaires, mais elle a aussi une formation en couture qui facilite son immersion dans le secteur du vêtement⁹¹³. Elle participe à la mise sur pied d'un comité sur la condition féminine dans l'industrie du vêtement⁹¹⁴. Elle s'implique aussi activement dans une campagne de démocratisation du syndicat qui est ardemment soutenue par les ouvrières. Or, elle cache son appartenance au Parti communiste ouvrier pour éviter d'être placée sur la liste noire des patrons et du syndicat; ses collègues sont troublées lorsqu'elles apprennent qu'elle ne leur a pas dit toute la vérité sur son identité⁹¹⁵. L'industrie du vêtement est un milieu répressif dans lequel il est difficile de faire du travail syndical. De plus, elle est une des seules québécoises francophones parmi des collègues immigrantes, ce qui l'empêche de passer inaperçue. Malgré tout, elle parvient à conserver son emploi en usine pendant plusieurs années, mais elle critique le PCO pour son manque de soutien. Ses propos rappellent ceux de Line Godin, qui souligne que son implantation à la Montreal Cottons a été peu soutenue par les militant·es de Valleyfield⁹¹⁶.

⁹¹³ Surnom. L'expérience d'implantation de l'autre militante n'est pas abordée par Diane Lessard. Lessard. *op. cit.* p. 190.

⁹¹⁴ *Ibid.* p. 275.

⁹¹⁵ *Ibid.* p. 274.

⁹¹⁶ Voir la section « S'implanter à la Dominion Textile » au chapitre 4, « L'action syndicale à Valleyfield : mémoire et continuité ».

Il faut dire que le parti consacre peu d'énergies aux secteurs du textile et du vêtement. Roger Rashi, secrétaire général du PCO, souligne que la barrière linguistique (auprès de la communauté italienne, par exemple) est un obstacle parmi d'autres dans cette industrie où le taux de roulement est élevé, où le travail est très dur et où les syndicats sont parmi les plus affairistes. Ces facteurs permettent de comprendre partiellement la faible percée des marxistes-léninistes dans ce milieu, mais leur décision de ne pas y mettre plus d'efforts découle aussi d'une vision de la main d'œuvre industrielle qui accorde la prédominance aux industries dites masculines. Dans un document intitulé « L'implantation dans les grandes usines », on se réfère au manuel d'organisation du Parti communiste de l'Union soviétique « [...] écrit avant qu'il ne devienne révisionniste [...] » pour justifier quels doivent être les secteurs d'intervention prioritaires :

Les communistes devraient concentrer leurs forces dans les industries de base, i.e. les industries dont dépend tout le système économique. Cela inclu [sic] :

- 1. celles qui produisent les moyens de production comme le fer, les mines, l'huile, les industries chimiques.*
- 2. celles qui transportent les matériaux aux lieux de production : chemin de fer, camionnage, marine, port et aéroport.*
- 3. celles qui produisent l'énergie : plant hydro-électrique, nucléaire [sic] et pétrolier⁹¹⁷.*

S'ensuit l'analyse d'autres facteurs à prendre en compte (degré de monopolisation du secteur, type de syndicat, taux de roulement, salaires, etc.), puis une « [v]ue d'ensemble de la concentration de la main-d'œuvre par secteur industriel au Québec [...] ». Si, à la fin du document, on ajoute que « [l]'industrie légère, bien que n'étant pas à la base de l'économie, demeure tout de même importante vu le grand nombre d'ouvriers qui y travaillent »⁹¹⁸, et on note que les appareils

⁹¹⁷ Sans auteur. 1974 (?). « L'implantation dans les grandes usines ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/6). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 1. Le document provient sans doute de la Cellule militante ouvrière, un des groupes fondateurs de la Ligue.

⁹¹⁸ *Ibid.* p. 6.

électriques, les textiles et les vêtements « [...] permettent de rejoindre la plus grande partie du prolétariat féminin »⁹¹⁹, l'industrie lourde reste prioritaire.

Au Québec, les industries les plus valorisées par les marxistes-léninistes sont aussi celles dont la main d'œuvre est la plus masculine. En première transformation des métaux, en fabrication d'équipements de transport et en fabrication de machines, trois secteurs priorités par la Ligue, le taux de féminité de la main d'œuvre est respectivement de 8,2%, 10,6% et 16%⁹²⁰. Dans le textile et dans l'habillement, secteurs que la Ligue a tendance à considérer comme secondaires et qui comptent très peu d'implanté-es, le taux de féminité de la main-d'œuvre est de 36,4% et 76%⁹²¹. Les marxistes-léninistes québécois-es repensent le concept de prolétariat en y adjoignant le prolétariat des services⁹²², mais lorsqu'il est question du prolétariat industriel à proprement parler, il-elles s'en tiennent à une conception classique qui privilégie l'industrie lourde au détriment des usines où les femmes sont concentrées⁹²³. La manière marxiste-léniniste de concevoir la classe ouvrière contribue donc à exclure les femmes du mouvement d'implantation. Par ailleurs, dans l'industrie lourde où ils se retrouvent pour la plupart, les implantés québécois ne font pas de

⁹¹⁹ *Ibid.*

⁹²⁰ Laurin, Ginette. 1991. *Vers l'an 2000. Féminisation de la main-d'œuvre. Impact sur la santé et la sécurité du travail*. Québec : Commission de la santé et de la sécurité du travail, p. 39. [En ligne] <http://www.santecom.qc.ca/Bibliothequevirtuelle/santecom/35567000042918.pdf>. Il s'agit des données pour l'année 1981. À pareille date, les femmes représentent 29,4% de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière, un taux en augmentation par rapport à 1971 (26,1%). *Ibid.* p. 37.

⁹²¹ *Ibid.* p. 39.

⁹²² Voir la section « Le prolétariat des services » du chapitre 3, « L'implantation dans les hôpitaux : unir le prolétariat ». Dans les hôpitaux, une forte proportion des militant-es sont des femmes, mais il semble que ce soit surtout des travailleuses qui étaient déjà à l'hôpital quand elles se sont jointes au mouvement, tandis que les implanté-es sont plutôt des hommes.

⁹²³ Les établi-es français-es partagent le même imaginaire de l'industrie lourde, mais plusieurs femmes se retrouvent néanmoins dans de grandes « forteresses ouvrières » comme Renault ou Peugeot-Sochaux, même si la plupart des militantes s'établissent dans des usines où il y a une grande concentration de femmes (transformation alimentaire, textile et horlogerie, notamment).

démarches particulières pour rejoindre la minorité féminine ou pour prendre en compte ses besoins spécifiques, alors que certains de leurs homologues ailleurs dans le monde en font une priorité⁹²⁴.

Des rôles de reproduction sociale

« C'était nos blondes qui dirigeaient SOS Garderies et qui ont formulé les trois grandes revendications historiques [du mouvement]⁹²⁵ », dit avec une certaine fierté André Vincent, un·e des fondateur·ices de Mobilisation, pour illustrer l'influence du groupe au sein de la gauche de l'époque⁹²⁶. La citation est révélatrice de la division genrée du travail militant qui existe à l'intérieur du mouvement marxiste-léniniste.

Cette division persiste tout au long de l'histoire du mouvement. En témoigne un supplément de *La Forge* qui présente les trente candidat·es du PCO aux élections fédérales de 1980. Vingt hommes et dix femmes se portent candidat·es. À côté du visage de chacun·e, on peut lire une ou deux lignes sur son emploi et son engagement social. Treize des vingt hommes sont décrits principalement comme des militants syndicaux (dont onze en tant que travailleurs ou ex-travailleurs d'une usine, d'une mine ou de la construction et deux dans le secteur public). Trois autres sont employés directement par le PCO (comme organisateurs ou journaliste) et quatre sont présentés comme étant actifs dans des groupes populaires ou dans une communauté particulière (italienne et acadienne,

⁹²⁴ Ainsi, les militant·es du Socialist Workers Party américain considèrent qu'une des réussites de leur « virage vers l'industrie » est d'avoir contribué à leur échelle à l'augmentation du nombre de femmes dans les mines de charbon. Les partisan·es du groupe s'intéressent aux difficultés vécues par les mineures. Il·elles soutiennent des mesures visant à accroître leur confiance en elles-mêmes et à renforcer leur présence dans ce secteur traditionnellement masculin. Shilman, Ken. 1980. « Trade Union Work and Party Building in the Coalfields ». Dans Barnes, Jack. 2019. *The Turn to Industry: Forging a Proletarian Party*. New York: Pathfinder. pp. 138-140.

⁹²⁵ Les trois grandes revendications du mouvement des garderies populaires sont un 1) réseau universel, 2) gratuit et 3) contrôlé par les parents et les travailleur·euses.

⁹²⁶ Pour une analyse du rôle de Mobilisation dans l'extrême-gauche montréalaise, voir le chapitre 1, « L'émergence du mouvement d'implantation ».

respectivement). Du côté des femmes, toutes travaillent soit dans un hôpital, dans une garderie, dans un bureau ou en éducation. Trois d'entre elles sont présentées comme militantes de SOS Garderies, quatre sont engagées dans d'autres groupes populaires (défense des droits des immigrants et comités de chômeurs, notamment) et trois sont impliquées dans le monde syndical (dont une comme membre du comité de la condition féminine du Conseil du travail de Montréal de la FTQ)⁹²⁷.

Aucune des candidates n'est en usine et aucun des candidats n'est à SOS Garderies, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'hommes dans le mouvement des garderies. En effet, quatre hommes que j'ai interviewés ont travaillé en garderie, mais de manière temporaire après avoir quitté ou perdu un emploi, comme s'il s'agissait d'un refuge entre deux autres situations professionnelles. Pierre Fontaine explique son passage en garderie, entre un congédiement pour activité syndicale à l'usine et une implantation de longue durée à l'Hôpital Notre-Dame :

Alors j'ai cherché du travail, mais comme j'étais un peu brûlé dans mon domaine, c'était pas évident. Ça fait que je cherchais un peu partout ailleurs. Et j'suis allé travailler, après ça, comme moniteur dans une garderie populaire. En fait, c'est parce que dans les garderies populaires, c'était pas mal investi par des marxistes-léninistes aussi. Les ancêtres des CPE, hein! Les gens étaient payés, ils occupaient des écoles, pis ils offraient un service aux parents, mais on était payés au noir. [...] Ça fait que j'ai fait un bout là. Mais c'était vraiment payé pas cher. On était payé 100\$ par semaine. J'avais besoin de plus que ça pour mes besoins⁹²⁸.

Pour les femmes qui s'investissent dans le mouvement des garderies populaires, il s'agit souvent de leur engagement principal. La feuille de présentation des candidates du PCO mentionne qu'une des militantes travaille en garderie depuis six ans et qu'une autre est monitrice depuis sept ans⁹²⁹.

⁹²⁷ Parti communiste ouvrier. 1980. « Les candidats du PCO » *La Forge* vol. 5, no. 2. Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 18a/2). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

⁹²⁸ Entretien avec Pierre Fontaine réalisé le 11 juin 2019.

⁹²⁹ *Ibid.* La durée de l'implication de la troisième militante n'est pas mentionnée.

Jocelyne Bernier y a passé environ le même nombre d'années, tandis que Line Godin, qui a été implantée en usine pendant un an, considère que sa principale implication dans le mouvement marxiste-léniniste a eu lieu dans le réseau des garderies. La propension des militantes marxistes-léninistes à investir ce secteur correspond à une tendance historique lourde, selon laquelle les femmes sont surreprésentées dans les mouvements liés aux sphères domestiques et familiales⁹³⁰. Ici, à l'intérieur d'un même mouvement, les hommes se retrouvent principalement dans les syndicats, tandis que les femmes se consacrent surtout à ce que le PCO appelle le travail de quartier (garderies, mais aussi coopératives alimentaires, défense des droits des bénéficiaires de l'aide sociale, etc.).

Dans une enquête sur la Ligue du Nord, parti politique de droite italien, Martina Avanza observe un phénomène semblable qu'elle nomme la « sectorisation genrée des activités militantes » : au sein du mouvement qu'elle a étudié, les associations à dominante sociale sont presque entièrement féminines, tandis que les associations dites patriotiques sont quasi-exclusivement masculines⁹³¹. Quoiqu'elle prenne différentes formes selon les organisations, il semble que la division genrée du travail militant soit une réalité largement répandue dans le monde militant :

Le regard porté sur la diversité des formes organisationnelles et des modes de leadership dans les groupements protestataires nous a amené au constat d'une universelle division sexuelle du travail militant. La littérature historique et sociologique ne manque pas sur ce point et de nombreux travaux montrent comment dans tous les groupements militants – du Ku Klux Klan [Blee, 2002] aux collectifs anarchistes [Kolarowa, 2004], en passant par les groupes partisans [Bargel, 2008; Avanza, 2007] et les mouvements révolutionnaires [Falquet, 2003a] – la division du travail militant est un mode d'organisation qui produit des groupes en son sein et les hiérarchise (les femmes et les hommes, les jeunes entrant(e)s et les militant(e)s aguerri(e)s, etc.)⁹³².

⁹³⁰ Filleule. 2009. *op. cit.* p. 39-40.

⁹³¹ Avanza, Martina. 2009. « Les femmes padanes militantes dans la Ligue du Nord, un parti qui 'l'a dure' ». Dans Filleule, Olivier et Patricia Roux. 2009. *Le sexe du militantisme*. Paris : Presses de Sciences Po. p. 146-147.

⁹³² Filleule. 2009. *op. cit.* pp. 51-52.

Pour Jocelyne Bernier, la mise sur pied de garderies populaires est une des facettes du mouvement des femmes qui prend son essor au début des années 1970. Créer des garderies, c'est une façon de lutter pour les droits des femmes : « C'est nécessaire [...]... Sinon, t'es emprisonnée un peu à la maison ».

La pièce de théâtre « Mômman travaille pas, a trop d'ouvrage! » montre le potentiel émancipateur des garderies populaires. Elle est une production du Théâtre des cuisines, fondé par des militantes du Centre des femmes (qui produit la revue *Québécoises deboutte!*) et des Associations pour la défense des droits sociaux (ADDs). Celles-ci conçoivent le théâtre comme un instrument pour permettre aux femmes, particulièrement celles des classes populaires, de réfléchir aux causes et aux conséquences de leur exploitation. Leur discours est fortement teinté par le marxisme : vocabulaire de l'exploitation et de la lutte, importance de la propagande, références fréquentes à l'usine (dans la pièce, tous les maris des ménagères sont ouvriers). Par la voix d'une ménagère qui s'éveille à l'action collective, la pièce de théâtre « Mômman travaille pas, a trop d'ouvrage! » exprime le rôle fondamental que peuvent jouer les garderies populaires (soins de qualité, autogestion, remise en question des rôles genrés) :

*Dans une garderie pop, les enfants sont ben mieux traités. Pis nous autres, les parents, on peut discuter du fonctionnement de la garderie. Pi à part ça, dans ces garderies-là, y essayent de pas faire de différence entre les p'tits gars pi les p'tites filles. Des fois, les p'tits gars apprennent même à laver la vaisselle!*⁹³³

Aujourd'hui, tous les hommes que j'ai interviewés à ce sujet dénoncent le traitement réservé aux femmes à l'intérieur du mouvement marxiste-léniniste, ainsi que les positions antiféministes de la

⁹³³ Le théâtre des cuisines. 1976. *Mômman travaille pas, a trop d'ouvrage!* Montréal : Éditions du Remue-ménage. p. 63. Au sujet du Centre des femmes et de la revue *Québécoises deboutte!*, voir Bergeron. 2013. *op. cit.* pp. 35-102.

Ligue. Ils valorisent les garderies populaires, les considérant comme des précurseurs du réseau actuel des centres de la petite enfance. Il n'en a pas toujours été ainsi. Une militante interviewée par Diane Lessard dit que les militants de Mobilisation se fichent des garderies et y voient juste un bassin de recrutement⁹³⁴. À la lecture d'un « Bilan du CAP St-Michel » publié dans la revue *Mobilisation* et dont une section porte sur un projet de garderie populaire dans le quartier, on peut voir que l'importance des garderies est subordonnée à l'objectif de formation politique et de développement de la conscience de classe⁹³⁵. Les militant·es adhèrent à la lutte pour la survie des garderies conjointement avec le Comité de liaison des garderies populaires, qui met de l'avant « [...] la revendication d'un réseau de garderies permanentes subventionnées par l'État et gérées par les usagers » :

*Nous doutions du réalisme de cette revendication et participions à la lutte plus pour faire un travail d'information et de formation auprès des parents et dans le quartier*⁹³⁶.

L'analyse qui est faite des garderies populaires est semblable à celle qui est faite des petits milieux de travail où le taux de roulement est élevé, ce qui rend difficile la sensibilisation politique à long terme :

*La nature hétérogène de la clientèle, leur mobilité (les enfants grandissent, les déménagements...) fait en sorte que la base humaine du service est fragile, rendant sous plusieurs aspects artificiel le travail de formation politique*⁹³⁷.

On prône donc la mise sur pied de garderies populaires à l'intérieur des milieux de travail, pour que cette revendication soit prise en charge par les travailleur·euses dans le cadre de leur lutte

⁹³⁴ Lessard. 1989. *op. cit.* p. 220. « C'était un bassin de recrutement de monde pour leur petit groupe. Mais pour les militants de Mobilisation, la lutte des garderies, ça leur passait dix pieds par-dessus la tête ».

⁹³⁵ Alors que, dans les milieux d'implantation, le groupe Mobilisation reconnaît pleinement l'importance des « luttes concrètes » pour améliorer les conditions de travail. Voir la section « La « formule Mobilisation » : créer des comités de travailleurs » du chapitre 1.

⁹³⁶ Mobilisation. 1974. « Deux ans de travail politique en quartier – Bilan du Comité d'action politique St-Michel » *Mobilisation* vol. 3, no. 9, p. 22.

⁹³⁷ Mobilisation. 1974. *op. cit.* p. 23. Voir la section « Des petits milieux aux grandes entreprises » du chapitre 1, « L'émergence du mouvement d'implantation ».

contre les patrons. Dans le texte, on considère que le développement du capitalisme a engendré de nombreux problèmes urbains, dont les problèmes de transport, les conditions de logement, l'accès aux équipements collectifs et « [...] l'absence de garderies pour les femmes »⁹³⁸. Ces problèmes sont présentés comme le résultat du capitalisme monopoliste d'État, c'est-à-dire de la concentration accélérée des moyens de production soutenue par l'intervention croissante de l'État. Le document s'appuie ensuite sur le livre *Luttes urbaines* de Manuel Castells pour déterminer si les luttes sociales en dehors de l'usine peuvent contribuer ou non à l'édification d'une conscience de classe⁹³⁹. Le texte conclut que les organisations de services comme les garderies permettent aux travailleurs d'atténuer les effets quotidiens du système capitaliste, mais qu'elles offrent peu de possibilités de lutte, puisque contrairement aux milieux de travail, elles ne sont pas des espaces où les intérêts de classe s'affrontent directement (étant donné qu'il n'y a pas de patron à proprement parler). Il est donc suggéré de concentrer les énergies militantes sur la lutte ouvrière en usine, en liant celle-ci aux différents « problèmes urbains » mentionnés ci-haut : « [...] (ex. les garderies devenant une importante revendication de classe en usine) »⁹⁴⁰. D'après Pierre Beudet, qui a été parmi les fondateur·ices de Mobilisation sans se joindre à la Ligue par la suite, ce texte a été écrit pendant une période de transition du groupe vers des orientations marxistes-léninistes rigides, alors qu'il était à ses débuts plus ouvert à la pensée féministe⁹⁴¹.

⁹³⁸ *Ibid.* p. 31. Il n'est sans doute pas anodin qu'on parle du problème de « l'absence de garderies pour les femmes », comme si le soin des enfants ne relevait que d'elles, sans voir qu'il s'agit d'un enjeu de reproduction sociale qui touche aux relations hommes-femmes, mais aussi au système économique dans son ensemble, ce que met en évidence la pièce « Mômman travaille pas, a trop d'ouvrage! » : une grève du travail domestique amène des perturbations à l'usine, ce qui pousse le gouvernement à intervenir pour rétablir l'ordre. *Le théâtre des cuisines*. 1976. *op. cit.* pp. 43-46.

⁹³⁹ *Ibid.*

⁹⁴⁰ *Ibid.* p. 33

⁹⁴¹ Sur l'évolution de Mobilisation, voir le chapitre 1.

Sous la Ligue, l'implication dans les garderies populaires se poursuit. Or, selon Jocelyne Bernier, dont les propos concordent avec ceux des femmes interviewées par Diane Lessard, ce travail est mal reconnu par l'organisation :

On parlait des grosses usines de production, on parlait pas du travail des femmes. [...] On peut pas analyser un mouvement en dehors de la société où il existe. Le travail ménager, c'était pas un travail à l'époque. C'était de l'affection, on se dévouait, mais c'était pas vu comme du travail. Donc la garderie qui était l'extension de ça, c'était pas valorisé, non. Tout le travail dans le milieu communautaire, c'était pratiquement essentiellement des femmes. Il y a plus d'hommes maintenant, mais à l'époque, c'était presque totalement des femmes. C'était dévalorisé⁹⁴².

Dans une certaine mesure, la démarche d'implication dans les garderies s'apparente à celle de l'implantation. Jocelyne Bernier quitte le milieu universitaire pour s'investir dans le mouvement des garderies populaires, une initiative qui, comme l'implantation, reflète une volonté de se lier à la classe ouvrière : « Les femmes qui mettent leur enfant là sont des travailleuses »⁹⁴³. De même, une enseignante interviewée par Diane Lessard arrête tout pour se consacrer aux garderies⁹⁴⁴. Cependant, entre l'implantation en milieu de travail et l'engagement dans les garderies, il existe des différences qui se manifestent au désavantage des femmes. Au premier chef, il y a celle du salaire. Jocelyne Bernier explique que dans les premiers temps, des militantes des garderies travaillent toute l'année, mais en étant salariée de la garderie pendant six mois et sur le chômage pendant l'autre moitié de l'année. Ci-haut, Pierre Fontaine mentionne qu'il a été payé 100\$ par semaine lorsqu'il était moniteur en garderie en 1978. À titre comparatif, lors du Front commun du secteur public de 1979, les syndicats revendiquent un salaire de 265\$ par semaine pour les

⁹⁴² Il y avait cependant plus d'hommes dans certains autres secteurs communautaires, comme les associations de locataires.

⁹⁴³ Les militant·es des CAPs et de Mobilisation conçoivent effectivement les organisations de quartier comme une façon de rejoindre les travailleur·euses, comme le montre cet extrait du bilan du CAP St-Michel : « C'est dans cet esprit de liaison aux masses populaires par une organisation qui, en offrant des services permanents, permet de regrouper des travailleurs que les militants de l'ex-CAP préparent, durant l'été 1971, l'ouverture d'un comptoir alimentaire à frais directs ». Mobilisation. 1974. *op. cit.* p. 18.

⁹⁴⁴ Lessard. 1989. *op. cit.* p. 219.

salarié·es les moins bien payé·es⁹⁴⁵. Les hommes implantés en usine, quant à eux, profitent pour la plupart de salaires relativement élevés, malgré leurs conditions de travail difficiles. En tant que travailleurs syndiqués, ils bénéficient aussi d'une sécurité d'emploi qui n'existe pas dans les garderies populaires, vu la situation financière précaire de ces organismes. De plus, les implantés parviennent souvent à accéder à des postes syndicaux qui leur accordent un certain statut auprès de leurs collègues, tandis que les garderies offrent moins de possibilités d'ascension sociale.

La situation des femmes dans le mouvement d'implantation correspond donc aux dynamiques identifiées notamment par la sociologue féministe Christine Delphy : le partage du travail dans nos sociétés s'opère autour d'une « assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions sociales à haute valeur ajoutée [...] »⁹⁴⁶. C'est encore plus flagrant dans les cas où des militantes du PCO se font demander de quitter leurs études ou leur emploi pour devenir des « révolutionnaires professionnelles », c'est-à-dire être employées au service du parti. En plus de subir une perte de revenus (le parti offre une compensation de 100\$ par semaine, égale au salaire des garderies), elles se retrouvent en pratique coupées du réseau social hors-parti que procure un milieu de travail⁹⁴⁷. De surcroît, on leur attribue souvent des tâches de soutien qui sont essentielles au bon fonctionnement du parti, mais qui sont invisibilisées : écrire les plans de travail et les bilans, dactylographier et traduire des documents, rédiger des procès-verbaux, etc⁹⁴⁸. Leur situation

⁹⁴⁵ Perrier, Yvan. 2019. « La ronde de négociation de 1978-1979 (Texte 8) » *Presse-toi à gauche!* [En ligne] <https://www.pressegauche.org/La-ronde-de-negociation-de-1978-1979-Texte-8>

⁹⁴⁶ Dunezat. 2004. Cité par Fillieule. 2009. *op. cit.* p. 51.

⁹⁴⁷ Lessard. 1989. *op. cit.* pp. 289-291.

⁹⁴⁸ Cette division des tâches est aussi présente au sein du groupe En Lutte!, comme le démontre John Cleveland, militant anglophone chargé de la traduction : « Pendant 4 ans, j'ai travaillé à l'intérieur de 'l'infrastructure' de personnel technique et clérical du bureau du journal national *En Lutte!*. La plupart des personnes avec qui j'ai travaillé étaient des femmes. Je faisais du 'travail de femmes' ». Traduction libre : « For 4 years I worked within the 'infrastructure' of technical and clerical people in the national IS [In Struggle!] newspaper office. Most of the people

ressemble à celle des participantes du *Freedom Summer*, un évènement phare du mouvement des droits civiques américain, à qui l'on confiait les tâches de bureau pendant que les hommes se voyaient attribuer le travail politique considéré comme plus noble⁹⁴⁹. Les femmes se font fréquemment assigner la tâche de distribuer *La Forge* aux portes des usines, une tâche qui est en principe valorisée par la direction de l'organisation. En pratique, il s'agit toutefois d'une tâche ingrate. Comme on l'a vu au chapitre 2, les travailleur·euses sont beaucoup plus sensibles au discours syndical des marxistes-léninistes qu'à leur « agitation & propagande communiste ». Francine Dufort s'est souvent levée avant l'aube pour vendre *La Forge* aux ouvrier·ères du quart du matin avant de se rendre à son propre travail. Elle confirme que les travailleur·euses étaient rarement intéressé·es. Selon elle, *La Forge* se vendait mieux de l'intérieur de l'usine, parce que les implanté·es pouvaient développer un lien de confiance direct avec les acheteur·ices potentiel·les.

Comme on l'a mentionné, la Ligue s'appuie à la fois sur des cellules d'entreprises – composées principalement d'hommes – et des cellules de quartier – où la majorité des femmes se retrouvent. Un document interne souligne que les cellules de quartier peuvent apporter une aide importante au développement de la Ligue « [...] même si la base de la Ligue et du Parti est dans les usines »⁹⁵⁰. On comprend à la lecture du document que les cellules de quartier sont soumises à la direction des cellules d'entreprises :

I worked with were women. I was doing 'women's work' ». Cleveland, John. 1983. *The Political is Personal: Why Women in the Canadian Marxist Group In Struggle Changed from Opposing to Supporting the Feminist Ideology of the Autonomous Women's Movement*. Dalhousie University: mémoire de maîtrise (sociologie et anthropologie). p. 7.

⁹⁴⁹ McAdam. 1988. Cité par Fillieule. 2009. *op. cit.* pp. 66-67.

⁹⁵⁰ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1979 (?). « Le travail de soutien aux entreprises ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 6d/3). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 9. Le document n'est pas daté, mais la mention de la Ligue et du Parti laisse entendre qu'il a été écrit juste avant que la Ligue devienne le Parti communiste ouvrier en 1979.

*Le rôle des cellules de quartier, c'est de soutenir le travail fait à l'intérieur des usines et donc, aucune décision n'est prise par la cellule de quartier seule. Elle doit suivre les directives et le plan de travail de la cellule d'entreprise. Elle doit donc intervenir auprès des ouvriers de la façon et sur les thèmes déterminés par la cellule d'entreprise*⁹⁵¹.

Dans cette conception de l'action politique de la Ligue, la répartition hommes-femmes des forces militantes n'est pas abordée explicitement, mais la division par secteur mène à toutes fins pratiques à une subordination des militantes aux militants. Conscientes de cet état de fait, des militantes souhaitent d'ailleurs que leurs camarades masculins sortent de leur horizon syndicaliste et économique pour adopter une vision plus large du militantisme. Elles luttent, quoique sans grand succès, pour une meilleure reconnaissance du travail de quartier⁹⁵².

La Ligue reproduit ainsi à l'intérieur de ses rangs une division genrée du travail militant qui confine une grande part des femmes à des positions sous-valorisées. Dans des cercles qui sont très proches des milieux marxistes-léninistes, il existe pourtant une réflexion et une mobilisation autour des enjeux du travail des femmes dont le mouvement aurait pu s'inspirer pour éviter de répéter des dynamiques inégalitaires. À partir de la fin des années 1960, de jeunes militantes de plusieurs pays d'Amérique du Nord et d'Europe se battent pour rendre visible et faire reconnaître le travail dit féminin, « [...] politisant de ce fait toute la question du travail ménager, compris comme l'ensemble des activités par lesquelles la vie humaine est produite et reproduite »⁹⁵³. Au Québec, ce sont entre autres les militantes du Front de libération des femmes (FLF), puis du Centre des

⁹⁵¹ *Ibid.* p. 10.

⁹⁵² Lessard. 1989. *op. cit.* p. 300-302. Dans une monographie sur le militantisme des femmes du Parti communiste français à Saint-Nazaire de 1930 à 1980, l'historienne Dominique Loiseau observe la même tendance à la séparation et à la hiérarchisation des rôles : « Associations et militantes de ce 'syndicalisme de quartier' sont fréquemment mal reconnues par le syndicalisme d'entreprise, la condescendance régissant les relations entre les organisations ouvrières et les associations familiales reproduisant les rapports traditionnels hommes-femmes ». Loiseau, Dominique. 1996. *Femmes et Militantisme*. Paris : L'Harmattan.

⁹⁵³ Toupin, Louise et Camille Robert. 2018. « Politiser le travail invisible : un projet féministe inachevé ». Dans Robert, Camille et Louise Toupin (dirs.). 2018. *Travail invisible : Portraits d'une lutte féministe inachevée*. Montréal : Éditions du Remue-ménage. p. 10.

femmes qui prennent ces enjeux à bras le corps. Dans les pages de leur journal *Québécoises deboutte!*, elles théorisent les activités ménagères comme *travail* et les inscrivent dans une analyse des rapports d'exploitation capitalistes et patriarcaux, contestant ainsi leur caractère « naturellement féminin »⁹⁵⁴. Les autrices de *Québécoises deboutte!* collaborent avec ceux·elles de *Mobilisation*. Jocelyne Bernier écrit dans les deux revues, tandis que Pierre Beaudet mentionne que les deux collectifs participent à des activités communes. Les deux revues partagent un cadre d'analyse marxiste et une sensibilité ouvrière qui les pousse à s'intéresser particulièrement à ce qui se passe dans les usines. Elles partagent aussi un ton semblable et certaines références communes, comme le recours à la méthode typiquement maoïste de la critique et de l'autocritique⁹⁵⁵. Comme *Mobilisation*, *Québécoises deboutte!* produit des bilans détaillés de luttes ouvrières, mais en prenant en compte le caractère spécifique de l'oppression des femmes. Ainsi, le texte « Femmes en lutte à Coleco » traite d'une campagne de syndicalisation dans une usine de jouets de Saint-Henri où les femmes représentent 70% de la main-d'œuvre. On y souligne que les difficultés du travail d'organisation auprès de ces femmes « [...] tournent toutes autour du rôle traditionnellement réservé à la femme dans la société, son rôle de mère-épouse-ménagère »⁹⁵⁶. Selon les autrices, ce rôle socialement imposé force les femmes à subir une double journée de travail (comme salariée et à la maison), ou encore à accepter d'être considérées comme des employées d'appoint – sous-payées, dévalorisées, licenciées en premier – quand elles ne sont pas tout simplement exclues du marché du travail. Les autrices dénoncent le caractère invisible, privé

⁹⁵⁴ Robert, Camille. 2018. « Du 'travail d'amour' au travail exploité : retour historique sur les luttes féministes entourant le travail ménager ». Dans Robert et Toupin. 2018. *op. cit.* p. 34.

⁹⁵⁵ « La critique et l'autocritique sont deux pratiques militantes qui ne peuvent que faire avancer notre cause ». *Québécoises deboutte!* 1973a. « Qu'est-ce que le centre des femmes? » *Québécoises deboutte!* vol. 1, no. 3, p. 26.

⁹⁵⁶ *Québécoises deboutte!* 1973b. « Femmes en lutte à Coleco » *Québécoises deboutte!* vol. 1, no. 6, p. 43.

et gratuit du travail ménager effectué par les femmes, en montrant que celui-ci s'arrime en fait au fonctionnement du système capitaliste :

Ce caractère privé du travail ménager cache la valeur sociale et l'intérêt public qu'il représente. En effet, si les femmes ne faisaient pas le travail qu'elles font, la société devrait s'en charger. C'est-à-dire que les patrons devraient payer pour des cantines convenables, des pouponnières, garderies, des buanderies etc... ce qui diminuerait beaucoup leurs profits⁹⁵⁷.

Suivant cette analyse, la socialisation des tâches domestiques apparaît comme un moyen de reconnaître à sa juste valeur le travail accompli par des femmes, tout en réduisant le fardeau qu'il représente. C'est en ce sens que les garderies sont considérées pour les femmes comme un « [...] instrument essentiel qui leur permettra de se regrouper, de briser leur isolement et d'avoir le temps et l'occasion de mener la lutte contre toutes les formes de leur oppression »⁹⁵⁸. Les militantes de *Québécoises deboutte!* voient donc les garderies comme un important levier d'émancipation. De plus, en expliquant comment la production domestique et la production salariée sont imbriquées, elles montrent que les revendications portées par les femmes concernent toute la classe ouvrière. Leur analyse remet donc en question la dichotomie effectuée par la Ligue entre travail de quartier et travail en entreprise⁹⁵⁹. Il semble toutefois que ce type d'analyse ait été ignoré par la direction essentiellement masculine des organisations marxistes-léninistes.

Par ailleurs, en raison de l'attention qu'elles accordent à la question du travail accompli par les femmes, les militantes de *Québécoises deboutte!* sont à l'affût des rapports hommes-femmes à

⁹⁵⁷ *Québécoises deboutte!* 1973c. « Sur notre condition » *Québécoises deboutte!* vol. 1, no. 3, p. 43, p. 17.

⁹⁵⁸ *Québécoises deboutte!* 1973d. « Les garderies : une lutte politique » *Québécoises deboutte!* vol. 1, no. 3, p. 43, p. 4.

⁹⁵⁹ « Au contraire, le quartier est l'autre moitié de l'organisation capitaliste, l'autre secteur de l'exploitation capitaliste, l'autre source cachée de plus-value. Le point central de cette usine sociale qu'est le quartier, c'est la ménagère qui produit un bien, la force de travail », disent les militantes de *Québécoises deboutte!* en s'appuyant sur les propos de Selma James et Maria Rosa Dalla Costa, autrices du livre « The Power of Women and the Subversion of the Community » (1972). *Québécoises deboutte!* 1973e. « Rencontre avec deux féministes marxistes » *Québécoises deboutte!* vol. 1, no. 6, p. 27.

l'intérieur du mouvement ouvrier. Dans leur texte sur la lutte à Coleco, elles dénoncent le fait que le travail informel de la campagne de syndicalisation ait été réalisé majoritairement par des femmes, mais que les postes syndicaux aient presque tous été appropriés par des hommes, une fois la bataille gagnée⁹⁶⁰. Plus largement, elles critiquent la place des femmes dans les syndicats :

De plus, les syndicats manifestent une attitude de mépris vis-à-vis les femmes. Les seuls postes occupés par celles-ci ne sont souvent que des fonctions de secrétaires. On les utilise aussi pour accomplir toutes les tâches ingrates lors d'une grève: dactylographier les textes, faire les sandwiches et servir le café. Le rôle des femmes est un rôle de soutien, rarement de responsable⁹⁶¹.

Malgré ces mises en garde – et bien que certaines femmes aient occupé des rôles de responsable –, le mouvement marxiste-léniniste québécois dans son ensemble n'est pas parvenu à surmonter le sexisme prévalent dans la société et dans de nombreuses organisations militantes et syndicales.

Un rythme insoutenable

En annexe du bilan de ses démarches d'implantation en usine, le Noyau des petites entreprises⁹⁶² propose un court texte intitulé « Les conditions matérielles d'un travailleur-militant », dans lequel il détaille le nombre d'heures qu'un implanté doit consacrer aux différentes facettes de sa vie : production (« i.e. gagner sa vie et partager les conditions de vie ouvrière »), reproduction (« i.e. qu'un individu doit reconstituer sa force physique et mentale de travail ainsi que sociale (dont surtout l'aspect familial) ») et activités militantes⁹⁶³. Après avoir fait le total du nombre d'heures hebdomadaire exigé par chaque tâche, le NPE conclut que le maintien à long terme du rythme de vie d'un implanté est impossible « ...si ce n'est en rognant sur le sommeil, loisirs, relax, repas,

⁹⁶⁰ Québécoises deboutte! 1973b. *op. cit.* p. 46.

⁹⁶¹ Québécoises deboutte! 1973f. « À la Regent Knitting... » *Québécoises deboutte!* vol. 1, no. 3, p. 43, p. 11.

⁹⁶² Associé au CAP Maisonneuve, le NPE est un des premiers groupes à pratiquer l'implantation. Voir le chapitre 1.

⁹⁶³ Mobilisation. 1973. « Deux ans de travail d'un noyau de militants ouvriers et socialistes » *Mobilisation* vol. 3, no. 2, p. 30.

etc., avec des conséquences sur la vie familiale et de couple des militants (les femmes écopent) ou en faisant à moitié leur travail militant »⁹⁶⁴. Il soutient que cela a déjà des conséquences concrètes :

1. *certains militants travailleurs sont en train de se brûler physiquement... et font des erreurs politiques par fatigue;*
2. *ils ne peuvent suivre chacun des évènements politiques tant du CAP que de la conjoncture sociale...*
3. *que normalement (dans les conditions ACTUELLES) un militant moyen ne peut donner un maximum que de 20 heures par semaine pour militer (certains un peu plus, d'autres moins);*
4. *c'est rêver en couleur kaléidoscopique que de croire que TOUS les ouvriers sont prêts aux sacrifices matériels et social [sic] qu'exigent [sic] le militantisme...⁹⁶⁵*

Le document est écrit en ayant en tête la figure d'un militant masculin travaillant en usine (et vivant en couple hétérosexuel). Il révèle cependant une volonté de prendre en compte la situation des femmes. Dans la liste des activités de reproduction, on note que « les repas à la maison prennent de 10 à 15 heures (sinon la 'femme' le fait seule et le militant contribue à son exploitation ménagère) »⁹⁶⁶. Puis, au sujet de l'entretien ménager, on ajoute :

*[N]otons que l'égalisation des tâches n'est pas **socialement** faite chez tous et chacun des couples militants étant donné surtout le poids de l'héritage historique sur cette question de sorte que pour les femmes militantes, ces tâches exigent plus de temps⁹⁶⁷.*

Le document est écrit aux débuts du mouvement d'implantation, avant la création de la Ligue. Il prévient des conséquences qu'un rythme de vie trop intense risque d'engendrer, mais il n'offre aucun correctif. Loin de prendre des mesures pour éviter le burn-out militant, les organisations marxistes-léninistes érigent plutôt la disponibilité constante en norme du mouvement. C'est ce qu'explique Roger Rashi en ce qui concerne la Ligue et le PCO :

Très rapidement, la culture d'organisation qui se développe, c'est une culture de mobilisation totale et de disponibilité totale. De 5-6h du matin jusqu'à minuit le soir s'il le faut. Et même plus tard le soir. On travaillait jusqu'à 2-3h du matin pour écrire des articles

⁹⁶⁴ *Ibid.* p. 31.

⁹⁶⁵ *Ibid.*

⁹⁶⁶ *Ibid.* p. 30.

⁹⁶⁷ *Ibid.* p. 31. En gras dans le texte.

*ou sortir le journal ou écrire des tracts. Se lever très tôt le matin pour faire la diffusion du journal en usine, etc., etc. Donc c'est une culture qui s'impose rapidement du fait que les gens sont très disponibles et très enthousiastes et se décident à travailler comme ça. C'est la culture qui prédomine au niveau de l'organisation*⁹⁶⁸.

Dans ce contexte, le travail domestique est placé en second plan par les militant·es, comme l'explique Clément Cazalais d'En Lutte! :

*Les repas, c'était vraiment pas important. Tu mangeais su'l coin de la table vite parce que t'avais un texte à taper, t'avais quelque chose à faire, un journal à passer, etc. Les activités normales d'un être humain, faire son lavage, faire son ménage, ça passait en second et même ça passait pas pantoute*⁹⁶⁹.

En pratique, cela signifie souvent que ces tâches sont faites par des femmes, qui subissent alors une triple journée de travail (travail domestique plus exigeant que pour les hommes, en plus du travail salarié et du travail militant)⁹⁷⁰. Prenant tout de même conscience de cet enjeu, les groupes marxistes-léninistes font quelques efforts pour encourager un meilleur partage des tâches au sein des couples et pour soutenir leurs membres en charge du travail domestique. La Ligue offre par exemple presque systématiquement un service de garde d'enfants lors de ses activités publiques⁹⁷¹. Mais ces efforts sont jugés insuffisants.

Diane Lessard consacre un chapitre de sa thèse à l'impact qu'a eu le rythme de travail militant sur la vie personnelle des femmes. « La vie personnelle? Quelle vie personnelle? », disent les

⁹⁶⁸ Simard, Marcel. 2003. *Il était une fois... Le Québec rouge*. Québec : Les Productions Virage. DVD, 52 mins. [En ligne] <https://www.dailymotion.com/video/x8of9j>

⁹⁶⁹ *Ibid.* Le groupe En Lutte! ne pratique pas (ou très peu) l'implantation, mais en termes de rythme de travail, la réalité de ses militant·es est semblable à celle de la Ligue.

⁹⁷⁰ Lessard. 1989. *op. cit.* p. 262.

⁹⁷¹ Même dans ces conditions, le travail domestique est partiellement socialisé, mais son poids repose malgré tout principalement sur les épaules des femmes, puisque ce sont surtout elles qui tiennent les garderies. Diane Lessard présente le témoignage d'une militante qui a été une des principales organisatrices d'une assemblée pour la Journée internationale des droits des femmes (le 8 mars), mais qui n'a pas pu participer à son propre événement puisqu'elle était en charge de la garde des enfants. Lessard. 1989. *op. cit.* p. 265. Par ailleurs, John Cleveland mentionne qu'à En Lutte!, les hommes ont été amenés à faire une partie significative des tâches domestiques, mais qu'ils ont très peu assumés la charge mentale et le travail de soutien émotionnel des enfants et de la parenté. Cleveland. 1983. *op. cit.* p. iii.

militantes qu'elle a rencontrées⁹⁷². Le problème du temps identifié dès 1973 dans le texte « Les conditions matérielles d'un travailleur-militant » prend de plus en plus d'importance au fil des années, compte tenu de la fatigue accumulée et des responsabilités familiales plus grandes. En effet, la plupart des militant·es sont au début de la vingtaine quand le mouvement marxiste-léniniste prend forme. Au début des années 1980, au moment où les groupes marxistes-léninistes s'écroulent, il·elles ont atteint la trentaine et beaucoup d'entre eux·elles ont eu des enfants. Diane Lessard souligne que les difficultés à concilier responsabilités familiales et vie militante sont un facteur de crise dans les organisations⁹⁷³.

Ce facteur se conjugue à d'autres pour expliquer que les militantes soient les principales actrices de la dissolution du mouvement marxiste-léniniste. Francine Dufort anime le congrès au cours duquel la décision de saborder le PCO est prise. Même si elle fait aujourd'hui un bilan globalement positif du mouvement marxiste-léniniste et en particulier de l'implantation – « Le monde est allé dans les usines! C'est quelque chose, là, pour des intellectuels, comprends-tu? J'trouve que ça montrait une vraie fraternité avec ceux qu'on appelait la classe ouvrière » –, elle juge alors que le parti est pourri de l'intérieur et qu'il doit disparaître, un sentiment partagé par la majorité des femmes. Jocelyne Bernier considère quant à elle que les groupes marxistes-léninistes ont été des lieux d'apprentissage politique et que beaucoup de militant·es ont conservé jusqu'à aujourd'hui des valeurs progressistes qui étaient présentes dans le mouvement. Elle mentionne toutefois qu'elle aurait eu un jugement beaucoup plus négatif si elle avait été interrogée dans les années 1980. Elle critique particulièrement l'endoctrinement, la notion d'avant-garde et le traitement réservé aux militantes : « Ça a été dur pour les femmes », dit-elle.

⁹⁷² Lessard. 1989. *op. cit.* p. 381.

⁹⁷³ *Ibid.* p. 408-409.

Les positions antiféministes, la dévalorisation du travail de quartier, l'inégale répartition des tâches et l'accaparement des postes de direction par les hommes sont parmi les principales causes de la fronde contre le Parti communiste ouvrier. Dans ses dernières années, le PCO fait quelques efforts pour répondre aux critiques des femmes militantes, notamment en instaurant un comité des femmes, en publiant des numéros de la revue *Octobre*⁹⁷⁴ consacrés à des questions touchant les femmes et en reconnaissant que le « féminisme petit-bourgeois » peut être un allié possible dans le cadre d'un front uni contre le gouvernement et les bureaucraties syndicales⁹⁷⁵. Mais ces mesures sont insuffisantes pour contrecarrer les dynamiques structurelles qui façonnent l'organisation. Dès ses débuts, le mouvement d'implantation a privilégié l'action syndicale en milieu de travail en prenant peu en compte l'imbrication des sphères domestique et salariée, ou encore la féminisation de la main-d'œuvre qui est en cours dans les années 1970. Les militantes ont donc été placées en périphérie du mouvement, ce contre quoi elles se sont révoltées, soit en paroles, soit en votant simplement avec leurs pieds.

⁹⁷⁴ Complémentaire à *La Forge*, *Octobre* est une revue qui se veut plus théorique.

⁹⁷⁵ Beaudry. 2004. *op. cit.* p. 61.

Conclusion

*Soyons comme des poissons dans l'eau, mais n'oublions jamais que nous sommes des poissons rouges*⁹⁷⁶.

Cette phrase colorée se trouve dans un texte de la Ligue qui vise à dresser un bilan de son travail d'agitation-propagande communiste dans les syndicats. À la veille de sa transformation en Parti communiste ouvrier, la Ligue souhaite « [...] regarder de plus près [ses] faiblesses, [ses] lacunes et [ses] erreurs [...] »⁹⁷⁷. Le document rend bien compte de plusieurs aspects du mouvement d'implantation. On y note qu'au début de la Ligue, « [...] plusieurs camarades avaient peu d'expérience ou pas d'expérience du tout dans les syndicats »⁹⁷⁸, mais on fait état d'une situation qui s'est améliorée au fil du temps : les militant·es ont appris à mieux connaître les ouvrier·ères et à intervenir plus efficacement.

Les implanté·es ont-il·elles été dans les masses comme des poissons dans l'eau, comme le veut la formule maoïste? Au chapitre 2, on a vu que la plupart des implanté·es rencontré·es se sont bien intégrés à l'usine ou à l'hôpital. Au fil du temps, leurs collègues sont souvent devenu·es des ami·es. Il·elles ont aussi été des camarades de lutte, comme en témoignent les multiples mobilisations locales dans lesquelles les communistes ont été impliqués. Grâce à leur participation active à l'amélioration des conditions de travail, un grand nombre d'entre eux·elles ont été élu·es à des fonctions syndicales. Quelques-un·es se sont senti·es étranger·ères à leur milieu d'implantation. Il·elles avaient parfois l'impression que les idées marxistes-léninistes qu'il·elles mettaient de l'avant prenaient une forme artificielle, « déconnectée », comme le reconnaît le

⁹⁷⁶ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1979. « L'A&P communiste dans les syndicats ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 4/6). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. p. 5.

⁹⁷⁷ *Ibid.* p. 1.

⁹⁷⁸ *Ibid.* p. 2.

document cité ci-haut : « [...] nous parvenons encore mal à faire une A & P communiste vivante et débarrassée des clichés qui rebutent les ouvriers »⁹⁷⁹.

La citation en épigraphe met en opposition être comme un poisson dans l'eau et être un poisson rouge (c'est-à-dire être communiste)⁹⁸⁰. De fait, s'intégrer pleinement à la classe ouvrière de l'époque impliquait de renoncer aux signes ostentatoires de l'allégeance révolutionnaire, tout simplement parce que la classe ouvrière de l'époque était souvent révoltée, mobilisée et combative, mais elle ne se considérait pas comme révolutionnaire. Les implanté·es qui sont resté·es à l'usine ou à l'hôpital ont tacitement accepté cet état de fait. Il·elles ont été converti·es par la classe ouvrière plus qu'il·elles ne l'ont convertie : « Moi, j'ai appris plus d'eux qu'eux de moi, j'suis convaincu de ça! », dit l'un d'eux·elles. Pour se tailler une place dans leur milieu de travail, il·elles ont dû tenir compte de la culture locale, du rapport de forces interne et de la conjoncture. C'est pourquoi, tel qu'expliqué au chapitre 3, il·elles ont fini par abandonner l'approche dogmatique de leurs débuts pour adopter la tactique du Front uni prolétarien, qui impliquait de travailler de concert avec les syndicalistes combatif·ves même lorsqu'il·elles ne partageaient pas les mêmes idéaux politiques. En pratique, le marxisme-léninisme, tel que compris par la Ligue, rejoignait peu les travailleur·euses. Les implanté·es ont donc eu tendance à le mettre de côté pour se concentrer sur leur implication syndicale.

À première vue, on peut donc considérer que leur couleur rouge s'est délavée. À partir de l'exemple de Valleyfield, j'ai cependant montré que les militant·es sont généralement resté·es proches des principes et des valeurs qui les animaient au départ. Inspiré·es par des exemples passés

⁹⁷⁹ *Ibid.* p. 6.

⁹⁸⁰ L'auteur·ice du texte n'a apparemment pas pensé à l'expression populaire « avoir une mémoire de poisson rouge ».

de syndicalisme combatif, il·elles ont fréquemment poursuivi leur engagement pro-ouvrier longtemps après la disparition des groupes marxistes-léninistes. Il·elles ont aussi conservé des manières de procéder – réflexion stratégique, désir d’impliquer la communauté, volonté de démocratiser et de politiser l’action syndicale – qui sont liées à leur formation communiste.

Dans un essai provocateur intitulé *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, le romancier et militant français Guy Hocquenghem accuse ses ancien·nes camarades maoïstes d’être passé·es du côté du pouvoir⁹⁸¹. S’il est bien vrai que certaines figures médiatiques issues de la gauche ont changé leur fusil d’épaule à mesure qu’elles se rapprochaient de l’élite, le phénomène semble moins répandu qu’on le croit. Le personnage de l’ex-activiste devenu bourgeois opportuniste apparaît aussi régulièrement dans les médias américains. Le sociologue Doug McAdam suggère que ce récit de conversion aurait une fonction dépolitisante : « Si les radicaux·ales des années 1960 sont devenu·es des yuppies, leur radicalisme passé peut être attribué à leur immaturité ou à un effet de mode »⁹⁸². Or, McAdam met en doute la véracité de ce récit. Son étude portant sur des militant·es du mouvement pour les droits civiques vient confirmer ce que d’autres chercheur·euses avaient observé : les personnes fortement engagées à gauche tôt dans leur vie ont une forte propension à rester engagées à long terme⁹⁸³. D’autres études abondent dans le même sens⁹⁸⁴. En France, la majorité des établi·es ont conservé une sensibilité politique de gauche même des années après l’établissement. En 1989-1990, questionné·es sur la formation politique

⁹⁸¹ Hocquenghem, Guy. 1986. *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*. Paris : Albin Michel.

⁹⁸² Traduction libre : « If most of the 60s radicals grew up to become Yuppies, then their earlier radicalism can be attributed to immaturity or faddishness » McAdam, Doug. 1989. « The Biographical Consequences of Activism » *American Sociological Review* vol. 54, no. 5, p. 745.

⁹⁸³ *Ibid.* p. 757-758.

⁹⁸⁴ Voir par exemple Fillieule, Olivier, Isabelle Sommier, Sophie Beroud et Camille Masclet. 2018. *Changer le monde, changer sa vie : Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*. Arles: Actes Sud. Fraser, Ronald et al. 1988. *1968: A Student Generation in Revolt: An International Oral History*. New York: Pantheon.

dont il·elles se sentaient le plus proche, 50% des établi·es et ex-établi·es ont nommé les Verts ou un parti de la gauche extra-parlementaire et 30% d'entre eux·elles ont nommé le Parti socialiste. Seul·es 3% ont mentionné un parti centriste et 1% un parti de droite⁹⁸⁵.

Qu'en est-il des implanté·es québécois·es? Parmi ceux·elles que j'ai rencontré·es, la plupart soutiennent Québec solidaire ou le Parti Québécois, parfois avec une certaine distance critique. Quelques-un·es s'identifient encore comme communistes ou marxistes. Surtout, presque tou·tes sont encore engagé·es socialement et politiquement. Ceux qui sont restés à l'usine ont été actifs dans leur syndicat pendant à peu près toute leur carrière et restent quelques fois liés à celui-ci durant leur retraite, par exemple en étant impliqués dans un collectif de retraité·es de la compagnie ou en donnant ponctuellement des ateliers en santé-sécurité au travail. Certain·es ont transféré dans d'autres milieux de travail les compétences syndicales apprises à l'époque de leur implantation. Comme on l'a vu au chapitre 1, les comités de citoyens et le FRAP ont été des lieux de politisation importants pour le mouvement marxiste-léniniste. Il n'est donc pas surprenant que des ancien·es implanté·es soient retourné·es à l'action municipale, notamment en se joignant au Rassemblement des citoyen·nes de Montréal (RCM) dans les années 1980 ou bien en mettant sur pied la coalition Prenons la ville en 2021. Parmi ceux·elles qui avaient milité pour le Parti Québécois avant de devenir marxistes-léninistes, plusieurs sont revenu·es vers le mouvement souverainiste, au PQ, au Bloc ou dans les Organisations unies pour l'indépendance (OUI-Québec). Enfin, d'ancien·es implanté·es sont impliqués dans différents organismes de la société civile : Ligue des droits et libertés, Oxfam, groupes environnementaux, groupes de soutien aux jeunes de la rue, etc.

⁹⁸⁵ Dressen, Marnix. 2000. *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*. Paris : Éditions Belin. p. 313.

On a dit que les ancien·nes marxistes-léninistes étaient hésitant·es à parler de leur implication de l'époque, voire qu'il y avait un tabou autour de ce mouvement⁹⁸⁶. Il est vrai que quelques personnes ont refusé de se prêter au jeu de l'entrevue. Cependant, pour la grande majorité des implanté·es que j'ai réussi à interviewer, c'est sans gêne, et souvent avec enthousiasme, qu'il·elles ont répondu à mes questions. C'est peut-être parce que le temps a embelli la mémoire de leurs jeunes années et qu'il·elles trouvaient en moi une oreille empathique. C'est peut-être aussi parce qu'il·elles ont pu bénéficier de ce que Dressen nomme « l'effet de rappel » – il·elles ont pu retrouver la position socio-professionnelle qui aurait probablement été la leur s'il·elles n'avaient pas décidé de vivre une forme de « mobilité sociale descendante volontaire »⁹⁸⁷ – alors que s'il·elles avaient été interrogé·es dans les années 1980, immédiatement après leur expérience, les difficultés à se réorienter auraient pu teinter négativement leur récit⁹⁸⁸. Peut-être enfin que les ravages du capitalisme ces dernières décennies (pour les humains et pour la nature) ont rendu plus admissible un discours radical. Toujours est-il que la plupart des implanté·es que j'ai rencontré·es ont dressé un bilan globalement positif de leurs années d'implantation. Par contre, à peu près tou·tes ont dénoncé les traits autoritaires du mouvement marxiste-léniniste. Il·elles le décrivent comme sectaire, dogmatique, stalinien. Plusieurs d'entre eux·elles ont d'ailleurs été parmi les premier·ères à formuler des critiques internes qui ont éventuellement menées à la dissolution du mouvement. Comment comprendre cette tension entre une implication perçue positivement et un mouvement

⁹⁸⁶ « Lorsqu'ils se trouvent pressés de questions, c'est avec humeur et un certain agacement que les anciens marxistes-léninistes québécois évoquent leur passé militant dans les années soixante-dix ». Warren, Jean-Philippe. 2007. *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*. Montréal: VLB Éditeur. p. 13. Milot, David. 2004. « Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec 1973-1983, un premier bilan, présentation » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, p. 12.

⁹⁸⁷ Dressen, Marnix. 2000b. *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*. Paris : Éditions Belin. p. 308.

⁹⁸⁸ En retraçant le parcours post-établissement de Nicolas Dubost, le politologue Antoine Aubert éclaire les difficultés qui marquent la sortie de l'usine pour certain·es établi·es. Aubert, Antoine. 2020. *Devenir(s) révolutionnaire(s). Enquête sur les intellectuels « marxistes » en France*. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne : thèse de doctorat (science politique). pp. 705-709.

décrié pour ses excès? La réponse se trouve sans doute dans la démarche d'implantation elle-même. En s'immergeant à l'usine ou à l'hôpital, les implanté·es ont pu comprendre intimement la réalité des travailleur·euses qu'il·elles côtoyaient. En échangeant quotidiennement avec eux·elles au sujet de toutes sortes d'enjeux politiques et sociaux, il·elles étaient poussé·es à réévaluer constamment leurs propres positions politiques à la lumière de ce que pensaient les « gens ordinaires ». S'implanter permettait aux communistes de sortir de la chambre d'écho dans laquelle les militant·es s'enferment trop souvent. L'implantation représentait donc peut-être la forme la plus intense d'engagement marxiste-léniniste, mais elle amenait ceux·elles qui la pratiquaient à rester plus en phase avec le monde non-militant.

Les femmes ayant milité dans le mouvement marxiste-léniniste ont été beaucoup plus réfractaires à parler de leur expérience. Comme on l'a vu au chapitre 5, cela tient aux positions antiféministes du mouvement marxiste-léniniste, mais aussi au fait que les femmes se soient vues confier des positions moins valorisées au sein de la Ligue. En effet, à partir de leur analyse de la « contradiction principale » et des « contradictions secondaires », les dirigeants majoritairement masculins de la Ligue ont eu tendance à dénigrer le travail de quartier accompli principalement par des femmes, et ce malgré l'existence dans les cercles militants d'analyses féministes marxistes qui soulignaient l'articulation des sphères de la reproduction et de la production. Une étude sur l'histoire des garderies populaires contribuerait à reconnaître l'apport des femmes au mouvement, tout en montrant comment la mise sur pied des garderies répondait aux impératifs d'un monde du travail en pleine transformation.

Questionné·es au sujet de la pertinence de la tactique d'implantation pour des militant·es de gauche aujourd'hui, les implanté·es offrent des avis divergents. Certain·es craignent que d'éventuel·les implanté·es se substituent aux travailleur·euses : « C'est pas des nonos, les ouvriers. [...] Ils ont pas besoin d'un messie qui leur apporte une vérité ou j'sais pas quoi », dit Line Godin. Comme elle, quelques autres déplorent le côté missionnaire de l'implantation. En même temps, plusieurs implanté·es soulignent que l'expérience leur a permis d'apprendre énormément. Il·elles expriment aussi le souhait que la gauche trouve des manières de sortir des cercles habituels et d'entamer un vrai dialogue avec la population : « La gauche, si elle veut rester juste entre elle, elle va rester marginale », dit Jean Bourdages. De manière générale, les implanté·es que j'ai rencontré·es sont beaucoup plus critiques du caractère rigide de l'idéologie marxiste-léniniste que de l'implantation elle-même. Alors que Mobilisation préconisait un « [...] un long et patient travail de sensibilisation et d'organisation auprès de la masse des travailleurs »⁹⁸⁹, les marxistes-léninistes, parce qu'il·elles s'étaient politisé·es durant une période de bouleversements rapides, étaient nombreux·euses à croire que la révolution approchait à grands pas. Animé·es par un sentiment d'urgence, il·elles se sont empressé·es de construire un « parti d'avant-garde » et se sont engagé·es dans des débats idéologiques souvent stériles. On peut se demander de quoi aurait l'air un mouvement d'implantation contemporain qui remettrait de l'avant la nécessité de se lier à la classe des travailleur·euses, mais en adoptant une posture politique souple et des formes organisationnelles résolument démocratiques.

⁹⁸⁹ Mobilisation. 1974f. « Les comités de travailleurs : Dépasser l'état actuel des choses » *Mobilisation* Dossier no. 3, p. 22. Voir le chapitre 1 pour une analyse de ce document.

Pistes de recherche

Tout au long de cette thèse, j'ai rendu compte de différentes dimensions de la participation des implanté·es à leur milieu de travail, mais il y en aurait bien sûr beaucoup plus long à dire. Une histoire détaillée des luttes locales pourrait être faite, par exemple en consultant les archives des syndicats hospitaliers disponibles au Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT). Il aurait été intéressant d'interviewer les collègues de travail des implanté·es. Cela aurait posé la question de la représentativité et de la diversité de l'échantillon – parmi l'ensemble des employé·es de l'usine ou de l'hôpital, qui interviewer au sujet des implanté·es? – mais aurait à coup sûr jeté un éclairage différent sur leur arrivée et leur évolution dans leur milieu. Si j'ai pu reprocher au travail d'enquête de Jacques Benoît de s'appuyer presque exclusivement sur des personnes extérieures au mouvement marxiste-léniniste, dont plusieurs en sont des adversaires, je suis conscient qu'on pourrait me reprocher d'avoir péché par excès inverse et de n'avoir essentiellement interrogé que des personnes qui ont fait partie du mouvement (bien que certain·es d'entre eux·elles soient aujourd'hui très critiques de leur engagement d'alors).

Afin de pousser plus loin la réflexion, il serait pertinent d'explorer la contribution des marxistes-léninistes aux luttes contre les fermetures d'usines et les pertes d'emplois. À l'usine de QIT Fer et Titane à Sorel et à la Dominion Bridge de Lachine, par exemple, cet enjeu a préoccupé les implanté·es. Dans un tract électoral pour la campagne fédérale de 1980, Louis Lavoie, implanté à MLW-Bombardier, dénonce les coupures de postes dans la circonscription où il se présente :

[...] Et maintenant leurs emplois [ceux des habitants du comté] sont de plus en plus menacés : mises à pied massives à Atlas Asbestos; un département complet qui ferme à la Canadian Steel Wheel; 150 mises à pied à MLW-Bombardier⁹⁹⁰.

⁹⁹⁰ Lavoie, Louis. 1980. *Gamelin. Louis Lavoie : Pour une alternative ouvrière*. Parti communiste ouvrier. Archives personnelles de Louis Lavoie.

Les trois entreprises qu'il mentionne ont vu passer des implanté·es. Elles se trouvent dans un secteur aujourd'hui largement désindustrialisé, alors qu'il s'agissait d'un important pôle de production dans les années 1970. Au sujet des marxistes américain·es, l'historien Martin Smith souligne le caractère paradoxal de la fascination pour l'industrie :

*L'ironie du virage vers la classe ouvrière dans les années 1970, c'est qu'au moment même où des ex-étudiant·es blanc·hes radicalisé·es issues de la classe moyenne entraient à l'usine pour y faire la révolution, les employeurs américains élaboraient leurs propres plans pour partir et désindustrialiser*⁹⁹¹.

Une dynamique semblable se déroulait au Québec. Comment les implanté·es d'ici ont-il·elles négocié cette réalité, compte tenu de leur préjugé favorable au prolétariat industriel, mais aussi de leur conscience de l'évolution de la composition de la classe ouvrière (dont témoigne leur attrait pour les hôpitaux, discuté au chapitre 3)?

Il serait aussi possible de se pencher sur leur participation à l'émergence du mouvement écologique. Par le biais de luttes pour la protection de la santé des travailleur·euses, les militant·es en milieu de travail ont à plusieurs reprises revendiqué le retrait ou la réglementation de produits industriels dangereux qui ont aussi un impact négatif sur l'environnement, tels que l'amiante. Dans le tract cité précédemment, Louis Lavoie fait de la pollution un enjeu prioritaire :

La lourde pollution qui provient des usines comme Atlas Asbestos, la fonderie Canadian Steel et les raffineries, détériorent [sic] la vie des habitants de Gamelin et abîment [sic] les quartiers.

[Louis Lavoie et le PCO exigent :]

⁹⁹¹ Traduction libre: « The irony of the 1970s turn to party building is that as radicalized white, middle-class ex-students entered industrial work sites to revolutionize, US employers were making their own plans to exit and deindustrialize ». Smith, Martin. 2013. « Talkin' 'bout a Working-Class Revolution: The Gendered 'Turn' to Party Building, the Personal, and Perspectives Gained from Within » *Left History* vol. 17, no. 1, p. 91.

- *Des systèmes adéquats pour enrayer la pollution de l'air et de l'eau par les raffineries et les usines*⁹⁹².

À Valleyfield et à Beauharnois, d'ancien·nes marxistes-léninistes ont été actif·ves dans la campagne victorieuse pour l'annulation en 2004 du projet de centrale thermique du Suroît. Plusieurs autres implanté·es font aujourd'hui de l'écologie une de leurs priorités politiques. L'expérience concrète de l'usine leur a peut-être inculqué une vive conscience des effets néfastes des systèmes industriels sur la santé et l'environnement. Vue sous cet angle, l'analyse de l'implantation pourrait s'inscrire dans l'historiographie récente de l'écologie de la classe ouvrière⁹⁹³.

Alors que j'ai traité de l'implantation surtout du point de vue de la sociologie des mouvements sociaux et de l'histoire du syndicalisme, il serait aussi possible de l'aborder en tant que source de savoirs sur le monde du travail. En étant physiquement présent·es à l'intérieur de l'usine ou de l'hôpital, les implanté·es conjuguent leur esprit d'analyse et leur expérience sensorielle en tant que travailleur·euse pour produire une connaissance ancrée de leur milieu de travail. Dans *L'établi*, Robert Linhart raconte ainsi ce que vit un ouvrier sur la chaîne, mieux sans doute que peut le faire un·e observateur·ice extérieur·e⁹⁹⁴. De même, Gordon Lefebvre raconte les difficultés des premiers jours à l'usine en mettant l'accent sur des détails qui pourraient être ignorés par un·e enquêteur·ice de passage :

En ce qui concerne l'adaptation, c'est surtout le bruit assourdissant des milliers de cannettes qui couraient partout qui posait problème. Pendant une dizaine de jours, je retournais chez

⁹⁹² Lavoie. 1980. *op. cit.*

⁹⁹³ Barca, Stefania. 2015. « Sur l'écologie de la classe ouvrière : un aperçu historique et transnational » *Écologie & politique* vol. 1, no. 50, pp. 23-40.

⁹⁹⁴ Il n'est d'ailleurs pas le seul établi à être devenu sociologue du travail par la suite.

*moi à moitié sourd : j'entendais le bruit des cannettes dans mes oreilles pendant des heures après le travail. Puis, l'habitude vint et je les entendais moins*⁹⁹⁵.

Plus loin dans son récit, la cannette devient aussi un outil entre les mains des travailleurs en protestation :

*En ce qui concerne le ralentissement pratiqué par les ouvriers, il était discret. Par exemple, il suffisait d'une cannette mal placée pour bloquer la machine. Alors, le mécanicien venait la « réparer », c'est-à-dire prendre deux fois plus de temps qu'à l'ordinaire. La production sur tout le reste de la ligne en souffrait, parce rien ne descendait dans les trains au rez-de-chaussée*⁹⁹⁶.

Les témoignages des implanté·es peuvent donc donner accès à un répertoire de tactiques de résistance, dont certaines rappellent les « armes des faibles » analysées par l'anthropologue James C. Scott⁹⁹⁷. Ces éléments s'inscriraient bien dans une étude des rapports de pouvoir au sein d'un milieu de travail, à la manière de l'ouvrage *The Politics of Production* de Michael Burawoy⁹⁹⁸.

Les implanté·es membres de la Ligue étaient invité·es à produire des rapports et des bilans de leurs interventions militantes. Ces documents commençaient normalement par une description de la situation de leur entreprise, de sa place dans l'économie, des tendances du marché qui l'affectaient, de ses décisions d'affaires, des autres joueurs du secteur, etc. Souvent, cette présentation était sommaire et pleine de lieux communs, mais elle offrait parfois une riche analyse. Ce matériel pourrait être utilisé pour produire une étude de cas des transformations d'un milieu de travail au moment charnière de la transition des Trente glorieuses au néolibéralisme.

⁹⁹⁵ Lefebvre, Gordon. 2021. *Premières réactions à ton essai*. Texte écrit en réaction à la lecture du chapitre 2, « Un choc d'habitus? L'intégration des implanté·es en milieu ouvrier », échange de courriels avec Gordon Lefebvre.

⁹⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁹⁷ Scott, James C. 1985. *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*. New Haven: Yale University Press.

⁹⁹⁸ Burawoy, Michael. 1985. *The Politics of Production: Factory Regimes under Capitalism and Socialism*. London: Verso.

La classe ouvrière comme acteur de changement

L'histoire racontée dans la présente thèse commence là où s'arrête celle racontée par Sean Mills dans *The Empire Within*⁹⁹⁹. Mills montre comment, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, dans la foulée des luttes de libération de ce qu'on appelait alors le tiers-monde, des militant·es de différents milieux se sont approprié·es le discours anticolonial pour décrire leur oppression. Entrecroisant le nationalisme et une pensée de gauche aux influences multiples, il·elles ont organisé une série de mobilisations marquantes, mais souvent éphémères.

Au cours des années 1970, dans l'esprit de beaucoup de militant·es, la dyade « indépendance et socialisme » est rompue. La rupture est symbolisée par les voies divergentes empruntées par Pierre Vallières et Charles Gagnon, deux anciennes figures de proue du Front de libération du Québec (FLQ). Tous deux rejettent la violence spontanéiste de leurs années felquistes, mais le premier prône l'intervention au sein du PQ pour le tirer vers la gauche, tandis que le second mise sur la création d'un parti prolétarien¹⁰⁰⁰. Alors que plusieurs militant·es s'investissent dans le Parti Québécois, d'autres, plus radicaux·ales, délaissent graduellement le nationalisme et adoptent un cadre d'analyse marxiste¹⁰⁰¹.

⁹⁹⁹ Mills, Sean. 2010. *The Empire Within: Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal*. Montreal: McGill-Queen's University Press.

¹⁰⁰⁰ Ces prises de position s'expriment d'abord dans le livre *L'urgence de choisir* de Pierre Vallières, auquel Charles Gagnon répond par *Pour un parti prolétarien* (1972). Vallières, Pierre. 1971. *L'urgence de choisir*. Montréal : Éditions Parti pris. Gagnon, Charles. 2008. *En Lutte! Charles Gagnon. Écrits politiques, volume II (1972-1982)*. Montréal : Lux Éditeur.

¹⁰⁰¹ L'influence de la pensée décoloniale persiste à travers la participation des marxistes-léninistes à des luttes anti-impérialistes, comme en témoigne le parcours de William Dere, un militant québécois d'origine chinoise qui se politise à la fin des années 1960 en lisant Fanon et des écrits sur la révolution cubaine, s'implique dans un groupe tiers-mondiste dans la première moitié des années 1970 et devient dirigeant du Comité anti-impérialiste (CAI) de la Ligue au milieu de la décennie. Le CAI offre entre autres son soutien à la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Dere, William Ging Wee. 2019. *Being Chinese in Canada: The Struggle for Identity, Redress and Belonging*. Madeira Park: Douglas & McIntyre. pp. 89-160.

Le marxisme connaît à cette époque une renaissance dans le monde académique occidental¹⁰⁰². Des étudiant·es politisé·es s'en emparent et tentent de la faire sortir des murs de l'université. Il·elles trouvent dans la pensée marxiste non seulement une manière de comprendre les rapports de force qui structurent nos sociétés, mais aussi et peut-être surtout l'idée selon laquelle la classe des travailleur·euses possède un pouvoir de mobilisation considérable. Ce pouvoir, il·elles l'observent aussi autour d'eux·elles, dans la lutte des syndiqué·es du Front commun de 1972 ou dans les autres conflits ouvriers qui bouleversent le statu quo, au Québec et ailleurs. Ceux·elles qui s'implantent en milieu de travail sont animé·es du désir de se battre aux côtés des travailleur·euses. La sorte particulière de marxisme qui inspire alors les implanté·es – un marxisme-léninisme associé à une vision idéalisée de la Chine maoïste – a peu de résonance auprès des travailleur·euses, mais leur volonté de contribuer à l'organisation, à la radicalisation et à la politisation des luttes ouvrières est relativement bien accueillie et correspond bien à l'esprit du marxisme.

Dans son introduction historique aux théories sociologiques, le politologue Alex Callinicos émet l'hypothèse que le pessimisme de beaucoup d'intellectuel·les par rapport à la possibilité de transformer le monde est peut-être lié au fait qu'il·elles sont de plus en plus nombreux·euses à exercer leurs fonctions à l'intérieur de l'université plutôt que dans d'autres secteurs de la société¹⁰⁰³. En parallèle de ce processus, on observe dans les sciences sociales une tendance à se désintéresser de la question des classes sociales¹⁰⁰⁴, ou encore à considérer les classes populaires

¹⁰⁰² Callinicos, Alex. 2007. *Social Theory: A Historical Introduction*. Cambridge: Polity Press. p. 260-261.

¹⁰⁰³ *Ibid.* p. 312.

¹⁰⁰⁴ Sayer, Andrew. 2005. *The Moral Significance of Class*. Cambridge: Cambridge University Press. p. 15.

comme des victimes de forces qui les dépassent¹⁰⁰⁵. Les implanté·es postulent au contraire que les travailleur·euses sont des acteur·ices de changement social, dont la mobilisation peut bénéficier à la société dans son ensemble¹⁰⁰⁶. À travers leur démarche d'implantation, il·elles rejettent la séparation de la théorie et de la pratique. Par le fait même, il·elles nous rappellent le rôle public que des intellectuel·les peuvent jouer en s'alliant à un mouvement social.

¹⁰⁰⁵ Fontaine, Marion et Cyril Lemieux. 2021. « La gauche peut-elle (vraiment) se passer des classes populaires ? » *Germinal* no. 3. [En ligne] <https://revuegerminal.fr/2021/11/14/la-gauche-peut-elle-vraiment-se-passer-des-classes-populaires/>

¹⁰⁰⁶ À titre d'exemple, les fronts communs syndicaux du secteur public des années 1970 ont obtenu l'introduction de congés de maternité et la réduction de la taille des groupes-classe pour les enseignant·es. Plus récemment, aux États-Unis, une vague de grèves d'enseignant·es a mené à l'augmentation des budgets en éducation dans plusieurs États. Petitclerc, Martin et Martin Robert. 2018. *Grève et paix : une histoire des lois spéciales au Québec*. Montréal : Lux Éditeur. p. 82. Bocking, Paul. 2020. « Eric Blanc, Red State Revolt: The Teachers' Strike Wave and Working-Class Politics » *Labour / Le Travail* vol. 85, pp. 311-314.

Bibliographie

Entretiens

Entretien en visioconférence avec Alain Proulx, 28 août 2019
Entretien en personne avec André Vincent, 30 août 2018
Entretien en personne avec Denis Bourdeau, 17 septembre 2018
Entretien en personne avec Denis Tougas, 4 juin 2019
Entretien en personne avec Dominique Reynolds, 1^{er} août 2019
Entretiens en personne avec Donald Cuccioletta, 26 septembre 2018 et 7 novembre 2018
Entretien en personne avec Francine Dufort, 11 octobre 2021
Entretien en personne avec Line Godin (surnom), 31 octobre 2018
Entretien en personne avec Gilles Duceppe, 23 octobre 2018
Entretien en personne avec Gilles Morand, 29 août 2018
Entretien en personne avec Gérard Thibault (surnom), 16 septembre 2019
Entretien commun en personne avec Sylvain Gallant et Nicole Lafleur (surnoms), 19 août 2019
Entretien en personne avec Gordon Lefebvre, 14 novembre 2019
Entretien en personne avec Jean Baillargeon, 3 juin 2019
Entretien en personne avec Jean-Pierre Drouin, 2 août 2018
Entretien en personne avec Jocelyne Bernier, 8 novembre 2021
Entretien en personne avec Pierre LaGrenade, 1^{er} août 2018
Entretien en personne avec Louis Lavoie, 20 septembre 2019
Entretien en personne avec Jean Bourdages (surnom), 31 octobre 2018
Entretien en personne avec Michel Dorais, 26 octobre 2018
Entretien en personne avec Normand Gendron, 21 juin 2019
Entretien en personne avec Pierre Beaudet, 24 juillet 2018
Entretien par visioconférence avec Pierre Fontaine, 11 juin 2019
Entretien en personne avec Robert Dagenais, 28 mai 2019
Entretien en personne avec Richard Dufort, 27 mai 2019
Entretien en personne avec Serge Campeau (surnom), 21 novembre 2018
Entretien en personne avec Raymond Savoie, 30 août 2019
Entretiens en personne avec Roger Rashi, 14 septembre 2018 et 20 novembre 2018
Entretien en personne avec Susan Caldwell, 4 septembre 2019

Documents d'archives

Comité d'A&P de la Ville de Montréal. 1979. « À propos du Front uni prolétarien ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 4/6). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Comité d'action politique de St-Jacques. 1971. *Pour l'organisation politique des travailleurs québécois*. Montréal : sans éditions.

Comité d'Action Politique de Saint-Jacques. 1972. « La lutte chez Rémi Carrier : On s'organise » *Le travailleur* vol. 2, no. 1.

Comité de la Ville de Montréal. 1978. « Guide pour un plan de travail ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 6d/3). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. pp. 1-7.

Comité de la Ville de Montréal. 1979. « Statistiques-Montreal ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 6d/3). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Comité de la Ville de Montréal. 1979. « Notes sur le ralliement (ville de MTL) ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 6d/3). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Comité syndical. 1979. « L'A&P communiste dans les syndicats ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 4/6). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Coton-46. 1996. « 1946-1996 : 50e anniversaire de la grève de la Montreal Cottons de Valleyfield, un chapitre majeur de l'histoire de notre région et du Québec... » Brochure d'information en vue de la soirée commémorative du 27 septembre 1996. Document trouvé à la Librairie Côté gauche, Salaberry-de-Valleyfield.

Coton-46. 1996. « Soirée 50^e Anniversaire de la grève 'Coton 46' » Tract. Programme de la soirée commémorative.

CSN. 1978. « Les campagnes d'adhésion : dans le secteur public, des gains importants » *Le Travail* vol. 53, no. 7-8.

CSN. 1980. « Les victimes du profit » *Le Travail* vol. 55, no. 4.

Duceppe, Gilles. 1982. « Bilan du travail syndical au Royal Victoria ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Exécutif des employés généraux de l'hôpital Hôtel-Dieu de Montréal. 1977. « Conférence de presse : Hôtel-Dieu » [Titre manuscrit]. Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Fraction hôpitaux. 1978. « Plan de la fraction hôpitaux ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Fraction hôpitaux. 1978 (?). « Plan de la fraction hôpitaux ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Fraction hôpitaux. 1979. « Front commun : Plan pour l'automne '79 ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Fraction hôpitaux. 1980. « Bilan de la lutte du Front commun ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Fraction hôpitaux. 1982. « Plan de travail pour les hôpitaux ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Le Partisan. 1972. « Renforçons le soutien aux luttes de la classe ouvrière » *Le Partisan* vol. 1, no. 2. Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 1/14). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Le Partisan. 1972. « Éditorial : La Lutte des OUVRIERS de CARRIER Trace une DÉMARCATIION entre les DEUX LIGNES Politiques dans le Mouvement Ouvrier au Québec » *Le Partisan* vol. 1, no. 3. Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 1/14). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Le Partisan. 1973. « Pourquoi un journal bilingue? » *Le Partisan* vol. 3, no. 3. Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 1/14). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Lavoie, Louis. 1980. *Gamelin. Louis Lavoie : Pour une alternative ouvrière*. Parti communiste ouvrier. Archives personnelles de Louis Lavoie.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1975. *Document d'entente pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada*. Archives personnelles de Roger Rashi.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1975 (?). « Chapitre IV : Les méthodes artisanales des 'économistes' et l'organisation des révolutionnaires ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 6d/3). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1976 (?). « Plan de travail – Secteur hôpitaux ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1977 (?). « Votons pour une équipe qui défend les intérêts de tous les travailleurs de l'hôpital contre les patrons! ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1978. *Ouvriers de Beauharnois et d'Arvida. Poursuivons la lutte! Préparons le contrat!* [Tract]. Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 18a/2). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1979. « L'A&P communiste dans les syndicats ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 4/6). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. 1979 (?). « Le travail de soutien aux entreprises ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 6d/3). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Sans date. « Le 1^{er} mars – Bâtissons un fort Mouvement de riposte unifié ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/9). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Sans date. *Luttons classe contre classe pour nos revendications et pour le socialisme!* Archives personnelles de Roger Rashi.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Sans date. « Non aux fermetures à l'hôpital Notre-Dame. Luttons pour notre droit à la santé ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 18a/3). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Sans date. « NON AUX MESURES DE CRISE! NON AUX COUPURES! PRÉPARONS LE FRONT COMMUN! ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 18a/2). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Sans date. *Pour une riposte unifiée de la classe ouvrière.* Archives personnelles de Roger Rashi.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Sans date. « Travailleurs et travailleuses de l'Hôtel-Dieu : NON à la chasse aux sorcières! ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 18a/1). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Mobilisation. 1970 (?). « Sur la liaison intellectuels-ouvriers » *Mobilisation* no. 3. Collection nationale de Bibliothèque et archives nationales du Québec.

Mobilisation. 1973. « Deux ans de travail d'un noyau de militants ouvriers et socialistes » *Mobilisation* vol. 3, no. 2. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1974. « Deux ans de travail politique en quartier – Bilan du Comité d'action politique St-Michel » *Mobilisation* vol. 3, no. 9.

Mobilisation. 1974. « Quelques aspects du début d'un mouvement socialiste à Montréal » *Mobilisation* vol. 3, no. 1, édition revue et corrigée. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1974. « La lutte des travailleurs chez Rémi Carrier » *Mobilisation* vol. 3, no. 8. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1974. « Annexe 1 : Les comités de soutien » *Mobilisation* vol. 3, no. 8. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1974. « La syndicalisation dans une petite usine » *Mobilisation* vol. 3, no. 9.

Mobilisation. 1974. « Un journal d'hôpital » *Mobilisation* vol. 4, no. 4. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1974. « Un journal d'usine » *Mobilisation* vol. 4, no. 4. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1974. « Les comités de travailleurs : Dépasser l'état actuel des choses » *Mobilisation* Dossier no. 3, p. 4. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1975. « Servir le peuple : bilan d'un travail militant dans une grande entreprise » *Mobilisation : Revue politique et militante* vol. 4, no. 5. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1975. « Les travailleurs des services au Québec » *Mobilisation* vol. 4, no. 8. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1975. « Annexe : Éléments de programme » *Mobilisation* vol. 4, no. 8. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1975. « Bilan de la lutte du Front Commun de 1972 » *Mobilisation* vol. 4, no. 8. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1975. « Le mouvement des Comités d'Action Politique au Québec (1971-1975) : La longue marche vers la voie révolutionnaire » *Mobilisation* vol. 4, no. 9.

Mobilisation. 1975a. « Les perspectives de la lutte dans le secteur public » *Mobilisation* vol. 5, no. 1. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1975. « Organisation et implantation » *Mobilisation* vol. 5, no. 1. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1975. « Terrorisme et ultra-'gauchisme' dans l'histoire du mouvement révolutionnaire au Québec » *Mobilisation* vol. 5, no. 2. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1975d. « Unité ouvrière, unité révolutionnaire » *Mobilisation* vol. 5, no. 2. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1975. « En Lutte! et la critique de l'économisme » *Mobilisation* vol. 5, no. 2. Archives personnelles de Pierre Beaudet.

Mobilisation. 1975. « Suspension de la publication de mobilisation pour une période indéterminée ». Archives personnelles de Pierre Beaudet.

MREQ. 1974. « Towards the Marxist-Leninist Organization » *Canadian Revolution* no. 1. [En ligne] <https://www.marxists.org/history/erol/ca.secondwave/mreq.htm>

MREQ. 1974b. « The Integration of Revolutionaries with the Working Class ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 1/7). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

MREQ. 1974. « Sur la tactique d'implantation : autocritique et mise au point ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 1/7). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Naud, Jean-Claude. 1978 (?). « Le parti et le socialisme ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/13). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Parti communiste ouvrier. 1980. « Les candidats du PCO » *La Forge* vol. 5, no. 2. Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 18a/2). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Parti communiste ouvrier. 1981 (?). « A et P ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 4/6). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. pp. 1-7.

Québécoises deboutte! 1973. « À la Regent Knitting... » *Québécoises deboutte!* vol. 1, no. 3. BanQ numérique.

Québécoises deboutte! 1973. « Qu'est-ce que le centre des femmes? » *Québécoises deboutte!* vol. 1, no. 3. BanQ numérique.

Québécoises deboutte! 1973. « Les garderies : une lutte politique » *Québécoises deboutte!* vol. 1, no. 3. BanQ numérique.

Québécoises deboutte! 1973. « Sur notre condition » *Québécoises deboutte!* vol. 1, no. 3. BanQ numérique.

Québécoises deboutte! 1973. « Femmes en lutte à Coleco » *Québécoises deboutte!* vol. 1, no. 6. BanQ numérique. BanQ numérique.

Québécoises deboutte! 1973. « Rencontre avec deux féministes marxistes » *Québécoises deboutte!* vol. 1, no. 6.

Sans auteur. 1974. « Bilan du taxi ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 1/27). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Sans auteur. 1974 (?). « L'implantation dans les grandes usines ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/6). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Sans auteur. 1979. « Évaluation des camarades ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/8). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Sans auteur. 1979. « Objectifs (printemps 1979) ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 8/13). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal.

Sans auteur. 1979. « Résolutions à soumettre dans les syndicats locaux en prévision de l'assemblée annuelle des métallurgistes unis d'Amérique ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 18a/2). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Sans auteur. Sans date. « b) Le prolétariat ». Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P – 4/7). Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec.

Articles, ouvrages, documents audiovisuels et chapitres de livres

Allen, Joe. 2015. « Studying Logistics » *Jacobin Magazine*. [En ligne] <https://www.jacobinmag.com/2015/02/logistics-industry-organizing-labor/>

Alonzo, Philippe et Cédric Hugrée. 2010. *Sociologie des classes populaires*. Paris : Armand Colin.

Angry Workers of the World. 2020. *Class Power on Zero-Hours*. Oakland: PM Press.

Antaya, Sean. 2018. *Struggling for a New Left: The New Tendency, Autonomist Marxism and Rank-and-File Organizing in Windsor, Ontario during the 1970s*. Trent University: mémoire de maîtrise (Canadian Studies and Indigenous Studies).

Arbatz, Michel. 2008. *Le maître de l'oubli*. Cognac : Le temps qu'il fait.

Archibald, Clinton. 1982. *Corporatisme et néo-corporatisme au Québec : 1930 à nos jours*. Carleton University : thèse de doctorat (science politique).

Arcand, Denys. 1976. *La lutte des travailleurs d'hôpitaux*. Québec : CSN. 27 mins.

Arruzza, Cinzia. 2013. *Dangerous Liaisons: The Marriages and Divorces of Marxism and Feminism*. Pontypool: Merlin Press.

Asimaki, Anna and Gerasimos, Koustourakis. 2014. « Habitus: An attempt at a thorough analysis of a controversial concept in Pierre Bourdieu's theory of practice » *Social Sciences* Vol. 3, no. 4, pp. 121-131.

Association Renault Histoire. 2014. « France: Flins (Usine Pierre Lefauchaux) ». [En ligne] <https://www.sites.google.com/site/histoiregrouperenault/un-peu-d-histoire/histoire-des-sites-renault/flins>

Aubenas, Florence. 2010. *Le quai de Ouistreham*. Paris : Éditions de l'Olivier.

Aubert, Antoine. 2020. *Devenir(s) révolutionnaire(s). Enquête sur les intellectuels « marxistes » en France*. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne : thèse de doctorat (science politique).

Audet, Monique. 2011. « Quarante ans de négociations dans le secteur public : 1966-2006 » *Bulletin d'histoire politique* vol. 19, no. 2, pp. 143-152.

Avanza, Martina. 2009. « Les femmes padanes militantes dans la Ligue du Nord, un parti qui 'l'a dure' ». Dans Filleule, Olivier et Patricia Roux. 2009. *Le sexe du militantisme*. Paris : Presses de Sciences Po. pp. 143-165.

Babadzan, Alain. 1999. « L'invention des traditions et le nationalisme » *Journal de la Société des Océanistes* 109, pp. 13-35.

Bachand, Charles-Antoine. 2004. *Entre défense de droits et lutte de classe : l'exemple de l'action de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada au sein du Regroupement des comités de citoyens de Hull (1975-1978)*. Université d'Ottawa : mémoire de maîtrise (histoire).

Barca, Stefania. 2015. « Sur l'écologie de la classe ouvrière : un aperçu historique et transnational » *Écologie & politique* vol. 1, no. 50, pp. 23-40.

Baudin, François. 1979. *La mer gelée en nous*. Lyon : Fédérop.

Beaudet, Pierre. 2008. *On a raison de se révolter : Chronique des années 70*. Montréal : Les éditions Écosociété.

Beaudet, Pierre. 2019. « Les syndicats à Salaberry-de-Valleyfield : résistants et innovateurs. Entrevue avec Daniel Malette » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, pp. 57-62.

Beaudet, Pierre. 2019. « Socialistes à Valleyfield » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, pp. 103-111.

Beaudet, Pierre. 2020. « Le blog de Pierre Beaudet : Mon octobre » *Presse-toi à gauche!* [En ligne] <https://www.pressegauche.org/Mon-octobre?fbclid=IwAR0DPR2NjMs0Gthl-EWHtVfSmhL8R7lY7HwBTfflL1aFKXfGXBoDRiIR9ew>

Beaudry, Lucille. 2004. « Les groupes d'extrême gauche au Québec et la question des femmes. De l'opposition à la conciliation » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, pp. 57-64.

Beaudry, Lucille. 2013. « Le passage du terrorisme felquiste au marxisme-léninisme : vers la révolution différée » dans Carel, Ivan, Robert Comeau et Jean-Philippe Warren. 2013. *Violences politiques : Europe et Amériques, 1960-1979*. Montréal : Lux Éditeur. pp. 235-242.

Bédard, Éric. 2020. *Chronique d'une insurrection appréhendée : Jeunesse et crise d'Octobre*. Québec : Les éditions du Septentrion.

Bednarz, Nicolas. 2018. « Saint-Henri au cœur de l'industrie du disque : l'œuvre d'Emile Berliner et la RCA Victor » *Archives Montréal*. [En ligne] <http://archivesdemontreal.com/2018/07/19/saint-henri-au-coeur-de-lindustrie-du-disque-loeuvre-demile-berliner-et-la-rca-victor/>

Bélangier, Yves, Catherine Ferembach et Pierre-Paul St-Onge. 1993. « Les conventions collectives des entreprises militaires sont-elles un obstacle à la reconversion? » *Continentalisation Cahier de recherche 93-2*. UQAM : Groupe de recherche sur l'industrie militaire.

Benoît, Jacques. 1977. *L'extrême gauche*. Montréal : La Presse.

Bergeron, Marie-Andrée. 2013. « *Nous avons voulu parler de nous* » : *Le discours éditorial des féministes québécoises (1972-1987) dans Québécoises deboutte!, Les têtes de pioche et La Vie en rose*. Université Laval : thèse de doctorat (études littéraires).

Bernard, Paul. 1984. « Alliances de classes et mésalliances conceptuelles: de la classe ethnique à la bourgeoisie de l'État québécois ». Dans Lévesque et al. 1984. *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*. Tome 2. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal. [En ligne] http://classiques.uqac.ca/contemporains/bernard_paul/alliances_de_classes/alliances_de_classes_texte.html

Bied-Charreton, Marie-France. 2003. *Usine de femmes*. Paris : L'Harmattan.

Bilan du siècle. 2020. « Déclenchement d'une grève à la United Aircraft » *Bilan du siècle : site encyclopédique sur l'histoire du Québec depuis 1900*. [En ligne] <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/2617.html>

Bilan du siècle. 2020. « Fondation de la Centrale des syndicats démocratiques » *Bilan du siècle : site encyclopédique sur l'histoire du Québec depuis 1900*. [En ligne] <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/2472.html>

Bilan du siècle. 2021. « Adoption de la Loi sur les mesures de contrôle des prix et des salaires » *Bilan du siècle : site encyclopédique sur l'histoire du Québec depuis 1900*. [En ligne] <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/2693.html>

Blais, André et Richard Nadeau. 1984. « L'appui au Parti Québécois : évolution de la clientèle de 1970 à 1981 ». Dans Crête, Jean. 1984. *Comportement électoral au Québec*. Chicoutimi : Gaëtan Morin éditeur. pp. 279-318.

- Bleskine, H el ene. 1975. *L'espoir gravée*. Paris : Maspero.
- Bocking, Paul. 2020. « Eric Blanc, Red State Revolt: The Teachers' Strike Wave and Working-Class Politics » *Labour / Le Travail* vol. 85, pp. 311-314.
- Boivin, Jacques. 1988. *Histoire de la clinique des citoyens de Saint-Jacques (1968-1988)*. Montréal : VLB  diteur.
- Boivin, Jean. 1979. « Règles du jeu et rapports de force dans les secteurs public et parapublic québécois » *Relations industrielles* vol. 34, no. 1, pp. 3-21.
- Bouchard, Pierrette. 1984. *Le journal : instrument idéologique d'incitation à la militance chez la Ligue communiste marxiste-léniniste canadienne*. Université Laval : thèse de doctorat ( cole des gradués et graduées).
- Boudreau, Philippe. 2015. *La politisation comme composante active de l'évolution de la culture mouvementiste :  tude du rapport à l'action politique de trois mouvements sociaux québécois, 1980-2009*. Université d'Ottawa : thèse de doctorat (philosophie et science politique).
- Boulland, Paul, Nathalie Ethuin et Julian Mischi. 2008. « Les disqualifications des gauchistes au sein du PCF : Enjeux sociologiques et stratégiques » *Savoir/Agir* vol. 4, no. 6, pp. 29-39.
- Bourdieu, Pierre. 1977. « Questions de politique » *Actes de la recherche en sciences sociales* vol. 16, pp. 55-89.
- Bourdieu, Pierre. 1979. *La distinction : Critique sociale du jugement*. Paris : Les  ditions de Minuit.
- Bourdieu, Pierre. 1979. « Les trois  tats du capital culturel » *Actes de la recherche en sciences sociales* vol. 30, pp. 3-6.
- Bourdieu, Pierre. 1980. *Le sens pratique*. Paris :  ditions de Minuit.
- Bourdieu, Pierre. 1984. *Homo Academicus*. Paris : Les  ditions de Minuit.
- Bourdieu, Pierre. 1994. « Espace social et espace symbolique ». Dans Bourdieu, Pierre. 1994. *Raisons pratiques : Sur la théorie de l'action*. Paris :  ditions du Seuil. pp. 13-30.
- Bourdieu, Pierre. 1994. « Le point de vue scolastique ». Dans Bourdieu, Pierre. 1994. *Raisons pratiques : Sur la théorie de l'action*. Paris :  ditions du Seuil. pp. 213-230.
- Bread & Roses Caucus. 2021. « Where We Stand ». [En ligne] <https://breadandrosesdsa.org/where-we-stand/#for-socialism>
- Brecher, Jeremy. 2014. *Strike! Revised, Expanded and Updated*. Oakland: PM Press.

Brenner, Aaron, Robert Brenner and Cal Winslow (dirs.). 2010. *Rebel Rank and File: Labor Militancy and Revolt from Below During the Long 1970s*. New York: Verso.

Brenner, Aaron. 2010. « Preface ». Dans Brenner, Aaron, Robert Brenner and Cal Winslow (dirs.). 2010. *Rebel Rank and File: Labor Militancy and Revolt from Below During the Long 1970s*. New York: Verso.

Brière-Blanchet, Claire. 2009. *Voyage au bout de la révolution : de Pékin à Sochaux*. Paris : Fayard.

Boucher, Yvon. 2019. « Une ville sous influence » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, pp. 31-36.

Burawoy, Michael. 1985. *The Politics of Production: Factory Regimes under Capitalism and Socialism*. London: Verso.

Burawoy, Michael. 2013. « Ethnographic fallacies: reflections on labour studies in the era of market fundamentalism » *Work, employment and society* vol. 27, no. 3, pp. 526-536.

Cahiers marxistes-léninistes. 1964. *Cahiers marxistes-léninistes publiés par le cercle des étudiants communistes de l'École Normale Supérieure : 1. Science et idéologies*. [En ligne] <https://adlc.hypotheses.org/archives-du-seminaire-marx/cahiers-marxistes-leninistes/cahiers-marxistes-leninistes-n1>

Cardon, Dominique. 1996. « L'entretien compréhensif (Jean-Claude Kaufmann) » *Réseaux* vol. 14, no. 79, pp. 177-179.

Castells, Manuel. 1975. *Luttes urbaines*. Paris : Maspero.

Centrale des syndicats démocratiques. 1974. « Dossier noir. Anti-syndicalisme au Québec » *La base* vol. 2, no. 1, pp. 8-11.

Centre d'histoire et d'archives du travail. 2018. *Instrument de recherche : P27 - Fonds Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'Hôpital Notre-Dame (STTHND-CSN)*. [En ligne] <https://archivesdutravail.quebec/wp-content/uploads/2020/05/P27-STTHop.Notre-Dame.pdf>

Chartrand, Suzanne-G. 2018. « Entrevue avec Alain Proulx, militant syndical à l'Alcan d'Arvida » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 19, pp. 187-199.

Cleveland, John. 1983. *The Political is Personal: Why Women in the Canadian Marxist Group In Struggle Changed from Opposing to Supporting the Feminist Ideology of the Autonomous Women's Movement*. Dalhousie University: mémoire de maîtrise (sociologie et anthropologie).

Cliche, Paul. 2018. *Un militant qui n'a jamais lâché. Chronique de la gauche politique des années 1950 à aujourd'hui*. Montréal : Varia.

Clifford, Rebecca, Robert Gildea and Annette Warring. « Gender and Sexuality ». Dans Gildea, Robert, James Mark and Anette Warring (dirs.). 2013. *Europe's 68: Voices of Revolt*. Oxford: Oxford University Press.

Collège Ahuntsic. 2020. « Nos origines ». [En ligne] <https://www.collegeahuntsic.qc.ca/notre-college/historique-et-toponymie/nos-origines>

Comby, Marc. 2005. *Mouvements sociaux, syndicats et action politique à Montréal : l'histoire du FRAP (1970-1974)*. Université de Montréal : mémoire de maîtrise (histoire).

Comby, Marc. 2001. « Le Front d'action politique (FRAP) à Montréal : de la naissance aux élections (1969-1970) » *Bulletin du Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec* vol. 27, no. 2, pp. 3-22.

Comby, Marc. 2007. « L'expérience du FRAP à Montréal (1970-1974) : La tentative de créer au Québec un parti d'extrême-gauche » dans Morelli, Anne et José Gotovitch (dir.). 2007. *Contester dans un pays prospère : L'extrême gauche en Belgique et au Canada*. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang. pp. 153-176.

Comité sur la situation des femmes dans le système d'enseignement. 1984. *La situation des femmes dans le système d'enseignement : une double perspective*. Québec : Conseil supérieur de l'éducation. [En ligne] <https://www.cse.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2021/05/50-0331-AV-situation-femmes-dans-systeme-denseignement.pdf>

Coontz, Stephanie. 2016. « Why the white working class ditched Clinton » CNN. [En ligne] <http://www.cnn.com/2016/11/10/opinions/how-clinton-lost-the-working-class-coontz/index.html>

Cousin, Manon. 2021. *Les Fils*. Québec : K-Films Amérique. 96 mins.

Cruse, Romain. 2018. *Le Mai 68 des Caraïbes*. Montréal : Mémoire d'encrier.

Dansereau, Bernard. 2004. « Une expérience de l'extrême-gauche au Québec : le Parti communiste ouvrier » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, pp. 25-36.

De Barros, Françoise et Claire Zalc. 2008. « Faire parler des archives, historiciser un terrain : les salariés d'une entreprise familiale (Lens, 1945-1975) ». Dans Arborio, Anne-Marie, Yves Cohen, Pierre Fournier, Nicolas Hatzfeld, Cédric Lomba, Séverin Muller (dirs.). 2008. *Observer le travail : histoire, ethnographie, approches combinées*. Paris : La Découverte. pp. 45-59.

Degagné, Sébastien. 1998. *Le mouvement marxiste-léniniste En Lutte! et la question nationale québécoise au Canada (1972-1982)*. Université du Québec à Montréal : mémoire de maîtrise (histoire).

Degagné, Sébastien. 2004. « Le déclin du mouvement marxiste-léniniste au Québec » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, pp. 124-128.

Delorme, François et Victor Lafrance. 1982. « La concurrence dans un contexte de pluralisme syndical: Quelques données sur le Québec » *Relations Industrielles / Industrial Relations* vol. 37, no. 3, pp. 575-605.

Demers, François. 1982. *Chroniques impertinentes du 3^e Front commun syndical*. Montréal : Les éditions Nouvelle optique.

Denis, Roch et Serge Denis. 1992. *Les syndicats face au pouvoir: syndicalisme et politique au Québec de 1960 à 1992*. Ottawa : Les éditions du Vermillon.

Denis, Serge. 2003. « La dernière grève du Front commun syndical au Québec (janvier 1983) » *Bulletin d'histoire politique* vol. 12, no. 1, pp. 154-160.

Dere, William Ging Wee. 2019. *Being Chinese in Canada: The Struggle for Identity, Redress and Belonging*. Madeira Park: Douglas & McIntyre.

Desharnais, Daniel. 2001. *La représentation de la Chine dans les médias québécois à l'époque de la Révolution culturelle chinoise (1966-1976)*. Université de Montréal : mémoire de maîtrise (histoire).

Détrez, Christine. 2005. « Le capital culturel en questions » *Idées* no. 142. [En ligne] <https://dpearea.files.wordpress.com/2014/01/le-capital-culturel.pdf>

Dickinson, John et Brian Young. 2008. *A Short History of Québec*. Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press.

Dion, Gérard. « Formule Rand » *L'Encyclopédie canadienne*. [En ligne] <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/formule-rand#:~:text=La%20formule%20Rand%20est%20un,ils%20soient%20syndiqu%C3%A9s%20ou%20non>

Dressen, Marnix. 1994. « Le mouvement d'établissement: une résurgence du syndicalisme d'action directe? » *Le Mouvement social* no. 168, pp. 83-106.

Dressen, Marnix. 2000. *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*. Paris : Éditions Belin.

Dressen, Marnix. 2000. *Les établis, la chaîne et le syndicat. Évolution des pratiques, mythes et croyances d'une population d'établis maoïstes 1968-1982, monographie d'une usine lyonnaise*. Paris: L'Harmattan.

Dressen, Marnix. 2008. « Les années maoïstes: Vérité deçà de l'Atlantique, erreur au-delà? » *Argument* vol. 11, no. 1. [En ligne] <http://www.revueargument.ca/article/2008-10-01/451-les-annees-maoistes-verite-deca-de-latlantique-erreur-au-dela.html>

Dressen, Marnix. 2012. « Notice LINHART Robert, Martin (version courte) » *Le Maitron*. [En ligne] <https://maitron.fr/spip.php?article140561>

Dressen, Marnix. 2012. « Notice LINHART Robert, Martin (version longue) » *Le Maitron*. [En ligne] <https://maitron.fr/spip.php?article140557>

Dressen, Marnix. 2015. « Déclassés politiques : quelques précédents » *Les Temps modernes* nos. 684-685, pp. 169-186.

Dreyfus-Armand, Geneviève, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dirs.). 2000. *Les années 68 : Le temps de la contestation*. Paris : Les Éditions Complexe.

Dreyfus-Armand, Geneviève. 2000. « L'espace et le temps des mouvements de contestation ». Dans Dreyfus-Armand, Geneviève, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dirs.). 2000. *Les années 68 : Le temps de la contestation*. Paris : Les Éditions Complexe.

DSA teachers of West Virginia. 2018. « Why Socialists Should Become Teachers ». *Democratic Socialist Labor Commission and the Young Democratic Socialists of America*. [En ligne] <https://teachers.dsausa.org/>

Dubois-Campagna, Alexis. 2009. « Pour un syndicalisme de lutte de classe ! » : les groupes marxistes-léninistes et le mouvement syndical au Québec, 1972-1983. Université de Sherbrooke : mémoire de maîtrise.

Dubost, Nicolas. 1979. *Flins sans fin...* Paris : La Découverte.

Dubost, Nicolas. 2015. « Neuf ans et demie d'usine : aucun regret? » *Les Temps Modernes* vol. 684-685, pp. 246-253.

Dubuc, Pierre. 2003. *L'autre histoire de l'indépendance*. Trois-Pistoles : Éditions Trois-Pistoles.

Dubuc, Pierre. 2004. « Le mouvement marxiste-léniniste et la question nationale » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, pp. 129-138.

Dupuis-Déri, Francis. 2008. « Compte-rendu : Jean-Philippe Warren : Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec, Montréal, VLB, 2007 » *Globe : revue internationale d'études québécoises* vol. 11, no. 2, pp. 219-222.

Early, Steve. 2010. « The Enduring Legacy and Contemporary Relevance of Labor Insurgency in the 1970s ». Dans Brenner, Aaron, Robert Brenner and Cal Winslow (dirs.). 2010. *Rebel Rank and File: Labor Militancy and Revolt from Below During the Long 1970s*. New York: Verso.

Editorial Team. « Join the Struggle at Amazon! » *Regeneration Magazine*. [En ligne] <https://regenerationmag.org/join-the-struggle-at-amazon/?fbclid=IwAR0iFL7s4LcW6IZij85oAjuBKCoyq68y-GsOaQweGb35q4wZj-h88ZZcssA>

Ehrenreich, Barbara et John Ehrenreich. 1979 (1977). « The Professional-Managerial Class ». Dans Walker, Pat (dir.). 1979. *Between Labor and Capital*. Boston: South End Press. pp. 5-45.

Eidlin, Barry. 2019. « What is the Rank-and-File Strategy, and Why Does It Matter? » *Jacobin Magazine*. [En ligne] <https://www.jacobinmag.com/2019/03/rank-and-file-strategy-union-organizing>

Elbaum, Max. 2002. *Revolution in the Air: Sixties Radicals turn to Lenin, Mao and Che*. New York: Verso.

Ely, Mike. 2009. *Ambush at Keystone, No. 1: Inside the Coal Miners' Great Gas Protest of 1974. Kasama Project*. [En ligne] <http://www.kasamaproject.org/kasama-pamphlets/ambush-at-keystone-no-1/>

Emmison, Michael. 2003. « Social Class and Cultural Mobility: Reconfiguring the Cultural Omnivore Thesis. » *Journal of Sociology* vol. 39, no. 3. pp. 211-230.

Encyclopedia Britannica. 2018. « Salting: Labour Organizing Tactic » *Encyclopedia Britannica*. [En ligne] <https://www.britannica.com/topic/salting-labour-organizing-tactic>

Erickson, Bonnie. 1991. « What is good taste good for? » *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie* vol. 28, no. 2. pp. 255-278.

Erickson, Bonnie. 1996. « Culture, Class and Connections. » *American Journal of Sociology* vol. 102, no. 1. pp. 217-251.

Even, William E et David A. Macpherson. 1996. « Employer Size and Labor Turnover: The Role of Pensions » *Industrial and Labor Relations Review* vol. 49, no. 4. pp. 707-728.

Fabre, Gérard. 2011. « Parti pris et Maspero » *Bulletin d'histoire politique* vol. 19, no. 2, pp. 87-96.

Féraud, Jean-Christophe. 2021. « Agnès Pannier-Runacher et «la magie» hors sol du travail à la chaîne » *Libération*. [En ligne] https://www.liberation.fr/economie/agnes-pannier-runacher-la-ministre-et-le-labour-du-corps-20211011_S3QOQBBJ75CI7J3JZYNIL6MZEE/

Ferreira, Leda Leal. 2004. « À propos de l'Enquête ouvrière de Karl Marx » *Travailler* vol. 2, no. 12, pp. 15-20.

Fillieule, Olivier 2009. « Travail militant, action collective et rapports de genre ». Dans Filleule, Olivier et Patricia Roux. 2009. *Le sexe du militantisme*. Paris : Presses de Sciences Po. pp. 23-72.

Fillieule, Olivier, Isabelle Sommier, Sophie Beroud et Camille Masclet. 2018. *Changer le monde, changer sa vie : Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*. Arles: Actes Sud.

Fleury, Laure, Julie Pagis et Karel Yon. 2018. « 'Au service de la classe ouvrière' : quand les militants s'établissent en usine ». Dans Filleule, Olivier, Sophie Bérout, Camille Masclet et

Isabelle Sommier (dirs.). *Changer le monde, changer sa vie : Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*. Paris : Actes Sud. pp. 453-484.

Fonds d'archives de l'Agence de presse libre du Québec. « Histoire administrative ou notice biographique ». Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM, Montréal, Québec. [En ligne] <https://archives.uqam.ca/fonds-archives/archives-privées/11-gestion-archives-historiques/46-fonds-archives.html?varcote=29P>

Fontaine, Marion et Cyril Lemieux. 2021. « La gauche peut-elle (vraiment) se passer des classes populaires ? » *Germinal* no. 3. [En ligne] <https://revuegerminal.fr/2021/11/14/la-gauche-peut-elle-vraiment-se-passer-des-classes-populaires/>

Forman, Erik. 2017. « Let's Get to Work » *Jacobin Magazine*. [En ligne] <https://www.jacobinmag.com/2017/02/labor-unions-workers-salts-students-organizing/>

Forman, Erik. « Mettons-nous au travail » *SITT-IWW*. [En ligne] <https://sitt.iww.org/2017/04/17/mettons-nous-au-travail/>

Fox, Richard L. et Jennifer Lawless. 2014. « Uncovering the Origins of the Gender Gap in Political Ambition » *The American Political Science Review* vol. 108, no. 3, pp. 499-519.

Frank, Robert. 2000. « Imaginaire politique et figures symboliques: Castro, Hô, Mao et le 'Che' ». Dans Dreyfus-Armand, Geneviève, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dirs.). 2000. *Les années 68 : Le temps de la contestation*. Paris : Les Éditions Complexe.

Fraser, Ronald *et al.* 1988. *1968: A Student Generation in Revolt: An International Oral History*. New York: Pantheon.

Gagnon, Charles. 2008. *En Lutte! Charles Gagnon. Écrits politiques, volume II (1972-1982)*. Montréal : Lux Éditeur.

Garneau, Vincent. 2011. *Le Conseil des œuvres de Montréal : animation sociale, démocratie participative et affrontement politique*. Université du Québec à Montréal : mémoire de maîtrise (histoire).

Giraud, Baptiste, Karel Yon et Sophie Bérourd. 2018. *Sociologie politique du syndicalisme*. Paris : Armand Colin.

Glorieux, Guy. 1975. « La stagflation et la conjoncture économique au Canada en 1974 » *L'actualité économique*, vol. 51, no. 2, pp. 367-374.

Godfrey, Elaine. 2020. « Thousands of Americans Have Become Socialists Since March » *The Atlantic*. [En ligne] <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2020/05/dsa-growing-during-coronavirus/611599/>

Gramsci, Antonio. « Prison Notebooks. The Intellectuals: The Formation of the Intellectuals ». Dans Gottlieb, Roger S. (dir.). 1989. *An Anthology of Western Marxism: From Lukacs and Gramsci to Socialist-Feminism*. Oxford: Oxford University Press. pp. 112-119.

Groupe PSA. 2020. « Notre histoire – Sochaux ». [En ligne] <https://site.groupe-psa.com/sochaux/fr/notre-histoire/>

Haddad, Raphaël et Carline Baric. 2016. *Manuel d'écriture inclusive*. Paris : Mots-Clés. [En ligne] <https://chairedspg.uqam.ca/wp-content/uploads/2019/04/Mots-Cl%C3%A9s-Manueld%C3%A9critureinclusive.pdf>

Haesendonck, Imelda. 1999. *L'usine*. Bruxelles: EPO.

Hébert, Guillaume et Jenny-Laure Sully. 2019. « 1. Santé et services sociaux : Le rêve dissipé des affaires sociales ». Dans IRIS. 2019. *Dépossession : Une histoire économique du Québec contemporain. 2. Les institutions publiques*. Montréal : Lux Éditeur. pp. 15-70.

Hewitt, Martha et Claire Mackay. 1983. *Un été inoubliable*. Montréal : Les éditions du remue-ménage.

High, Steven. 2007. « From Cradle to Grave: The Politics of Memory in Youngstown, Ohio » dans High, Steven et David Lewis. 2007. *Corporate Wasteland: The Landscape and Memory of Deindustrialization*. Ithaca and London: Cornell University Press.

High, Steven. 2011. « What Can “Oral History” Teach Us? » *Active History*. [En ligne] <http://activehistory.ca/papers/what-can-oral-history-teach-us/#2>

High, Steven. 2018. *One Job Town: Work, Belonging, and Betrayal in Northern Ontario*. Toronto: University of Toronto Press.

High, Steven. 2019. « Donald Trump et les cinq de la ‘Rust Belt’ » *20 & 21. Revue d'histoire* no. 144, pp. 35-51.

High, Steven. 2021. « History of the Present Time: The Cohabitation of Memory and History after the Postwar Boom ». Plenary Address, Canadian History Conference: “Between Postwar and Present Day: Re-Thinking Canada 1970-2000, Local, National, Global”.

Hirschman, Albert O. 1970. « Excerpt from Chapter Eight. Exit, Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations and States » *The Social Contract* 1994. [En ligne] <https://www.thesocialcontract.com/pdf/four-four/hirschma.pdf>

Hobsbawm, Eric. 1983. « Introduction: Inventing Traditions ». Dans Hobsbawm, Eric et Terence Ranger (dirs.). 1983. *The Invention of Tradition*. Cambridge : Cambridge University Press.

Hocquenghem, Guy. 1986. *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*. Paris : Albin Michel.

Hoffman, Marcelo. 2020. *Militant Acts: The Role of Investigations in Radical Political Struggles*. New York: SUNY Press.

Hoggart, Richard. 1970. *La culture du pauvre : Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*. Paris: Les Éditions de Minuit.

Horn, Gerd-Rainer. 2004. « The Working-Class Dimension of 1968 ». Dans Gerd-Rainer Horn and Padraic Kenney (dirs.). 2004. *Transnational Moments of Change: Europe 1945, 1968, 1989*. Oxford: Rowman & Littlefield. pp. 95-118.

Horn, Gerd-Rainer. 2007. *The Spirit of '68: Rebellion in Western Europe and North America, 1956-1976*. Oxford: Oxford University Press.

Huang, Jon, Samuel Jacoby, Michael Strickland and K.K. Rebecca Lai. 2016. « Election 2016: Exit Polls » *The New York Times*. [En ligne] http://www.nytimes.com/interactive/2016/11/08/us/politics/election-exit-polls.html?_r=0

Hurteau, Philippe. 2019. « Introduction ». Dans IRIS. 2019. *Dépossession : Une histoire économique du Québec contemporain. 2. Les institutions publiques*. Montréal : Lux Éditeur. pp. 7-14.

Iddson, Todd. 1993. « Employer Size and Labor Turnover » Discussion Paper no. 673. Columbia University.

Ignatiev, Noel. *Acceptable Men: Life in the Largest Steel Mill in the World*. Chicago: Charles H. Kerr Publishing Co.

Infosuroit.com. 2013. « Le mouvement syndical, un actif pour le Suroît » *Infosuroit.com*. [En ligne] <https://www.infosuroit.com/le-mouvement-syndical-un-actif-pour-le-suroit/?fbclid=IwAR0pgn2Qbr9LiXk7v5X4YxLfN8dySSTsfs5kC93ehs9s8js49PrejL1PMUQ>

Infosuroit.com. 2019. « TGOV Valleyfield : le plus grand centre de production biologique de cannabis au monde » *Infosuroit*. [En ligne] <https://www.infosuroit.com/tgod-valleyfield-le-plus-grand-centre-de-production-biologique-de-cannabis-au-monde/>

Institut canadien d'information sur la santé. 2019. Tendances des dépenses nationales de santé, 1975 à 2019. [En ligne] <https://www.cihi.ca/sites/default/files/document/nhex-trends-narrative-report-2019-fr-web.pdf>

IRIS. 2019. *Dépossession : Une histoire économique du Québec contemporain. 2. Les institutions publiques*. Montréal : Lux Éditeur.

Jørgensen, Thomas Ekman. 2008. « Scandinavia ». Dans Klimke, Martin and Joachim Scharloth (dirs.). 2008. *1968 in Europe: A History of Protest and Activism, 1956–1977*. Basingstoke: Palgrave Macmillan. pp. 239-252.

- Kaplan, Leslie. 1994. *L'excès-l'usine*. Paris : P.O.L.
- Kaufmann, Jean-Claude. 2004. *L'entretien compréhensif*. Paris : Armand Colin.
- Kernalegenn, Tudi, Joel Belliveau et Jean-Olivier Roy (dirs.). 2020. *La vague nationale des années 1968 : Une comparaison internationale*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa.
- Koo, Hagen. 2001. *Korean Workers: The Culture and Politics of Class Formation*. Ithaca : Cornell University Press.
- Laaroussi, Jaouad. 2018. « Transmettre la révolte » *Relations* no. 796, pp. 29-30.
- Lacelle, Nicole. 1988. *Entretiens avec Madeleine Parent et Léa Roback*. Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- Lacroix, Marie-Claire. 1982. *Mémoire d'une époque: Entrevue de Léa Roback*. [En ligne] <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2502150>
- LaGrenade, Pierre. 2019. « Salaberry-de-Valleyfield : Un nom, une histoire » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, pp. 16-20.
- LaGrenade, Pierre. 2019. « Une classe ouvrière qui résiste » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, pp. 49-56.
- Lalonde, Yves. 1982. *Analyse idéologique du mouvement marxiste-léniniste canadien*. Université de Montréal : mémoire de maîtrise (science politique).
- Lalonde-Graton, Micheline. 2002. *Des salles d'asile aux centres de la petite enfance : La petite histoire des services de garde au Québec*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- La Presse canadienne. 2018. « Solargise fabriquera des panneaux solaires à Valleyfield » *La Presse*. [En ligne] <https://www.lapresse.ca/affaires/entreprises/201809/26/01-5198103-solargise-fabriquera-des-panneaux-solaires-a-valleyfield.php>
- Larivière, Claude. 1974. *Histoire des travailleurs de Valleyfield et Beauharnois*. Montréal : Les éditions Albert St-Martin.
- La Rochelle, Réal. 2004. « Cinéma rouge au Québec » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, pp. 105-117.
- Larousse. 2021. « La crise des années 1970-1990 ». *L'Encyclopédie Larousse*. [En ligne] https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/la_crise_des_ann%C3%A9es_1970%E2%80%931990/187371

Laurin, Ginette. 1991. *Vers l'an 2000. Féminisation de la main-d'œuvre. Impact sur la santé et la sécurité du travail*. Québec : Commission de la santé et de la sécurité du travail, p. 39. [En ligne] <http://www.santecom.qc.ca/Bibliothequevirtuelle/santecom/35567000042918.pdf>

Laurentin, Emmanuel. 2014. « Comment l'usine a vu débarquer les établis » *L'heure du documentaire*. France culture. [En ligne] <https://www.franceculture.fr/emissions/lheure-du-documentaire/comment-lusine-vu-debarquer-les-etablis>

Lauret, Fabienne. 2018. *L'envers de Flins : Une féministe révolutionnaire à l'atelier*. Paris : Éditions Syllepse.

Le Bot, Jean-Michel. 2000. « 'Structure structurante' et 'structure structurée', 'histoire incorporée faite nature' : l'habitus entre sujet et personne. » *Tétralogiques*. [En ligne] <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00007168/document>

Le Devoir. 1982. « La CSN courtise les employés d'hôpitaux ». 13 avril 1982. [En ligne] <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2769340>

Lefebvre, Gordon. 1977-1978. « Réflexions sur l'autocritique de Mobilisation » *Chroniques* nos. 29-32, pp. 67-143.

Lefebvre, Jean-Paul. 1963. « Le textile, 1937 ». Dans Lefebvre, Jean-Paul, Jean Francoeur, Pierre Vadeboncoeur et Jean-Louis Roux. 1963. *En Grève!*. Montréal : Les éditions du Jour.

Le Guilcher, Geoffrey et Ivan Brun. 2019. « Des hommes en pièces ». Dans Drouet, Camille et Amélie Mougey. 2019. *Viande : Sa dernière heure a-t-elle sonné?* Paris : Quatre SAS.

Le théâtre des cuisines. 1976. *Môman travaille pas, a trop d'ouvrage!* Montréal : Éditions du Remue-ménage.

Lévesque, Andrée et Pierre LaGrenade. 2019. « Valleyfield 1946 » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, pp. 118-126.

Lévesque, Benoît. 2017. *Fondaction, un fonds pleinement engagé dans la finance socialement responsable*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Lessard, Diane. 1989. *Le militantisme politique de femmes de l'extrême-gauche québécoise entre 1972 et 1982. Étude en anthropologie des sexes*. Université de Montréal : thèse de doctorat (anthropologie).

Linhart, Robert. 1978. *L'établi*. Paris : Les Éditions de Minuit.

Linhart, Robert. 2010 (1976). *Lénine, les paysans*, Taylor. Paris: Éditions du Seuil.

Linhart, Virginie. 1994. *Volontaires pour l'usine. Vies d'établis 1967-1977*. Paris : Les Éditions du Seuil.

- Liu, Yuxi. 2018. « Au pays de l'avenir radieux : Voyages des Québécois en Chine populaire (1971-1975) » *Revue d'histoire de l'Amérique française* vol. 71, no. 3-4, pp. 133-156.
- Loiseau, Dominique. 1996. *Femmes et Militantisme*. Paris : L'Harmattan.
- Losovsky, Alexandre. 1931. *La Grève est un combat: Essai d'application de la Science militaire à la stratégie des Grèves*. La Cootyp.
- Löwy, Michael et Max Blechman. 2004. « Qu'est-ce que le romantisme révolutionnaire? » *Europe* vol. 82, no. 900, pp. 3-5.
- Lumley, Robert. 1990. *States of Emergency: Cultures of Revolt in Italy from 1968 to 1978*. London: Verso.
- Magnuson, Roger. 2006. « Collège classique » *L'encyclopédie canadienne*. [En ligne] <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/college-classique>
- Mahon, Rianne. 2002. « Une histoire sans fin : l'implantation des services de garde pour enfants au Canada durant les années 1970 » *Lien social et politiques* no. 47, pp. 17-28.
- Mao, Tsé-Toung. 1966. *Contre le culte du livre*. Pékin : Éditions en langues étrangères.
- Martin, Jean-Pierre. 1995. *Le laminoir*. Seyssel : Champ vallon.
- Martin, Jean-Pierre. 2015. « L'épreuve du réel » *Les Temps Modernes* vol. 684-685, pp. 6-15.
- Marx, Karl et Friedrich Engels. 1848. *Manifeste du Parti communiste*. Traduit par Laura Lafargue (1897). [En ligne] http://classiques.uqac.ca/classiques/labriola_antonio/essais_materialisme_historique/Essai_3_Manifeste_PC/labriola_appen_manifeste.pdf
- Marx, Karl. 1993. *Le Capital : Critique de l'économie politique. Livre premier : Le procès de production du capital*. Paris : Presses universitaires de France.
- Marx, Karl. 2004. « L'enquête ouvrière (1880) » *Travailler* vol. 2, no. 12, pp. 21-28.
- Massey, Doreen. 1995. « Places and Their Pasts » *History Workshop Journal* no. 39, pp. 182-192.
- Maton, Karl. 2008. « Habitus ». Dans Grenfell, Michael (dir.). 2008. *Pierre Bourdieu : Key Concepts*. Durham : Acumen. p. 49-66.
- Matonti, Frédérique et Franck Poupeau. 2004-2005. « Le capital militant. Essai de définition » *Actes de la recherche en sciences sociales* no. 155, pp. 4-11.

McAdam, Doug. 1989. « The Biographical Consequences of Activism » *American Sociological Review* vol. 54, no. 5, pp. 744-760.

McAlevy, Jane. 2016. *No Shortcuts: Organizing for Power in the New Gilded Age*. New York: Oxford University Press.

McGee, Robert. 1991. « La Montreal Cottons et les luttes ouvrières » *Revue annuelle de la Société Historique de la Vallée de la Châteauguay* vol. 24.

Mctaggart, Ursula. 2012. « Becoming the Worker, Becoming the Slave: The Socialist Project of Industrializing and the Neoslave Narrative » Dans Mctaggart, Ursula. 2012. *Guerrillas in the Industrial Jungle: Radicalism's Primitive and Industrial Rhetoric*. New York: SUNY Press.

Meunier, Hugo. 2015. *Walmart : Journal d'un associé*. Montréal : Lux Éditeur.

Milligan, Ian. 2014. *Rebel Youth : 1960s Labour Unrest, Young Workers, and New Leftists in English Canada*. Vancouver: UBC Press.

Mills, Sean. 2010. *The Empire Within: Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal*. Montreal: McGill-Queen's University Press.

Mills, Sean. 2011. *Contester l'empire : Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*. Montréal : Éditions Hurtubise.

Milot, David. 2000. *Conceptions et pratiques culturelles communistes au Québec (1973-1982)*. Université du Québec à Montréal : mémoire de maîtrise (histoire).

Milot, David. 2004. « Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec 1973-1983, un premier bilan, présentation » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, pp. 11-16.

Milot, David. 2004. « La conception de la culture chez En Lutte! » *Bulletin d'histoire politique* vol. 13, no. 1, pp. 65-82.

Milot, Pierre. 1982. « Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec (1972-1982). Première partie. » *Les Cahiers du socialisme* nos. 10-11.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion. 2021. « Qu'est-ce qu'une section syndicale? » *Code du travail numérique*. [En ligne] <https://code.travail.gouv.fr/fiche-service-public/quest-ce-quune-section-syndicale>

Mohandesi, Salar. 2015. « 'Becoming one with the people' : l'établi américain d'hier à aujourd'hui » *Les Temps Modernes* vol. 684-685, pp. 120-146.

Monière, Denis. 1977. *Le développement des idéologies au Québec, des origines à nos jours*. Montréal: Québec/Amérique. p. 286 [En ligne]

http://classiques.uqac.ca/contemporains/moniere_denis/developpement_ideologies_qc/developpement_ideologies_qc.pdf

Moody, Kim. 2018. « The Rank and File Strategy » *Jacobin Magazine*. [En ligne] <https://jacobinmag.com/2018/08/unions-socialists-rank-and-file-strategy-kim-moody>

Morand, Gilles. 2017. *L'époque était rouge: militer au Québec pour un avenir radieux dans un Parti marxiste-léniniste*. Saint-Joseph-du-Lac : M Éditeur.

Morin, Fernand, Claude d'Aoust et Raymond Lachapelle. 1970. « L'accréditation syndicale au Québec » *Relations Industrielles / Industrial Relations* vol. 25, no. 3, pp. 417-428.

MUSO. 2015. « Introduction ». *Musée de Société des Deux-Rives*. [En ligne] https://lemuso.com/mvc/la_montreal_cotton_introduction-the_montreal_cotton_introduction-fra.html

MUSO. 2015. « La fin d'une époque ». *Musée de Société des Deux-Rives*. [En ligne] https://lemuso.com/mvc/quand_l_usine_ferme_fin_d'une_epoque-when_the_factory_closes_end_of_an_era-fra.html

MUSO. 2015. « Les conditions de travail ». *Musée de Société des Deux-Rives*. [En ligne] https://lemuso.com/mvc/la_montreal_cotton_conditions_de_travail-the_montreal_cotton_work_conditions-fra.html

Nedjma Bouakra, Elsa. 2012. « Le FN va à la mine » *Le Monde*.

Neveu, Erik. 2008. « Rétablir les établis... » *Savoir/Agir* vol. 4, no. 6, pp. 49-58.

Nouveaux cahiers du socialisme. 2019. « À propos de la couverture : Le Souffle d'Éole » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22.

O'Leary, Véronique et Louise Toupin. 1982. *Québécoises deboutte! Tome 1. Une anthologie de textes du Front de libération des femmes (1969-1971) et du Centre des femmes (1972-9175)*. Montréal : Les éditions du remue-ménage.

Oesch, Daniel. 2008a. « The Changing Shape of Class Voting » *European Societies* vol. 10, no. 3, pp. 329-355.

Oesch, Daniel. 2008b. « Explaining Workers' Support for Right-Wing Populist Parties in Western Europe: Evidence from Austria, Belgium, France, Norway, and Switzerland » *International Political Science Review* vol. 29, no. 3, pp. 349-373.

Oldenburg, Ray. 1999. *The Great Good Place: Cafés, Coffee shops, bookstores, bars, hair salons and other hangouts at the heart of a community*. New York: Marlowe & Company.

Orwell, George. 2001. *The Road to Wigan Pier*. London: Penguin Random House.

Orwell, George. 2009 (1933). *Down and Out in Paris and London*. London: Penguin Random House.

Paquin, Gilles. 1993. « Les employés d'Expro achèteront le tiers des actions de l'usine » *La Presse*, 12 septembre 1993.

Passerini, Luisa. 1996. *Autobiography of a Generation: Italy, 1968*. Middletown: Wesleyan.

Patry, Yvan. 1973. *On a raison de se révolter*. Québec : Les Productions Prisma. VHS. 68 mins.

Pelles, Rosalyn et Jordan T. Camp. 2019. « The Greensboro Massacre at 40 » Boston review. [En ligne] <https://bostonreview.net/race/rosalyn-pelles-jordan-t-camp-greensboro-massacre-40?fbclid=IwAR3b8iiM4-kSq-p5HeLuc-gCKZJCMAAtTIfBe690TIsMcyrsBfVTO3xbQqvs>

Perrier, Yvan. 2019. « La ronde de négociation de 1978-1979 (Texte 8) » *Presse-toi à gauche!* [En ligne] <https://www.pressegauche.org/La-ronde-de-negociation-de-1978-1979-Texte-8>

Petitclerc, Martin et Martin Robert. 2018. *Grève et paix : une histoire des lois spéciales au Québec*. Montréal : Lux Éditeur.

Piotte, Jean-Marc. 1970. *La pensée politique de Gramsci*. Montréal : Éditions Parti-Pris. p. 26. [En ligne] http://classiques.uqac.ca/contemporains/piotte_jean_marc/pensee_de_gramsci/pensee_pol_gramsci.pdf

Piotte, Jean-Marc. 1971. *Québec occupé*. Montréal : Éditions Parti-Pris.

Piotte, Jean-Marc. 1975. « Le syndicalisme au Québec depuis 1960 ». Dans Piotte, Jean-Marc, Diane Éthier et Jean Reynolds. 1975. *Les travailleurs contre l'État bourgeois : avril et mai 1972*. Montréal : Les Éditions de l'Aurore. pp. 17-46.

Piotte, Jean-Marc. 1975. « La stratégie du Front commun ». Dans Éthier, Diane, Jean-Marc Piotte et Jean Reynolds. *Les travailleurs contre l'État bourgeois : avril et mai 1972*. Montréal : Les Éditions de l'Aurore. pp. 47-118.

Pittenger, Mark. 2012. *Class Unknown: Undercover Investigations of American Work and Poverty from the Progressive Era to the Present*. New York: NYU Press.

Plourde, Anne. 2019. *État-providence et système socio-sanitaire au Québec : Les CLSC comme étude de cas d'une analyse matérialiste et dialectique de l'État démocratique dans la société capitaliste*. Université du Québec à Montréal : thèse de doctorat (science politique).

Plourde, Anne. 2021. *Le capitalisme, c'est mauvais pour la santé*. Montréal : Les Éditions Écosociété.

Puma Crespo, Jorge Ivàn (dir.). 2016. « Maoïsmos en la historia » *Istor: Revista de Historia Internacional* vol. 16, no. 64.

Ranney, Dave. 2019. *Living and Dying on the Factory Floor: From the Outside In and the Inside Out*. Oakland: PM Press.

Reynolds, Dominique. 2019. « Une région en mal d'éducation » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, pp. 27-30.

Ridley, Simon et Paolo Stuppia. 2021. « Activation of Student Protest: Reaction, Repression, and Memory at Nanterre University, Paris 1968-2018 ». Dans Bessant, Judith, Analicia Mejia Messinas and Sarah Pickard. 2021. *When Students Protest: Universities in the Global North*. London: Rowman & Littlefield. pp. 17-32.

Radio-Canada. 2017. « Webdocumentaire: Dominion Textile ». *Émission Le siège*. [En ligne] <http://ici.radio-canada.ca/lesiege/web-documentaire/001.html>

Robert, Camille. 2018. « Du 'travail d'amour' au travail exploité : retour historique sur les luttes féministes entourant le travail ménager ». Dans Robert, Camille et Louise Toupin (dirs.). 2018. *Travail invisible : Portraits d'une lutte féministe inachevée*. Montréal : Éditions du Remue-ménage. pp. 31-45.

Roche, Anne. 2015. « L'année d'usine de Simone Weil (1934-1935) » *Les temps modernes* no. 684-685. pp. 204-214.

Rondeau, Daniel. 1988. *L'enthousiasme*. Paris: Quai Voltaire.

Ross, Kristin. 2002. *May '68 and its afterlives*. Chicago: University of Chicago Press.

Rouillard, Jacques. 2004. *Le syndicalisme québécois: deux siècles d'histoire*. Montréal: Les éditions du Boréal.

Roy, Donald. 2006. *Un sociologue à l'usine : Textes essentiels pour la sociologie du travail*. Paris : La Découverte.

Saillant, François. 2020. *Brève histoire de la gauche politique au Québec*. Montréal : Écosociété.

Sangster, Joan. 2010. « Radical Ruptures: Feminism, Labor, and the Left in the Long Sixties in Canada » *American Review of Canadian Studies* vol. 40, no. 1, pp. 1-21.

Savard, Alain. 2017. « Confiance et hégémonie : Deuxième partie » *Carnets rouges*. [En ligne] <https://carnetsrouges.net/confiance-et-hegemonie-deuxieme-partie/>

Savard, Alain. 2020. *Power from Below: Power, Democracy and Socialist Theory*. York University: PhD Dissertation (Political Science).

- Sayer, Andrew. 2005. *The Moral Significance of Class*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Schildt, Axel and Detlef Siegfried. 2006. « Youth, Consumption and Politics in the Age of Radical Change ». Dans Schildt, Axel and Detlef Siegfried (dirs.). 2006. *Between Marx and Coca-Cola: Youth Cultures in Changing European Societies, 1960-1980*. New York: Berghahn Books. pp. 1-35.
- Schulz, Kristina. 2008. « The Women's Movement ». Dans Klimke, Martin and Joachim Scharloth (dirs.). 2008. *1968 in Europe: A History of Protest and Activism, 1956–1977*. Basingstoke: Palgrave Macmillan. pp. 281-294.
- Scott, James C. 1985. *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*. New Haven: Yale University Press.
- Sheppard, Barry. 2012. *A Political Memoir, Volume 2: Interregnum, Decline, and Collapse, 1973-1988*. Berkeley: Resistance Books.
- Shilman, Ken. 1980. « Trade Union Work and Party Building in the Coalfields ». Dans Barnes, Jack. 2019. *The Turn to Industry: Forging a Proletarian Party*. New York: Pathfinder.
- Selfa, Lance. 2016. « Who's to blame for Trump's victory » *Socialist Worker*. [En ligne] <https://socialistworker.org/2016/11/14/whos-to-blame-for-trumps-victory>
- Siegfried, Detlef. 2006. « Understanding 1968: Youth Rebellion, Generational Change and Postindustrial Society ». Dans Schildt, Axel and Detlef Siegfried (dirs.). 2006. *Between Marx and Coca-Cola: Youth Cultures in Changing European Societies, 1960-1980*. New York: Berghahn Books. pp. 59-81.
- Simard, Marcel. 2003. *Il était une fois... Le Québec rouge*. Québec : Les Productions Virage. DVD, 52 mins. [En ligne] <https://www.dailymotion.com/video/x8of9i>
- Smith, Martin. 2013. « Talkin' 'bout a Working-Class Revolution: The Gendered 'Turn' to Party Building, the Personal, and Perspectives Gained from Within » *Left History* vol. 17, no. 1, pp. 75-99.
- SNCPV. 2016. « Historique ». *Syndicat national des produits chimiques de Valleyfield*. [En ligne] <http://www.snpcv.com/historique.htm>
- St-Denis Lisée, David. 2015. « De Bordeaux à Mao: Charles Gagnon et l'émergence du mouvement marxiste-léniniste au Québec » *Le Manuscrit*. [En ligne] https://www.academia.edu/30953290/De_Bordeaux_%C3%A0_Mao_Charles_Gagnon_et_l%27%C3%A9mergence_du_mouvement_marxiste_l%C3%A9niniste_au_Qu%C3%A9bec
- St-Denis Lisée, David. 2019. « *Le monde va changer de base* » : *L'horizon international du groupe En Lutte! (1972-1982)*. Université du Québec à Montréal : mémoire de maîtrise (histoire).

St-Onge, Pierre-Paul. 1995. *L'impact de la diversification sur la relance d'une entreprise militaire : le cas d'Expro*. Université du Québec à Montréal : mémoire de maîtrise.

Strain, Christopher B. 2016. *The Long Sixties: America, 1955 – 1973*. Hoboken: Wiley-Blackwell.

Sutherland, Alexandre. 2021. « Pour Bardella, le RN est 'le premier parti ouvrier de France' et n'a 'pas de leçon à recevoir de la gauche' » *Sputnik France*. [En ligne] <https://fr.sputniknews.com/20210612/pour-bardella-le-rn-est-le-premier-parti-ouvrier-de-france-et-na-pas-de-lecon-a-recevoir-de-la-1045722947.html>

Tarrow, Sydney. 1993. « Cycles of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention » *Social Science History*, Vol. 17, No. 2.

Taylor, Kieran Walsh. 2007. *Turn to the Working Class: The New Left, Black Liberation, and the U.S. Labor Movement (1967-1981)*. University of North Carolina at Chapel Hill: thèse de doctorat (histoire).

The Call. 1979. « Canadian M-L delegation visits Kampuchea » *The Call* vol. 8, no. 23. [En ligne] <https://www.marxists.org/history/erol/ca.secondwave/rashi-pol-pot.htm>

Theurillat-Cloutier, Arnaud. 2017. *Printemps de force : Une histoire engagée du mouvement étudiant au Québec (1958-2013)*. Montréal : Lux Éditeur.

Tolomelli, Marica. 2015. « De l'université à l'usine : Italie et Allemagne (1968-1973) » *Les Temps Modernes* vol. 684-685, pp. 96-119.

Toupin, Louise et Camille Robert. 2018. « Politiser le travail invisible : un projet féministe inachevé ». Dans Robert, Camille et Louise Toupin (dirs.). 2018. *Travail invisible : Portraits d'une lutte féministe inachevée*. Montréal : Éditions du Remue-ménage. pp. 7-30.

Tremblay, Arthur. 1975. « La démocratisation de l'enseignement ». Dans Académie des Lettres et des Sciences humaines de la Société royale du Canada. 1975. *Le Rapport Parent, dix ans après*. Montréal : Les Éditions Bellarmin.

Tremblay, Éric. 2017. « Grace Canada catalyse la vie industrielle de Valleyfield depuis 60 ans » *Journal Saint-François*. [En ligne] <https://www.journalsaint-francois.ca/grace-canada-catalyse-vie-industrielle-de-valleyfield-60-ans/>

Tremblay, Geneviève. 2012. « La CLASSE déterminée à rallier les Québécois à sa 'grève sociale' » *Le Devoir*. [En ligne] <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/354677/la-classe-determinee-a-rallier-les-quebecois-a-sa-greve-sociale>

Tremblay-Boily, Guillaume. 2011. « *Front commun contre le gouvernement* » : *Portrait des relations entre le Parti libéral du Québec, le Parti Québécois et les syndicats du secteur public lors des négociations de 1972 à 1983*. Essai publié sur le site web de la Fondation Jean-Charles Bonenfant. <http://www.fondationbonenfant.qc.ca/stages/listeEssais.html>

Tremblay-Boily, Guillaume. 2019. « Le ‘Soviet de Valleyfield’ : Succès et échecs du travail communiste en usine » *Nouveaux cahiers du socialisme* no. 22, pp. 127-131.

Trépanier, Michel et Kadia Georges Aka. 2017. « L’analyse des réseaux dans les activités d’innovation des PME : le rôle oublié de l’homophilie » *Revue internationale P.M.E.* vol. 30, no. 2, pp. 33-59.

Tsogas, George et Guillaume Tremblay-Boily. 2020. *Onomatology of « établissement »*. Document de travail non publié.

Ubbiali, Georges. 2012. « L’établissement. De l’histoire à la sociologie » *Dissidences* no. 4. [En ligne] <https://preo.u-bourgogne.fr/dissidences/index.php?id=267#ftn50>

Valiante, Giuseppe. 2015. « U.S. Vietnam war draft dodgers left their mark on Canada » *Maclean’s*. [En ligne] <https://www.macleans.ca/news/canada/u-s-vietnam-war-draft-dodgers-left-their-mark-on-canada/>

Vallières, Pierre. 1971. *L’urgence de choisir*. Montréal : Éditions Parti pris.

Vennat, Pierre. 1972. « Virulente attaque contre le PQ » *La Presse*. [En ligne] <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2719114?docsearchtext=29%20f%C3%A9vrier%201972>.

Vie ouvrière. 1983. « Tables rondes : Le PQ est mort, les m-l sont morts, vive...? » *Vie ouvrière* vol. 33, no. 170, pp. 46-67.

Vigna, Xavier. 2007. *L’insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d’histoire politique des usines*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Vigna, Xavier et Michelle Zancarini-Fournel. 2009. « Les rencontres improbables dans ‘les années 68’ » *Vingtième siècle. Revue d’histoire* vol. 1, no. 101, p. 163-177.

Vinet, Alain, Francine Dufresne et Lucie Vézina. 1982. *La condition féminine en milieu ouvrier*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture.

Wallot, Hubert. 2015. « Quel est l’avenir du Centre hospitalier Louis-H. Lafontaine? » *Santé mentale au Québec* vol. 40, no. 2. pp. 65-78.

Warren, Jean-Philippe et Andrée Fortin. 2015. *Pratiques et discours de la contreculture au Québec*. Québec : Les éditions du Septentrion.

Warren, Jean-Philippe. 2007. *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*. Montréal: VLB Éditeur.

Warren, Jean-Philippe. 2008. *Une douce anarchie : Les années 68 au Québec*. Montréal: Les éditions du Boréal.

Warren, Jean-Philippe. 2013. « Les sous-cultures politiques du savoir : La grève étudiante de 2012 dans le prisme des disciplines universitaires » *Recherches sociographiques* vol. 54, no. 3, pp. 451-476.

Warren, Jean-Philippe. 2013. « Quelques facteurs sociologiques de la violence dans les années 1968 : le Mouvement de libération du taxi » dans Carel, Ivan, Jean-Philippe Warren et Robert Comeau. 2013. *Violences politiques : Europe et Amériques, 1960-1979*. Montréal : Lux. pp. 117-138.

Warren, Jean-Philippe. 2016. « Les années 68 au Québec : Mise en perspective des expériences québécoise et française autour des mouvements étudiants » *Vingtième siècle. Revue d'histoire* no. 129, pp. 61-74.

Warren, Jean-Philippe. 2020. *Histoire du taxi à Montréal : Des taxis jaunes à Uber X*. Montréal : Les éditions du Boréal.

Webb, Ross. 2018. « The ‘turn to industry’: what happened when left activists joined the working class? » *Overland*. [En ligne] <https://overland.org.au/2018/03/the-turn-to-industry-what-happened-when-left-activists-joined-the-working-class/>

Weil, Simone. 1951. *La Condition ouvrière*. Paris : Gallimard. [En ligne] http://classiques.uqac.ca/classiques/weil_simone/condition_ouvriere/la_condition_ouvriere.pdf

Willemont, Jacques. 1969. « La reprise du travail aux usines Wonder ». 10 mins. [En ligne] https://www.youtube.com/watch?v=ht1RkTMY0h4&ab_channel=WILLEMONTJacques

Williams, Joan C. 2016. « What So Many People Don't Get About the U.S. Working Class » *Harvard Business Review*. [En ligne] https://hbr.org/2016/11/what-so-many-people-dont-get-about-the-u-s-working-class?utm_source=pocket&utm_medium=email&utm_campaign=pockethits

Wright, Erik Olin and Donmoon Cho. 1992. « The Relative Permeability of Class Boundaries to Cross-Class Friendships: A Comparative Study of the United States, Canada, Sweden, and Norway » *American Sociological Review* vol. 57, no. 1, pp. 85-102.

Annexe A : Schéma d'entretien

L'implantation et l'engagement des marxistes-léninistes québécois dans des milieux de travail

Les entretiens seront semi-dirigés, mais plus près de l'entretien libre que de l'entretien dirigé. En ce sens, la seule question dont on peut être sûr qu'elle sera posée, c'est la question initiale. Les différents thèmes seront abordés au fil de la discussion en laissant le plus possible l'interviewé contrôler le déroulement de celle-ci. Le schéma sert donc plus d'outil pour rappeler au chercheur les différents thèmes à approfondir que de questionnaire à proprement parler.

Rappel éthique et consentement

Comme vous l'avez vu dans le formulaire de consentement, l'entretien va porter sur votre expérience d'engagement dans le mouvement marxiste-léniniste et sur votre expérience d'implantation en milieu de travail. Je vous rappelle que vous pouvez à tout moment interrompre l'entrevue ou ne pas répondre à certaines questions.

Questions

Avant l'implantation :

[Avec mise en contexte selon laquelle on va parler de l'implantation, mais je veux aussi voir ensemble du parcours de chaque personne] Pouvez-vous me dire dans quel milieu vous avez grandi/d'où vous venez?

[Si pas abordé : classe sociale, occupation des parents (scolarité) et des proches, implication syndicale, sociale ou politique des parents et des proches, pauvreté ou non, pratique religieuse ou non]

Pouvez-vous me raconter ce qui vous a mené à vous impliquer dans le mouvement marxiste-léniniste?

Comment a été prise la décision de s'implanter en usine/en hôpital/etc.? (si ça a pris la forme d'une décision : sans doute plus un processus graduel)

Quelles étaient vos motivations/intentions? Qu'est-ce qui vous a mené à vous implanter?

Degré d'enthousiasme/caractère volontaire ou non de l'implantation?

Comment s'est fait le choix du milieu de travail? [voir si la personne était la seule militante m-l dans son milieu de travail, incluant les autres organisations]

Comment s'est déroulée l'embauche?

L'expérience d'implantation :

[Avant de parler de l'expérience d'implantation, savoir s'il y a eu un ou plusieurs milieux de travail et combien de temps dans chacun. Parler de chacune des expériences d'implantation + raisons du départ s'il y a lieu, savoir aussi si la personne a eu un poste syndical ou une autre position d'influence]

Pouvez-vous me raconter votre premier jour/vos premiers jours à l'usine/hôpital/etc.?

[Si pas abordé, qu'est-ce que vous faisiez comme travail, seul ou dans une équipe? De combien de personnes? Composée de personnes de quelle origine, quelle qualification, etc.?]

Comment on trouve le temps de militer avec travail à temps plein? À quel moment on se sent assez à l'aise pour parler ouvertement politique avec les collègues?

Comment s'est passée l'intégration dans le milieu? (ambiance durant le travail, mais aussi relations hors-travail : activités ensemble?)

Comment vous perceviez la classe ouvrière? Idéalisation? Changement de point de vue sur la classe ouvrière au fil de l'implantation?

Ailleurs (établis en France), efforts pour se « fondre dans la masse » en adoptant langage, style vestimentaire, etc. Est-ce que ça a été le cas pour vous? Sentiment de « ne pas fitter »? Si oui, pourquoi? Sentiment de distance avec certains groupes en particulier? « Choc culturel »?

Fréquentiez-vous les mêmes endroits que les autres ouvriers? Habitez-vous le même quartier? [À quel point la personne se mêle au groupe ouvrier. Jean-Pierre Martin le fait pas mal dans le Laminoir, probablement + le cas des implantés en région]

Vous êtes-vous fait des amis dans le milieu de travail? Quelles caractéristiques? Quel type de relations? Encore en contact aujourd'hui?

Militantisme marxiste-léniniste était-il connu des autres? De tous ou de certains en particulier?

Avez-vous lancé/participé à des actions syndicales ou politiques? (diffusion de tracts ou de journaux, cercles de lecture ou groupes de sympathisants, recrutement de membres, manifestations, élections syndicales, maraudage syndical, grève, moyens de pression, revendications auprès de l'employeur, actions d'éclat, etc.). Pour chacune, inviter la personne à raconter et voir degré de participation des autres ouvriers, réceptivité. Avec qui les actions étaient-elles faites?

De manière plus générale (notamment dans discussions informelles), est-ce que vous sentiez que les autres ouvriers (ou certains d'entre eux/ceux de certains groupes) étaient réceptifs aux idées marxistes-léninistes? Qu'est-ce qui rejoignait les gens/qu'est-ce qui ne résonnait pas?

Quelles relations avec la direction ou les superviseurs/contremaîtres? [Peut faire surgir connivence d'habitus avec la direction et/ou actions particulières visant les petits chefs ou autre]

Essayer de voir évolution au fil du temps. Est-ce que relations ont évolué?

Globalement, comment avez-vous vécu l'expérience d'implantation?

Est-ce que vous recommanderiez à des militants de gauche de faire ça aujourd'hui?

[Si des documents d'archives sont disponibles concernant le milieu de travail dans lequel la personne a été implantée, organiser la partie « L'expérience d'implantation » autour de ces documents]

Après l'implantation (si la personne a quitté le milieu de travail) :

Comment s'est passé votre départ du milieu de travail? (voir notamment réaction des collègues à leur départ) Dans quel contexte ça s'est produit? Pour quelles raisons avez-vous quitté?

Si la personne est toujours dans le milieu (ou y est restée après la disparition des groupes m-l), comment son implication dans le milieu a-t-elle évolué?

Qu'avez-vous fait par la suite?

Êtes-vous encore engagé socialement ou politiquement? Est-ce que votre expérience d'implantation a façonné/eu un impact sur votre engagement?

Est-ce que vous avez encore des documents de l'époque? (archives personnelles, photos, journaux, tracts, etc.)

Est-ce que vous connaissez d'autres personnes qui ont été implantées et qui pourraient être intéressées à participer au projet de recherche?